

Les Résultats acquis par l'Organisation Permanente du Travail de 1919 à 1929

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Diplômes d'Études Supérieures de Droit Public et d'Économie Politique)

Présentée et soutenue le 30 Mai 1930, à 2 heures de l'après-midi

par

Clément ARGENTIER

Diplômé de l'École des Hautes Études Commerciales

*Président : M. TRUCHY, Professeur à la Faculté de Droit,
Membre de l'Institut*

*Suffragants : MM. LESCURE, Professeur
QUALID, Professeur*

LIBRAIRIE
DU
RECUEIL SIREY
Société Anonyme

22, Rue Soufflot, PARIS (Ve)



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

**Les Résultats acquis par
l'Organisation Permanente du Travail
de 1919 à 1929**

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Diplômes d'Etudes Supérieures de Droit Public et d'Economie Politique)

Présentée et soutenue le 30 Mai 1930, à 2 heures de l'après-midi

par

Clément ARGENTIER

Diplômé de l'École des Hautes Etudes Commerciales

*Président : M. TRUCHY, Professeur à la Faculté de Droit,
Membre de l'Institut*

*Suffragants : MM. LESCURE, Professeur
QUALID, Professeur*

LIBRAIRIE
DU
RECUEIL SIREY

Société Anonyme
22. Rue Soufflot, PARIS (Ve)

1930



Table Analytique des Matières

	Pages
INTRODUCTION	7
PREMIERE PARTIE	
<i>Les Origines de l'Organisation Permanente du Travail</i>	
Chapitre I. — Historique de la réglementation internationale du Travail ; division de cet historique en quatre périodes	9
SECTION I. — 1 ^{re} Période (1788-1890) : les précurseurs de l'Organisation Permanente du Travail: Necker, Robert Owen, Blanqui, Daniel Legrand, Dollfus, Audiganne, Wolowski, Vaillant, Camélinat; proposition Millerand. Le mouvement à l'étranger (Allemagne, Suisse). Les premiers Congrès ouvriers. Préparation de la Conférence de <i>Berlin</i> ; l'initiative suisse ; attitude de Guillaume II	11
SECTION II. — 2 ^e Période (1890-1905) : La Conférence de Berlin (1890) ; son échec. L'Encyclique <i>Rerum Novarum</i> . Les Congrès ouvriers. Le Congrès international de législation du travail (1900). L'Association internationale pour la protection légale des travailleurs. L'Office international du Travail de Bâle. Les premiers traités de travail	23
SECTION III. — 3 ^e Période (1905-1914) : La Conférence de Berne (1905-1906) ; les conventions internationales adoptées : interdiction de l'emploi du phosphore blanc dans la fabrication des allumettes ; interdiction du travail de nuit des femmes. Le Congrès de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs : Lucerne (1908), Lugano (1910), Zürich (1912).	29
SECTION IV. — 4 ^e période (1919-1919). Les Conférences ouvrières : Leeds (1916), Berne (1917), Le Havre (1918), Berne (1919), Paris (1919).	35

SECTION V. — Les résultats acquis du début du 19 ^e siècle à 1919. Parallélisme du développement des législations nationales et de la législation internationale en matière de protection ouvrière. Tendances des législations après la guerre. Les traités de travail. Traités de commerce contenant des clauses relatives au travail. Les traités d'émigration et d'immigration	39
--	----

Chapitre II. — Le Traité de Paix et l'Organisation Permanente du Travail	47
---	----

SECTION I. — La Commission de Législation internationale du Travail. Les délégations féminines à la Conférence des préliminaires de paix. La Conférence Internationale des gens de mer. Revendications présentées par ces groupements. Vœux et conclusions	47
---	----

SECTION II. — Les décisions de la Conférence des préliminaires de paix. Le Pacte de la Société des Nations et la Partie XIII des traités de paix. Les clauses relatives au travail. Les contre-propositions allemandes. Admission de l'Allemagne et de l'Autriche au sein de l'Organisation Permanente du travail. Préparation de la 1 ^{re} Conférence Internationale du Travail. Ordre du jour de cette Conférence	54
---	----

DEUXIEME PARTIE

Le statut juridique de l'Organisation Permanente du travail

CHAPITRE PRELIMINAIRE. — La teneur de la Partie XIII du Traité de Paix	63
---	----

Chapitre I. — Constitution générale de l'Organisation Permanente du Travail	69
--	----

Chapitre II. — L'organisme officiel permanent de réglementation internationale du travail	77
--	----

Section préliminaire. — Composition : Conférence générale des représentants des Etats Membres. Conseil d'Administration. Bureau International du Travail. Analogies avec la Société des Nations	77
--	----

SECTION I. — La Conférence générale des Etats Membres : Périodicité des sessions. Composition des délégations à la Conférence. Conseillers techniques. Tenue des sessions de la Conférence. Bureau provisoire. Bureau définitif. Secrétariat. Vérification des pouvoirs. Commissions de	
--	--

	Pages
la Conférence. Mode de votation des délégués. Majorités acquises pour la validité des décisions. Fixation de l'ordre du jour de la Conférence. Décisions de la Conférence. Procédure d'adoption des conventions. Suite à donner par les Etats Membres aux décisions de la Conférence. Enregistrement des conventions ratifiées. Procédure de révision des conventions. Contrôle et sanctions assurant le respect des engagements internationaux contractés par les Etats Membres	78
SECTION II. — Le Conseil d'administration du Bureau International de Travail. Composition. Fonctionnement. Attributions	100
SECTION III. — Le Bureau International du Travail: La Direction du B. I. T. Attributions du Directeur. Organisation intérieure du B. I. T. Personnel du B. I. T. Tribunal administratif de la Société des Nations. Caisse de prévoyance. Bureaux et correspondants nationaux. Attributions du B. I. T.	108
1^{re} SOUS-SECTION. — La compétence de l'Organisation Permanente du Travail : la compétence d'après les travaux préparatoires du traité de paix ; la compétence d'après le traité ; la compétence depuis le traité	121
2^e SOUS-SECTION. — Organisation financière. Préparation et vote du budget ; contrôle budgétaire et vérification des comptes ; contribution des Etats Membres aux dépenses de l'organisation ; les budgets de l'Organisation Permanente du Travail de 1919 à 1929	136
 TROISIEME PARTIE LES RESULTATS 	
Chapitre I. — L'Œuvre du Conseil d'administration et du Bureau International du Travail	143
SECTION I. — L'Œuvre du Conseil d'administration du B. I. T.	14
1^{re} SOUS-SECTION. — Les sessions du Conseil d'administration	144
2^e SOUS-SECTION. — Les Commissions du Conseil d'administration. Commissions composées exclusivement de membres du Conseil d'administration. Commissions mixtes. Commissions composées uniquement d'experts	144
3^e SOUS-SECTION. — Interventions arbitrales du Conseil d'administration : transfert des fonds des assurances sociales	

	Pages
et assurances d'Etat dans les territoires cédés par l'Allemagne et par l'Autriche. Autres missions arbitrales : affaire des fabriques de tapis de Kérmán (Perse) ¹⁾ ; affaire des syndicats espagnols ²⁾ ; suppression des libertés syndicales en Hongrie, problème de la Haute-Silésie (renvoi)	149
SECTION II. — L'Œuvre du Bureau International du Travail	150
1 ^{re} SOUS-SECTION. — Préparation des travaux des sessions de la Conférence générale des Etats Membres : questionnaires, rapports	151
2 ^e SOUS-SECTION. — Information internationale : Centralisation, élaboration, distribution des renseignements	151
<i>Paragraphe 1. — Les Enquêtes du B. I. T. : Enquêtes sur place : crise du chômage en Angleterre, production et travail dans l'industrie minière de la Ruhr, conditions de travail et de production dans le bassin de la Haute-Silésie ; service obligatoire du travail en Hongrie. Enquêtes spéciales : enquête sur les conditions du travail dans la Russie des Soviets, enquête sur la production, enquête sur la liberté syndicale en Hongrie, enquête sur les salaires, enquête sur le système de trois équipes dans l'industrie métallurgique ; enquête sur l'application de la loi sur la journée de 8 heures dans la marine marchande française, enquête sur le chômage, enquête sur l'orientation professionnelle, enquête sur la conciliation et l'arbitrage dans les conflits du travail, enquête sur les conditions de travail dans les mines de charbon, enquête sur le pouvoir d'achat des salaires dans un certain nombre de villes européennes, enquête sur les conditions de travail dans les industries textiles. Autres Enquêtes</i>	153
<i>Paragraphe 2. — Publications du B. I. T. : A) Publications à périodicité régulière (Bulletin officiel, Revue internationale du travail, Informations sociales, Annuaire international du travail, Chronique mensuelle des migrations, chronique de la sécurité industrielle, etc...) ; B) Publication à périodicité irrégulière (Série législative, Recueil international de jurisprudence du travail, Documents de la Conférence, Etudes et documents ; C) Publications non périodiques ou occasionnelles (études spéciales, publications diverses).</i>	163
3 ^e SOUS-SECTION. — Relations	183

	Pages
Paragraphe I. — Relations avec les Etats et divers groupements nationaux et internationaux	183
Paragraphe 2. — Coopération du Bureau International du Travail avec la Société des Nations	185
Chapitre II. — L'Œuvre de la Conférence Internationale du Travail	193
SECTION I. — 1 ^{re} session de la Conférence, <i>Washington</i> (1919) Admission de l'Allemagne et de l'Autriche au sein de l'Organisation permanente du Travail ; élection du Conseil d'administration du B. I. T. ; Approbation du règlement de la Conférence ; examen des questions figurant à l'ordre du jour : durée du travail ; journée de 8 heures ; chômage ; protection des femmes : a) avant et après l'accouchement, b) pendant la nuit, c) dans les travaux insalubres ; protection des enfants : a) âge d'admission au travail industriel, b) travail de nuit, c) travaux insalubres ; Extension et application des conventions internationales adoptées à Berne en 1906.	193
<i>Sous-Section spéciale.</i> — Les précédents de la réglementation internationale du Travail maritime (lois de Rhodes, Ordonnances de Trani, rôles d'Oléron, Consulat de la Mer, etc.) ; Conférence internationale de Londres (1913-1914).	203
SECTION II. — 2 ^e Session de la Conférence (Gênes 1920). Conditions d'application aux marins de la convention de <i>Washington</i> sur la durée du travail. Conditions d'engagement des marins ; placement, chômage, assurance contre le chômage ; admission des enfants au travail maritime ; statut international des marins ; Commission paritaire maritime. Résolutions	208
SECTION III. — 3 ^e session de la Conférence (Genève 1921). Réforme du Conseil d'administration du B. I. T. Adaptation au travail agricole des résolutions de <i>Washington</i> concernant la durée du travail, le chômage, la protection des femmes et des enfants. Mesures de protections spéciales pour les travailleurs agricoles : enseignement technique ; logement et couchage ; droits d'association et de coalition ; assurances sociales. Autres questions de l'ordre du jour : charbon ; emploi de la céruse ; repos hebdomadaire dans l'industrie et le commerce ; âge d'admission au travail dans les soutes et chaufferies ; visite médicale obligatoire des enfants employés à bord des bateaux. Résolutions. La Conférence de Gênes et le désarmement ..	219

	Pages
SECTION IV. — 4 ^e Session de la Conférence (Genève 1922): Règlement de la Conférence ; réforme du Conseil d'administration ; périodicité de la Conférence ; statistiques de l'émigration ; rapport sur la crise du chômage. Amendement des conventions. Rapport du Directeur du B. I. T. Election du Conseil d'administration. Résolutions	231
SECTION V. — 5 ^e Session de la Conférence (Genève 1923) : Organisation d'un système d'inspection du travail ; autres décisions de la Conférence. Rapport du Directeur du B. I. T.	241
SECTION VI. — 6 ^e Session de la Conférence (Genève 1924) : Utilisation des loisirs des ouvriers ; égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux ; arrêt hebdomadaire du travail dans les verreries à bassins ; travail de nuit dans les boulangeries ; infection charbonneuse ; chômage. Procédure de la double lecture. Rapport du Directeur du B. I. T.	246
SECTION VII. — 7 ^e Session de la Conférence (Genève 1925) : Egalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux victimes d'accidents du travail ; travail de nuit dans les boulangeries ; arrêt hebdomadaire de 24 heures dans les verreries à bassins, réparation des accidents du travail ; maladies professionnelles ; problèmes généraux de l'assurance sociale ; règlement et double lecture ; le nouveau Conseil d'administration. Résolutions. Rapport du Directeur du B. I. T.	256
<i>Sous-Section spéciale.</i> — Les sessions de la Conférence en 1926	270
SECTION VIII. — 8 ^e Session de la Conférence (Genève 1926): Simplification de l'inspection des émigrants à bord des navires. Questions d'ordre constitutionnel. Règlement de la Conférence. Résolutions. Rapport du Directeur du B. I. T.	271
SECTION IX. — 9 ^e Session de la Conférence (Genève 1926) : Codification internationale des règlements relatifs à l'engagement des marins ; rapatriement des marins ; principes généraux de l'inspection des gens de mer ; heures de travail dans la marine marchande. Résolutions. Rapport du Directeur du B. I. T.	275
SECTION X. — 10 ^e session de la Conférence (Genève 1927) : Assurance-maladie ; liberté syndicale ; salaires minima.	

	Pages	
Application des conventions. Règlement de la Conférence. Résolutions. Rapport du Directeur du B. I. T.	282	
SECTION XI. — 11^e session de la Conférence (Genève 1928). :		
Salaires minima ; prévention des accidents du travail. Application des conventions. Règlement de la Conférence. Résolutions. Rapport du Directeur du B. I. T.	286	
SECTION XII. — 12^e Session de la Conférence (Genève 1929) :		
Prévention des accidents du travail ; protection des tra- vailleurs occupés au chargement et au déchargement des navires contre les accidents ; travail forcé des indigènes ; durée du travail des employés ; problème du chômage. Résolutions. Rapport du Directeur du B. I. T.	295	
SECTION XIII. — 13^e Session de la Conférence (Genève 1929) :		
Règlementation des heures du travail à bord des navires ; protection des gens de mer en cas de maladie ; amélio- ration des conditions de séjour des marins dans les ports ; institution d'un minimum de capacité professionnelle des capitaines et officiers chefs de quart de la marine mar- chande. Résolutions. Rapport du Directeur du B. I. T. ..	303	
SECTION XIV. — Les travaux préparatoires de la 14^e session de la Conférence (Genève 1920) : Conférence technique pré- paratoire des conditions du travail dans les mines de charbon ; la 47^e session du Conseil d'administration du B. I. T.		316
Chapitre III. — L'Œuvre des Etats Membres de l'Organisa- tion Permanente du Travail	325	
SECTION I. — Règlementation de la durée du travail	326	
<i>Paragraphe 1. — La convention des 8 heures</i>	<i>327</i>	
<i>Paragraphe 2. — Repos hebdomadaire dans les établisse- ments industriels</i>	<i>339</i>	
<i>Paragraphe 3. — Repos hebdomadaire dans les établisse- ments commerciaux</i>	<i>343</i>	
<i>Paragraphe 4. — Travail de nuit dans les boulangeries ..</i>	<i>346</i>	
<i>Paragraphe 5. — Utilisation des loisirs des travailleurs</i>	<i>350</i>	
SECTION II. — Hygiène industrielle	356	
<i>Paragraphe 1. — Interdiction de l'emploi du phosphore blanc dans la fabrication des allumettes</i>	<i>356</i>	
<i>Paragraphe 2. — Prévention du charbon</i>	<i>357</i>	

	Pages
<i>Paragraphe 3. — Protection des femmes et des enfants contre le saturnisme</i>	358
<i>Paragraphe 4. — Emploi de la céruse dans la peinture</i>	360
<i>Paragraphe 5. — Service public d'hygiène</i>	364
<i>Paragraphe 6. — Réparation des maladies professionnelles</i>	364
SECTION III. — Protection des femmes employées dans l'industrie	369
<i>Paragraphe 1. — Travail de nuit</i>	369
<i>Paragraphe 2. — Protection de la maternité</i>	374
SECTION IV. — Protection des enfants et des jeunes gens	377
<i>Paragraphe 1. — Age d'admission des enfants au travail industriel</i>	377
<i>Paragraphe 2. — Travail de nuit</i>	381
SECTION V. — Inspection du travail	386
SECTION VI. — Les assurances sociales	392
<i>Paragraphe 1. — La réparation des accidents du travail</i>	393
<i>Paragraphe 2. — Indemnités dues en matière de réparation des accidents du travail</i>	398
<i>Paragraphe 3. — Juridictions compétentes pour la solution des conflits relatifs à la réparation des accidents du travail</i>	400
<i>Paragraphe 4. — Egalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux</i>	400
<i>Paragraphe 5. — Assurance-Maladie des travailleurs de l'industrie, du commerce et des gens de maison</i>	405
<i>Paragraphe 6. — Principes généraux de l'assurance-maladie</i>	410
SECTION VII. — Le salaire	414
<i>Paragraphe 1. — Institution de méthodes de fixation des salaires minima</i>	415
<i>Paragraphe 2. — Application des méthodes de fixation des salaires minima</i>	418
SECTION VIII. — Chômage et placement ; exécution des décisions de la Conférence ; accords de réciprocité entre Etats	423
SECTION IX. — Les migrations	431
<i>Paragraphe 1. — Réciprocité de traitement des travailleurs étrangers</i>	432

	Pages
<i>Paragraphe 2.</i> — Informations statistiques ou autres concernant les migrants (communication au B. I. T.)	433
<i>Paragraphe 3.</i> — Inspection des émigrants à bord des navires	435
<i>Paragraphe 4.</i> — Protection des femmes et jeunes filles émigrantes à bord des navires	438
<i>Paragraphe 5.</i> — Les accords diplomatiques et l'activité internationale en matière d'émigration et d'immigration ..	439
SECTION X. — La protection de catégories spéciales de travailleurs	443
<i>Première Sous-Section</i> Les travailleurs maritimes	443
<i>Paragraphe 1.</i> — Durée du travail : 1° dans l'industrie de la pêche ; 2° dans la navigation intérieure	444
<i>Paragraphe 2.</i> — Protection des enfants et des jeunes gens ; 1° âge d'admission au travail maritime : a) au travail à bord ; b) en qualité de soutiers ou chauffeurs ; 2° examen médical obligatoire	446
<i>Paragraphe 3.</i> — Chômage : 1° assurance des marins contre le chômage ; 2° indemnité de chômage en cas de perte par naufrage	460
<i>Paragraphe 4.</i> — Placement des marins	464
<i>Paragraphe 5.</i> — Statut des marins : 1° établissement de statuts nationaux des marins ; 2° contrat d'engagement des marins ; 3° rapatriement des marins ; 4° rapatriement des capitaines et des apprentis	469
<i>Paragraphe 6.</i> — Inspection du travail des gens de mer	479
<i>Deuxième Sous-Section.</i> — Les travailleurs agricoles	485
<i>Paragraphe 1.</i> — Logement et couchage	485
<i>Paragraphe 2.</i> — Droits d'association et de coalition	486
<i>Paragraphe 3.</i> — Protection des femmes : travail de nuit, maternité	487
<i>Paragraphe 4.</i> — Protection des enfants : âge d'admission au travail dans l'agriculture ; travail de nuit	489

	Pages
<i>Paragraphe 5. — Enseignements technique</i>	492
<i>Paragraphe 6. — Assurances sociales : Extension aux salariés de l'agriculture du bénéfice des lois et règlements insti- tuant des systèmes d'assurance ; réparation des acci- dents dans l'agriculture ; assurance-maladie des travail- leurs agricoles.</i>	493
<i>Paragraphe 7. — Le chômage</i>	499
Tableau récapitulatif des résultats acquis de 1919 à 1930 (con- ventions)	501
CONCLUSION	503
ANNEXES	509

INTRODUCTION

Le 29 Octobre 1919 se réunissait, à Washington, la première session de la Conférence chargée de mettre en œuvre les principes posés par la partie XIII du Traité de Paix et de poser les assises d'une réglementation internationale des conditions du travail. Si, à vrai dire, l'idée d'une telle réglementation n'était pas nouvelle ; si, d'autre part, avant la guerre, de louables tentatives avaient été faites pour donner corps à cette idée et avaient trouvé une réalisation partielle dans l'élaboration de conventions internationales dans le domaine social, l'institution créée par le Traité constituait « le premier effort concerté de la part des nations de la terre pour traiter, d'une manière très complète, les problèmes du travail ». (1)

Dix années se sont écoulées depuis cette date mémorable, dix années au cours desquelles se sont succédé périodiquement treize sessions tenues par la Conférence Générale des Etats Membres de l'Organisation Permanente du Travail. A l'expiration de cette période décennaire, il convient de se demander si cette Organisation a bien rempli la mission qui lui a été assignée par le Traité et si, en particulier, les Etats membres qui la composent ont bien assumé les obligations qui leur ont été imparties par cet instrument diplomatique. Laissant de côté toute idée de doctrine on s'attachera, pour répondre à la question posée, à présenter un exposé strictement objectif des faits et de cet examen on déduira la conclusion qui s'imposera.

Mais il apparaît qu'un tel examen ne peut être entrepris

(1) Paroles prononcées à la séance d'ouverture de la Conférence de Washington (Octobre-Novembre 1919) par M. Wilson, Secrétaire du Travail des Etats-Unis ; cf. Comptes rendus sténographiques des séances p. 7.

sans jeter un regard en arrière, afin de mesurer le chemin parcouru depuis le moment où l'idée d'une réglementation internationale du travail avait pris naissance, jusqu'à celui où cette idée s'était concrétisée dans certaines conventions internationales à caractère plurilatéral. On juge en effet une institution non seulement à ses propres résultats mais aussi par comparaison à ceux d'une institution similaire tendant au même but. A cet égard l'histoire de la réglementation internationale du travail présentera un réel intérêt car il laissera apparaître l'œuvre réalisée, avant la guerre, par l'*Association internationale pour la protection légale des travailleurs* et l'*Office international du Travail* de Bâle, frère aîné du Bureau international du Travail actuel.

D'autre part les résultats s'apprécient à la valeur de l'organe qui les engendre. On sera ainsi amené à examiner en premier lieu le statut juridique de l'Organisation créée par le Traité de Paix. Puis on étudiera l'œuvre réalisée par l'organisme de Genève. Enfin comme les Etats eux-mêmes, du fait qu'ils ont adhéré au Pacte de la Société des Nations, se sont engagés à remplir certaines obligations, notamment celle de mettre à exécution les conventions qu'ils ont ratifiées, il conviendra d'envisager dans quelle mesure ils ont satisfait à cette obligation.

Le plan général de la présente étude sera donc le suivant :

Première Partie : Les origines de la réglementation internationale du travail.

Deuxième Partie : Le statut juridique de l'Organisation Permanente du Travail.

Troisième Partie : Les résultats acquis par cette organisation.

Dans cette partie on distinguera :

I. — L'œuvre du Conseil d'Administration et du Bureau International du Travail.

II. — L'œuvre de la Conférence générale des Etats Membres.

III. — L'œuvre des Etats Membres.

Conclusion.

PREMIÈRE PARTIE

LES ORIGINES
DE L'ORGANISATION PERMANENTE
DU TRAVAIL

CHAPITRE PREMIER

Historique
de la réglementation internationale
du travail de 1818 à 1919

A l'instar de la Société des Nations, dont elle forme l'une des institutions, l'Organisation Permanente du Travail a eu ses précurseurs, mais tandis que la conception d'un telle Société a pris naissance à une époque déjà lointaine (1), l'idée d'une réglementation internationale du travail industriel ne s'est formée que vers le début du 19^e siècle, tandis que se manifestaient les premiers essais d'une législation nationale.

Toutefois, ainsi qu'on le verra plus loin, le travail des gens de mer avait déjà fait l'objet d'une réglementation internationale consacrée dans divers codes du Moyen-Age, basés eux-mêmes sur des usages encore plus anciens et dans lesquels étaient incorporées les règles et coutumes, ainsi que la jurisprudence concernant ces marins et les pratiques maritimes (Or-

(1) Pierre Dubois, au 14^e siècle, dans son livre intitulé « *De recuperatione terræ sanctæ* » (1305-1306), Eméric Cruce, dans son « *Nouveau Cynée* » (1623) ; Sully avec son « *Grand Dessein* » écrit après la mort d'Henri IV ; William Penn dans son « *Essai* » inspiré de Sully (1693), l'Abbé de St-Pierre, dans son « *Mémoire pour rendre la paix perpétuelle* » (1713) ; Emmerich Wattel, dans son ouvrage sur le « *Droit des gens* » (1758) ; Stanislas Leszczinski, Kant, dans son livre « *Zum ewigen Frieden* » (1795) ; Bentham, dans son « *Plan for universal and perpetual peace* » écrit en 1789, furent les promoteurs, avant le 19^e siècle, de l'idée d'une Société des Nations.

donnance de Trani », « Jugement d'Oléron », « Consulat de la Mer », etc...)

Mais à ne s'en tenir pour le moment qu'au travail industriel, l'avènement d'une législation internationale dans ce domaine, ne s'est produit qu'après une série de longs efforts dont il n'est pas sans intérêt de marquer la genèse et les résultats.

On peut diviser l'histoire de la réglementation internationale du travail en quatre périodes bien distinctes :

La première période (1788-1890) est celle où l'idée commence à germer, puis à s'affirmer et se répandre dans les milieux populaires, scientifiques et politiques et dans les sphères gouvernementales où elle reçoit un accueil favorable. Elle est marquée, vers sa fin, par une réglementation plus stricte des conditions du travail sur le plan national. Les premiers traités réglant des questions de prévoyance sociale (convention franco-belge 1882) font leur apparition.

La deuxième période (1890-1905) est inaugurée par la Conférence de Berlin. L'idée est arrivée à maturité. Les Etats qui se sont avancés plus hardiment dans la voie de la réglementation nationale des conditions du travail, commencent à sentir l'impérieuse nécessité de se rapprocher, d'aboutir à des accords internationaux afin de limiter les effets de la concurrence. L'insuccès de la Conférence laisse le champ libre à l'initiative privée qui multiplie de nouveau ses efforts, lesquels aboutissent à la réunion, en 1897, des Congrès de Zürich et de Bruxelles et à la création, en 1900, de l'*Association internationale pour la protection légale des travailleurs*, résultat le plus tangible de cette période en raison du rôle important et décisif que va jouer cette Association.

La troisième période (1905-1914) part de la Conférence de Berne pour aboutir à la guerre mondiale. L'idée d'une réglementation internationale du travail a enfin acquis droit de cité. Les législations nationales enregistrent des progrès très rapides, les traités bilatéraux et les congrès se multiplient, deux conférences diplomatiques se réunissent à Berne (1905-1906 et 1913) et élaborent des projets de convention dont deux obtiennent les ratifications d'un certain nombre d'Etats.

Enfin, la *quatrième période* (1914-1919) est marquée par la guerre. Mais celle-ci, loin d'atténuer, dans les milieux ouvriers, le désir d'arriver à obtenir une législation internationale protectrice de leurs droits, ne fait qu'exacerber ce désir jusqu'au moment où il trouvera sa réalisation adéquate dans le Pacte de la Société des Nations et dans le traité de paix mettant fin à l'immense conflit.

SECTION I

Première période (1788-1890)

Il semble que ce soit NECKER qui le premier ait compris que la protection ouvrière est une question internationale. Dans son livre intitulé « *De l'Importance des Opinions religieuses* », publié en 1788, le ministre de Louis XVI constate, à propos du repos du dimanche que cette institution ne peut être maintenue qu'à la condition d'être observée par tous les pays.

Les événements qui suivirent attestèrent que NECKER avait raison car ce n'est qu'après de longues années que l'institution du repos hebdomadaire fut consacrée par la législation des grands pays industriels.

L'idée émise par cet homme d'Etat devait être reprise trente ans après par Robert OWEN (1771-1838). Le père du coopérativisme anglais anticipa de quelques années sur la législation ouvrière en réduisant dans sa fabrique de *New-Lanark* (Ecosse) la journée de travail des adultes, de 17 heures à 10 heures, en n'employant des enfants qu'à partir de l'âge de 10 ans et en supprimant les amendes, appliquées couramment à l'époque. Avant Lord SHAFTESBURY et MACAULAY, promoteurs de la loi anglaise sur les fabriques, il se prononça pour la limitation du travail industriel.

Le « bon patron de New-Lanarek » lança d'autre part, l'idée d'une législation internationale du travail par voie de conventions diplomatiques. Après son voyage en Suisse où il s'était entretenu de cette idée avec PICTET de ROCHEMONT et PESTALOZZI le fondateur de la pédagogie moderne, il adressa

aux représentants des puissances réunis en congrès à Aix-la-Chapelle (1818) deux mémoires par lesquels il demandait « l'introduction dans tous les pays, de mesures pour protéger les « ouvriers contre l'ignorance et l'exploitation dont ils sont « victimes » et la création d'une « Commission du Travail ».

Les appels généreux de l'industriel philanthrope restèrent sans réponse.

A vrai dire les conditions politiques et les conceptions économiques de l'époque n'étaient guère favorables à la propagation et à l'adoption de telles idées. Restauratrice de la monarchie absolue, momentanément abattue par le couperet révolutionnaire, la Sainte-Alliance ne pouvait que se montrer défiante à l'égard des ouvriers. D'autre part, la doctrine du « laissez-faire » avait atteint son apogée et les industriels, en général, se seraient opposés âprement à une limitation quelconque des conditions du travail.

Toutefois lorsqu'apparut la première législation protectrice (en Angleterre notamment lois de 1802 et de 1832), née d'un sentiment incontestable d'humanité à l'égard des travailleurs les plus faibles, les enfants, et de la conviction qu'une exploitation illimitée de la main-d'œuvre pourrait être génératrice de troubles industriels et sociaux par la réaction des travailleurs, on finit par se rendre compte que l'indifférence serait de mauvaise politique.

On arrive à l'époque où les doctrines d'Adam Smith et de l'école libérale orthodoxe commencent à être prises à partie et soumises à une critique serrée.

Les enquêtes faites en Prusse en 1829, et en France en 1828 et en 1840 avaient indiqué relativement au travail des enfants, les mêmes abus scandaleux qu'avaient relevés les premières enquêtes anglaises à la fin du 18^e siècle.

Les tentatives de Robert OWEN sont reprises avec plus d'insistance par des économistes, des sociologues et des industriels.

L'économiste français Jérôme-Adolphe BLANQUI (1798-1854) serait, d'après la thèse soutenue par M. KRAWTSCHENKO,

le premier qui aurait diffusé l'idée d'une protection internationale du travail (*der erste Verkünder der Idee des Internationalen Arbeiterschutzes*).

BLANQUI développa cette idée avec beaucoup de force dans le cours d'Economie industrielle qu'il professa à la Sorbonne en 1838. Voici ce qu'il disait à ce sujet : « Cette réforme si « belle, si juste, si nécessaire et si légitime n'est pas aussi faci- « le à opérer qu'elle peut le paraître à ceux qui ne voient rien « au-delà de la souffrance du moment, car elle a pour première « conséquence de faire mourir de faim ceux qui ne dînent « qu'à moitié aujourd'hui (à cause de la concurrence étran- « gère). Un seul moyen existe de l'accomplir, ce serait de la « faire adopter en même temps par tous les peuples industriels « exposés à se faire une concurrence au dehors ». Et BLANQUI ajoutait : « On a bien fait jusqu'ici des traités de puissance « à puissance pour s'engager à tuer des hommes : pourquoi « n'en ferait-on pas aujourd'hui pour leur conserver la vie et « la leur rendre plus douce ? »

Les suggestions du premier contradicteur de l'école classique ne furent pas entendues.

Cependant l'idée continuait à faire son chemin.

Un filateur français établi à Steinthal (Alsace), Daniel LEGRAND (1783-1859) fils de Luc LEGRAND, Directeur de la République helvétique après 1798, reprend la propagande de Robert OWEN et de BLANQUI. La loi anglaise de 1833 sur le travail des enfants et des jeunes gens occupés dans l'industrie textile avait provoqué en Prusse un mouvement d'idée en faveur d'une réglementation analogue. Daniel LEGRAND se met à la tête de ce mouvement et propose l'adoption, en France, de lois de protection semblable. A ses efforts se joignent ceux de la *Société Industrielle de Mulhouse* qui, en 1828, avait déjà procédé à une enquête sur l'industrie du coton. Cette activité contribue au vote de la loi de 1841 sur le travail des enfants.

Mais Daniel LEGRAND (1) estime que la réglementation du travail doit être transposée sur le plan international. Le 5

(1) Cf. Krawtchenko : *Un précurseur du droit international ouvrier* ; D. Legrand (Revue de droit international public 1910, p. 221).

décembre 1840, il adressa un appel éloquent aux gouvernements de France et de Suisse ainsi qu'aux Etats de la Confédération germanique et au Zollverein allemand, dans lequel il déclare qu'une protection internationale de l'ouvrier est nécessaire. Le 25 janvier 1841, soutenu par un autre industriel mulhousien, Jean DOLLFUS, il s'adresse au Parlement et au gouvernement français pour réclamer une convention internationale tendant à limiter à douze heures par jour la marche des moteurs mécaniques. En 1845, 1846 et 1847 il renouvelle ses appels, réunis et publiés en 1848 dans une brochure intitulée : « *Appel respectueux d'un industriel de la vallée des Vosges, illustré par le vénérable OBERLIN, adressé aux gouvernements de la France, de l'Angleterre, de la Prusse, des autres Etats de l'Allemagne et de la Suisse, dans le but de provoquer des lois particulières et une loi internationale destinée à protéger la classe ouvrière contre le travail précoce et excessif, cause première et principale de son dépérissement physique, de son abrutissement moral et de sa privation des bénédictions de la vie de famille. Dédié aux Gouvernements et aux Chambres des Etats industriels* ».

En 1853, LEGRAND lance un nouveau manifeste qu'il publie sous le titre : « *Appel respectueux adressé aux Gouvernements des pays industriels dans le but de provoquer une loi internationale sur le travail industriel, dont les dispositions seraient à arrêter par leurs délégués réunis dans un congrès lors de l'Exposition Universelle à Paris* ».

Cette dernière tentative fut renouvelée en 1855, 1856 et 1857. Elle était intéressante car elle préconisait tout un ensemble de réformes qui, pour la plupart, anticipaient de près d'un demi-siècle sur les conceptions et l'orientation générale de l'époque : journée de travail de douze heures au maximum, avec une heure et demie de repos ; repos du dimanche ; interdiction du travail de nuit ; admission au travail fixée à 10 ans pour les garçons et 12 ans pour les filles ; instruction primaire obligatoire jusqu'à 12 ans ; interdiction du travail pour les jeunes gens au-dessous de 18 ans dans les industries à marche continue et les industries dangereuses ; journée de huit heures dans les mines.

Dans la lettre ouverte qu'il adressait deux ans avant sa mort, aux Gouvernements de France, de Prusse, de Russie et d'Italie, Daniel LEGRAND signalait qu'« une loi internationale sur le travail industriel est l'unique solution possible du grand problème social de dispenser à la classe ouvrière les bienfaits moraux et matériels désirables, sans que les industries en souffrent et sans que la concurrence entre les industriels de ces pays en reçoivent la moindre atteinte ».

Les tentatives de LEGRAND restèrent vaines. « Ses projets furent ensevelis dans les paperasses de ces cimetières des idées généreuses que sont parfois les chancelleries ». (1)

Mais malgré l'inanité de ces efforts, les conceptions de Daniel LEGRAND eurent le mérite d'avoir posé le problème et d'avoir été le point de départ du vaste mouvement d'opinion qui allait peu à peu, par des voies difficiles, mais désormais éclairées, bousculer les préjugés, l'indifférence et l'égoïsme pour aboutir aux réalisations pratiques du XX^e siècle.

Tandis que Daniel LEGRAND prodiguait inlassablement les conceptions humanitaires que lui dictait son esprit généreux, l'Assemblée Constituante de 1848 trouvait, au sein de sa Commission du Travail, des défenseurs de l'idée nouvelle.

D'autre part, des publicistes opinaient également en faveur de l'établissement d'un droit international ouvrier. L'un d'eux, Armand AUDIGANNE, écrivait, en 1856, ce qui suit, dans son livre intitulé : *L'industrie contemporaine, ses caractères, ses progrès chez les différents peuples* :

« Le droit diplomatique, le droit des gens a ses règles et ses principes placés sous la sauvegarde de tous les peuples. Pourquoi, à une époque où les échanges internationaux se multiplient chaque jour, le droit industriel n'aurait-il pas les siens ? L'unité de cette partie des lois chez les nations civilisées serait progrès au point de vue chrétien et au point de vue social ».

Après lui, WOŁOWSKI, économiste de l'école libérale, prônait, en 1868, dans son cours sur le travail des enfants dans

(1) Cf. Robert Gafner. — Le Bureau International du Travail. — La Chaux-de-Fonds. Imprimerie coopérative 1922.

les manufactures, la nécessité d'une entente internationale qui ferait « cesser le douloureux trafic » de l'enfant, de l'adolescent et de la femme comme elle avait fait cesser, au Congrès de Vienne de 1815, « l'abominables scandale de la traite des nègres ». Reprenant l'argument présenté avant lui par BLANQUI, WOŁOWSKI ajoutait : « Tant de traités ont été conclus dans le but de faire tuer des hommes, qu'on saluerait avec une reconnaissance profonde ceux qui auraient pour but de les faire vivre ».

Le 5 février 1873, WOŁOWSKI, qui était député, présente à l'Assemblée Nationale, une proposition tendant à instituer une réglementation internationale du travail. L'année suivante, J.-B. DUMAS dépose sur le bureau de la même Assemblée, une proposition dans le même sens.

Ces propositions n'eurent aucun succès. Il semblait que la proposition fût abandonnée lorsque, en 1884, à l'instigation du comte Albert de MUN, chrétien social, était adopté, par la Chambre des Députés, un ordre du jour invitant le Gouvernement à « préparer l'adoption d'une législation internationale qui permettra à chaque Etat de protéger l'ouvrier, sa femme et son enfant, contre les excès du travail, sans danger pour l'industrie nationale ».

A l'appui de ses suggestions, le fondateur des cercles catholiques ouvriers faisait valoir que des conventions internationales avaient été adoptées pour régler les lois de la guerre, les transports, et il demandait que la France qui « a porté dans l'histoire des siècles un renom de générosité et de chevalerie dont le souvenir est cher à ses enfants », reprit les propositions formulées dans ce sens par la Suisse, en 1881.

Le 11 mars 1885, Edouard VAILLANT présentait au Conseil Municipal de Paris, un rapport sur la réglementation du travail industriel dans lequel il concluait, pour remédier aux effets désastreux de la libre concurrence sur les conditions du travail, à une *régularisation internationale*. L'Assemblée municipale adopta les termes et les conclusions de ce rapport et vota une résolution invitant le Gouvernement à entamer des négociations avec les Gouvernements étrangers en vue de l'établissement d'une législation internationale du travail.

Cette résolution eut son écho à la Chambre des Députés. Le 7 décembre 1885, une proposition, rédigée en 4 articles, était présentée devant cette Assemblée par MM. CAMÉLINAT, NUMA GILLY, BOYER, BASLY, PRUDHON et CLOVIS HUGUES, invitant le Gouvernement à accepter les suggestions du Gouvernement suisse tendant à une réglementation internationale du travail industriel, et à prendre, dans ce but, de concert avec ce Gouvernement, l'initiative des négociations diplomatiques à entamer avec les autres gouvernements.

Dans ces propositions était inclus un programme de législation internationale visant les points suivants :

- 1° Interdiction du travail industriel des enfants âgés de moins de 14 ans ;
- 3° Limitation du travail des femmes et des mineurs spécialement protégés ;
- 3° Mesures d'hygiène, de salubrité et de sécurité dans les ateliers, dans le but de protéger la santé, le développement physique et moral et la vie des travailleurs ;
- 4° Protection et assurance contre les accidents ;
- 5° Inspection des établissements industriels par des inspecteurs dont la moitié désignés par le ministère des Travaux publics et l'autre moitié élus par les travailleurs ;
- 6° Limitation de la journée du travail pour les adultes ;
- 7° Fixation d'un jour de repos hebdomadaire ;
- 8° Institution d'un bureau international de contrôle général de statistiques ouvrières et industrielles, chargé d'étudier et de proposer les moyens d'étendre et de codifier la législation internationale du travail.

Ce projet très complet, et qui posait pour la première fois l'idée de la création d'un bureau international du travail ne fut jamais discuté.

Ce ne fut qu'en 1890 que la Chambre française des députés prit une position favorable à l'égard de la question de l'établissement d'une réglementation internationale du travail. Elle adopta une proposition de M. MILLERAND tendant à la nomi-

nation d'une commission de vingt-deux membres chargée d'étudier cette question.

A ce mouvement d'idées qui avait la France pour foyer et la réglementation universelle du travail pour objectif, les autres pays ne devaient pas demeurer insensibles.

En 1850, le Gouvernement du canton suisse de St-Gall, où fleurissait l'industrie du tissage, votait la première loi ouvrière suisse réglementant le travail dans les fabriques ; il demandait au canton de Zürich d'adopter une loi analogue de façon à limiter les effets de la libre concurrence. « Il serait « sans doute nécessaire, ajoutait-il dans son projet, de créer un « système uniforme au moyen de stipulations internationales « entre les Etats industriels de l'Europe ; mais cette idée rentre, pour le moment, dans la catégorie des vains désirs ».

Ce n'est qu'après le vote de la Constitution de 1874, et à l'occasion de l'examen, par l'Assemblée, du projet de loi sur les fabriques préparé par le Conseil fédéral, qu'est reprise la question d'une législation internationale du travail. Le 5 juin 1876, en ouvrant la session du Conseil national, le Colonel FREY, président de cette Assemblée, déclarait qu'il y avait lieu d'examiner « si la Suisse ne devait pas provoquer la conclusion de traités internationaux tendant à régler les questions « ouvrières d'une manière uniforme dans tous les Etats industriels ».

Le 9 décembre 1880, il faisait voter une motion demandant au Conseil fédéral « d'entamer des négociations avec les principaux Etats industriels en vue de l'élaboration d'une législation sur les fabriques ».

Le 30 avril 1881, le Conseil fédéral procède à une consultation des gouvernements des Etats voisins (Allemagne, Angleterre, Autriche-Hongrie, Belgique, France, Italie). Les réponses reçues, d'après le Colonel FREY, furent loin d'être encourageantes. Sauf l'Autriche et l'Italie qui firent des réserves équivalant presque à un refus, les autres Etats répondirent par une fin de non recevoir catégorique. L'Allemagne et l'Angleterre invoquèrent des raisons d'opportunité, prétextant au surplus que les différences des conditions du travail dans les diffé-

rents pays soulèveraient des difficultés d'application insurmontables. Quant à la réponse du gouvernement français, elle est significative de l'état d'esprit qui animait à ce moment-là, les milieux dirigeants, et mérite d'être citée : « Le rôle de « l'Etat, disait cette réponse, n'est pas d'intervenir entre patrons et ouvriers, et de porter atteinte, sans nécessité absolue et bien démontrée, à la liberté du travail. Si donc, en France même, le gouvernement se montre très peu disposé à entrer dans cette voie, il serait encore bien moins enclin à se lier les mains par voie internationale sur cette matière ».

Le mouvement d'opinions qui se manifestait en France et en Suisse avait également ses promoteurs dans d'autres pays.

En Allemagne, de socialistes de la chaire, tels que BLUNTSCHLI, BRATER, Adolphe WAGNER, BRENTANO, des théologiens comme THUISCH, des catholiques sociaux, se faisaient les défenseurs de l'idée de la réglementation internationale du travail.

Cette idée devait également trouver des adeptes convaincus dans les milieux catholiques, qui allaient obtenir du Pape LÉON XIII, les encouragements nécessaires à la conduite de leur action.

A côté et parallèlement à la propagande menée dans les milieux intellectuels, industriels et politiques se développa, au cours de cette première période, une propagande menée soit par des philanthropes, soit par les ouvriers eux-mêmes dans différents congrès.

En 1856, le Congrès International de Bienfaisance réuni à Bruxelles, adopta, sur la proposition d'un Bavarois, M. HAHN, une motion sur la réglementation internationale du travail.

En 1857, le même Congrès, réuni à Francfort, donnait son approbation au vœu suivant :

« Comme moyen de favoriser et d'étendre l'action protectrice des chefs d'industrie à l'égard des ouvriers, il conviendrait que les principaux pays se concertassent pour arrêter en commun des mesures internationales tendant à régler le travail industriel.

« Dans ces conventions, on poserait des règles uniformes concernant le travail des femmes et des enfants, la durée

« journalière des travaux, etc... de manière à généraliser les
 « bienfaits matériels et moraux de la réforme sans porter at-
 « teinte aux intérêts légitimes des industriels et sans que la
 « concurrence loyale entre les industriels des divers pays se
 « transforme en une concurrence oppressive et désastreuse pour
 « les travailleurs ».

L'année précédente l'*Association internationale des travailleurs* qui venait d'être créée (1864) avait convoqué un *Congrès à Genève* qui reprit l'idée de Daniel LEGRAND sur des bases plus larges. Le Congrès réclamait, dans tous les pays industriels, une réduction de la journée de travail qui devait être fixée à 2 heures pour les enfants de 9 à 12 ans, à 4 heures pour les enfants de 13 à 15 ans, à 6 heures pour les adolescents de 16 à 17 ans et à 8 heures pour tous les autres travailleurs ; il demandait, en outre, l'interdiction du travail de nuit et de l'emploi des femmes dans les industries nuisibles à la santé. La question de la limitation de la journée de travail à 8 heures posée pour la première fois devant l'opinion publique.

Au *Congrès de Baltimore* (1867) les mêmes vœux étaient formulés par cette association.

Quelques années après la guerre de 1870-71, les Conférences, Congrès d'ouvriers ou de patrons se multiplièrent et adoptèrent des motions conçues dans le même sens : *Congrès Socialiste de Lyon* (1877), *Fabricants industriels chrétiens de la Région du Nord* (Lille 1879), *Verein für Sozialpolitik* (Francfort 1882), *Conférence ouvrière de Paris* (1883), *Congrès ouvrier suisse* (1883).

Mais le plus important de ces Congrès fut incontestablement le *Congrès international ouvrier de Roubaix* qui, en 1884, adopta un programme précis et substantiel de réglementation internationale du travail qui devait comprendre : 1° l'interdiction du travail des enfants au-dessous de 14 ans ; 2° la limitation du travail des hommes et des femmes ; 3° l'interdiction du travail de nuit, sauf dans certains cas déterminés ; 4° l'interdiction des travaux nuisibles à la santé des travailleurs ; 5° la fixation d'un salaire minimum ; 6° la journée de 8 heures.

A partir de 1884 le mouvement s'accrut.

La *Conférence Internationale du Travail* (1886) et le *Congrès des Syndicats ouvriers de France*, réuni à Montluçon (1887), demandèrent aux gouvernements d'entamer des négociations en vue de la conclusion de conventions internationales sur les conditions de travail.

En Allemagne, le *Congrès des Catholiques* (1887) demanda, de son côté, la réglementation internationale du repos dominical.

En 1889, le *Congrès Socialiste de Paris* reprenait et appuyait les propositions formulées par le *Congrès International de Roubaix*. Il demandait, d'autre part, le repos hebdomadaire et la création de Services d'inspection du travail internationaux destinés à contrôler et sanctionner les conventions, arrêtées d'un commun accord.

Les efforts qui viennent d'être décrits ne devaient pas rester vains. Pour être couronnés de succès il ne leur manquait plus que la consécration officielle des gouvernements.

En 1886, se produisit un événement qui allait être d'une grande importance pour l'avenir de la réglementation internationale du travail : l'*Association ouvrière suisse* « *le Grütli* » à tendance socialiste, réclamait la reprise des négociations diplomatiques pour l'établissement d'une telle réglementation ; puis le 27 juin 1888, M. DECURTINS, catholique social, et M. FAVON, socialiste, présentaient au Conseil national suisse une proposition « invitant le Conseil fédéral à faire des démarches « auprès des gouvernements européens en vue de créer une « législation internationale protectrice des ouvriers, qui com-
« porterait les points suivants : 1° protection du travail des
« enfants ; 2° limitation du travail des femmes ; 3° repos domi-
« nical ; 4° journée normale de travail ».

Le Conseil fédéral adopta cette proposition à l'unanimité et chargea M. DECURTINS de rédiger un mémoire exposant la question. Les conclusions de ce mémoire, qui fut déposé en 1889, servirent de base au programme élaboré par le Conseil fédéral. Mais instruit par l'expérience malheureuse de 1881, ce dernier se borna à inviter les puissances à une « Conférence de discussion » qui devait se tenir à Berne au mois de septem-

bre 1890. Dans la circulaire qu'il adressait aux divers gouvernements européens, le 15 mars 1889, le Conseil fédéral invoquait des raisons de morale générale : il convient, disait-il, « que la famille ne soit pas livrée à la dépravation physique ou morale, et ruinée par le fait d'une exploitation trop considérable, trop précoce, des forces de l'ouvrier ». Et pour aboutir à un résultat, le gouvernement fédéral proposait un programme réduit, comportant les points suivants : « Interdiction du travail du dimanche. Fixation d'un minimum d'âge pour l'admission des enfants dans les fabriques. Fixation de la journée maximum de travail pour les jeunes gens. Interdiction d'occuper les jeunes gens et les jeunes femmes dans les exploitations nuisibles à la santé. Restriction à apporter au travail de nuit des jeunes gens et des femmes. Mode d'exécution des conventions votées ».

Les Etats convoqués, accueillirent favorablement, pour la plupart, l'invitation qui leur était faite par le Gouvernement Helvétique. La Russie répondit par un refus formel.

La réponse de la France est digne de retenir l'attention, car elle était toute différente de celle fournie à la consultation de 1881 du même gouvernement. « Le gouvernement de la République est-il dit dans cette réponse, porte un trop vif intérêt à toutes les questions sociales, particulièrement celles qui concernent la production industrielle et l'amélioration des conditions de la vie de l'ouvrier pour ne pas avoir accueilli avec une sympathie particulière les ouvertures du Conseil fédéral ».

L'Allemagne, pour des raisons de politique intérieure, s'abstint de formuler une réponse.

L'Empereur d'Allemagne, Guillaume II, désireux de se concilier les sympathies du parti social-démocrate au début de son règne et aussi pour marquer son opposition avec BISMARCK qui s'était déclaré hostile à l'idée d'une réglementation internationale, se substitua d'autorité au gouvernement suisse et par ses rescrits du 5 février 1890, convoqua à Berlin pour le mois de mars suivant, la première conférence internationale qui s'occupa de questions visant les travailleurs.

SECTION II

Deuxième période (1890-1905)

Avec l'année 1890 s'ouvre la deuxième période qui devait largement ouvrir la voie aux réalisations futures.

La Conférence de Berlin, convoquée dans les conditions qui viennent d'être indiquées, dura du 15 au 29 mars 1890.

Les quatorze Etats suivants indiqués dans l'ordre alphabétique protocolaire, y envoyèrent des représentants : Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, France, Grande-Bretagne, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Norvège, Suède, Suisse. Se conformant aux instructions qu'ils avaient reçues de leur gouvernement, ces délégués (1) se bornèrent à adopter des vœux, la plupart à l'unanimité, les autres à la majorité. Ces vœux concernaient les mines, le repos du dimanche, le travail des enfants et des jeunes ouvriers, le travail des femmes, la mise à exécution des dispositions adoptées par la Conférence par l'institution d'un contrôle au moyen de l'organisation de l'inspection du travail et l'échange de rapports annuels, de documents statistiques et législatifs. La création, proposée par la Suisse, d'un Office international, ne fut pas adoptée. On vota cependant le principe d'échanges, entre les gouvernements, de relevés statistiques et d'autres documents concernant la législation ouvrière.

Les vœux adoptés par la Conférence de Berlin demeurèrent purement platoniques. Sans doute le moment n'était-il pas encore propice à l'adoption d'une réglementation internationale du travail. Si les Etats industriels avaient fini par comprendre la nécessité de réglementer les conditions de celui-ci sur le terrain national, un certain nombre d'entre eux faisaient à peine leurs débuts dans la voie de l'intervention. Le programme initial, qui avait d'ailleurs été élargi par le Gouvernement allemand, était beaucoup trop vaste. Il aurait fallu que la Conférence se bornât à inscrire à son ordre du jour deux ou trois questions au plus, choisies parmi les plus urgentes, afin de pou-

(1) La délégation française comprenait notamment : MM. Burdeau, Jules Simon et Tolain.

voir aboutir à des solutions positives, sauf à laisser le soin, à une Conférence ultérieure, d'examiner les autres réformes qui se seraient avérées, à la lumière des faits, comme réellement indispensables.

Nonobstant son échec, la Conférence de Berlin ne fût pas tout à fait inutile. Elle réussit à poser le premier jalon sur la voie de l'internationalisation des lois ouvrières. Albert de MUN déclarait que cette Conférence « pouvait compter parmi les « événements les plus considérables du siècle » parce qu'elle avait provoqué « la mise à l'ordre du jour des gouvernements « de la question sociale, et par là même, la reconnaissance publique des droits des ouvriers » ; elle était d'autre part « l'indice très frappant de l'heureuse tendance qui commençait à pousser les peuples à chercher dans l'arbitrage et l'entente le règlement de leurs intérêts ». (1) .

Le Conseil fédéral suisse cependant, renouvelant ses efforts humanitaires, sollicita à nouveau, en 1896, les gouvernements étrangers en vue de la réunion d'une nouvelle Conférence. Il proposa à ces derniers la création d'un « Bureau International d'études et de statistiques » pour préparer le travail des Conférences. Les gouvernements répondirent à cette invite par une fin de non recevoir.

De son côté l'initiative individuelle voulut suppléer à l'impuissance ou à l'inertie des gouvernements en vue d'arriver à la création proposée par le Gouvernement Helvétique et à la réalisation d'accords diplomatiques portant sur les questions sociales considérées comme les plus utiles et les plus urgentes.

On assiste dès lors à un redoublement d'activité des groupements préoccupés de réformes sociales.

D'ailleurs la poussée interventionniste se faisait sentir dans plusieurs pays et des lois avaient été votées en faveur des travailleurs.

(1) Cf. Discours tome IV, p. 265 — cité d'après Max Turmann — Problème sociaux du travail industriel : la législation internationale du travail, p. 191. Librairie Lecoffre, J. Gabalda, Editeur, Paris 1921.

En France, notamment, depuis 1890, il ne se passait presque pas d'année sans que fût votée une loi nouvelle.

Cette activité en matière législative était concomitante à l'action menée par les groupements dont il s'agit. Il est intéressant de noter que les chrétiens sociaux et les socialistes militants étaient pleinement d'accord sur la nécessité d'une action concertée pour aboutir au résultat final. En ce qui concerne les premiers, l'exemple leur était donné par le Saint-Siège. Le Pape LÉON XIII venait de lancer dans le monde chrétien, la fameuse Encyclique RERUM NOVARUM ou DE CONDITIONE OPIFICUM (15 mai 1891) dans laquelle il traçait leur devoir social aux fidèles et les entretenait de la condition des ouvriers. L'Encyclique proclamait le principe que « le nombre des heures de « la journée ne doit pas dépasser la mesure des forces des « travailleurs ». Mais elle n'avait point traité la question d'une entente internationale en matière de législation ouvrière. L'occasion fut offerte au Souverain Pontife de faire connaître son point de vue sur cette question après la réunion du *Congrès ouvrier de Bienne* (avril 1893). Dans cette Assemblée, où l'élément socialiste dominait, une motion fût adoptée sur l'initiative de M. DECURTINS, et dans laquelle était envisagée la tenue d'un Congrès international auquel étaient conviées les Sociétés catholiques ouvrières qui pourraient y défendre « avec énergie les « postulats concernant la protection ouvrière énoncés dans « l'Encyclique de LÉON XIII ». Ce dernier exprima alors sa manière de voir dans une lettre adressée à M. DECURTINS, où tout en se déclarant touché de l'hommage rendu à ses conseils, il approuvait l'idée d'une entente internationale car « la protection du travail des ouvriers serait imparfaite si elle était « donnée par des lois différentes que chaque peuple élaborerait « pour son compte ».

Le Congrès préparé par la *Fédération ouvrière suisse* (*Schweizerischer Arbeiterbund*), à la suite de la décision adoptée à Bienne, se tint à *Zürich* du 23 au 28 août 1897 et réunit les interventionnistes avancés de toutes les écoles. L'Allemagne, l'Angleterre, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, l'Espagne, la

France, l'Italie et la Suisse y étaient représentées. Des exilés russes y prirent également part (1).

Le Congrès proclama la nécessité d'une réglementation internationale sur tous les points de son programme qui était aussi étendu que celui de Berlin et se borna à adopter des vœux. Il entérina les conclusions d'un rapport présenté par M. CURTI, conseiller d'Etat de Saint-Gall, demandant la constitution d'un *Office international* pour la protection ouvrière, payé par les divers Etats et qui serait chargé de centraliser les renseignements législatifs et statistiques et de préparer les Congrès. L'assemblée vota également la création d'une commission permanente, mais il semble bien que celle-ci n'ait pas beaucoup fonctionné.

Sur l'initiative de MM. MAHAÏM, professeur à l'Université de Liège, et BRENTANO, professeur à l'Université de Leipzig, se réunissait à *Bruxelles* du 20 au 30 septembre 1897, le *Congrès international de législation du travail* qui aboutit à des conclusions diamétralement opposées à celles du Congrès de Zürich, en proclamant l'impossibilité d'établir une législation internationale du travail, tout en signalant l'utilité qu'il y aurait à organiser une statistique internationale du travail. Toutefois après la dernière séance du Congrès, ceux que la discussion avait rapprochés, économistes de toutes nuances, depuis les libéraux jusqu'aux socialistes, tous résolus à faire œuvre pratique, se réunirent et désignèrent une commission composée de MM. BRANTS, professeur à l'Université de Louvain, le duc d'URSEL, et MAHAÏM pour rechercher les moyens de donner au Congrès une suite « qui devait être avant tout une grande « association internationale des amis de la législation du travail ». Cette Association « devait accueillir l'aile droite comme l'aile gauche ; elle ne devait exclure de ses rangs que les « irréductibles adversaires de l'intervention légale ».

Pendant deux ans des tractations eurent lieu pour réali-

(1) Il y eut 263 congressistes ayant droit au vote : 165 socialistes et 98 catholiques. Parmi les personnalités les plus en vue se trouvaient : MM. Adler, Bebel, Destrée, Vandervelde, Vollmar, Turati, socialistes, et MM. Braun, Carton de Wiart, de Cepeda, Decurtins, Oberdorffer, et Mgr. Scheicher, catholiques sociaux.

ser le vœu exprimé par le Congrès de Bruxelles et qui avait obtenu de M. NYSSENS, ministre belge de l'Industrie et du Travail, l'accueil le plus favorable.

Un *annuaire de la législation du travail* était publié, dès la fin de 1898 par l'Office belge du travail. L'affaire paraissait donc être en très bonne voie, lorsque la retraite de M. NYSSENS modifia la situation. La commission instituée par le Congrès dût arrêter ses travaux.

L'idée fut reprise par MM. CAUWÈS et Raoul JAY, tous deux professeurs à la Faculté de droit de Paris. Ces éminents juristes, aujourd'hui disparus, organisèrent un *Congrès international de législation du travail*, qui se tint à Paris, au Musée social, du 25 au 29 juillet 1900, à l'occasion de l'Exposition Universelle, sous la présidence de M. MILLERAND, alors ministre du Commerce et de l'Industrie.

Indépendamment des personnalités citées, le Congrès réunit MM. Arthur FONTAINE, directeur du Travail au ministère du Commerce, MAHAIM, BRENTANO, KEUFER, président de la Fédération du Livre en France ; de BERLEPSCH, ministre d'Etat en Prusse ; SCHERRER, député socialiste de St-Gall, etc...

A part un incident soulevé par M. CHAMPY, socialiste révolutionnaire, au sujet de l'admission dans le comité de l'Association projetée, d'un représentant du Saint-Siège, et qui provoqua une réplique émue de M. Raoul JAY, appuyée par deux socialistes plus modérés, les débats se déroulèrent dans une atmosphère de parfaite harmonie, tant était grand le désir qui animait les congressistes d'aboutir à des résultats tangibles.

Cette représentation ayant été admise, le Congrès institua l'*Association Internationale pour la Protection légale des Travailleurs* dont le siège était établi en Suisse, sous la présidence de M. SCHERRER, assisté de M. BAUER, professeur à l'Université de Bâle, comme secrétaire.

L'Assemblée constitutive se tint dans cette dernière ville, en 1901, et la deuxième assemblée générale, à laquelle assistèrent 22 représentants des gouvernements, se réunit à Cologne, en 1902.

La tâche de l'Association était définie ainsi qu'il suit par l'article 2 des statuts :

« 1° Servir de lien entre ceux qui, dans les différents pays
« industriels, considèrent la législation protectrice des travail-
« leurs comme nécessaire ;

« 2° Organiser un Office international du travail qui au-
« rait pour mission de publier en français, en allemand et en
« anglais un recueil périodique de la législation du travail
« dans tous les pays ou de prêter son concours à une publica-
« tion semblable ;

« 3° Faciliter l'étude de la législation du travail dans
« tous les pays et en particulier fournir aux membres de l'as-
« sociation des renseignements sur les législations en vigueur
« et leur application dans les divers Etats ;

« 4° Favoriser par la préparation de mémoires ou autre-
« ment, l'étude de la concordance des diverses législations pro-
« tectrices des ouvriers ainsi que celle d'une statistique inter-
« nationale du travail ;

« 5° Provoquer la réunion de congrès internationaux de
« législation ».

L'Association, une fois constituée, se mit en devoir de donner des preuves de sa vitalité.

Elle créa, à Bâle, l'*Office International du Travail*, qui fût un véritable centre de documentation internationale dont l'œuvre, à cet égard, devait être continuée plus tard, avec plus d'ampleur, par le Bureau International du Travail. Cet Office réunit tous les documents officiels concernant la législation ouvrière de tous les pays et publia ces documents, ainsi qu'un bulletin mensuel, en français, en allemand et en anglais.

Elle forma des sections nationales qui atteignirent le nombre de seize à la veille de la guerre mondiale, et institua un comité directeur composé de délégués des sections, de représentants des gouvernements, y compris le Saint-Siège.

Enfin elle se préoccupa de réunir des congrès internationaux. Composée de professeurs, de techniciens, de représentants des patrons et des ouvriers, l'Association pût étudier, d'une manière technique, les problèmes se rattachant à l'ajustement précis des différentes législations nationales. Instruite

par l'expérience, elle eut le soin de sérier les questions, et de n'insérer à l'ordre du jour des conférences que des sujets limités rigoureusement choisis et au fur et à mesure qu'apparaissait l'opportunité de les soumettre à une réglementation internationale.

A peine créée, l'Association internationale pour la Protection légale des travailleurs, vit la conclusion du traité de travail franco-italien de 1904 à la conclusion duquel elle ne fût pas étrangère et qui allait être suivi d'autres traités bilatéraux conclus sur le même type, avant que ne fût inauguré le système plus large des conventions plurilatérales. Ainsi se trouvait terminée la période des idées et des premiers essais. La période suivante (1905-1914) allait être celle des réalisations.

SECTION III

Troisième période (1905-1914)

Cette période est marquée : 1° par la tenue de « Conférences diplomatiques ouvrières » ayant abouti à la conclusion de conventions internationales ; 2° par la conclusion de traités de travail dont il sera question plus loin.

Le Congrès international qui s'était réuni à Cologne, en 1902, avait reconnu la nécessité de l'interdiction, par voie législative, du travail de nuit des femmes dans l'industrie et de l'emploi du phosphore blanc dans l'industrie des allumettes. A l'Assemblée générale que l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs tint à Bâle en septembre 1903, il fût décidé qu'une démarche serait faite auprès du Conseil fédéral suisse en vue de le déterminer à prendre l'initiative d'une conférence internationale qui consacrerait l'interdiction envisagée, dans deux conventions internationales.

Le programme était modeste, mais « on s'aperçut que cette « modestie même était une garantie d'efficacité ». (1).

(1) Discours de M. Millerand sur la Conférence officielle de Berne (1905) — Brochures de l'Association nationale française pour la protection légale des travailleurs, 3^e série, n° 2, pp. 3 et 4.

Le Gouvernement fédéral accéda à la demande qui lui était adressée.

Une Conférence préparatoire se réunit à Berne, en mai 1905 et rédigea deux « bases » de conventions sur le travail de nuit des femmes et l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc dans l'industrie des allumettes. Par une note du 25 juin 1905, le Conseil fédéral communiqua les avant-projets de convention ainsi préparés aux gouvernements des pays intéressés en les invitant à se réunir dans une conférence pour les transformer en conventions.

Quatorze Etats répondirent favorablement à l'invitation du Gouvernement helvétique et envoyèrent leurs plénipotentiaires à la Conférence diplomatique qui se tint à Berne du 17 au 26 septembre et aboutit, non sans difficulté, à la conclusion des deux conventions dont il s'agit.

La « convention internationale sur l'interdiction du travail de nuit des femmes employées dans l'industrie » fut signée par les Etats suivants : Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, France, Royaume-Uni de Grande-Bretagne, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Suède et Suisse.

Cette convention décide en principe que « le travail de nuit sera interdit à toutes les femmes, sans distinction d'âge » et que cette interdiction « s'applique à toutes les entreprises industrielles où sont employés plus de dix ouvriers et ouvrières » à l'exception toutefois des établissements « où ne sont occupés que les membres de la même famille ».

Elle énumère les établissements industriels : mines et carrières et industries de fabrication et de transformation, les Etats ayant la faculté de définir l'expression « entreprises industrielles » par opposition aux entreprises commerciales et agricoles.

Elle précise que le repos de nuit aura une durée minimum de onze heures consécutives, comprenant l'intervalle compris entre 10 heures du soir et 5 heures du matin. Toutefois « dans les Etats où le travail de nuit des femmes adultes employées dans l'industrie n'est pas encore réglementé, la durée du

« repos ininterrompu pourra, à titre transitoire et pour une « période de trois ans au plus, être limitée à dix heures ».

La convention prévoit un certain nombre de dérogations possibles pour les cas de force majeure et pour les travaux s'appliquant à des matières susceptibles d'altération rapide, des dérogations également pour les industries saisonnières (réduction du repos de nuit à 10 heures, pendant 60 jours par an), et des conditions spéciales pour les pays extra-européens (colonies, possessions et protectorats) sous réserve de repos compensateurs.

Enfin elle stipule que le délai de mise en vigueur de la convention pourra être porté de deux ans à dix ans pour les fabriques de sucre brut de betterave, pour le peignage et la filature de la laine, « et pour les travaux au jour des exploi-
« tations minières, lorsque ces travaux sont arrêtés annuelle-
« ment, quatre mois au moins, par des influences climatéri-
« ques ».

La date de ratification de la convention avait été fixée au plus tard le 31 décembre 1908 et devait entrer en vigueur deux ans après la clôture du dépôt des ratifications, sauf pour les fabriques de sucre brut, etc...

Les Etats non signataires de la convention pouvaient y adhérer par une déclaration adressée au Conseil fédéral suisse qui devait notifier cette adhésion aux autres Etats contractants.

La convention pouvait être dénoncée avant l'expiration d'un délai de douze années à dater de la clôture du procès-verbal de dépôt des ratifications ; passé ce délai elle pouvait être dénoncée d'année en année.

Les Etats suivants ratifièrent ou donnèrent leur adhésion à la convention : Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, France, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas, Portugal, Suède, Suisse. Fait à noter : la Pologne communiqua son adhésion le 17 janvier 1921 au Conseil fédéral suisse.

La France et la Grande-Bretagne notifièrent leur adhésion pour quelques-unes de leurs colonies. En particulier le premier de ces pays, qui avait ratifié la convention en vertu d'une loi du 15 juillet 1908 et l'avait mise en vigueur par un décret du

13 septembre 1910 (1), fit connaître qu'elle adhéraît pour l'Algérie le 26 mars 1909, et pour la Tunisie le 15 janvier 1910.

Ainsi le résultat obtenu était tangible. Il s'en fallut cependant de peu que la convention échouât. La question du contrôle et des sanctions avait été mise en avant par la Grande-Bretagne sous la forme d'une proposition tendant à instituer une *commission internationale*, conçue sur le modèle de celle qui avait été créée en vertu de la convention des sucres établie par la Conférence de Bruxelles (5 mars 1902). Cette commission internationale aurait été investie de pouvoirs de contrôle ; elle aurait eu pour mission de surveiller l'exécution de la convention, d'émettre son avis sur les questions litigieuses et de faire un rapport. La Grande-Bretagne était particulièrement intéressée à cette création, car sa législation sociale était très avancée ; si cette commission avait été instituée c'était « la suppression de la concurrence illicite » ainsi que le déclarait le délégué anglais. Mais la proposition britannique effraya les plénipotentiaires de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie qui s'opposèrent à sa prise en considération. Malgré les efforts de l'un des délégués français, M. Arthur FONTAINE, en faveur d'une proposition transactionnelle, la Conférence se contenta d'émettre un simple vœu invitant les puissances à confier à une *commission consultative* l'examen des questions douteuses, sans qu'il lui fût permis de se livrer à une enquête ni de s'immiscer dans l'administration des Etats.

La convention sur l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc (jaune) posait le principe de l'interdiction, par les Etats, de la fabrication, de l'introduction et de la mise en vente, sur leur territoire, des allumettes contenant ce produit (art. 1^{er}).

Ici encore des difficultés surgirent qui empêchèrent la convention d'obtenir le résultat complet que ses promoteurs en attendaient. Certains Etats en effet étaient liés par des contrats passés avec des fabricants ; d'autres pays, grands producteurs, ne voulaient pas avaliser la prohibition et refusèrent d'adopter une mesure qui aurait eu pour effet salutaire la disparition de la « nécrose » qui exerçait de terribles et douloureux

(1) Cf. Sirey 11, Lois annotées p. 122.

ravages parmi les allumettiers. Malgré ces difficultés la convention fut néanmoins conclue entre l'Allemagne, le Danemark, la France (1), l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas et la Suisse.

Aux Etats contractants était laissé le soin de prendre toutes mesures administratives nécessaires pour assurer, sur leur territoire, l'exécution des dispositions de la convention (art. 2, 1^{er} alinéa).

Celle-ci est également applicable aux colonies, possessions et protectorats, mais dans ce cas une ratification doit être adressée au Conseil fédéral par le Gouvernement métropolitain (2) (art. 3).

La convention prévoyait le dépôt des ratifications au plus tard le 31 décembre 1908 auprès du Conseil fédéral suisse, et l'établissement d'un procès-verbal de dépôt dont la copie certifiée conforme devait être soumise par la voie diplomatique à chacun des Etats contractants (art. 4).

L'entrée en vigueur de la convention devait avoir lieu trois ans après la clôture du procès-verbal de dépôt, pour les Etats signataires (art. 4) et cinq ans à dater de l'adhésion des Etats non signataires et des colonies, possessions et protectorats (art. 5).

La dénonciation de la convention ne pouvait être faite avant l'expiration d'un délai de cinq années à dater de la clôture du procès-verbal de notification ; cette dénonciation ne pouvait porter effet qu'un an après sa notification. Après l'expiration du délai précité de cinq ans, la dénonciation pouvait avoir lieu d'année en année suivant les mêmes règles (art. 6).

L'Allemagne, le Danemark, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas et la Suisse ratifièrent dans les délais fixés. Les Etats suivants ont donné leur adhésion ultérieurement : Grande-Bretagne (26 décembre 1908), Espagne (29 octobre 1909), Afrique du Sud, Autriche, Belgique, Canada, Esthonie, Finlande, Inde, Japon, Norvège, etc...

(1) Ratifiée par la France par la loi du 17 décembre 1908 et le décret du 26 février 1910 (Sirey, 10, Lois annotées p. 1020).

(2) Par acte du 26 décembre 1909, le Gouvernement français a notifié son adhésion pour les colonies suivantes : Afrique occidentale française, Côte française des Somalis, Madagascar et dépendances, Réunion, Etablissements français d'Océanie et Nouvelle-Calédonie.

La recommandation qui devait être adoptée à la 1^{re} Session de la Conférence Internationale du Travail (Washington 1919) allait obliger tous les Etats membres de l'organisation permanente du travail à soumettre la convention de Berne aux délibérations de leurs assemblées législatives et à généraliser l'application d'une mesure dont la nécessité s'imposait de toute évidence (1).

L'œuvre si patiemment élaborée et si brillamment conduite par l'Association Internationale pour la Protection légale des travailleurs devait se continuer par la préparation d'autres réformes dont la réalisation était considérée comme particulièrement urgente.

L'action inlassablement poursuivie par cette Association devait être appuyée par la suite par l'*Association internationale pour la lutte contre le chômage*, fondée à Paris en 1910 par M. Léon BOURGEOIS, et par l'*Association internationale des Assurances sociales*, créée à La Haye dans la même année.

L'*Association internationale pour la Protection légale des Travailleurs* se réunit en Assemblée générale à *Lucerne* (1908), *Lugano* (1910) et *Zürich* (1912) en vue de préparer les bases de conventions internationales sur l'usage des poisons industriels, le travail de nuit des mineurs, la durée de la journée de travail, le travail à domicile, les assurances ouvrières, etc...

A la demande de l'Association, le Gouvernement fédéral envoyait le 31 janvier 1913, aux divers Etats une note les invitant à une Conférence préparatoire qui se réunit à Berne du 15 au 29 septembre de la même année. Les délégués des 14 Etats représentés y jetèrent les bases de deux conventions internationales nouvelles, l'une sur l'interdiction du travail de nuit des ouvriers de 16 ans employés dans l'industrie et l'autre sur la limitation à 10 heures de la journée de travail des femmes et des jeunes gens.

Les textes élaborés devaient être soumis, en 1914, au vote d'une Conférence diplomatique lorsque la guerre vint inopi-

(1) On trouvera en annexe la liste complète des pays ayant notifié leur adhésion ainsi que la date de celle-ci.

nément interrompre le cours d'une activité qui s'annonçait comme devant être féconde en résultats.

SECTION IV

Quatrième période (1914-1919)

Si la guerre mit fin aux efforts officiels qui avaient été suscités par l'Association Internationale pour la Protection légale des Travailleurs, elle provoqua dans le monde des travailleurs un regain d'activité et déclencha un large mouvement d'idées sociales qui allait avoir des répercussions heureuses sur les préliminaires du traité de paix.

Dès le mois de septembre 1914, la puissante Fédération américaine du Travail (*American Federation of Labour*) formulait le désir « en vue du Congrès Général de la Paix qui se « tiendra sans doute à l'issue de la guerre, que soient réunis « en un même lieu, dans le but de mettre au point les requêtes et les différends de chaque peuple, tous les représentants « organisés de toutes les nations, afin de faire des propositions « et de prendre les mesures nécessaires pour le rétablissement « des relations fraternelles et la protection des travailleurs, « posant ainsi les bases d'une paix durable ».

Cette idée de la réunion d'un Congrès syndical international siégeant en même temps que la Conférence de la Paix fut approuvée et étudiée par les fédérations syndicales européennes.

A la fin de la même année, la *Confédération Générale du Travail française (C.G.T.)* reprenait ce vœu « pour aider à « rétablir les fraternelles relations, protéger les intérêts des « travailleurs et partant, aider à constituer les fondations pour « une paix durable ».

Le Bureau de correspondance de Paris du Secrétariat du Syndicat international prit l'initiative de réunir des conférences syndicales des pays occidentaux alliés.

La première de ces conférences qui se réunit, au mois de juillet 1916, à *Leeds* (Angleterre), groupa les représentants des

organisations syndicales de Belgique, France, Grande-Bretagne et d'Italie. Elle réclama la création d'une *Commission Internationale du Travail* dans le but « d'assurer à la classe ouvrière de tous les pays un minimum de garanties d'ordre moral et matériel relatives au droit du travail, au droit syndical, aux migrations, aux assurances sociales, à la durée, à l'hygiène et à la sécurité du travail ».

Cette décision fut portée à la connaissance des Syndicats des Empires centraux et des pays scandinaves. Les délégués de ces syndicats se réunirent à *Stockholm* le 8 juin 1917 et déclarèrent qu'ils considéraient les questions de « la garantie des droits de la classe ouvrière, de la protection ouvrière, et des assurances sociales comme devant compter parmi les dispositions les plus importantes du futur Traité de Paix ».

Le programme élaboré à Leeds fut repris à une *Conférence* qui se tint à *Berne*, du 1^{er} au 4 octobre 1917, où elle avait été convoquée par l'Union syndicale suisse. Cette Conférence qui groupait les associations ouvrières des Puissances centrales et des Pays neutres (Danemark, Norvège, Pays-Bas, Suède et Suisse) adopta une résolution portant sur la liberté d'émigration, le droit de coalition, les assurances sociales, la durée du travail, l'hygiène et la protection contre les accidents, l'industrie à domicile, la protection des enfants et des femmes, les droits et la protection des gens de mer, enfin l'application des lois ouvrières en vue de laquelle devait être réclamée en première ligne, disait le rapporteur, la fondation d'un organe international.

Une autre résolution adoptée par la Conférence demandait aux syndicats ouvriers de tous les pays « de prendre fait et cause pour l'approbation et l'exécution des revendications ouvrières ». Elle invitait en outre les Centrales Nationales à « remettre à leurs gouvernements ces revendications le plus tôt possible et à les engager, lors des délibérations pour la conclusion de la paix d'agir en faveur de l'acceptation des revendications ouvrières internationales ».

L'année suivante, le *Congrès des Unions professionnelles chrétiennes et libres de Belgique*, tenu au Havre, au mois de

juin 1918, émit le vœu « que le traité de Paix, s'inspirant de « plusieurs conventions internationales et spécialement des résultats obtenus par les Conférences de Berne, renfermât les « clauses essentielles d'une législation protectrice du travail... « conforme aux exigences de l'humanité et de la morale chrétienne, telle qu'elle se trouve notamment rappelée dans l'Encyclique du Pape LÉON XIII « sur la condition des ouvriers » « et que les représentants des diverses associations syndicales fussent invités à collaborer à la préparation de cet accord ».

Ces décisions prises par les organisations ouvrières devaient trouver un écho dans les milieux politiques et dans les sphères gouvernementales.

Dans le rapport qu'il présentait, le 23 novembre 1918, à l'*Association française pour la Protection légale des Travailleurs*, M. Justin GODART, député, qui devait être plus tard ministre du Travail, déclarait, en citant les diverses résolutions adoptées par les syndicats et les conférences ouvriers : « De tels vœux doivent aboutir ».

C'est ce qui se produisit. Le 24 octobre 1918, la Chambre française des Députés adoptait une proposition de résolution de ce parlementaire demandant de faire déposer par la Commission du Travail un rapport sur l'insertion, dans le Traité de Paix, des principes de la législation internationale du travail. Le 26 novembre de la même année, la Commission déposait un rapport concluant dans ce sens.

Enfin l'action menée par les Congrès ouvriers devait se terminer tandis que la Conférence des préliminaires de paix élaborait le traité devant mettre fin à la guerre mondiale.

Au mois de février 1919 la *Conférence syndicale internationale de Berne* établissait le programme d'une « charte internationale du travail » (1) qu'elle communiquait à la *Commission de législation internationale du travail de la Paix*, en proposant la création d'une commission permanente constituée par moitié de délégués des Etats Membres de la Société des Nations et des délégués de la Fédération internationale des Syndicats ouvriers. Cette commission aurait pour mission de

(1) On verra plus loin la critique de cette expression.

convoquer des Conférences annuelles dans lesquelles seraient représentés les gouvernements et les travailleurs organisés de chaque pays et dont les décisions auraient force légale internationale. Enfin la Commission devait demeurer en relations permanentes avec l'Office International du Travail de Bâle et l'Union internationale des Syndicats professionnels.

Presque dans le même temps que la Conférence syndicale internationale de Berne élaborait ce programme constructif, un *Congrès des femmes suffragistes interalliées*, réuni à Paris, le 10 février 1919, en établissait un autre qui reproduisait dans ses grandes lignes les vœux exprimés par ladite Conférence, en y ajoutant d'autres vœux concernant notamment la protection de la maternité et la protection de l'enfance et de la jeunesse. Enfin le Congrès préconisait l'institution d'un organisme international ayant pour mission de pourvoir à l'uniformisation, dans les pays contractants, des lois protectrices du travail.

La même année, le *Congrès international des Syndicats chrétiens*, réuni également à Paris, du 16 au 19 mars, émettait le vœu que le Traité de Paix comportât un programme de législation internationale du travail et proposait la création « d'un « institut international du travail chargé de préparer et de « promouvoir la législation ouvrière à laquelle devraient se conformer les diverses législations nationales et de veiller à son application au moyen d'une inspection internationale ».

Le même Congrès demandait en outre « la représentation « de chaque nation dans cet institut par deux délégués des « gouvernements, deux délégués des organisations ouvrières, « deux délégués des organisations patronales dans le but de « donner une *juste représentation aux diverses organisations « industrielles, commerciales et agricoles quelle que soit l'école « à laquelle elles appartiennent ».*

Ainsi se terminait une période au cours de laquelle la classe ouvrière s'était dépensée sans compter. La guerre avait exigé des travailleurs, en particulier, de durs sacrifices. Il fallait donc qu'elle fut suivie d'une réorganisation du monde. Les négociateurs du traité de paix ne pouvaient manquer de réserver une

part aux ouvriers dans cet instrument diplomatique. D'ailleurs des promesses avaient été faites, qui devaient être tenues. Exprimant l'opinion du monde entier, M. LLOYD George, dans un message au peuple britannique, avait déclaré : « Des millions de jeunes gens courageux ont combattu pour le monde nouveau... Si nous manquons de faire honneur aux promesses que nous leur avons faites, nous nous déshonorerons. Ce devrait être un devoir sublime pour tous, sans arrière-pensée d'intérêt ou de parti, d'aider à bâtir un monde nouveau, où le travail recevra sa juste récompense et où seule l'indolence pourra souffrir ».

On verra plus loin dans quelle mesure la Conférence de la Paix donna suite aux revendications de la classe ouvrière, mais avant d'aborder l'étude de l'organisme créé par le Traité de Versailles et l'examen des résultats acquis par cette nouvelle « institution du droit des gens » il n'est pas sans intérêt de jeter un coup d'œil rétrospectif et de mesurer le chemin parcouru depuis l'époque où Robert OWEN proclamait la nécessité d'une entente internationale en vue de fixer les conditions du travail sur des bases équitables.

SECTION V

Les résultats acquis du début du 19^e Siècle à 1919.

Un fait intéressant à noter et qui a été relevé au début de cet ouvrage, c'est le parallélisme des efforts de réglementation nationale et des tendances à une unification des règles de la législation ouvrière sur une base internationale. Ces tendances s'expliquent par le souci de limiter le champ de la concurrence économique entre pays. C'est qu'en effet l'établissement d'une réglementation internationale du travail se heurte à de nombreuses difficultés et n'est pas sans comporter certains dangers.

Nécessaires au point de vue humanitaire, les lois réglementant la durée du travail, fixant des salaires minima, créant des institutions de prévoyance, etc... sont coûteuses et exercent des répercussions immédiates sur le prix de revient des produits. Aussi comprend-on aisément que les Etats aient marqué quel-

que hésitation à s'engager dans la voie de l'interventionnisme en matière de législation sociale.

Ce fût de l'Angleterre que partit le mouvement en faveur d'une réglementation légale du travail et l'attention du législateur se fixa tout d'abord sur les enfants, à la suite de l'émotion provoquée dans l'opinion publique à la vue des conditions particulièrement pénibles et des mauvais traitements infligés aux enfants abandonnés ou « *apprentices* » occupés dans les fabriques. En 1802, fût promulguée dans ce pays la loi connue sous le nom d'« Act pour la préservation de la santé et de la moralité des enfants dans les manufactures de coton et de laine » (*Moral and Health Act*). Cette loi devait être complétée plus tard par celle du 3 août 1833 (*loi Ashby*) qui organisait un service d'inspection des fabriques et par une loi de 1844 réglementant le travail des femmes.

L'exemple de l'Angleterre fut suivi par d'autres pays.

En France un décret du 3 janvier 1813 défendit l'emploi dans les mines des enfants de moins de 10 ans.

Les idées semées par SISMONDI, économiste dissident de l'école classique, et par DUPONT-WHITE, les enquêtes effectuées par le Docteur VILLERMÉ (1), dans diverses industries mécaniques de la plupart des régions de la France aboutirent au vote de la première loi générale sur le travail des enfants dans les manufactures (loi du 22 mars 1841 qui fixait à 8 ans l'âge minimum des enfants au travail industriel). Une loi du 9 septembre 1848 instituait la journée de 12 heures pour les ouvriers adultes employés dans les manufactures et ateliers, et la loi du 19 mai 1874 assurait aux enfants une protection efficace, interdisait aux femmes le travail dans les mines et organisait enfin un contrôle par la création de l'inspection du travail.

En Prusse, sur l'initiative de l'industriel SCHUCHARD, était votée la loi du 6 avril 1839 destinée à protéger les enfants employés dans les manufactures.

(1) C'est à l'instigation de l'Académie des Sciences morales et politiques, dont il était membre, que le Docteur Villermé procéda à ces enquêtes dont il exposa les résultats dans un ouvrage, publié en 1840 et ayant pour titre : « *De l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie.* »

Les *Etats-Unis*, bien que ne possédant pas de législation fédérale sur le travail industriel (les lois ouvrières sont en effet de la compétence des Etats fédéraux) adoptaient cependant la loi du 28 juin 1868 fixant à 8 heures la journée de travail pour les ouvriers employés par le Gouvernement.

En *Suisse*, une loi de 1877 réglementait la durée du travail des adultes occupés dans l'industrie.

Ces essais de réglementation sur le terrain national se généralisèrent ainsi un peu partout sous l'influence de la péréquation des conditions économiques et des aspirations politiques et sociales dans les divers pays.

Ce fut précisément à l'époque où l'idée s'accréditait avec force que la réglementation internationale, au lieu d'être une pure utopie, était au contraire réalisable, que la législation ouvrière enregistra, dans les Etats industriels, de remarquables progrès.

En 1883, l'*Allemagne* instituait l'assurance-maladie, en 1884, l'assurance-accidents, en 1889 l'assurance-invalidité vieillesse. En 1892, l'*Australie* établissait à son tour l'assurance obligatoire contre la maladie et en 1896 elle créait les *comités de salaires*.

Peu d'années avant la guerre, se manifesta, dans plusieurs pays, une tendance à la codification des lois réglementant le travail. En *Allemagne*, en *Autriche*, en *Hongrie* furent promulgués des Codes industriels (*Gewerbeordnungen*) et en *France* fut adopté, en 1912, un Code du Travail.

Pendant la guerre, bien que l'application des lois relatives à la durée du travail, au travail de nuit et au repos hebdomadaire fussent suspendues, par raison de nécessité, on enregistra par contre un développement important de la réglementation légale des salaires. La lutte contre le *sweating system* aboutit, en Europe, à l'élaboration de lois tendant à assurer aux ouvriers ou ouvrières un salaire vital. En *Grande-Bretagne* une grande extension fut donnée à la loi du 20 octobre 1909 sur les comités de salaire (*Trade Boards Act*) ; en France, où les décrets du 10 août 1899 sur les marchés de l'Etat, des départements et des communes réglementaient déjà, avant la guerre

les salaires d'une certaine catégorie d'ouvriers, fût promulguée, la loi du 10 juillet 1915 permettant de fixer un taux de salaire minimum pour les ouvrières à domicile dans l'industrie du vêtement.

Immédiatement après la guerre le principe de la journée de huit heures fût adopté par un certain nombre de législations: *Allemagne*, ordonnance du 23 novembre 1918 ; *Autriche* et *Tchécoslovaquie*, lois du 19 décembre 1918 ; *France*, loi du 23 avril 1919, etc...

En même temps les ouvriers obtinrent l'autorisation de participer à la fixation de leurs propres conditions du travail, par l'institution d'un contrôle paritaire : *Allemagne*, loi du 4 février 1920 sur les conseils d'entreprise (*Betriebsräte*) ; *Autriche*, loi du 15 mai 1919 ; *Norvège*, loi du 23 juillet 1920.

L'un des effets de la guerre fut également l'introduction dans les législations de clauses accordant la liberté d'association complète et étendant l'influence des syndicats, notamment en ce qui concerne la conclusion de contrats collectifs.

La loi française du 25 mars 1919 en particulier, plaça désormais les conventions collectives du travail sur une base légale.

Ainsi la législation sociale était très avancée dans de nombreux pays lorsque la commission de législation internationale du travail de la Conférence des préliminaires de paix fut chargée d'élaborer les clauses ouvrières du Traité de Versailles.

A cette activité législative dans le domaine national correspondit une activité diplomatique qui se traduisit par la conclusion soit d'accords bilatéraux, soit d'accords collectifs ou conventions plurilatérales.

Sans s'arrêter aux Congrès de Vienne (1815, d'Aix-la-Chapelle (1818) et de Vérone (1822), qui adoptèrent des résolutions concernant l'abolition de la traite des nègres, ou aux accords franco-britanniques de 1831, 1833, 1845 et 1861 sur la répression de la traite des nègres et sur les travailleurs hindous, on voit apparaître en 1904 les premiers traités du *type social* qui admettent, sous condition de réciprocité, les travailleurs étrangers au bénéfice de tout ou partie des dispositions de la législation nationale.

L'intérêt de ces traités est de concourir au progrès de la législation ouvrière et d'assurer la protection efficace des ressortissants de chacune des Parties contractantes. (1)

Le *traité franco-italien* du 15 avril 1904 est tout à fait caractéristique à cet égard et constitue le prototype du genre. Modifié et complété par les arrangements des 20 janvier et 9 juin 1906, 15 juin et 9 août 1910 il a finalement été remplacé, sauf dans ses dispositions relatives aux accidents du travail, par le traité franco-italien du 30 septembre 1919.

Le traité initial comportait les dispositions suivantes :

1° Les ouvriers italiens travaillant en France étaient admis à utiliser les caisses d'épargne et de retraites sous condition de réciprocité ; ils étaient également admis à bénéficier des dispositions de la législation sur les accidents du travail ;

2° Le gouvernement italien s'engageait à contrôler l'âge et l'identité des enfants venant travailler en France et qui, souvent n'avaient pas l'âge légal. Il s'engageait d'autre part à compléter l'organisation du service de l'inspection du travail, à veiller à l'application des lois et règlements relatifs au travail des femmes et des enfants et à envisager la réduction de la journée de travail des femmes occupées dans l'industrie ;

3° L'initiative prise par l'un des Etats contractants ou par un autre Etat de convoquer une conférence internationale ayant pour but d'unifier certaines dispositions des lois protectrices du travail devait entraîner l'autre Etat contractant à donner son adhésion de principe à une telle initiative ;

4° S'il était reconnu que la législation relative au travail des femmes et des enfants n'avait pas été respectée par l'autre Partie, les Parties contractantes se réservaient la faculté de dénoncer la convention. Les gouvernements s'engageaient à publier un rapport annuel détaillé sur l'application des lois et règlements relatifs au travail des femmes et des enfants.

L'*arrangement franco-italien* du 15 juin 1910 visait plus particulièrement la protection des jeunes ouvriers.

Le traité franco-italien a servi de modèle à un grand nombre d'accords bilatéraux. On peut citer entre autres les traités

(1) Cf. A. Métin, *les Traités ouvriers*, Paris A. Colin, 1908.

suivants : Belgique et Luxembourg (15 avril 1905), Allemagne et Pays-Bas (27 août 1907 et convention additionnelle du 30 mai 1914). La France a signé en outre quatre conventions respectivement avec la Belgique (21 février 1906), le Luxembourg (24 juin 1906) et la Grande-Bretagne (3 juillet 1909). Ces conventions stipulent la réciprocité dans l'application des lois sur les accidents du travail aux nationaux des Etats contractants.

A côté de ces *traités du type social*, certains Etats ont conclu des *traités de commerce* contenant des clauses relatives au travail. L'article 17 du traité de commerce signé entre l'Italie et la Suisse le 13 juillet 1904 était spécialement consacré au traitement des ouvriers. A vrai dire il ne s'agissait là que d'une clause de style qui demeurera sans effet. Cette clause a été reproduite dans d'autres accords commerciaux conclus par l'Italie avec l'Allemagne (3 décembre 1904) et avec l'Autriche-Hongrie (11 février 1906), ainsi que dans les traités germano-austro-hongrois (25 janvier 1905) et germano-suédois (8 mai 1906).

Plus importants que ces derniers traités sont les *conventions d'émigration et d'immigration* signées par la France avec la Pologne (7 septembre 1919), l'Italie (30 septembre 1919) et la Tchécoslovaquie (20 mars 1920) (1).

Ces traités sont basés sur le principe de l'égalité de traitement pour les travailleurs des deux Etats contractants dans chacun d'eux : protection légale, conditions de travail, salaire. Ils tendent à assurer la liberté de l'émigration individuelle d'un pays à l'autre. Toutefois l'administration du pays d'immigration a le droit d'exercer un contrôle sur les ouvriers immigrants qui doivent être munis d'une carte d'identité, et d'imposer l'observance de certaines mesures sanitaires. En outre l'Etat vers lequel a lieu le mouvement d'immigration peut restreindre celui-ci dans certaines professions ou certaines régions, suivant les conditions du marché du travail ; mais ces mesures

(1) Cf. *a*) Qualid, l'aspect juridique de l'immigration ouvrière, p. 30 et s. ; *b*) Bureau international du Travail, Etudes et documents Série O (Migrations) n° 3. La réglementation internationale des migrations, vol. III. Les traités et les conventions internationales.

restrictives doivent être notifiées par la voie diplomatique au pays d'émigration intéressé.

Quant au *recrutement collectif* des immigrants, les deux parties contractantes s'engagent à autoriser sur leur territoire les opérations effectuées pour le compte des entreprises situées dans l'autre pays, mais chaque Gouvernement se réserve de déterminer les régions de son territoire où le recrutement sera autorisé, ou celles où les travailleurs pourraient être dirigés. Un commun accord doit fixer le nombre et la catégorie des travailleurs à recruter, de manière à ne nuire ni au développement économique de l'un des pays, ni aux travailleurs nationaux de l'autre.

L'exécution de ces dispositions est assurée, dans chaque pays, par une *commission spéciale* à laquelle est présenté l'avis d'un *comité consultatif national* composé des représentants des services intéressés, des représentants nationaux et des représentants ouvriers.

Ces traités prévoient en outre l'établissement, d'un commun accord entre les Etats contractants, de *contrats-types* et de *demandes-types* de travail auxquels doivent être conformes les contrats de travail proposés par les employeurs et les demandes présentées par les ouvriers.

Enfin ils stipulent que les travailleurs de chacun des Etats bénéficient sur le territoire de l'autre des lois d'assistance, d'assurance et de prévoyance sociale et peuvent exercer le droit syndical et le droit d'association conformément aux lois internes de chacune des parties contractantes.

Des traités d'émigration ont été également conclus par la Grèce avec la Bulgarie (27 novembre 1919) (1), par l'Italie avec le Luxembourg (11 novembre 1920), etc...

Il convient de noter que l'égalité de traitement consacrée par ces différents accords est d'ailleurs conforme aux stipulations de l'article 427 du Traité de Versailles et à celles qui devaient être formulées par la Conférence Internationale du

(1) La conclusion de cet accord était prévue par l'article 56, alinéa 2 du traité de Neuilly-sur-Seine (27 novembre 1919).

Travail et allaient permettre la conclusion de très nombreux traités conçus dans un esprit identique.

A la fin de la période envisagée, on a vu que trois conventions plurilatérales avaient été signées à Berne antérieurement à 1914. La conclusion de ces « conventions à plusieurs » était due à l'action tenace menée par les pionniers de l'Association internationale pour la Protection légale des Travailleurs. Mais cette association présentait certains points faibles. En premier lieu elle n'était qu'un organisme privé, composé d'économistes et de techniciens, sans investiture officielle. Ses travaux comme ceux de l'Office de Bâle d'ailleurs, bien qu'ils fussent très appréciables, n'avaient que la valeur d'études doctrinales et documentaires. En deuxième lieu, elle devait avoir recours à la voie diplomatique pour faire adopter ses propositions de réglementation internationale du travail par des conférences dont la préparation exigeait un temps très long et qui ne comprenaient que des représentants des Gouvernements n'ayant pas même le droit d'engager la responsabilité de ceux-ci dans l'examen des questions soumises à l'examen de ces conférences.

Quoi qu'il en soit, l'Association internationale pour la Protection légale des Travailleurs avait fait œuvre éminemment utile. A la suite du Congrès de politique sociale qui se tint à Prague, en 1924, elle fusionna, le 25 septembre 1925, avec l'*Association Internationale pour la lutte contre le chômage* et avec le *Comité International des assurances sociales*. Ces trois groupements réunis prirent la dénomination d'*Association Internationale pour le Progrès social* dont le but est de procéder à l'étude des principales institutions de la vie économique, quel que soit leur objet propre, pourvu que ces institutions présentent des rapports avec le bien-être des travailleurs.

Il devait appartenir aux négociateurs du Traité de Paix de créer un organisme officiel capable de parachever avec des moyens d'action plus perfectionnés, la tâche méritoire commencée par l'Association Internationale pour la Protection légale des Travailleurs.

CHAPITRE II

Le Traité de Paix et l'Organisation Permanente du Travail

SECTION I

La Commission de Législation Internationale du Travail

Pour donner satisfaction aux aspirations des travailleurs et aussi pour tenir les promesses qui avaient été faites, pendant la guerre, par les gouvernements des pays alliés, les fondateurs de la Société des Nations résolurent de réserver une place au travail dans le Traité qui allait mettre le point final aux hostilités.

A cet effet, la Conférence des préliminaires de paix, dans sa séance du 25 janvier 1919, décida la constitution d'une *commission de législation internationale du travail* qui reçut pour mission de « faire une enquête sur les conditions de l'emploi des « travailleurs envisagé au point de vue international et d'exa- « miner les moyens internationaux nécessaires pour assurer une « action commune sur les sujets touchant les conditions de « l'emploi des travailleurs et pour proposer la forme d'une « institution permanente destinée à poursuivre lesdits enquêtes « et examen en coopération avec la Ligue des Nations et sous « sa direction ».

Ainsi le but de la Conférence était précis : créer un organisme permanent qui serait chargé de préparer, en coopéra-

tion avec la Société des Nations et sous sa direction, une législation internationale du travail.

La Commission à instituer devait comprendre 15 membres : deux représentants pour chacune des cinq grandes Puissances (Etats-Unis d'Amérique, Empire britannique, France, Italie, Japon) et cinq représentants à élire pour les autres Puissances représentées à la Conférence.

Les Puissances à intérêts limités se réunirent le 27 janvier 1919 pour procéder à cette élection. La Belgique fut chargée de désigner deux représentants à la Commission, Cuba, la Pologne et la République Tchéco-Slovaque chacune un seul représentant.

Aux 15 membres nommés dans les conditions qui viennent d'être indiquées, devaient être adjoints 9 suppléants (1).

Nommée définitivement le 31 janvier 1919, la Commission constitua dès le lendemain, son bureau de la façon suivante :

M. Samuel GOMPERS (Etats-Unis d'Amérique), Président ;

MM. G.-N. BARNES (Empire britannique) et COLLIARD (France), Vice-Présidents ;

(1) Composition de la Commission : 1°) *Etats-Unis d'Amérique* : M. A. N. Hurley (suppléé par MM. H. M. Robinson et J. T. Shotwell et M. Samuel Gompers) ;

2°) *Empire britannique* : The Rt Hon G. N. Barnes (suppléé par M. H.B. Butler) et Sir Malcolm Delevingne ;

3°) *France* : M. Colliard, Ministre du Travail (suppléé par M. Arthur Fontaine, Conseiller d'Etat, Directeur du Travail) et M. Loucheur, Ministre de la Reconstitution Industrielle (suppléé par M. Léon Jouhaux, Secrétaire général de la Confédération générale du Travail) ;

4°) *Italie* : Le baron Mayor des Planches, Ambassadeur honoraire, Commissaire général de l'Emigration ; M. Cabrini, Député, Vice-Président du Comité permanent du Travail (suppléé par M. Coletti) ;

5°) *Japon* : M. Otchiai, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de S. M. l'Empereur du Japon à La Haye ; M. Oka, ancien Directeur des Affaires commerciales et industrielles, de l'Agriculture et du Commerce ;

6°) *Belgique* : M. Vandervelde, Ministre de la Justice, Ministre d'Etat (suppléé par M. Lafontaine, Sénateur) ; M. Mahaim, professeur à l'Université de Liège, Secrétaire de la section belge de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs ;

7°) *Cuba* : M. de Bustamante, professeur à l'Université de La Havane (suppléé par M. Rafael Martinez Ortiz, Ministre plénipotentiaire, et M. de Blanck, Ministre plénipotentiaire) ;

8°) Le comte Jean Zoltowski, Membre du Comité national polonais, remplacé ultérieurement par M. Stanislas Patek, Conseiller à la Cour de Cassation de Pologne (suppléé par M. François Sokal, Directeur général du Travail) ;

9°) *Tchéco-Slovaquie* : M. Bénès, Ministre des Affaires étrangères, (suppléé ultérieurement par M. Rodolphe Broz).

M. Arthur FONTAINE (France), Secrétaire général ;

M. H.-B. BUTLER (Empire britannique), Secrétaire général adjoint ;

M. le baron CAPELLE (suppléé par le comte de GRUMEL (Belgique), Secrétaire ;

M. di PALMA CASTIGLIONE (Italie), Secrétaire ;

M. OYSTER (Etats-Unis d'Amérique), Secrétaire ;

M. YOSHISAKA (Japon), Secrétaire.

Du 1^{er} février au 24 mars 1919 la commission tint trente-cinq séances, au cours desquelles elle discuta plusieurs projets de textes qui lui furent soumis. La séance du 4 février fut consacrée à l'examen du projet présenté par les délégués de l'Empire britannique, sous le titre : « Projet de convention pour la « création d'une organisation permanente en vue de la réglementation internationale des conditions du travail ». Le même jour fut déposée une déclaration de la délégation italienne, contenant un programme d'études. Le 5 février, l'*American Federation of Labour* saisissait à son tour la Commission d'une déclaration de principes complétée d'un plan de réformes. Un projet français avait bien été élaboré, mais n'ayant pas été traduit en temps opportun, il ne fut jamais déposé. En définitive ce fut le projet anglais qui alimenta les débats de la Commission.

Indépendamment de ces projets, un certain nombre de revendications, mémoires ou rapports avaient été produits, soit par des organisations, soit par des délégations des pays représentés à la Commission.

Celle-ci examina ces divers documents avec beaucoup d'attention.

Dans sa séance du 11 mars 1919, le *Conseil Suprême des Alliés* avait accordé aux organisations féminines le droit de présenter leurs observations aux commissions spécialement chargées des questions concernant le travail féminin.

Le *Conseil International des Femmes*, d'accord avec certaines autres associations féminines (Conférence des femmes suffragistes alliées, Office des intérêts féminins, Syndicats ouvriers confédérés, Syndicats professionnels indépendants, Ligue

française du droit des femmes), envoya une délégation chargée d'exposer à la Commission les revendications qui avaient fait l'objet des vœux et résolutions adoptés au cours des Congrès dont il a été question précédemment.

L'idée centrale de cette délégation fut exprimée par Madame DUCHÊNE, représentante de l'Office des Intérêts féminins (France), qui remit à la Commission un mémoire réclamant notamment :

1° L'établissement d'une législation protectrice du travail sur une base d'égalité absolue pour tous les travailleurs adultes, sans distinction de sexe ;

2° La limitation des interdictions en vigueur tendant à écarter les femmes des travaux pratiqués dans une industrie considérée dans son ensemble ;

3° L'institution de commissions mixtes comprenant des déléguées des organisations ouvrières de la profession, d'inspectrices du travail, de physiologistes, d'hygiénistes, de femmes médecins et appelées à se prononcer sur l'inaptitude éventuelle des femmes en recherchant spécialement si cette inaptitude « ne dépend pas des procédés insalubres ou de conditions qui « pourraient être modifiées et devraient l'être aussi bien dans « l'intérêt des travailleurs masculins que dans celui des femmes » ;

4° L'accession de tous à l'enseignement professionnel organisé sur une base d'égalité entre les deux sexes ;

5° La protection de la maternité et de l'enfance ;

6° L'allocation par l'Etat, pendant la période d'interdiction de travail de la femme enceinte ou nourrice, d'une indemnité vitale compensatrice du salaire supprimé.

Cette idée de l'égalité absolue dans la protection avait déjà été exprimée à la Conférence de Berne de 1913 par la délégation norvégienne. Elle devait inspirer le mouvement féministe moderne.

Le mémoire remis à la Commission de législation internationale du Travail par Madame AVRIL de Sainte-Croix, au nom du Conseil international des Femmes, exprimait les mêmes préoccupations. Il contenait en particulier des vœux visant :

1° La fixation à 15 ans* de l'âge scolaire ; l'institution de cours techniques et cours supplémentaires ;

2° La limitation à 44 heures de la durée de la semaine de travail ;

3° La suppression du travail de nuit partout où cette suppression sera possible sans créer une défaveur pour les femmes ;

4° L'admission du principe : à travail égal, salaire égal ;

5° L'adoption de mesures sévères pour réglementer le travail à domicile et l'établissement, pour celui-ci, d'un salaire minimum ;

6° La participation des femmes aux Commissions internationales qui seront créées en vue de l'organisation du travail ;

7° L'institution, dans tous les pays, de comités de travail féminin (avec participation des représentants des gouvernements, des syndicats, des femmes de science, etc...) auxquels seraient soumises toutes les propositions législatives exceptionnelles.

Cette dernière mesure était réclamée également par Mme BRUNSWIG, parlant au nom de la Conférence des femmes suffragistes interalliées qui, par l'organe de Mlle VAN DEN PLAS, demandait en outre, l'inscription à l'ordre du jour de la première Conférence internationale du Travail, de la question du travail à mi-temps pour les femmes mariées.

Enfin, Madame BRUNSWIG présenta également à la Commission un vœu concernant la protection spéciale de la maternité et dans lequel étaient exposées, d'une façon détaillée, toutes les mesures propres à protéger la femme ouvrière en état de grossesse (1).

La délégation des associations féminines fut admise à présenter ces différentes revendications à la séance du 18 mars 1919, le jour même où Miss BONDFIELD, membre du cabinet travailliste anglais actuel, avait réussi à faire admettre deux amendements : 1° le droit de représentation des femmes à la

(1) Pour le détail de ces différents vœux, on est prié de se reporter à la brochure suivante : Bureau International du Travail. Etudes et documents, Série I n° 1, 17 octobre 1921 : La protection internationale des femmes travailleuses, p. 4 et ss.

Conférence internationale du Travail par des conseillères techniques lorsque seraient inscrites à l'ordre du jour de celle-ci des questions concernant le travail féminin ; 2° l'admission d'un certain nombre de femmes dans le personnel du Bureau International du Travail (Cf. art. 389 et 395 du Traité de Paix).

Ainsi qu'on le verra les desiderata exprimés par les délégations féminines devaient exercer une influence considérable sur la constitution de l'Organisation permanente du Travail. Ils ne pouvaient manquer en outre, d'avoir d'heureuses répercussions sur l'esprit qui devait guider cette Organisation dans ses nombreux travaux.

Parmi les documents remis par les délégataires il convient de mentionner notamment un appel de l'*Union internationale des Marins d'Amérique* présenté à la Commission par la délégation américaine et qui demandait la prise en considération, par la Conférence, des modifications à apporter aux obligations découlant, pour les gens de mer, de leurs contrats d'engagement.

En ce qui concerne les marins, la *Conférence internationale des Gens de mer*, qui se tenait au mois de mars 1919, avait saisi la Commission d'une demande tendant à la création d'une organisation internationale spéciale qui aurait pour mission de traiter les questions intéressant les conditions du travail maritime.

L'examen de ces suggestions amena la Commission à adopter le vœu suivant présenté par la délégation française :

« La Commission estime que les questions très spéciales relatives au minimum d'avantages à assurer aux marins doit éventuellement faire l'objet d'une session spéciale de la Conférence internationale du Travail, réservée au travail des marins ». (1)

La Commission avait été saisie en outre de deux mémoires préparés par la délégation britannique : l'un concernait la question des votes à la Conférence internationale du Travail et le nombre de voix attribué à chaque délégué à cette Conférence ; l'autre présentait quelques principes de législation sociale

(1) Cf. Bureau International du Travail, Rapport présenté à la Conférence des préliminaires de paix par la Commission de législation internationale du Travail, p. 25. Genève, 1920.

à inscrire dans le Traité de Paix. La suite donnée aux suggestions formulées dans ces mémoires sera exposée à l'occasion de l'examen du statut juridique de l'Organisation Permanente du Travail.

D'autres délégations avaient également remis des notes ou mémoires. Une note de la délégation cubaine visait certaines questions d'ordre constitutionnel. Un mémoire de la délégation tchéco-slovaque traitait de la journée de huit heures.

Mais les débats les plus importants de la Commission portèrent sur la question de l'élaboration des conventions par la Conférence internationale du Travail.

Relativement à cette question trois thèses étaient en présence :

1° la thèse italienne et française tendait à donner aux décisions de la Conférence force obligatoire, sauf appel de ces décisions devant la Société des Nations ;

2° la thèse britannique visait à conférer à la Conférence les pouvoirs qu'elle possède actuellement pour l'adoption des projets de convention, avec cette différence qu'en ce qui concerne les ratifications, celles-ci, au lieu de nécessiter une ratification formelle, auraient pu être ratifiées sauf opposition dans un délai de six mois ;

3° enfin la thèse américaine, basée sur le caractère particulier de la constitution des Etats-Unis, s'opposait énergiquement au principe de la convention et n'admettait que celui de la recommandation.

On verra plus loin la solution qui prévalut à cet égard dans la rédaction définitive du Traité de Paix .

Indépendamment du vœu adopté par la Commission, en ce qui concerne l'institution de sessions spéciales de la Conférence internationale du Travail, réservées au travail des gens de mer, la Commission approuva les deux vœux suivants présentés conjointement par les délégations belge, française et italienne :

1^{er} VŒU. — « La Commission émet le vœu que, dès qu'il « sera possible, un accord intervienne entre les Hautes Parties « Contractantes aux fins de doter la Conférence internationale « de législation du Travail, sous les auspices de la Société des

« Nations, du pouvoir de prendre, dans des conditions à déterminer, des résolutions ayant force légale internationale » ;

2^e VŒU. — « La Commission, considérant qu'une législation internationale du Travail vraiment efficace ne peut être établie sans le concours des pays industriels, émet le vœu qu'en attendant que la signature du traité de paix permette de faire appel à tous ces pays, la Conférence de la paix communique aux Puissances neutres, à titre d'information, le présent objet de convention avant de l'adopter définitivement ».

La Commission de législation internationale du Travail termina ses travaux le 24 mars 1919 et remit le jour même le rapport et le texte élaborés par elle à la Conférence des préliminaires de Paix.

Les conclusions de la Commission avaient été rédigées en deux parties : La première était un projet de convention prévoyant l'institution d'un organisme permanent de législation internationale du Travail. La convention avait été établie sur la base du projet présenté par la délégation britannique. La première partie du rapport était le commentaire dudit projet de convention.

La seconde partie des conclusions de la Commission était présentée sous la forme de clauses énonçant des déclarations de principe sur un certain nombre de questions qui présentaient, pour le monde du travail une importance capitale. « Ces déclarations, ajoutait le rapport, sur la nécessité desquelles les délégations se sont trouvées d'accord dès les premières séances, devraient, dans l'esprit de la Commission, trouver place dans le Traité de Paix. Car ce Traité, non seulement doit clore la période qui s'est terminée par la guerre mondiale, mais doit marquer le début d'une ère sociale meilleure et l'aurore d'une civilisation ».

SECTION II

Les décisions de la Conférence des Préliminaires de Paix

Après avoir subi quelques modifications, le projet élaboré par la Commission de législation internationale du Travail fut

adopté le 21 avril 1919 par la Conférence des préliminaires de Paix et intégré dans le Traité de Versailles du 28 juin 1919 dont il forme la partie XIII (articles 387 à 427 du traité) et annexé au Pacte de la Société des Nations.

Cette partie du Traité de Versailles relative au travail a été reproduite sans changement dans la partie XIII du Traité de Saint-Germain conclu avec l'Autriche le 10 septembre 1919 (articles 332-372), dans la partie XII du Traité de Neuilly, signé avec la Bulgarie le 27 novembre 1919 (articles 249, 289) et dans la partie XIII du Traité de Trianon, conclu avec la Hongrie le 4 juin 1920 (articles 315-355).

Mais indépendamment de la partie XIII du Traité de Versailles les négociateurs ont inséré dans ce texte deux autres articles qui concernent l'Organisation Permanente du Travail.

Parmi les engagements que comporte le Pacte de la Société des Nations, l'article 23 stipule en effet :

« Sous la réserve et en conformité des dispositions des « conventions internationales actuellement existantes ou qui « seront ultérieurement conclues, les membres de la Société :

« a) S'efforceront d'assurer et de maintenir des conditions « de travail équitables et humaines pour l'homme, la femme et « l'enfant sur leurs propres territoires, ainsi que dans tous les « pays auxquels s'étendent leurs relations de commerce et d'in- « dustrie, et, dans ce but, d'établir et d'entretenir les organi- « sations internationales nécessaires ».

D'autre part, la partie X (clauses économiques) du Traité de Paix prévoit, dans sa section VIII, à l'article 312, la participation du Bureau International du Travail aux travaux de la Commission de 5 membres, prévue à cet article, chargée de procéder au règlement des questions d'assurances sociales (transfert des fonds) pour les territoires cédés à l'Allemagne et d'autres Etats conformément aux stipulations du Traité (1).

La Commission de législation internationale du Travail avait inséré à l'article 39 de son projet (chapitre IV : Mesures transitoires) des dispositions fixant, au mois d'octobre 1919, la

(1) Le texte de cet article est reproduit dans le Traité de St-Germain (article 272), dans le Traité de Neuilly (article 203) et dans le Traité de Trianon (article 258).

première session de la Conférence internationale du Travail, le lieu et l'ordre du jour de cette session devant être arrêtés dans un protocole additionnel qui désignerait le Gouvernement chargé d'assurer la convocation et l'organisation de la Conférence. Ce Gouvernement devait être assisté, en ce qui concerne la préparation des documents, par une Commission internationale dont les membres seraient désignés dans le même protocole. Celui-ci stipulait que le lieu de la première Session serait Washington et invitait le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique à convoquer la Conférence. Il prévoyait en outre que « le *Comité international d'organisation* comprendrait sept personnes désignées respectivement par les gouvernements des Etats-Unis, de Grande-Bretagne, de France, d'Italie, du Japon, de Belgique et de Suisse », et que ce Comité pourrait, s'il le jugeait nécessaire, « inviter d'autres Etats à se faire représenter dans son sein ».

La désignation de la Suisse en qualité de co-participante au Comité d'organisation avait été décidée à la suite d'une résolution proposée à l'acquiescement de la Commission par M. VANDERVELDE qui avait préalablement exprimé le regret, d'une part que les neutres ne fussent pas consultés sur le règlement organique discuté par cette Commission, d'autre part que l'Allemagne et les autres puissances ennemies fussent maintenues en dehors de l'organisme projeté pour la législation internationale du Travail, jusqu'à ce qu'elles aient été admises au sein de la Société des Nations.

La résolution en question était présentée sous la forme suivante : « La Commission, considérant qu'une législation internationale vraiment efficace ne peut être établie sans le concours au moins des pays neutres, émet le vœu que la Conférence de la paix consulte les puissances neutres sur le présent projet de convention avant de l'adopter définitivement ».

M. JOUHAUX avait appuyé ce vœu en insistant tout particulièrement sur la nécessité à la fois morale et économique qu'il y aurait à ce que les conventions s'étendissent à toutes les nations industrielles.

De son côté le gouvernement fédéral suisse avait saisi la

Commission, le 28 février 1919 (le lendemain du jour où M. VANDERVELDE déposait sa résolution), d'une note dans laquelle il rappelait le rôle joué par la Suisse, avant la guerre, dans la préparation des Conférences de Berne et exprimait le désir de « collaborer d'une façon utile » avec les gouvernements alliés « à une œuvre qui lui tenait à cœur ». Sur la proposition de la délégation britannique, la Commission décida d'adopter le vœu de M. VANDERVELDE et d'attribuer en conséquence un siège à la Suisse, dans le Comité d'organisation.

Cependant la solution adoptée par la Commission n'avait pas donné pleine et entière satisfaction à tous les délégués.

A la séance du 11 mars 1929, le baron MAYOR DES PLANCHES avait affirmé « la nécessité de l'admission de *toutes les nations sans exception* au fonctionnement de l'organisme du « travail ».

Le président de la délégation italienne reprenait ainsi avec plus d'insistance la thèse qu'il avait soutenue dans la déclaration remise au nom de cette délégation, dès la deuxième séance de la Commission, et dans laquelle était émise l'opinion suivante :

« L'efficacité et les résultats pratiqués de l'organisation « internationale proposée seront en raison directe du nombre « des nations réunies dans la Société des Nations.

« Il est par conséquent de l'intérêt de l'organisation dont « la Commission se prépare à fixer la situation que les clauses « ouvrières et les clauses industrielles de tous les pays soient « mises en état de participer au fonctionnement de ladite organisation ».

M. JOUHAUX, à la séance du 20 mars 1919, insista fortement, au nom de la Confédération Générale du Travail française pour qu' « à la première Conférence internationale du « Travail toutes les nations fussent représentées ».

La question de l'admission de l'Allemagne comme membre de l'Organisation Permanente du Travail avait donc été posée, mais elle ne fut pas résolue parce que, ainsi que le disait M. BARNES (Empire britannique) à la séance du 28 février, il était de l'essence même du projet de n'inscrire que les pays admis à la Société des Nations.

Le Conseil Suprême des Alliés avait été saisi du vœu émis par la Commission de législation internationale du Travail.

Ce vœu insistait tout spécialement sur la nécessité :

1° De convoquer dans l'organisation internationale du Travail tous les pays industriels ;

2° De prendre des mesures pour qu'avant même la signature de la Paix, les Etats ne faisant pas encore partie de la Société des Nations pussent être admis à participer à son œuvre.

Le Conseil Suprême tint compte de ces observations en donnant une forme plus large à la rédaction de l'article 1^{er} du projet de la Commission, qui devint l'article 387 du traité, ainsi conçu :

« Il est fondé une organisation permanente chargée de « travailler à la réalisation du programme exposé dans le préambule ».

Il n'était plus question, dans ce texte définitif, des « Etats faisant adhésion à la Société des Nations », comme dans l'article 1^{er} du projet précité.

Le projet du Traité de Paix ayant été communiqué le 7 mai 1919 au gouvernement allemand, le comte BROCKDORFF-RANTZAU, président de la délégation allemande de la paix, remettait trois jours après au Conseil Suprême, le texte d'un projet allemand sur le droit international ouvrier.

Ce projet, rédigé en huit articles, ne prévoyait aucune représentation des travailleurs aux conférences internationales. Celles-ci ne devaient être convoquées que tous les cinq ans. D'autre part, une majorité des quatre cinquièmes des Etats participants était nécessaire pour conférer aux résolutions votées un caractère obligatoire. Enfin le projet allemand demandait que la première Conférence internationale du Travail se tint à Versailles.

Dans la lettre jointe à l'envoi le comte BROCKDORFF-RANTZAU déclarait ce qui suit :

« Nous considérons comme nécessaire que tous les Etats « sans exception, adhèrent à la convention, quand bien même « ils ne feraient pas partie de la Société des Nations ».

Il s'agissait, dans cette lettre, de l'adhésion au projet de convention allemand.

Le 14 mai 1919, le Président du Conseil Suprême, Georges CLEMENCEAU, répondit :

« La convention relative au travail a été insérée dans le
« Traité de Paix, et l'Allemagne sera par conséquent invitée
« à la signer. Dans l'avenir, le droit pour votre pays de parti-
« ciper à l'Organisation Internationale du Travail sera assuré
« dès qu'il sera admis dans la Société des Nations, conformé-
« ment à l'article premier du Traité ».

La question de l'admission de l'Allemagne comme membre de l'Organisation Permanente du Travail fut examinée le 17 mai 1919 par le Conseil Suprême. Elle donna lieu à un échange de correspondances entre M. DUTASTA, Secrétaire général de la Conférence de la Paix, et M. BARNES, Président du Comité de la Commission de législation internationale ouvrière, institué à la suite des discussions du Conseil Suprême du 30 avril 1919 pour examiner les observations de la délégation allemande sur les conditions de paix. M. BARNES proposait, le 15 mai, « que l'Allemagne pût être admise *immédiatement après*
« *la Conférence de Washington* et eût droit, en tant que l'un des principaux pays industriels, à une place dans le Conseil
« d'Administration ».

Par lettres des 19 et 27 mai, M. DUTASTA informait M. BARNES que l'Allemagne, conformément à la décision prise le 17 mai par le Conseil des principales puissances alliées et associées, serait admise dans l'Organisation Permanente du Travail *dès la clôture de la Conférence* (de Washington) et que les travaux de cette conférence devraient être communiqués au gouvernement.

Ainsi fut résolue, antérieurement à la signature du Traité de Versailles, la question de l'admission de l'Allemagne au sein de l'organisme nouveau.

Cette question devait être par la suite tranchée dans un sens plus favorable, en raison de la pression exercée d'une part par les organisations ouvrières françaises et italiennes et d'autre part, par la Fédération internationale des Syndicats. L'Allemagne et l'Autriche furent en effet admises à participer aux

travaux de la Conférence de Washington, mais certaines circonstances indépendantes de leur volonté et de celle des organisateurs empêchèrent cette participation.

Tandis que se poursuivaient ces tractations qui devaient finalement aboutir à la décision du Conseil Suprême des Alliés du 17 mai, la Conférence des préliminaires de paix adoptait le 11 avril 1919, à l'unanimité, une résolution approuvant, « avec » les amendements proposés par la délégation britannique, le « projet de convention créant une organisation permanente » destinée à assurer le règlement international des conditions « du travail ».

En outre des instructions étaient données au Secrétariat de ladite Conférence pour qu'il invitât les « gouvernements intéressés à nommer sans délai leurs représentants au Comité » chargé d'organiser la Conférence d'octobre » qui devait se tenir à Washington.

Enfin autorisation était accordée à ce Comité de « commencer immédiatement ces travaux ».

Le Comité d'organisation en question fut aussitôt constitué sur les bases prévues par l'article 39 du projet de la commission (1) et commença ses travaux le 14 avril pour les terminer le 4 août 1919 après avoir tenu sept séances.

Réuni sous la présidence de M. Arthur FONTAINE, et ayant comme Secrétaire M. H.-B. BUTLER, ce Comité prépara l'ordre du jour suivant qui figure en annexe au traité de paix entre les articles 426 et 427 :

1° Application du principe de la journée de 8 heures ou de la semaine de 48 heures ;

2° Questions relatives aux moyens de prévenir le chômage et de remédier à ses conséquences ;

(1) Le Comité comprenant les 7 membres suivants : 1) *Etats-Unis d'Amérique* : M. J. T. Shotwell, Professeur à l'Université de Columbia, New-York ; 2) *Grande-Bretagne* : Sir Malcolm Delevingne, Sous-Secrétaire d'Etat adjoint ; 3) *France* : M. Arthur Fontaine, Conseiller d'Etat, Directeur du Travail ; 4) *Italie* : M. de Palma Castiglione, Inspecteur de l'émigration ; 5) *Japon* : M. O. Oka, ancien Directeur au Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie ; 6) *Belgique* : M. E. Mahaim, Professeur à l'Université de Liège ; 7) *Suisse* : M. William Rappard, Professeur à l'Université de Genève.

Les délégués des Etats-Unis et de la Suisse avaient été désignés à titre provisoire.

3° Emploi des femmes :

- a) Avant ou après l'accouchement (y compris la question de l'indemnité de maternité) ;
- b) Pendant la nuit ;
- c) Dans les travaux insalubres ;

4° Emploi des enfants :

- a) Age d'admission au travail ;
- b) Travaux de nuit ;
- c) Travaux insalubres ;

5° Extension et application des conventions internationales adoptées à Berne en 1906 sur l'interdiction du travail de nuit des femmes employées dans l'industrie et l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc (jaune) dans l'industrie des allumettes.

En résumé la Conférence des préliminaires de paix avait entériné les propositions de la Commission de législation internationale du Travail. Les vœux de la classe des travailleurs et de tous ceux qui avaient donné le meilleur de leur esprit et de leur cœur à la préparation difficile d'un droit international ouvrier se trouvaient en partie réalisés. Il ne restait plus qu'à faire fonctionner l'organisme dont le statut juridique venait d'être établi.

DEUXIÈME PARTIE

LE STATUT JURIDIQUE DE L'ORGANISATION PERMANENTE DU TRAVAIL

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

La teneur de la Partie XIII du Traité de Paix

La partie XIII du Traité de Versailles, entièrement consacrée au travail, est divisée, ainsi qu'il a été dit, en 2 Sections formant un ensemble de 40 articles (articles 287 à 427 dudit Traité).

La Section I (Organisation du Travail) est précédée d'un préambule qui mérite d'être reproduit en entier parce qu'il constitue l'acte de naissance de l'Organisation Permanente du Travail :

« Attendu que la Société des Nations a pour but d'établir la paix universelle et qu'une telle paix ne peut être fondée que
« sur la base de la justice sociale ;

« Attendu qu'il existe des conditions de travail impli-
« quant pour un grand nombre de personnes l'injustice, la
« misère et les privations, ce qui engendre un tel mécontente-
« ment que la paix et l'harmonie universelles sont mises en

« danger, et attendu qu'il est urgent d'améliorer ces condi-
 « tions : par exemple, en ce qui concerne la réglementation
 « des heures de travail, la fixation d'une durée maxima de la
 « journée et de la semaine de travail, le recrutement de la
 « main-d'œuvre, la lutte contre le chômage, la garantie d'un sa-
 « laire assurant des conditions d'existence convenables, la pro-
 « tection du travailleur contre les maladies générales ou pro-
 « fessionnelles et les accidents résultant du travail, la protec-
 « tion des enfants, des adolescents et des femmes, les pensions
 « de vieillesse et d'invalidité, la défense des intérêts des travail-
 « leurs occupés à l'étranger, l'affirmation du principe de la
 « liberté syndicale, l'organisation de l'enseignement profession-
 « nel et technique et autres mesures analogues ;

« Attendu que la non-adoption par une nation quelconque
 « d'un régime de travail réellement humain fait obstacle aux
 « efforts des autres nations désireuses d'améliorer le sort des
 « travailleurs dans leur propre pays ;

« Les Hautes Parties Contractantes, mues par des senti-
 « ments de justice et d'humanité aussi bien que par le désir
 « d'assurer une paix mondiale durable, ont convenu ce qui
 « suit :

Ici commence le Chapitre I^{er} (art. 387 à 399 inclus) de la
 Section I, consacré à l'organisation permanente « chargée de
 travailler à la réalisation du programme exposé dans le préam-
 bule ».

Le Chapitre II de cette même Section détermine (art. 400
 à 420 inclus) le mode de fonctionnement de l'organisme institué.

Le Chapitre III édicte des prescriptions générales (art. 421
 à 423) relatives à l'application des conventions adoptées par
 la Conférence internationale du Travail aux colonies, posses-
 sions ou pays placés sous le protectorat des États Membres de
 l'Organisation.

Le Chapitre IV (art. 424 à 426 inclus) contient des mesures
 transitoires visant notamment la préparation de la première
 session de la Conférence. Il est suivi d'une annexe précisant le

lieu, la composition du Comité international d'organisation ainsi que l'ordre du jour de cette Conférence (1).

Enfin la Section II (article 427) expose les principes généraux suivants :

« Les Hautes Parties Contractantes, reconnaissant que le bien-être physique, moral et intellectuel des travailleurs salariés est d'une importance essentielle au point de vue international, ont établi, pour parvenir à ce but, l'organisme prévu à la Section I — et associé à celui de la Société des Nations.

« Elles reconnaissent que les différences de climat, de mœurs et d'usages, d'opportunité économique et de tradition industrielle, rendent difficile à atteindre, d'une manière immédiate, l'uniformité absolue dans les conditions du travail. Mais persuadées qu'elles sont que le travail ne doit pas être considéré simplement comme un article de commerce, elles pensent qu'il y a des méthodes et des principes pour la réglementation des conditions du travail que toutes les communautés industrielles devraient s'efforcer d'appliquer, autant que les circonstances spéciales dans lesquelles elles pourraient se trouver le permettraient.

« Parmi ces méthodes et principes, les suivants paraissent aux Hautes Parties Contractantes être d'une importance particulière et urgente :

« 1° Le principe dirigeant ci-dessus énonce que le travail ne doit pas être considéré simplement comme une marchandise ou un objet de commerce.

« 2° Le droit d'association en vue de tous objets non contraires aux lois, aussi bien pour les salariés que pour les employeurs.

« 3° Le paiement aux travailleurs d'un salaire leur assurant un niveau de vie convenable tel qu'on le comprend dans leur temps et dans leur pays.

« 4° L'adoption de la journée de huit heures et de la semaine de quarante-huit heures comme but à atteindre partout où il n'a pas été obtenu.

(1) Voir supra pp. 60 et 61.

« 5° L'adoption d'un repos hebdomadaire de vingt-quatre heures au minimum, qui devrait comprendre le dimanche toutes les fois que ce sera possible.

« 6° La suppression du travail des enfants et l'obligation d'apporter au travail des deux sexes les limitations nécessaires pour leur permettre de continuer leur éducation et d'assurer leur développement physique.

« 7° Le principe du salaire égal, sans distinction de sexe, pour un travail de valeur égale.

« 8° Les règles édictées dans chaque pays au sujet des conditions de travail devront assurer un traitement économique équitable à tous les travailleurs résidant légalement dans le pays.

« 9° Chaque Etat devra organiser un service d'inspection, qui comprendra des femmes, afin d'assurer l'application des lois et règlements pour la protection des travailleurs.

« Sans proclamer que ces principes et ces méthodes sont ou complets ou définitifs, les Hautes Parties Contractantes sont d'avis qu'ils sont propres à guider la politique de la Société des Nations ; et que s'ils sont adoptés par les communautés industrielles qui sont membres de la Société des Nations, et s'ils sont maintenus intacts dans la pratique par un corps approprié d'inspecteurs, ils répandront des bienfaits permanents sur les salariés du monde ».

Dans le Préambule et les Principes généraux, on retrouve les mêmes soucis et les mêmes idées qui animaient les précurseurs de l'Organisation Permanente du Travail et ont visiblement inspiré les fondateurs de cette Organisation : d'une part, injustice, misères, privations susceptibles de porter atteinte à la paix et à l'entente universelle, dangers résultant de la concurrence étrangère ; d'autre part, adoption de principes et de règles uniformément appliquées tendant à instaurer des conditions de travail équitable.

L'expression de « Charte Internationale du Travail » est couramment employée par d'excellents auteurs (1) spécialement

(1) Cf. notamment André de Maday, *La Charte Internationale du Travail*, Bibliothèque socialiste, Paris 1921. Max Turmann, *Problèmes sociaux du Travail industriel*, 2^e édition, Librairie Lecoffre, éditeur Gabalda.

pour désigner l'ensemble des dispositions contenues dans la Section I (Organisation du Travail) et la Section II (Principes Généraux) de la Partie XIII du Traité de Versailles et des Sections correspondantes des autres traités de paix.

A première vue, cette expression est séduisante, elle frappe l'imagination, mais elle présente l'inconvénient de faire illusion sur la portée de l'institution.

Le mot « Charte » a pris en effet dans l'histoire des institutions juridiques, et notamment dans l'histoire constitutionnelle un sens très précis. Il sert à désigner « le titre formel qui constate et garantit des franchises accordées par le seigneur ou par le roi » (1) ou encore « les concessions volontaires faites par le souverain à ses sujets » (2).

Tandis que ce « titre formel » et ces « concessions » faisaient l'objet d'un acte unilatéral émanant d'une volonté souveraine qui était libre de les « octroyer » ou de les refuser, les règles contenues dans la Partie XIII du Traité de Paix apparaissent comme le résultat d'un accord ou d'un compromis établi sur des principes dont la reconnaissance et l'application s'étaient avérées nécessaires et urgentes. L'historique des efforts poursuivis, avant et pendant la guerre par la classe ouvrière et tous ceux qui s'intéressaient à son sort, pour obtenir des conditions plus humaines de travail et une réglementation uniforme de ces conditions, les travaux préparatoires qui ont abouti à l'élaboration de la Partie XIII démontrent pleinement qu'il s'est bien en effet établi un accord entre les Gouvernements, les patrons et les ouvriers pour instaurer « la paix universelle sur la base de la justice sociale ».

A le bien considérer le Préambule « n'est autre chose « qu'une proclamation de principes sociaux et une énumération des réformes à apporter aux conditions du travail » (3).

Quant aux principes généraux formulés dans la Section II de la Partie XIII du Traité de Paix, on peut déclarer avec

(1) Esmein et Génestal de Chaumeil, Cours élémentaire d'histoire du Droit Français, 15^e édition, page 295, Editeur Sirey, Paris 1925.

(2) Duguit et Monnier, La Constitution et les principales lois politiques de la France depuis 1789, 4^e édition, Notices historiques p. LXXXIII.

(3) Cf. Lordonnois P, La réglementation internationale du travail maritime, p. 27 (Thèse) Paris 1922.

M. TRUCHY, l'éminent professeur à la Faculté de Droit de Paris, membre de l'Institut, qu' « ils ne sont que la façade idéologique de l'institution et celle-ci seule a une valeur pratique » (1).

L'expression de « charte » a donc été détournée de son sens primitif, pour désigner une déclaration de principes. De la même façon on a donné le nom de « Charte d'Amiens » à l'ordre du jour voté en 1906 au Congrès de la Confédération Générale du Travail et qui déterminait les directives à suivre par les groupements professionnels ouvriers dans leur action syndicale qui devait exclure les préoccupations d'ordre politique (2).

En définitive on peut dire que les dispositions du Traité de Paix (Partie XIII, Section II, Principes généraux) constituent « un exposé des principes qui ont paru propres à guider « la Société des Nations en matière sociale » (3).

C'est également l'avis de M. Louis BARTHOU, ancien Président du Conseil des Ministres français, qui, dans le rapport présenté à la Chambre des Députés, sur le Traité de Paix s'exprimait ainsi, en parlant de l'Organisation Permanente du Travail :

« Est-ce une charte ? Malheureusement non. C'est plutôt « une série de préceptes sociaux, d'intentions excellentes, de « sages conseils. Le travail espérait et méritait mieux. Il faut « dra qu'on en vienne à un Code International du Travail, « avec ses moyens d'exécution, ses contraintes, ses sanctions ».

(1) Cf. H. Truchy, Cours d'économie politique, tome II, p. 416, Editeur Sirey, Paris 1921.

(2) Cf. G. Pirou, Les doctrines économiques en France depuis 1870, pp. 41 et 42, Collection Armand Collin, Paris 1925.

(3) Cf. H. Truchy, op. cit., tome II, p. 416.

CHAPITRE I

Organisation et Fonctionnement

SECTION I

Constitution générale de l'Organisation Permanente du Travail

Après avoir stipulé qu' « il est fondé une organisation permanente chargée de travailler à la réalisation du programme « exposé dans le préambule », l'article 387 du Traité de Paix spécifie que les Membres originaires de la Société des Nations seront Membres originaires de cette Organisation et que dorénavant la qualité de Membre de la Société des Nations entraînera *ipso facto* celle de Membre de ladite Organisation.

Pour déterminer la signification exacte de cet article, il convient de se reporter au Pacte de la Société des Nations dont l'article 1^{er} indique les Etats qui seront admis à faire partie de cette Société.

Ces Etats sont les suivants :

1° Les Membres originaires de la Société des Nations, c'est-à-dire ceux des signataires dont les noms figurent dans l'Annexe du Pacte (1) ;

2° Les Etats, également nommés dans l'Annexe qui ont été invités à accéder audit Pacte, sans aucune réserve, par une

(1) Etats-Unis d'Amérique, Belgique, Bolivie, Brésil, Empire britannique, (Grande-Bretagne, Canada, Australie, Afrique du Sud, Nouvelle-Zélande, Inde), Chine, Cuba, Equateur, France, Grèce, Guatémala, Haïti, Hedjaz, Honduras, Italie, Japon, Libéria, Nicaragua, Panama, Pérou, Pologne, Portugal, Roumanie, Etat Serbe-Croate-Slovène, Siam, Tchécoslovaquie, Uruguay.

déclaration déposée au Secrétariat général de la Société des Nations, dans un délai de deux mois à dater de l'entrée en vigueur du Pacte, cette déclaration devant être notifiée aux autres Membres de la Société (1) ;

3° Les Etats, Dominions ou Colonies qui se gouvernent librement et qui ne sont pas désignés dans l'Annexe, à la condition qu'ils souscrivent aux stipulations du Pacte et que leur admission soit prononcée par les deux tiers de l'Assemblée (2).

L'article 1^{er} (§ 3) précise en outre qu'après un préavis de deux ans, tout Membre peut se retirer de la Société, à la condition d'avoir rempli à ce moment toutes ses obligations internationales, y compris celles du Pacte.

Il convient d'observer que parmi les Etats Membres originaires de la Société des Nations, les Etats-Unis, l'Equateur et le Hedjaz n'ont pas ratifié le Traité de Versailles et ne font pas partie de la Société des Nations. Ils ne sont pas davantage Membres de l'Organisation Permanente du Travail bien qu'aucun texte n'empêche un Etat n'ayant pas adhéré à la Société des Nations de faire partie de cette Organisation. L'article 387 du Traité de Paix est muet à cet égard. Il se borne à dire notamment que « désormais la qualité de Membre de la Société « des Nations entraînera celle de Membre de ladite Organisation ». En l'absence de toute règle juridique précise on est obligé de déduire que la réciprocité n'est pas vraie : la qualité de Membre de l'Organisation Permanente du Travail n'entraîne pas nécessairement celle de Membre de la Société des Nations. On a vu en effet précédemment que certains Etats, tels que

(1) *Etats invités à accéder au Pacte* : Argentine, Chili, Colombie, Espagne, Norvège, Paraguay, Pays-Bas, Perse, Salvador, Suède, Suisse, Vénézuéla.

(2) a) *Etats admis par la 1^{re} Assemblée de la Société des Nations* (Genève 1920) : Albanie, Autriche, Bulgarie, Costa-Rica, Finlande, Luxembourg.

b) *Etats admis par la 2^e Assemblée de la Société des Nations* (Genève 1923) : Ethiopie, Etat libre d'Irlande.

c) *Etats admis par la 3^e Assemblée de la Société des Nations* (Genève 1922) : Hongrie.

d) *Etats admis par la 4^e Assemblée de la Société des Nations* (Genève 1923) : Ethiopie, Etat libre d'Irlande.

e) *Etat admis par la 5^e Assemblée de la société des Nations* (Genève 1924) : République dominicaine.

f) *Etat admis par la 7^e Assemblée de la Société des Nations* (Genève 1926) : Allemagne.

l'Allemagne et l'Autriche avaient été autorisés à faire partie de cette Organisation, avant même qu'ils fussent admis en qualité de Membres de la Société des Nations. Il eût été peu expédient en effet de tenir à l'écart de l'Organisation Permanente du Travail un Etat ayant une puissance industrielle aussi forte que celle de l'Allemagne. Agir de la sorte eût été, ainsi que le fait remarquer fort judicieusement M. Georges SCELLE (1), « aller délibérément à l'encontre du but poursuivi » et aboutir à exempter ce pays « des obligations de la réglementation internationale et du contrôle ».

D'autre part, le Brésil, Membre originaire de la Société des Nations, s'est retiré de celle-ci dans les conditions prévues au paragraphe 3 de l'article 1^{er} du Pacte. Le délai de 2 ans stipulé à cet article a expiré le 12 juin 1928. Cet Etat n'en a pas moins continué sa collaboration à l'Organisation Permanente du Travail, notamment par l'envoi de ses délégués à la Conférence internationale du Travail et par le versement de sa cotisation aux dépenses du Bureau International du Travail.

L'Argentine et l'Espagne, Etats invités à accéder au Pacte, s'étaient également retirés de la Société des Nations, mais ils y ont été réintégrés sur leur demande. Pendant la durée de leur retraite ils ont observé, à l'égard de l'Organisation Permanente du Travail, la même attitude que le Brésil, témoignant ainsi, comme cet Etat, de leur attachement à l'œuvre du progrès social international.

Enfin la République de Costa-Rica dont l'admission en 1920, au sein de la Société des Nations avait été prononcée suivant la procédure et sous les conditions fixées par le paragraphe 3 de l'article 1^{er} du Pacte s'était également retirée de cette Société après l'expiration, survenue le 31 décembre 1926, du délai de deux ans imparti par le paragraphe 3 de cet article. Mais à la différence des Etats précités, la République de Costa-

(1) Cf. G. Scelle, Précis élémentaire de législation industrielle. La Constitution de l'O. I. T. p. 127, éditeur : Société anonyme de Recueil Sirey, Paris 1927.

Rica n'a plus participé d'une manière effective à l'activité de l'Organisation Permanente du Travail (1).

Sous le bénéfice de ces observations, les Etats composant l'Organisation Permanente du Travail sont actuellement au nombre de cinquante-cinq, alors que la Société des Nations comprend cinquante-quatre Membres, le Brésil n'ayant pas repris sa qualité de Membre de la Société.

Il est vraisemblable que ce chiffre de 55 s'accroîtra dans l'avenir, tant est grand le rayonnement qu'exerce l'Organisation Permanente du Travail. La question de l'admission de la Turquie comme Membre de la Société des Nations est en effet actuellement à l'étude. Mais bien que ne faisant pas partie de la Société ni de l'Organisation cet Etat envoie depuis quelques années, une représentation officieuse aux Sessions de la Conférence Internationale du Travail. De même l'Egypte suit avec le plus vif intérêt les travaux de l'Organisation Permanente du Travail en attendant qu'aboutissent les négociations actuellement engagées entre le Gouvernement britannique et le Gouvernement égyptien en vue de l'adhésion de cet Etat à la Société des Nations et, par là même, à l'Organisation Internationale du Travail (2).

Un autre problème qui offre de l'intérêt est celui de la participation du territoire de la Sarre aux travaux de l'Organisation.

Ce problème avait été posé devant la Conférence de 1923. Sur l'initiative du groupe ouvrier, la Commission de proposition avait soumis à la Conférence, une résolution invitant le Conseil d'administration à entamer, par l'intermédiaire du Secrétaire général de la Société des Nations, des pourparlers avec la Commission du Gouvernement du territoire de la Sarre, afin d'envisager par quelles mesures il pourrait être donné constitutionnellement satisfaction aux organisations locales de ce

(1) A la suite des explications qui ont été fournies sur sa demande, au Gouvernement de Costa-Rica, par le Conseil de la Société des Nations sur la portée de l'allusion à la doctrine de *Monroë* contenue dans l'article 21 du Pacte, ledit Gouvernement a fait connaître son intention de redevenir Membre de cette Société.

Cf. Rapport du Directeur du B. I. T. 1929. Première Partie, pp. 5 et 6.

(2) Voir 2^e Partie, Chapitre II, Section XIV, la question de l'admission de la Ville libre de Dantzig comme Membre de l'Organisation Permanente du Travail.

territoire et comment le Bureau International du Travail pourrait se mettre à la disposition de cette Commission pour l'application des principes adoptés par la Société des Nations. Cette résolution avait été adoptée, en séance plénière, le 29 octobre 1923.

En outre, le Président de ladite Commission, M. Arthur FONTAINE, avait saisi de la question le Directeur du Bureau International du Travail et le Conseil d'administration.

Le Territoire de la Sarre se trouve placé dans des conditions spéciales : Le Gouvernement de ce territoire est confié à une Commission représentant la Société des Nations, aux termes de l'article 49 du Traité de Versailles et du paragraphe 16 de l'annexe à la Section de ce Traité qui concerne le bassin de la Sarre. En outre, aux termes du paragraphe 34 de la même annexe, à l'expiration d'un délai de 15 ans, à compter de la mise en vigueur du Traité de Versailles, la population du territoire du bassin de la Sarre sera appelée à se prononcer par la voie d'un plébiscite sur le maintien du régime établi par le Traité de Versailles ou sur l'union du territoire, soit à la France, soit à l'Allemagne.

En ce qui concerne les conditions de travail dans le bassin de la Sarre, le paragraphe 23 de l'annexe précitée contient les dispositions suivantes :

« Les lois et règlements en vigueur sur le territoire de la
« Sarre au 11 novembre 1918 (réserve faite des dispositions
« édictées en vue de l'état de guerre) continueront à y être
« applicables.

« Si pour des motifs d'ordre général ou pour mettre ces
« lois et règlements en accord avec les stipulations du présent
« Traité, il était nécessaire d'y apporter des modifications,
« celles-ci seraient décidées et effectuées par la Commission de
« Gouvernement après avis des représentants élus des habitants
« pris dans telle forme que la Commission décidera.

« Aucune modification ne pourra être apportée au régime
« légal d'exploitation prévu au paragraphe 12 sans consultation
« préalable de l'Etat français à moins que cette modification
« ne soit la conséquence d'une réglementation générale du tra-
« vail adoptée par la Société des Nations.

« Dans la fixation des conditions et des heures de travail pour les hommes, les femmes et les enfants, la Commission de Gouvernement devra prendre en considération les vœux émis par les organisations locales du travail ainsi que les principes adoptés par la Société des Nations ».

La résolution de la Conférence soulevait un premier problème très important : le territoire de la Sarre pouvait-il être considéré comme un Etat souverain et admis à ce titre au sein de l'Organisation Internationale du Travail ? Devait-il, au contraire, être traité comme une entité internationale ? Les solutions à donner à ces questions pouvaient provoquer des conflits graves et débordaient évidemment des limites de la compétence du Conseil d'administration. Mais, si ce dernier ne pouvait se prononcer lui-même, était-il opportun de porter le problème devant une autre juridiction ?

De l'avis de M. Albert THOMAS, il valait mieux recourir à une solution pratique, qui ne préjugeât en rien la solution du problème juridique. D'accord avec le Secrétariat général de la Société des Nations, le Directeur du Bureau International du Travail estimait que le territoire de la Sarre pourrait être admis à participer aux travaux de la Conférence à titre consultatif comme l'avaient fait la Finlande ou les Etats ne faisant pas encore partie de la Société des Nations.

Dans une autre solution on pourrait enfin se borner à rechercher une procédure fondée exclusivement sur le paragraphe 23 de l'annexe précitée.

Après des pourparlers qu'il serait superflu d'exposer en détail, un élément nouveau apparût qui permit de résoudre le problème d'une manière conforme aux principes du Pacte et à l'intérêt bien entendu des travailleurs du Territoire de la Sarre.

Une *Ordonnance du 18 septembre 1925* institua dans ce territoire une *Chambre du Travail* analogue à une *Arbeitskammer* allemande ou au Conseil Supérieur du Travail français.

Cette ordonnance s'inspire de la Partie XIII du Traité de Versailles et indique, dans son préambule, la résolution de la Commission du Gouvernement d'établir une coopération continue entre le Territoire de la Sarre et l'Organisation Internationale du Travail ; c'est afin d'appliquer ces principes que

l'art. 3 de l'ordonnance attribuée à la Chambre du Travail la mission de prendre connaissance « des décisions et projets de « conventions adoptés par la Conférence Internationale du « Travail et d'examiner la possibilité de leur introduction dans « le territoire de la Sarre ». Elle permet en outre aux associations ouvrières de ce territoire, de bénéficier des dispositions de l'article 23 de l'annexe de la Section IV de la Partie III du Traité de Versailles qui prévoit l'application, dans la Sarre, des principes adoptés par la Société des Nations à propos de la fixation des conditions et des heures de travail.

La Chambre du Travail se compose de 18 membres patronaux et de 18 membres ouvriers dont le mandat est de 2 ans. Sur les 18 membres ouvriers, 10 appartiennent aux syndicats libres, 7 aux syndicats chrétiens et 1 au syndicat « Hirsch-Duncker ».

Ses travaux sont dirigés par un bureau qui comprend le président, 2 vice-présidents, 2 assesseurs et 1 gérant. A tour de rôle chacun des deux groupes de la Chambre assume la présidence pendant une durée de six mois.

Les développements qui précèdent ont montré le caractère de plus en plus universel que tend à acquérir l'Organisation Permanente du Travail. Il est cependant permis d'exprimer le regret que des circonstances politiques ou économiques, ou d'autres considérations, aient empêché jusqu'à ce jour des Etats tels que les Etats-Unis et la Russie d'être Membres de la Société des Nations et par là même, de l'Organisation Permanente du Travail.

CHAPITRE II

L'organisme officiel permanent de réglementation internationale du travail

SECTION PRÉLIMINAIRE

Composition

Le Traité de Versailles (art. 388) a institué trois organes.

L'Organisation Permanente du Travail comprend en effet :

1° Une *Conférence générale* des représentants des Membres ;

2° Un *Bureau International du Travail* placé sous la direction d'un *Conseil d'administration*.

L'institution ainsi créée, présente, quant à sa composition, de grandes analogies avec la Société des Nations, organisme surtout politique.

La Société des Nations possède en effet, elle aussi, trois organes :

1° L'Assemblée générale des représentants des Membres ;

2° Le Conseil de la Société des Nations ;

3° Le Secrétariat général.

La Conférence Générale de l'Organisation Permanente du Travail doit se tenir au moins une fois par an. Il en est de même pour l'Assemblée de la Société des Nations qui tient des sessions annuelles.

Le Conseil d'administration du Bureau International du Travail est le pendant du Conseil de la Société des Nations et se réunit, comme celui-ci, en sessions périodiques.

Enfin le Bureau International du Travail correspond au Secrétariat général et constitue, comme ce dernier, l'organisme vraiment permanent de l'institution à laquelle il est rattaché (1).

Mais tandis que l'Assemblée Générale et le Conseil de la Société des Nations ne comprennent que des délégués des gouvernements des Etats Membres, ce qui confère à cette Société un caractère politique, les organes délibérants de l'Organisation Permanente du Travail (Conférence générale des Etats Membres, Conseil d'administration) sont basés sur une représentation gouvernementale avec collaboration paritaire des patrons et des ouvriers.

Telle qu'elle est constituée l'Organisation Permanente du Travail se présente donc sous la forme d'une association des Etats Membres à laquelle participent les organisations patronales et ouvrières « les plus représentatives », les différents groupes (gouvernemental, patronal et ouvrier) étant placés sur un pied d'égalité absolue.

SECTION I

La Conférence Générale des Etats Membres *Fonctionnement*

1° *Périodicité des sessions.* — L'article 389 commence par poser comme règle que « la Conférence Générale des représentants des Membres tiendra des sessions chaque fois que « besoin sera et, au moins, une fois par an ».

La périodicité des sessions est donc assurée, ce qui n'était pas le cas des Conférences diplomatiques d'avant-guerre consacrées à l'examen des questions ouvrières.

(1) Cf. Georges Scelle, *le Pacte des Nations et sa liaison avec le Traité de Paix*, pp. 275 et 276.

La session annuelle est la règle à laquelle doivent se conformer les Etats Membres. Mais les termes de l'article 389 précité indiquent clairement que la Conférence peut tenir des sessions supplémentaires, si la nécessité s'en fait sentir.

Il a été dérogé deux fois, jusqu'à maintenant, à la règle de la session annuelle. En 1926, la Conférence tint deux sessions à Genève, l'une du 26 mai au 5 juin 1926, l'autre du 7 au 24 juin. Enfin en 1929 les 12^e et 13^e sessions eurent également lieu à Genève, respectivement au mois de juin et pendant les mois d'octobre et novembre.

2^o *Composition des délégations à la Conférence.* — L'article 389 stipule que la Conférence se composera « de quatre « représentants de chacun des Membres dont deux seront les « délégués du Gouvernement et dont les deux autres représen- « teront, d'une part, les employeurs, d'autre part, les travail- « leurs ressortissant à chacun des Membres ».

Ce système de représentation consistant à admettre dans les délégations nationales deux représentants de chacun des Etats Membres est le résultat d'un *modus vivendi* qui s'est établi, au sein de la Commission de législation internationale instituée par la Conférence des préliminaires de Paix entre les défenseurs de deux thèses en présence, dont l'une émanait de la délégation britannique et l'autre était soutenue par M. GOMPERS (Etats-Unis d'Amérique), appuyé par M. ROBINSON (Etats-Unis), M. COLLIARD (France) et M. BUSTAMANTE (Cuba).

Le projet anglais prévoyait que les délégations nationales se composeraient d'un délégué pour chaque groupe (gouvernemental, patronal et ouvrier), mais il accordait deux voix au délégué gouvernemental en partant de cette considération que l'Etat engageant sa signature dans les conventions, il était logique qu'il disposât d'un double vote.

D'après M. GOMPERS, il convenait de placer sur un pied d'égalité absolue les différents groupes en n'introduisant dans les délégations nationales, qu'un seul représentant gouvernemental. Sa proposition était basée sur l'idée qu'il fallait inspirer confiance aux masses ouvrières. Au surplus, d'après le Président de la Commission, il n'était pas nécessaire que le droit

de veto s'exerçât au sein de la Conférence, ce veto pouvant jouer dans les Parlements nationaux.

Pour concilier les deux théories en présence, M. VANDERVELDE (Belgique) déposa un amendement proposant d'introduire deux représentants dans chaque délégation nationale, en leur attribuant à chacun une voix. Cet amendement fut adopté par 10 voix contre 4 et introduit dans le texte qui devait être finalement adopté par la Conférence de la Paix.

La nomination des délégués non gouvernementaux doit être faite d'accord avec les organisations professionnelles les plus représentatives, soit des employeurs, soit des travailleurs du pays considéré, sous la réserve que de telles organisations existent (article 389, § 3).

Que faut-il entendre par l'expression « organisations professionnelles les plus représentatives » ?

Des difficultés se sont élevées à plusieurs reprises au sujet de cette qualification. C'est même à cette occasion que la Cour Permanente de Justice Internationale a été appelée à émettre son premier avis en matière de droit international.

S'inspirant des dispositions de l'article 389, § 3 du Traité de Paix, le Gouvernement des Pays-Bas avait délégué, pour les deux premières sessions de la Conférence, un délégué ouvrier choisi dans le groupement professionnel le plus nombreux, la *Fédération néerlandaise des Syndicats* (NEDERLANDSCH VERBOND VAN VAKVEREENIGINGEN). En 1921, le Gouvernement hollandais crut devoir changer d'avis et nomma comme délégué ouvrier, M. SERRARENS, membre du Comité directeur de la *Fédération des Syndicats catholiques* (ROOMSCH-KATHOLIEK-VAKBUREAU).

Pour justifier cette nomination, il se basait sur les raisons suivantes :

Cette dernière organisation s'était entendue avec la *Fédération Générale des Syndicats Chrétiens* (CHRISTELIJK NATIONAAL VAKVERBOND) et la *Fédération Générale Néerlandaise* (ALGEMEEN NEDERLANDSCH VAKVERBOND) pour demander au Gouvernement de considérer ces trois groupements comme une seule organisation en vue de la nomination de la délégation à la Conférence. En additionnant leurs effectifs (286.469 membres au 1^{er} janvier 1921) ces trois Fédérations prétendaient être « l'or-

ganisation la plus représentative » des ouvriers néerlandais, la *Fédération néerlandaise des Syndicats* ne pouvant réunir, à elle seule, que 225.367 adhérents à la même date. Le Comité directeur de cette dernière organisation adressa une protestation au Bureau International du Travail, en alléguant qu'aucune des Fédérations intéressées, considérée séparément, n'était aussi importante qu'elle numériquement.

La Commission de vérification des pouvoirs de la Conférence saisit du différend les juristes de la Société des Nations et du Bureau International du Travail, lesquels fournirent des avis diamétralement opposés : le juriste de la Société des Nations, M. le Docteur VAN HAMEL, prétendit que la procédure suivie par le Gouvernement néerlandais n'était pas en contradiction avec l'article 389, tandis que le juriste du Bureau International, M. José de VILLALONGA, déclara nettement que le délégué ouvrier hollandais avait été désigné en violation des termes de cet article qui devait s'interpréter dans le sens du choix effectué au sein de l'organisation la plus représentative. Toutefois les deux juristes étaient d'accord pour conclure que la Conférence était libre d'admettre ou non le délégué désigné par le Gouvernement des Pays-Bas.

Par son avis n° 1, en date du 31 juillet 1922, la Cour Permanente de Justice Internationale, consultée, déclara que l'importance numérique ne constituait pas, à elle seule, le critère de l'organisation la plus représentative. Elle admit en conséquence la thèse des Pays-Bas, d'après laquelle il convient d'assurer la représentation du plus grand nombre des syndiqués et non celle de l'organisation la plus forte, et elle formula un certain nombre de principes dont les gouvernements sont tenus de s'inspirer dans la désignation des délégués non gouvernementaux :

1° Lorsque dans un pays coexistent plusieurs organisations industrielles, il convient de consulter non l'organisation la plus représentative, mais *les* organisations les plus représentatives. L'article 389 est rédigé au pluriel et non au singulier.

2° Il n'est pas interdit aux gouvernements de chercher à réaliser l'accord entre les diverses organisations.

3° Les observations formulées par la Cour ne constituent nullement un empiètement sur les attributions de la Commission de vérification des pouvoirs de la Conférence, qui a toute latitude pour apprécier si la désignation faite par un Gouvernement est conforme ou non aux prescriptions de l'article 389.

La cause était entendue. Bien que n'étant qu'un simple avis consultatif, la thèse de la plus haute juridiction du monde forma jurisprudence. C'est sur cet avis qu'ont été fondées désormais les décisions de la Conférence Internationale du Travail lorsqu'elle a été appelée à se prononcer sur la validation ou l'invalidation des délégués non gouvernementaux, dans des espèces identiques.

3° *Conseillers techniques* (Article 389 du Traité de Paix et art. 1^{er} du Règlement de la Conférence). — D'après le paragraphe 2 de l'article 389, chaque délégué peut se faire accompagner de conseillers techniques dont le nombre pourra être de deux ou plus par question inscrite à l'ordre du jour de la session. Quand des questions intéressant spécialement les femmes sont inscrites à cet ordre du jour, l'un au moins des conseillers techniques devra être obligatoirement une femme.

En principe ces conseillers n'ont ni voix consultative, ni voix délibérative aux séances de la Conférence.

Toutefois ils peuvent être autorisés à prendre la parole lorsque la demande en est faite par le délégué auquel ils sont adjoints et après autorisation du Président de la Conférence. Dans ce cas ils ne peuvent participer aux votes (art. 389, § 4).

Si le délégué ne peut assister à une séance, il peut, par une note écrite adressée au Président, désigner l'un de ses conseillers techniques, comme suppléant, et ledit suppléant, en cette qualité, pourra prendre part aux délibérations et aux votes (même article, § 5).

Les noms des délégués et de leurs conseillers techniques doivent être communiqués au Bureau International du Travail par le Gouvernement de chacun des Membres (même article § 6).

4° *Tenue des sessions de la Conférence* (art. 391). — Les sessions de la Conférence générale des Etats Membres se tiennent au siège de la Société des Nations ou en tout autre lieu

qui aura pu être fixé par la Conférence, dans une session antérieure, à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés par les délégués présents.

On a vu plus haut que la 1^{re} session s'était tenue en 1919, à Washington, en vertu des termes mêmes du Traité de Paix. La 2^e session s'est tenue à Gênes, en 1929. Depuis 1921, la Conférence s'est toujours réunie à Genève, siège de la Société des Nations.

5° *Bureau provisoire* (article 2 du Règlement). — La Conférence est ouverte par le Président du Conseil d'administration du Bureau international du Travail, assisté des membres du bureau du même Conseil. Ce bureau provisoire reste en fonctions jusqu'à l'installation du Président de la Conférence.

6° *Bureau définitif*. — L'article 403 du Traité de Paix décide que la Conférence doit élire son président. Celui-ci est placé à la tête du bureau définitif dont l'article 4 du Règlement fixe ainsi la composition :

Le Bureau définitif se compose d'un président et de trois vice-présidents, tous de nationalité différente, élus par la Conférence. Les femmes sont éligibles à ces fonctions.

Chacun des trois groupes, gouvernemental, patronal et ouvrier, choisit respectivement dans son sein l'un des trois vice-présidents qui sont présentés à l'agrément de la Conférence.

L'élection des vice-présidents a lieu dans un ordre de priorité qui varie à chaque session de la Conférence. La priorité appartient, par roulement, à chacun des groupes dans l'ordre de base suivant : gouvernemental, patronal, ouvrier en commençant par celui des groupes que la Conférence aura désigné par voie de tirage au sort à sa cinquième session.

Au cas où l'un des groupes désignerait un vice-président de même nationalité que le vice-président choisi par l'un des groupes ayant priorité sur lui, ladite désignation resterait sans effet.

Le rôle du Président est identique à celui qu'exerce le Président d'une Assemblée parlementaire ordinaire : ouverture et clôture de la séance, direction des débats, maintien de l'ordre,

mise aux voix des propositions, proclamation des résultats du scrutin, etc...

Le Président ne peut participer ni aux discussions, ni au vote. S'il est lui-même délégué, il peut désigner un délégué suppléant dans les conditions précédemment exposées.

7° *Secrétariat*. — En outre, il est institué un Secrétariat de la Conférence dont les travaux sont exécutés par les fonctionnaires du Bureau international du Travail désignés à cet effet par le Conseil d'administration.

Le Secrétariat est placé sous le contrôle et la responsabilité du Directeur du Bureau International du Travail, qui remplit lui-même les fonctions de Secrétaire général de la Conférence. Il peut être assisté dans cette mission par un ou plusieurs Secrétaires généraux adjoints désignés par le Conseil d'administration du Bureau International du Travail.

Le Secrétariat de la Conférence est chargé notamment de la réception, de l'impression, de la distribution et de la traduction des documents, rapports et résolutions ; de la traduction des discours en séance ; de la sténographie des délibérations ; de l'impression et de la distribution des comptes-rendus sténographiques des séances ; de la tenue des archives de la Conférence ; de la publication du compte-rendu définitif des sessions, et d'une manière générale de tous autres travaux que la Conférence juge à propos de lui confier (art. 396 du Traité et art. 5 du Règlement).

8° *Vérification des pouvoirs* (art. 389, § 7). — Les pouvoirs des délégués et de leurs conseillers techniques sont soumis à vérification, dès le commencement de la session de la Conférence et celle-ci peut, par une majorité des deux tiers des suffrages exprimés par les délégués présents, refuser d'admettre tout délégué ou tout conseiller technique qu'elle ne juge pas avoir été désigné conformément aux stipulations prévues.

Cette vérification s'effectue de la manière suivante :

Les noms des délégués et de leurs conseillers techniques doivent être communiqués au Bureau International du Travail par le Gouvernement de chacun des Etats Membres (art. 389 § 6).

Cette communication doit contenir, en outre, les pouvoirs

des personnes accréditées à la Conférence et être effectuée quinze jours au plus tard avant la date fixée pour l'ouverture de la Conférence (art. 3 du Règlement de la Conférence).

Un rapport sommaire sur les pouvoirs est rédigé par le Président du Conseil d'administration et soumis, en même temps que les pouvoirs, à l'examen des délégués la veille de la séance d'ouverture. Ce rapport est publié en annexe au compte-rendu de la première séance (d°).

Les protestations éventuelles concernant la désignation des délégués et conseillers techniques sont communiquées au bureau de la Conférence et transmises ensuite à la Commission de vérification (d°).

Pour ne pas être frappée de nullité, toute protestation doit parvenir au bureau de la Conférence dans un délai de trois jours à dater du jour de l'ouverture de la session de la Conférence. Toutefois, ce délai peut être réduit lorsqu'il s'agit notamment d'une plainte relative à une délégation d'un pays lointain et que, par conséquent, la correspondance peut subir des retards assez considérables. Dans ce cas la réclamation est recevable jusqu'au jour de la rédaction du rapport définitif (d°).

Le délégué ou conseiller technique dont la désignation a fait l'objet d'une protestation conserve les mêmes droits que les autres délégués et conseillers techniques jusqu'à ce qu'il soit définitivement statué sur son admission.

9° *Commissions de la Conférence* (art. 403 du Traité et art. 7 du Règlement). — Conformément à l'article 403 du Traité de Versailles, la Conférence peut instituer des commissions sur tous les objets pour lesquels elle le juge utile (art. 7 du Règlement de la Conférence).

Les dispositions suivantes sont communes à toutes ces commissions :

1°) Chaque commission élit un président et désigne un ou plusieurs rapporteurs pour présenter à la Conférence le résultat de ses délibérations. Les conseillers techniques peuvent être rapporteurs ;

2°) Chaque commission constitue dans son sein un comité de rédaction spécial composé d'un délégué gouvernemental, d'un

délégué patronal et d'un délégué ouvrier, ainsi que du rapporteur de la commission et des conseillers juridiques de la Conférence. Ce comité de rédaction est adjoint au Comité de rédaction de la Conférence pour chaque projet de convention ou de recommandation présenté à la Conférence par la commission dont il s'agit ;

3°) Les délégués peuvent toujours désigner des suppléants pour les représenter aux commissions, sous réserve de l'approbation de leur groupe. Un délégué peut toujours se faire remplacer par un de ses conseillers techniques quand le groupe a désigné les Etats et non expressément les personnes qui le représenteront dans la commission ;

4°) Un fonctionnaire du Secrétariat de la Conférence est adjoint à chaque commission en qualité de secrétaire. Il est chargé de faire, en temps voulu et à qui de droit, les communications décidées par la commission ou son président ;

5°) En règle générale, les séances des commissions ne peuvent avoir lieu en même temps que les séances plénières de la Conférence.

a) *Commission de proposition.* — La Conférence, aussitôt constituée, nomme une Commission de proposition. Cette Commission est élue par les groupes et se compose de douze membres gouvernementaux, de six membres patronaux et de six membres ouvriers ; dans chacune de ces trois catégories, il ne peut y avoir plus d'un membre par pays.

La mission principale de cette Commission est de régler le programme des travaux de la Conférence en tenant compte de ses décisions ; elle fixe la date des séances plénières et l'ordre du jour de chaque séance ; elle détermine les résolutions qui doivent être discutées par la Conférence au cours de chaque séance.

Enfin c'est elle qui règle la composition des autres Commissions : Commission de vérification des pouvoirs, Comité de rédaction, autres Commissions.

b) *Commission de vérification des pouvoirs.* — La Commission chargée de vérifier les pouvoirs des délégués et des conseillers techniques est élue par la Conférence et composée d'un délé-

gué gouvernemental, d'un délégué patronal et d'un délégué ouvrier, dont les noms sont proposés à la Conférence par la Commission de proposition.

Elle examine immédiatement les cas visés, soit dans le rapport sommaire sur les pouvoirs rédigé par le Président du Conseil d'administration, soit dans les protestations individuelles, et présente un rapport d'urgence.

c) *Comité de réduction.* — La Commission de proposition désigne un Comité de rédaction, composé d'au moins trois personnes, qui peuvent ne pas être délégués ou conseillers techniques à la Conférence.

Ce Comité est chargé de rédiger sous forme de projets de convention ou de recommandations les décisions adoptées par la Conférence. Il assure la concordance des textes français et anglais de ces projets de convention ou de ces recommandations dont la traduction est établie par le Secrétariat.

d) *Autres Commissions.* — La Conférence peut décider l'institution de commissions spécialement chargées d'examiner les différents points de l'ordre du jour.

Lorsqu'une telle décision est prise, la Commission de proposition, après avoir fixé le nombre de personnes dont se composera chaque commission, demande à chaque groupe (gouvernemental, patronal et ouvrier) de lui fournir une liste de noms par ordre de préférence comprenant un nombre de noms supérieur à celui des sièges attribués à ce groupe dans la commission dont il s'agit. La Commission de proposition examine ensuite les listes fournies par les trois groupes, et, si elle estime désirable d'apporter à la composition de la commission telle modification qui lui semble de nature à assurer une représentation plus adéquate au sujet traité ou plus satisfaisante au point de vue de la répartition des sièges entre les différentes nationalités, elle s'efforce de réaliser cette modification, sous réserve de l'assentiment des membres des groupes présents dans son sein.

L'article 7 du Règlement stipule en outre que tout délégué, ou tout conseiller technique autorisé par écrit à cet effet par le délégué auquel il est adjoint, a le droit d'assister aux séances des commissions susvisées et jouit de tous les droits des

membres desdites commissions, à l'exception du droit de vote.

10° *Mode de votation des délégués.* — Chaque délégué a le droit de voter individuellement sur toutes les questions soumises aux délibérations de la Conférence (art. 390, § 1).

Dans le cas où l'un des Membres n'aurait pas désigné l'un des délégués non gouvernementaux auquel il a droit, l'autre délégué non gouvernemental aura le droit de prendre part aux discussions de la Conférence, mais n'aura pas le droit de voter (même article, § 2).

Au cas où la Conférence, en vertu du pouvoir de vérification qu'elle tient de l'article 389, refuserait d'admettre l'un des délégués d'un des Membres, les stipulations du présent article s'appliquent comme si ledit délégué n'avait pas été désigné.

Il ressort des termes du paragraphe 1^{er} de l'article 390 que le vote des délégués a lieu par tête et non par pays. Il peut très bien se produire que deux délégués gouvernementaux d'une délégation votent — ce qui se produit le plus souvent — avec les représentants ouvriers de cette délégation. Ainsi qu'on l'a noté bien des fois, la représentation tripartite instituée par le Traité de Paix constitue une innovation des plus heureuses dans le domaine du droit international (1).

Elle assure une grande souplesse à la Conférence en facilitant des combinaisons, des alliances permettant, d'une part aux délégués gouvernementaux d'arbitrer des situations souvent complexes et délicates, et d'autre part d'aboutir le plus généralement à des solutions satisfaisantes. Par ailleurs, cette représentation tripartite, avec l'adjuvant efficace des conseillers techniques, autorise les collectivités professionnelles les plus diverses à se faire entendre puisque les délégués ont le pouvoir de demander l'audition de ceux-ci. La Conférence constitue ainsi une Assemblée délibérante et souveraine dont les Membres ne sont pas exclusivement, comme dans les Conférences diplomati-

(1) Cf. 1° Paul Rives, *L'Organisation Internationale du Travail*, I, Histoire et Statut juridique, p. 15, éditeur Marcel Rivière, Paris 1925.

2° Même auteur, même sujet développé dans « *Cahiers bleus pour la République syndicale* », hebdomadaire, n° 49, 15 février 1930, p. 12.

3° M. Harmel, *L'Organisation Internationale du Travail*, p. 20, Genève 1928.

ques ordinaires, des délégués gouvernementaux astreints à se conformer aux directives de leur Gouvernement « mais des représentants libres de leur action et liés seulement par le souci « de défendre les intérêts de leurs catégories » (1). Enfin, ce qui différencie encore la Conférence Internationale du Travail d'une Conférence diplomatique ordinaire, c'est que le vote est acquis non pas à l'unanimité des voix, mais tout au plus à la majorité des voix des deux tiers des délégués présents. Par ce dernier côté, la Conférence Générale des Etats Membres de l'Organisation Permanente du Travail offre une similitude complète avec l'Assemblée de la Société des Nations, qui déborde du cadre ordinaire des Conférences diplomatiques de la Société des Etats telle qu'elle était conçue avant le Pacte de 1919.

11° *Majorités requises pour la validité des décisions.* — La simple majorité des suffrages exprimés par les Membres présents à la Conférence est, en règle générale, nécessaire et suffisante pour qu'un vote soit acquis (art. 403).

Mais cette règle comporte des exceptions qui sont limitativement énumérées par le Traité et pour lesquelles une majorité des deux tiers est requise. Ces exceptions concernent les cas suivants :

1° La vérification des pouvoirs des délégués et des conseillers techniques (art. 389 in fine).

2° Le maintien à l'ordre du jour de la Conférence d'une question dont l'inscription est contestée par un Gouvernement (art. 402, § 2) ;

3° L'inscription à l'ordre du jour de la session suivante de toute question au sujet de laquelle la Conférence décide qu'elle doit être examinée (art. 402, § 3).

4° Les amendements au Pacte (art. 422) (1).

12° *Fixation de l'ordre du jour de la Conférence.* — C'est le Conseil d'administration du Bureau International du Travail qui fixe, l'ordre du jour de la Conférence, mais celle-ci exerce

(2) Cf. P. Rives, *Cahiers bleus pour la République Syndicale*, n° 49, 15 février 1929, article cité, page 12.

(1) Les amendements adoptés à la majorité des deux tiers ne deviennent exécutoires que lorsqu'ils ont été ratifiés par les Etats dont les représentants forment le Conseil de la Société des Nations et par les trois quarts des Membres (art. 422).

un pouvoir de contrôle sur cet ordre du jour. Ce dernier, une fois établi, doit être communiqué aux Gouvernements quatre mois avant l'ouverture de la session. Les Gouvernements ont le droit de contester l'inscription à l'ordre du jour de l'une ou de plusieurs des questions qui y figurent. Les motifs justifiant cette opposition devront être exposés dans un mémoire explicatif adressé au Directeur du Bureau International du Travail, lequel devra le communiquer aux Membres de l'Organisation Permanente.

Les sujets qui font l'objet de l'opposition resteront néanmoins inclus à l'ordre du jour si la Conférence en décide ainsi à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés par les délégués présents (art. 400).

13° *Décisions de la Conférence.* — Elles prennent la forme de recommandations ou de projets de convention sur les questions portées à l'ordre du jour par le Conseil d'administration, sous réserve du contrôle exercé par la Conférence. Ces questions sont soumises à cette dernière sous forme d'avant-projets préparés par le Bureau International du Travail, après avis des Gouvernements.

La *recommandation* propose aux Membres de l'Organisation l'examen de certaines directives qui apparaissent comme devant être suivies dans l'élaboration de lois ou règlements de protection ouvrière. Elle invite les Etats à introduire les principes qui font l'objet de ces directives dans leur législation respective.

Le *projet de convention* présente moins de souplesse que la recommandation. Il prescrit en effet aux Etats l'application de règles uniformes sur un aspect particulier de la législation du travail et doit être ratifié dans sa teneur par les Etats Membres de l'Organisation.

Dans les deux cas, pour qu'une recommandation ou qu'un projet de convention soient adoptés au vote final par la Conférence, une majorité des deux tiers des voix des délégués présents est requise.

Ce sont des motifs d'opportunité qui guident la Conférence dans l'usage de la faculté qu'elle tient de l'article 405 du Traité de Paix de déterminer la forme que doivent prendre les

propositions qu'elle adopte relativement à un objet figurant à son ordre du jour. Là « recommandation » est en somme « l'état des questions insuffisamment mûries » (1). Lorsque l'application de la recommandation par les Etats aura fourni ses preuves, la Conférence pourra alors envisager la possibilité de recourir à un « projet de convention » plus rigide, moins facile à dénoncer que la recommandation, surtout s'il est fait pour un nombre d'années déterminé.

En formant une recommandation ou un projet de convention d'une application générale, la Conférence doit avoir égard aux pays dans lesquels le climat, le développement incomplet de l'organisation industrielle ou d'autres circonstances particulières rendent les conditions de l'industrie essentiellement différentes, et elle est tenue de suggérer telles modifications qu'elle considérerait comme pouvant être nécessaires pour répondre aux conditions propres à ce pays (art. 405).

14° *Procédure d'adoption des projets de convention ou des recommandations.* — Au cours de la 8^e session (1926), la Conférence a incorporé dans l'article 6 de son Règlement une série de dispositions qui soumettent à une procédure nouvelle l'adoption des projets de convention et des recommandations. Cette procédure a été appliquée pour la première fois à la 10^e session (1927).

Cette réforme a été motivée par le fait que « la rapidité » des travaux de la Conférence se conciliait mal avec la lenteur « des procédures parlementaires dans les différents Etats Membres de l'Organisation et qu'il importait de modérer l'activité créatrice de la Conférence » afin de faciliter la ratification des projets de convention.

On s'était en effet aperçu, à la lumière de l'expérience, que, dans bien des cas, certaines dispositions des projets de convention empêchaient cette ratification.

Pour pallier ces inconvénients on proposa deux systèmes dont l'un seulement fut adopté et mis à l'essai.

Dans un premier système envisagé par la Conférence de

(1) Cf. G. Scelle, *Précis élémentaire de législation industrielle*, p. 132, éditeur, Société anonyme du Recueil Sirey, Paris 1927.

1922, une « procédure d'amendement » aurait été instituée, qui eût permis d'apporter aux conventions des modifications de détail, tout en maintenant leur existence juridique. Mais cette procédure soulevait de grandes difficultés constitutionnelles. Elle ne fut pas acceptée.

Le deuxième système dit de « la double lecture » fut adopté par la Conférence de 1924 et mis à l'essai en 1925.

Il consistait essentiellement à soumettre les projets de convention au vote de deux sessions successives de la Conférence ; le premier vote était considéré comme provisoire et chaque Gouvernement avait le droit de proposer des amendements avant qu'intervînt le vote définitif émis à la session suivante.

Ce procédé avait l'avantage de modérer la rapidité des travaux de la Conférence. On pouvait d'autre part espérer que la nouvelle procédure aboutirait à des projets mieux étudiés et que les difficultés de détail qui entravaient la ratification des conventions se trouveraient éliminées.

Malheureusement les résultats de l'application d'un tel système furent décevants. Au lieu de se borner à suggérer des modifications de détail les Gouvernements proposèrent au contraire de réformer sur des points essentiels les projets adoptés par la session précédente. En présence de tels résultats la procédure de la « double lecture » fut abandonnée.

Invité, par une résolution adoptée à la 7^e session de la Conférence, à étudier la question et à présenter un rapport à la session suivante, le Conseil d'administration du Bureau International du Travail propose d'adopter le système dit de la « double discussion ».

Cette procédure nouvelle, qui fut incorporée à l'article 6 du Règlement, comporte les stades suivants :

1°) Le Conseil d'administration inscrit une question à l'ordre du jour d'une session ;

2°) A cette session, le Bureau présente un rapport documentaire sur la question, exposant la législation et la pratique et suivi d'un avant-projet de questionnaire ;

3°) La Conférence ouvre une discussion générale sur le fond de la question et décide si celle-ci est susceptible de faire l'objet d'une convention ou d'une recommandation ;

4°) Dans l'affirmative elle arrête le questionnaire destiné aux Gouvernements ;

5°) Elle décide, à la majorité des deux tiers des voix, de porter la question à l'ordre du jour de sa session suivante ;

6°) Le questionnaire, mis au point par le Bureau, est envoyé aux Gouvernements dans le délai d'un mois ;

7°) Les réponses des Gouvernements parviennent au Bureau le plus tôt possible, et en tout cas de façon que le Bureau puisse expédier son rapport définitif environ quatre mois avant la session de la Conférence ;

8°) A sa session suivante, la Conférence, saisie du rapport en question, le traite selon la procédure habituelle.

Par une résolution adoptée à la 12^e session, la Conférence a décidé que le Bureau International du Travail serait chargé d'élaborer, à sa place, le texte du questionnaire à adresser aux Gouvernements, après la première discussion.

15° *Suite à donner par les Etats Membres aux décisions de la Conférence.*— La suite à donner aux projets de convention ou aux recommandations adoptés par la Conférence est fixée par l'article 405 du Traité de Paix qui crée certaines obligations à la charge des Etats Membres de l'Organisation.

Après clôture de la session de la Conférence un exemplaire de la recommandation ou du projet de convention est signé par le Président de la Conférence et le Directeur du Bureau International du Travail et déposé entre les mains du Secrétaire général de la Société des Nations. Celui-ci communique une copie certifiée conforme de la recommandation ou du projet de convention à chacun des Membres.

Ceux-ci s'engagent à soumettre dans le délai d'un an à partir de la clôture de la session de la Conférence ou de dix-huit mois (dans les circonstances exceptionnelles) la recommandation ou le projet de convention à l'autorité ou aux autorités dans la compétence desquelles rentre la matière, en vue de la transformer en loi ou de prendre des mesures d'un autre ordre.

S'il s'agit d'une recommandation, les Membres sont tenus d'informer le Secrétaire général des mesures prises.

S'il s'agit d'un projet de convention, le Membre qui aura

obtenu le consentement de l'autorité ou des autorités compétentes communique sa ratification formelle de la convention au Secrétaire général et prend telles mesures qui sont nécessaires pour rendre effectives les dispositions de ladite convention.

En règle générale, « l'autorité compétente » visée à l'article 405 est le Parlement (1).

Il y a là, ainsi qu'on l'a justement déclaré (2), « une innovation importante par rapport aux règles qui président à la « ratification des traités internationaux ordinaires ». Dans le droit constitutionnel actuel, la négociation et la ratification des traités, incombe le plus souvent au Chef de l'Etat. Le Parlement n'intervient, pour donner son autorisation, que dans certains cas au nombre desquels peuvent, il est vrai, figurer, les traités du type social. « La conception de la Partie XIII au « sujet des conventions internationales du travail est toute différente, l'intervention des Parlements, qui n'est pas de rigueur par la conclusion des traités internationaux ordinaires, « étant régulière d'après l'article 405 ».

La ratification constitue l'acte générateur des obligations incombant aux Etats.

Elle peut être *formelle* ou *conditionnelle*. Dans ce dernier cas l'Etat Membre stipule que sa ratification ne deviendra effective que du jour où tel ou tel Etat concurrent nommément désigné aura lui-même ratifié. Cette dernière forme de ratification n'est pas prévue par le Traité. Néanmoins elle a été admise. C'est la Convention de Washington sur les heures de travail qui a, jusqu'à ce jour, donné lieu au plus grand nombre de ratifications conditionnelles.

La ratification avec réserves n'est pas considérée comme valable.

(1) Cf. M. Guerreau, Une nouvelle institution du droit des gens, l'Organisation Permanente du Travail, pp. 301 et suivantes.

(2) Cf. Revue Internationale du Travail (vol. XVIII, n° 6, décembre 1928. La ratification des conventions internationales du travail, par R. Teltsik, membre du Bureau International du Travail. Voir également l'article paru dans la même Revue (vol. XVI, n° 6, décembre 1927) sous le titre : A quel moment les conventions internationales du travail deviennent-elles applicables ? par J. Morellet, chef du Service juridique du Bureau International du Travail.

Si une recommandation n'est pas suivie d'un acte législatif ou d'autres mesures de nature à rendre effective cette recommandation ou bien si un projet de convention ne rencontre pas l'assentiment de l'autorité ou des autorités dans la compétence desquelles rentre la matière, le Membre n'est soumis à aucune autre obligation.

Dans le cas où il s'agit d'un *Etat fédératif* dont le pouvoir d'adhérer à une convention sur des objets concernant le travail est soumis à certaines limitations, le Gouvernement a le droit de considérer un projet de convention auquel s'appliquent ces limitations comme une simple recommandation (1).

Les prescriptions ci-dessus sont interprétées en conformité du principe suivant :

En aucun cas il n'est demandé à aucun des Membres, comme conséquence de l'adoption par la Conférence d'une recommandation ou d'un projet de convention, de diminuer la protection déjà accordée par sa législation aux travailleurs dont il s'agit (art. 405).

16° *Enregistrement des conventions ratifiées.* — Il est effectué par le Secrétaire général de la Société des Nations, mais ne lie que les Membres qui ont ratifié la convention (art. 406).

Tout projet qui, dans le scrutin final sur l'ensemble, ne recueille pas la majorité des deux tiers des suffrages exprimés par les Membres présents peut faire l'objet d'une convention particulière entre ceux des Membres de l'Organisation permanente qui le désirent.

Toute convention particulière de cette nature doit être communiquée par les Gouvernements intéressés au Secrétaire général de la Société des Nations, lequel la fera enregistrer (art. 407).

17° *Procédure de révision des conventions.* — Dans toutes les conventions adoptées par la Conférence au cours de ses diverses sessions figure un « article de style » ainsi conçu : « Le Conseil « d'Administration du Bureau International du Travail devra,

(1) Cependant la Suisse, qui est un Etat fédératif, ne peut se prévaloir de ce droit, car le pouvoir central y est compétent sans limites en matière de conventions internationales. Cf. sur ce point : M. Guerreau, op. cit., pages 290 et 291.

« au moins une fois par dix années, présenter à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et décidera s'il y a lieu d'insérer à l'ordre du jour de la Conférence la question de la révision ou de la modification de ladite convention ». La Partie XIII du Traité de Paix est muette au sujet de cette procédure. Aussi a-t-il été jugé nécessaire de combler cette lacune en insérant, dans les Règlements du Conseil d'Administration et la Conférence, des dispositions spéciales réglant cette question. A sa 39^e session (avril 1928) le Conseil d'Administration avait inscrit dans son propre règlement des dispositions nouvelles fixant la procédure dont il s'agit. Ces dispositions règlent les premières phases de la procédure de révision qui sont entièrement de la compétence du Conseil. A sa session de mai-juin 1929, la Conférence a, de son côté, incorporé dans son règlement des dispositions qui peuvent être résumées ainsi : Lorsque le Conseil d'Administration a décidé d'insérer à l'ordre du jour d'une Conférence la révision totale ou partielle d'une convention, le Bureau International du Travail soumet à la Conférence des projets d'amendement établis sur la base du rapport du Conseil qui conclut à cette révision. Ces projets d'amendement doivent correspondre à la ou aux questions dont la révision figure à l'ordre du jour. La liberté de discussion et de décision de la Conférence se trouve ainsi limitée aux questions qui ont été portées à son ordre du jour par le Conseil d'Administration.

Cette procédure permet de limiter la révision d'une convention à des points précis, et elle paraît de nature à assurer à la législation internationale du travail les garanties nécessaires de stabilité.

18^e *Contrôle et sanctions assurant le respect des engagements internationaux contractés par les Etats Membres.* — Dès sa communication et son enregistrement par le Secrétariat général de la Société des Nations, la ratification ouvre la procédure de contrôle et de sanctions fixée par le Traité de Paix, dans ses articles 408 à 420.

En premier lieu, chacun des Etats Membres s'engage à présenter au Bureau International du Travail un rapport annuel

sur les mesures qu'il a prises pour mettre à exécution les conventions auxquelles il a adhéré. Ces rapports doivent être rédigés sous la forme indiquée par le Conseil d'administration et contenir les précisions demandées par ce dernier. Ils sont examinés puis présentés, sous une forme résumée, dans un rapport général que le Directeur du Bureau International est tenu de présenter à la plus prochaine session de la Conférence (art. 408).

D'autre part il peut arriver que des organisations professionnelles, patronales ou ouvrières d'un Etat, aient à se plaindre de la violation d'une convention par un autre Etat. En prévision d'une telle éventualité la procédure suivante peut être mise en application :

Toute réclamation adressée au Bureau International du Travail par une organisation professionnelle ouvrière ou patronale et aux termes de laquelle l'un quelconque des Membres n'aurait pas assuré d'une manière satisfaisante l'exécution d'une convention à laquelle ledit Membre a adhéré peut être transmise par le Conseil d'administration au Gouvernement mis en cause et ce Gouvernement être invité à faire sur la matière telle déclaration qu'il jugera convenable (art. 409).

La sanction consiste dans l'appel à l'opinion publique :

Si aucune déclaration n'est reçue du Gouvernement mis en cause dans un délai raisonnable, ou si la déclaration reçue ne paraît pas satisfaisante au Conseil d'administration, ce dernier a le droit de rendre publique la réclamation reçue et, le cas échéant, la réponse faite (art. 410).

La plainte peut émaner du Gouvernement d'un Etat Membre de l'Organisation Permanente. Dans cette hypothèse, la procédure d'enquête fonctionnera de la manière suivante (art. 411) :

Chacun des Membres peut déposer une plainte au Bureau International du Travail contre un autre Membre qui, à son avis n'assurerait pas d'une manière satisfaisante l'exécution d'une convention que l'un et l'autre auraient ratifiée.

Le Conseil d'administration peut, s'il le juge à propos, et avant de saisir une Commission d'enquête selon la procédure indiquée ci-après, se mettre en rapports avec le Gouvernement mis en cause de la manière indiquée à l'article 409.

Si le Conseil d'administration ne juge pas nécessaire de communiquer la plainte au Gouvernement mis en cause, ou si cette communication ayant été faite, aucune réponse ayant satisfait le Conseil d'administration n'a été reçue dans un délai raisonnable, le Conseil peut provoquer la formation d'une commission d'enquête, qui aura pour mission d'étudier la question soulevée et de déposer un rapport à ce sujet.

La même procédure peut être engagée par le Conseil, soit d'office, soit sur la plainte d'un délégué à la Conférence.

Lorsqu'une question soulevée par l'application des articles 410 ou 411 vient devant le Conseil d'administration, le Gouvernement mis en cause, s'il n'a pas déjà un représentant au sein du Conseil d'administration, a le droit de désigner un délégué pour prendre part aux délibérations du Conseil relatives à cette affaire. La date à laquelle ces discussions doivent avoir lieu est notifiée en temps utile audit Gouvernement.

La Commission d'enquête est constituée d'après les règles suivantes (art. 412) :

1°) — Chacun des Membres s'engage à désigner, dans les six mois qui suivent la date de mise en vigueur du présent Traité, trois personnes compétentes en matières industrielles, la première représentant les patrons, la deuxième représentant les travailleurs et la troisième indépendante des uns et des autres (1). L'ensemble de ces personnes forme une liste sur laquelle sont choisis les membres de la Commission d'enquête.

2°) — Le Conseil d'administration a le droit de vérifier les titres desdites personnes et de refuser, à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés par les représentants présents, la nomination de celles dont les titres ne satisferaient pas aux conditions requises.

3°) — Sur la demande du Conseil d'administration, le Secrétaire général de la Société des Nations désigne trois person-

(1) Il faut entendre par cette expression « une personne notable qui ne soit, au sens strict du mot, ni employeur, ni employé, par exemple un avocat retiré de la vie active et autant que possible connu par son impartialité à l'égard des différentes tendances économiques en présence ». Cf. Commission de législation internationale du travail, séance du 24 février 1919, Procès-verbaux n° 13.

nes respectivement choisies dans chacune des trois catégories de la liste pour constituer la Commission d'enquête et désigne, en outre, l'une de ces trois personnes pour présider ladite Commission. Aucune des trois personnes ainsi désignées ne peut relever d'un des Membres directement intéressés à la plainte.

La Commission, ainsi constituée, procède aux investigations nécessaires à l'instruction de la plainte. Chacun des Membres, qu'il soit ou non directement intéressé à la réclamation s'engage à mettre à la disposition de la Commission toute information qui se trouverait en sa possession relativement à la matière (art. 413).

Après un examen approfondi de la plainte, la Commission rédige un rapport dans lequel elle consigne (art. 414) :

1°) — Ses constatations sur tous les points de fait permettant de préciser la portée de la contestation ;

2°) — Les recommandations qu'elle croit devoir formuler quant aux mesures à prendre pour donner satisfaction au Gouvernement plaignant ;

3°) — Les délais dans lesquels mes mesures devraient être prises ;

4°) — Le cas échéant, les sanctions d'ordre économique contre le Gouvernement mis en cause et dont l'application par les autres Gouvernements lui paraît justifiée.

Ce rapport est transmis, par le Secrétaire général de la Société des Nations à chacun des Gouvernements intéressés dans le différend, lesquels doivent signifier, dans le délai d'un mois, s'ils acceptent ou non les recommandations contenues dans le rapport de la Commission, et, au cas où ils ne les acceptent pas, s'ils désirent soumettre le différend à la Cour Permanente de justice internationale de la Société des Nations (art. 415).

Cette Haute Juridiction peut être également saisie par un Etat Membre dans le cas (art. 416) où l'un des autres Etats Membres n'aurait pas pris, relativement à une recommandation ou à un projet de convention, les mesures prescrites à l'article 405 § 5.

La décision de la Cour Permanente de Justice internationale n'est susceptible d'aucun recours (art. 417) ; elle confirme, amende, ou annule les conclusions ou recommandations de la

Commission d'enquête et indique, le cas échéant, les sanctions d'ordre économique (financières, douanières, relatives aux transports ou autres) que la Cour croit convenable de prendre à l'encontre du Gouvernement fautif, et dont l'application par les autres Gouvernements lui paraît justifiées (art. 418).

Enfin, si un Etat quelconque ne se conforme pas dans les délais prescrits aux recommandations éventuellement contenues soit dans le rapport de la Commission d'enquête, soit dans la décision de la Cour Permanente de Justice internationale, tout autre Etat peut appliquer au premier les sanctions d'ordre économique que le rapport de la Commission ou la décision de la Cour auront déclarées applicables en l'espèce.

Le Gouvernement incriminé peut, à tout moment, informer le Conseil d'administration qu'il a pris les mesures nécessaires pour se conformer soit aux recommandations de la Commission d'enquête, soit à celles contenues dans la décision de la Cour Permanente de Justice internationale, et peut demander au Conseil de bien vouloir faire constituer par le Secrétaire général de la Société des Nations une Commission d'enquête chargée de vérifier ses dires. Dans ce cas si le rapport de la Commission d'enquête ou la décision de la Cour Permanente de Justice internationale sont favorables au Gouvernement en faute, les autres Gouvernements sont tenus de rapporter immédiatement les mesures d'ordre économique qu'ils auront prises à l'encontre dudit Etat (art. 420).

SECTION II

Le Conseil d'Administration du Bureau International du Travail

A. *Composition.* — L'article 393 (§ 1^{er}) du Traité de Paix stipule que le Bureau International est placé sous la direction d'un Conseil d'administration dont la composition est la suivante (§ 2) :

12 personnes représentant les Gouvernements ;

6 personnes élues par les délégués à la Conférence représentant les patrons ;

6 personnes élues par les délégués à la Conférence représentant les employés et ouvriers.

Sur les 12 représentants gouvernementaux, huit sont désignés par les Membres dont l'importance industrielle est la plus considérable (§ 3).

Les contestations éventuelles sur la question de savoir quels sont ces Membres sont tranchées par le Conseil de la Société des Nations (§ 4).

a) *Durée du mandat des Membres du Conseil d'administration* (article 393 § 5). — Cette durée a été fixée à 3 ans. La manière de pourvoir aux sièges vacants et les autres questions de même nature peuvent être réglées par le Conseil d'administration sous réserve de l'approbation de la Conférence.

b) *Réforme de la Constitution du Conseil d'administration*. — Cette réforme a été décidée à la 4^e Session de la Conférence Internationale du Travail à la suite des réclamations qui s'étaient produites lors de l'élection du premier Conseil, élu par la Conférence de Washington (1919). Ces réclamations émanaient de pays extra-européens (Afrique du Sud, Canada, Inde, Perse et Japon) qui se plaignaient de n'être pas représentés au sein du Conseil d'administration ou d'y avoir une représentation tout à fait insuffisante. Ces protestations étaient justifiées. Sur les 15 pays différents représentés à ce Conseil il y avait en effet 12 pays européens et sur 24 membres, 4 seulement ressortissaient à des pays extra-européens. D'autre part, la Pologne avait présenté au Conseil de la Société des Nations une requête tendant à être classée parmi les Etats ayant l'importance industrielle la plus considérable. Mais la Conférence de Washington ayant attribué à ce pays l'un des quatre sièges à pourvoir par élection, il ne restait plus qu'à examiner les requêtes des pays extra-européens, celle de l'Inde en particulier.

Le Conseil de la Société des Nations saisi en vertu des dispositions du paragraphe 1^{er} de l'article 393, invita, en août 1920, le Secrétaire général à examiner le sens à donner à l'expression « importance industrielle ».

A la suite de cette décision un Comité mixte fut institué,

composé de représentants du Conseil de la Société des Nations et du Conseil d'administration du Bureau international du Travail.

Au cours des séances qu'il tint en 1921 et en 1922, ce Comité se livra à une étude serrée des critères pouvant servir à déterminer l'importance industrielle et condensa ses observations dans un rapport qu'il adressa au Conseil de la Société des Nations.

Ce rapport faisant état du système proposé par l'un de ses membres M. le Professeur GINI, qui avait déjà présenté à la Commission Economique et Financière provisoire de la Société des Nations un « Rapport sur certains aspects du problème des « matières premières ».

Ce système était fondé sur quatre indices absolus et quatre indices relatifs.

Les quatre indices absolus proposés avaient pour objet de déterminer l'importance économique de chaque Etat.

Ils concernaient :

1°) Le nombre des ouvriers du pays qui devraient être protégés par une réglementation internationale du Travail ;

2°) Le nombre des ouvriers qui émigrent ou immigreront dans le pays, nombre qui, au point de vue pratique, peut être identifié avec le chiffre total de l'émigration ou de l'immigration ;

3°) La valeur de la production totale nette, c'est-à-dire du revenu des ressortissants diminué des revenus provenant d'une source extérieure, et augmentée des revenus des étrangers qui ont leur source dans le pays même ;

4°) La valeur des exportations et des importations, c'est-à-dire du commerce spécial du pays et à l'exclusion du commerce de transit.

Les quatre indices relatifs proposés avaient une portée d'ordre humanitaire. Ils se référaient :

1°) Au rapport du nombre des ouvriers de l'Etat au chiffre de la population adulte, chaque ouvrier étant considéré avec un coefficient proportionnel au nombre et au degré de perfection des règlements qui le protègent ;

2°) Au rapport du nombre des ouvriers émigrants ou immigrants au chiffre de la population ;

3°) Au rapport du chiffre de la « production » totale nette du pays à celui de la population adulte ;

4°) Au rapport du chiffre du commerce spécial à la valeur de la production nette totale.

Ce système bien qu'il fût peut-être, en principe, plus satisfaisant au point de vue scientifique et plus logique que le système adopté par la Conférence de Washington fut écarté par le Comité en raison de la situation commerciale et monétaire du moment, qui n'en autorisait pas une application sûre. Le Comité estima toutefois qu'il fallait en retenir les précieuses indications pour l'avenir et appliqua provisoirement les critères suivants, établis par le Comité d'organisation de la Conférence de Washington, améliorés et mis à jour :

1°) Population industrielle salariée totale proprement dite (mines, transports compris) ;

2°) Rapport de la population industrielle à la population générale ;

3°) Force motrice (hydraulique et à vapeur, non compris locomotives et navires) ;

4°) Force motrice par tête d'habitant ;

5°) Longueur totale des voies ferrées ;

6°) Longueur des voies ferrées par 1.000 kilomètres carrés ;

7°) Importance de la marine marchande.

Les termes de la mission confiée au Comité excluaient l'établissement d'une liste et d'un classement des Etats au point de vue de l'importance industrielle. Aussi le Comité se borna-t-il à choisir les critères susceptibles d'être adoptés ; il donna cependant, à titre simplement indicatif, les résultats fournis par les calculs dans diverses hypothèses.

Le Comité d'Organisation de la Conférence de Washington se basant sur les derniers critères qui viennent d'être indiqués avait adopté la classement suivant : Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, Allemagne, Italie, Belgique, Japon et Suisse.

L'abstention des Etats-Unis qui ne voulurent pas être admis

comme Membre dans la Société des Nations et dans l'Organisation Permanente du Travail nécessita un remaniement de cette liste.

Après avoir pris connaissance du rapport établi par le Comité mixte, le Conseil de la Société des Nations donna mission à M. le Vicomte ISHI (Japon) de lui faire connaître son avis sur la question. Le délégué japonais, dans un rapport du 30 septembre 1922, proposa au Conseil l'adoption d'une résolution d'après laquelle les huit Etats Membres suivants devaient, d'après lui, être considérés comme ayant l'importance industrielle la plus considérable : Allemagne, Belgique, Canada, France, Grande-Bretagne, Inde, Italie et Japon. Une représentation plus large au sein du Conseil d'administration du Bureau International du Travail, était donc assurée aux Etats extra-européens.

Cependant la 3^e session de la Conférence (Genève 1921) saisie de la question ne se crût pas en droit de désigner les huit Etats dont l'importance industrielle était la plus considérable, ce droit appartenant au Conseil de la Société des Nations. Elle se borna à étudier les modalités d'un amendement à introduire dans les statuts de l'Organisation Permanente du Travail. Un rapport établi par le Bureau International du Travail et des propositions précises élaborées par le Comité de proposition de la Conférence aboutirent finalement à un projet d'amendement à l'article 393 du Traité de Paix, dont l'examen fut inscrit à l'ordre du jour de la 4^e Session de la Conférence Internationale du Travail. Au cours de sa séance du 2 novembre 1922, celle-ci adopta, par 82 voix contre 2, avec 6 abstentions le projet ci-après tendant à porter de 24 à 32, le nombre des Membres du Conseil d'administration qui serait ainsi constitué de la manière suivante : 16 représentants des Gouvernements, 8 représentants patronaux et 8 représentants ouvriers.

« Sur les seize personnes représentant les Gouvernements, « huit seront nommées par les Membres dont l'importance industrielle est la plus considérable et huit seront nommées par « les Membres désignés à cet effet par les délégués gouvernementaux à la Conférence exclusion faite des délégués des « huit Membres susmentionnés. Sur les seize Membres représentés, six devront être des Etats extra-européens.

« Les contestations éventuelles sur la question de savoir
« quels sont les Membres ayant l'importance industrielle la
« plus considérable seront tranchées par le Conseil de la So-
« ciété des Nations.

« Les personnes représentant les patrons et les personnes
« représentant les ouvriers seront élues respectivement par les
« délégués patronaux et les délégués ouvriers à la Conférence.
« Deux représentants des patrons et deux représentants des
« ouvriers devront appartenir à des Etats extra-européens.

« Le Conseil sera renouvelé tous les trois ans.

« La manière de pourvoir aux sièges vacants, la désignation
« des suppléants et les autres questions de même nature pour-
« ront être réglées par le Conseil sous réserve de l'approbation
« de la Conférence.

« Le Conseil d'administration élira un Président dans son
« sein et établira son règlement. Il se réunira aux époques qu'il
« fixera lui-même. Une session spéciale devra être tenue chaque
« fois que douze personnes faisant partie du Conseil auront for-
« mulé une demande écrite à cet effet ».

Le projet ci-dessus constituant un amendement au Traité de Paix devait, aux termes de l'article 422, être soumis à la ratification des Etats dont les représentants forment le Conseil de la Société des Nations et par les trois quarts des Membres, avant de devenir exécutoire. 42 ratifications sont donc nécessaires pour que l'amendement proposé puisse entrer en vigueur. A la veille de la 12^e Session de la Conférence, le total des ratifications atteignait le chiffre de 40 ; 2 ratifications sont donc encore nécessaires. Mais il faut encore que, parmi ces ratifications figurent celles de tous les Etats représentés au Conseil de la Société des Nations. Or parmi ces Etats, l'Italie et le Venezuela n'ont pas, jusqu'à présent, ratifié l'amendement à l'article 393. Pour que cet amendement devienne exécutoire, il faut donc qu'interviennent les ratifications de ces deux Etats.

Le 3^e renouvellement du Conseil d'administration a eu lieu le 8 juin 1928, lors de la 11^e Session de la Conférence. Il s'est encore opéré, pour les raisons qui viennent d'être exposées, sur

la base du texte primitif de l'article 393, soit pour 24 Membres et non pour 32.

Le Conseil d'administration est composé actuellement de la façon suivante :

1°) *Groupe gouvernemental* :

a) Les délégués des Etats suivants dont l'importance industrielle est la plus considérable : Allemagne, Belgique, Canada, France, Grande-Bretagne, Italie, Inde et Japon.

b) Les délégués des Etats ci-après désignés, élus par les délégués gouvernementaux à la Conférence à l'exclusion des délégués des Etats susmentionnés : Argentine, Espagne, Pologne, Suède.

En outre, plusieurs gouvernements usant du droit (1) qui leur appartenait d'adjoindre à leur Membre titulaire, un Membre adjoint d'une autre nationalité ont nommé chacun un délégué appartenant aux pays suivants : Danemark, Espagne, Norvège, Pologne et Suède.

2°) *Groupe patronal* :

a) 6 Membres titulaires ressortissant aux pays ci-après : Allemagne, Afrique du Sud, France, Grande-Bretagne, Italie, Tchécoslovaquie.

b) 6 Membres adjoints (2) désignés par les pays suivants : Belgique, Danemark, Japon, Pays-Bas, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, Suisse.

3°) *Groupe ouvrier* :

a) 6 Membres titulaires appartenant aux pays ci-après : Allemagne, Belgique, Canada, France, Grande-Bretagne, Suède.

b) 6 Membres adjoints nationaux des Etats suivants : Autriche, Espagne, Inde, Japon, Pologne, Suisse.

(1) Cette désignation a été faite en conformité de l'article 3 du Règlement du Conseil d'administration dont le paragraphe 1^{er} stipule que : « Chacun des gouvernements représentés au Conseil d'administration peut nommer à son délégué titulaire, un membre adjoint d'une autre nationalité. Ce membre adjoint sera désigné par le Gouvernement du titulaire ou par ce dernier dûment autorisé ».

(2) Aux termes de l'article 3 (§ 2) du Règlement précité, le groupe patronal et le groupe ouvrier peuvent nommer chacun 6 membres adjoints. Le mode de désignation de ces membres adjoints est laissé à la libre décision de chaque groupe.

A sa 41^e Session (juin 1928), le Conseil d'administration a réélu M. Arthur FONTAINE (France) comme président et désigné MM. HODAC (Tchécoslovaquie) et POULTON (Grande-Bretagne) respectivement comme vice-présidents patronal et ouvrier.

B. — FONCTIONNEMENT. — Le Conseil d'administration élit l'un des membres comme Président et établit son règlement.

Il se réunit aux époques qu'il fixe lui-même (art. 393).

Une session spéciale doit être tenue chaque fois que dix membres au moins du Conseil auront formulé une demande écrite à ce sujet (même article).

Il décide à la majorité des voix.

C. — ATTRIBUTIONS. — Elles sont déterminées par les articles 394, 400, 408, 409, 410, 411, 412 et 420 du Traité de Paix.

1°) C'est le Conseil d'administration qui désigne le Directeur du Bureau International du Travail (art. 394).

2°) C'est à lui qu'incombe le soin d'établir l'ordre du jour des sessions de la Conférence, après avoir examiné toutes les propositions faites par le Gouvernement d'un des membres ou par des organisations les plus représentatives des employeurs et des travailleurs des divers pays (art. 400).

3°) Le Conseil d'administration est chargé de rédiger les formulaires des rapports à fournir par chacun des membres, en vertu des dispositions de l'article 408, sur les mesures prises par eux pour mettre à exécution les conventions qu'ils ont ratifiées (art. 408).

4°) Enfin ledit Conseil a pour mission :

a) de recevoir les réclamations ou plaintes portées contre un Etat Membre de l'Organisation, soit par une organisation patronale ou ouvrière de cet Etat, soit par un ou plusieurs autres Membres, pour exécution incomplète ou inexécution d'une convention internationale du travail à laquelle ledit Etat a adhéré (art. 409) ;

b) de rendre publique la réclamation, si aucune déclaration n'est fournie par l'Etat inculpé, et le cas échéant, la réponse faite par ce dernier si la déclaration qu'elle renferme apparaît au Conseil comme étant insuffisante (art. 410) ;

c) de provoquer, s'il le juge utile, la formation d'une Commission d'enquête qui aura pour mission d'étudier la question soulevée et de déposer un rapport à ce sujet (art. 411), cette commission étant constituée dans les conditions déterminées par l'article 412 ;

d) de vérifier les titres des commissaires enquêteurs et de refuser la nomination de ceux dont les titres ne satisferaient pas aux prescriptions de l'article 412 précité (même article) ;

e) de recevoir enfin les informations du Gouvernement en faute quant aux mesures prises par lui pour se conformer aux recommandations de la commission d'enquête ou à la décision de la Cour permanente de justice internationale (art. 420) dans le cas où cette haute juridiction se trouve saisie en vertu des dispositions des articles 416 et 418 du traité de paix.

En somme, le rôle que doit assumer le Conseil d'administration est triple : rôle de direction quant à l'activité du Bureau International du Travail, de préparation en ce qui concerne l'ordre du jour des sessions de la Conférence, d'ordre juridictionnel en ce qui touche les différends qui peuvent surgir entre les Membres de l'Organisation.

SECTION III

Le Bureau International du Travail

Le Bureau International est établi au siège de la Société des Nations et fait partie de l'ensemble des institutions de la Société (art. 292).

D'abord installé à Londres, en 1919, il fût transféré, après la 2^e Session de la Conférence Internationale du Travail (Gênes 1920), à Genève qui est devenu le siège de la Société des Nations.

Ainsi qu'il a été dit, le Bureau International du Travail est placé sous la direction du Conseil d'administration (art. 393).

Le Bureau International du Travail (B. I. T.) constitue l'organisme vraiment permanent de l'Organisation créée par le Traité.

A) *La Direction du Bureau International du Travail.* — A la tête de cet organisme permanent, qui est le pivot de l'Organisation, se trouve placé un Directeur désigné par le Conseil d'administration de qui il reçoit ses instructions et vis-à-vis de qui il est responsable de la bonne marche du Bureau ainsi que de l'exécution de toutes autres tâches qui pourraient lui être confiées (article 394).

Le Directeur, depuis la création de la B. I. T. est un Français, M. Albert THOMAS, ancien député, ancien Ministre de l'Armement.

A côté de lui est placé pour l'assister et le suppléer, le cas échéant, un Directeur-Adjoint. Ce dernier poste a été confié à un Anglais, M. H. BUTLER, ancien Directeur au Ministère du Travail du Royaume-Uni.

B) *Attributions du Directeur du Bureau International du Travail.* — Ces attributions sont multiples et découlent des termes mêmes du Traité de Paix qui assignent au Directeur du Bureau les prérogatives, fonctions ou obligations suivantes :

1° Ainsi que les Représentants des Membres de la Société des Nations et de ses agents, le Directeur jouit, dans l'exercice de ses fonctions, des privilèges et immunités diplomatiques (art. 7 du Pacte) ;

2° Le Directeur, ou son suppléant, sont tenus d'assister à toutes les séances du Conseil d'administration (art. 394 du Traité de Paix) ;

En tant qu'il est astreint à cette obligation, le Directeur est tenu de préparer un communiqué sommaire qui est approuvé par les membres du bureau du Conseil immédiatement après chaque séance et envoyé à la presse (art. 8, § 5 du Règlement du Conseil d'administration) ;

3° Le Directeur choisit le personnel du Bureau dans les conditions précisées plus loin.

4° Il sert d'intermédiaire entre ce Bureau et les Ministères des Etats Membres qui ont les questions ouvrières dans leurs attributions. Ces Ministères peuvent communiquer directement avec le Directeur par l'intermédiaire du représentant de leur Gouvernement au Conseil d'administration, ou à défaut de

ce représentant, par l'entremise de tel autre fonctionnaire dûment qualifié et désigné à cet effet par le Gouvernement intéressé (art. 397) ;

5°) Il doit veiller au bon emploi des fonds qui lui sont versés sur le budget général de la Société des Nations, par le Secrétaire Général de la Société pour assurer le fonctionnement des rouages de l'Organisation Permanente du Travail (article 399) ;

6°) Il remplit les fonctions de Secrétaire Général de la Conférence et doit faire parvenir l'ordre du jour de chaque session, quatre mois au moins avant l'ouverture de cette session, à chacun des Etats Membres et, par l'intermédiaire de ceux-ci, aux délégués patronaux et ouvriers (article 401) ;

Le Directeur adjoint l'assiste en qualité de Secrétaire général adjoint ;

7°) En vertu de l'article 402 du Traité de Paix, chacun des Gouvernements des Etats Membres a le droit de contester l'inscription, à l'ordre du jour de la session, de l'un ou de plusieurs des sujets prévus ;

Le Directeur doit communiquer aux Etats de l'Organisation le mémoire qui lui est adressé à ce sujet par l'Etat contestant et dans lequel celui-ci expose les motifs qui, d'après lui, justifient cette opposition ;

8°) Il doit fournir au Président de la Conférence un rapport hebdomadaire l'informant de toutes les circonstances principales de l'activité du Bureau et saisir d'urgence le Président de tout fait pouvant nécessiter son intervention afin de prendre toutes mesures éventuellement utiles (art. 2, § 6 du Règlement de la Conférence) ;

9°) Il doit, ainsi que les membres du personnel du B. I. T. qui constituent le Secrétariat, assister aux séances de la Conférence (art. 6, § 2 du même Règlement) ;

10°) En tant que Secrétaire Général de la Conférence, le Directeur doit rédiger le procès-verbal de chaque séance qui est soumis à l'approbation du Conseil d'administration au début de la session (art. 8, § 1 d°) ;

11°) Il est autorisé à communiquer comme documents officiels aux administrations des Etats Membres de l'Organisation internationale du Travail et aux services institués pour les relations avec la Société des Nations ou avec le B. I. T., les procès-verbaux du Conseil, une fois qu'ils ont été approuvés régulièrement par le Conseil lui-même (art. 8, § 3, d°) ;

12°) Il prépare un communiqué sommaire qui est approuvé par les membres du bureau du Conseil d'administration immédiatement après chaque séance et envoyé à la presse (art. 8, § 5, d°) ;

13°) Il assure la traduction et la distribution des documents de la Conférence (art. 11, § 4, d°) ;

14°) Il est chargé de recevoir :

a) Les textes des résolutions (et leurs amendements) se rapportant aux questions de l'ordre du jour de la Conférence et fait distribuer ces textes au plus tard le jour suivant celui du dépôt (art. 12, § 2, d°) ;

b) Les textes des autres résolutions (lesquels doivent être remis sept jours au moins avant la date d'ouverture de la session) dont il assure la distribution aux délégués au plus tard le jour de l'ouverture de la Conférence ;

15°) Il signe, ainsi que le Président de la Conférence, chacun des exemplaires des recommandations ou des projets de convention adoptés, qui doit être déposé entre les mains du Secrétaire Général de la Société des Nations (art. 405 du Traité de Paix, 4^e alinéa) ;

16°) Enfin une tâche très importante est dévolue au Directeur par l'article 408 du Traité de Paix qui fait une obligation aux Etats Membres de présenter au Bureau International du Travail, un rapport sur les mesures prises par eux pour mettre à exécution les conventions auxquelles ils ont adhéré. Le Directeur est chargé d'analyser ces rapports et d'en présenter un résumé à la plus prochaine session de la Conférence.

C) *Organisation intérieure du Bureau International du Travail* (1). — Au mois d'octobre 1921, le B. I. T. comprenait,

(1) Cf. Rapports annuels présentés par le Directeur à la Conférence (années 1922 à 1929 incluse).

indépendamment de la Direction et de son Cabinet, les trois divisions suivantes :

1° La *Division diplomatique* qui comportait une Section Générale et une Section d'application des conventions ;

2° La *Division scientifique* divisée en Section des Renseignements, Section des publications, Section de la législation du Travail, Section de Statistique. A cette Division était rattachée la bibliothèque ;

3° Les *Services techniques* qui étaient au nombre de huit : Emigration et chômage, Hygiène industrielle, Questions russes, Assurances Sociales avec une branche spéciale pour les mutilés, Questions agricoles, Service de la Production, Coopération, Questions maritimes.

Bien que l'organisme ainsi constitué fût d'un excellent rendement, il apparut, après une expérience de deux années, qu'un remaniement et une extension des services étaient indispensables afin de mettre le Bureau à même de remplir, plus efficacement encore, la lourde tâche qui lui avait été assignée par le Traité de Paix. En conséquence, d'accord avec la *Commission d'enquête et d'organisation* nommée dans ce but, par la Société des Nations, une réorganisation intérieure du Bureau fut décidée en 1922.

Tel qu'il fonctionne actuellement après quelques remaniements effectués après la réforme de 1922 et la création récente de la Division administrative, le B. I. T. comprend, outre la Direction et le Cabinet, quatre Divisions (1) correspondant aux tâches qui lui incombent, à savoir : documentation et recherches scientifiques, préparation des Conférences et élaboration des textes qui leur sont soumis, suite à donner aux décisions prises.

Cabinet. — Le Cabinet exerce les fonctions d'un Cabinet ministériel français (*Private Secretariat* anglais), à savoir : préparation des affaires à soumettre au Directeur, transmission des décisions du Directeur, contrôle de leur exécution.

(2) Cf. Rapport du Directeur, 1929, p. 32.

A côté du Cabinet est placé le Service de Presse.

I. — DIVISION DIPLOMATIQUE

Les attributions générales de la Division diplomatique comportent le travail de secrétariat de la Conférence et des Commissions et toute la correspondance avec les Gouvernements relative à un aspect quelconque de l'œuvre de l'Organisation.

Cette Division est formée de la façon suivante :

a) 1^{re} SECTION (Section Générale et de la Conférence)

Groupe I. — Secrétariat du Conseil d'administration et des Commissions : Commission paritaire maritime, Commission consultative agricole, Commission consultative d'hygiène industrielle, Commissions instituées en vertu de l'article 312 du Traité pour régler le transfert des fonds des assurances sociales ;

Groupe II. — Rapports sur l'application des conventions (art. 408), comptes-rendus de la Conférence, préparation du « Bulletin Officiel ». Correspondance avec les Gouvernements concernant l'application et l'interprétation des conventions et des recommandations ;

Groupe III. — Intervention en vue de ratification et correspondance avec les Gouvernements à ce sujet.

b) 2^e SECTION :

Groupe I. — Préparation de la Conférence ; convocation, questionnaires, rapports et textes préliminaires des projets de convention ; rapports annuels du Directeur à la Conférence ; désignations et pouvoirs des délégués, etc. ;

Groupe II. — Correspondance officielle avec les Gouvernements, notamment en ce qui concerne l'article 405 du Traité et diverses autres questions telles que : articles 397 et 412 ; nouveaux Membres, blocus économique, transit, réfugiés grecs et russes, finances, immunités diplomatiques, publications, travailleurs intellectuels, correspondance avec les institutions internationales officielles telles que la Société des Nations, l'Institut d'Agriculture de Rome, etc., contrôle de toute la correspondance avec les Gouvernements ou les membres du Conseil d'administration émanant d'autres sections du Bureau et de toute la correspondance relative à la Partie XIII ;

Groupe III. — Etude des questions se rapportant au travail maritime. Relations avec les organisations d'armateurs et de marins. Préparation technique des sessions de la commission paritaire maritime.

c) 3^e SECTION (Section du Travail indigène) :

Groupe I. — Etude des conditions du travail dans les colonies, protectorat, possessions et territoires sous mandat ; étude des problèmes du travail indigène, du travail forcé et de l'esclavage. Examen des rapports des pays mandataires pour les questions du travail ;

Groupe II. — Application aux colonies, etc., des conventions ratifiées (art. 421). Correspondance avec les gouvernements à ce sujet. Enquêtes sur les conditions du travail dans les pays asiatiques.

d) SERVICE JURIDIQUE. — Préparation d'avis juridiques sur telles questions qui lui sont soumises. Etude des aspects juridiques des questions pouvant être l'objet d'études ou de recherches.

e) SERVICE DES MIGRATIONS (1). — Questions relatives à l'émigration, à l'immigration et à la protection des travailleurs étrangers, centralisation d'informations (législations, etc...) intéressant les émigrants et les immigrants ; préparation d'articles et d'études pour les publications du Bureau.

II. — DIVISION DES RECHERCHES

Cette division est chargée d'une manière générale, ainsi que son nom l'indique, des travaux de recherches scientifiques du Bureau.

Elle comprend les sections suivantes :

a) 1^{re} SECTION. — Etudes de statistiques concernant le travail : centralisation et compilation des statistiques sur les prix ; le coût de la vie, les salaires, ainsi que sur toutes questions se rapportant au travail ; établissement des méthodes types

(1) Une concentration du Service des migrations et du Service du chômage a été opérée en 1929. Le 1^{er} de ces Services a dès lors été incorporé dans la Direction des Recherches et sa transformation en Section a été demandée dans le projet de budget 1930. Cf. Rapport du Directeur à la Conférence 1929, p. 32.

de calculs statistiques et de tableaux, en vue d'assurer la coordination et l'uniformité des statistiques relatives au travail. Autres études intéressant le travail et ayant une base principalement statistique (logement, etc...).

b) 2^e SECTION.^e — Etudes concernant la législation du travail. Préparation d'études comparatives de législation, d'administration et de procédure légale sur les questions du travail. Traduction et réédition en français, en anglais, en allemand, des lois ouvrières et règlements d'administration publique les plus importants dans les différents pays ; tenue à jour de la documentation relative à la législation ouvrière. Etude comparative des cas de jurisprudence du droit ouvrier intéressants au point de vue international. Etudes sur les conventions collectives (durée du travail, mode de rémunération) et sur la conciliation et l'arbitrage.

c) 3^e SECTION. — Etudes ayant trait au travail et à la condition des travailleurs, et n'ayant pas comme base unique ou comme base essentielle la statistique ou la réglementation juridique ; travailleurs intellectuels (collaboration avec la Commission et l'Institut International de Coopération intellectuelle) ; travail des femmes et des enfants ; travail de nuit ; loisirs ouvriers ; formation professionnelle (pré-apprentissage, orientation professionnelle, apprentissage, éducation professionnelle ; organisation du travail, etc.

d) 4^e SECTION. — Etude de tous les faits économiques dans leurs rapports avec le travail, rendement ouvrier, etc. Organisation scientifique du travail. Collaboration avec l'Organisation Economique de la Société des Nations.

e) SERVICES DES ASSURANCES SOCIALES ET MUTILÉS. — Etudes sur l'ensemble des problèmes d'assurances sociales, ainsi que sur les mutilés de la guerre et les invalides du travail (évaluation et prestation des indemnités, rééducation professionnelle, placement et salaires, etc.).

f) SERVICE DU CHOMAGE. — Etudes comparatives des problèmes techniques qui se rapportent au chômage ; méthodes de

statistiques, système d'assistance et d'assurance des chômeurs, placement, travaux de secours, etc. Etude des faits et des problèmes relatifs au chômage dans leurs rapports avec les faits économiques (théorie générale, crise périodique, saisonnière ou accidentelle, etc.) ; enquêtes effectuées conjointement avec l'Organisation économique de la Société des Nations.

g) SERVICE AGRICOLE. — Etudes ayant trait au travail agricole : conditions de travail des ouvriers agricoles (heures, salaires, chômage, contrats) ; répercussion des conditions économiques de l'agriculture sur le travail agricole. Enseignement professionnel agricole et coopération agricole. Relations avec l'Institut international d'agriculture de Rome et avec les grandes organisations agricoles.

h) SERVICE DE L'HYGIÈNE INDUSTRIELLE. — Etude de la question concernant l'hygiène industrielle, y compris la comparaison et la coordination des dispositions législatives des différents pays à cet égard. Préparation d'enquêtes générales et spéciales sur les professions insalubres. Relations avec l'organisation d'hygiène de la Société des Nations.

i) SERVICE DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL. — Etude des rapports des inspecteurs du travail relatifs à la prévention des accidents, ainsi que des institutions chargées de l'application des mesures de sécurité. Préparation d'études comparatives sur l'organisation de l'inspection du travail dans les pays industriels. Dépouillement des publications périodiques traitant des dispositifs techniques de sécurité dans l'industrie et la préparation d'informations destinées à être utilisées dans les publications du Bureau.

j) SERVICE RUSSE. — Etude spéciale des conditions de travail dans la Russie des Soviets.

III. — DIVISION DES RENSEIGNEMENTS ET DES RELATIONS

Cette Division a les attributions suivantes :

Centralisation et distribution des informations et entretien de relations avec les organisations d'employeurs, de travailleurs et autres, notamment (organisations internationales qui s'inté-

ressent aux problèmes du travail). Relations avec les bureaux de correspondance et les correspondants nationaux.

a) 1^{re} SECTION

1°) *Service des Organisations Patronales.* — Relations avec les organisations patronales nationales et internationales et informations sur l'activité de ces organisations.

2°) *Service des Organisations Ouvrières.* — Relations avec les fédérations syndicales internationales, ainsi qu'avec le mouvement ouvrier de chaque pays ; relations avec les organisations de mutualité ; informations sur l'activité de toutes ces organisations.

3°) *Service des Organisations Coopératives.* — Relations avec les Sociétés coopératives ; préparation d'informations sur l'activité de ces coopératives.

4°) *Bibliothèque.* — Acquisition, cataloguement, classification, prêt et distribution des livres et brochures.

b) 2^e SECTION DIVISÉE EN DEUX SERVICES

1°) *Service d'Information.* — Préparation des articles sur les événements importants dans le domaine du travail, destinés à être utilisés pour les *Informations sociales* et autres publications du Bureau. Classification des informations pouvant servir à la préparation ultérieure de réponses à des demandes de renseignements ou articles pour les publications. Dépouillement de livres et périodiques paraissant dans les différents pays et leur utilisation pour les publications du Bureau ; réponses à des demandes de renseignements émanant de gouvernements, d'organisations patronales ou ouvrières et d'autres organisations ; correspondance concernant la réunion d'informations, le service et l'échange de publications ; correspondance générale avec les correspondants nationaux du Bureau ; préparation de brochures et articles sur l'activité du Bureau, etc..

2) *Service de Documentation.* — Abonnements aux périodiques ; dépouillement et circulation des périodiques ; établissement, distribution et classification de coupures de journaux ;

centralisation de toutes informations recueillies par le Bureau en réponse à des demandes de renseignements, etc.

IV. — DIVISION ADMINISTRATIVE

De création récente (1929) cette division groupe les deux anciennes Sections autonomes du Bureau.

a) SECTION ADMINISTRATIVE :

Traite l'ensemble des questions administratives se rapportant aux finances, au personnel, au matériel, au service intérieur et à l'organisation générale du Bureau. Dirige, coordonne et contrôle l'ensemble des services centraux.

Cette section comprend les bureaux suivants :

1) Archives et courrier ; 2) Bureau de dactylographie, multigraphie et ronéo ; 3) Bureau du contrôle financier ; 4) Bureau de comptabilité ; 5) Bureau du personnel ; 6) Bureau du matériel et Economat.

b) SECTION D'ÉDITION ET DE TRADUCTION :

Examen, mise au point, traduction, édition, préparation pour l'impression et organisation de la vente et de la distribution de l'ensemble des publications du Bureau.

1°) Service d'Édition ; 2°) Service de Traduction ; 3°) Service des Impressions et de la Distribution.

D. — PERSONNEL DU BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL

Pour obtenir un rendement adéquat à un organisme aussi important, il convenait de lui trouver un personnel d'élite.

L'article 395 du Traité de Paix spécifie que le personnel du Bureau International sera choisi par le Directeur et que le choix devra porter, avec le souci d'obtenir le meilleur rendement, sur des personnes de différentes nationalités. En outre, ajoute cet article, un certain nombre de ces personnes devront être des femmes.

Mission à la vérité délicate que celle qui consiste à recruter ce personnel, puisque le Bureau doit faire face à une tâche écrasante ayant trait à tous les aspects de l'économie sociale et qui

nécessite des collaborateurs rigoureusement sélectionnés, possédant des connaissances générales étendues, en même temps que des connaissances linguistiques et une technicité éprouvée.

Aussi le recrutement par la voie du concours est-il la règle, le concours sur titres étant l'exception.

Réparti en chefs de division, chefs de section, membres de section, traducteurs, interprètes, sténo-dactylographes, etc., le personnel du Bureau International du Travail comprenait en 1929, 399 fonctionnaires appartenant à 36 nationalités différentes.

En 1921, on comptait 21 nationalités pour 340 fonctionnaires.

Il convient d'ajouter que le personnel féminin au Bureau appartient à l'heure actuelle à 13 nationalités différentes.

Le Directeur s'est donc strictement conformé aux stipulations de l'article 395 du Traité de Paix concernant le choix du personnel.

E. — TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Les règles du contrat d'engagement des fonctionnaires du Secrétariat général de la Société des Nations ou du Bureau International du Travail, les dispositions du statut régissant ces fonctionnaires, les indemnités prévues à ce statut en cas de maladie ou d'accident survenus en dehors ou à l'occasion du service, peuvent susciter des divergences d'interprétation ou donner lieu à des réclamations auxquelles il est utile d'apporter des solutions juridiques.

Pour connaître de ces différends ou des requêtes invoquant l'inobservation des règles du statut quant aux divers chefs qui viennent d'être cités, l'Assemblée de la Société des Nations, à sa 8^e Session, a institué un Tribunal administratif (Séance du 26 septembre 1927).

Ce Tribunal se compose de trois juges titulaires et de trois juges suppléants dont chacun doit appartenir à une nationalité différente. Ces juges sont nommés par le Conseil de la Société des Nations pour une période de trois années et choisissent

leur Président et leur Vice-Président parmi les juges titulaires! Pour siéger le Tribunal dont il s'agit doit comprendre trois membres.

F. — CAISSE DE PRÉVOYANCE SOCIALE

Cette caisse a été instituée à la suite d'une résolution adoptée à la 4^e session de l'Assemblée de la Société des Nations (28 septembre 1923) en vue de pourvoir aux pensions et retraites obligatoires des fonctionnaires du Secrétariat général de la Société des Nations et du Bureau International du Travail.

G. — BUREAUX ET CORRESPONDANTS NATIONAUX

Pour l'aider dans sa tâche d'information, le B. I. T. a créé, à l'étranger, des bureaux et correspondants nationaux. Les bureaux, actuellement au nombre de six, fonctionnent dans les villes suivantes : Berlin, Londres, Paris, Rome, Tokio et Washington.

Les correspondants nationaux, au nombre de huit, sont installés à Bruxelles, Bucarest, Budapest, Delhi, Madrid, Prague, Varsovie et Vienne. Le Bureau International du Travail projette actuellement la création de postes de correspondants en Chine et en Yougoslavie.

La tâche principale de ces bureaux et correspondants nationaux est de servir d'intermédiaires entre le Bureau International du Travail et les gouvernements et les associations professionnelles de leur pays respectif.

Ils doivent envoyer au Bureau des rapports périodiques sur les événements de la vie sociale, se procurer rapidement des informations sur des sujets spéciaux et renseigner la presse de leur pays sur l'œuvre de l'Organisation Permanente. Ainsi le public se trouve informé de la nature et de l'importance de l'œuvre accomplie par ce dernier.

H. — ATTRIBUTIONS DU BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL

Les attributions du B. I. T. sont définies par l'article 396 du Traité de Paix.

Ces attributions comportent :

1° La centralisation et la distribution de toutes informations concernant la réglementation internationale de la condition des travailleurs et du régime du travail, et en particulier, l'étude des questions qu'il est proposé de soumettre aux discussions de la Conférence en vue de la conclusion des conventions internationales, ainsi que l'exécution de toutes enquêtes spéciales prescrites par la Conférence ;

2° La préparatoïn de l'ordre du jour des sessions de la Conférence ;

3° L'accomplissement, en conformité des stipulations de la présente Partie du présent Traité, des devoirs qui lui incombent en ce qui concerne tous différends internationaux ;

Il s'agit ici des enquêtes sur les réclamations ou plaintes portées contre un Membre de l'Organisation permanente du Travail pour inexécution d'une convention ;

4° La rédaction et la publication en français, en anglais et dans telle autre langue que le Comité d'administration jugera convenable d'un bulletin périodique consacré à l'étude des questions concernant l'industrie et le travail et présentant un intérêt international ;

5° Enfin d'une manière générale, tous autres pouvoirs et fonctions que la Conférence jugé à propos de lui attribuer.

1^{re} SOUS-SECTION

La Compétence de l'Organisation Permanente du Travail

Cette question a fait l'objet de très vives controverses, dès les premières sessions de la Conférence Internationale du Travail et ces controverses ne se sont apaisées que lorsque la Cour Permanente de Justice Internationale, consultée en vertu de l'article 423 du Traité de Paix (1), eût émis des avis devant lesquels se sont inclinés ceux qui avaient contesté la compétence de l'Organisation à l'égard de certaines matières.

(1) L'article 426 du Traité de Versailles stipule que « jusqu'à la création de la Cour permanente de justice internationale, les différends « qui doivent lui être soumis... seront déférés à un tribunal formé de « trois personnes désignées par le Conseil de la Société des Nations ». Cette clause n'a jamais été appliquée.

Dans un ouvrage très documenté, M. GUERREAU, membre du Bureau International du Travail, a tracé très exactement les limites de cette compétence (1).

On se bornera ici à indiquer que la compétence de l'Organisation Permanente du Travail est définie : 1° par l'article 23, § a) du Pacte de la Société des Nations ; 2° par le préambule de la Partie XIII du Traité de Paix ; 3° par l'article 387 de ce Traité ; 4° par la Section II de la Partie XIII qui pose, ainsi qu'on l'a vu, un certain nombre de principes généraux propres à guider la politique sociale de la Société des Nations.

Envisagée *ratione materiae*, la compétence de l'Organisation Permanente du Travail s'étend à un très grand nombre de problèmes, si l'on considère que le Préambule de la Partie XIII du Traité de Paix est conçu dans des termes fort généraux et que l'énumération qu'elle donne, des matières sur lesquelles doit porter l'activité de l'Organisation, ne comporte aucun caractère limitatif. Le champ de cette activité comprend, sans la moindre restriction, toutes les questions concernant le travail.

Au surplus, l'article 427 du Traité (Section II) recommande aux Membres de l'Organisation l'application d'un certain nombre de principes, en ayant soin d'ajouter que les Hautes Parties Contractantes, « sans proclamer que ces principes et ces « méthodes sont ou complets ou définitifs, sont d'avis qu'ils « sont propres à guider la politique de la Société des Nations ».

Ratione personae la compétence de l'Organisation Permanente s'applique à tous les travailleurs salariés, quels que soient leur âge, leur sexe et leur race. Les termes de l'article 23 du Pacte, le préambule de la Partie XIII, et l'article 427 du Traité de Paix ne laissent en effet aucun doute à cet égard.

Enfin *ratione loci*, cette compétence s'étend territorialement à tous les Membres de la Société des Nations, à tous les

* (1) Cf. M. Guerreau. Une nouvelle Institution du Droit des gens, L'Organisation Permanente du Travail, pp. 60 à 198 inclus, Chapitre II, Compétence Générale de l'Organisation Permanente du Travail, Editeur Rousseau et Cie, Paris 1923.

Membres de l'Organisation Permanente du Travail qui ne sont pas ou même qui ne sont plus Membres de la Société des Nations (Brésil par exemple) aux colonies, possessions, pays de protectorat (sous certaines conditions), et enfin aux Etats et territoires placés sous mandat.

Dans l'ouvrage précité, M. GUERREAU développe cette idée que « c'est en raison de cette compétence générale qui s'étend « à tous les problèmes soulevés à propos du travail que l'Organisation permanente détient le droit d'intervention pour « raison d'humanité » droit déjà reconnu en substance par Grotius, Vattel et Puffendorf, et il cite deux cas à l'occasion desquels l'Organisation Permanente du Travail a été amenée à faire usage de ce droit, par application du paragraphe a) de l'article 23 du Pacte de la Société des Nations, de l'alinéa 3 du Préambule de la Partie XIII et de l'alinéa 1^{er} de l'article 387 du Traité de Paix.

La première intervention de l'Organisation se produisit dès octobre 1920. Le Conseil d'administration du Bureau International du Travail, au cours de sa 5^e Session, avait été mis au courant par Sir MALCOLM DELEIVINGNE, représentant du Gouvernement britannique, des conditions déplorable dans lesquelles travaillaient les enfants employés dans les fabriques de tapis de Kerman (Perse) : entassement des ouvriers dans des locaux exigus, bas et mal aérés, emploi d'enfants de 5 ans dès les premières heures du jour jusqu'à la tombée de la nuit. Justement ému d'une telle situation qui engageait la responsabilité d'un Etat Membre de l'Organisation Permanente, le Conseil d'Administration engagea le Directeur du Bureau International du Travail à se mettre en rapport à ce sujet avec le Gouvernement persan. Après des pourparlers qui se terminèrent à la fin de 1921, celui-ci informa le Bureau, par l'entremise de sa légation à Berne, que des instructions précises et formelles avaient été données aux autorités de Kerman pour mettre un terme aux abus signalés.

La seconde intervention de l'Organisation Permanente du Travail s'exerça à l'égard du Gouvernement espagnol à la suite d'une plainte déposée au Bureau International du Travail par

M. LARGO CABALLERO, Secrétaire Général de l'Union Générale des travailleurs d'Espagne au sujet de violations réitérées de la liberté d'association qui auraient été commises par ce Gouvernement (dissolution de syndicats, déportation d'ouvriers).

Le Directeur du Bureau International du Travail saisi de cette plainte le Conseil d'administration en lui demandant s'il était possible d'appliquer au cas signalé la procédure instituée par les articles 409 et suivants du Traité de Paix. Mais M. Albert THOMAS, tout en communiquant cette demande au Conseil d'Administration exprimait l'avis que cette procédure ne pouvait être mise en mouvement, étant donné qu'elle ne visait que l'inexécution d'une convention à laquelle un Membre de l'Organisation avait donné son adhésion.

Le Gouvernement espagnol soutenait de son côté, par l'intermédiaire de son représentant au sein du Conseil d'administration, M. DE ALTEA, qu'il s'était particulièrement attaché à respecter les principes généraux exposés à l'article 427 du Traité de Paix, à donner suite aux conventions auxquelles il avait adhéré, qu'au surplus les griefs articulés reposaient sur des questions d'ordre purement intérieur et « relevaient » par conséquent « de la souveraineté et l'autorité exclusive de l'Espagne ».

Telle était, en substance, le contenu de la déclaration dont lecture fut donnée par M. DE ALTEA au Conseil d'administration du Bureau International du Travail.

Ainsi « tout en repoussant le principe d'une intervention » la déclaration du Gouvernement espagnol en admettait implicitement l'existence puisque ce Gouvernement avait cru devoir fournir des explications sur les faits signalés.

Après une discussion à laquelle prirent part successivement M. JOUHAUX, représentant ouvrier français ; M. OUDEGEEST, représentant ouvrier néerlandais ; M. Albert THOMAS ; M. Stuart BUNNING, représentant ouvrier britannique et M. Arthur FONTAINE, Président du Conseil d'administration, il fut décidé, par 14 voix sans opposition, de donner suite à une proposition tendant à la publication, au *Bulletin Officiel* du Bureau International du Travail, du procès-verbal des observations échangées

au cours de la séance, ainsi que des documents soumis par M. LARGO CABALLERO (1).

Cette publication constituait une véritable intervention car, par sa diffusion dans tous les pays, au moyen du *Bulletin Officiel*, traduit en plusieurs langues, elle permettait de faire appel à l'opinion publique du monde entier.

Dans le premier cas envisagé il s'agissait incontestablement d'une intervention pour raison d'humanité qui par cela même était fondée. Mais dans les deux cas on se trouvait en présence d'une intervention fondée sur l'esprit et la lettre du Pacte. On ne pouvait donc contester en l'occurrence la compétence de l'Organisation Permanente du Travail.

Le bien fondé de la compétence de l'Organisation Permanente du Travail à l'égard de tous les problèmes ayant trait à l'amélioration des conditions des travailleurs s'affirma dès l'origine, au moment où se discutaient les clauses ouvrières à insérer dans le Traité de Paix, qui consacra cette compétence, et plus tard, lorsque l'Organisme créé par ce Traité, s'étant mis à fonctionner, des difficultés surgirent qui furent souverainement tranchées par la Cour Permanente de Justice Internationale.

On est ainsi amené à étudier successivement :

- 1°) la compétence de l'Organisation Permanente d'après les travaux préparatoires du Traité de Paix
- 2°) la compétence d'après le Traité ;
- 3°) la compétence depuis le Traité.

1° *La compétence d'après les travaux préparatoires du Traité de Paix*

Malgré toutes les précautions prises par les négociateurs du Traité de Paix dans l'élaboration de la partie XIII, la question de la compétence de l'Organisation Permanente du Travail a suscité les plus vives controverses.

(1) Cette publication a été faite dans le *Bulletin Officiel* du 16 février 1921 (Volume III pages 243 et suivantes). Le Gouvernement espagnol ayant répondu, sa réponse a été mentionnée dans le même document (B. O. 18 janvier 1922, p. 251).

On a dénié à l'organisation le droit de s'occuper notamment des travailleurs agricoles.

Et pourtant, dans l'esprit des négociateurs, ce droit n'était pas douteux. Il suffira de rappeler qu'au cours des négociations, la question de la compétence de l'Organisation Permanente du Travail avait été résolue dans un sens très compréhensif et que l'exclusive n'avait pas été prononcée contre les salariés de l'agriculture.

A la séance du 7 février 1919 de la Commission de législation internationale du travail, M. LOUCHEUR proposait de « donner dans les réunions de la Conférence Internationale du Travail, deux voix non seulement au Gouvernement, mais encore aux patrons et aux ouvriers, parce que cette méthode aurait l'avantage de permettre l'introduction de représentants du monde agricole à la fois dans la délégation patronale et dans la délégation ouvrière ».

Abondant dans le même sens, M. GOMPERS (Etats-Unis) proposait, le 21 mars, une motion aux termes de laquelle « les salariés de l'agriculture devront être mis à même de bénéficier d'une législation du travail équitable ».

Sir MALCOLM DELEIVINGNE (Grande Bretagne) allait même plus loin. Tout en donnant son adhésion au principe de la motion du délégué américain, il déclarait très nettement qu'il ne pouvait se rallier au texte de cette motion qui aurait dû ne pas être limitée aux travailleurs de l'agriculture mais comprendre tous les salariés sans distinction de catégories : agriculture, industrie, commerce, etc..

La motion GOMPERS fut rejetée.

Ceux qui déniaient à l'Organisation Permanente du Travail toute compétence en matière agricole s'appuient trop facilement sur ce vote. Ce faisant, ils commettent une double erreur : erreur d'histoire et erreur d'interprétation.

Erreur d'histoire d'abord, puisque la décision de rejet prise par la Commission signifiait très nettement que la motion déposée par M. GOMPERS n'était qu'une superfétation et qu'au surplus elle était trop restrictive.

Erreur d'interprétation ensuite, car les textes qui régissent l'Organisation Permanente du Travail ont été rédigés en termes très généraux.

Enfin il semble bien que les protagonistes de l'incompétence de l'Organisation en matière agricole, ignorent la valeur sémantique du mot anglais « *industrial* » adjoint, dans le texte anglais au mot « *organisation* ».

On invoque en effet l'expression « *industrial organisation* » pour soutenir que la Partie XIII du Traité de Paix ne peut s'appliquer qu'aux ouvriers de l'industrie, à l'exclusion de tous les autres travailleurs.

Ici encore l'histoire des négociations fournit une réponse décisive.

A la séance du 10 février 1919 de la Commission de législation internationale, M. MAHAÏM (Belgique), avait proposé de supprimer l'adjectif « *industrial* ». Sir MALCOLM DELEIVINGNE eut soin de préciser que le mot « *industrial* » en anglais s'applique aussi bien à l'agriculture qu'à l'industrie et n'a pas le sens étroit de l'adjectif français « *industriel* ».

2° *La compétence d'après le Traité*

Les textes du Traité de Paix (préambule et déclaration) ne font aucune discrimination entre les différentes catégories de travailleurs.

C'est que dans l'esprit des négociateurs, une telle discrimination ne se justifiait pas.

D'ailleurs les débats qui s'instituèrent à la Conférence de la Paix démontrent péremptoirement que la protection légale internationale devait englober tous les salariés sans distinction.

M. BALDESI, à la séance plénière de la Conférence de la Paix du 4 avril 1919, faisait la déclaration suivante :

« La délégation italienne qui avait soutenu avec la délégation française l'intérêt qui s'attache à représenter le monde agricole, eut satisfaction partielle par la considération que les Gouvernements auraient, avec deux délégués plus de latitude pour assurer cette représentation. Il y a lieu d'observer ainsi que, des conseillers techniques différents pouvant être désignés

« pour chaque réforme en discussion, il est loisible de les choisir, le cas échéant, dans le monde agricole ».

« Il y a lieu de signaler en terminant, qu'une déclaration conçue en termes très généraux et ayant pour objet l'application à l'agriculture des principes de la réglementation proprement dite du travail, déclaration dont l'origine se trouvait dans une proposition italienne visant la durée du travail dans l'agriculture, obtint la majorité, mais non les deux tiers des voix. Les délégués qui se sont prononcés contre ont tenu à affirmer qu'ils n'étaient nullement opposés à cette idée ; mais ils estiment qu'une proposition rédigée en termes aussi généraux ne rentrait pas dans le cadre des clauses dont l'insertion au traité de paix paraissait désirable ».

A la séance du 28 mai 1919, de la même Conférence, M. VANDERVELDE (Belgique) confirmait cette manière de voir en déclarant :

« Le texte français, à la ligne 2, parle de salariés industriels. D'accord avec M. FONTAINE, Directeur de l'Office du Travail en France, je propose de dire « aux travailleurs salariés », car il a toujours été entendu pendant les travaux de la Commission que la législation internationale du travail devrait s'appliquer aux salariés de l'agriculture ainsi qu'aux salariés de l'industrie. C'est d'ailleurs la portée du texte anglais ».

Enfin la même interprétation correspondait à la pensée du Président du Conseil des Ministres français, Georges CLEMENCEAU qui, à la séance du 31 mai 1919, formulait la réponse suivante à M. le Comte BROCKDORFF-RANTZAU au sujet des contre-propositions de la délégation allemande :

« Il importe de se rappeler que dans de nombreux pays une très grande partie des travailleurs sont employés dans l'agriculture et que ces travailleurs ne sont en général pas groupés dans les organisations industrielles ; il convient donc tout particulièrement que leurs intérêts soient représentés aux Conférences du Travail par l'intermédiaire des Gouvernements ».

3° *La compétence depuis le Traité*

La question de la compétence de l'Organisation Permanente du Travail n'a donné lieu à aucune équivoque de la part de ceux qui ont eu pour mission d'interpréter et d'appliquer les clauses de la Partie XIII du Traité de Paix.

Dès la première Session de la Conférence en effet, cette question fut soulevée à différentes reprises, ainsi qu'en témoignent les procès-verbaux des séances de la Conférence de Washington, et elle fut résolue par l'affirmative.

A la séance du 6 novembre 1919, M. TAYERLE (Tchécoslovaquie) soutenait qu'une proposition dont le but serait « d'étendre la portée du projet du Comité d'Organisation de la Conférence n'aurait aucun caractère révolutionnaire » et il faisait « remarquer que, dans son pays, « la journée de huit heures » avait été officiellement et unanimement reconnue par l'Assemblée nationale, non seulement pour l'industrie, mais aussi « pour le commerce et l'agriculture » (1).

A la 25^e séance du samedi 29 novembre 1919, M. Arthur FONTAINE, délégué gouvernemental français, parlant des 14 résolutions qui avaient été déposées, dont un très grand nombre visaient l'inscription des sujets à l'ordre du jour de la prochaine Conférence, faisait la déclaration suivante : « Il reste « deux autres sujets que, pour ma part, j'é crois d'une importance très grande. L'un de ces sujets a trait aux conditions du « travail dans l'agriculture. Vous pouvez être d'avis de les « inscrire ou de ne pas les inscrire, mais il me paraît impossible « qu'un vote unanime n'intervienne pas, étant donné qu'à « Paris, à la Conférence de législation internationale du Travail on a attaché une importance tout particulière aux questions agricoles et que c'est en partie, en raison des questions « agricoles, qu'on a donné deux délégués aux Gouvernements ».

Aussi bien les difficultés soulevées à propos de cette ques-

(1) On pourra consulter utilement sur les conditions du travail dans l'agriculture en Tchécoslovaquie la brochure suivante : Bureau International du Travail, *La loi de huit heures dans l'agriculture en Tchécoslovaquie*, Genève 1921.

tion de compétence provenaient-elles des Gouvernements suisse et français.

Elles furent d'une acuité exceptionnelle au moment où fut communiqué aux Membres de l'Organisation Permanente du Travail, l'ordre du jour de la 3^e Session qui devait se tenir à Genève en octobre-novembre 1921. Cet ordre du jour comprenait notamment l'adaptation, au travail agricole, de la résolution de Washington concernant la réglementation des heures de travail, et des autres résolutions adoptées à la 1^{re} Session relativement aux moyens de prévention contre le chômage, la protection des femmes et des enfants employés dans l'agriculture et enfin des mesures de protection spéciale pour les travailleurs agricoles (enseignement technique agricole, logement et couchage des travailleurs de l'agriculture, garantie des droits d'association et de coalition, protection contre les accidents, la maladie, l'invalidité et la vieillesse).

La première opposition à l'inscription à l'ordre du jour de la 3^e Session de ces diverses questions vint du Gouvernement fédéral suisse qui, dès le début de l'année 1921 proposa le retrait pur et simple de ces questions ou leur report à une Conférence ultérieure. Excipant des articles 387 à 427 du Traité de Paix, ce Gouvernement fit connaître qu'il se réservait le droit de soulever la question de principe à l'effet de savoir si ces articles habilitaient l'Organisation Permanente du Travail à étendre sa compétence aux conditions du travail dans l'agriculture; toutefois il ne fit pas usage de la procédure d'opposition qui lui était ouverte par l'article 402 du Traité, aux termes duquel tout Membre de l'Organisation a le droit de contester l'inscription à l'ordre du jour de la Conférence de l'un ou de plusieurs des sujets prévus.

Le Gouvernement français présenta une opposition plus catégorique. Le 13 mai 1921, il protesta contre le sujet de l'ordre du jour concernant la réglementation des heures de travail dans l'agriculture (1).

(1) Cf. Compte rendu définitif de la 3^e Session de la Conférence Internationale du Travail (Genève 1921) Volume II. 3^e Partie. Annexes et Index à Annexe III, p. 661 et sq.

Dans le mémoire explicatif présenté au soutien de sa contestation, le Gouvernement français ne fournissait que des arguments de fait, presque à l'exclusion de tout argument juridique. Il invoquait les objections formulées par la Confédération Nationale des Associations agricoles de France et les Commissions parlementaires de l'Agriculture et qui reposaient surtout sur des questions d'opportunité.

Il est juste de faire remarquer que l'opposition du gouvernement français se manifesta surtout à l'égard de la 2^e question inscrite à l'ordre du jour (heures de travail dans l'agriculture). Dans son mémoire il avait eu soin de préciser en effet que, si cette question était retirée, il n'aurait plus « aucune objection à faire » contre les autres questions inscrites à l'ordre du jour qui visaient cependant d'autres problèmes agricoles. C'était reconnaître implicitement le principe de la compétence (2).

La Conférence, à sa 3^e Session, fut appelée à se prononcer sur la question de compétence. Par 74 voix contre 20 elle adopta la résolution suivante déposée par MM. MAHAÏM (Belgique) et BALDESI (Italie) :

« La Conférence,

« Considérant qu'elle est compétente en ce qui concerne
« les questions relatives au travail agricole ;

« Considérant que l'ordre du jour présenté par le Conseil
« d'administration répond à la fois au vœu émis à la Conférence de Washington et aux revendications justifiées du
« monde agricole ;

« Décide d'examiner, question par question, l'opportunité
« de maintenir à son ordre du jour les questions indiquées
« sous les numéros 2, 3 et 4 ».

Malgré cette résolution qui tranchait affirmativement la question de compétence, le Gouvernement français, après la clôture de la session introduisit devant le Conseil exécutif de

(2) Cf. Guerreau, *L'Organisation Permanente du Travail, sa compétence en matière agricole*. Editeur Pedone, Paris, 1922.

Même auteur, *L'Organisation Permanente du Travail*, p. 103 à 146, Editeurs Rousseau et Cie, Paris 1923.

la Société des Nations une requête à l'effet de saisir la Cour Permanente de Justice Internationale d'une demande d'avis consultatif. Le Conseil de la Société des Nations, à sa 18^e session, décida de transmettre ladite requête à la Haute Juridiction.

La demande du Gouvernement français était rédigée dans les termes suivants :

« La compétence de l'Organisation Internationale du Travail s'étend-elle à la réglementation internationale des conditions du travail des personnes employées dans l'agriculture ? »

Le 13 juin 1922, ledit gouvernement présenta au Conseil exécutif de la Société des Nations une demande d'avis complémentaire ainsi conçue :

« L'examen de propositions tendant à organiser et à développer les moyens de production agricole, et l'examen de toutes autres questions de même nature, rentrent-ils dans la compétence de l'Organisation Internationale du Travail ? »

Le Gouvernement français exprima le désir que cette dernière demande fût jointe à la première, afin que la Cour de la Haye pût étudier, dans son ensemble, la compétence de l'Organisation.

La demande d'avis complémentaire dont il s'agit prenait sa source dans la résolution suivante, adoptée à la 3^e session de la Conférence à la suite d'une proposition qui avait été déposée par M. ZUMETA, délégué du Vénézuëla et qui concernait les moyens de prévention du chômage dans l'agriculture :

« La Conférence générale recommande que les Membres de l'Organisation Internationale du Travail prennent des mesures pour instituer, par l'intermédiaire du Bureau International du Travail, un système d'études et d'informations méthodiques, en vue d'organiser et de développer efficacement les moyens de production agricole ».

Cette résolution avait été renvoyée au Conseil d'administration qui avait été invité à la faire examiner par une Commission mixte agricole composée de représentants du Bureau International du Travail, de l'Institut International d'agriculture de Rome, et de patrons et ouvriers de l'agriculture.

La Cour Permanente de Justice Internationale, saisie des

deux requêtes du Gouvernement français entendit l'exposé des thèses adverses à ses séances des 3, 4, 5, 6 et 10 juillet 1922.

M. DE LAPRADELLE, Professeur à la Faculté de Droit de Paris, représentant du Gouvernement français à la Cour ; M. Charles MAYER, au nom du Gouvernement hongrois ; M. Jules MAENHAUT, au nom de la Commission internationale d'agriculture, se firent les défenseurs de l'incompétence de l'Organisation Permanente du Travail en matière agricole, alors que la thèse contraire était soutenue par M. Albert THOMAS, Directeur du Bureau International du Travail ; M. TALBOT, représentant du Gouvernement britannique ; M. DA MATTA, représentant du Portugal, et M. JOUHAUX, représentant de la Fédération Syndicale internationale.

M. DE LAPRADELLE soutint notamment que le texte de la Partie XIII du Traité de Paix ne mentionnait que l'industrie à l'exclusion de l'agriculture ; il invoquait, en concluant, le principe de l'intangibilité de la souveraineté des Etats qui laisse ceux-ci libres de légiférer chez eux en pleine indépendance. La limitation de cette souveraineté doit être tirée d'un texte précis : en l'absence d'un pareil texte on doit conclure à la pleine liberté de l'Etat dans l'exercice de la fonction législative.

Les partisans de la compétence de l'Organisation Permanente du Travail s'appuyèrent d'une part sur le caractère de généralité du préambule de la Partie XIII du Traité, d'autre part sur les différences de signification des mots « *industriel* » en français et « *industrial* » en anglais. Ils invoquèrent notamment l'avis favorable donné à l'élargissement de la compétence de l'Organisation par le délégué français à la Conférence des préliminaires de Paix.

Ce fut cette dernière thèse qui l'emporta dans l'esprit des juges.

Dans son avis n° 2, en date du 12 août 1922, la Cour de La Haye répondit par l'affirmative à la question qui lui avait été soumise. En raison de l'esprit et de la lettre même de la Partie XIII du Traité de Paix, l'agriculture doit être considérée en fait comme une industrie et la compétence de l'Orga-

nisation Permanente du Travail doit s'étendre à tous les travailleurs.

La Cour donna son avis N° 3, à la même date du 12 août 1922, sur la demande complémentaire du Gouvernement français.

Dans le mémoire qu'il avait produit devant la Haute Juridiction, le Directeur du Bureau International du Travail excipa de son entière bonne foi dans cette affaire, l'Organisation Permanente du Travail n'ayant jamais eu l'intention d'intervenir dans le domaine de la production agricole. Si le Bureau International du Travail est entré en liaison avec l'Institut International d'agriculture c'est en raison de la connexité étroite qui existe entre les questions de production et le problème de la réglementation du travail.

La Cour répondit que la Partie XIII du Traité de Paix se propose d'améliorer les moyens de production ; toutefois si l'examen même de ces moyens ne rentre pas dans le domaine de la compétence de l'Organisation Permanente du Travail, par contre y sont incluses toutes les questions que le Traité attribue à la compétence de cette Organisation, alors même que celles-ci se présenteraient sous le double aspect économique et social. En d'autres termes il n'y a pas de cloison étanche entre le domaine social et le domaine économique. Dans l'examen des matières entrant dans sa compétence, l'Organisation Permanente du Travail « n'est pas tenue de s'arrêter devant une objection préjudicielle tirée des aspects économiques du problème » (1).

Le Gouvernement français avait obtenu une satisfaction purement platonique et l'Organisation Permanente du Travail, dont l'accroissement d'activité se trouvait favorisé par l'avis N° 2, et implicitement consacré par l'avis N° 3, allait pouvoir désormais poursuivre sa tâche telle que ses dirigeants l'avaient conçue dès l'origine.

A la 4^e Session de la Conférence Internationale du Travail, le délégué du Gouvernement français, M. DE VOGUÉ, déclara, le

(1) Cf. G. Scelle, *Précis de législation industrielle*, p. 133, éditeur : Société Anonyme du Recueil Sirey, Paris 1927.

28 octobre 1922, que ce dernier s'inclinait devant l'avis formulé par la Cour Permanente de Justice internationale, en matière agricole.

Nonobstant ces avis, de nouvelles contestations devaient surgir à propos de l'Organisation Permanente du Travail.

A la 6^e Session (Genève 1924), la Conférence Internationale du Travail avait à discuter, parmi les questions inscrites à son ordre du-jour, celle concernant le travail de nuit dans les boulangeries. Elle avait adopté un avant-projet interdisant ce travail, et l'interdiction prévue devait s'étendre aux patrons comme aux ouvriers. En 1925, l'avant-projet fut soumis à nouveau à la 7^e Session de la Conférence. Le Groupe patronal s'éleva contre le principe de l'interdiction du travail de nuit aux patrons et demanda au Conseil d'administration du Bureau international du Travail de poser à la Cour de La Haye, la question de la compétence sur le travail du patron dans les boulangeries.

Le problème fut posé dans les termes suivants : « L'Organisation Internationale du Travail a-t-elle compétence pour « élaborer et proposer une réglementation qui, pour assurer « la protection de certains travailleurs salariés, vise en même « temps et accessoirement le même travail personnel du patron ? ».

Par son avis N° 13, en date du 23 juillet 1926, la Cour admit la thèse soutenue par le Directeur du Bureau International du Travail et reconnut la compétence. La souveraineté des États, invoquée par les patrons, dans leur thèse, n'était d'ailleurs pas en péril puisque la Conférence Internationale du Travail n'est pas un Super-Parlement ; son rôle se borne en effet à voter des projets de convention et des recommandations. La Conférence peut, en votant un texte de protection ouvrière, établir accessoirement des obligations à la charge des patrons. Enfin un argument qui était décisif, dans l'espèce soumise à la Cour, était l'absence de toute concurrence internationale dans l'industrie de la boulangerie ; le pain ne constitue pas en effet un article d'exportation (1).

(1) L'Organisation internationale des employeurs industriels avait produit deux consultations rédigées l'une par MM. Berthélemy, Le Fur et Juillot de la Morandière, doyen et professeurs de la Faculté de droit de Paris, et l'autre par Sir Leslie Scott et M. Rimmer. De leur côté le Bureau International du Travail et la Fédération Syndicale internationale avaient fait tenir à la Cour chacun un mémoire.

Les quelques exemples qui viennent d'être cités démontrent suffisamment que l'Organisation Permanente du Travail a une compétence qui se rattache étroitement aux termes du Pacte et du Traité de Paix. En pleine conformité avec les stipulations de ces derniers, le champ de cette compétence a fini par englober toutes les catégories de travailleurs (industriels, agricoles, maritimes, intellectuels, étrangers). Il s'est étendu jusqu'aux mutilés de guerre pour lesquels l'Organisation Permanente du Travail a étudié les méthodes de rééducation professionnelle propres à donner à cette catégorie intéressante de personnes les moyens destinés à assurer leur existence. Il a englobé les émigrants et les immigrants, qui, livrés à eux-mêmes, risquent d'être la proie trop facile d'exploiteurs sans scrupules. Enfin l'Organisation Permanente du Travail a estimé nécessaire de s'occuper des conditions de logement, de l'utilisation des loisirs des travailleurs, du mouvement coopératif, problèmes qui sont étroitement liés aux conditions de travail. Rien de ce qui touche à ces conditions ne lui demeure étranger et sans outrepasser, ainsi que ses adversaires le proclament, les termes de sa mission, l'Organisation Permanente, sous l'autorité éclairée de ses dirigeants, poursuit inlassablement la voie droite qui lui a été tracée par les textes diplomatiques.

2^e SOUS-SECTION

Organisation Financière

En cette matière, ainsi que le déclare M. Albert THOMAS dans son rapport de 1921 (1), présenté à la 3^e session de la Conférence, « le Traité de Paix n'est nullement explicite sur la procédure à suivre pour la répartition des fonds, la vérification et le contrôle des dépenses ».

L'article 399 se borne en effet à stipuler ce qui suit :

« 1. — Chacun des Membres payera les frais de voyage et « de séjour de ses délégués et de leurs conseillers techniques

(1) Cf. Rapport du Directeur, 2^e édition, pp. 28 et 29.

« ainsi que de ses représentants prenant part aux sessions
« de la Conférence et du Conseil d'administration selon les
« cas.

« 2. — Tous autres frais du Bureau International du Tra-
« vail, des sessions de la Conférence ou de celles du Conseil
« d'administration, seront remboursés au Directeur par le Se-
« crétaire général de la Société des Nations, sur le budget gé-
« néral de la Société.

« 3. — Le Directeur sera responsable, vis-à-vis du Secrétai-
« re général de la Société des Nations, pour l'emploi de tous
« fonds à lui versés, conformément aux stipulations du pré-
« sent article. »

Par ailleurs, le Pacte de la Société des Nations et le Traité de Paix ne contiennent aucune directive, qui aurait pu guider les organisateurs de la Société des Nations et de l'Organisation Permanente du Travail.

« Dans le cadre très sommaire tracé par le Traité de Paix
« il a fallu construire progressivement tout l'édifice d'une or-
« ganisation budgétaire » (1).

Après les errements du début où aucune règle précise n'avait pu être établie et où de simples prévisions budgétaires adoptées par le Conseil d'administration avaient permis de mettre des fonds à la disposition du Directeur, on finit par en arriver, après des négociations engagées avec le Secrétariat général de la S. d. N. à l'établissement d'une procédure financière qui devait être suivie à l'avenir par le Bureau.

Les règles suivantes régissent cette procédure :

1°) Autonomie budgétaire reconnue à l'Organisation Permanente du Travail ;

2° Les Gouvernements des divers pays fournissent les fonds nécessaires au fonctionnement de cette Organisation ;

3° La responsabilité de la gestion de ces fonds incombe au Conseil d'administration qui est responsable de leur emploi ;

4° Cette gestion est soumise au contrôle et à la vérification de l'Assemblée de la Société des Nations :

(1) Cf. également op. cit., p. 29.

a) *Préparation du budget.* — Le budget de l'Organisation Permanente du Travail fait d'abord l'objet d'un projet établi par le Directeur du B. I. T. Ce projet est examiné par le *Comité du budget* puis transmis par ce dernier, avec observations à l'appui, au Conseil d'administration qui établit ses prévisions budgétaires pour le prochain exercice financier. Le projet est alors soumis, sous cette dernière forme, en même temps que le budget général de la Société des Nations aux Gouvernements des Etats Membres, avant le 1^{er} juin de chaque année, c'est-à-dire trois mois avant l'Assemblée Générale de la Société des Nations qui se tient au mois de septembre.

Lorsque lesdits gouvernements ont retourné le projet en y joignant telles observations qu'ils jugent utiles, celui-ci est communiqué à la *Commission de contrôle* qui fonctionne comme un organe commun pour toutes les institutions de la Société des Nations. Cette Commission formule ses observations. A l'occasion, elle propose des réductions, ou, le cas échéant, des augmentations. Le Conseil d'administration se réunit à nouveau, donne son avis sur les observations produites.

b) *Vote du budget.* — Le budget de l'Organisation Permanente du Travail incorporé, sous cette dernière forme, dans le budget d'ensemble de la Société des Nations est soumis à l'Assemblée qui le renvoie, pour examen préalable, à sa *quatrième Commission*. Celle-ci propose les amendements qu'elle estime nécessaires, condense ses observations dans un rapport général soumis aux délibérations de l'Assemblée qui vote finalement le budget.

Jusqu'en 1921, le projet de budget de l'Organisation Permanente du Travail ne pouvait être défendu devant l'Assemblée par aucun représentant habilité à cet effet par le Conseil d'administration. A sa session de 1921, la 4^e Commission et l'Assemblée ont estimé qu'il y avait lieu de faire droit aux observations qui avaient été formulées à cet égard, et décidé en conséquence qu'un représentant dudit Conseil pourrait être entendu pendant la discussion du budget à la condition d'y être invité par le Président et sous réserve de l'approbation de l'Assemblée.

c) *Contrôle budgétaire et vérification des comptes.* — Le Conseil de la Société des Nations choisit, au début de chaque année un certain nombre d'*experts comptables*, qui reçoivent, du Secrétariat Général et du Bureau International du Travail, tous les documents nécessaires à l'établissement de leur rapport. Celui-ci, qui porte sur la régularité des écritures, est communiqué, accompagné de l'avis du Conseil d'administration et du projet de budget, aux Etats Membres de la Société des Nations.

Pour compléter ce système l'Assemblée a décidé à sa 2^e session, en septembre 1921, sur le vu du rapport établi par la Commission d'enquête et d'organisation chargée, sous la présidence de M. NOBLEMAIRE, d'examiner les différents services de la Société des Nations, d'instituer une *commission de contrôle* de 3 à 5 membres choisis par le Conseil de la Société parmi les différents Etats Membres.

Cette commission a pour mission d'examiner : 1^o) le budget général et de faire un rapport à l'Assemblée ; 2^o) le budget de l'Organisation Permanente du Travail. En ce qui concerne ce dernier budget 4 membres du Conseil d'administration du B. I. T. sont admis à prendre part aux travaux de la Commission et peuvent être assistés du Directeur ou du Directeur adjoint.

d) *Contribution des Etats Membres aux dépenses de l'Organisation.* — L'article 6 du Pacte de la Société des Nations dispose *in fine* que « les dépenses de la Société des Nations seront « supportées par les Membres de la Société, dans la proportion « décidée par l'Assemblée ».

Cette proportion était basée sur le système adopté par l'Union postale universelle, dans lequel les Etats étaient répartis en sept classes. D'après ce mode de répartition les contributions pour 1921 des Membres de l'Organisation Permanente du Travail avaient été fixées à 342.750 francs or pour la 1^{re} classe et 13.750 francs or pour la 7^e classe. Mais le barème de l'Union postale universelle apparut insuffisant pour les besoins de la Société des Nations. Il fut modifié une première fois en 1921

et une deuxième fois par la 3^e Assemblée. Actuellement la répartition des dépenses a lieu d'après le barème adopté par l'Assemblée à sa 6^e session (26 septembre 1925) pour les années 1926 à 1928. Cette répartition fut corrigée à la 7^e session par suite de l'admission de l'Allemagne et la retraite du Brésil et de Costa-Rica.

Les sommes inscrites au barème actuel oscillent entre 2.878.052 francs-or pour la plus grande contribution (Grande-Bretagne) et 27.410 francs-or pour la plus petite contribution (Luxembourg et Etats assimilés) (1).

Les Budgets de l'Organisation Permanente du Travail de 1919 à 1929. — Parmi les critiques dont la Société des Nations et l'Organisation Permanente du Travail ont été l'objet, certaines tendent à représenter ces organismes comme étant très coûteux. On parle souvent de l'éloquence des chiffres. Ici cette éloquence offre un intérêt particulier en ce qu'elle va permettre de réfuter ces critiques et d'en établir le mal fondé.

A l'origine le budget de l'Organisation Permanente du Travail était évalué en livres sterling.

Du 1^{er} décembre 1919 au 31 mars 1920 les dépenses de cette organisation se sont élevées à 10.000 livres sterling, soit au taux de 20 francs-or par livre, à 200.000 francs-or. Pour les trois derniers trimestres de l'année 1920 ces dépenses ont atteint la somme de 162.000 livres sterling, c'est-à-dire 3.240.000 francs-or.

A partir du 1^{er} janvier 1921 les budgets annuels (2) ont été calculés en francs-or. Le tableau suivant donne les sommes votées par l'Assemblée de la Société des Nations pour les besoins financiers de l'Organisation Permanente du Travail :

(1) Voici, à titre d'exemple, les sommes (exprimées en francs-or) versées annuellement par quelques Etats autres que ceux mentionnés dans le texte : Allemagne et France 2.165.391 frs ; Italie et Japon : 1.644.601 frs ; Inde : 1.534.961 frs ; Canada : 959.350 frs ; Tchécoslovaquie : 794.890 frs ; Royaume des Serbes, Croates et Slovènes : 548.200 frs ; Belgique : 493.380 frs ; Suisse : 465.970 frs.

(2) L'exercice financier de la Société des Nations commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Années	Budget fixé par l'Assemblée
1921	8.762.500 francs-or
1922	7.959.325 —
1923	8.200.462 —
1924	7.032.295 —
1925	7.340.595 —
1926	7.114.938 —
1927	7.697.490 —
1928	7.958.470 —
1929	8.612.640 —

Les sommes figurant dans ce tableau représentent le total net des crédits mis à la disposition de l'Organisation pour faire face à ses dépenses (Conférences, Conseil d'administration, traitements, frais de voyage, entretien et frais généraux de bureau, impression, etc...). Pour obtenir le total brut il suffirait d'ajouter à ces sommes les recettes prévues pour la vente des publications du Bureau International du Travail, et, pour les années 1921 à 1926 les sommes versées à titre de contribution par l'Allemagne avant son admission comme Membre de la Société des Nations.

Dans l'ensemble des dépenses de la Société des Nations celles de l'Organisation Internationale du Travail comptent à peine pour un tiers.

Si l'on examine en effet les chiffres adoptés par l'Assemblée pour le 11^e exercice (1^{er} janvier-31 décembre 1929) on relève les sommes suivantes :

1°) Secrétariat général et organisations spéciales	14.713.085 francs-or
2°) Organisation Internationale du Travail ..	8.612.640 —
3°) Cour Permanente de Justice Internationale ..	2.265.555 —
4°) Immeubles à Genève	1.445.000 —
TOTAL	27.036.280 francs-or

On peut affirmer, sans crainte d'être contredit, qu'aucun ministère d'Etats importants comme l'Allemagne, la France ou le Royaume-Uni de Grande-Bretagne puisse se contenter d'un budget aussi modique pour assurer le fonctionnement de ses services.

Ces dépenses étant réparties entre 54 Etats (55 en comptant le Brésil) on peut juger de la modicité de la part contributive

de chaque habitant des pays envisagés aux dépenses des divers organismes de la Société des Nations.

Le tableau suivant, établi pour 7 Etats Membres, est à cet égard, particulièrement suggestif. Il fait ressortir pour chacun de ces pays, les versements exigés par tête d'habitant pour alimenter le budget total de l'Etat, la part prélevée sur ce budget pour pourvoir aux besoins de la Défense nationale, enfin la part contributive de chaque ressortissant des Etats considérés aux dépenses de la Société des Nations et du Bureau International du Travail (1).

DÉPENSES BUDGÉTAIRES PAR TÊTE D'HABITANT
(en francs-or)

PAYS	Budget total	Défense nationale	Contribution S.D.N. (v compris B.I.T.)	Contribution B.I.T.
—	—	—	—	—
Allemagne	183,54	13,80	0,030	0,009
Autriche	130,22	7,35	0,029	0,009
Belgique	123,21	12,33	0,051	0,016 (1 cent 6)
France	196,24	34,33	0,047	8,017 (1 — 7)
Grande-Breta- gne et Irlande du Nord	424,85	57,91	0,053	0,017
Italie	124,69	27,25	0,033	0,011
Pays-Bas	201,00	28,66	0,019	0,022

De tels chiffres se passent de tout commentaire. Ils réfutent les accusations tendancieuses qui ont été portées contre les organismes de la Société des Nations en ce qui concerne leurs charges financières.

(1) Cf. Jean Delbecq, Dix ans après..., Le Bureau International du Travail en 1928-1929, éditeur Villard et Rabot, Genève 1929.

TROISIÈME PARTIE

LES RÉSULTATS

CHAPITRE I

L'œuvre du Conseil d'Administration et du Bureau International de Travail

Dans la préparation de la réglementation internationale du travail, les activités du Conseil d'Administration et du Bureau International du Travail se conjuguent avec celle de la Conférence générale des Etats Membres. Mais la préparation des travaux de celle-ci incombant aux deux premiers de ces organismes, il paraît logique d'examiner en premier lieu l'œuvre accomplie par ceux-ci dans la période envisagée.

SECTION I

L'œuvre du Conseil d'Administration du Bureau International du Travail

L'activité du Conseil d'Administration se manifeste de trois manières :

1° Par la tenue de sessions destinées essentiellement à préparer l'ordre du jour des sessions de la Conférence générale des Etats Membres ;

2° Par l'institution de commissions collaborant à cette œuvre de préparation ;

3° Par l'exécution de missions arbitrales.

1^{re} SOUS-SECTION

Les Sessions du Conseil d'Administration

Jusqu'au 1^{er} janvier 1930, le Conseil d'Administration du B.I.T. a tenu 46 sessions, au cours desquelles il a établi l'ordre du jour des 14 premières sessions de la Conférence générale des Etats Membres. On verra plus loin les décisions qui furent prises par ledit Conseil, à sa 47^e session, tenue en février 1930, en ce qui concerne plus spécialement les travaux préparatoires de la 14^e session de la Conférence qui doit se réunir au mois de juin prochain. Si l'on envisage le nombre de projets de convention et de recommandations élaborés par celle-ci on mesurera facilement l'importance de l'œuvre accomplie, dans ce domaine, par le Conseil d'Administration au cours de la période 1919-1929 (1).

2^e SOUS-SECTION

Les Commissions du Conseil d'Administration

Pour l'aider dans son œuvre de préparation de l'ordre du jour des sessions de la Conférence, le Conseil d'Administration a non seulement recours aux Services de documentation du B.I.T., mais aussi à des commissions qui ont été créées par lui et qui travaillent en liaison avec ces Services.

Il ne saurait être question, dans le cadre sommaire de cet ouvrage, de donner des détails complets sur les travaux effec-

(1) Répondant à l'invitation du Gouvernement français, le Conseil d'Administration a tenu sa 48^e Session, du 25 au 29 avril 1930, à Paris, au Conseil d'Etat. La session, qui s'est ouverte sous la présidence de M. Pierre Laval, Ministre du Travail, avait à examiner les questions suivantes : Admission de la ville libre de Dantzig dans l'Organisation Permanente du Travail, rapports relatifs à l'application des conventions internationales du travail en vigueur depuis bientôt dix ans, sessions maritimes de la Conférence.

tués par ces commissions au cours de leurs diverses réunions, mais la désignation de ces organismes auxiliaires et la définition de leur objet suffiront, semble-t-il, à donner un aperçu de leur activité dirigée dans le sens de la préparation des travaux de la Conférence.

Ces commissions se divisent en trois catégories :

- I. — *Commissions du Conseil d'Administration* ;
- II. — *Commissions composées d'experts et de représentants des trois groupes du Conseil d'Administration* ;
- III. — *Commissions composées uniquement d'experts.*

I. — *Commissions du Conseil d'Administration.*

Elles sont composées uniquement de membres de ce Conseil.

Indépendamment du Comité du Budget et de la Commission de règlement, le Conseil d'Administration a créé les commissions suivantes :

1° *Commission du travail dans l'industrie houillère.* — Elle a été instituée pour contrôler l'enquête effectuée par le B.I.T. sur les conditions du travail et des salaires dans l'industrie houillère dont il sera question plus loin.

Cette Commission comprend actuellement 3 membres de chacun des 3 groupes des délégués au Conseil.

2° *Commission du chômage.* — Elle a été créée pour suivre les travaux du Bureau en matière de chômage. Elle comprend 3 membres et 2 suppléants.

3° *Commission pour l'étude des charges sociales.* — Elle est chargée de contrôler l'étude entreprise par le B.I.T. sur l'importance des charges sociales dans les divers pays. Elle se compose de 6 membres et de 1 suppléant.

4° *Commission pour la question des langues.* — Elle a été instituée à la suite d'une résolution, adoptée par la Conférence à sa session de 1928, et invitant le Conseil d'Administration à étudier dans son ensemble la question des langues officielles de l'Organisation Permanente au double point de vue technique et financier. Elle se compose de 12 membres.

5° *Commission des conditions de travail dans l'industrie textile.* — Elle a été également créée à la suite d'une résolution

adoptée à la session de 1928 de la Conférence et invitant le Conseil d'Administration à examiner l'opportunité d'entreprendre des études et des recherches sur les salaires, les heures de travail, les conditions d'hygiène et les autres conditions propres à l'emploi des hommes, des femmes et des enfants dans l'industrie textile des divers pays. Elle comprend 12 membres.

II. — *Commissions mixtes.*

Elles sont composées de membres du Conseil d'Administration, d'experts et de représentants d'autres institutions.

1° *Commission paritaire maritime.* — Créée par le Conseil d'Administration le 23 mars 1920, elle est présidée par le Président du Conseil d'Administration ; elle comprend 2 membres de ce Conseil, 7 représentants des armateurs et 7 représentants des marins, 2 membres adjoints armateurs et 2 membres adjoints marins.

Deux sous-commissions ont été instituées pour étudier les problèmes concernant les organismes de port d'une part, et les conditions de séjour des marins dans les ports, d'autre part.

2° *Commission consultative mixte agricole.* — Elle a été instituée le 5 avril 1922 par le Conseil d'Administration, en accord avec l'*Institut International d'Agriculture* de Rome. Elle comprend 3 délégués du Comité permanent de l'*Institut International d'Agriculture* et 3 délégués du Conseil d'Administration du B.I.T. A ces membres permanents sont adjoints un certain nombre d'experts.

3° *Commission permanente des migrations.* — Elle a été créée à la suite de suggestions formulées par le *Congrès mondial des migrations*, tenu à Londres en juin 1926, et de la *Conférence Internationale des pays d'émigration et d'immigration*, tenue à la Havane en 1928. Elle est actuellement composée de 13 membres.

4° *Commission consultative des travailleurs intellectuels.* Elle a été instituée par le Conseil d'Administration en mai 1927. Elle se compose : 1° d'un bureau de 5 membres permanents, dont 3 représentants du Conseil d'Administration et 2 représentants de la Commission internationale de coopéra-

tion intellectuelle de la Société des Nations ; 2° de représentants des organisations internationales et des organisations nationales des travailleurs intellectuels les plus importants ; 3° d'experts.

5° *Comité de correspondance pour l'hygiène industrielle.* — Ce Comité a été créé le 12 avril 1921 par le Conseil d'Administration sous le titre de « Commission consultative d'hygiène ».

Il est composé principalement d'experts ; la plus grande partie de sa tâche s'effectue par correspondance.

Deux sous-commissions, chargées d'étudier spécialement les questions de sécurité d'une part, et de fatigue industrielle d'autre part, ont été également créées.

6° *Commission consultative des employés.* — Créée par le Conseil d'administration en juin 1929, elle se compose de 3 représentants du Conseil d'Administration du B.I.T. de 9 représentants des organisations d'employés et 2 représentants d'organisations d'employeurs.

III. — *Commissions composées uniquement d'experts.*

1° *Comité de correspondance pour les assurances sociales.* — Il a été institué à la suite d'une réunion préliminaire d'experts au mois de septembre 1921.

2° *Commission du travail indigène.* — Créée le 25 mai 1925, elle a été consultée sur la question du travail forcé des indigènes.

3° *Commission de l'article 408.* — Elle est chargée d'examiner les rapports adressés au Bureau par les Gouvernements, conformément à l'article 408 du Traité de Versailles pour l'application des conventions ratifiées ; elle a été instituée par le Conseil d'administration en janvier 1927.

4° *Commission d'experts pour l'étude des questions intéressant les mutilés.* — Cette commission qui travaille en collaboration avec les grandes associations des victimes de la guerre, étudie les questions relatives à l'organisation de l'assistance médicale, à la prothèse et à la protection internationale des invalides. Elle s'emploie aussi à l'étude d'une part, des moyens

propres à étendre aux mutilés du travail les progrès réalisés pour les mutilés de la guerre et, d'autre part, des possibilités d'emploi.

Enfin la *Conférence internationale des statisticiens du travail* s'occupe de l'étude des méthodes suivies dans les différents pays pour l'élaboration et la publication des statistiques du travail (salaires, coût de la vie, etc...).

Le nombre de ces commissions tend d'ailleurs à s'accroître. Actuellement le Conseil d'Administration du Bureau International du Travail est saisi de diverses propositions dans ce sens.

A sa 45^e Session (27-28 mai 1929) ledit Conseil a examiné la question de la constitution de la *Commission mixte de l'attelage automatique* demandée par une résolution de la Conférence internationale du Travail à sa session de 1928. Cette commission sera composée de 28 membres, chacun des trois groupes du Conseil ayant à désigner un de ses membres et 8 experts.

Au mois d'octobre 1929, le représentant du Gouvernement italien, M. de MICHELIS, avait demandé la création d'une *Commission consultative de l'artisanat*. Avant de prendre une décision, le Conseil d'Administration a chargé une sous-commission d'étudier cette proposition. Cette sous-commission a établi un rapport dans lequel elle expose qu'il lui est nécessaire, avant de se prononcer définitivement sur la création envisagée, de procéder à une consultation d'experts. A sa 47^e session (4-8 février 1930) le Conseil d'Administration a adopté le rapport de sa sous-commission.

A cette même session ledit Conseil a adopté diverses mesures en vue de la réorganisation du Sous-Comité de sécurité du Comité de correspondance pour l'hygiène industrielle qui sera désormais constitué en Comité indépendant et s'appellera « *Comité de correspondance pour la prévention des accidents* ».

Il a également adopté les suggestions formulées par le *Comité mixte de la navigation intérieure*, à sa réunion de septembre 1929. Ce Comité, qui est composé de représentants du Conseil d'Administration et du *Comité international pour l'unification du droit fluvial de la Société des Nations*, a demandé

audit Conseil d'examiner la possibilité de réglementer internationalement les conditions du travail sur les principaux réseaux fluviaux européens. Il a en conséquence proposé l'institution d'un Comité d'experts qui serait chargé d'indiquer, en partant de la documentation déjà réunie, les questions qui semblent pouvoir faire l'objet d'une telle réglementation dans des régions à déterminer, et le cas échéant, à défaut de réglementation, les questions susceptibles de provoquer des conflits de lois dont la solution devrait être cherchée.

En dehors de ces diverses Commissions, le Directeur du B.I.T. convoque parfois quelques experts pour une consultation privée, mais ces consultations d'experts ne sauraient être confondues avec les Commissions précitées qui sont des organes réguliers de l'Organisation Permanente du Travail.

3° SOUS-SECTION

Interventions arbitrales du Conseil d'Administration

L'article 312 du Traité de Versailles (Partie X, Clauses économiques, Section VIII) a confié à des commissions spéciales le soin de régler le *transfert des fonds des assurances sociales et assurances d'Etat* dans les territoires cédés par l'Allemagne. Les stipulations de cet article sont reproduits dans l'article 275 du Traité de Saint-Germain avec l'Autriche. Les commissions prévues doivent être composées de 5 membres dont 3 nommés par le Conseil d'Administration du B.I.T. en dehors des ressortissants des Etats intéressés audit transfert, ces derniers étant, de leur côté, appelés à désigner chacun un expert.

En exécution de ces dispositions des experts allemands, français, italiens, suédois et suisses ont été désignés pour procéder au règlement en question pour l'*Alsace-Lorraine*. D'autres commissions ont été également nommées pour assurer le transfert des fonds d'assurance de l'*Allemagne* à la *Pologne*, et de l'*Autriche* à l'*Italie*. Les recommandations formulées par ces diverses commissions ont été soumises, conformément aux articles précités, au Conseil de la Société des Nations et adoptées par celui-ci. Une commission de ce genre s'est réunie aux

mois de juillet et septembre 1929 pour régler le transfert des réserves de l'assurance minière en Haute-Silésie. Les recommandations adoptées par elle ont été également soumises au Conseil de la Société des Nations qui, en définitive, arbitrera la situation.

Le Conseil d'Administration a également rempli d'autres missions arbitrales qui ont été mentionnées à l'occasion de l'examen de la compétence de l'Organisation Permanente du Travail. On se rappelle que ledit Conseil fût appelé à intervenir dans l'affaire des fabriques de tapis de Kerman et dans l'affaire des syndicats espagnols.

Dans le même ordre d'idées, il convient enfin de signaler l'enquête effectuée en Hongrie sur la suppression des libertés syndicales dans ce pays (1) et la mission confiée au Directeur du B.I.T. dans la solution du problème de la Haute-Silésie (2).

SECTION II

L'œuvre du Bureau International du Travail

Le cadre dans lequel doit s'exercer l'activité du B.I.T. a été délimité par l'article 396 du Traité de Paix, ainsi qu'on l'a vu dans un chapitre précédent. D'autre part, l'article 398 du même texte prévoit la collaboration du Bureau avec la Société des Nations.

En se référant aux stipulations des articles précités et des articles correspondants des autres traités de paix, on peut classer sous les trois rubriques suivantes l'œuvre accomplie par le B.I.T. en conformité de ces textes dans la période 1919-1929 :

1° Préparation des travaux des sessions de la Conférence générale des Etats Membres ;

2° Information internationale ;

3° Relations.

(1) Voir infra, Enquêtes sur place.

(2) Voir infra, Coopération du B. I. I. avec la S. D. N.

1^{re} SOUS-SECTION*Préparation des travaux des sessions de la Conférence générale
des Etats Membres*

La préparation technique des sessions de la Conférence est faite par le B.I.T. en collaboration avec les Commissions du Conseil d'Administration et sous le contrôle de ce dernier.

Le B.I.T. élabore, pour chaque question mise à l'ordre du jour de la Conférence, les questionnaires adressés aux gouvernements des Etats Membres ; après réception des réponses à ces questionnaires, il rédige des rapports spéciaux (bleus ou gris) contenant ces réponses ainsi que l'exposé de la législation sociale en vigueur dans les différents pays. Les délégués à la Conférence sont ainsi éclairés sur ces questions et peuvent, en connaissance de cause, voter dans un sens ou dans un autre.

L'examen de l'œuvre réalisée par la Conférence au cours de ses différentes sessions, sur la base des documents préparés par le B.I.T., ne manquera pas de faire apparaître le labeur immense fourni par ce dernier en apportant sa collaboration scientifique à cette œuvre.

2^e SOUS-SECTION*Information internationale*

En vertu des dispositions de l'article 396 du Traité de Paix le B.I.T. est chargé notamment :

1^o De la centralisation et de la distribution des renseignements ;

2^o De leur élaboration.

La centralisation des renseignements est assurée par la *Bibliothèque* qui comptait, à la fin de 1929, 280.000 ouvrages. Cette bibliothèque a été constituée tout d'abord à l'aide des volumes et documents provenant de la bibliothèque de l'Office International du Travail de Bâle. Elle s'enrichit tous les jours de nombreuses publications traitant de tous les sujets sociaux.

Une *bibliographie* de l'Organisation internationale du Travail a été publiée par le B.I.T. en 1927. Cette bibliographie sera

complétée chaque année, par un supplément, au moment de la réunion de la Conférence.

La centralisation des renseignements est également assurée par le *Service de Documentation* du Bureau qui procède au dépouillement systématique des périodiques des principaux pays et établit des *fiches documentaires* originales permettant de retrouver rapidement les articles traitant des questions se rapportant au travail.

Une *cinémathèque du travail* ou *répertoire de films cinématographiques* relatifs à l'œuvre du B.I.T. et aux questions sociales en général complète cette abondante documentation.

Dans ce domaine, le B.I.T. est en contact étroit avec l'*Institut international du cinématographe éducatif*, créé sur l'initiative du gouvernement italien, entretenu par lui avec siège à Rome, et placé sous l'autorité de la Société des Nations.

Dans le même ordre d'idées, il a été institué une *collection iconographique* composée de gravures, reproductions lithographiques, de vues ou de portraits photographiques se rapportant au travail.

L'*élaboration* des renseignements incombe à la *Division des Renseignements et des Relations du Bureau*, dont les attributions ont été énumérées plus haut.

Enfin la *distribution des renseignements* est assurée par certains services du B.I.T. (*Service d'information, Section de statistiques, Section de législation*) qui ont à répondre aux demandes de plus en plus nombreuses émanant des gouvernements, des particuliers, associations, etc... et portant sur les questions les plus variées de la vie sociale (1).

Cet aspect de l'activité du B.I.T. fait de ce dernier, suivant l'expression employée par M. ALBERT THOMAS, « un grand *Clearing House* de renseignements sur tout le mouvement économique et social ». C'est au Bureau « qu'il appartient ainsi de « marquer l'unité du mouvement économique universel. C'est

(1) En 1924 le B. I. T. eût à répondre à 505 demandes de renseignements. Ce chiffre s'est élevé à 687 en 1925, à 812 en 1926, à 920 en 1927 et à 1054 en 1928.

« lui qui permet, de confronter, en matière de réformes, les « expériences et les résultats » (1).

L'œuvre d'information internationale du B.I.T. s'exerce d'autre part par l'exécution d'enquêtes prescrites par le Conseil d'Administration ou par la Conférence, et l'édition de publications dont la valeur scientifique a été reconnue par les adversaires les plus déterminés de l'Organisation Permanente du Travail.

On en arrive ainsi à étudier ces deux autres aspects de l'activité du B.I.T.

PARAGRAPHE 1

Les Enquêtes du Bureau International du Travail

On peut les diviser en deux catégories :

- 1^o Enquêtes sur place ;
- 2^o Enquêtes spéciales.

1^o *Enquêtes sur place.* — Elles sont faites par des fonctionnaires du B.I.T. sur des questions importantes.

On peut citer comme enquêtes de ce genre celles se rapportant : à la crise du chômage en Angleterre, à la production et au service obligatoire de travail en Hongrie, aux conditions de travail et de production dans le bassin de la Haute-Silésie, au Service obligatoire de travail en Hongrie, aux conditions de travail et de vie des prisonniers de guerre russes internés dans les camps d'Allemagne, etc...

2^o *Enquêtes spéciales.* — Les enquêtes qui précèdent ont été faites sur l'initiative exclusive du Directeur du B.I.T.

D'autres, d'une importance particulière, ont été ordonnées par le Conseil d'Administration du Bureau International du Travail. Celui-ci décida au cours de sa session d'avril 1921 que les questions soumises au B.I.T. et se référant à des enquêtes spéciales et importantes devaient lui être soumises en même temps que le plan général de l'enquête et le devis des frais.

(1) Cf. Albert Thomas, l'Organisation Internationale du Travail et la première année de son activité, p. 7, Genève 1921.

Indépendamment de ces enquêtes il convient de mentionner également l'*Enquête sur les conditions du travail dans la Russie des Soviets* qui ne pût être effectuée sur place, les autorités soviétiques ayant refusé de laisser pénétrer en territoire russe la mission qui avait été désignée par le Conseil d'Administration pour procéder à cette investigation.

Parmi les autres enquêtes effectuées par le B.I.T. on doit réserver une place spéciale à l'*Enquête sur la production*.

a) *L'Enquête sur la production*. — Cette enquête fut décidée par le Conseil d'Administration, au cours de sa session de Gênes, le 9 juin 1920, sur l'initiative du groupe patronal qui avait mandaté à cet effet, M. PIRELLI, délégué italien et fit voter la résolution suivante :

« Le Conseil décide de confier au Bureau le soin de faire « une enquête sur la production, considérée dans ses rapports « avec les conditions du travail et le coût de la vie ».

Cette motion fut votée à l'unanimité.

La direction de l'Enquête fut confiée à un haut fonctionnaire du B.I.T., M. Edgard MILHAUD, Chef de section français, agrégé de l'Université, Professeur à la Faculté des Sciences économiques et sociales de l'Université de Genève, bien connu par de nombreux travaux.

Un *mémoire introductif à l'Enquête sur la production* fut élaboré et soumis, dès octobre 1920, au Conseil d'Administration, au cours de sa session de Genève.

Ce mémoire renfermait les premiers renseignements recueillis sur le problème posé et exposait, d'une façon détaillée, le plan de l'Enquête.

Le Conseil d'Administration donna son accord à la note préliminaire et au mémoire introductif.

Après élaboration des questionnaires qui devaient être envoyés aux gouvernements et aux organisations préfessionnelles des divers pays, le directeur de l'enquête procéda à des enquêtes sur place, au cours de missions effectuées dans l'Europe centrale, les pays balkaniques et en France.

Indépendamment du *Mémoire introductif* (224 pages), l'enquête comprend le *Rapport Général*, divisé en cinq tomes,

dont trois en deux volumes, et ne compte pas moins de 5.669 pages, illustrées d'un très grand nombre de diagrammes et comportant de nombreux tableaux statistiques.

Le tome I est en quelque sorte le prolongement du Mémoire introductif. Il marque les caractéristiques de la crise économique qui a sévi sur le monde, presque immédiatement après la guerre : crise de déficit, crise de marché, resserrement de la production, crise de chômage ; il envisage le problème de la production et la reconstruction économique de l'Europe et quelques aspects nouveaux du problème des conditions du travail.

Le tome II, divisé en 2 volumes, est consacré à l'étude des faits.

Le 1^{er} volume envisage successivement la production générale en étudiant comparativement un certain nombre de produits fondamentaux et donne un aperçu récapitulatif ainsi que des informations diverses concernant certains pays.

Le 2^e volume, divisé en 3 sections, est consacré à l'étude du rendement par ouvrier dans les différents pays.

Les deux ordres de fait précités (production générale, rendement par ouvrier) étant ainsi établis, le Rapport général aborde, dans le tome III, l'explication des faits, en s'attachant à dégager, d'une part, les facteurs économiques généraux, d'autre part, les facteurs relatifs au travail et aux travailleurs.

A cet effet, les facteurs économiques généraux sont répartis en sept sections : 1^o crise des matières premières ; 2^o crise de l'outillage ; 3^o crise des transports ; 4^o crise des capitaux ; 5^o crise des débouchés ; 6^o crise des changes ; 7^o autres facteurs généraux et notamment action des déplacements de frontières.

Quant aux facteurs relatifs au travail qui font l'objet des 2 volumes du tome IV, ils sont répartis en dix sections : 1^o conséquences démographiques immédiates de la guerre ; 2^o crise de la formation professionnelle ; 3^o crise de la main-d'œuvre ; 4^o changements survenus dans les conditions de vie des travailleurs ; 5^o santé ouvrière ; 6^o rôle des facteurs psychologiques et moraux ; 7^o opposition ouvrière aux systèmes de salaires proportionnels au rendement ; 8^o grèves et lock-out ; 9^o chômage ; 10^o réduction de la durée du travail.

L'auteur de l'enquête envisage les changements survenus dans la durée quotidienne et hebdomadaire du travail et les effets de cette réduction avant et pendant la guerre, il conclut sur les résultats de l'établissement de la journée de 8 heures et il examine la journée de 8 heures dans ses rapports avec la crise de production de l'après-guerre.

Enfin le tome IV se termine par une série d'annexes se rapportant aux différentes formes de salaires dans divers pays, aux conditions du travail dans l'industrie minière au Royaume-Uni, au pourcentage de la main-d'œuvre dans l'ensemble des coûts de production, à la répartition professionnelle des tués et blessés au Royaume-Uni.

Dans le tome V, divisé également en 2 volumes, sont envisagées, dans 12 sections, les solutions préconisées, les expériences faites dans les divers pays, pour aboutir à la restauration économique et au relèvement de la production ainsi que l'action conduite par les Parlements nationaux et les divers gouvernements pour pallier les effets désastreux d'une crise économique, aux aspects multiples et changeants, mais qui a été incontestablement dominée par la crise des changes.

b) *Enquête sur la liberté syndicale en Hongrie.* — A la date du 1^{er} mai 1920, le Directeur du B.I.T. fut saisi d'une demande du ministre hongrois des Affaires étrangères tendant à l'envoi, en Hongrie, d'une mission qui serait chargée d'entrer en relation avec les chefs syndicalistes et le gouvernement de ce pays pour se rendre compte si les persécutions dont les ouvriers déclaraient être victimes étaient ou non fondées. Le Conseil d'Administration estimant que cette enquête risquait de revêtir un caractère politique, chargea le Directeur d'envoyer, sous sa responsabilité, trois fonctionnaires du Bureau, MM. BLUMEL, PARDO et William MARTIN, avec mission de constater les faits allégués. Les résultats de l'enquête ont été publiés par le Bureau dans un rapport intitulé : « La liberté syndicale en Hongrie » qui reproduit, sans commentaire, les documents rapportés par la mission.

c) *Enquête sur les salaires.* — Elle fut décidée en avril 1921 par le Conseil d'Administration à la demande du Gouvernement britannique.

Le but de cette enquête était, non pas d'étudier le taux des salaires dans les divers pays, mais d'examiner simplement les mesures prises par un grand nombre de ceux-ci pour régler les salaires dans les industries les moins organisées et aussi pour essayer d'adapter un pareil système de réglementation à certaines industries présentant un intérêt général pour la communauté.

Cette enquête fut dirigée dans trois sens :

- 1° Etat actuel de la législation dans les divers pays ;
- 2° Résultats de l'application des mesures législatives ou réglementaires en vigueur ;
- 3° Etude des travaux scientifiques publiés sur la réglementation des salaires.

d) *Enquête sur le système des trois équipes dans l'industrie métallurgique.* — Cette enquête a été entreprise en 1920-1921 par le B.I.T. à la demande de la *Taylor Society* des Etats-Unis, association qui groupe des ingénieurs, des chefs de fabrication et des chefs d'exploitation portant un intérêt particulier à la question du rendement dans l'industrie.

La longue durée du travail dans l'industrie métallurgique des Etats-Unis avait déjà provoqué une certaine agitation depuis 1910. La grève de l'acier de 1919 donna un regain d'actualité à cette question. Certains représentants de la *Taylor Society* ayant été chargés d'effectuer une enquête sur l'application du système des trois équipes dans l'industrie métallurgique aux Etats-Unis et désirant connaître la situation existant dans les autres pays, demandèrent au B.I.T. de leur apporter leur concours dans la tâche qu'ils devaient entreprendre. Le Bureau adressa, en décembre 1920, aux Etats Membres de l'Organisation et aux principales associations patronales et ouvrières des divers pays, un questionnaire relatif à l'application du système en question. Ce questionnaire amena les réponses des Gouvernements, des patrons et des ouvriers de dix-huit pays. Elles furent reproduites *in extenso* dans un ouvrage de 162 pages, paru en septembre 1922 dans la *Série D, des Etudes et documents* du B.I.T. Ces réponses portaient sur les points suivants : mesure dans laquelle le système est appliqué, influence

sur la production et le prix de revient, influence sur la condition des ouvriers et répercussions techniques. L'une des annexes de l'ouvrage donne des extraits de la législation relative à la durée du travail dans les industries à fonctionnement continu des divers pays.

e) *Enquête sur l'application de la loi sur la journée de huit heures dans la marine marchande française.* — A sa première session (novembre 1920) la *Commission paritaire maritime* qui avait été instituée par la Conférence de Gênes, en exécution d'une résolution du Conseil d'Administration, avait exprimé le vœu qu'une enquête fût instituée au sujet de l'application de la loi du 2 août 1919 sur la journée de huit heures dans la marine marchande française, en vue de préciser les modalités pratiques de cette application.

Le but de l'enquête était de recueillir une information concrète qui permit d'utiliser l'expérience déjà faite et d'y trouver éventuellement les bases d'une réglementation internationale de la durée du travail dans la marine.

Pour assurer à cette information toute l'objectivité désirable, le B.I.T. estima qu'il était nécessaire de faire appel à la fois à la collaboration du Gouvernement français, à celle du Comité central des Armateurs de France et à celle de la Fédération nationale des Syndicats maritimes. Le Gouvernement français, par l'intermédiaire de M. Arthur FONTAINE, Président du Conseil d'Administration, et les deux organisations précitées furent invités à faire parvenir au Bureau International du Travail « un rapport sommaire sur l'application de la loi « du 2 août 1919 et du décret du 24 février 1919, contenant des « informations précises au sujet des horaires effectivement en « vigueur sur les navires des différents types, pour les diverses « catégories de personnel et les divers genres de navigation ».

D'autre part, le Directeur du B.I.T. chargea deux fonctionnaires du Bureau d'aller rechercher au Havre et à Marseille, à bord des navires, des informations complémentaires susceptibles d'éclairer au besoin la documentation recueillie par correspondance.

Les résultats de cette enquête furent présentés dans un rapport d'une centaine de pages qui fut publié en 1921.

f) *Enquête sur le chômage*. — Elle fut prescrite par la Conférence internationale du Travail à sa session de 1921, à la suite d'une résolution présentée par M. SCHURCH, délégué ouvrier suisse, dont la proposition initiale se trouva amendée d'une part sur l'intervention du délégué du Gouvernement britannique, Sir MONTAGUE BARLOW demandant que l'enquête portât non seulement sur les aspects internationaux, mais sur les aspects nationaux de la crise et les remèdes à y apporter, d'autre part sur l'intervention de M. JOUHAUX, délégué ouvrier français, qui proposa la convocation d'une conférence internationale spéciale à laquelle participeraient tous les pays.

On verra plus loin, lorsqu'on examinera les divers aspects de la collaboration apportée par le B.I.T. à la Société des Nations dans quelles conditions fut réunie la Conférence économique de Gênes (1922), qui fut précisément saisie de la question du chômage, et les décisions qui furent adoptées à cet égard. Mais d'ores et déjà il convient d'indiquer que les résultats de l'enquête demandée par la Conférence furent publiés dans un rapport ayant pour titre : « *Les Remèdes au Chômage* » et dans lequel sont uniquement envisagées les mesures prises dans les divers pays pour pallier les effets de ce fléau. Ces mesures ont été groupées sous trois rubriques : indemnisation des chômeurs, répartition du travail disponible et développement des possibilités d'emploi. Ce rapport, publié en 1922, a été complété par une étude intitulée : « *La Crise de Chômage 1920-1923* », parue en 1924, dans la série C des « Etudes et documents » du Bureau, et « L'Enquête sur le chômage », annexée au Rapport du Directeur à la 6^e Session de la Conférence et complétée d'un « *Memorandum pour le Bureau International du Travail sur les travaux accomplis jusqu'ici par l'Organisation économique et financière de la Société des Nations en vue de faciliter la reprise du commerce international et par conséquent de remédier dans une certaine mesure au chômage* ».

g) *Enquête sur l'orientation professionnelle*. — Une résolution de M. MERTENS, délégué ouvrier belge, attira l'attention de la Conférence sur cette question à la session de 1922.

A la suite d'une décision du Conseil d'Administration un travail systématique fut entrepris dans ce domaine. Ce travail porta sur toutes les questions intéressant la formation professionnelle dans les différents pays : pré-apprentissage, orientation professionnelle, apprentissage proprement dit et enseignement technique.

Des monographies ont été publiées qui exposent dans ses grandes lignes, la situation actuelle de la question dans divers pays : Allemagne, Belgique, France, Grande-Bretagne, etc...

h) *Enquête sur la conciliation et l'arbitrage dans les conflits du travail.* — A sa 6^e Session, la Conférence internationale du Travail adopta une résolution de M. MANNIO, délégué gouvernemental de la Finlande, chargeant le Bureau d'étudier spécialement cette question. A sa session d'octobre 1924, le Conseil d'Administration discuta de la portée et de la tendance de l'enquête et demanda au B.I.T. de consacrer une attention toute particulière à ladite question.

L'enquête a donné lieu à une série de monographies portant sur le ou les systèmes en vigueur dans quarante pays relativement à la prévention des conflits du travail et de l'arbitrage obligatoire.

i) *Enquête sur les conditions de travail dans les mines de charbon.* — A la suite d'une résolution du Comité de la *Fédération internationale des Ouvriers mineurs* soumise à la Conférence internationale du Travail (7^e Session, 1925) celle-ci avait elle-même adopté une résolution invitant le B.I.T. à entreprendre une enquête sur les *salaires et la durée du travail dans les mines de charbon*. Les résultats de cette enquête ont été publiés en 1928 et ont servi de base, ainsi qu'on le verra plus loin, aux travaux de la *Conférence technique préparatoire des pays européens producteurs de charbon*, réunie à Genève, au mois de janvier 1930. Sur la proposition de la *Commission du travail dans l'industrie houillère*, il a été décidé que le B.I.T. continuerait cette enquête en étendant ses recherches aux autres conditions de travail dans les mines : hygiène, sécurité, chômage, etc...

j) *Enquête sur le pouvoir d'achat des salaires dans un certain nombre de villes européennes.* — Cette enquête a été demandée par M. FORD, le grand industriel américain. M. FILÈNE, de Boston, a mis à la disposition du B.I.T., une somme de 25.000 dollars pour lui permettre de mener à bien ce travail.

A sa session de juin 1929, le Conseil d'Administration adopta le principe de l'enquête dont les modalités furent arrêtées le 9 septembre suivant, d'un commun accord entre le Directeur du Bureau International du Travail, trois représentants désignés à cet effet et M. FILÈNE. Le problème à résoudre par le Bureau est le suivant : il s'agit de déterminer le niveau de vie que permet, à Détroit (Etats-Unis), un salaire de 6 dollars, puis rechercher quel salaire il faudrait pour assurer un niveau de vie équivalent dans les villes européennes considérées. La tâche du Bureau est de fournir des chiffres exacts, établis suivant des méthodes rigoureusement scientifiques et qui permettront de tirer des conclusions.

A sa 46^e Session (4-8 octobre 1929) le Conseil d'Administration a approuvé les accords intervenus et insisté sur la nécessité d'une collaboration étroite avec les Services statistiques nationaux et locaux.

k) *Enquête sur les conditions de travail dans les industries textiles.* — Cette enquête a été décidée par une résolution adoptée par la Conférence internationale du Travail (11^e Session 1928) qui, prenant en considération les difficultés économiques existant dans les diverses branches de l'industrie textile à travers le monde et désireuse de trouver une solution à ces difficultés estima qu'il serait opportun « d'entreprendre des études et des recherches » dans le plus bref délai possible « sur les conditions de travail, et notamment les salaires, les heures de travail, les conditions d'hygiène et les autres conditions propres à leur emploi, des hommes, des femmes et des enfants employés dans l'industrie textile des divers pays ».

A la suite de cette résolution, le Conseil d'administration à sa session d'octobre 1928, à Varsovie, décida de constituer dans son sein la *Commission des conditions de travail dans les industries textiles* dont il a été question plus haut.

Au cours de ses 1^{re} et 2^e Sessions, tenues respectivement les 24 et 25 juin, les 9 et 10 décembre 1929, cette Commission aborda l'examen des propositions du Bureau International du Travail concernant l'enquête à entreprendre sur les industries textiles : pays et industries à considérer, étude des salaires, de la durée du travail, d'autres aspects des conditions du travail tels que la question du rendement, la question du chômage, l'hygiène dans les industries textiles, la prévention des accidents, le travail des femmes et des enfants, etc...

La Commission suggéra que l'enquête du Bureau International du Travail considère les pays suivants :

Pays européens : Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, France, Grande-Bretagne, Hollande, Hongrie, Italie, Pologne, Roumanie, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, Suisse et Tchécoslovaquie.

Pays non européens : Brésil, Chine, Etats-Unis, Inde, Japon, Mexique.

L'étude du Bureau devra porter en premier lieu sur les industries du coton et de la laine, et, ultérieurement, sur l'industrie de la soie artificielle. Elle sera limitée aux établissements producteurs employant la force motrice.

L'enquête devra considérer, non seulement le travail des hommes adultes, mais celui des femmes et des adolescents et tenir compte de l'état d'avancement du machinisme dans les divers pays, ainsi que des facilités et des aptitudes au travail résultant du milieu.

Les questionnaires adressés aux gouvernements des pays considérés comprendront une partie portant sur les statistiques des salaires et de la durée du travail et une partie concernant les méthodes de réglementation des heures de travail et de paiement des salaires, les allocations familiales, les cotisations aux assurances sociales, le nombre des ouvriers et l'importance des établissements.

Le plan de l'enquête arrêté suivant ces directives à la 2^e session de la Commission des conditions de travail dans les industries textiles a été adopté par le Conseil d'Administration à sa 47^e Session (4-8 février 1930), lequel a invité le Bureau

International du Travail à envoyer, pour information, aux gouvernements en question le rapport de la Commission et le questionnaire établi par le Bureau.

Les réponses qui seront fournies par ces gouvernements à la lettre d'envoi accompagnant le rapport et le questionnaire seront soumises à une nouvelle réunion de la Commission du textile en vue de l'établissement d'un rapport pour le Conseil d'Administration qui décidera si les dispositions prévues sont suffisantes pour demander aux gouvernements de procéder à l'enquête dans leurs pays respectifs.

1) *Autres Enquêtes.* — L'activité du B.I.T. dans ce domaine ne s'est pas bornée aux quelques enquêtes qui viennent d'être citées. Des investigations ont été ou sont actuellement poursuivies sur les *charges sociales d'assurance ou d'assistance dans divers pays*, sur les *conditions de travail dans la pêche des éponges, du corail et de divers autres produits sous-marins*, sur les *conditions de travail dans les pays asiatiques*, sur la *sécurité des chauffeurs professionnels d'automobiles*, sur les *conditions de travail dans les studios de cinématographie*, sur le *placement des exécutants du spectacle*, sur le *chômage des travailleurs intellectuels*, sur les *conditions de travail des musiciens et les effets du développement de la musique mécanique*, sur la *protection des inventions des salariés*, sur la *cessation de service pour raison de conscience dans le journalisme*, etc... Questions brûlantes d'actualité à l'étude desquelles le B.I.T. apporte toute sa science avec la volonté d'améliorer sans cesse les conditions du travail de toutes les catégories de salariés.

PARAGRAPHE 2

Les Publications du Bureau International du Travail

Il a été indiqué plus haut que, parmi les obligations qui lui incombait en vertu du Traité de Paix, le B.I.T. avait notamment celle d'assurer la rédaction et la publication en français, en anglais et éventuellement en toutes autres langues que le Conseil d'Administration jugerait bon d'adopter, d'un *bulletin*

périodique consacré à l'étude des questions concernant l'industrie et le travail et présentant un intérêt international.

Une telle publication ne pouvait être entreprise dès le début de l'Organisation. Il fallait en effet que le B.I.T. possédât un personnel suffisamment entraîné. Aussi n'est-ce qu'en 1921 que cette publication pût être commencée. Depuis cette époque le Bureau s'est attaché à se conformer aux prescriptions édictées par l'article 396 et, interprétant largement celles-ci, il a publié non seulement le bulletin prévu à cet article mais d'autres documents périodiques consacrés précisément « à l'étude de questions concernant l'industrie et le travail et présentant un intérêt international ».

Dans cet ordre d'idées, on peut citer le *Bulletin Officiel*, la *Revue Internationale du Travail*, les *Informations sociales*, l'*Annuaire International du Travail*, etc...

Mais indépendamment de ces publications qui revêtent un caractère périodique, le B.I.T. publie également d'autres documents à périodicité irrégulière ou qui ne paraissent que lorsque les circonstances l'exigent (enquêtes spéciales, études de certains services techniques, etc...).

A. — PUBLICATIONS A PÉRIODICITÉ RÉGULIÈRE. — Elles comprennent :

1° Le *Bulletin Officiel* qui est, comme son nom l'indique, le journal officiel du B.I.T. Il publie les documents et les textes nécessaires à la constitution d'un répertoire officiel complet de l'histoire de l'Organisation et de son activité. Il a la périodicité réclamée par les circonstances.

Le Bulletin Officiel est publié depuis 1920 (1) ; en français et en anglais ; pendant deux ans (1920-1922) il a paru également en allemand. Un volume rétrospectif contient, sur la création et les premiers travaux de l'Organisation, des documents officiels d'un incontestable intérêt historique.

2° La *Revue internationale du Travail* qui publie mensuellement, sur les problèmes du travail et de l'industrie, une série d'études et d'articles de documentation scientifique, dont

(1) A cette époque et jusqu'au 1^{er} janvier 1921, le *Bulletin Officiel* parut sous le titre de *Bulletin d'Information*.

certaines sont dus à la collaboration de publicistes et d'économistes éminents ou de personnalités marquantes du monde patronal et ouvrier. En même temps, elle rend compte de l'activité scientifique du Bureau en étudiant les questions qui rentrent dans le champ immédiat de ses recherches, tantôt parce qu'elles sont inscrites à l'ordre du jour de la Conférence, tantôt parce qu'elles ont fait l'objet de projets de convention, de recommandations ou de demandes d'enquêtes. Ces articles sont suivis d'un certain nombre de rubriques : analyses de rapports ou comptes rendus d'enquêtes portant sur les divers problèmes du travail ; informations statistiques sur les salaires, le chômage et l'emploi, les prix et le coût de la vie, etc... ; renseignements bibliographiques. Il est publié chaque mois des notices sur les principaux ouvrages, documents, études, etc... consacrés à des sujets d'un caractère économique ou social et une liste des mesures législatives récentes affectant la condition des travailleurs ou le régime du travail.

3° Les *Informations sociales* donnent chaque semaine des renseignements d'actualité sur les événements principaux de la vie sociale et économique.

Ces renseignements sont classés sous diverses rubriques : Organisation internationale du Travail ; Organisations patronales et ouvrières ; Travailleurs intellectuels ; Fonctionnaires ; Employés ; Travailleurs indigènes ; Vie économique ; Chômage et placement ; Conditions de travail ; Assurances sociales ; Hygiène et sécurité industrielles ; Conditions de vie ; Travail des femmes et des enfants ; Coopération ; Formation professionnelle ; Agriculture ; Marine marchande.

La rubrique consacrée à l'Organisation internationale du Travail relate les travaux de la Conférence, l'activité du Bureau, la ratification des conventions et l'application des recommandations (1).

(1) Les *Informations sociales* ont remplacé le 1^{er} janvier 1922 les *Informations quotidiennes*, qui, elles-mêmes, avaient été substituées le 1^{er} janvier 1921 à la *Revue quotidienne de presse* publiée par le Bureau depuis le 1^{er} septembre 1920.

Les *Informations sociales* sont complétées par un supplément bi-mensuel consacré aux « Questions russes ».

4° L'*Annuaire international du Travail*, publié en français, en anglais et en allemand, est divisé en 7 parties :

La 1^{re} partie contient un exposé de la constitution et des attributions de la Société des Nations et de l'Organisation internationale du Travail, ainsi qu'une énumération des services gouvernementaux, commissions et conseils officiels qui s'occupent des questions du travail et de l'industrie dans les différents pays.

Les 2^e et 3^e parties renferment des listes des organisations internationales et nationales les plus importantes de patrons et d'ouvriers.

Les 4^e et 5^e parties contiennent des indications relatives aux organisations internationales ou nationales de travailleurs intellectuels ou d'anciens combattants.

La 6^e partie donne la liste des principales organisations coopératives de diverses catégories.

Enfin, la 7^e partie renferme une liste de diverses organisations qui s'occupent de questions intéressant plus ou moins directement le travail et l'industrie.

5° La *Chronique mensuelle des Migrations* donne un aperçu des principaux événements intéressants les migrations à travers le monde ainsi qu'une analyse de tous les documents importants, statistiques et autres, relatifs aux mouvements migratoires.

Les divers chapitres de cette chronique sont consacrés respectivement à l'activité internationale, à la politique des gouvernements et à la législation nationale, aux organisations privées et aux rapports annuels et autres documents statistiques sur les mouvements migratoires dans les divers pays.

En plus de ces chapitres, chaque numéro de la *Chronique* contient des tableaux mensuels internationaux groupant de façon systématique toutes les données globales statistiques disponibles sur les migrations, ainsi qu'une liste bibliographique signalant les ouvrages récemment parus.

Cette publication est complétée par l'*Index de la Chronique* qui permet de retrouver les articles parus de 1922 à 1924 dans la *Revue Internationale du Travail* et de 1924 à 1926 dans les *Informations sociales*.

6° La *Chronique de la Sécurité industrielle*, qui paraît depuis le 1^{er} mars 1925 tous les deux mois, en trois langues (français, anglais, allemand) a pour but de servir de lien entre tous les éléments — patrons, ouvriers, experts techniques, fonctionnaires des services d'inspection, associations pour la sécurité — qui, dans tous les pays, s'intéressent à la question de la prévention des accidents du travail, et rendre possible une collaboration internationale dans le domaine de la sécurité industrielle.

La *Chronique* donne des articles et des études sur le développement général de l'œuvre de prévention des accidents et sur les progrès techniques enregistrés en la matière. Elle fournit des renseignements sur l'activité des institutions spéciales, sur les accidents remarquables et sur les statistiques d'accidents. Un chapitre est consacré à la reproduction ou à l'analyse, lors de leur apparition, des lois et règlements relatifs à la sécurité et des rapports officiels. Elle contient une importante partie bibliographique, donnant une liste des livres et périodiques spéciaux du monde entier. Enfin, une dernière rubrique renferme un certain nombre de spécimens de nouvelles affiches de sécurité employées dans les divers pays.

7° La *Bibliographie d'hygiène industrielle*, périodique trimestriel, dont la publication a commencé en mai 1922 d'abord dans la *Revue Internationale du Travail*, puis plus tard sous forme de publications séparées, permet au Bureau de trouver la documentation dont il a besoin pour ses propres études et de répondre aux demandes de renseignements, de plus en plus nombreuses qui lui sont adressées soit par des savants et techniciens, soit par des personnes qui s'intéressent à l'hygiène industrielle, branche relativement récente de la science et de la pratique médicales.

Depuis la fin de 1923, cette bibliographie est complétée par un *catalogue de films cinématographiques* relatifs au travail et où sont mentionnés les films intéressants ou nouveaux.

8° Le *Résumé mensuel des Travaux de l'Organisation Internationale du Travail* (1) donne un aperçu très complet des travaux du Conseil d'Administration et de ses commissions, du Bureau International du Travail et de la Conférence.

B. — PUBLICATIONS A PÉRIODICITÉ IRRÉGULIÈRE. — On comprend sous cette rubrique, la *Série législative*, les *Documents de la Conférence et les Etudes et Documents*.

1° La *Série législative* contient les textes des principales dispositions législatives de protection ouvrière des différents Etats. Publiée en trois éditions (anglaise, française et allemande), elle constitue sous une forme nouvelle, la continuation du recueil des lois ouvrières, publié par l'*Association internationale pour la Protection légale des Travailleurs*, à Bâle, dans le *Bulletin de l'Office International du Travail*, dont le dernier volume a paru en 1919.

2° Le *Recueil international de jurisprudence du travail* (publication commencée en 1925) forme le complément naturel de la *Série législative*. Il contient les principales décisions de tribunaux relatives aux questions de travail et montre ainsi comment sont appliquées et interprétées les lois dont la *Série législative* donne le texte.

3° Les *Documents de la Conférence internationale du Travail* comprennent les Questionnaires et les Rapports publiés par le Bureau en vue de la préparation des sessions de la Conférence générale, le Rapport du Directeur de la Conférence, le Compte rendu définitif de chaque session, et les textes authentiques des projets de convention et des recommandations adoptés à chaque session. Les documents paraissent normalement, en français et en anglais, mais, dans certains cas, les questionnaires sont publiés en d'autres langues importantes (allemand, espagnol, etc...).

4° Les *Etudes et Documents* comprenaient à l'origine de courts rapports et articles, ou reproductions de documents présentant un intérêt spécial d'actualité au point de vue des problèmes du travail. A partir de la publication de la « Revue

(1) Le *Résumé mensuel des Travaux de l'Organisation Internationale du Travail* est présenté sous une forme identique à celle du *Résumé mensuel des Travaux de la Société des Nations*.

Internationale du Travail », le caractère des « Etudes et Documents » s'est sensiblement modifié. Un grand nombre des études publiées antérieurement comme fascicules séparés dans cette série ont été incorporées dans la « Revue ». et les « Etudes et Documents », devenus moins nombreux, n'ont plus guère compris que des études ou monographies importantes, nettement distinctes, par leur caractère et leur portée, des articles publiés sous les diverses rubriques de la « Revue ». Telles sont les études parues sur : *Le mouvement syndical dans la Russie des Soviets* (série A) ; *Les relations industrielles aux Etats-Unis*, par H.-B. Butler (série A) ; *La liberté syndicale* (série A) ; *L'organisation scientifique du travail en Europe*, par P. Devinat (série B) ; *Bibliographie du Chômage* (série C) ; *Les méthodes de fixation des salaires minima* (série D) ; *La Céruse* (série F) ; *L'assurance-maladie obligatoire* (série M) ; *L'assurance-maladie libre* (série M) ; *La réglementation des migrations* (série O).

Les *Etudes et Documents* sont répartis, en séries, d'après leurs sujets.

Il ne saurait être question, il va sans dire, d'énumérer toutes les études ou monographies publiées dans les différentes séries. On se bornera donc à en indiquer les principales. Indépendamment des documents sus-mentionnés, on peut citer :

SÉRIE A. — VIE SOCIALE (mouvement syndical et liberté syndicale).

Les *Relations industrielles aux Etats-Unis* sont le résumé des résultats d'une enquête effectuée dans ce pays par M. H.-B. BUTLER, Directeur adjoint du B.I.T.

Les divers aspects de la question, la situation économique de la classe ouvrière, les tendances des syndicats et du patronat américain, les tentatives faites pour améliorer les relations entre employeurs et travailleurs grâce à la représentation et l'actionnariat ouvrier et à la collaboration systématique avec les syndicats, sont exposés et analysés avec une réelle compétence dans cet ouvrage dont la conclusion met en lumière les principes qui se dégagent de l'expérience américaine et essaie de

déterminer dans quelle mesure ces principes peuvent être appliqués dans les autres pays.

Outre cette étude qui offre un très vif intérêt, la Série A contient des études sur les *Congrès internationaux des syndicats*.

En 1929, a été publié le quatrième volume du grand ouvrage sur *La liberté syndicale* qui doit être complété avant peu par le cinquième et dernier volume.

SÉRIE B. — *CONDITIONS ECONOMIQUES* (production, conditions du travail, etc...).

La production du charbon dans la Ruhr (1920).

Documents relatifs aux projets d'organisation internationale pour la répartition des matières premières ou des denrées alimentaires (1920).

Les conditions de travail et de production dans le bassin minier de la Haute-Silésie (1920).

La socialisation des mines de charbon en Allemagne (1921).

L'organisation de l'industrie et les conditions du travail dans la Russie des Soviets (1922).

Le service obligatoire de travail en Bulgarie. Mission d'étude du Bureau International du Travail, par MAX LAZARD (1922).

Les conseils d'entreprise en Allemagne, par Marcel BERTHELOT (1924).

L'évolution des conditions du travail dans la Russie des Soviets (1924).

Législation et conditions du travail dans l'industrie au Japon, par IAWO F. AYUSAWA (1926).

Dans cette série il convient de réserver une mention spéciale à l'*Organisation Scientifique du Travail*, rédigée par M. DEVINAT, et publiée en 1926.

Ce dernier ouvrage renferme les résultats de l'enquête que le *Twentieth Century Fund* avait confiée en 1925 au Directeur de l'Institut de l'Organisation scientifique du Travail.

Il comprend quelques chapitres principaux : une étude générale de l'évolution du mouvement avant, pendant et après la guerre, un essai de classification des institutions qui, dans toute l'Europe, s'occupent au titre de recherches, de propagande.

d'enseignement, ou d'application, des problèmes d'organisation scientifique du travail, un aperçu des applications tentées dans les milieux intéressés : employeurs, ouvriers, techniciens, ainsi que dans l'opinion publique.

Cette étude, qui a fait l'objet d'enquêtes sur places et de longues correspondances, a été une excellente préparation à l'étude d'un sujet que la Conférence économique de 1927 avait retenue comme un article de son programme.

De sa lecture se dégage l'impression que l'organisation scientifique du travail n'a pas fait moins de progrès au cours de ces dernières années en Europe qu'en Amérique et qu'elle a constitué l'un des moyens les plus efficaces de relèvement économique de certains pays affaiblis par la guerre ou par les événements qui l'ont suivie.

L'ouvrage précité a été édité en trois langues (français, anglais et allemand).

SÉRIE C. — CHOMAGE (assurance, statistiques, etc...)

La législation britannique sur l'assurance chômage.

L'action gouvernementale dans la lutte contre le chômage en Italie.

Statistique du chômage dans différents pays de 1910 à 1922 (1922).

Les méthodes d'établissement des statistiques du chômage. Réponses des Gouvernements (1922).

La crise de chômage 1920-1923 (1924).

Le problème du chômage en Grande-Bretagne. Ses aspects nationaux et internationaux (1924).

L'assurance-chômage. Etude de législation comparée (1925).

La stabilisation de l'emploi aux Etats-Unis, par J. R. BELLERBY (1926).

SÉRIE D. — SALAIRES ET DURÉE DU TRAVAIL

Fluctuations des salaires dans différents pays de 1914 à 1921

L'application du système des trois équipes à l'industrie métallurgique (oct. 1922).

La durée du travail dans l'industrie : Allemagne, Belgique, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas,

Suisse, Tchécoslovaquie, etc... Chacun de ces pays a fait l'objet d'une monographie distincte.

Fluctuations des salaires dans différents pays de 1914 à 1922 (1923).

Les fluctuations des salaires dans différents pays de 1914 à 1925 (1926).

Les méthodes de fixation des salaires minima (1927).

Les salaires et la durée du travail dans les mines de charbon (1928).

Les allocations familiales (1924).

Les conditions de vie des ouvriers dans les pays à change déprécié (1925).

Dans la SÉRIE D deux études offrent un intérêt particulier. Ce sont :

« *Les méthodes de fixation des salaires minima* » et

« *Les salaires et la durée du travail dans les mines de charbon* » :

La première de ces études examine la portée et l'application des lois sur les salaires minima de différents pays. Elle étudie spécialement les moyens à employer pour augmenter les salaires des ouvriers dans les professions où les tarifs sont exceptionnellement bas et où l'organisation est incomplète.

La première partie de l'ouvrage est consacrée à un examen international des problèmes primordiaux de la fixation des salaires minima, où sont envisagés tour à tour les objets divers de la législation sur la matière, les systèmes d'application et les principes généraux (salaire vital, capacité de paiement de l'industrie).

Dans la deuxième partie, sont exposées la législation et la procédure d'application adoptées dans chaque pays.

La deuxième de ces publications expose les résultats de l'enquête sur la durée du travail et les salaires dans les mines de charbon d'Europe en 1925 dont il a été question précédemment (1).

(1) Voir les Enquêtes du B. I. T. p. 144.

SÉRIE E. — INDEMNISATION ET RÉÉDUCATION
DES MUTILÉS DE LA GUERRE

Dans cette série ont paru diverses études sur l'*indemnisation des infirmités de guerre* en Allemagne, Autriche, aux États-Unis, en France, en Grande-Bretagne, en Pologne et en Tchécoslovaquie.

On peut mentionner en outre les deux études suivantes :

L'organisation du placement des invalides par l'obligation d'emploi dans les services publics et dans les entreprises privées (avril 1921).

Les mutilations et les appareils de prothèse, par le D^r Florent MARTIN (1924).

SÉRIE F. — HYGIÈNE INDUSTRIELLE

Cette série réunit toute la documentation scientifique relative aux maladies professionnelles et aux moyens propres à les prévenir ou à les combattre. Elle comprend un certain nombre d'études sur la céruse, l'intoxication saturnine, le charbon, l'inspection médicale du travail, etc...

On peut citer comme présentant un intérêt spécial :

Le cancer de la vessie chez les ouvriers travaillant dans les fabriques d'aniline (février 1921).

Mémoires sur l'intoxication saturnine dans l'industrie (traduction du « *Memorandum on Industrial Lead Poisoning* ». Publication du Service de l'inspection des fabriques du Ministère de l'Intérieur), septembre 1921.

Désinfection de la laine en Grande-Bretagne. Prévention du charbon (traduction de « *Prevention of Anthrax among industrial workers* ». Publication du Ministère de l'Intérieur, septembre 1921).

L'hygiène de l'œil et le travail industriel.

— *Les problèmes de l'éclairage industriel* (1923).

La prévention du charbon dans les tanneries, par le D^r H. LEYMAN (1923).

L'emploi de la céruse dans la peinture. Rapport présenté en février 1923, au Ministre de l'Intérieur de Grande-Bretagne (1923).

L'hygiène industrielle et l'Organisation internationale du Travail (1923).

L'Inspection médicale du travail. Réunion internationale des inspecteurs médecins du travail (Düsseldorf, septembre 1926).

SÉRIE F bis. — *Sécurité industrielle*

Le B. I. T. a fait paraître sous cette rubrique un certain nombre d'études dont la plus importante, parue en 1924, portait sur un sujet dont l'inscription à l'ordre du jour de la Conférence avait été demandée à la 5^e session (résolution de M. SCHURCH, délégué ouvrier suisse).

Parmi les études intéressantes traitées sous cette rubrique on peut mentionner : « *L'attelage automatique et la sécurité des travailleurs des chemins de fer* » (1924).

SÉRIE G. — LOGEMENT ET BIEN-ÊTRE

Les problèmes du logement en Europe depuis la guerre (1924) et les conditions de logement aux États-Unis (1925).

SÉRIE H. — COOPÉRATION

Dans cette série, l'ouvrage suivant : « *La coopération dans la Russie des soviets* », publiée en 1925, en anglais et en français, est le résultat d'une étude préparée par le Bureau international du Travail exclusivement d'après des sources officielles et où sont exposées la politique communiste du gouvernement des Soviets envers la coopération, le rôle de cette dernière dans le système économique, les résultats de la période communiste pour le mouvement coopératif, la politique du capitalisme d'Etat, le développement, l'organisation et l'activité de la coopération dans les conditions nouvelles et les réformes les plus récentes entreprises dans le domaine de la coopération.

Le premier volume de cette étude est consacré à la politique coopérative en général pendant la période du communisme et à la coopération de consommation sous le régime de la nouvelle politique économique. Il sera suivi du second volume consacré aux autres formes du mouvement coopératif (coopération agricole, coopération de production et artisanale, coopération de crédit).

SÉRIE I. — ENSEIGNEMENT

Il convient de signaler dans cette série, comme offrant un réel intérêt, l'ouvrage suivant :

L'orientation professionnelle. Ses problèmes et ses méthodes, par le Docteur Ed. CLAPARÈDE, Professeur à l'Université de Genève (1922).

SÉRIE K. — AGRICULTURE

Parmi les études de cette série il convient de retenir :

« *La journée de huit heures des travailleurs agricoles devant la Chambre française* » (1921) ; les « *Documents relatifs à la réglementation du travail dans l'agriculture en France* » et « *Représentation et organisation des travailleurs agricoles* » (1928).

Le premier de ces ouvrages relate les débats qui ont eu lieu devant la Chambre française des députés au sujet de la compétence de l'Organisation Permanente du Travail en matière agricole.

Quant à la 3^e étude (*Représentation et organisation des travailleurs agricoles*), la plus importante de la Série, elle comprend :

1°) Une analyse de la représentation des travailleurs agricoles dans l'Organisation internationale du Travail ; 2°) Un essai de définition du « travailleur agricole », complété par un examen comparatif de la situation du petit propriétaire et de celle du salarié agricole ; 3°) Une analyse de la classification des travailleurs agricoles et un examen des organisations nationales de travailleurs agricoles dans un certain nombre de pays.

SÉRIE L. — TRAVAILLEURS INTELLECTUELS

Cette série constitue un des aspects nouveaux de l'œuvre scientifique du B. I. T. Travaillant en étroite collaboration avec l'*Institution Internationale de Coopération intellectuelle*, le Bureau a été amené à entreprendre des investigations sur les conditions de vie des travailleurs intellectuels.

Dans ce dernier ordre d'idées, deux publications ont été éditées. Ce sont :

« *Les ingénieurs et chimistes. Leurs conditions de vie et de travail* » (1924) et « *Les conditions de vie et de travail des journalistes* » (1928).

Cette dernière étude passe en revue la situation des journalistes dans les divers pays au point de vue de l'aspect général de la profession, de la formation du journaliste, du degré d'organisation de la profession, des conditions de travail proprement dites (durée du travail, repos hebdomadaire, vacances, etc..), des salaires du marché du travail et des institutions de prévoyance. Elle relève les différences frappantes qui existent d'un pays à un autre en ce qui concerne la situation du journaliste.

SÉRIE M. — ASSURANCES SOCIALES

La Série M est incontestablement l'une des plus importantes des *Etudes et Documents* étant donné le grand intérêt de la question des assurances sociales.

Parmi les études publiées dans cette série on peut mentionner les suivantes :

1°) *Les problèmes généraux de l'assurance sociale*. Cette étude comprend six parties précédées d'une introduction sur le développement historique des assurances sociales et d'un tableau des lois principales relatives à la réparation des accidents du travail, à l'assurance sociale obligatoire et à l'assistance sociale.

Les grands problèmes généraux de l'assurance sociale, tels que le champ d'application, les prestations, les ressources financières, les régimes financiers et les organes d'application y sont traités.

La sixième partie est consacrée à l'importante question de l'unification des assurances sociales.

2°) *La réparation des accidents du travail*. — Ce rapport comporte un examen de toutes les lois nationales sur la réparation des accidents du travail en vigueur à la fin de 1924, excepté celles des Etats-Unis et du Mexique, et analyse ces lois selon le plan suivant : 1° les personnes et les industries assujetties à la loi ; 2° les risques couverts ; 3° l'indemnisation des acci-

dents du travail ; 4° les garanties de paiement et l'assurance ; 5° le règlement des litiges ; 6° la situation des travailleurs étrangers.

3°) *La réparation des maladies professionnelles.* — Cette étude, qui est consacrée aux maladies professionnelles, donne la définition de ces maladies et indique leurs caractéristiques et les méthodes employées pour indemniser les victimes. Une analyse des dispositions des législations nationales qui visent particulièrement les maladies professionnelles complète cette étude. Dans la mesure où ces maladies sont assimilées aux accidents du travail et donnent lieu à réparation à ce titre, le rapport sur les maladies professionnelles complète celui sur la réparation des maladies du travail.

4°) *La réparation des accidents du travail aux Etats-Unis.* — L'auteur de cet ouvrage, M. Ralph BLANCHARD, Professeur à l'Université de Columbia, après un bref examen de l'aspect constitutionnel de la question, étudie le champ d'application des législations, les prestations, les garanties, l'administration et le règlement des conflits. Des annexes ont trait au nombre de personnes assujetties, aux lois de réparation, aux dispositions législatives régissant certaines maladies professionnelles ou opérations spécifiées, à la comparaison du montant des indemnités dans les divers Etats.

Une carte indique quelle était, le 1^{er} janvier 1925, la réparation des systèmes obligatoires et facultatifs de réparation des accidents du travail aux Etats-Unis.

5°) *L'assurance-maladie obligatoire.* — Cet ouvrage est une analyse des législations nationales et des résultats de leur application. Il a été préparé pour la session de 1927 de la Conférence Internationale du Travail, qui était appelée à voter des projets de convention et des recommandations sur l'assurance-maladie.

L'ouvrage comprend six parties consacrées à un examen systématique de caractère international des aspects essentiels de l'assurance-maladie obligatoire : champ d'application ; prestations ; ressources et régime financier ; institution et organes de contrôle ; conflits, juridictions, infractions et sanctions ;

situation des travailleurs étrangers. Il contient un résumé schématique des conceptions qui ont conduit à des solutions positives et une analyse des traits essentiels des systèmes nationaux.

Enfin dans cet ouvrage sont mis en évidence les résultats de l'application des législations nationales ; à cet effet des statistiques sont fournies, qui portent sur une période assez étendue : 1913 (année normale d'avant-guerre) à 1925.

6°) *L'Assurance-maladie libre* (1927). — Cette étude, a, comme la précédente, été préparée pour la session de 1927 de la Conférence internationale du Travail qui devait se prononcer sur le principe même de la liberté ou de l'obligation d'assurance-maladie. En raison de l'extrême variété des institutions d'assurance libre et aussi du caractère très fragmentaire des informations recueillies sur certains pays, le B. I. T. n'a pu, comme pour l'assurance obligatoire, procéder à une analyse comparative internationale des systèmes nationaux d'assurance libre. Les monographies nationales, qui portent sur 19 pays, permettent d'avoir une vue d'ensemble sur la valeur des résultats obtenus par l'effort international de prévoyance libre.

SÉRIE N. — STATISTIQUE

Les méthodes de classification des industries et professions (1923).

Les méthodes de la statistique des salaires et de la durée du travail (1923).

Les méthodes de la statistique des accidents du travail (1923).

Les baromètres économiques. Rapport présenté au Comité économique de la Société des Nations (1924).

Méthodes d'établissement des nombres-indices du coût de la vie (1925).

Les méthodes des statistiques du chômage (1925).

Les méthodes de la statistique des conflits du travail (1926).

A cette liste il convient d'ajouter les brochures éditées sur les *Conférences internationales des statisticiens du Travail* (années 1924-1925, etc...) et les études suivantes :

1°) *Les méthodes d'enquête sur les budgets familiaux* (1926)

— Dans cet ouvrage, les méthodes adoptées dans différents pays

pour procéder aux enquêtes sur les budgets familiaux et les buts de telles enquêtes, sont examinées d'une façon détaillée.

2°) *Les méthodes de la statistique des conventions collectives* (1926). — Dans cette étude sont analysés les problèmes généraux de la statistique des conventions collectives ainsi que les objets de cette statistique. Après un examen approfondi des meilleures méthodes statistiques, l'ouvrage passe en revue divers systèmes de classification et étudie les propositions qui ont été faites tendant à instituer une complication plus ou moins uniforme de manière à faciliter les comparaisons internationales.

3°) *Les méthodes de la statistique des habitations* (1927). — Cette étude est une documentation statistique large et précise sur les divers aspects de la question du logement, problème, qui à l'heure actuelle retient si fortement l'attention des autorités et de l'opinion publique. Coordonner sur une base nationale et internationale les multiples statistiques touchant à ce domaine qui sont établies actuellement dans les différentes villes et les différents pays, tel a été le but de cette étude qui constitue le premier essai systématique dans ce sens, englobant les diverses branches de la statistique de l'habitation : statistique des logements, des bâtiments et des parcelles cadastrales, des conditions d'habitation, des loyers, du marché du logement et de la construction. L'ouvrage contient un exposé et une discussion des différentes méthodes qui ont été utilisées jusqu'ici.

SÉRIE O. — MIGRATIONS

Dans cette série, le B. I. T. a fait paraître les ouvrages suivants :

1°) *Les Mouvements migratoires* dont trois éditions successives (1925, 1926, 1929) envisagent respectivement les périodes 1920-1923, 1920-1924 et 1925 à 1927.

2°) *La Réglementation des migrations* comportant 3 volumes :

- a) *Les législations sur l'émigration* (1927) ;
- b) *Les législations sur l'immigration* (1928) ;
- c) *Conventions et traités internationaux* (1929).

Cet ouvrage forme la deuxième édition, notablement augmentée et mise à jour de l'étude intitulée « *Emigration et immigration. Législation et traités* » qui avait été publiée en 1922, et contenait des renseignements portant sur 76 pays, colonies, territoires, etc... Dans le nouvel ouvrage le nombre de ceux-ci a été porté à environ 200.

SÉRIE P. — MARINS

L'étude la plus importante éditée dans cette série a pour titre *Le Contrat d'engagement des marins*. Elle avait été préparée en vue de la 9^e session de la Conférence Internationale du Travail (session maritime 1926). Ce volume réunit la série des travaux entrepris par le Bureau en vue de l'élaboration du statut international des marins préconisé par la Conférence à sa session de Gênes (1920) et forme un recueil des lois et règlements en vigueur dans quarante pays, sur l'engagement, le licenciement, le rapatriement et la discipline des gens de mer.

Il convient de citer en outre l'étude intitulée : *La protection de la santé des marins contre les maladies vénériennes* (1926) et *La Durée du Travail à bord* (1929) qui est un recueil des législations et des contrats collectifs appliqués dans les différents pays maritimes.

C. — *Publications non périodiques ou occasionnelles*. Elles comprennent les « *Etudes spéciales* » et les « *Publications diverses* ».

1°) *Etudes spéciales*. — Sous cette mention le B. I. T. fait paraître un certain nombre d'ouvrages comprenant généralement les résultats d'enquêtes d'une nature déterminée effectuées par ses services. On peut citer dans cet ordre d'idées :

a) *Les conditions du travail dans la Russie des Soviets*. — Questionnaire méthodique et bibliographique préparé pour la mission d'enquête en Russie (1920) ;

b) *Statut international des marins*. Communication adressée aux Gouvernements par le B. I. T. (1921) ;

c) *La production et le travail dans l'industrie minière de la Ruhr de 1918 à 1920* (1921).

- d) *Enquête au sujet de l'application de la loi sur la journée de huit heures dans la Marine Marchande française* (1921) ;
- e) *La liberté syndicale en Hongrie* (1921) ;
- f) *La loi de huit heures dans l'agriculture en Tchécoslovaquie* (1921) ;
- g) *Enquête sur le chômage. Les remèdes au chômage* (1922) ;
- h) *Rapport technique sur les questions agricoles* (1921) ;
- i) *Enquête sur la production* :
 - I. — *Mémoire introductif* (1929),
 - II. — *Rapport général* (1924-1925) ;
- j) *Les méthodes des statistiques de l'émigration et de l'immigration* (1922) ;
- k) *Emigration et immigration. Législation et traités. Ouvrage contenant une analyse comparative des textes législatifs et diplomatiques en vigueur* (1922) ;
- l) *Bibliographie des questions ouvrières et sociales dans la Russie des Soviets* (1922) ;
- m) *Le Placement des Invalides* (1923) ;
- n) *L'Inspection du travail. Le développement et le régime actuel de l'organisation dans les différents pays* (1923) ;
- o) *Hygiène du travail. Encyclopédie d'hygiène de pathologie et d'assistance sociale, envisagée au point de vue du travail, de l'industrie et des professions.*

Ce dernier ouvrage contient la documentation existante dans les différents pays sur les divers travaux qui doivent être considérés comme insalubres.

Etant donné l'étendue et l'importance des connaissances qu'exigeait la préparation d'un tel travail, il a été fait appel, pour l'établissement du plan et pour la rédaction de certains articles, à la collaboration des membres du Comité de correspondance d'hygiène du B.I.T. et au concours d'experts éminents de divers pays.

La publication de cet ouvrage considérable qui comprenait environ 150 fascicules à la fin de 1929, doit être terminée en 1930.

2°) *Publications diverses.* — Sont rangés dans cette catégorie tous les documents ou brochures publiés occasionnelle-

ment par le Bureau International du Travail et qui ne rentrent dans aucune des rubriques ci-dessus énumérées. On peut mentionner comme telles les publications suivantes :

Statuts et Règlements de l'Organisation Permanente du Travail (1929) ;

Rapport présenté à la Conférence des Préliminaires de la Paix par la Commission de législation internationale du Travail (1920) ;

Clauses des Traités de Paix relatifs au travail (1920) ;

L'admission de l'Allemagne et de l'Autriche dans l'Organisation permanente du Travail (1920) ;

L'Organisation Internationale du Travail et la première année de son activité (1921), par M. Albert THOMAS ;

Rapport présenté à la Conférence des Préliminaires de la Paix par la Commission de législation internationale du Travail (1920) ;

Projets de convention et recommandations adoptées par la Conférence Internationale du Travail au cours de ses onze premières sessions (1919-1928) ;

L'Organisation Internationale du Travail et les assurances sociales (1925) ;

Un certain nombre de brochures de propagande présentant sous une forme concise l'œuvre accomplie par l'Organisation Permanente du Travail dans le domaine de la protection ouvrière ;

L'Organisation Internationale du Travail et le Travail des femmes (1929) ;

L'Organisation Internationale du Travail et la protection des enfants (1926) ;

L'Organisation Internationale du Travail et le chômage (1927) ;

L'Organisation Internationale du Travail et les Migrations (1927) ;

L'Organisation Internationale du Travail et les marins (1927) ;

3^e SOUS-SECTION

RELATIONS

Paragraphe 1

Relations avec les Etats et divers Groupements nationaux et internationaux

L'activité du B. I. T. ne se borne pas à préparer les travaux de la Conférence Internationale du Travail, à faire des enquêtes ou des recherches scientifiques et à publier les résultats de cette activité dans des documents dont l'impartialité et l'objectivité ont assuré à l'Organisation Permanente un renom universel. En relations constantes avec les Etats Membres dont les gouvernements lui adressent des demandes de renseignements de plus en plus nombreuses portant sur la législation sociale ou sur l'interprétation à donner aux décisions de la Conférence, le B. I. T. est également en rapport avec les Etats qui ne font pas partie de l'Organisation et qui ne négligent pas de faire appel à sa documentation scientifique. Tels sont les Etats-Unis d'Amérique, le Mexique, la Russie, la Turquie et l'Egypte.

Avec les *Etats-Unis*, les relations ont une tendance de plus en plus marquée à se développer grâce à l'activité déployée par le Bureau de correspondance de Washington et aux voyages entrepris dans ce pays par le Directeur et le Directeur-adjoint du B. I. T. et qui contribuèrent à amener les administrations publiques et certains groupements tels que les Chambres de Commerce, la Confédération américaine du Travail, l'Association Américaine pour la législation du travail, l'Association sociologique américaine à adresser au B. I. T. des demandes d'information.

Il ne faut pas passer sous silence la part qu'apporte la Grande République d'Amérique à la collaboration internationale pour la rationalisation de l'industrie. D'autre part il convient de signaler la participation, à la 11^e session de la Conférence de M. William CAMERON, Directeur du « *National Safety Council* » qui a mis à la disposition du B. I. T. les résultats acquis aux Etats-Unis par le « *Safety First Movement* » et la participation

les travailleurs intellectuels, les organisations patronales et les organisations coopératives ; relations enfin avec la presse. La simple énumération de ces diverses relations indique assez le souci d'impartialité qui anime les dirigeants de l'Organisation constamment à la recherche de « l'unité et la bonne entente internationale de tous ceux qui veulent établir une législation internationale du travail ».

C'est dans le même but d'interpénétration, de collaboration, de collaboration internationale que le B. I. T. participe à certains travaux de la Société des Nations.

Paragraphe 2

Coopération du Bureau International du Travail avec la Société des Nations

Le Bureau International du Travail coopère d'une manière très active avec la Société des Nations. Entre ces deux organismes il n'existe aucune cloison étanche. Mais il convient de bien marquer que cette coopération s'effectue dans les limites mêmes du Traité de Paix, chacun de ces organismes ayant ses attributions propres.

Cette coopération est en effet prévue par l'article 398 du Traité de Paix qui stipule que « le Bureau International du Travail pourra demander le concours du Secrétaire général de la Société des Nations pour toutes questions à l'occasion desquelles ce concours pourra être donné ».

Si le Bureau se trouve saisi de problèmes dont l'examen n'est pas de sa compétence, études purement économiques, répartition de matières premières, par exemple, il doit renvoyer ces questions au Secrétariat général de la Société des Nations.

Si réciproquement, le Secrétariat est saisi de questions revêtant un caractère social il est tenu de s'adresser au B. I. T. C'est ainsi qu'en 1921 le Bureau fut appelé à participer à la solution du *problème de la Haute-Silésie*. A la demande du Président de la Commission mixte instituée par la Conférence des Ambassadeurs, le 20 octobre 1921, un fonctionnaire du Bureau

fut chargé de recueillir des renseignements sur les questions relatives à la situation des syndicats et aux assurances sociales.

Par la suite, un *Comité consultatif du Travail*, dont le Président fut M. Albert THOMAS, fut chargé de donner des avis à la Commission mixte sur les questions ouvrières en Haute-Silésie.

La coopération du B. I. T. à l'activité de la Société des Nations se manifeste encore par la participation de ses représentants aux diverses commissions fonctionnant près de cette Société. Le B. I. T. assure une collaboration étroite avec la *Commission de coopération intellectuelle*. A cet égard il a fourni une importante documentation sur les conditions de travail des musiciens, des ingénieurs et des journalistes. Le Bureau est également représenté au *Comité d'hygiène*, à la *Commission permanente des mandats*, à la *Commission des communications et du transit*, à la *Commission consultative pour la protection de l'enfance et de la jeunesse*, au *Comité de la traite des femmes et des enfants*, à la *Commission pour la suppression de l'esclavage*, à la *Commission préparatoire de la Conférence du désarmement* (1), et à la *Commission mixte des crises économiques*.

C'est pour l'étude des questions relatives au chômage que le B. I. T. apporte sa collaboration à cette dernière Commission.

Cette collaboration s'est manifestée une première fois lors de la réunion de la *Conférence économique de Gênes* (1922) et une deuxième fois à l'occasion de la tenue de la *Conférence économique internationale* (1927).

Ainsi qu'on le verra plus loin, la Conférence internationale du Travail réunie à Genève en 1921 s'était préoccupée de la crise mondiale du chômage et avait invité le B. I. T. à procéder à une enquête sur l'aspect national et international de la « crise » du chômage et des moyens de le combattre ».

Le Gouvernement italien invita le 4 avril 1922, le Bureau

(1) La S. D. N. a adjoint à la Commission préparatoire de la Conférence du désarmement une commission mixte chargée d'examiner les aspects économiques de la question du désarmement. Cette dernière commission comprend 2 membres ouvriers (MM. Jouhaux et Oudegeest) et 2 membres patronaux (MM. Hodac et Oersted) du Conseil d'Administration, ces deux derniers agissant en leur nom personnel.

à « envoyer à la Conférence de Gênes des « experts techniques « en vue d'apporter éventuellement et à la requête de la Conférence le concours de leurs informations et documentation « aux travaux de la Conférence même ».

Le Conseil d'Administration déféra à cette invitation. Il envoya une délégation qui comprenait, outre M. Albert THOMAS, deux délégués gouvernementaux (Sir Montague Barlow et M. de Michelis), deux délégués ouvriers (MM. Jouhaux et Poulton), membres du Conseil d'Administration.

La question russe retint surtout l'attention de la Conférence. Néanmoins celle-ci détermina le rôle du Travail dans l'œuvre de reconstruction économique en appelant l'attention des Etats « sur l'intérêt que présentent les conventions et recommandations votées par les Conférences internationales du « Travail, étant entendu que chaque Etat réserve son droit en « ce qui concerne la ratification d'une ou plusieurs des conventions susvisées ».

En ce qui concerne le chômage, la Conférence vota un certain nombre de résolutions recommandant notamment aux Etats de prendre en considération les mesures préconisées par la Conférence de Washington sur le chômage et de collaborer à l'enquête sur le chômage décidée par la Conférence Internationale du Travail en 1921.

La Conférence économique internationale de 1927 avait été réunie à la suite d'une résolution de la 6^e Assemblée de la Société des Nations qui était « convaincue que la paix économique que contribuera grandement à assurer la paix des peuples ».

Le 15 décembre 1925, le Conseil de la Société des Nations avait décidé la constitution d'un *comité préparatoire* aux travaux duquel participèrent MM. JOUHAUX et HODAC, membres du Conseil d'administration. Trois sièges avaient en outre été réservés dans ce Comité à des personnes qualifiées pour représenter la classe ouvrière : M. OUDEGEEST, Secrétaire la Fédération syndicale internationale ; M. EGGERT, membre du Comité de direction de la Fédération des Syndicats allemands ; M. Arthur PUGH, Président du Conseil général du Congrès des syndicats britanniques. Enfin le Président du Conseil d'administration,

M. Arthur FONTAINE, avait été invité à assister aux séances du Conseil de la Société des Nations.

Le Comité préparatoire tint deux sessions au cours de l'année 1926.

Le B. I. T. avait préparé les documents suivants :

1^o *Questions de population :*

a) Rapport statistique sur les mouvements artificiels de la population et sur les migrations en général ;

b) Rapport sur les législations relatives au mouvement de la main-d'œuvre et aux migrations en général ;

c) Rapport sur les variations et les inégalités des niveaux de vie des ouvriers dans les différents pays.

2^o *Questions agricoles :*

Etude sur la part du coût de la main-d'œuvre dans le coût total de la production agricole.

3^o *Questions industrielles :*

L'organisation scientifique du travail en Europe.

4^o *Questions commerciales :*

a) Résultats de quelques-unes des enquêtes établissant la comparaison entre les prix de détail du commerce privé et ceux des sociétés coopératives de consommation ;

b) Rôle des organisations coopératives dans le commerce international du blé, des produits laitiers et de quelques autres produits agricoles.

Outre ces 7 rapports, sur demande de M. JOUHAUX, membre du Comité préparatoire, et selon une méthode adoptée par le Comité lui-même, le B. I. T. sur la question des ententes industrielles, considérées du point de vue social et du point de vue de la défense des travailleurs et des consommateurs, demanda à M. W. OUALID, Professeur à la Faculté de Droit de Paris et à M. Julius HIRSCH, Professeur à l'Université de Berlin de fournir deux mémoires, le premier sur les ententes industrielles internationales et leurs conséquences sociales, le deuxième sur les monopoles nationaux et internationaux au point de vue des intérêts de l'ouvrier, du consommateur et de la rationalisation.

La Conférence économique se réunit le 4 mai 1927 et termi-

na ses travaux le 23 du même mois. Le Président du Conseil d'administration du B. I. T. s'attacha à mettre en lumière « les « analogies et les connexités des fins de l'Organisation Inter-
« nationale du Travail et de celles de la Conférence économique
« internationale : justice sociale et paix économique ».

La Conférence chargea le Bureau de recueillir toutes informations relatives aux salaires, aux heures de travail et aux conditions du marché du travail. Elle créa en outre un *Comité consultatif permanent* au sein duquel furent admis trois membres ouvriers du Conseil d'administration : MM. JOUHAUX, MULLER et OUDEGEEST.

La collaboration instituée en 1927 se poursuivit en 1928. A la fin de sa première session le *Comité consultatif* fut « heureux
« de constater combien avait été féconde la collaboration à
« l'Organisation économique, du Bureau international du Tra-
« vail ».

Il prit deux résolutions visant les interventions de l'Organisation économique de la Société des Nations dans les questions du charbon et du sucre.

En ce qui concerne la résolution relative à la crise charbonnière, le Conseil de la Société des Nations renvoya au Comité économique l'étude de cette question. Celui-ci décida d'entreprendre en premier lieu, par les soins d'une délégation spéciale une enquête sur les divers aspects du problème : production, consommation, négoce et transport. Après avoir pris les avis des praticiens appartenant aux milieux gouvernementaux et patronaux, la délégation estima nécessaire de poursuivre sa consultation technique et économique dans les milieux ouvriers. Dans ce but le Comité économique s'adressa au B. I. T., l'invitant à l'aider, par ses informations et ses relations à choisir neuf experts ouvriers ressortissants des neuf principaux pays producteurs de charbon. Ces experts furent entendus au cours d'une session qui eut lieu du 27 février au 2 mars 1929. Les avis exprimés par ces différents techniciens déterminèrent finalement l'Assemblée de la Société des Nations à formuler une résolution invitant le Conseil d'administration du Bureau à inscrire, à l'ordre du jour de la Conférence Internationale du Tra-

vail en 1930 les questions relatives aux conditions de travail dans les mines. On verra plus loin la suite qui fut donnée à cette suggestion.

Dans le domaine économique il y a lieu de mentionner également la coopération du B. I. T. à l'établissement de l'*Institut International pour l'Organisation Scientifique du Travail* fondé en vertu de décisions du Conseil d'administration du Bureau International du Travail (16 octobre 1926), du *Twentieth Century Fund* de Boston (24 décembre 1926) et du *Comité International d'Organisation Scientifique* (25 janvier 1927). Cet Institut a pour fonctions de rassembler et de distribuer des informations relatives à l'organisation scientifique du travail, d'en étudier les problèmes et de réunir toutes les personnes et institutions qui s'intéressent à la rationalisation de la production.

Le B. I. T. en participant à la création de cette institution a répondu au vœu exprimé dans une résolution adoptée à la 8^e session de la Conférence Internationale du Travail. Cette résolution demandait au Bureau d'accorder une attention toute particulière aux questions de l'organisation scientifique de l'industrie « en vue du fait que ces questions revêtent un intérêt « social de plus en plus grand ».

Un autre aspect de la coopération du B. I. T. avec la Société des Nations est celui qui résulte des relations entretenues par le Bureau avec l'*Institut international de coopération intellectuelle*, créé sur l'initiative du Gouvernement français, l'*Institut international pour l'unification du droit privé* et l'*Institut international du cinématographe éducatif*, créés sur l'initiative du Gouvernement italien et fonctionnent tous trois sous le contrôle de la Société des Nations.

Enfin le B. I. T. se tient constamment en rapport avec le *Haut-Commissariat pour les réfugiés russes et arméniens*, créé auprès de la S. d. N. L'activité technique concernant l'emploi de ces réfugiés a été transféré au Bureau le 1^{er} janvier 1925.

Des développements qui précèdent se dégage l'impression d'une collaboration étendue entre le B. I. T., les Etats, la Société des Nations et les groupements qui, dans les différents pays

s'intéressent particulièrement aux travaux de l'Organisation Permanente du Travail.

L'œuvre accomplie par le B. I. T. paraît devoir justifier la forte pensée exprimée par M. Lucien Romier dans son ouvrage « Explication de notre Temps » : « La volonté de construire « re n'est rien sans la science de construire. La science même de « construire ne vaut que par la connaissance préalable du terrain, du milieu et des besoins à satisfaire ».

CHAPITRE II

L'œuvre de la Conférence Internationale du Travail

SECTION I

1^{re} Session de la Conférence

(Washington, 29 octobre-29 novembre 1919)

La 1^{re} session de la Conférence Internationale du Travail offre un intérêt primordial à un double point de vue : d'abord, parce qu'elle allait permettre de voir à l'œuvre l'organisme créé par le Traité de Versailles, ensuite parce qu'elle avait à examiner un certain nombre de questions dont la solution avait été reconnue comme particulièrement urgente, à savoir la réglementation de la durée du travail dans les établissements industriels, le chômage et la protection d'une catégorie très intéressante de travailleurs, parce que les plus faibles, et partant les moins aptes à se défendre : les femmes et les enfants.

La Conférence Internationale du Travail fut convoquée à Washington par le Président des Etats-Unis conformément aux dispositions de la partie XIII du Traité de Paix. Elle se réunit le 29 octobre 1919 et commença aussitôt ses travaux. Avant d'aborder l'examen de son ordre du jour elle eût à se prononcer sur l'admission de l'Allemagne et de l'Autriche au sein de l'Organisation permanente du Travail ; elle eût ensuite à procéder à l'élection du premier Conseil d'Administration du Bu-

reau international du Travail et, enfin approuver son règlement antérieur.

A. — *Admission de l'Allemagne et de l'Autriche au sein de l'Organisation Permanente du Travail* (1). — Cette question avait été résolue en principe antérieurement à la Conférence par une décision du Conseil Suprême des Alliés prise le 11 septembre 1919. Elle fut discutée à la troisième séance de la Conférence de Washington (30 octobre 1919).

M. Arthur FONTAINE, délégué gouvernemental français qui avait rapporté la question proposa la résolution suivante :

« Attendu que, au cours des négociations concernant les
« Traités de Paix, les puissances alliées et associées ont conve-
« nu avec l'Allemagne et l'Autriche d'accepter le principe de
« leur admission à bref délai dans l'Organisation internationale
« du Travail, et ont décidé de laisser à la Conférence de Washing-
« ton le soin de trancher la question, tout en lui recommandant
« de se prononcer en faveur de cette admission après clôture
« de la Conférence ;

« Attendu que plus tard les puissances alliées et associées
« ont renvoyé à la Conférence elle-même la décision de la ques-
« tion de l'admission immédiate de l'Allemagne et de l'Autriche
« à la Conférence de Travail à Washington ;

« En conséquence,

« La Conférence internationale du Travail, agissait en con-
« formité avec les décisions des puissances alliées et associées,

« Arrête qu'en anticipation de leur admission dans la So-
« ciété des Nations, et en raison du fait qu'elles se sont expres-
« sément montrées prêtes à l'œuvre de l'Organisation du Tra-
« vail, l'Allemagne et l'Autriche sont admises comme membres
« de l'Organisation du Travail avec les mêmes droits et obliga-
« tions qu'ont les autres membres de l'Organisation du Travail
« selon les termes des traités de paix signés à Versailles, le 28
« juin 1919 et à Saint-Germain, le 10 septembre 1919 ».

(1) Cf. Bureau International du Travail, *l'Admission de l'Allemagne et de l'Autriche dans l'Organisation permanente du Travail*, Genève 1920, pages 9 et suivantes.

Cette résolution fut adoptée par 17 voix contre 1 et une abstention. Ainsi fut résolue définitivement la question de l'admission de l'Allemagne et de l'Autriche dans l'Organisation permanente du Travail. Mais des difficultés de voyage ne permirent pas aux délégations de ces deux pays d'arriver à temps pour participer aux travaux de la Conférence.

B. — *Election du Conseil d'Administration du Bureau International du Travail.* — La Conférence procéda ensuite à l'élection du premier Conseil d'administration sur les bases indiquées par le Traité. La composition de ce Conseil a été étudiée à l'occasion de l'exposé relatif au Statut juridique de l'Organisation. On ne s'étendra donc pas davantage sur cette question.

C. — *Approbation du règlement de la Conférence.* — Un projet de règlement avait été élaboré par le Comité d'Organisation de la Conférence. Celle-ci adopta, à sa séance du 21 novembre 1919, le projet qui lui fut soumis et qui devait par la suite subir de nombreuses modifications (1).

D. — *Examen des questions figurant à l'ordre du jour.* — La Conférence passa ensuite à l'examen des questions de l'ordre du jour qui avait été fixé par le Traité de Paix.

1° *Application du principe de la journée de 8 ou de la semaine de 48 heures.* — La réglementation de la durée du travail fut, sans contredit possible, l'œuvre principale de la Conférence de Washington. La réduction de la journée de travail à 8 heures par jour avait été réclamée avec une insistance particulière dès la cessation des hostilités, par les ouvriers, qui avaient fourni un gigantesque effort pendant une guerre particulièrement longue où la production s'était intensifiée et avait atteint des proportions jusqu'alors inconnues.

Il ne s'agissait d'ailleurs pour la 1^{re} session que de sanctionner l'application d'un principe qui était déjà reconnu dans un grand nombre de législations. En particulier la *loi française*

(1) Le règlement a été modifié par la Conférence le 3 novembre 1922, au cours de sa quatrième session, le 9 juin 1925, au cours de sa septième session, le 13 juin 1926, au cours de sa huitième session, les 30 mai et 8 juin 1927, au cours de sa dixième session et le 8 juin 1928, au cours de sa onzième session.

du 23 avril 1919, dont s'inspira la Conférence anticipait sur la décision prise en la matière à la 1^{re} session. Mais si le principe dont il s'agit avait trouvé son application dans différents pays, les dispositions adoptées par les législations de ces pays ne présentaient pas le caractère d'uniformité que la convention adoptée à Washington tend à introduire dans ces législations.

Le principe de la journée normale de 8 heures était inscrit dans la Constitution de certains Etats américains, mais les lois de ces Etats admettaient que ce principe ne s'appliquait qu'à défaut de conventions signées entre patrons et ouvriers lesquels pouvaient envisager la possibilité d'une prolongation sur la durée du travail.

Suivant les règles adoptées par les législations ayant affirmé le principe de la journée de huit heures, on peut classer, en trois types distincts, les lois qui avaient été adoptées dans ce sens antérieurement au mois d'octobre 1919 :

1^{er} *Type* : Législation limitant la durée du travail à 8 heures par jour et à 48 heures par semaine, ou à une durée moyenne équivalente calculée sur une période plus longue et énumérant, en détail, les industries, professions et catégories d'ouvriers soumises à la limitation ;

Lois tchécoslovaque, hollandaise, norvégienne, suisse, uruguayenne et néo-zélandaise.

Ces lois ont pour résultat de limiter constitutionnellement le nombre des heures effectivement fournies.

2^e *Type* : Législations posant le principe de la journée de 8 heures ou de la semaine de 48 heures ou d'une durée moyenne équivalente calculée sur une période prolongée comme constituant une règle générale, mais autorisant presque toujours, certaines dérogations au principe par des décrets ou règlements fixant les détails d'application de la loi.

Lois adoptées en France, en Espagne, en Pologne, en Autriche, au Portugal, dans l'Equateur, au Panama, en Finlande, en Russie et en Allemagne.

Les résultats des lois de ce type dépendent exclusivement du but que se proposent les autorités administratives chargées de leur application.

3° *Type* : Législations soumettant à l'arbitrage le règlement des conflits concernant les conditions du travail (y compris la durée du travail) et sanctionnant les conventions collectives et les sentences arbitrales :

Lois du Commonwealth australien (Queensland, Nouvelle-Galles du Sud, Victoria, Sud-Australie, Australie Occidentale, Tasmanie), de certains Etats de la Confédération américaine et de certaines provinces du Canada.

Ces lois tendent, en général, à établir, une journée ou une semaine de base pour le calcul du salaire, mais sans chercher nécessairement à réduire le nombre des heures effectivement fournies. Lorsque les ouvriers désirent obtenir un supplément de salaire, les patrons acceptent de payer ; la journée de 8 heures devient purement nominale.

Telle était la situation, au point de vue de la durée du travail, lorsque le Comité d'Organisation de la Conférence de Washington présenta son rapport sur la question.

Ce rapport faisait état des réponses fournies par les Gouvernements convoqués à la Conférence et qui, pour la plupart, étaient satisfaisantes. D'ailleurs il faut bien le dire, les Gouvernements étaient eux-mêmes intéressés à se montrer favorables à l'adoption du principe de la journée de 8 heures, car cette adoption constituait pour eux la garantie du maintien de l'ordre social. Aussi, malgré les discussions qui surgirent au sein de la Conférence au sujet de l'application du principe à certains pays placés dans des conditions spéciales (Chine, Inde, Japon, Perse, Siam, Grèce et Roumanie), la Conférence adopta-t-elle par 83 voix contre 2 et une abstention, un projet de convention tendant à limiter à 8 heures par jour et à 48 heures par semaine le nombre des heures de travail dans les établissements industriels (mines et carrières, industries de transformation, entreprises de construction et réparation, transports de personnes et marchandises). Ce projet prévoit certaines exceptions et dérogations permanentes ou temporaires, ainsi qu'un système de récupération des heures de travail, en cas de chômage accidentel ou de nécessités techniques, et qui permettent de dépasser la limite de 48 heures, sans que celle-ci puisse aller au-delà de 56 heures. Ces

déroptions et récupérations doivent d'ailleurs, aux termes mêmes de la convention, être fixées par des règlements d'administration publique, après consultation des groupements intéressés.

2° *Questions relatives aux moyens de prévenir le chômage et de remédier à ses conséquences.* Les rédacteurs du Traité de Paix, en établissant l'ordre du jour de la session de Washington, s'étaient montrés particulièrement prévoyants en ne négligeant pas un problème qui allait retenir l'attention des différents pays, deux ans à peine après la fin de la guerre mondiale. A vrai dire ces pays n'avaient pris que des mesures insuffisantes pour lutter contre le chômage et remédier à ses conséquences. Les Etats consultés ne s'étaient pas en général montrés favorables à une action internationale dans ce domaine. Pour eux le rôle de l'Organisation devait se borner à recueillir de simples informations.

Il faut bien convenir que la question était complexe : il importait de connaître exactement tous les facteurs d'ordre économique qui déterminent le chômage afin de pouvoir trouver les moyens propres à l'enrayer. Or il semble bien que l'étude de ces divers facteurs n'était pas encore suffisamment avancée au moment où se réunit la Conférence de Washington. Cette insuffisance de mise au point apparût nettement à certains délégués qui, par l'entremise de M. BALDESI, délégué ouvrier italien, déposèrent la motion suivante :

« La Conférence Internationale du Travail, considérant que
« la question du chômage est étroitement liée à la question de la
« répartition des matières premières et du prix de leur trans-
« port par mer et considérant que cette question ne peut faire
« l'objet des études de la Conférence elle-même propose l'étu-
« de de cette question à la Société des Nations et recommande à
« cette organisation d'en poursuivre l'étude et la solution ».

Cette motion fut rejetée. Se ralliant à l'avis de la majorité des délégués, la Conférence adopta par 88 voix contre 4 un projet de convention concernant le chômage. Deux recommandations furent également adoptées : la première relative au chômage également ; la deuxième concernant la réciprocité de traitement des travailleurs étrangers.

3° *Emploi des femmes.*

a) AVANT ET APRÈS L'ACCOUCHEMENT. — Il est indéniable que la protection de la maternité répond à un besoin social auquel les pays doivent satisfaire, s'ils veulent préserver l'avenir de la race.

Il convient donc d'assurer à la femme une période de repos suffisamment longue, tant avant qu'après l'accouchement et lui procurer en outre, au cours de cette période, les ressources nécessaires à son entretien.

Cette question avait fait l'objet, comme toutes celles renvoyées à l'examen de la Conférence, d'un examen approfondi de la part du B.I.T.

Le rapport préliminaire présenté à la session de la Conférence de Washington faisait ressortir que les lois, à la vérité peu nombreuses, appliquées en l'occurrence dans les divers pays étaient disparates et qu'il y avait dès lors le plus grand intérêt à procéder à leur unification. Les Gouvernements consultés s'étaient prononcés dans un sens nettement favorable à cette unification. Aussi, la question rapportée par M^{lle} SMITH (Etats-Unis), Président de la Commission du Travail des femmes, fit-elle l'objet d'un projet de convention adoptée par 67 voix contre 10 et 11 abstentions, qui devait assurer la protection de la maternité.

b) PENDANT LA NUIT. — On se rappelle que parmi les questions qu'elle avait envisagées comme devant être inscrites au programme de ses travaux, l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs y avait fait figurer l'interdiction du travail de nuit des femmes.

La propagande menée par cette Association pour que cette interdiction fut consacrée par un instrument diplomatique qui devait amener les Etats signataires à mettre leur législation interne en harmonie avec un tel accord avait abouti, en 1906, à la conclusion d'une convention internationale sur l'interdiction du travail de nuit des femmes entre 10 heures du soir et 5 heures du matin. Mais cet accord ne visait que les établissements dans lesquels étaient occupés au moins 10 personnes (ouvriers ou ou-

vrières). Cette limitation était d'autant plus justifiée que c'était précisément dans les petits établissements que s'étaient révélés les abus les plus nombreux.

Il importait dès lors de supprimer cette restriction injuste, et « de rénover la convention de Berne de 1906, en interdisant « d'une manière plus complète et plus efficace le travail de nuit « des femmes dans l'industrie » ce qui constituerait un progrès « marqué de la protection de la santé des ouvrières et par cela « même, de la santé des enfants et de celle de l'ensemble de la « population de chaque pays » (1).

Bien que le Comité d'organisation eût émis l'avis qu'il suffisait de recommander aux Etats Membres de l'O. I. T. d'adhérer à la convention de Berne, ainsi qu'il avait été fait en ce qui concerne l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc dans la fabrication des allumettes, la quasi-unanimité des délégués estima qu'il convenait de proscrire par le moyen d'une convention, l'interdiction du travail de nuit des femmes.

La Conférence adopta en conséquence, par 94 voix contre 1, le projet de convention qui est analysé d'autre part.

c) DANS LES TRAVAUX INSALUBRES. — Il était difficile, en raison de la diversité de ces travaux dans les différents pays d'établir une réglementation internationale dans le cadre rigide d'une convention. La Conférence se borna en conséquence à adopter par 90 voix sans opposition une recommandation concernant la protection des femmes et des enfants contre le saturnisme.

En outre bien que les questions qui en faisaient l'objet n'eussent pas été inscrites à son ordre du jour elle adopta également par 85 voix sans opposition une recommandation concernant la prévention du charbon et par 93 voix, également sans opposition, une recommandation concernant la création d'un service public d'hygiène.

(1) Cf. Compte rendu de la 1^{re} session (Washington 1919) Appendice pp. 242 et 243 : Rapport présenté par la Commission du Travail des femmes sur la question du travail de nuit et sur l'extension et l'application de la convention de Berne 1906.

4° *Emploi des enfants.*

a) AGE D'ADMISSION DES ENFANTS AU TRAVAIL INDUSTRIEL. —

C'est sur l'initiative du Comité d'organisation de la Conférence de Washington que cette question avait été inscrite à l'ordre du jour de la 1^{re} session, après consultation des Gouvernements qui se montrèrent en général favorables à la proposition du Comité de fixer à 14 ans l'âge minimum d'admission des enfants au travail industriel.

Un assez grand nombre de législations (Belgique, Bulgarie, Etats-Unis d'Amérique, Grande-Bretagne, Grèce, Norvège, Pologne, Suisse, Tchécoslovaquie, etc...) avaient admis cette limite minima.

Le Gouvernement français, après consultation de la Commission du Travail, s'était prononcé dans un sens favorable à l'adoption du projet de convention envisagé par le Comité susvisé.

Les Etats-Unis désiraient même aller plus loin dans la voie de la réglementation : un projet avait été déposé qui fixait à 16 et à 18 ans (travail dans les mines) la limite d'âge minima.

L'Espagne avait, toutefois, présenté quelques réserves. La législation espagnole autorisait en effet l'emploi des enfants dans l'industrie à partir de 10 ans, et le Gouvernement espagnol faisait valoir qu'il ne pouvait accepter la limitation prévue qu'après une étude approfondie étant donné les conséquences qu'une telle limitation pourrait avoir sur l'apprentissage.

Un large débat s'institua à la Conférence sur cette limitation ; certains délégués se déclarèrent partisans de la fixation à 15 ans, d'autres proposèrent même que cette limite fut portée à 16 ans.

Le problème était difficile à résoudre, car la fixation de l'âge minimum d'admission des enfants au travail est étroitement liée aux facilités et à la réglementation de l'enseignement dans les différents pays.

Dans certains pays les règlements assignent comme limite à l'obligation scolaire l'âge de 12 ans, alors que l'admission au travail ne peut avoir lieu qu'à l'âge de 14 ans. Ce système pré-

sente l'inconvénient de laisser les enfants sans occupation pendant 2 ans et de les soustraire ainsi à toute surveillance.

Si donc, adoptant la solution préconisée par certains délégués, la Conférence avait fixé à 16 ans l'âge minimum d'admission, il aurait été à craindre que, dans certains pays où l'autorité publique n'a pas suffisamment envisagé ses responsabilités à l'égard de l'instruction, la période qui se serait écoulée entre l'âge limite de la fréquentation scolaire et celui de l'âge d'admission, ne provoquât des résultats particulièrement néfastes quant à l'éducation des enfants.

C'est pour ces diverses raisons que la Conférence, acceptant un moyen terme, fixa à 14 ans l'âge minimum d'admission des enfants aux travaux industriels, dans le projet de convention analysé d'autre part et qui fut adopté par 93 voix contre 3.

b) TRAVAIL DE NUIT. — A cet égard la Conférence ne fit que reprendre l'avant-projet de convention qui avait été établi à Berne en 1913 et qui interdisait le travail de nuit aux jeunes travailleurs de moins de 16 ans.

La guerre empêcha les ratifications de se produire, mais à la veille de la 1^{re} session de la Conférence internationale du Travail, 15 Etats avaient adopté la limite minima fixée ci-dessus, 9 autres Etats avaient élevé cette limite à 18 ans.

Aux *Etats-Unis* un minimum d'âge fédéral était établi en fait par la taxe sur l'emploi de la main-d'œuvre juvénile, minimum qui était supérieur à celui fixé par l'avant-projet de 1913 et qu'une conférence tenue au Bureau de l'Enfance en 1919 avait proposé de reculer à 21 ans.

Dans les réponses qu'ils fournirent au questionnaire qui leur fut adressé avant la 1^{re} session de la Conférence, certains Etats (Argentine, France, Roumanie) firent connaître qu'ils étaient tout disposés à adhérer à l'avant-projet du B.I.T., d'autres (Belgique) déclarèrent que leur législation étaient en conformité avec cet avant-projet. Un autre groupe enfin (Grande-Bretagne, Tchécoslovaquie) se prononça très nettement pour l'adoption d'une limite minima (Grande-Bretagne, 18 ans) supérieure à celle proposée en 1913.

On peut dire, qu'à la veille de la session de Washington, 15 Etats avaient adopté la limite de 16 ans fixée par l'avant-projet du Bureau et 9 autres avaient réglé cette limite jusqu'à 18 ans.

La solution de la question était donc très-avancée. Il ne restait plus qu'à la parachever en prescrivant l'application générale de l'interdiction du travail de nuit des enfants de moins de 18 ans. C'est ce que fit la Conférence en adoptant par 93 voix sans opposition, un projet de convention réglant la question dans ce sens.

c) TRAVAUX INSALUBRES. — La recommandation concernant la protection contre le saturnisme visait également les enfants. C'est la seule décision que la Conférence prit à l'égard de ceux-ci en matière d'hygiène industrielle.

5° *Extension et application des conventions internationales adoptées à Berne en 1906.* — Ces conventions concernaient, la première l'interdiction du travail de nuit des femmes, la deuxième l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc (jaune) dans l'industrie des allumettes.

On a vu que pour la première de ces questions la Conférence avait adopté un projet de convention.

Quant à la deuxième, la Conférence se borna à voter, par 93 voix sans opposition, une recommandation invitant les Etats membres à adhérer à la convention de Berne.

Ainsi, en un mois, la Conférence avait fait œuvre éminemment utile en adoptant 6 projets de convention et 6 recommandations sur des questions d'une importance primordiale au point de vue de la réglementation internationale du travail.

SOUS-SECTION SPÉCIALE

Les Précédents de la Réglementation internationale du Travail maritime

Envisagées à ce point de vue, les questions maritimes offrent un réel intérêt. En raison même de sa nature, le travail

du marin présente en effet un caractère largement international et il l'expose en outre à des dangers et des désavantages considérables.

Dès les temps les plus reculés la réglementation du travail des gens de mer avaient fait l'objet d'un certain nombre de coutumes dont les prescriptions étaient observées d'une façon presque générale et non pas seulement pour les marins d'un pays déterminé. Les sanctions prévues dans ces coutumes avaient été d'ordre religieux, mais chez les Grecs ce code prit un caractère nettement juridique et « l'on vit se développer entre les cités un droit maritime assez étendu » (1).

A l'époque médiévale, il ne pouvait y avoir, au sens strict du mot, de droit maritime international, car il n'existait aucune communauté internationale d'Etats. Néanmoins l'observation générale des règles et coutumes continuait à se manifester, mais ce n'est qu'au début des temps modernes, après la formation définitive des Etats, que l'on commença à codifier le droit maritime sur une base nationale. L'*Ordonnance de la Marine*, promulguée en France en 1681, sous l'inspiration de Colbert, fut le point de départ de cette codification.

Les Codes maritimes qui étaient demeurés nationaux, pendant tout le XVIII^e siècle, furent au début du XIX^e siècle remplacés par des Codes commerciaux comportant des éléments internationaux nouveaux, ce qui permit, au XX^e siècle, l'élaboration de codes à la fois plus étendus et d'un caractère plus international. Le *Comité maritime international* s'efforçait à une époque récente, ne remontant pas à plus d'une génération d'unifier les règles du droit maritime.

S'il n'existait pas, à proprement parler, un code international, il n'en demeure pas moins que les solutions données aux différends maritimes marquaient une tendance à l'uniformisation, même lorsqu'il n'existait pas une entente commerciale telle que la *Ligue hanséatique*. D'abord colportées d'une ville à l'autre par les récits des marins, les décisions des tribunaux et les

(1) Cf. Statut International des Marins, Communication adressée aux Gouvernements par le Bureau International du Travail, Genève 1921, p. 126 et sq.

coutumes, finirent par être rédigées par écrit, ce qui facilitera leur unification par voie de comparaison.

Le recueil de ces coutumes forment les six collections de lois suivantes, qui offrent un réel intérêt au point de vue international :

- 1° Les *Lois de Rhodes* ;
- 2° Les *Ordonnances de Trani* ;
- 3° Les *Rôles d'Oléron* ;
- 4° Les *Lois de Wisby* ;
- 5° Les *Lois de Damme* ;
- 6° Le *Consolato del Mare* (Consulat de la Mer).

1° Les *Lois de Rhodes* (troisième siècle avant Jésus-Christ) formaient un code des coutumes maritimes en vigueur dans l'île de Rhodes, à l'entrée de la mer Egée. Ces lois furent codifiées lorsque Rhodes atteint son apogée comme centre maritime, elles furent adoptées par l'Empire romain dans la mesure où elles s'harmonisaient avec le droit romain. Ce recueil de coutumes et de décisions maritimes se répandit à travers le monde.

2° Les *Ordonnances de Trani*, élaborées vers 1063 par la corporation des navigateurs de la ville de Trani, située sur la côte italienne de l'Adriatique, codifièrent les coutumes et la jurisprudence de l'Adriatique. Au cours des onzième et douzième siècles, elles ont exercé une influence notable.

3° Les *Rôles d'Oléron* empruntèrent leur nom à l'île d'Oléron, célèbre au début du Moyen-Age pour le nombre des différends maritimes qui y avaient été tranchés. Quelques-uns des jugements les plus importants prononcés par la Cour d'Oléron furent rassemblés par écrit en 1266 et, au siècle suivant, furent répandus dans les pays en bordure de l'Atlantique et de la Mer du Nord, ainsi que dans ceux qui se trouvaient situés dans la partie occidentale de la Méditerranée. La plupart des pays baignés par l'Atlantique et la Mer du Nord les incorporèrent dans leurs lois maritimes. Ces sentences du tribunal d'Oléron furent adoptées en Angleterre et observées conjointement avec les coutumes qui y étaient déjà en vigueur.

En France, les Cours de Normandie et de Bretagne, en Espagne les rois de Castille adoptèrent presque entièrement les

Rôles d'Oléron qui exercèrent également leur influence sur les lois *maritimes de Gottland*, ainsi que sur celles de *Damme*, ville située dans les Flandres.

4° Les *lois maritimes de Wisby* ou *droit maritime de Gottland* eurent peut-être une plus grande influence. Wisby, dans l'île de Gottland, commandait l'entrée de la mer Baltique. L'influence exercée par ses coutumes maritimes remonte au XII^e siècle. Le recueil le plus ancien que l'on possède de ces lois date du début du XIV^e siècle.

5° On retrouve également l'influence des lois de Wisby dans les *lois maritimes de Damme* qui, au cours du XIV^e siècle, furent répandues dans le Nord de l'Europe.

6° Le *Consolato del Mare* (1), dont l'origine est incertaine, est un recueil des anciennes lois maritimes appliquées par les tribunaux consulaires des bords de la Méditerranée. La version espagnole, qui a été rédigée à Barcelone au XIV^e siècle et imprimée dans cette ville en 1494, fait partie du code de procédure promulgué par les rois d'Aragon à l'usage des tribunaux maritimes consulaires. Au cours des XVI^e et XVII^e siècles, ce code fut traduit dans la plupart des pays maritimes d'Europe et constitua l'une des principales sources du droit maritime moderne. L'Ordonnance de la Marine de 1681 reproduit une grande partie de ses dispositions.

Au moment des croisades, les ecclésiastiques qui, jusqu'au XII^e siècle ne s'étaient pas intéressés aux choses de la mer, entrèrent en contact étroit avec la vie des ports et s'adonnèrent à l'élaboration de recueils de lois maritimes.

Les transformations de la navigation, dues à la construction de nouveaux types de vaisseaux ou à l'introduction de nouveaux genres de cargaison provoquèrent une évolution des coutumes maritimes.

Des cours spéciales destinées aux marins et aux armateurs furent créées dans les ports maritimes rappelant les « cours de piépoudré » établies en Angleterre pendant le Moyen-Age pour

(1) Le Consulat de la Mer a été commenté au XVII^e siècle par Giuseppe Maria Casaregi (1670-1737), citoyen génois.

connaître des différends s'élevant entre marchands et citadins à l'occasion des foires et marchés.

Les décisions de ces cours servirent de base à la rédaction des Codes précités, puis s'inspirèrent par la suite des règles contenues dans ces mêmes codes.

Chacun de ces règlements avait sa sphère d'application propre. Tandis que les armateurs et les marins des pays riverains de l'Atlantique et de la mer du Nord étaient soumis aux *Rôles d'Oléron*, les *Ordonnances de Trani* et le *Consulat de la Mer* régissaient les pays méditerranéens. Aussi lorsque chaque Etat élaborait plus tard un Code maritime national, fût-il reconnu que chacun de ces Codes avait une origine commune.

Les droits et les devoirs des marins étaient explicitement consacrés par les textes qui viennent d'être énumérés et qui attachaient notamment une importance spéciale aux questions du congédiement et des sanctions. Les *Ordonnances de Trani* citent quatre motifs légitimes de congédiement : blasphème contre Dieu, rixes, vol et excès. Le « *Black Book of the Admiralty* » (premier recueil de droit maritime anglais, datant d'environ 1388), interdisait au capitaine ou au maître d'équipage de maltraiter les marins et établissait la procédure à suivre pour faire prononcer contre le marin qui transgressait les ordonnances maritimes, « les sanctions que la loi et la coutume de la mer prescrivent ». Les *Rôles d'Oléron* réglementaient également les sanctions aux contraventions de cette nature et protégeaient spécialement les salaires des marins. La responsabilité de l'employeur pour les accidents ou maladies survenues au cours du travail était également prévue, ainsi que le rachat du marin, dans le cas où celui-ci tombait entre les mains des pirates.

Ainsi la protection internationale des marins n'est en aucune façon une innovation du XX^e siècle. Elle devança de beaucoup la protection internationale, et même nationale, des travailleurs terriens (1).

(1) Antérieurement à la guerre, un certain nombre d'Etats avaient signé des accords, arrangements, conventions et déclarations ou avaient procédé à des échanges de notes en faveur des marins indigents ou délaissés. On peut citer dans cet ordre d'idées : l'arrangement franco-allemand du 16 mai 1880, l'accord signé le 26 novembre 1880 entre l'Au-

Si dans les temps modernes, le développement du nationalisme aboutit à l'établissement de lois nationales distinctes, on put constater, au cours des dernières années que le monde marin tendait de plus en plus à être considéré comme un milieu international ainsi que le démontra la Conférence qui se réunit à Londres en 1913 et 1914, et qui élaborait une convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer. Dans cet ordre d'idées, on peut également mentionner les conventions relatives aux différentes sections du droit maritime qui, à diverses époques, ont été élaborées par la Commission internationale pour l'unification du droit maritime et dont un certain nombre ont déjà trouvé place dans la législation de nombreux pays maritimes.

On peut donc soutenir que le terrain était bien préparé pour la réalisation d'une unification des différentes législations maritimes.

C'est précisément à cette réalisation que se consacra la Conférence internationale du Travail au cours de la 2^e session qu'elle tint à Gênes en 1920.

SECTION II

2^e Session de la Conférence

(GÈNES, 15 JUIN-10 JUILLET 1920)

La Commission de la Législation internationale du Travail, instituée par la Conférence de la Paix, le 25 janvier 1919, avait adopté, on s'en souvient, un vœu de la délégation française tendant à ce que les questions concernant le travail maritime fussent examinées par une session spéciale de la Conférence internationale du Travail.

Celle-ci, au cours de la 1^{re} session, avait pris ce vœu en considération. En effet, tout en comprenant « le transport de

triche-Hongrie et la Grande-Bretagne, la convention conclue le 31 mai 1881 entre l'Allemagne et la Suède et Norvège, la déclaration franco-italienne du 1^{er} janvier 1882, l'échange de notes entre l'Italie et la Norvège (18 août, 10 septembre 1908).

Voir à cet égard : la Réglementation des Migrations, vol. III publiée en 1929 par le Bureau International du Travail.

« personnes ou de marchandises... par voie d'eau, maritime ou « intérieure » dans le champ d'application du projet de convention tendant à limiter à 8 heures par jour et 48 heures par semaine le nombre des heures de travail dans les établissements industriels, la Conférence de Washington avait inséré dans l'article 1^{er} de ce projet, un paragraphe disposant que « les prescriptions relatives au transport par mer et par voie d'eau « intérieure seront fixées par une conférence spéciale sur le « travail des marins et mariniers ».

Le Conseil d'Administration du B.I.T. décida en conséquence, au cours de sa session tenue à Paris du 26 au 28 janvier 1920 de convoquer à Gênes, le 15 juin de la même année, la 2^e session de la Conférence internationale du Travail exclusivement consacrée aux questions relatives au travail maritime.

Le choix de Gênes comme lieu des assises de la Conférence avait été déterminé par l'invitation que le Baron MAYOR des PLANCHES avait formulée au nom du gouvernement italien.

L'ordre du jour suivant fut adressé aux Gouvernements par circulaire du 3 février 1920 :

1^o Conditions d'application aux marins, de la convention faite à Washington au mois de novembre dernier et ayant pour but de limiter à 8 heures par jour et à 48 heures par semaine le nombre des heures de travail dans les entreprises industrielles, et notamment dans les entreprises de transport par mer, et, sous conditions à définir, par voie d'eau intérieure.

Répercussion sur les effectifs à bord et sur l'application des règlements concernant le logement et l'hygiène.

2^o Contrôle des conditions d'engagement des marins ; placement ; conditions d'application aux marins de la convention et des recommandations faites à Washington, au mois de novembre dernier, au sujet du chômage et de l'assurance contre le chômage.

3^o Conditions d'application aux marins de la convention faite à Washington, au mois de novembre dernier, à l'effet d'interdire l'admission au travail des enfants âgés de moins de 14 ans.

4^o Examen de la possibilité d'établir un statut international des marins.

Les principaux Etats maritimes, au nombre de 27, étaient représentés par 87 délégués (47 délégués gouvernementaux, 20 délégués des organisations d'armateurs et 20 délégués des organisations de gens de mer).

Après avoir entendu le discours inaugural de M. Arthur FONTAINE, Président du Conseil d'Administration du Bureau International du Travail, qui rendit hommage à l'Italie, « l'une » des plus grandes puissances navales et commerciales... « jours désignée pour seconder un effort de progrès social, une » tentative d'accord et d'union entre les marins de tous les « pays... », la Conférence procéda à l'élection de son bureau.

Elle appela à la Présidence le Baron MAYOR des PLANCHES et choisit comme Vice-Présidents : M. Arthur FONTAINE, délégué gouvernemental de la France ; M. NIJGH, délégué des armateurs des Pays-Bas, et M. HAVELOCK WILSON, délégué des marins d'Angleterre.

Puis elle passa à l'examen des questions inscrites à son ordre du jour qui avaient fait chacune l'objet d'un rapport complet préparé par le B.I.T.

A. Condition d'application aux marins de la convention de Washington relative à la durée de la journée de travail. Répercussion sur les effectifs à bord et le logement.

Dans de nombreux pays la durée journalière du travail était fixée soit par des conventions collectives, soit par l'usage et plus rarement par la loi. Parmi les pays qui avaient réglementé cette durée par voie législative ou réglementaire on peut citer : l'Allemagne (loi de 1902, règlement du 23 octobre 1919), la Norvège (loi du 11 juillet 1919), la Suède (loi du 24 octobre 1919), les Etats-Unis (loi du 11 mai 1918) et la France (loi du 2 août 1919, complétée par le décret réglementaire du 24 février 1920 et l'instruction du 5 mars 1920). De toutes ces législations, celle de la France était la plus libérale et la plus souple, car elle admettait les trois modalités d'application suivantes : 1° 8 heures par jour ; 2° 48 heures par semaine ; 3° 8 heures par jour à répartir inégalement sur la durée d'un mois. La France était donc intéressée au premier chef à l'adoption d'une convention basée sur les principes admis à Washing-

ton pour le travail industriel et qui se trouvaient précisément appliqués par la loi du 2 août 1919.

Les réponses des Gouvernements aux questionnaires qui leur avaient été adressés, témoignaient des difficultés d'ordre matériel qui se posaient dans l'industrie des transports maritimes quant à la réduction éventuelle de la journée de travail à bord des navires : l'adoption du principe de la journée de 8 heures devait en effet entraîner inéluctablement un accroissement des effectifs et d'importantes transformations à l'aménagement intérieur des navires, d'où charges nouvelles pour l'armement.

L'Allemagne avait répondu négativement en concluant à l'impossibilité d'une telle réglementation. La Finlande, qui avait élaboré un projet de loi sur la question, en exposait les principes : en mer, 8 heures aux machines et 12 heures sur le pont ; au port : 8 h. 1/2 ; certaines dérogations étaient prévues. La Norvège avait exprimé le désir que la future convention adoptât la réglementation de la loi norvégienne qui distinguait le travail en mer, au port, à l'appareillage et à l'arrivée. Le Japon, la Belgique, la République Argentine et la Grèce s'étaient montrées favorables au principe des 8 heures.

De l'ensemble des réponses recueillies se dégagait nettement l'impression que la question n'était pas encore suffisamment au point pour faire l'objet d'une réglementation internationale.

Malgré les divergences d'opinion relevées dans les différentes réponses, la Commission des heures de travail de la Conférence estima néanmoins, par 17 voix contre 13, qu'il y avait lieu de soumettre un projet de convention au vote de l'Assemblée. Le projet élaboré posait le principe des huit heures par jour et quarante-huit heures par semaine sur les navires de plus de 2.000 tonneaux de jauge ; il envisageait des heures supplémentaires (*overtime*) ne pouvant exéder, en aucun cas, 14 heures par semaine et 60 heures par mois.

Au sein de la Commission, les délégués gouvernementaux de la Grande-Bretagne, de l'Inde, de la Norvège, de la Suède et neuf délégués patronaux avaient voté contre le projet.

En séance plénière, le 10 juillet 1920, 48 délégués se prononcèrent pour l'adoption et 25 contre. Le projet fut en conséquence rejeté, la majorité des deux tiers n'ayant pu être atteinte.

Par contre, la Conférence adopta par 67 voix contre 2 abstentions, une recommandation limitant les heures de travail dans l'industrie de la pêche. Elle vota ensuite, par 68 voix contre 2 et 1 abstention, une recommandation limitant d'autre part les heures de travail dans la navigation intérieure.

B. *Contrôle des conditions d'engagement des marins ; placement ; chômage ; assurance contre le chômage.* — Le projet de convention et la recommandation adoptés à Washington en ce qui concerne le chômage dans l'industrie et le commerce ne tenaient pas compte des nécessités spéciales à la vie maritime.

Le projet de convention prévoyait, d'une part la communication de renseignements statistiques ou autres concernant le chômage, à des intervalles ne devant pas dépasser trois mois ; d'autre part la création de bureaux de placement gratuit pour les ouvriers de l'industrie et les employés du commerce. Enfin une troisième disposition du projet prescrivait la conclusion d'accords internationaux permettant à des travailleurs ressortissants d'un Etat et travaillant sur un autre de recevoir des indemnités d'assurances égales à celles des travailleurs nationaux, d'après un barème établi entre les deux Etats intéressés.

La recommandation adoptée à la 1^{re} session de la Conférence envisageait les quatre points suivants : 1° prohibition ou contrôle des bureaux de placement privés ; 2° contrôle du recrutement collectif de travailleurs dans un pays en vue de leur emploi dans un autre ; 3° établissement d'un système effectif d'assurance contre le chômage ; 4° coordination d'exécution des travaux entrepris pour le compte de l'autorité publique réservant autant que possible ces travaux pour les périodes de chômage et pour les régions particulièrement affectées par ce phénomène.

Les réponses des Gouvernements au questionnaire qui leur avait été adressé, avaient été presque unanimes à reconnaître

la nécessité d'étendre aux marins l'application des dispositions relatives au placement, adoptées à Washington.

C'est qu'il y avait en effet un intérêt majeur à détruire la pratique séculaire des « marchands d'hommes » qui mettaient en coupe réglée les marins en quête d'emploi.

Si certaines législations nationales (Allemagne, France, Italie, Suède) avaient créé des bureaux ou offices de placement paritaires pour mettre fin aux abus signalés, il s'en fallait de beaucoup que les mesures prises dans ce sens fussent pleinement efficaces. Aussi était-il nécessaire de coordonner, sur le plan international des efforts méritoires, mais sporadiques, et de renforcer à cet égard la protection des gens de mer.

La Conférence de Gênes aboutit à ce résultat en adoptant par 73 voix contre 1 et 2 abstentions, le projet de convention présenté par la Commission de placement des marins, reproduisant *mutatis mutandis* certaines des dispositions de la convention de Washington, et sauvegardant la liberté réciproque du marin et de l'armateur quant au choix du navire par le premier et de l'équipage par le second.

La Commission de placement avait été également chargée d'étudier de l'assurance contre le chômage. L'avant-projet de convention préparé par le Bureau International du Travail s'inspirait de la proposition de loi rédigée en 1917 par M. GRUNEBaum-BALLIN, Président de la Commission chargée de refondre et de réviser les textes relatifs au contrat de travail des marins français. Cette proposition tendait à instituer « l'assurance contre le chômage temporaire en cas de perte, « naufrage ou déclaration d'innavigabilité » (1).

La plupart des gouvernements consultés s'étaient montrés favorables à l'adoption d'un projet de convention en la matière. Le Gouvernement français en particulier avait déclaré dans sa réponse que « l'élaboration d'une législation internationale de la prévention et de l'assurance du chômage doit

(1) Cf. *Statut International des Marins*, Communication adressée aux gouvernements par le Bureau International du Travail, Genève 1921, p. 62 et sq.

« constituer l'un des buts les plus immédiats de l'Organisation Permanente du Travail ».

Au sein de la Commission, le délégué des marins français, M. RÉAUD, défendit avec beaucoup de force le projet français précité que le B.I.T. avait inséré dans son rapport ; mais la Commission ne retint que l'article 1^{er} dudit projet, tout en limitant son application au seul cas de naufrage.

Adoptant les vues de sa Commission, la Conférence vota, par 70 voix contre 0, un projet de convention prévoyant en faveur des marins une indemnité de chômage en cas de perte par naufrage.

Pour compléter son œuvre en la matière, elle adopta d'autre part, par 66 voix contre 3 abstentions, une recommandation invitant les Etats Membres à organiser un système effectif d'assurance contre le chômage résultant de naufrage ou de toute autre cause.

C. *Admission des enfants au travail maritime.* — La plupart des législations nationales interdisaient l'emploi à bord des navires, des enfants âgés de moins de 14 ans. Exceptionnellement, certains pays (Etats-Unis, Portugal) avaient fixé, sous certaines conditions, cette limite à 12 ans. D'autres pays plus stricts, n'admettaient qu'une limite supérieure à 14 ans (16 ou 17 ans).

Les gouvernements consultés s'étaient déclarés favorables à l'adoption d'une convention qui, reprenant les termes de la convention de Washington, interdisait l'emploi des enfants sur les navires avant l'âge de 14 ans.

Sur la proposition de la Commission de l'âge minimum d'admission des enfants à bord, la Conférence adopta, par 71 voix contre 1 abstention, un projet de convention rédigé dans ce sens.

D. *Statut international des marins.* — Le B.I.T. avait adressé aux gouvernements, relativement au 4^e point de l'ordre du jour, un questionnaire ainsi conçu :

« 1^o Estimez-vous possible d'établir une sorte de statut international des marins ?

« 2^o Dans l'affirmative, quels seraient, selon votre Gouver-

« nement, les principes généraux d'un Code Maritime international en ce qui concerne la condition des marins ?

« En particulier le contrat de travail des marins doit-il « être ou non assimilé au contrat de travail de tous les ouvriers, « par exemple pour la discipline, le droit d'abandonner le « bateau dans un pays étranger, le paiement de salaires avant « le débarquement », etc... ?

Les réponses des gouvernements furent en général favorables. L'Allemagne, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas exprimèrent un avis contraire à l'établissement d'un tel statut. La Norvège fit connaître qu'elle procédait à la rédaction d'un texte de ce genre en collaboration avec la Suède et le Danemark. L'Espagne réserva son opinion. La France, dont l'armement subissait de lourdes charges du fait de l'application de la loi du 2 août 1919, tout en déclarant dans sa réponse qu'elle ne pouvait émettre un avis ferme en l'absence « d'état détaillé « des législations étrangères sur la question » ne se montra pas défavorable à la réussite d'un projet dont l'adoption aurait pour effet d'améliorer la situation de sa marine marchande dans la lutte avec les pavillons concurrents.

La Commission chargée d'examiner la question, constitua deux sous-commissions qui se partagèrent le travail.

Elle rédigea un long rapport dans lequel elle définit le terme « marin », constata l'absence presque complète de codification systématique des lois relatives aux marins (1). Elle proposa en conséquence l'adoption d'une recommandation et d'une résolution.

La Conférence se rangea à cet avis en adoptant par 69 voix contre 3 abstentions une recommandation invitant les Etats à procéder à l'incorporation dans un statut des marins, de toutes les lois et réglementations concernant les gens de mer.

La résolution de la Commission, également approuvée par la Conférence invitait le B.I.T. à faire une enquête sur la question et exprimait un vœu tendant à l'inscription « à l'ordre du « jour d'une session prochaine de la Conférence des principa-

(1) La loi de 1894 sur la marine marchande en Angleterre, la loi de 1902 sur les marins en Allemagne étaient les plus avancées dans la voie de la codification.

« les questions à étudier en vue de l'élaboration de projets de
« convention ou de recommandations tendant à favoriser la
« codification internationale de la législation maritime ».

A l'instigation des représentants des marins norvégiens, une minorité avait présenté une résolution visant l'abrogation de toutes mesures sanctionnant les obligations du contrat d'engagement des gens de mer par des peines d'emprisonnement.

Cette résolution portait de la constatation que les pays représentés à la Conférence ne semblaient pas décidés à modifier la condition des marins qui équivalait « à peu près à un
« état de servage » et réclamait aux divers gouvernements de mettre devant la loi les marins sur un pied d'égalité avec les armateurs en ce qui concerne les obligations imposées au contrat et les sanctions prévues pour sa violation.

Après interventions de M. de ROUSIERS, représentant des armateurs français, de M. GIGLIO, délégué marin italien, et de M. RIVELLI, délégué marin français, le projet de résolution fut renvoyé au Comité de rédaction qui le modifia en tenant compte des observations formulées par ces trois délégués. Par 41 voix contre 16 la Conférence adopta en conséquence le projet suivant :

Projet révisé des résolutions à substituer à la résolution norvégienne figurant dans le rapport de la minorité de la Commission du Statut international des marins.

« La Conférence reconnaît que les contrats de travail des
« marins de tous pays contiennent deux catégories de clauses :

« (i) Des clauses ayant un caractère d'ordre public, et formu-
« lées dans l'intérêt public ;

« (ii) Des clauses d'un caractère d'ordre privé, formulées
« dans l'intérêt des armateurs ou des marins ou des uns et des
« autres.

« La Conférence affirme les principes suivants :

« 1° Dans la mesure du possible, les clauses d'ordre public
« doivent être identiques dans les différents pays.

« 2° Pour leurs droits et obligations juridiques réciproques
« tels qu'ils résultent des clauses d'ordre privé, les armateurs
« et les marins doivent être placés sur un pied de stricte éga-
« lité ».

« 3° Les violations des clauses des contrats de travail passés entre les marins et les armateurs ne seront passibles de sanctions pénales que s'il s'agit de violations des clauses d'ordre public ayant pour objet de défendre l'intérêt public et non des intérêts privés et, dans ce cas même, à la condition d'une intervention expresse des autorités publiques.

« 4° Les violations des clauses des contrats de travail ne pourront donner lieu à une action devant les tribunaux civils que si ces contrats ont été librement consentis par les deux parties.

« En conséquence, la Conférence invite le Bureau International du Travail à ne pas perdre de vue l'application des principes ci-dessus énoncés, lorsqu'il fera des enquêtes en vue de l'établissement d'un statut international des marins traitant des contrats de travail et de la discipline, et à les rappeler, dans la mesure du possible, dans tout projet, susceptible d'être incorporé dans le statut international et relatif à l'une de ces questions, qu'il pourra soumettre à des sessions ultérieures de la Conférence internationale du Travail ».

E. *Commission paritaire maritime*. — Il n'est pas inutile de rappeler ici que cette Commission avait été créée en mars 1920, au cours de la session tenue à Londres par le Conseil d'Administration du B.I.T.

Dans sa séance du 9 juillet 1920, la Conférence approuva par 48 voix contre 0 les désignations faites par les délégués armateurs et marins des membres de la Commission paritaire maritime (5 représentants des armateurs et 5 représentants des marins).

La composition de cette commission devait être complétée ultérieurement par l'adjonction de deux autres membres.

F. *Résolutions*. — Indépendamment des résolutions mentionnées précédemment, la Conférence vota les résolutions suivantes :

a) *Résolution présentée par la Commission du chômage*. — La Conférence décide que la Commission paritaire maritime étudiera l'organisation de l'assurance contre le chômage pour les marins. Elle pourra se faire assister dans cette étude par la

Commission technique du chômage instituée en vertu de la décision de Washington auprès du B.I.T.

b) *Résolution présentée par la Commission de l'âge minimum d'emploi des enfants à bord.* — La Conférence décide d'inscrire à l'ordre du jour de la prochaine Conférence internationale du Travail la question suivante : Interdiction de l'emploi de toute personne âgée de moins de 18 ans au travail des soutes et chaufferies.

c) *Résolution présentée par la même Commission.* — Conformément à l'article 402, paragraphe 3 du Traité de Paix, la Conférence décida d'inscrire à l'ordre du jour de la prochaine Conférence internationale du Travail, la question de la visite médicale obligatoire à laquelle doivent être soumis tous les enfants employés à bord des bateaux.

d) *Résolution présentée par la même Commission.* — La Conférence désire qu'il soit créé dans tous les ports, autant que possible, et en tous cas dans ceux des principales villes maritimes, des écoles professionnelles et complémentaires à l'usage des marins.

e) *Résolution présentée par M. Hipwood concernant les maladies vénériennes.* — Reconnaisant l'importance de prendre des dispositions internationales effectives pour la prévention et le traitement des maladies vénériennes dans la marine marchande, la Conférence internationale des Marins insiste auprès de la Section d'Hygiène de la Société des Nations sur l'urgence d'accorder une attention immédiate à cette question.

La Conférence recommande que soient examinés spécialement les points suivants :

1° Dispositions à prendre en vue de faciliter la prévention et le traitement des maladies vénériennes dans tous les principaux ports ;

2° Classification des maladies vénériennes au nombre des maladies pour lesquelles des soins et des médicaments sont fournis gratuitement aux hommes de la marine marchande ;

3° Diffusion de renseignements appropriés sur le sujet parmi les gens de mer et particulièrement dans les écoles d'application ;

4° Dispositions à prendre en vue d'offrir toute facilité de récréation dans les grands ports sous la direction d'une organisation représentant conjointement les armateurs et les marins.

La Conférence désire, en outre, attirer spécialement l'attention de l'Organisation internationale du Travail sur l'importance de la 4^e recommandation concernant les dispositions à prendre en vue de la récréation des gens de mer.

De l'exposé qui précède se dégage la conclusion suivante :

Si, en ce qui concerne la limitation de la durée du travail à bord des navires, la Conférence ne pût, faute de deux voix de majorité, adopter un projet de convention, elle n'en vota pas moins 3 projets de convention, 4 recommandations et un certain nombre de résolutions dont l'importance était indéniable. Le principe de la réglementation internationale du travail maritime était désormais admis et les solutions positives adoptées par la Conférence allait permettre à l'Organisation Permanente du Travail de persévérer dans la voie de cette réglementation.

SECTION III

3^e Session de la Conférence

(GENÈVE, 25 OCTOBRE-19 NOVEMBRE 1921)

La 3^e session de la Conférence devait se réunir à Genève le 4 avril 1921, mais sa préparation ayant exigé un certain délai, le Conseil d'Administration décida, en janvier 1921, d'en reporter l'ouverture au 25 octobre 1921.

L'ordre du jour de la 3^e session était particulièrement chargé ; il ne comportait pas moins de huit questions très importantes :

1° Réforme de la constitution du Conseil d'Administration du Bureau International du Travail ;

2° Adaptation, au travail agricole, de la résolution de Washington concernant la réglementation des heures de travail ;

3° Adaptation au travail agricole des autres résolutions de Washington :

a) Moyens de prévenir le chômage ;

b) Protection des femmes et des enfants ;

4° Mesures de protection spéciales pour les travailleurs agricoles :

a) Enseignement technique agricole ;

b) Logement et couchage des ouvriers agricoles ;

c) Garantie des droits d'association et de coalition pour les travailleurs agricoles ;

d) Protection des travailleurs agricoles contre les accidents, la maladie, l'invalidité, la vieillesse ;

5° Désinfection des laines contaminées par les spores charbonneuses ;

6° Interdiction de l'emploi de la céruse dans la peinture ;

7° Repos hebdomadaire dans l'industrie et le commerce ;

8° a) Interdiction de l'emploi de toute personne âgée de moins de 18 ans au travail des soutes et chaufferies ;

b) Visite médicale obligatoire des enfants employés à bord des bateaux.

Sur les huit questions de l'ordre du jour, quatre intéressaient donc l'agriculture.

Les délégués, qui appartenaient à 39 Etats, étaient au nombre de 118, accompagnés d'environ 230 conseillers techniques (fonctionnaires gouvernementaux, inspecteurs du travail, savants, membres des bureaux de syndicats ouvriers, etc...).

La Conférence, après avoir entendu le discours d'ouverture de M. Arthur FONTAINE, Président du Conseil d'Administration du B.I.T., procéda à l'élection de son bureau définitif. Elle désigna, pour la présider, Lord BURNHAM, ancien membre de la Chambre des Communes, Président de la Commission paritaire de reconstruction industrielle, et, comme Vice-Présidents : M. CINCINATO DA SILVA BRAGA, délégué gouvernemental du Brésil ; M. CARLIER, délégué patronal belge, et M. JOUHAUX, délégué ouvrier français.

Elle passa ensuite à la vérification des pouvoirs de ses membres et à l'examen des questions inscrites à l'ordre du jour qui firent l'objet des décisions suivantes :

A. Réforme du Conseil d'Administration du Bureau International du Travail.

La Conférence examina à cet égard le rapport présenté par M. EDSTROM (Suède), qui exposait l'état de la question et, après avoir voté quatre résolutions, décida de renvoyer celle-ci à la session de 1922, après étude préalable du Conseil d'Administration.

B. Adaptation au travail agricole de la résolution de Washington, concernant la réglementation des heures de travail.

Avec l'examen de cette question, la Conférence était appelée à se prononcer sur le grave problème de la compétence de l'Organisation Permanente du Travail en matière de réglementation agricole.

On a exposé précédemment les controverses qui s'étaient élevées au sujet de cette compétence et la solution donnée à cette question par la Cour de La Haye.

Un certain nombre d'oppositions avaient été formulées (notamment par le Gouvernement français) contre l'inscription à l'ordre du jour des questions relatives au travail agricole.

Le directeur du B.I.T. donna lecture du rapport du Conseil d'Administration qui traçait l'histoire des difficultés auxquelles avait donné lieu la question de la compétence de l'Organisation en matière de travail agricole et M. Arthur FONTAINE développa les raisons invoquées par le Gouvernement français à l'appui de son opposition, laquelle était basée surtout sur une question d'inopportunité pour des raisons d'ordre purement technique.

Après cette lecture et cette déclaration, un grand nombre de délégués prirent la parole et se prononcèrent les uns en faveur du maintien, les autres en faveur du retrait des questions agricoles de l'ordre du jour de la Conférence.

En présence des divergences d'opinion qui s'étaient ainsi manifestées, M. MAHAIM (Belgique) et M. BALDESI (Italie), déposèrent la proposition de résolution suivante :

« La Conférence, considérant qu'elle est compétente en ce qui concerne les questions relatives au travail agricole ; considérant que l'ordre du jour présenté par le Conseil d'Admi-

« nistration répond à la fois aux vœux de la Conférence de Washington et aux revendications justifiées du monde agricole,

« Décide d'examiner, question par question, l'opportunité de maintenir à son ordre du jour les questions indiquées sous les numéros 2, 3 et 4 ».

Cette proposition qui devait être votée à la simple majorité, en vertu de l'art. 17 du règlement de la Conférence, rallia 64 voix contre 20.

Cette dernière, forte de ce vote, examina alors les questions agricoles.

Sur la question de l'adaptation au travail agricole de la résolution de Washington concernant la réglementation des heures de travail, 63 voix se prononcèrent pour le maintien et 39 pour le retrait de l'ordre du jour. Le quorum des deux tiers n'ayant pas été atteint, la question 2 fut donc retirée.

Mais par 73 voix contre 18, la Conférence, adoptant une proposition de résolution déposée par les délégations italienne, britannique et néerlandaise, décida que la réglementation des heures de travail dans l'agriculture serait inscrite à l'ordre du jour d'une prochaine session.

C. Adaptation au travail agricole des autres résolutions de Washington.

Ces autres résolutions se référaient à la protection contre le chômage et à la protection des femmes et des enfants. L'examen de ces questions fut maintenu à l'ordre du jour par 90 voix contre 17.

a) *Moyens de prévenir le chômage.*

La consultation des Gouvernements avait fait ressortir que ceux-ci n'étaient pas hostiles à une assimilation des travailleurs agricoles aux travailleurs industriels en ce qui concerne les moyens de protection contre le chômage, mais la diversité des types de culture, des traditions, d'éducation des populations agricoles ne pouvaient manquer d'être remarquées par les services du B.I.T. chargés de préparer le rapport devant servir de base aux discussions de la Conférence. Dans ces conditions, le rapport concluait à l'adoption d'un projet de recommandation dont il donnait le texte. Cet avant-projet fut adopté, à part

quelques modifications, en séance plénière, par 75 voix contre 19 et 4 abstentions.

La recommandation votée vise l'adoption des méthodes techniques modernes en vue de la culture des terres en friche, le développement de la colonisation intérieure, enfin, la création de coopératives d'ouvriers agricoles.

b) *Protection des femmes et des enfants employés dans l'agriculture.*

La Conférence assura cette protection de la manière suivante :

I. — PROTECTION DES FEMMES.

Les résolutions adoptées à l'égard des femmes peuvent se résumer ainsi :

1° *Protection, avant et après l'accouchement, des femmes employées dans l'agriculture.*

En ce qui concerne cette question, le Bureau International du Travail, après une étude approfondie, avait dû se borner à soumettre aux délibérations de la Conférence un simple avant-projet de recommandation en raison des difficultés d'ordre pratique (notamment charges financières) qu'aurait pu entraîner, dans un grand nombre de pays, l'application d'une convention. En séance plénière, la discussion fut particulièrement vive. Un grand nombre de délégués appuyèrent un amendement de M. MERTENS (Belgique) tendant à transformer en projet de convention le projet de recommandation préparé par le Bureau. Cet amendement rallia 47 voix contre 44 et le projet de convention fut renvoyé devant la Commission spéciale pour examen. Mais celle-ci, étant donné la faible majorité acquise à l'amendement MERTENS, estima qu'il était plus prudent de s'en tenir à une recommandation et c'est par 65 voix contre 15 et 8 abstentions que celle-ci fut adoptée par la Conférence.

La protection accordée, avant et après l'accouchement, aux femmes employées dans l'agriculture est semblable à celle conférée aux ouvrières de l'industrie par la convention de Washington : droit à une période d'absence et indemnité pendant cette période.

2° *Travail de nuit des femmes employées dans l'agriculture.*

Il n'était guère possible à cet égard d'adopter pour le terme « nuit » la définition donnée par la convention de Washington en ce qui concerne le travail de nuit des femmes employées dans l'industrie. Ce travail est en effet plutôt rare dans l'agriculture; d'autre part, la durée de la nuit varie essentiellement avec la latitude et les saisons. Certains délégués proposèrent 10 heures, d'autres estimèrent que 9 heures étaient suffisantes. Finalement par 90 voix contre 4 la Conférence adopta une recommandation prescrivant d'assurer aux femmes employées dans l'agriculture une période de repos nocturne d'au moins 9 heures consécutives.

II. — PROTECTION DES ENFANTS.

Les mesures votées par la Conférence visent l'âge d'admission au travail dans l'agriculture et le travail de nuit.

1° *Age d'admission des enfants au travail dans l'agriculture.*

Afin d'assurer aux enfants employés aux travaux agricoles, des facilités d'instruction équivalentes à celles accordées par la convention de Washington aux enfants occupés dans l'industrie, la Conférence adopta par 85 voix contre 1, un projet de convention établissant le principe de l'interdiction du travail en dehors des heures fixées pour l'enseignement scolaire.

2° *Travail de nuit des enfants et des jeunes gens employés dans l'agriculture.*

Se basant sur les mêmes motifs que ceux qui avaient été invoqués pour le travail de nuit des femmes dans l'agriculture, la Conférence se borna à adopter une recommandation établissant une distinction entre les enfants de moins de 14 ans pour lesquels est prescrite l'interdiction du travail de nuit, et les jeunes gens de 14 à 18 ans auxquels il importe d'accorder une période de repos nocturne d'au moins 9 heures consécutives.

D. *Mesures de protection spéciales pour les travailleurs agricoles.*

Cette question fut maintenue à l'ordre du jour par 93 voix contre 13.

Les décisions de la Conférence furent les suivantes :

a) *Enseignement technique agricole.*

Le développement de cet enseignement tend à transformer l'ouvrier salarié en producteur autonome et cette transformation constitue un palliatif certain au chômage dans l'agriculture, et à l'exode rural.

La consultation des Gouvernements sur la question de l'enseignement technique agricole avait été entièrement favorable à l'adoption de mesures tendant à favoriser son développement, mais étant donné les conditions propres à chaque pays, les délégués à la Conférence estimèrent qu'une recommandation assurerait plus de souplesse à une réglementation adéquate à ces conditions. Ils adoptèrent en conséquence, par 97 voix contre 0 et 30 abstentions, une recommandation invitant les Gouvernements à prendre les mesures nécessaires en vue d'une organisation systématique de cet enseignement.

b) *Logement et couchage des travailleurs agricoles.*

Les constatations faites dans la plupart des pays agricoles étaient loin d'être satisfaisantes à cet égard. Dans certains de ces pays (Angleterre, Argentine, France, notamment) une propagande active s'était exercée en faveur d'une amélioration de cette situation.

Après avoir adopté, sur les instances de M. BEHRENS (Allemagne), un amendement de M. WISELL (délégué ouvrier allemand) qui apportait plus de précision au texte élaboré par la Commission de l'agriculture de la Conférence, celle-ci, par 74 voix contre 12 et 4 abstentions, adopta une recommandation qui tendait à la réglementation du logement et du couchage des salariés de l'agriculture : pièces susceptibles d'être chauffées, lits individuels, interdiction d'utiliser les étables, écuries et hangars.

c) *Garantie des droits d'association et de coalition pour les travailleurs agricoles.*

Cette garantie est expressément prévue dans l'art. 427 du Traité de Paix. Il convenait donc de supprimer, là où elles existaient, les restrictions apportées à ce droit par certains Etats.

Les Gouvernements consultés s'étaient montrés unanimement favorables à l'extension aux travailleurs agricoles des droits accordés en la matière aux travailleurs de l'industrie.

La Conférence estima qu'elle ne pouvait faire moins pour les premiers qu'elle n'avait fait pour les seconds et adopta par suite, par 92 voix contre 5 et 7 abstentions, un projet de convention mettant les travailleurs agricoles sur un pied d'égalité absolue avec les ouvriers industriels.

d) *Protection des travailleurs agricoles contre les accidents, la maladie, l'invalidité, la vieillesse.*

Cette protection constituait des mesures prévues par le préambule de la partie XIII.

Son extension aux travailleurs agricoles ne faisait aucun doute.

La consultation des Gouvernements s'était avérée favorable à cette extension. Mais le B.I.T., après avoir examiné, d'une manière approfondie, tous les aspects de la question, estima nécessaire de faire une distinction entre les différents risques. Il proposa dans son rapport, l'adoption d'un projet de convention pour l'assurance contre les accidents et une recommandation générale pour les autres assurances.

La Conférence se rangeant à cet avis, adopta par 81 voix contre 13 et 2 abstentions, un projet de convention concernant la réparation des accidents du travail dans l'agriculture et, par 84 voix contre 2 et 8 abstentions, une recommandation relative aux autres assurances sociales.

E. *Désinfection des laines contaminées par les spores charbonneuses.*

Le B.I.T., qui avait effectué un certain nombre d'investigations dans ce domaine, avait élaboré un avant-projet destiné à transformer en convention la recommandation adoptée en la matière, à la Conférence de Washington. Mais les renseignements recueillis jusqu'en 1921, malgré toute la diligence apportée par le Bureau, n'étaient pas cependant suffisants pour autoriser cette transformation. La Conférence estima donc qu'une documentation complémentaire était nécessaire avant d'élaborer une réglementation internationale et par 74 voix contre 0, elle adopta une résolution invitant le Conseil d'Administration du B.I.T. à créer une commission qui aurait pour mission « de procéder à l'examen de la question sous tous ses aspects et de

présenter en temps utile un rapport au Conseil d'Administration, en vue de son examen par la Conférence de 1923 ».

F. *Interdiction de l'emploi de la céruse dans la peinture.*

L'examen de cette question donna de la tablature aux délégués de la Conférence. Elle suscita d'ardentes polémiques ; certains délégués étaient partisans de l'interdiction ; d'autres estimaient qu'une réglementation était suffisante.

Aussi bien la Conférence de Washington avait-elle déjà adopté une recommandation concernant la protection des femmes et des enfants contre le saturnisme. Une motion de M. BIDEGARRAY (délégué ouvrier français), déposée à la Commission des travaux insalubres, proposait l'interdiction de l'emploi de la céruse dans la peinture ; mais la question de cette interdiction ne figurait pas à l'ordre du jour de la 1^{re} session ; elle fut en conséquence écartée de la discussion et renvoyée à la session de 1921.

En présence des divergences d'opinion qui se manifestèrent dès le début de la 3^e session, la Conférence confia l'examen de la question à une Commission. Celle-ci chargea deux sous-commissions médicales d'étudier le problème. Les avis émis par ces dernières furent nets ; le premier concluait à la possibilité de déterminer d'une façon certaine l'empoisonnement saturnin, le second déclarait que le saturnisme était le principal risque de l'ouvrier peintre.

Si l'on décidait l'interdiction, il fallait donc trouver des succédanés présentant les avantages de la céruse sans en avoir les inconvénients. La Commission proposa le lithopone et le blanc de zinc, produits susceptibles d'être employés pour les travaux intérieurs. Mais elle estima par contre que pour les travaux extérieurs, l'emploi de la céruse ne pouvait être supprimé sans inconvénient. Finalement la Commission ne put se mettre d'accord quant aux modalités de la réglementation, solution à laquelle elle s'était ralliée par 12 voix contre 11. La question fut alors soumise à la Conférence et elle risquait fort d'être compromise, lorsque M. Justin GODART, délégué gouvernemental français, déposa un contre-projet de convention, qui conciliait les deux thèses en présence : réglementation et

interdiction. Fondé sur le principe de l'interdiction, ce contre-projet, après quelques modifications, fut adopté par la Conférence par 90 voix contre 0 et 1 abstention.

Ainsi qu'on le verra plus loin, le projet voté par la 3^e session réglemente l'emploi de la céruse dans les travaux extérieurs et interdit cet emploi dans les travaux intérieurs.

G. Repos hebdomadaire dans l'industrie et le commerce.

Le repos hebdomadaire apparaît comme le corollaire nécessaire de la réglementation de la durée du travail. Aussi est-ce avec raison que le Conseil d'Administration du Bureau International du Travail avait inscrit cette question à l'ordre du jour de la 3^e session.

Les réponses fournies par les Gouvernements étaient affirmatives et reconnaissaient la nécessité d'une convention consacrant le principe du repos hebdomadaire. Mais si tous étaient d'accord pour admettre cette nécessité, il existait des divergences sur les modalités d'application : d'aucuns voulaient une réglementation uniforme s'appliquant à la fois au commerce et à l'industrie, d'autres s'avéraient au contraire, partisans d'une réglementation distincte pour chacune de ces deux sortes d'activité.

La commission chargée d'étudier la question et de présenter un rapport à la Conférence se rallia à ce dernier point de vue, elle établit en conséquence un projet de convention pour les établissements industriels et une recommandation pour les établissements commerciaux. Il lui apparut, en effet, que pour ces établissements, une simple recommandation suffisait, comme présentant plus de souplesse et une faculté d'adaptation plus grande aux exigences propres à chaque pays.

Cette manière de voir suscita des observations et même des protestations de la part de certains délégués qui chargèrent l'un d'eux, M. KENGEL (Yougoslavie), de présenter un amendement tendant à la transformation de la recommandation en projet de convention. Mais cet amendement fut rejeté par 46 voix contre 30 et la Conférence entérina finalement les propositions de sa commission.

8° Voulant compléter l'œuvre commencée à la session de

Gênes, la Conférence adopta à l'égard des enfants et jeunes gens employés au travail maritime, 2 projets de convention :

a) *Interdiction de l'emploi à toute personne âgée de moins de 18 ans au travail des soutes et chaufferies.*

Une résolution présentée à Gênes, par la Commission de l'âge minimum d'emploi des enfants à bord, et votée par la Conférence, prévoyait l'inscription de cette question à l'ordre du jour de la prochaine session. Les gouvernements consultés s'étaient montrés favorables à la fixation à 18 ans de l'âge minimum d'admission, mais proposaient un grand nombre d'exceptions visant notamment les navires effectuant de courts trajets, la navigation sur les lacs et les rivières, etc... La Conférence ne fit pas état de ces suggestions et limita strictement le nombre des dérogations dans le projet de convention qu'elle vota à une majorité de 85 voix contre 1.

b) *Visite médicale — obligatoire des enfants employés à bord des bateaux.*

A la Conférence de Gênes, le délégué du Gouvernement italien, M. de MICHELIS, avait suggéré d'insérer dans le projet de convention fixant à 14 ans l'âge minimum d'admission des enfants au travail maritime, un article prévoyant l'examen médical des enfants avant leur engagement à bord d'un navire. La Conférence estima que cette question se trouvait en dehors de la matière portée à l'ordre du jour, elle décida cependant de l'inscrire à l'ordre du jour de la session de 1921.

Il importait de généraliser une mesure qui était déjà appliquée dans un certain nombre de pays, en Suède, notamment, où l'autorité exigeait même le renouvellement du certificat médical produit par les marins avant leur embarquement.

Par 96 voix contre 0 et 2 abstentions déclarées, la Conférence adopta un projet de convention prescrivant que l'emploi d'enfants ou jeunes gens de moins de 18 ans à bord des navires autres que ceux sur lesquels sont employés les membres d'une même famille, ne doit être autorisé que sur présentation d'un certificat qui devra être renouvelé chaque année.

H. Résolutions générales.

Une sous-commission de la Commission de proposition fut

chargée d'examiner les nombreuses résolutions soumises à la Conférence, soit par des délégués à titre personnel, soit par des groupes, et de décider de leur sort.

La plus importante de ces résolutions fut, sans aucun doute, celle de M. SCHURCH, délégué ouvrier suisse, sur le chômage.

La crise mondiale qui sévissait alors, ne manqua pas d'imprimer à la décision prise à cet égard par la Conférence, un profond intérêt. Celle-ci décida que le B.I.T. devait entreprendre une enquête spéciale, en collaboration avec la section économique et financière de la Société des Nations, et invita le Conseil d'Administration à prendre, si possible, l'initiative d'une Conférence internationale chargée d'étudier les remèdes à apporter à la crise du chômage. Le Président de l'*American Federation of Labour*, M. Samuel GOMPERS, avait adressé à la Conférence un télégramme invitant celle-ci à « discuter les conditions de chômage », bien que cette question ne figurât pas à l'ordre du jour de la session.

La Conférence répondit en exprimant l'espoir « que dans « un avenir prochain, les États-Unis pourront trouver la possibilité de s'associer officiellement à l'Organisation internationale du Travail qui doit beaucoup à l'initiative américaine » et en assurant M. Samuel GOMPERS que la Conférence ferait de son mieux pour seconder l'action menée par le gouvernement américain (1) en vue de la solution d'un problème dont dépendait le progrès industriel.

La plupart des autres résolutions adoptées par la Conférence concernaient les travaux agricoles, la situation des mutilés de guerre dans l'industrie, la coopération, etc.. Ces résolutions furent renvoyées au Conseil d'Administration avec mission de les étudier et de prendre, le cas échéant, des mesures appropriées.

I. *La Conférence et le désarmement.*— La session de la Conférence coïncidait avec la Conférence du désarmement réunie par le Président HARDING. Avertis de la connexité qui existe

(1) A la même époque se tenait à Washington, une Conférence chargée d'étudier précisément le problème du chômage.

entre le bien-être de la classe ouvrière et l'énormité des dépenses consacrées aux préparatifs de guerre, les délégués donnèrent leur approbation au télégramme adressé au Président des Etats-Unis par Lord BURNHAM, Président de la Conférence internationale du Travail.

Ce télégramme témoignait du haut prix que les délégués des 39 Etats, réunis à Genève, attachaient « aux nobles aspirations » du Président HARDING quant à la limitation des armements et il ajoutait ceci :

« Réunis ici pour chercher à réaliser de meilleures conditions sociales et économiques par le moyen d'une coopération internationale, les délégués de toutes nations, expriment leur espoir que, par l'emploi de la même méthode, la Conférence de Washington pourra faire œuvre permanente et solide afin d'établir la paix universelle sans laquelle l'équilibre social et le progrès économique ne peuvent être assurés. Tous sont persuadés que la réunion des représentants de la grande République américaine, et des autres grandes nations de l'Est et de l'Ouest ne manquera pas de servir de façon efficace, la cause de l'humanité. Puissent leurs travaux aboutir aux meilleurs résultats ».

On a dit de la 3^e session de la Conférence qu'elle « fut une Conférence d'hommes d'affaires et d'hommes affairés » (1).

Cette qualification paraît exacte si l'on considère que cette session n'élabora pas moins de sept projets de convention et huit recommandations.

Enfin ladite session permit de constater que l'organisme créé par les traités était, après trois années de fonctionnement, parfaitement capable, sauf quelques modifications de procédure à envisager, de remplir le rôle qui lui avait été assigné.

SECTION IV

4^e Session de la Conférence

(GENÈVE, 18 OCTOBRE-3 NOVEMBRE 1922)

Les trois sessions antérieures avaient été particulièrement

(1) Cf. Revue internationale du Travail, vol. V, n° 2, février 1922. La troisième conférence internationale du Travail, p. 203 et sq.

fécondes à un double point de vue : elles avaient d'abord permis l'élaboration de projets de convention et de recommandations particulièrement importants au point de vue de la législation sociale : travail industriel à Washington en 1919, travail maritime à Gênes en 1920, travail agricole à Gênes en 1920 avaient retenu l'attention des délégués à la Conférence ; elles avaient ensuite été pour l'Organisation l'occasion « d'apprécier dans « tous ses détails la valeur de son mécanisme, de reconnaître les « points de friction et d'élaborer un programme de réformes « intérieures ».

L'ordre du jour de la 4^e session fut moins chargé, en apparence, que celui des sessions précédentes. Au point de vue de la législation sociale il ne comportait en effet que l'examen d'une seule question. Mais cet ordre du jour présenta néanmoins un intérêt capital pour l'autorité future de l'Organisation Permanente du Travail.

Au cours de sa session de novembre 1921, le Conseil d'Administration avait estimé qu'il convenait de ne pas surcharger l'ordre du jour des sessions de la Conférence afin de laisser le temps aux membres de l'Organisation de prendre les mesures nécessaires pour assurer l'exécution des décisions antérieurement prises.

Appliquée à la préparation de l'ordre du jour de la 3^e session, cette considération avait sa valeur. Il ne faut pas oublier en effet que 34 décisions (projets de convention et recommandations) étaient sorties des délibérations de la Conférence au cours des 3 sessions de Washington, Gênes et Genève. Il importait donc de ne pas surcharger les Parlements déjà accablés d'une tâche excessive résultant des difficultés d'après-guerre.

Mais il convient de ne pas perdre de vue d'autre part que les années de guerre avaient été presque stériles en matière de législation du travail. Laisser l'Organisation dans l'expectative en attendant que les décisions prises au cours des trois années précédentes eussent été suivies d'effet dans les différents Etats Membres de l'Organisation, aurait pu nuire au développement de l'Organisation et au maintien de son prestige.

S'inspirant de ces diverses considérations, le Conseil d'Administration prépara un ordre du jour qui ne comportait pas

l'examen d'un grand nombre de projets de convention ou de recommandations, mais devait permettre de résoudre des problèmes de réforme intérieure, qu'avaient posés certaines difficultés de procédure apparues au cours des sessions précédentes et les réclamations des Etats désireux d'obtenir une représentation plus complète au sein de l'Organisation.

Par lettre circulaire du 28 février 1922, le Conseil d'Administration adressa donc l'ordre du jour suivant aux Gouvernements des Etats Membres :

1° Révision de la Partie XIII du Traité de Versailles et des Parties correspondantes des autres Traités de Paix :

a) en vue de permettre la réforme de la composition du Conseil d'Administration ;

b) en vue de permettre des modifications en ce qui concerne la périodicité des Conférences.

2° Communication au Bureau International du Travail des informations, statistiques ou autres, concernant l'émigration, l'immigration, le rapatriement ou le transit des émigrants.

La Conférence devait également, suivant le vœu exprimé à sa troisième session, se prononcer sur *la révision de son règlement*.

Elle avait ensuite à procéder au *renouvellement du Conseil d'Administration*.

Elle devait d'autre part prendre connaissance des *rapports spéciaux* qui avaient été demandés par des résolutions adoptées à la dernière session sur *la crise du chômage* et sur la question de la *répartition des matières premières*.

Elle avait à se prononcer sur l'insertion dans les projets futurs de convention, de dispositions particulières concernant la possibilité d'introduire des amendements relatifs à leur application.

Enfin elle devait prendre connaissance du *Rapport général du Directeur* qui contenait notamment un résumé des rapports annuels fournis par les divers Etats en exécution de l'article 408 du Traité de Paix et un exposé des négociations entreprises par le Directeur avec divers Gouvernements, conformément à une décision du Conseil d'Administration, sur les difficultés

rencontrées dans la ratification de certains des projets, de conventions adoptés par les sessions antérieures de la Conférence.

Tel qu'il était formé, l'ordre du jour de la 4^e session était donc suffisamment chargé.

La Conférence réunit 112 délégués : 68 délégués gouvernementaux, 22 délégués ouvriers, accrédités auprès de la Conférence par 39 Etats.

Pour la seconde fois elle désigna pour le fauteuil présidentiel le Vicomte BURNHAM, délégué gouvernemental britannique.

Le règlement de la Conférence prévoit la nomination de trois Vice-Présidents choisis respectivement parmi les délégués des gouvernements, des organisations patronales et des organisations ouvrières et qui doivent être de nationalité différente. Or le groupe patronal et le groupe ouvrier choisirent tous les deux un Vice-Président de nationalité française. En présence de cette difficulté, la Conférence décida de n'élire exceptionnellement qu'un seul Vice-Président, celui qui avait été désigné par les délégués gouvernementaux, le Docteur Aristide de AGUERO Y BÉTHENCOURT, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Cuba.

Dans son discours d'ouverture, M. Arthur FONTAINE, Président du Conseil d'Administration, fit allusion notamment à la décision importante de la Cour Permanente de Justice internationale qui avait établi d'une façon définitive la compétence de l'Organisation en matière de réglementation du travail dans l'agriculture.

Lord BURNHAM, élu président, souligna la mission dévolue à la Conférence « de donner au monde la lumière dont il a « besoin » et marqua la nécessité d'envisager les questions internationales à la faveur de cette lumière « réclamée non seulement par les prophètes et les visionnaires, mais aussi par « les financiers et les chefs d'industrie », car « aujourd'hui « les hommes d'affaires pratiques sont tous des internationalistes dans le vrai sens du mot ».

La Conférence procéda ensuite à la nomination des différentes commissions chargées de l'étude préliminaire des questions qu'elle devait résoudre en séance plénière.

La vérification des pouvoirs ne donna lieu à aucune difficulté particulière. La Commission chargée de cette vérification proposa cependant à la Conférence « afin de lui permettre « d'être en possession de tous les éléments d'information en « cas de contestation, d'inviter le Conseil d'Administration du « Bureau International du Travail à demander aux Gouverne- « ments de lui faire parvenir des renseignements sur les orga- « nisations patronales et ouvrières de leurs pays, ainsi que sur « leurs effectifs respectifs » ; ceci afin d'éviter le retour de difficultés auxquelles avait donné lieu la désignation de l'un des délégués ouvriers néerlandais à la session de 1921.

A. *Règlement de la Conférence.* — Ce fut la Commission des réformes constitutionnelles, composée de 36 membres, qui fut chargée d'étudier la question des modifications à apporter à ce règlement et qui concernaient la réforme de la composition du Conseil d'Administration et la périodicité des sessions de la Conférence.

Cette dernière question avait fait l'objet d'une étude approfondie :

- 1° par une sous-commission, lors de la session de 1921 ;
- 2° par un Comité spécial nommé par le Conseil d'Administration ;
- 3° par le Conseil d'Administration lui-même.

Elle impliquait la solution à apporter à un ou deux problèmes d'intérêt général, notamment celui des *délégations incomplètes*. Si les Gouvernements envoient à la Conférence des délégations d'une composition différente, l'équilibre de l'Assemblée se trouve rompu. Ce fait se produisit précisément à la 4^e session qui aurait dû réunir 78 délégués ouvriers au lieu des chiffres cités au début. La Commission proposa d'inviter le Conseil d'Administration à lui soumettre un rapport ultérieur sur la question. A l'unanimité la Conférence adopta cette proposition.

Le règlement stipule que l'anglais et le français sont les deux langues officielles de la Conférence. Différents délégués suggérèrent en Commission d'adopter également comme langues officielles, l'allemand, l'espagnol et l'italien. La proposition concernant l'allemand ne fût repoussée qu'à deux voix de

majorité. Le régime antérieur fut finalement maintenu par la Commission et sanctionné par la Conférence.

Enfin une addition fut apportée au règlement en ce qui concerne la procédure de réunion des groupes (gouvernementaux, patronaux et ouvriers) qui sont appelés à élire les Vice-Présidents de la Conférence, les Commissions et le Conseil d'Administration.

B. *Réforme du Conseil d'Administration.* — Cette question a été étudiée précédemment à l'occasion de l'examen de la structure du Conseil d'Administration. La réforme préconisée tendait à donner une nouvelle rédaction à l'article 393 du Traité de Paix afin d'assurer une représentation satisfaisante aux différents Etats et en particulier aux pays extra-européens. Cette nouvelle rédaction fut finalement adoptée par 82 voix contre 2 et 6 abstentions.

C. *Périodicité de la Conférence.* — L'inscription de cette question à l'ordre du jour de la Conférence avait été provoquée par des discussions qui s'étaient élevées au sujet de la fréquence des sessions. Un certain nombre de propositions avaient été formulées. Certains délégués s'étaient déclarés partisans de sessions bisannuelles. Leur opinion avait été particulièrement adoptée par le Conseil d'Administration qui, dans une proposition soumise à la commission, avait émis le vœu que les sessions aient lieu « chaque fois que besoin sera, et au moins une fois » tous les deux ans ». Par 17 voix contre 15, la Commission repoussa cette proposition.

D'autre part, certains délégués, pour les raisons indiquées plus haut, estimaient que les sessions annuelles étaient indispensables. Ils faisaient valoir en outre que le système des sessions bisannuelles nécessitait un amendement au Traité de Paix qui n'aurait pu entrer en vigueur avant deux ou trois ans, c'est-à-dire au moment où l'expérience acquise permettrait de régler en toute connaissance de cause la périodicité des sessions. Néanmoins ces délégués se déclaraient acquis à une seconde suggestion du Conseil d'Administration, d'après laquelle les sessions diffèraient d'importance et l'adoption des projets de convention ou de recommandations n'aurait lieu normalement que tous les deux ans.

La Commission proposa à la Conférence de soumettre au Conseil d'Administration la proposition d'instituer alternativement des sessions de préparation et des sessions de décision. Les premières seraient consacrées à la discussion générale d'avant-projets de convention ou de projets de recommandation qui seraient approuvés ou rejetés à la simple majorité des voix ; le vote final sur ces textes, émis dans les conditions prévues par le Traité de Paix, n'aurait lieu qu'au début de la session suivante.

Par 61 voix contre 12 la Conférence adopta cette proposition.

Cette décision n'impliquait aucun amendement au Traité. Mais elle laissait en suspens certaines difficultés ; elle ne permettait pas notamment de répondre au désir de certains délégués de pays éloignés qui auraient voulu éviter les frais d'un voyage annuel en Europe.

D. Statistiques de l'émigration. — Le projet élaboré sur la matière par le Bureau International du Travail après examen des réponses fournies au questionnaire par les Gouvernements des Etats Membres fut, après avoir subi quelques modifications, adopté à l'unanimité des délégués présents.

La recommandation votée demande aux Gouvernements de communiquer au B.I.T. toutes informations dont ils disposent, sur les émigrants et les immigrants de leur pays, autant que possible trimestriellement ; et dans les six mois qui suivent la fin de chaque année, les chiffres globaux des émigrants ainsi que leur qualité (nationaux, étrangers, sexe, etc...) ; enfin la Conférence recommande une uniformisation des conditions de l'émigration : définition du terme, pièces d'identité, méthodes statistiques.

Cette recommandation devait servir de base à une action internationale de plus grande portée.

E. Rapport sur la crise du chômage. — Le rapport sur la crise du chômage devait son origine à une résolution votée à la 3^e session qui avait confié au Bureau le soin d'instituer une

enquête et invité le Conseil d'Administration à « faire toutes « démarches et interventions pour la convocation d'une Conférence internationale chargée d'étudier les remèdes de caractère international propres à mettre fin à la crise du chômage ».

A la Conférence économique qui se tint à Gênes, en 1922, le Conseil d'Administration envoya une délégation à la demande du gouvernement italien. Mais la Conférence de Gênes s'occupa surtout de la Russie. Néanmoins elle attira l'attention des gouvernements sur l'importance des projets de convention et des recommandations adoptés antérieurement par la Conférence internationale du Travail et préconisa l'adoption de certaines mesures s'inspirant des décisions de la Conférence.

La mission confiée au Bureau subsistait donc tout entière.

Le B.I.T. s'était d'ailleurs employé depuis sa création à recueillir et dépouiller une documentation sur le chômage. Le rapport spécial que le Bureau, sur l'initiative du Conseil d'Administration, était chargé de préparer, avait pour objet d'étudier l'ampleur de la crise, d'en rechercher les facteurs et d'exposer les mesures prises pour y remédier. Le but n'était pas de suggérer à la Conférence l'adoption de mesures particulières, mais seulement d'indiquer les recherches ou les études à entreprendre.

Le rapport fut soumis par la Conférence à une commission spéciale qui, se basant sur les conclusions mêmes du rapport, adopta une série de résolutions relatives à l'enquête effectuée par le Bureau. Elle préconisa notamment la collaboration de celui-ci avec la Section économique et financière de la Société des Nations pour l'étude de facteurs tels que les questions financières, les mouvements des capitaux, les fluctuations des changes qui, bien qu'exerçant une influence incontestable sur le chômage, dépassaient peut-être le champ d'activité fixé au Bureau par les Traités de Paix.

F. Amendement des conventions.— Le Traité de Paix ne renferme aucune disposition explicite relative à l'amendement des conventions adoptées. La seule procédure implicitement indiquée paraît consister dans l'adoption par la Conférence d'une convention supplémentaire à soumettre, suivant la méthode

habituelle aux autorités compétentes des différents pays. Mais une telle convention n'intéresserait qu'un nombre très restreint de pays et il serait peu expédient d'en imposer l'examen à des Parlements surchargés de travaux.

La Commission de procédure d'amendement de la Conférence après avoir examiné le problème d'une manière approfondie, le considéra comme très délicat à résoudre et proposa, dans une résolution, de charger le Bureau d'étudier ce problème à fond et de préparer un rapport en vue de le soumettre aux gouvernements quatre mois au moins avant la prochaine session. La Conférence adopta cette résolution sans discussion.

G. Rapport du Directeur.— La discussion porta sur le développement de la législation du travail dans les différents Etats. Les délégués des pays les plus divers par l'organisation de leur industrie montrèrent comment les principes formulés dans les conventions et recommandations votées par la Conférence servaient de base à la réforme sociale et, même, en l'absence d'une ratification certaine, à l'amélioration progressive des conditions du travail. On agita beaucoup la question des ratifications enregistrées jusqu'à la veille de la Conférence et on se plaignit de l'inaction ou de l'action tardive de certains gouvernements, qui entravaient l'élan des ratifications dont le nombre n'atteignait que 55 à cette date.

L'impression générale qui se dégagera des discussions qui gravitèrent autour de la convention sur la durée du travail, fut que, malgré le nombre relativement peu élevé de pays ayant ratifié cette convention, presque tous les travailleurs européens bénéficiaient, en fait, de la journée de huit heures.

Les débats permirent de faire une constatation intéressante à l'égard des nouveaux Etats européens issus des traités de paix. En matière de législation ouvrière, ces Etats ont su créer un ordre social nouveau basé sur les principes indiqués dans la Partie XIII du Traité de Paix.

Enfin les délégués furent unanimes à souhaiter qu'un contact plus étroit put s'établir entre l'Organisation et les différents pays en augmentant notamment le nombre des correspondants nationaux que le Bureau entretient dans certaines capi-

tales (Berlin, Londres, Paris, Rome et Washington). Ils suggérèrent la création de postes nouveaux dans l'Inde, dans l'Amérique du Sud et même dans tous les pays, afin que l'expérience et la documentation pussent devenir plus facilement et plus rapidement accessibles à tous.

H. *Election du Conseil d'Administration.* — La Conférence procéda au renouvellement du Conseil d'Administration sur les bases fixées par le Traité de Paix. Pour la première fois le Chili et la Finlande figurèrent parmi les Etats représentés au Conseil, l'Espagne et la Pologne complétèrent le nombre des quatre Etats appelés à siéger à côté des huit Etats dont l'importance industrielle est la plus considérable.

Le nouveau Conseil d'Administration se réunit pendant la session de la Conférence et réélut comme président M. Arthur FONTAINE, représentant du gouvernement français.

I. *Résolutions.* — Le groupe ouvrier proposa une résolution demandant au Bureau International du Travail « de faire une « étude documentaire sur le niveau de vie des ouvriers par rap- « port à l'avant-guerre, en Allemagne et dans les autres pays « à change fortement déprécié, dans le but de faire la lumière « sur la situation et de connaître les moyens déjà employés ou « envisagés dans ces pays pour assurer aux ouvriers des con- « ditions d'existence convenables ».

Cette résolution fut adoptée par 59 voix sans opposition.

La Conférence rejeta par contre une proposition tendant à instituer une enquête sur les conditions de travail et d'existence des classes ouvrières dans les pays d'Orient, les délégués n'ayant pu se mettre d'accord sur les pays devant être considérés comme « pays d'Orient ».

Enfin, avant de clôturer ses séances, la Conférence adopta à l'unanimité une résolution présentée par M. URRUTIA, délégué gouvernemental de la Colombie, exprimant la reconnaissance de tous les délégués au Conseil fédéral suisse et aux autorités du canton et de la ville de Genève pour l'offre généreuse des lots qu'ils avaient mis à la disposition de la Société des Nations en vue de la construction du bâtiment définitif du Bureau International du Travail. La Conférence se plut « à reconnaître

« dans cette offre, un nouveau témoignage de l'attachement
« traditionnel de la Suisse aux œuvres qui comportent un pro-
« grès dans l'ordre social, et, tout particulièrement, de l'inté-
« rêt qu'elle porte au développement de l'Organisation Inter-
« nationale du Travail ».

SECTION V

5^e Session de la Conférence

(GENÈVE, 22-29 OCTOBRE 1923)

L'ordre du jour de cette session devait comprendre l'examen des questions suivantes :

- 1° Utilisation des loisirs des travailleurs ;
- 2° Egalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux victimes d'accidents du travail ;
- 3° Détermination des principes généraux de l'inspection du travail ;
- 4° Arrêt hebdomadaire de vingt-quatre heures dans les verreries à bassins.

Mais le Conseil d'Administration, en avril 1923, décida de réduire la durée de la session et de limiter l'ordre du jour définitif à l'examen de la 3^e question.

A la 5^e session participèrent 42 Etats représentés par 74 délégués gouvernementaux, 24 représentants ouvriers et 24 représentants patronaux, accompagnés d'environ 70 conseillers techniques. La République Argentine, la Perse et le Panama qui n'avaient plus envoyé de délégations à la Conférence depuis la session de Washington, se firent à nouveau représenter. En outre, l'Etat libre d'Irlande, récemment admis dans la Société des Nations et par conséquent dans l'Organisation Permanente du Travail, avait tenu à prendre part aux travaux de la 5^e session.

La Conférence procéda d'abord à l'installation de son bureau définitif en appelant à la présidence, le Docteur ADACHI, premier délégué du Gouvernement japonais. Pour les trois sièges de Vice-Président, le choix des groupes se fixa sur M. PRIS-

TER, délégué gouvernemental suisse, M. JOUHAUX, délégué ouvrier français, et M. OLIVETTI, délégué patronal italien.

La Conférence examina ensuite le mandat du délégué ouvrier italien qui avait soulevé certaines difficultés dont la solution apparaissait plutôt délicate. Certains délégués, en effet, avaient affirmé que les corporations fascistes admettaient dans leur sein, non seulement des ouvriers, mais aussi des employeurs. La Commission de vérification des pouvoirs se prononça néanmoins, à la majorité, en faveur de l'admission du délégué fasciste. Deux raisons la déterminèrent à prendre cette décision : d'abord l'affirmation formelle du Gouvernement italien et du délégué lui-même que les organisations représentées à la Conférence et consultées par le Gouvernement n'étaient pas en réalité des organisations mixtes ; ensuite, le fait que la Confédération nationale des corporations fascistes constituait, au point de vue de l'effectif tout au moins, l'organisation la plus représentative. La Conférence, maîtresse de ses décisions en pareille matière, ainsi que l'avait reconnu la Cour permanente de Justice internationale, en 1922, valida en conséquence les pouvoirs du délégué italien et ceux des autres représentants, patronaux et ouvriers, dont le mandat avait été contesté.

A. *Organisation d'un système d'inspection du travail.* — Dans son article 427, le Traité de Paix avait stipulé que : « chaque
« Etat devra organiser un service d'inspection qui comprendra
« des femmes, afin d'assurer l'application des lois et règlements
« pour la protection des travailleurs ». Cette clause revêtait une importance capitale, puisque sa non-application pouvait compromettre les progrès réalisés dans le domaine de la protection des travailleurs.

La question inscrite à l'ordre du jour de la 5^e session semblait, à première vue, très simple et incapable de soulever des discussions. Mais l'enquête préliminaire effectuée par le B.I.T. révéla que l'on se trouvait en face d'un problème extrêmement compliqué. Les réponses fournies par les Gouvernements au questionnaire envoyé par le Bureau montrèrent en effet très nettement que l'organisation du Service de l'inspection du travail dans les différents pays était loin de présenter de l'uni-

formité. Mais la diversité des pratiques nationales ne semblait pas faire obstacle à la détermination de principes généraux qui pouvaient prendre place dans une recommandation, d'une souplesse nécessairement plus grande qu'une convention.

Les réponses au questionnaire formaient d'ailleurs un ensemble très précieux, par leur valeur, leur nature et leur nombre. Elles furent reproduites et analysées dans un rapport publié antérieurement à l'ouverture de la session et constituent la documentation la plus abondante dont on disposait jusqu'alors sur l'inspection du travail (1).

Le projet de recommandation préparé par le Bureau comportait quatre divisions principales : 1° objet de l'inspection du travail ; 2° nature des fonctions et des pouvoirs de l'inspection du travail ; 3° organisation de l'inspection du travail ; 4° rapports des inspecteurs aux autorités compétentes de chaque pays.

Cinq Commissions furent instituées pour examiner chacune séparément les questions suivantes : 1° objet de l'inspection ; 2° fonctions et pouvoirs de l'inspection ; 3° sécurité ; 4° organisation et méthodes de l'inspection ; 5° les rapports des inspecteurs.

Les Commissions condensèrent leurs observations dans cinq rapports dont chacun traitait un aspect particulier du problème de l'inspection et comportait aussi un certain nombre de recommandations. La Conférence examina ces rapports et leurs conclusions en première lecture, puis après y avoir apporté quelques modifications, les renvoya au Comité de rédaction, avec le soin d'établir un texte de recommandation. Ce comité coordonna les travaux des cinq Commissions et soumit à la Conférence, le texte d'une recommandation unique, dans laquelle furent incorporés les différents projets desdites Commissions et qui fut adopté, en séance plénière, à l'unanimité des 105 délégués présents.

B. Autres décisions de la Conférence. — La recommandation dont le texte est analysé d'autre part, prévoit que les ins-

(1) Voir Supra, L'Œuvre du Bureau International du Travail, Publications : Etudes et documents.

pecteurs du travail sont tenus d'adresser chaque année à l'autorité centrale de leur pays, un rapport sur les résultats de leur inspection. Ces rapports sont condensés dans un rapport annuel établi par les soins de cette autorité. En vue de permettre les comparaisons internationales, la Conférence décida, à l'unanimité, d'inviter le Bureau International du Travail à présenter chaque année un rapport général, sur la base des rapports annuels des divers Etats et ensuite, à s'efforcer de réaliser la plus grande uniformité possible, dans la présentation de ces rapports, spécialement dans l'établissement des statistiques.

Une seconde résolution, due à l'initiative de la troisième Commission et également adoptée à l'unanimité, confia au Bureau le soin de procéder à une enquête sur les mesures spéciales prises dans certains pays et consistant à réduire les primes d'assurance des employeurs qui ont pris les dispositions voulues pour accroître la sécurité de leur personnel.

Une troisième résolution, présentée par M. SCHURCH, délégué ouvrier suisse, pria le Conseil d'Administration « de prendre l'initiative d'une étude sur la nécessité d'une entente internationale pour l'application de l'accrochage automatique que applicable à tous les véhicules de chemins de fer » (1).

Une résolution de M. UNO, délégué ouvrier japonais, demanda à la Conférence d'envisager la possibilité d'inscrire à l'ordre du jour d'une prochaine session le problème de l'inspection du travail dans la marine marchande.

Enfin une autre résolution fut également votée qui concernait les conditions du travail dans le Bassin de la Sarre et invitait le Conseil d'Administration d'étudier « la question de savoir s'il n'y avait pas lieu d'entrer en relations, par le Secrétaire général, avec le Conseil de la Société des Nations pour examiner par quelles mesures il pourra être constitutionnellement donné satisfaction aux organisations locales de la Sarre et comment le Bureau International du Travail pourra se mettre à la disposition de la Commission de Gouvernement

(1) Avant la guerre, en Grande-Bretagne, six à sept cents personnes étaient blessées et douze à quinze tuées, chaque année au cours d'opérations d'accrochage (Revue Internationale du Travail, vol. VIII, n° 6, décembre 1923, p. 852).

« (de la Sarre), pour l'application des principes adoptés par
« la Société des Nations ».

Cette résolution, présentée par le groupe ouvrier, s'appuyait sur les dispositions de l'article 23, § 4 du chapitre II de l'annexe à la Section IV du Traité de Versailles concernant le Bassin de la Sarre, portant que « dans la fixation des conditions et des heures de travail pour les hommes, les femmes et les enfants, la Commission de Gouvernement devra prendre en considération les vœux émis par les organisations locales du travail ainsi que les principes adoptés par la Société des Nations ».

C. Rapport du Directeur.— Ce rapport qui était très court, se limitait à un résumé sous forme de tableaux, de l'avancement des ratifications et à une publication des rapports annuels présentés par les Etats Membres en exécution des dispositions de l'article 408 du Traité de Paix. Le nombre des ratifications enregistrées par le Secrétariat général de la Société des Nations ou autorisées par les Parlements s'élevait à 85 à la fin de décembre 1922.

La discussion du rapport directorial occupa trois séances. Elle porta principalement sur les ratifications et l'application des textes votés aux sessions antérieures.

En résumé, si la question soumise à l'examen de la 5^e session ne donna lieu à aucune controverse, elle n'en offrit pas moins un réel intérêt. La netteté avec laquelle l'opinion publique internationale — qui trouve son expression dans les Conférences internationales — se prononça sur l'importance du rôle de l'inspection du travail dans l'organisation industrielle, ne manqua pas d'influencer profondément les pays dans lesquels cette institution était absente ou inorganisée. A ce titre, la 5^e session de la Conférence devait être féconde en résultats, car elle allait permettre la généralisation d'une mesure sans laquelle toute loi protectrice du travail risque de demeurer inopérante, en raison de l'inexistence ou de l'insuffisance du contrôle propre à en assurer l'application.

SECTION VI

6^e Session de la Conférence

(GENÈVE, 16 JUIN-5 JUILLET 1924)

L'ordre du jour de la 6^e session de la Conférence avait été fixé de la manière suivante par le Conseil d'Administration du Bureau International du Travail :

- 1^o Utilisation des loisirs des ouvriers ;
- 2^o Egalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux victimes d'accidents du travail ;
- 3^o Arrêt hebdomadaire de vingt-quatre heures dans les verreries à bassins ;
- 4^o Travail de nuit dans les boulangeries.

La Conférence avait ainsi à examiner les trois premières questions qui figuraient à l'ordre du jour de la session précédente et avaient été renvoyées à la session suivante. A ces trois questions le Conseil d'Administration avait cru devoir ajouter la question du travail de nuit dans les boulangeries.

Enfin la Conférence allait être saisie :

- 1^o de la question de la modification à apporter au règlement de la Conférence par l'institution de la procédure de double lecture pour l'adoption des projets de convention ;
- 2^o de la question de l'infection charbonneuse ;
- 3^o du rapport sur le chômage contenant les résultats de l'enquête prescrite par une résolution votée à la 4^e session (1922).

Le nombre des Etats Membres qui participèrent à la 6^e session s'éleva à 40. Ces Etats furent représentés par 291 délégués, soit 69 délégués gouvernementaux, 29 représentants patronaux, 28 représentants ouvriers et 165 conseillers techniques.

La présidence échet à M. HJALMAR BRANTING, qui eut comme Vice-Présidents : M. Aristide DE AUERO Y BÉTHANCOURT, délégué gouvernemental de Cuba ; M. Robert PINOT, délégué patronal français, membre du Conseil d'Administration, et M. Corneille MERTENS, délégué ouvrier belge.

La validation des pouvoirs des délégués ne donna lieu à aucune difficulté sérieuse, sauf en ce qui concerne le mandat

du délégué ouvrier italien qui ne fut validé que par 55 voix contre 32.

La Conférence constitua six Commissions pour étudier les quatre principaux points de l'ordre du jour et les rapports sur le chômage et l'infection charbonneuse.

Puis elle examina les textes préparés par les Commissions sur la base des rapports préparés, sur chaque question, par le B.I.T., à l'aide des réponses fournies par les divers Gouvernements aux questionnaires qui leur avaient été adressés.

A. Utilisation des loisirs des ouvriers. — Cette question se présentait à certains égards, comme un corollaire de la convention des huit heures votée à Washington en 1919.

A une certaine époque on exprimait la crainte que les ouvriers ne gaspillassent leurs loisirs sans aucun souci de leur propre bien-être ou de l'intérêt de la communauté, mais si l'on considère par exemple la régression de l'alcoolisme en France avec l'application de la journée de 8 heures, on peut juger qu'une telle crainte n'était pas fondée.

Il s'agissait non pas, dans un accès de paternalisme, de réglementer les heures de liberté de l'ouvrier, mais simplement de fournir à celui-ci le moyen d'employer ses loisirs d'une manière agréable à lui-même en même temps que conforme à l'intérêt de la communauté.

Les enquêtes préliminaires et les débats à la Commission et à la Conférence montrèrent que l'œuvre la plus utile à réaliser était de rechercher les mesures d'amélioration sociale qui, à cet égard, avaient donné de bons résultats dans certains pays.

Dans son rapport, le Bureau International du Travail concluait à l'adoption d'une recommandation. La Commission et la Conférence partagèrent cette manière de voir et, en séance plénière, cette recommandation fut votée par 79 voix contre 16.

Ce texte envisage successivement la préservation des loisirs (interdiction du travail supplémentaire ou adoption de mesures propres à le faire disparaître) ; les rapports entre les loisirs et l'hygiène sociale y compris la lutte contre l'alcoolisme, la tuberculose et les maladies vénériennes ; la politique du logement ; les institutions pour l'utilisation des loisirs (jardins ou-

vriers, sports, enseignement, etc...) qu'il importe d'encourager ; enfin le libre usage des institutions et la coordination de leurs efforts.

En outre, la Commission adopta une résolution invitant le Bureau à se tenir constamment en contact avec les gouvernements à ce sujet et à publier périodiquement des études résumant les efforts entrepris et les résultats obtenus dans les divers Etats.

B. Egalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux. — La Conférence de Washington avait adopté deux résolutions sur le problème général de la protection des travailleurs employés à l'étranger.

Cette question avait en outre fait l'objet des préoccupations du Conseil d'Administration et de la Commission internationale de l'Emigration. Celle-ci avait adopté une résolution en faveur de l'égalité de traitement des ouvriers étrangers et nationaux, au point de vue notamment des assurances sociales.

De ce problème aux aspects multiples, le Conseil d'Administration ne retint, pour l'ordre du jour de la 6^e session, que l'égalité de traitement des victimes d'accidents du travail.

Dans certains Etats cette égalité était consacrée par la législation. Avant 1914, un grand nombre de traités avaient été conclus entre les Etats industriels européens, mais ces traités avaient été abrogés à la déclaration de guerre. D'autre part, la création de nouveaux Etats par les traités de paix avait fait apparaître une foule de difficultés.

Les membres de la Commission chargée d'étudier la question, se prononcèrent à l'unanimité en faveur du principe de l'égalité de traitement entendant nettement « affirmer que le « principe s'appliquait non seulement aux ouvriers étrangers « victimes d'accidents, mais encore à leurs ayants-droit, dans « les mêmes conditions qu'aux ouvriers nationaux ».

Mais des divergences se manifestèrent sur la forme à donner au projet à soumettre au vote de la Conférence. Le groupe patronal fut d'avis de traduire le principe admis sous la forme d'une recommandation. Mais par 20 voix contre 8, la Commission se prononça en faveur d'une recommandation. Elle se dé-

clara en outre, par 18 voix contre 6, en faveur de l'application limitée du principe aux ressortissants des Etats ayant ratifié.

Les travaux de la Commission aboutirent au vote provisoire de deux textes : un projet de convention et une recommandation, adoptée l'un et l'autre par 86 voix contre 1. La recommandation visait la collaboration réciproque des Etats en la matière.

Par 54 voix contre 35, la Conférence décida qu'il n'y avait pas lieu de procéder à un vote définitif, laissant à la 7^e session le soin de se prononcer à la suite d'une seconde lecture.

C. *Arrêt hebdomadaire du travail dans les verreries à bassins.* — Cette question, extrêmement complexe et délicate, avait été inscrite à l'ordre du jour sur la suggestion du Gouvernement français.

Il ne s'agissait pas simplement d'accorder un repos hebdomadaire aux ouvriers de ces verreries mais d'instituer une interruption de travail permettant un *repos collectif*, de préférence le dimanche.

Au sein de la Commission chargée de l'étude de cette question, des difficultés surgirent sur la possibilité d'arrêter chaque semaine, pendant vingt-quatre heures, le fonctionnement des verreries où des méthodes nouvelles de fabrication (méthodes mécaniques et semi-mécaniques) avaient été introduites qui avaient eu pour effet de faire disparaître le soufflage à bouche, opération particulièrement dangereuse pour la santé des travailleurs. Les délégués ouvriers, s'appuyant sur des précédents décisifs, d'après eux, affirmèrent que l'arrêt de la production était possible. D'autres délégués contestèrent cette thèse, en soutenant que cet arrêt se heurtait à une impossibilité technique (influence défavorable sur la qualité du verre, frais exagérés).

La Commission commença par admettre la possibilité d'un projet de convention et examina ensuite le projet préparé par le Bureau International du Travail qui prévoyait un arrêt de vingt-quatre heures consécutives par semaine dans les verreries où sont employés des fours à bassins (art. 1^{er}) et que « l'arrêt » du travail aura lieu le dimanche ou tout autre jour consacré

« au repos hebdomadaire par la législation, la tradition ou les usages du pays » (art. 2).

Ces deux articles furent adoptés, sans trop de difficultés. Mais l'art. 3 du projet qui concernait les dérogations fut l'objet de divergences d'opinion fondamentales. Si l'accord se réalisa facilement sur « les travaux préparatoires, complémentaires et de réparation... pour assurer l'activité normale de l'établissement les jours ouvrables », il n'en fut pas de même pour « les travaux qui doivent être nécessairement continus pour des motifs d'ordre technique ou économique ». Aux ouvriers le terme « économique » apparut trop vague. Pour réaliser l'accord, on proposa une sorte de compromis par l'insertion de paragraphes prévoyant que chacun des membres fera connaître, au B.I.T., « avant d'arrêter les termes définitifs du projet de convention, la nature des travaux qu'il considère comme devant être nécessairement continus ». On modifia également d'autres articles du projet du Bureau.

Saisie du rapport de la Commission, la Conférence adopta le principe de l'arrêt hebdomadaire par 58 voix contre 23. Mais un certain nombre d'amendements à l'art. 3 (dérogations) furent proposés. La proposition des ouvriers qui tendait à la suppression des mots « ou économique » fut rejetée par 44 voix contre 23. Le délégué du Gouvernement britannique ayant réclamé une énumération plus précise des opérations visées par les dérogations éventuelles, fut battu par 54 voix contre 21. Enfin, l'un des délégués français avait déposé une motion tendant à supprimer certaines additions introduites à l'art. 3, par la Commission. Cette motion obtint 44 voix contre 11, soit un total de 55 suffrages seulement.

Or le quorum nécessaire était 64. L'amendement n'ayant pas été adopté, on aurait pu conclure que le texte de la Commission demeurerait intact. Les nombreuses abstentions relevées pouvaient se justifier par le fait qu'au regard de certains délégués la situation manquait de netteté. Pour tourner la difficulté on renvoya l'article 3 à la Commission qui adopta l'amendement proposé par le délégué français en séance plénière ; la Conférence approuva cette décision et passa à l'examen des articles suivants.

Finalement l'ensemble du projet fut adopté par 68 voix contre 22, mais il ne fit pas l'objet d'un vote définitif. La Conférence décida, par 66 voix contre 2 de renvoyer le vote final à la prochaine session.

D. Travail de nuit dans les boulangeries. — Cette question fut soumise à la Conférence en vertu d'une résolution présentée à la session de 1921 et renvoyée au Conseil d'Administration. Cette résolution préconisait l'interdiction du travail de nuit et demandait que la question fut inscrite à l'ordre du jour d'une prochaine session, mais le Conseil d'Administration estimant préférable de soumettre le problème à la Conférence sous une forme plus large, décida d'en confier l'examen à la 6^e session.

Le travail de nuit étant réglementé, voire interdit, dans une vingtaine de pays, on aurait pu présumer qu'aucune difficulté spéciale ne surgirait. Il n'en fut rien et la Commission chargée de la question tint quinze séances pour établir un projet qui présentait cependant « toute la souplesse voulue pour s'adapter » aux besoins particuliers de chaque pays ».

Estimant que la boulangerie a un caractère essentiellement régional, les délégués patronaux à la Commission se prononcèrent en faveur d'une recommandation, admettant la possibilité de reprendre la question dans un délai de 5 ans. Les délégués ouvriers se déclarèrent au contraire partisans d'un projet de convention et la majorité des délégués gouvernementaux se rallièrent à cette opinion. La thèse en faveur d'un projet de convention ne l'emporta cependant que par 19 voix contre 16.

Les dérogations au principe de l'interdiction suscitèrent des débats assez vifs. Néanmoins, à une forte majorité, la Commission décida que l'interdiction devait s'étendre aux patrons aussi bien qu'aux ouvriers.

Des divergences d'opinion se révélèrent également en ce qui concerne la définition du terme « nuit ». On finit cependant par se mettre d'accord sur une durée de 7 heures consécutives, comprenant l'intervalle entre 11 heures du soir et 5 heures du matin et, lorsque le climat ou la saison le permet, entre 10 heures du soir et 4 heures du matin.

Les autres dérogations, temporaires ou permanentes, offrirent moins de difficultés.

En séance plénière, le texte de la Commission fut adopté par 73 voix contre 15, la prochaine session ayant à procéder au vote définitif.

E. *Infection charbonneuse*. — On a vu que ce problème avait été déjà évoqué à la 1^{re} session et qu'il avait fait l'objet d'une recommandation et d'une résolution.

La 3^e session l'aborda de nouveau avec la volonté de l'examiner sous tous ses aspects y compris d'une part, les précautions à prendre avec toutes les matières premières susceptibles de propager la maladie, et, d'autre part, l'organisation de la lutte contre le charbon animal.

La Conférence examina le rapport de la Commission consultative du Charbon qui s'était réunie à Londres en 1922. Ce rapport concernait l'étude de la désinfection des laines et cuirs contaminés, la protection des troupeaux et la lutte contre la contamination par les cuirs et peaux. La Commission avait proposé de soumettre à la Conférence un projet de convention prévoyant certaines mesures propres à mettre à l'abri de l'infection les ouvriers chargés de la manipulation de ces diverses matières.

Le Conseil d'Administration avait estimé utile de soumettre ce rapport à la Conférence.

Une Commission fut désignée par celle-ci à la 6^e session pour étudier l'ensemble du problème.

La Commission et la Conférence ne crurent pas devoir se rallier à la proposition de la Commission consultative du Charbon tendant à rendre obligatoire, sauf exception, la désinfection des laines et cuirs destinés à l'industrie textile.

Par 20 voix contre 8, la Commission conclut qu'elle n'était « pas en état de recommander l'adoption de décisions à ce sujet par la Conférence internationale du Travail ».

Par ailleurs, elle proposa à la Conférence d'adopter, moyennant quelques changements, le rapport de la Commission consultative du charbon et d'inscrire à l'ordre du jour d'une prochaine session la question du charbon.

Finalement cette proposition fut entérinée par la Conférence à la majorité de 86 voix contre 5.

F. *Chômage*. — Depuis la 3^e session, le B.I.T. avait procédé à une étude spéciale de cette question, en collaboration étroite avec la Section économique et financière de la Société des Nations.

Pour mettre la Conférence au courant des mesures prises en exécution des résolutions de la 3^e et de la 4^e sessions, un exposé spécial intitulé « l'Enquête sur le chômage » avait été annexé au rapport du Directeur.

L'examen de cette annexe et des rapports préparés en outre par le Bureau, fut confié à une Commission. Celle-ci n'avait pas à élaborer un texte de projet de convention ou de recommandation ; sa mission consistait uniquement à soumettre à la Conférence un rapport sur l'application des résolutions votées aux sessions antérieures, et, le cas échéant, de proposer à la Conférence de fixer telle ou telle directive pour la poursuite de l'enquête.

Les rapports du Bureau mettaient en relief la connexité étroite qui existe entre les crises successives de chômage et les fluctuations des prix. Il apparaissait donc que l'un des remèdes au mal, consistait à prévenir les fluctuations excessives des prix. On se trouvait ainsi amené à examiner les causes des cycles économiques (cycle prospérité et cycle dépression) ; à étudier leur prévisibilité, à l'aide des divers types de baromètres économiques ; enfin, chose très importante, à envisager les moyens de les atténuer et à déterminer le rôle que peuvent jouer à cet égard les diverses institutions de crédit.

Dans ce domaine, la collaboration du Bureau International du Travail et de la Section économique et financière de la Société des Nations avait donné des résultats intéressants.

La Commission exprima l'avis que ces efforts devaient être poursuivis.

Cette résolution adoptée à l'unanimité des membres de la Commission fut approuvée à l'unanimité également par les délégués à la Conférence qui donnèrent d'autre part leur adhésion à la décision du Conseil d'Administration de convoquer

une Conférence internationale des statisticiens du travail, laquelle serait chargée d'étudier, entre autres, les moyens d'améliorer les statistiques du chômage, au point de vue de leur comparabilité dans le domaine international.

En ce qui concerne l'enquête sur le chômage, la Conférence invita le Directeur à poursuivre, en collaboration avec la Société des Nations « la recherche des différents facteurs, tels « que le fonctionnement des crédits, l'instabilité générale des « prix et les fluctuations des changes, qui peuvent empêcher « le développement parallèle et régulier de la consommation « et de la production et qui diminuent ainsi la stabilité de « l'emploi ».

Enfin elle exprima l'avis que ces recherches seraient grandement facilitées par la préparation, dans les divers pays intéressés, d'un rapport sur le problème du chômage qu'établirait une commission représentative des parties intéressées, instituée par chaque Gouvernement.

G. *Procédure de la double lecture.* — Cette procédure a déjà été exposée dans un précédent chapitre.

On se bornera à indiquer ici que la Conférence ne crut pas devoir prendre à l'égard de cette question, de mesure définitive. Elle chargea le Conseil d'Administration d'étudier les amendements qu'il conviendrait d'apporter à titre définitif au règlement de la Conférence, celle-ci devant se prononcer à leur sujet à sa session de 1925.

H. *Rapport du Directeur.* — La discussion de ce rapport dura près d'une semaine.

Un échange de vues eut d'abord lieu sur la première partie consacrée aux problèmes d'organisation, au sujet des Etats qui ne sont pas encore Membres de l'Organisation (Etats-Unis, Mexique, Egypte, Russie). Au sujet de la Russie, M. JOUHAUX, délégué ouvrier français, notant le mouvement pour la reconnaissance *de jure* du gouvernement des Soviets, déclara que l'attitude de ce dernier permettait d'entrevoir l'extension de la participation de la Russie à la vie internationale, participation qui « doit être en particulier étendue à la législation vi-

sant la protection du travail ». Le texte présenté par M. JOUHAUX invitait le Conseil d'Administration à « communiquer cette résolution au Gouvernement russe et entrer en rapports avec lui par les voies et moyens qui paraîtront le mieux appropriés ».

Ce texte fut renvoyé, ainsi que diverses autres résolutions, au Conseil d'Administration.

En ce qui concerne l'Egypte, il n'y avait, d'après M. Albert THOMAS, aucune grande difficulté à surmonter. Au Mexique, des difficultés d'ordre intérieur rendaient la situation instable. Quant aux Etats-Unis, le problème de son admission comme Membre de l'Organisation apparaissait difficile à résoudre juridiquement, cet Etat n'étant et ne voulant pas être Membre de la Société des Nations.

Mais à cet égard des précédents pouvaient être facilement invoqués.

Le Directeur parla du Territoire du Bassin de la Sarre. Le Conseil d'Administration désirait assurer aux ouvriers de ce pays « les mêmes bénéfices que les ouvriers des autres communautés industrielles ».

Les délégués des Etats Sud-américains signalèrent qu'un voyage du Directeur en Amérique du Sud contribuerait à rattacher ce continent à l'œuvre du Bureau.

La plus intéressante des discussions soulevées par le rapport fut celle consacrée à la convention de Washington sur la durée du travail. La situation mondiale à l'égard de cette convention s'était modifiée considérablement depuis la dernière session. Des ratifications plus rapides pouvaient être envisagées. La loi allemande de 1918 sur les heures de travail promulguée pour une durée de 5 années, avait cessé d'être applicable en novembre 1923 et ses dispositions n'avaient pas été prorogées. Par l'intermédiaire de son représentant au Conseil d'Administration, le Gouvernement allemand avait fait connaître que, tout en continuant d'adhérer au principe des huit heures, il se trouvait dans la nécessité de prolonger la durée du travail pour faire face aux réparations et aux difficultés économiques du moment.

Un certain nombre de délégués ouvriers vinrent soutenir leur point de vue à la tribune et se prononcèrent nettement en faveur de l'intangibilité du principe des huit heures. Ils alléguèrent, notamment, que l'Allemagne étant parvenue à se débarrasser de sa dette intérieure, à reconstruire, agrandir et moderniser ses usines, pouvait très bien se mettre à l'alignement des pays qui avaient ratifié la convention de Washington sur la durée du travail.

Certains délégués gouvernementaux, ceux de la Pologne et de la Tchécoslovaquie en particulier, exprimèrent la crainte que leurs pays, qui appliquaient effectivement la journée de huit heures, ne fussent contraints, malgré leur désir de maintenir intacte cette application, de renoncer à un régime libéral.

Mais malgré ces quelques réserves, il apparut bien que la convention de Washington allait entrer dans une phase décisive favorable à son application.

Les délégués constatèrent, non sans satisfaction, que le nombre de ratifications des conventions jusqu'alors adoptées par la Conférence, accusait une tendance très marquée à l'augmentation. En effet, lors de la 5^e session, en octobre 1923, le nombre des ratifications enregistrées s'élevait à 86 ; à la veille de la 6^e session il était de 96 et des communications reçues pendant la session elle-même avaient porté ce nombre à 129.

Si l'on veut résumer l'impression qui se dégagea des débats de la 6^e session, on peut dire que la Conférence internationale du Travail avait gagné en stabilité. N'étant plus un organisme neuf, elle avait acquis « toutes les qualités qui assurent la valeur et la pérennité d'une institution ».

Ses travaux, bien préparés, avaient permis d'ouvrir la voie aux décisions que devait prendre la prochaine session sur la plupart des sujets examinés.

SECTION VII

7^e Session de la Conférence (GENÈVE, 19 MAI-10 JUIN 1925)

Au cours de la 24^e session (octobre 1924), le Conseil d'Administration du Bureau International du Travail avait fixé

ainsi qu'il suit l'ordre du jour de la 7^e session de la Conférence :

1^o Réparation des accidents du travail.

2^o Egalité de traitement pour les travailleurs étrangers et nationaux en matière de réparation des accidents du travail (*vote final sur le projet de convention et la recommandation adoptés par un premier vote de la Conférence à sa 6^e session*).

3^o Arrêt hebdomadaire de vingt-quatre heures dans les verreries à bassins (*vote final sur le projet de convention adopté par un premier vote de la Conférence à sa 6^e session*).

4^o Travail de nuit dans les boulangeries (*vote final sur le projet de convention adopté par un premier vote de la Conférence à sa 6^e session*).

C'était la première fois que la Conférence internationale du Travail abordait la question de la réparation des accidents du travail. En décidant en janvier 1924, d'inscrire cette question à l'ordre du jour de la 7^e session, le Conseil d'Administration s'était inspiré de la clause du Traité de Paix qui mentionne parmi les tâches qui incombent à l'Organisation Permanente du Travail « la protection du travailleur contre les maladies générales ou professionnelles et les accidents résultant du « travail ». D'ailleurs la question était mûre pour la discussion, parce qu'elle avait pris dans certains Etats un développement considérable. En outre, son examen venait compléter l'œuvre accomplie par la Conférence qui, à sa session de 1921, s'était occupée du problème de la réparation des accidents du travail dans l'agriculture et, en 1924, avait étudié la question de l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux victimes d'accidents du travail.

L'ordre du jour de la 7^e session comportait également l'examen d'une série de rapports sur les problèmes généraux de l'assurance sociale que le Conseil d'Administration avait décidé de soumettre à la Conférence, non pas tant pour aboutir à un vote immédiat de conventions ou de recommandations que « pour obtenir des directives sur l'orientation à donner aux « études ultérieures ».

Enfin la Conférence avait à discuter sur le rapport du Directeur, à procéder au renouvellement du Conseil d'Admi-

nistration et à donner son avis sur diverses résolutions présentées par des délégués.

L'ordre du jour était donc particulièrement chargé ; on peut le comparer à celui de la 1^{re} session, tenue à Washington en 1919.

Quarante-six Etats furent représentés à la 7^e session par 144 délégués : 80 siégèrent au nom de leur Gouvernement, 32 au nom des employeurs et 32 au nom des ouvriers. Mais cette représentation était incomplète, car pour ces 46 Etats l'Assemblée aurait dû comprendre 184 délégués dont 92 représentants gouvernementaux.

La Présidence de la Conférence fut confiée au Docteur Edouard BÉNÈS, ancien Président du Conseil de Tchécoslovaquie, ministre des Affaires étrangères de cet Etat, membre du Conseil de la Société des Nations. La Conférence lui adjoignit comme Vice-Présidents : M. Emilio BELLO CODESIDO, président de la délégation chilienne à la Société des Nations, délégué gouvernemental de son pays ; M. Charles TZAUT, délégué patronal suisse, et M. Edward LAURENCE POULTON J. P., représentant ouvrier britannique au Conseil d'Administration du Bureau International du Travail.

Il n'est pas sans intérêt de remarquer qu'un grand nombre d'Etats avaient tenu à se faire représenter à la Conférence par leurs ministres du Travail ou leurs ministres chargés de l'étude des questions de travail.

Comme les années précédentes, la validation des pouvoirs des délégués souleva quelques contestations. Le mandat du délégué italien, M. Edmondo ROSSONI, représentant de la Confédération des corporations nationales fascistes suscita à nouveau des réclamations émanant des organisations ouvrières non fascistes. Le délégué ouvrier italien eut en outre contre lui, à la 7^e session, non seulement les adhérents de la Fédération d'Amsterdam, mais encore les délégués des syndicats chrétiens. Bien que tous les délégués ouvriers eussent voté contre M. Rossoni, celui-ci n'en rallia pas moins le nombre de voix suffisant pour être admis à siéger à la Conférence, mais le Groupe ouvrier refusa de l'admettre, ainsi que ses conseillers techniques, au sein d'aucun comité.

Les contestations visant les mandats d'autres délégués ouvriers ne donnèrent lieu à aucune difficulté sérieuse.

Après avoir vérifié les mandats des délégués accrédités à la Conférence, celle-ci aborda la discussion de son ordre du jour.

Elle s'occupa d'abord de certains problèmes de procédure dont la solution était rendue nécessaire par le fait que certains projets de convention et de recommandation n'avaient fait l'objet, à la session précédente, que d'un vote provisoire, la délibération et la décision finale à leur sujet ayant été renvoyées à la session de 1925.

Dans l'intervalle des deux sessions, les Gouvernements avaient présenté de nombreux amendements aux textes approuvés en première lecture et qui concernaient : 1° le projet de convention et la recommandation relatifs à l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux victimes d'accidents du travail ; 2° le projet de convention sur le travail de nuit dans les boulangeries ; 3° le projet concernant l'arrêt hebdomadaire de vingt-quatre heures dans les verreries à bassins.

La Commission de proposition décida de modifier la méthode de délibération suivie jusqu'alors. Au lieu de créer des commissions spéciales, elle proposa de s'adjoindre trois comités spéciaux qui s'occuperaient respectivement des projets susmentionnés. Les membres de ces comités furent choisis parmi les groupes, suivant la méthode habituelle, mais chacun d'eux désigna parmi ses représentants un membre de la Commission de proposition, de façon à établir une certaine liaison entre cette dernière et les trois comités ainsi constitués. Ceux-ci devaient présenter directement leur rapport à la Commission de proposition et non à la Conférence elle-même, comme le font les Commissions ordinaires.

Dès le début, des divergences de vues se produisirent au sein de ces comités spéciaux, sur l'objet de la procédure de double lecture et sur la portée des amendements recevables. En particulier, les deux comités chargés de rapporter sur le travail de nuit dans les boulangeries et sur l'arrêt hebdomadaire de vingt-quatre heures dans les verreries à bassins firent part de leurs hésitations à la Commission de proposition en ce

qui concernait les solutions à apporter aux deux problèmes suivants :

En premier lieu les comités devaient-ils délibérer sur les propositions d'amendement reçues trop tard pour être insérées dans le rapport spécial publié par le Bureau ?

En deuxième lieu quelle interprétation convenait-il de donner au passage du Règlement où il est question des « amendements qu'ils (les Etats) estiment nécessaires pour faciliter leur ratification ? »

Sur le premier point de procédure : la recevabilité des propositions d'amendement tardives, la réponse de la Commission de proposition fut catégorique. La Commission déclara qu'aucun des amendements parvenus après l'expiration du délai prévu ne devait être pris en considération, mais que tous les autres devaient être examinés.

Sur le second point de la procédure, la Commission évita de se prononcer.

A. — *Egalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux victimes d'accidents du travail.* — Le Comité spécial chargé d'étudier les amendements au projet de convention et à la recommandation concernant l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux victimes d'accidents du travail, aboutit, sous la présidence experte de M. de MICHELIS, délégué du Gouvernement italien, à une solution rapide envisageant tous les aspects de la question. Elle soumit à la Commission de proposition un rapport favorable au maintien des textes originaux, avec quelques modifications rédactionnelles.

Le Gouvernement norvégien avait proposé de restreindre l'égalité de traitement au cas où la victime résiderait dans le pays où l'accident est survenu, les autres cas devant être réglés par des accords entre Etats fondés sur le principe de la réciprocité ; mais le Comité spécial fût d'un avis contraire ; il estima que la clause assurant l'égalité de traitement « sans aucune condition de résidence » était la seule qui permit de réaliser un progrès et il décida son maintien.

Le rapport établi fût approuvé successivement par la Commission de proposition, puis par la Conférence après quelques

amendements de détail et de forme et le texte définitif soumis au vote final obtint 125 voix contre 0.

La portée de cette convention est considérable. La ratification générale de la convention allait permettre de mettre fin à la situation anormale de l'ouvrier qui, occupé hors de son pays, et victime d'un accident du travail, se trouvait trop souvent — sauf accords spéciaux signés entre Etats — privé de toute réparation.

B. — *Travail de nuit dans les boulangeries.* — Le projet de convention sur cette question fut longuement débattu au sein du Comité spécial. Le principal débat gravita autour du petit patron boulanger. Le Gouvernement britannique proposait l'exclusion de celui-ci du champ d'application de la convention et il avait déposé un amendement tendant à conserver la liberté de travailler la nuit au patron lui-même ou à toute autre personne travaillant pour son propre compte. Le Gouvernement belge avait d'autre part déposé un amendement appuyant la proposition britannique, mais les membres ouvriers du Comité s'opposèrent, à l'unanimité, à ce que le patron boulanger ou le boulanger travaillant sans aide fussent traités autrement que l'ouvrier. Finalement, le Comité maintint le texte primitif qui soumet le patron et l'ouvrier à la même interdiction. Un autre amendement du Gouvernement britannique tendant à autoriser le travail de nuit pour les travaux de boulangerie effectués dans les hôtels, restaurants et établissements publics ou privés, en vue de la consommation sur place, fut rejeté.

La Commission de proposition accepta les suggestions formulées par le Comité spécial et le projet de convention ainsi arrêté fut adopté par 81 voix contre 26, à la séance plénière de la Conférence.

C. — *Arrêt hebdomadaire de vingt-quatre heures dans les verreries à bassins.* — La 6^e session avait légué à la 7^e session un projet de convention concernant cette question et dont l'économie peut être résumée de la façon suivante : l'article 1^{er} dudit projet prévoyait un arrêt de 24 heures consécutives par semaine dans les verreries où sont utilisés des fours à bassins. D'autre part, l'article 3 prévoyait certaines dérogations pour

les travaux préparatoires, complémentaires et de réparation et pour ceux qui doivent nécessairement être continus « pour des motifs d'ordre technique ou économique ». Le Gouvernement allemand et le Gouvernement britannique avaient considéré cette dernière clause comme étant trop élastique et risquant d'enlever à la convention toute utilité réelle. Ils avaient proposé de donner une définition plus précise des dérogations autorisées.

A la 7^e session, le Comité spécial eut à examiner un amendement à l'article 1^{er} du projet. Cet amendement émanait du Gouvernement britannique et ne tendait à rien moins qu'à transformer entièrement le caractère du texte primitif : au principe de l'arrêt hebdomadaire du travail il substituait celui du repos hebdomadaire accordé individuellement à chaque travailleur. Par 13 voix contre 6, le Comité repoussa cet amendement qui constituait « une atteinte directe au principe fondamental qui est à la base du projet de convention adopté en 1924 ».

L'article 1^{er} formant un tout indivisible avec l'article 3 du projet, l'amendement britannique dans son ensemble (amendement à l'article 1^{er} proposé en 1925, amendement à l'article 3 proposé en 1924), fut repoussé par le Comité qui renvoya l'avant-projet de 1924 à la Commission de proposition sans lui avoir fait subir de changement.

Il fut soumis en cet état à la Conférence qui le renvoya par 73 voix contre 40 au Comité de rédaction. Revenu en séance plénière, il ne put recueillir que 78 voix contre 37, ne réunissant pas ainsi la majorité des deux tiers requise pour son adoption.

D. — *Réparation des accidents du travail.* — La Commission spéciale chargée d'examiner l'avant-projet de convention préparé sur la question par le Bureau International du Travail, présenta à la Conférence un texte refondu en tenant compte des trop nombreux amendements qui avaient été présentés par certains de ses membres et qui rencontra en séance plénière, une très vive opposition. Aussi les amendements affluèrent-ils en masse. Un grand nombre d'entre eux furent adoptés à une forte

majorité et le texte nouveau qui émergea des débats de la Conférence fut adopté par 71 voix contre 19.

Le projet de convention concernant la réparation des accidents du travail dont l'analyse détaillée est présentée d'autre part, pose le principe que les victimes d'accident du travail bénéficieront de conditions de réparation au moins égales à celles de cette convention.

Deux recommandations qui complètent ce projet, furent également votées par la Conférence.

La seconde recommandation, adoptée par 85 voix contre 18, a trait aux juridictions compétentes pour la solution des conflits relatifs à la réparation des accidents du travail.

E. — *Maladies professionnelles.* — La Commission spéciale instituée pour l'examen de cette question décida à l'unanimité que la victime d'une maladie professionnelle a droit à réparation et que le taux de celle-ci ne doit pas être inférieur à celui prévu pour les dommages résultant des accidents du travail. Le projet qu'elle soumit à la Conférence et qui contenait un tableau à double entrée renfermant d'une part une liste de maladies et de substances toxiques, d'autre part les industries et les professions où l'ouvrier est exposé à ces maladies ou à l'action de ces substances toxiques constituait une modification à l'avant-projet préparé par le B.I.T., en ce qu'il ne maintenait que trois maladies professionnelles.

Cette liste était évidemment susceptible d'additions. Mais comme il importait d'éviter tout délai dans l'adoption du projet, la Commission recommanda à la Conférence de ne pas reporter sa décision définitive à la session prochaine.

En séance plénière le projet de convention recueillit 89 voix contre 6.

La Conférence approuva également par 98 voix contre 3, une courte recommandation présentée à la Commission par le délégué ouvrier de l'Afrique du Sud, en vue d'obtenir des Etats qu'ils établissent, quand elle n'existe pas déjà, une procédure simple permettant de réviser la liste des maladies considérées comme professionnelles dans leur législation nationale.

F. — *Problèmes généraux de l'assurance sociale.* — Après examen du rapport préparé par le B.I.T. sur cette très importante question, la Commission spéciale chargée de la question, adopta à l'unanimité, après une discussion approfondie, deux conclusions précises sur les deux points que le Conseil d'Administration avait eu en vue.

En premier lieu elle proposa à la Conférence d'inviter celui-ci à inscrire à l'ordre du jour d'une prochaine session, si possible celle de 1927, la question de l'assurance-maladie des travailleurs et elle suggéra d'inscrire à l'ordre du jour de la même session ou d'une session ultérieure les questions de l'assurance-invalidité, de l'assurance-vieillesse et de l'assurance-survivants.

En second lieu elle demanda que les travaux de documentation entrepris jusqu'alors fussent poursuivis et comprissent la centralisation et la distribution de toutes informations concernant certains aspects de l'assurance.

La Conférence, à l'unanimité, approuva le rapport de la Commission, première décision préparatoire à l'adoption d'une convention ultérieure ou d'une recommandation.

G. — *Règlement et double lecture.* — La Commission de proposition avait désigné, pour s'occuper de la question du règlement, une sous-commission composée de trois membres de chacun des groupes, et elle transmet le rapport de cet organisme directement à la Conférence, sans le discuter elle-même. .

Le règlement proposé par le Conseil d'Administration avait pour objet de faire porter effet aux quatre principes suivants :

1° En règle générale, la procédure de double lecture doit s'appliquer à tous les projets de convention ;

2° Lors de la seconde lecture, le droit de présenter des amendements doit être limité aux gouvernements ;

3° La portée des amendements que les gouvernements peuvent présenter ne doit pas être limitée ;

4° La procédure ne doit pas s'appliquer aux recommandations, sauf dans les cas où le texte d'une recommandation dépend de celui d'un projet de convention.

Ces propositions furent combattues par le Professeur O'RAHILLY, qui déclara que le délai d'un an « avait apporté

« plus de chaleur que de lumière dans le débat » et fit ressortir qu'en réservant aux seuls gouvernements le droit de présenter des amendements en seconde lecture, on risquait de détruire l'équilibre qui doit exister entre les trois groupes de la Conférence. Enfin il signala qu'un travail d'opposition et d'obstruction était susceptible de se produire pendant l'année de délai.

M. ARAYA, représentant du Gouvernement argentin, dénonça la rigidité excessive du système de double lecture obligatoire et protesta contre le privilège accordé aux gouvernements pour la présentation des amendements.

En présence des divergences d'opinion constatées parmi les délégués, M. Arthur FONTAINE, tout en se déclarant partisan de la seconde lecture facultative, proposa que la question dans son ensemble fut renvoyée au Conseil d'administration et fit l'objet d'un nouveau rapport à la prochaine session. La Conférence se rallia à cette suggestion.

H. — *Le nouveau Conseil d'administration.* — La Conférence procéda au renouvellement du Conseil d'Administration sur les bases de l'article 393 du Traité de Paix, l'amendement à cet article n'ayant pas encore obtenu le nombre de ratifications nécessaires. Comme le précédent, le nouveau Conseil d'administration ne comprit donc que 24 membres, au lieu des 36 prévus par l'amendement précité. Dans le groupe gouvernemental la République Argentine et la Norvège remplacèrent le Chili et la Finlande ; dans les groupes patronal et ouvrier tous les membres sortants furent réélus.

I. — *Résolutions.* — Les résolutions adoptées furent en moins grand nombre que les années précédentes.

La Conférence prit en considération les résolutions suivantes :

1°) Résolution concernant l'unification des conditions du travail des mineurs et demandant l'institution d'une enquête à poursuivre par le B. I. T. sur la durée du travail, les salaires payés et les congés annuels dans tous les pays producteurs ;

2°) Résolution visant des études et enquêtes préliminaires à effectuer par le Bureau en ce qui touche l'apprentissage et

l'enseignement professionnel et technique, en vue d'une discussion éventuelle de cette question à l'une des prochaines sessions de la Conférence.

3°) Résolution invitant le B. I. T. à préparer un rapport indiquant les différentes catégories de travailleurs agricoles dans tous les pays, les principes suivant lesquels ils ont organisés et la manière dont ils sont représentés tant dans leurs institutions nationales que dans l'Organisation internationale du Travail.

4°) Résolution invitant également le B. I. T. à entreprendre une enquête documentaire sur les conditions du travail dans les pays asiatiques, notamment dans ceux où l'industrie a atteint un certain développement, ainsi que dans les colonies, protectorats et territoires sous mandat.

Tous ces projets de résolution déposés, les deux premiers par M. MERTENS (Belgique), le troisième par M. BUNJI SUZUKI (Japon), le quatrième par M. JOSHI (Inde) furent adoptés à l'unanimité.

M. POULTON, délégué ouvrier britannique avait déposé un projet de résolution demandant au Bureau International du Travail d'intervenir auprès du Gouvernement chinois en faveur des enfants employés dans l'industrie. Mais la Commission de proposition considéra que ce projet dépassait peut-être la compétence de l'Organisation internationale du Travail. A la suite d'une déclaration du Gouvernement chinois sur les mesures déjà prises la résolution fut retirée par son auteur.

J. — *Rapport du Directeur.* — La discussion de ce rapport en séance plénière permit de constater que le nombre de ratifications enregistrées était en progrès. En 1924 le nombre de ratifications enregistrées était de 129 ; en 1925, au moment de la clôture de la Conférence ce nombre s'était élevé à 159.

Plusieurs orateurs firent valoir l'insuffisance de ce chiffre qui, d'après eux, aurait dû atteindre 800 ou 900 pour les 16 projets de convention adoptés par la Conférence. Or une comparaison numérique de cette nature ne pouvait être effectuée aussi simplement. Il convient de noter en effet que plusieurs conventions dispensent expressément certains Etats de la formalité de ratification ; d'autre part certains Etats, peu déve-

loppés au point de vue industriel, ne peuvent apporter des ratifications immédiates ; on ne pourrait par exemple songer à établir dans ces pays des bureaux de placement. De même, les conventions maritimes n'intéressent pas les Etats qui n'ont que des frontières terrestres.

La question de la durée du travail fut « dans l'air » pendant toute la session. De nombreux orateurs y firent allusion. Les ministres des différents Etats exposèrent à la tribune les projets de leur gouvernement, notamment M. BETTERTON, secrétaire parlementaire du Ministère du Travail britannique qui tint à dissiper les appréhensions qu'avait pu faire naître le vote nettement hostile émis par le Parlement britannique, le 1^{er} mai 1925, au sujet de la proposition de loi déposée par un groupe de députés travaillistes, en vue de donner à la journée de huit heures, une sanction légale en Grande Bretagne. Il expliqua que ce pays éprouvait des difficultés à faire rentrer dans le cadre de la convention de Washington le mouvement en faveur de la semaine de cinq jours et l'accord conclu entre les compagnies de chemins de fer et les cheminots. Il tint à déclarer que le gouvernement britannique serait disposé à procéder à un échange de vues avec d'autres gouvernements sur les moyens d'éviter tout retour en arrière. M. JOUHAUX, se faisant l'interprète des sentiments du groupe ouvrier exprima la crainte qu'une entente entre les Etats n'aboutit à une interprétation de la convention des huit heures défavorable aux travailleurs. M. TSCHOFFEN, ministre du Travail de Belgique, déclara que son pays était prêt à ratifier la convention si les autres nations qui le concurrençaient sur le marché national étaient décidées à faire de même. M. DURAFOUR, Ministre du Travail français annonça qu'un projet de loi était soumis au Parlement de son pays et allait être voté avant fin juillet 1925. Une autre déclaration identique fut faite par M. BRAMSNAES, Ministre de la Justice du Danemark, tout en exprimant la crainte que le Sénat ne se montrât moins favorable au projet déposé que la Chambre des députés. La constatation qui se dégagait de ces différentes déclarations fut que la journée de huit heures allait

finalemeut obtenir gain de cause, nonobstant la crise économique que le monde venait de traverser.

Une question toute différente, mais d'un grand intérêt fut soulevée par M. BENJI SUZUKI, délégué ouvrier du Japon. Cette question tendait à faire établir quelle était l'autorité compétente, au sens de l'article 405 du Traité de Paix, pour décider de la suite à donner aux projets de convention. Il semblerait que ce fût le Parlement d'après le rapport de la Commission de législation internationale du Travail de la Commission de législation internationale du Travail de la Conférence de Paix. Mais un autre passage de l'article précité laisserait supposer qu'il s'agit de l'autorité compétente pour ratifier la convention. Or, la fonction de ratification est dévolue dans la plupart des pays non pas au pouvoir législatif, mais à l'exécutif, bien que généralement le consentement de l'Assemblée législative soit nécessaire. C'est cette seconde acception qui a été retenue par le Gouvernement britannique. Au Japon l'autorité compétente est le Conseil privé de l'Empereur qui a tenu le Parlement « dans l'ignorance complète des sessions et des décisions de la Conférence » et ne l'a consulté ni renseigné au sujet des mesures qu'il comptait prendre.

D'après M. SUZUKI, cette situation serait l'une des causes de la lenteur des ratifications. Il serait donc nécessaire que les Membres de l'Organisation Permanente du Travail fussent rappelés au respect des obligations prévues par le Traité de Paix. Un fait était à retenir d'après le délégué ouvrier japonais, c'est que le texte de l'article 405 peut être interprété dans deux sens différents.

Répondant à M. SUZUKI, M. Albert THOMAS, déclara qu'il fallait distinguer nettement entre l'acte de ratification dépendant soit du parlement, soit du gouvernement, soit de tel autre corps, et l'application de l'article 405. En ce qui concerne cette application « et le rôle de l'autorité compétente il ne saurait y avoir de doute ; c'est au parlement, partout où il existe, c'est à l'autorité représentative de l'opinion publique qu'il appartient de dire son avis sur les conventions qui lui ont été envoyées ».

M. JOSHI, délégué ouvrier de l'Inde discuta le problème de l'application des conventions et recommandations aux colonies, possessions, protectorats et territoires sous mandats. Il semblerait que les stipulations de l'article 421 du traité de Paix n'eussent pas retenu suffisamment l'attention de l'Organisation Permanente du Travail. Les rapports annuels résumés dans le rapport du Directeur mentionnent trop souvent que dans telle région les conditions locales ne permettent pas de donner effet à une convention ou à une recommandation.

Le délégué ouvrier de l'Inde parla des sanctions pénales infligées dans certains districts aux travailleurs indigènes en cas de rupture de leur contrat de travail. Il fit allusion également au système de taxation qui contraint parfois les indigènes à travailler pour les Européens, notamment au Kenya. Le représentant du gouvernement britannique réfuta cette assertion mais, à une séance ultérieure de la Conférence, cita des documents officiels qui, à son avis, attestaient le bien fondé de ces déclarations.

Sir THOMAS SMITH et M. JOSHI, représentant respectivement les employeurs et les ouvriers hindous, attirèrent l'attention de la Conférence sur les répercussions qu'exercent sur l'Inde et sur le reste de l'Asie le régime de travail en vigueur au Japon, pays qui, d'après eux, devrait prendre la tête du progrès social en Asie, se conformant ainsi au devoir que lui assigne son rang de principale puissance industrielle.

En résumé le trait distinctif de la 7^e session de la Conférence fût la mise à l'essai de la procédure nouvelle, celle de la double lecture.

Mais cette session eût une grande importance, car elle aboutit au vote de quatre conventions importantes et de recommandations.

Dans le domaine des assurances sociales, la Conférence posa les premiers jalons d'une action ultérieure.

M. BÉNÈS tint à marquer que l'ensemble du travail de la Conférence témoigna de plus de cohésion que dans les sessions antérieures. Il analysa, avec beaucoup de finesse, l'impression de solidarité et d'esprit de conciliation qui s'était dégagée des

débats et qui contribuent à donner à la Conférence le caractère « d'une grande école de politique, de solidarité » et en font « un « grand instrument de paix internationale ».

SOUS-SECTION SPÉCIALE

Les Sessions de la Conférence Internationale du Travail en 1926

Les travaux de la Conférence Internationale du Travail ont revêtu en 1926 une signification particulière en raison de la tenue de deux sessions distinctes en une année, sessions qui se sont succédé pour ainsi dire sans interruption. La Conférence s'est réunie en effet pour la huitième fois du 26 mai au 5 juin, session ayant le caractère d'une session ordinaire et normale consacrée aux problèmes généraux de l'Organisation Permanente du Travail et pour la neuvième fois du 7 au 24 juin, cette deuxième session ayant été consacrée spécialement à l'examen des questions se rapportant au travail maritime.

Ce fait, le premier dans les annales de l'Organisation, s'expliquait : 1° par la nécessité dans laquelle se trouvait le Conseil d'administration du Bureau International du Travail de répondre aux desiderata exprimés, à différentes reprises par les organisations patronales et ouvrières, de la branche très spéciale de l'activité économique qu'est l'industrie des transports maritimes, et qui avaient fait l'objet d'un vœu unanime de la Commission paritaire maritime demandant la réunion d'une nouvelle Conférence consacrée à l'examen des questions du travail maritime ; 2° par l'obligation qui incombait au même Conseil de ne pas « négliger pendant une année l'examen de l'activité générale de l'Organisation » (1).

Si, en effet, ainsi que l'expliquait le Directeur dans sa let-

(1) Cf. 1° Compte rendu définitif de la 8^e session de la Conférence Internationale du Travail. Volume I. 1^{re}, 2^e et 3^e Parties, Introduction, Genève 1926.

2° Revue Internationale du Travail, Volume XIV, juillet-décembre 1926, pp. 183 et 184.

tre du 20 mai 1925 (1) adressée aux Gouvernements des Etats Membres « une session comme celle de Gênes, spécialement consacrée aux questions maritimes, avait pu être considérée comme une session ordinaire, il semble désormais bien difficile de soumettre à une Conférence, composée essentiellement de spécialistes des questions maritimes, tous les problèmes qui se posent actuellement devant une Conférence... »

C'est ainsi que le Conseil d'administration avait cru devoir adopter une solution, d'ailleurs autorisée par le Traité de Versailles, qui prévoit que la Conférence se réunit « au moins une fois par an ».

SECTION VIII

8^e Session de la Conférence

(GENÈVE, 26 MAI-5 JUIN 1926)

La 8^e session fut très courte puisqu'elle ne dura que dix jours.

Son ordre du jour officiel ne comportait qu'une seule question susceptible de faire l'objet de projets de convention ou de recommandation : celle de la simplification de l'inspection des émigrants à bord des navires.

L'inscription de cette question à l'ordre du jour avait été décidée par le Conseil d'administration à sa session de janvier 1925. Elle avait fait l'objet d'un vœu de la Conférence Internationale de l'Emigration et de l'Immigration convoquée à Rome en 1924 par le Gouvernement italien. Mais cette inscription avait suscité une certaine émotion dans certains milieux maritimes, qui, sans mettre formellement en doute la compétence de l'Organisation Permanente du Travail avaient estimé néanmoins que, ce faisant, le Conseil d'administration risquerait d'entraîner l'Organisation à s'occuper de problèmes qui n'entraient pas directement dans ses attributions, tels que : les conditions à

(1) Cf. 1^o Compte rendu définitif de la 8^e Session de la Conférence Internationale du Travail. Volume I, 1^{re}, 2^e et 3^e Parties, Introduction, Genève 1926.

2^o Revue Internationale du Travail, volume XIV, juillet-décembre 1926, pp. 183 et 184.

imposer aux navires affectés au transport des passagers et qui, jusqu'à cette époque, avaient été traitées par des Conférences maritimes internationales.

Cette émotion reposait, à n'en pas douter, sur un malentendu.

En inscrivant cette question à l'ordre du jour, le Conseil d'administration n'avait pas en effet, eu l'intention de faire définir par la Conférence les conditions techniques de logement, de sécurité, d'hygiène, etc... des émigrants à bord des navires, mais simplement de faire rechercher une simplification dans le fonctionnement de l'inspection des émigrants transocéaniques en vue d'éviter, notamment, les doubles emplois ou les conflits de compétence entre les agents chargés de cette inspection.

Aussi, après un examen nouveau de la question, le Conseil avait-il décidé de la maintenir à l'ordre du jour de la 8^e session.

Celle-ci avait à statuer en outre sur diverses questions concernant le Règlement de la Conférence notamment celle de la procédure de double lecture des conventions.

Elle avait à étudier également le problème suivant relatif au fonctionnement de l'Organisation : utilisation par la Conférence des rapports présentés en exécution de l'article 408 du Traité par les Gouvernements ayant ratifié des conventions.

Enfin elle devait, suivant l'usage établi, examiner le rapport général du Directeur du B. I. T.

L'ordre du jour, peu chargé en apparence, était néanmoins très suffisant pour alimenter, l'activité de la Conférence, dans le délai restreint qui lui était imparti.

La 8^e session réunit 131 délégués et 115 conseillers techniques appartenant à 39 Etats Membres de l'Organisation dont 25 Etats européens.

La Conférence désigna, pour diriger ses débats, Mgr. NOLENS, délégué du Gouvernement des Pays-Bas, l'un des fondateurs et l'un des membres les plus actifs de l'Association Internationale pour la protection légale des travailleurs.

Les sièges des trois Vice-Présidents échurent respectivement à MM. MULLER, délégué ouvrier allemand ; de AGUERO Y BE-

THANCOURT, délégué du Gouvernement cubain et HODAC, délégué patronal tchécoslovaque.

La Conférence procéda ensuite à la vérification des pouvoirs des délégués patronaux et ouvriers. L'examen du mandat du délégué paronal de l'Inde, Sir Arthur FROOM donna lieu à certaines difficultés. Des protestations avaient été élevées contre la désignation de ce délégué. Ces protestations étaient basées sur le fait que ce dernier n'était pas un Hindou et ne représentait pas des intérêts hindous, mais des intérêts britanniques. C'était la première fois que des questions de nationalité étaient évoquées devant la Conférence au sujet de la désignation des délégués. Mais comme la désignation de Sir Arthur FROOM avait été faite en prévision de la session maritime de la Conférence, ce fut en définitive la 9^e session qui eût à se prononcer quant au fond sur le litige.

La désignation du délégué ouvrier italien, M. ROSSONI, avait également donné lieu, comme à de précédentes sessions, à des protestations de la part de certains groupements internationaux. Mais après examen de l'affaire, la Commission de vérification des pouvoirs proposa, à la majorité des voix, la validation du mandat de M. ROSSONI, solution qui fut homologuée par la Conférence.

Celle-ci passa ensuite à l'examen des questions figurant à son ordre du jour.

Les décisions prises peuvent se résumer de la façon suivante :

A. — *Simplification de l'inspection des émigrants à bord des navires.* — Par 72 voix contre 35, la Conférence adopta un projet de convention concernant cette question.

Ce texte établit en principe, que le service officiel d'inspection chargé d'assurer la protection des émigrants à bord des bateaux d'émigrants, ne doit pas être exercé par plus d'un Gouvernement, — lequel doit être en général celui du pays dont le navire bat pavillon, — en vue d'éviter les doubles emplois que l'on constatait avant l'adoption du projet de convention.

Ce dernier fut voté malgré l'opposition de certains délégués patronaux qui soutenaient que l'Organisation Permanente du Travail n'était pas compétente pour s'occuper de la question du transport des émigrants par mer. Mais M. Arthur FONTAINE, délégué du Gouvernement français combattit énergiquement cette thèse en faisant valoir notamment que les conditions de vie des travailleurs constituaient une part des attributions de l'Organisation.

La Conférence vota également une recommandation concernant la protection des femmes et des jeunes filles émigrantes à bord des navires. Cette recommandation prévoit la présence de surveillantes à bord des navires lorsqu'un certain nombre de femmes ou jeunes filles non accompagnées par une personne responsable sont comprises parmi les émigrants.

Elle adopta enfin deux résolutions : l'une concernant la présence à bord d'interprètes à l'usage des émigrants ; l'autre invitant le Conseil d'administration à faire poursuivre par le Bureau International du Travail l'étude du système de protection, d'assistance et d'inspection des émigrants en vigueur dans les divers pays, en s'occupant notamment des conséquences que pourrait entraîner la simplification de l'inspection prévue par le projet de convention.

B. — *Questions d'ordre constitutionnel.* — La Conférence s'occupa, en outre, d'un certain nombre de questions d'ordre constitutionnel. Elle adopta par une majorité de 66 voix contre 36 une résolution en faveur de l'institution d'une commission d'experts chargés d'examiner les résumés des rapports annuels sur l'application des conventions, présentés par les Gouvernements en vertu de l'article 408. Cette décision fut prise en vue de faciliter l'examen de ces rapports.

C. — *Règlement de la Conférence.* — Un certain nombre de modifications furent apportées par la Conférence à son Règlement ; la plus importante prévoit qu'à l'avenir les questions inscrites à l'ordre du jour seront soumises à une procédure de « double discussion », dont l'économie a été exposée précédemment.

D. — *Résolutions*. — La Conférence vota, en outre, des résolutions concernant la main-d'œuvre indigène, l'organisation scientifique du travail, le chômage, la convention des huit heures et la création dans l'Inde d'un bureau de correspondant national.

E. — *Rapport du Directeur*. — L'examen de ce rapport donna notamment lieu à un débat très intéressant qui s'institua entre les délégués de l'Inde et du Japon. Les représentants (gouvernementaux, patronal et ouvrier) du premier de ces pays attirèrent l'attention sur les difficultés éprouvées par l'industrie cotonnière de l'Inde par suite de la concurrence que lui faisait le Japon, qui n'avait ratifié ni la convention des heures de travail, ni celle du travail de nuit des femmes.

Les délégués gouvernementaux et patronal japonais affirmèrent, de leur côté, que la législation ouvrière de leur pays assurait aux travailleurs des conditions nettement supérieures à celles des autres pays orientaux. Ce débat qui prit une séance entière, eut un grand retentissement en Europe et en Extrême-Orient. Ainsi que le déclara M. Albert THOMAS, au cours de la discussion, c'est par la seule vertu du débat public institué, chaque année à la Conférence, que les travailleurs d'Extrême-Orient sont parvenus à obtenir quelques-uns des bienfaits que l'Organisation a pour mission d'assurer aux salariés du monde.

Les débats sur le rapport directorial, qui n'occupèrent pas moins de cinq séances, au cours desquelles quarante orateurs prirent la parole, furent l'occasion pour certains délégués de noter « le caractère de précision et de certitude de plus en plus réel du travail scientifique du Bureau », et démontrèrent, une fois de plus, que l'ambiance de la Conférence était particulièrement propice à un examen sérieux des problèmes de réglementation internationale du travail.

SECTION IX

9^e Session de la Conférence

(GENÈVE, 7-24 JUIN 1926)

Cette session, qui se tint à Genève du 7 au 24 juin 1926, fut — comme l'avait été la 2^e session (Gênes, 15 juin-10 juillet

1920) — entièrement consacrée à l'examen des questions maritimes.

En vue de la fixation de l'ordre du jour de la 9^e session, le Conseil d'Administration du B.I.T. avait été saisi des vœux émis, à sa 4^e session, tenue en septembre 1924, par la Commission paritaire maritime qui avait demandé que fussent retenues les deux questions suivantes :

1^o Codification internationale des règles relatives au contrat d'engagement des marins ;

2^o Inspection du travail maritime.

Le Conseil d'Administration en décidant d'inscrire la première question à l'ordre du jour ne fit que répondre au désir exprimé dans une résolution adoptée par la Conférence de Gênes, tendant à favoriser la codification internationale de la législation maritime, les règles relatives au contrat d'engagement des marins devant constituer la première partie du statut international des marins que la Conférence de Gênes avait, on s'en souvient, demandé au Bureau International du Travail de préparer.

Aussi bien ce statut n'était-il pas destiné à remplacer les statuts nationaux, mais seulement à grouper les principales règles en vue d'une unification qui offrait un réel intérêt pour les marines marchandes des divers pays et pourrait prendre la forme soit d'un projet de convention, soit d'une recommandation. Sur ce dernier point, le Conseil d'Administration n'avait pas cru devoir faire de suggestions, mais il avait pensé qu'étant donné la complexité du problème, il était opportun de rappeler aux Etats Membres « les diverses formes de décisions qui « pouvaient être adoptées à l'égard de la question ».

Quant à la deuxième question, le Conseil avait exprimé l'avis que cette question pourrait faire l'objet d'une simple recommandation.

Trente-huit Etats se firent représenter à la 9^e session, c'est-à-dire les mêmes Etats qu'à la huitième, à l'exception de la Suisse qui, n'ayant aucun intérêt maritime, n'avait pas cru nécessaire d'obliger sa délégation à assister aux débats.

Les délégations nationales réunirent 129 délégués gouvernementaux, patronaux et ouvriers, 21 délégués suppléants et

121 conseillers techniques, de sorte que le nombre de personnes accréditées à la Conférence s'élevait à 271.

Pour la troisième fois la Conférence appela à sa présidence le Vicomte BURNHAM, délégué du gouvernement britannique qui avait déjà dirigé ses travaux en 1921 et 1922.

Les trois sièges de Vice-Présidents furent attribués à M. BANDEIRA de MELLO, délégué du gouvernement brésilien, M. de ROUSIERS, secrétaire général du Comité Central des Armateurs de France, délégué patronal français, et M. MAHLMAN, délégué ouvrier belge.

La Conférence eut à se prononcer, comme d'habitude, sur la validation des mandats des délégués.

On a vu précédemment que la 8^e session avait remis à la 9^e session, l'examen du cas litigieux concernant Sir Arthur FROMM, délégué patronal de l'Inde.

Sur le premier motif d'invalidation invoqué, à savoir que ce délégué représentait des intérêts britanniques et non hindous et que, de plus, il était l'associé de compagnies de navigation dont le capital et le siège étaient britanniques et dont les intérêts étaient diamétralement opposés à ceux des armateurs de l'Inde, la Commission de vérification des pouvoirs estima que cette objection agitait des considérations d'ordre national qui n'étaient pas du ressort de la Conférence.

Sur le second chef de la protestation qui arguait du fait que les organisations qui avaient désigné Sir Arthur FROMM, n'étaient pas les organisations les plus représentatives de l'Inde, la Commission, après audition des représentants des organisations protestataires et du délégué du gouvernement de l'Inde ne put arriver à la conclusion que les Chambres de commerce qui avaient désigné Sir Arthur FROMM n'étaient pas les plus représentatives des employeurs de l'Inde. En conséquence, les pouvoirs du délégué patronal hindou furent, sur avis favorable de la Commission, validés par la Conférence.

Celle-ci valida également les pouvoirs du délégué ouvrier italien, M. ROSSONI, qui avaient fait l'objet de protestations, non d'une organisation italienne, mais de la Fédération internationale des Travailleurs des transports et de la Fédération syndicale internationale d'Amsterdam.

La discussion, au sein de la Commission de vérification des pouvoirs, porta sur la thèse du gouvernement italien, d'après laquelle une protestation contre la désignation d'un des délégués non gouvernementaux d'un pays n'était valable que si elle était présentée par une organisation de ce pays, étant donné que seules de telles organisations étaient intéressées à la question. La Commission donna raison à cette thèse en déclarant par un rapport de majorité — le représentant ouvrier ayant soumis un rapport de minorité — que les protestations présentées étaient irrecevables. Cet avis fut celui de la Conférence qui décida, par 67 voix contre 24, de valider le mandat de M. ROSSONI, mais déclara en outre, que pour le bon fonctionnement de l'Organisation, la question de recevabilité soulevée par le Gouvernement italien et retenue par la Commission, méritait d'être examinée et adopta une résolution tendant à renvoyer au Conseil d'Administration la question de savoir si la protestation d'une Fédération internationale était recevable directement ou devait être présentée par un délégué à la Conférence.

Relativement aux questions figurant à l'ordre du jour, la Conférence adopta les solutions suivantes :

A. — *Codification internationale des règlements relatifs à l'engagement des marins.* — C'était la question la plus importante dont les délégués eurent à s'occuper.

La Conférence adopta, par 95 voix sans opposition, un projet de convention qui traite de la nature des contrats et des conditions nécessaires à leur validation, des différentes sortes de contrats d'engagement et des conditions qu'ils doivent comporter, de la procédure d'enregistrement des contrats, de la publicité à donner à ces contrats, et les conditions dans lesquelles lesdits contrats expirent ou prennent fin.

La Conférence adopta d'autre part, une résolution invitant le Conseil d'Administration à inscrire à l'ordre du jour d'une prochaine session de la Conférence la question du contrat d'engagement dans la pêche maritime ainsi que dans les autres navigations exclues de la nouvelle convention. Une autre résolution fut votée, demandant au Conseil d'Administration de

charger le B.I.T. de poursuivre l'étude des sanctions à apporter, dans les divers pays, à la violation des contrats d'engagement des gens de mer, particulièrement par la désertion ou l'absence sans permission, et de soumettre les résultats de l'enquête du Bureau à la Commission paritaire maritime en vue d'une étude de la question du point de vue international.

B. — *Rapatriement des marins.* — A cet égard, la Conférence vota un projet de convention, une recommandation et une résolution.

Le projet de convention, adopté par 76 voix contre 22, stipule que les marins ne doivent pas être abandonnés dans un pays étranger ; il établit le principe de leur droit au rapatriement et demande que les lois nationales contiennent les dispositions nécessaires à cet effet.

La recommandation invite les Gouvernements à prendre toutes mesures utiles pour le rapatriement des capitaines et des apprentis engagés en vertu de contrats spéciaux, qui sont exclus du champ de la convention.

Enfin, la résolution, adoptée par 70 voix contre 17, invite « les Gouvernements de tous les pays maritimes à prendre, « s'ils ne l'ont pas encore fait, des mesures propres à assurer « le rapatriement des marins pêcheurs débarqués à l'étranger ».

C. — *Principes généraux de l'inspection des gens de mer.*

— La Conférence internationale du Travail avait, ainsi qu'on s'en souvient, adopté au cours de sa 5^e session (octobre 1923), une « Recommandation concernant les principes généraux pour « l'organisation de services d'inspection destinés à assurer « l'application des lois et règlements pour la protection des « travailleurs ». Cette recommandation s'inspirait essentiellement de l'expérience acquise dans l'inspection des établissements industriels, mais il était particulièrement difficile de l'appliquer ou même de l'adapter au travail des gens de mer qui, par sa nature et ses conditions, diffère essentiellement du travail industriel. La Conférence estima que l'inspection des conditions dans lesquelles s'effectue le travail des gens de mer acquerrait un intérêt de plus en plus grand à mesure que la

législation pour la protection des gens de mer se développerait dans les différents pays et que de nouvelles conventions concernant les conditions de travail des gens de mer seraient adoptées.

Pour ces différentes raisons et afin de permettre aux Membres de l'Organisation de profiter de l'expérience acquise en vue d'instituer ou de réorganiser leur service d'inspection des conditions dans lesquelles s'effectue le travail des marins, la Conférence estima qu'il y avait intérêt à déterminer les principes généraux qui se dégageaient de la pratique comme les plus propres à assurer l'application des mesures de protection des gens de mer. Elle adopta, en conséquence, par 96 voix contre 6, une recommandation concernant les principes généraux de l'inspection du travail des gens de mer qui reproduit *mutatis mutandis* les directives contenues dans la recommandation relative aux principes généraux de l'inspection du travail.

D. — *Heures de travail dans la marine marchande.* — Cette question, bien que ne figurant pas à l'ordre du jour de la Conférence, retint cependant l'attention des délégués. Depuis la session de Gênes (1920) où l'accord n'avait pu s'établir sur l'adoption d'un projet de convention, le problème des huit heures à bord avait retenu l'attention de la Commission paritaire maritime et des organisations de marins et d'armateurs. A la 9^e session les délégués des marins proposèrent une résolution demandant au Conseil d'administration d'insérer à l'ordre du jour d'une session spéciale, en 1928, la question de la réglementation de la durée du travail, et de saisir de cette question la commission paritaire maritime à sa prochaine session. Après une longue discussion, cette résolution fut adoptée par 67 voix contre 26.

E. — *Résolutions.* — Indépendamment des résolutions qui viennent d'être énumérées, la Conférence adopta à l'unanimité, une résolution invitant le B. I. T. à poursuivre l'étude des conditions de séjour des marins dans les ports et à transmettre aux Gouvernements le rapport préparé par la Sous-Commission instituée en 1925 par la Commission paritaire maritime, à l'ef-

fet d'étudier cette question. La Conférence exprima, d'autre part, le vœu que le Conseil d'administration envisageât la possibilité de porter ladite question à l'ordre du jour d'une prochaine session de la Conférence en vue de l'adoption d'une recommandation.

Enfin la Conférence adopta également, par 38 voix contre 27, une résolution relative à la pêche des éponges et autres produits sous-marins similaires, congue dans les termes suivants :

« Considérant qu'en raison des conditions dans lesquelles il
« s'exerce loin de tout contrôle administratif ou autre, le tra-
« vail de la pêche aux éponges, des perles de toutes classes,
« du corail et, en général, des produits sous-marins, peut donner
« et donne lieu à des abus ;

« Considérant qu'en raison du caractère exceptionnellement
« insalubre et dangereux, ces travaux causent de nombreuses
« victimes parmi ceux qui y sont occupés ;

« La neuvième Conférence Internationale du Travail de-
« mande au Bureau International du Travail de recueillir tous
« renseignements sur les conditions dans lesquelles s'effectuent
« ces travaux et d'étudier quelles mesures seraient propres à
« protéger ces travailleurs ».

F. — *Rapport du Directeur.* — La Conférence se borna à examiner, en une séance, les parties de ce rapport ayant trait aux questions maritimes.

Au cours de la discussion, deux séries d'interventions eurent lieu :

D'une part, les délégués de certains pays indiquèrent l'état de leur législation maritime et, établissant ce que le représentant de l'Uruguay appela l'actif et le passif de ces pays par rapport à l'Organisation Permanente, constatèrent que le niveau de protection des gens de mer y était supérieur à celui que l'on s'efforçait d'atteindre par l'adoption de projets de convention sur le travail maritime. Ce fut l'occasion pour M. Albert THOMAS de demander à ces Etats à législation sociale avancée, de donner l'exemple des ratifications, celles-ci ne comportant pas pour eux des charges sociales nouvelles.

Un débat s'institua entre les délégations ouvrières et gouvernementales de l'Inde et du Japon au sujet de la situation des marins dans chacun de ces deux pays en ce qui concerne notamment les systèmes de recrutement et de placement.

Dans sa réponse le Directeur, s'attacha à résumer les arguments produits par les divers orateurs et constata que « les résultats apportés d'année en année » par les Gouvernements de l'Inde et du Japon « dans l'application des mesures prévues par la convention de Gênes sur le placement des marins » « présentaient un sérieux élément d'actif pour l'organisation ».

En définitive la 9^e session qui s'était réunie dans des conditions difficiles, n'en aboutit pas moins à des conclusions d'une grande importance. Si, entre les marins et les armateurs, l'opposition fut parfois des plus vives, les résultats acquis eurent une valeur positive et préparèrent la voie aux progrès futurs.

SECTION X

La 10^e Session de la Conférence

(GENÈVE, 10-16 MAI 1927)

La 10^e session de la Conférence s'est ouverte à Genève le 10 mai 1927. Elle a achevé ses travaux le 16 du même mois.

Trois questions avaient été inscrites à l'ordre du jour comme pouvant faire l'objet, soit à cette session, soit ultérieurement, de conventions ou de recommandations :

- 1^o) Assurance maladie ;
- 2^o) Liberté syndicale ;
- 3^o) Méthodes de fixation de salaires minima dans les industries où l'organisation des patrons et des ouvriers est suffisante et dans lesquelles les salaires sont exceptionnellement bas, en tenant compte spécialement des industries à domicile.

Seule la première de ces questions devait amener un vote définitif. Aux deux autres questions s'appliquait la procédure nouvelle de la « double discussion » précisément inaugurée en 1927.

La 10^e session eut une importance particulière, d'abord en raison du nombre des nations qui y participèrent (sur 55 Etats

Membres, 43 étaient représentés par 145 délégués assistés de nombreux délégués adjoints, conseillers techniques et secrétaires) ; ensuite en raison de la portée des décisions qui y furent prises.

Cette session fut présidée par Sir ATUL CHATTERJEE, délégué du Gouvernement de l'Inde, avec comme Vice-Présidents : MM. DE MICHELIS (délégué gouvernemental, Italie), OERSTED (délégué patronal, Danemark) et CABALLERO (délégué ouvrier Espagne).

A. — *Assurance-Maladie*. — Relativement à cette question la Conférence adopta :

1°) En seconde lecture, et par 97 voix contre 9, un projet de convention concernant l'assurance-maladie des travailleurs de l'industrie, du commerce et des gens de maison

2°) Par 85 voix contre 9, un projet de convention relatif à l'assurance-maladie des travailleurs agricoles ;

3°) Par 99 voix contre 0, une recommandation concernant les principes généraux de l'assurance-maladie ;

3°) Par 79 voix contre 0, une résolution autorisant l'ouverture d'une enquête sur les moyens de vaincre les difficultés auxquelles se heurte l'organisation d'un système d'assurance-maladie obligatoire dans les pays à population épars.

B. — *Liberté Syndicale*. — Par 54 voix contre 32, la Conférence repoussa le projet de questionnaire qui lui était soumis par la Commission et constatant qu'il était impossible d'obtenir un texte qui ralliât la majorité des suffrages décida, par 66 voix contre 28, de ne pas insérer la question de la liberté syndicale à l'ordre du jour de la prochaine session.

Etant donné les difficultés révélées par les débats, la Conférence invita, à l'unanimité, le Conseil d'administration à étudier les modalités d'application de la procédure de « double discussion », tout en maintenant le principe, et à soumettre à la prochaine Conférence des propositions pour améliorer le fonctionnement de cette procédure.

C. — *Salaires minima*. — Par 80 voix contre 19 la Conférence adopta un projet de questionnaire concernant les mé-

thodes de fixation des salaires minima et décida, par 89 voix contre 22, d'inscrire cette question à l'ordre du jour de la prochaine session.

Cette décision était de la plus haute importance pour des multitudes d'ouvriers et d'ouvrières qui ne sont pas encore en mesure d'assurer, par leur action collective, la défense de leurs intérêts.

C'était la première fois que la Conférence abordait directement un problème de salaires.

Indépendamment des questions ci-dessus, la Conférence eut à s'occuper des questions suivantes :

1°) *Application des conventions.* — La Conférence adopta à l'unanimité des conclusions de la Commission chargée d'examiner les rapports annuels des gouvernements sur l'application des conventions qu'ils ont ratifiées.

2°) *Règlement de la Conférence.* — La Conférence adopta, à l'unanimité, des amendements à son règlement (élection et secrétariat des commissions, traductions des discours, des projets de convention et des recommandations).

Par 82 voix contre 31 la Conférence accepta un amendement concernant les traductions officielles des projets de convention et des recommandations dans des langues officielles.

D. — *Résolutions.* — La Conférence vota à l'unanimité des résolutions concernant l'assurance-maladie-vieillesse, etc... ; les contrats de travail ; les conflits collectifs du travail ; les méthodes d'admission au travail industriel ; le travail forcé ; la durée du travail des employés de commerce. Elle renvoya au Conseil d'administration une résolution concernant la représentation des indigènes et des races de couleur.

E. — *Rapport du Directeur.* — En plus de ces décisions, la Conférence fait figurer au nombre de ses travaux une discussion complète du rapport dans lequel le Directeur du B. I. T. expose l'activité de l'Organisation et les grands faits qui marquèrent le mouvement social de la précédente année. De ce débat ressortirent à la fois l'appréciation favorable portée sur l'action du Bureau et le désir de voir cette action s'élargir, no-

tamment en s'étendant davantage encore à l'étude des problèmes économiques dont la récente Conférence de la Société des Nations avait signalé l'importance à l'opinion. Mais comme aux précédentes sessions, c'est sur la ratification et l'application des conventions que se concentra plus particulièrement l'attention de la Conférence. Les délégués ouvriers se plaignirent de la lenteur excessive des ratifications. Des délégués gouvernementaux expliquèrent cette lenteur par diverses circonstances dues à la situation économique de leur pays. Enfin des délégués patronaux exprimèrent l'avis qu'il serait peut-être imprudent d'accélérer le rythme de l'activité de l'Organisation Permanente du Travail.

55 orateurs prirent la parole sur le rapport du Directeur. Dans sa réponse, M. Albert THOMAS souligna l'importance de la question des ratifications et la nécessité impérieuse qu'elle présentait pour le fonctionnement normal de l'Organisation.

Le Directeur du B. I. T. passa en outre en revue toutes les questions qui intéressent le développement de l'Organisation Permanente du Travail : précieux résultats obtenus par le Bureau dans sa mission d'études et d'informations, dans son action pour le placement des réfugiés, large participation à la préparation technique de la Conférence économique, par une collaboration très active qui doit se poursuivre, avec la préoccupation de trouver dans la solution des difficultés économiques un moyen d'accélérer la ratification des conventions et, par conséquent, de hâter la réalisation de la justice sociale.

En ce qui concerne les relations avec les Etats non adhérents, notamment avec la Russie, le Directeur, de plus en plus pénétré du devoir de chercher à universaliser la Société des Nations, déclara qu'il n'y avait pas lieu de modifier la politique d'effort et de conciliation suivie jusqu'à ce jour dans le but de démontrer à ces Etats l'utilité qu'il y aurait pour eux à collaborer aux travaux de l'organisation. Il nota ensuite l'importance de la participation apportée à cette Conférence par les peuples asiatiques, et la curiosité passionnée de l'œuvre sociale de la Société des Nations qui s'éveillait dans les nations les plus lointaines. Il marqua enfin le rayonnement

qu'exerce l'Organisation Permanente du Travail sur toutes les catégories professionnelles dont certaines (employés de commerce et de bureau, travailleurs intellectuels, etc...) qui étaient demeurées jusqu'alors en dehors de l'application de la législation Internationale du Travail, sont venues réclamer la protection de cette Organisation.

Ce rayonnement pose des problèmes nouveaux, « particulièrement complexes » mais « la grande source de force pour « l'accroissement de l'autorité » du B.I.T. réside, déclara le Directeur, « dans l'affinement constant de la classe ouvrière, « dans l'aspiration de tous les producteurs et de tous les ouvriers des grands pays industriels vers une vie plus libre, « plus noble, plus digne d'être vécue, vers des conditions de travail qui assurent leur dignité d'hommes et de citoyens ».

SECTION XI

11^e Session de la Conférence

(GENÈVE, 30 MAI-16 JUIN 1928)

A sa session de Berlin (octobre 1927) le Conseil d'Administration du B.I.T. avait fixé au 30 mai 1928, la date d'ouverture de la 11^e session de la Conférence internationale du Travail, dont l'ordre du jour avait été composé ainsi qu'il suit :

1^o Méthode de fixation des salaires minima (discussion finale) ;

2^o Prévention des accidents du travail, y compris les accidents : attelage sur les voies ferrées (première discussion).

A la 10^e session de la Conférence, la question des *méthodes de fixation des salaires minima* avait traversé la première phase de la procédure de double discussion. Conformément au paragraphe 5 de l'article 6 du Règlement de la Conférence, cette session avait adopté un questionnaire destiné à être communiqué aux Gouvernements et avait décidé d'inscrire la question à l'ordre du jour de la session de 1928, en vue de la deuxième phase de la procédure, c'est-à-dire de la discussion finale

et d'une décision définitive sous la forme d'un projet de convention ou d'une recommandation.

Par contre, la question de la *prévention des accidents du travail* figurait pour la première fois à l'ordre du jour de la Conférence et devait faire l'objet, à la 11^e session, d'une première discussion.

En ce qui concerne le premier point à l'ordre du jour, le B.I.T. avait préparé, sur la base des réponses reçues des gouvernements, un rapport (rapport bleu) contenant des propositions en vue de l'adoption d'un projet de convention ou d'une recommandation qui devaient servir de base de discussion pour la Conférence.

Pour le deuxième point à l'ordre du jour, un rapport gris avait été préparé et communiqué aux gouvernements. Ce rapport contenait un exposé sur la législation et la pratique relatives à la prévention des accidents dans les différents pays, ainsi que des projets de questionnaire pouvant servir de base éventuelle de discussion à la Conférence. Etant donné le côté technique spécial que présentait la question, le Bureau avait tenu à consulter le Sous-Comité de Sécurité du Comité de correspondance pour l'Hygiène et la Sécurité industrielles sur les points qui pourraient faire l'objet de projets de questionnaire. A sa session du 3 au 5 novembre 1927, ce Sous-Comité, après avoir examiné l'avant-projet de rapport établi par le Bureau sur le problème d'ensemble de la prévention des accidents, avait donné son approbation générale à cet avant-projet, en suggérant quelques modifications et additions, notamment en ce qui concerne l'introduction historique de cet avant-projet, qui devait d'après lui, être précédée d'une préface exposant brièvement toute l'importance du problème de la prévention des accidents. D'autre part, le Président du Sous-Comité, Sir Gerald BELHOUSE, avait présenté un programme précis d'organisation nationale et internationale de la prévention des accidents. Il avait insisté principalement sur l'importance de l'étude simultanée des aspects techniques et psychologiques de la question et sur l'intérêt que présenterait une collaboration assurée de toutes les personnes intéressées au problème de la sécurité.

Ce fut donc après un examen approfondi des questions figurant à son ordre du jour que la 11^e session de la Conférence internationale du Travail, fut convoquée à Genève le 30 mai 1928. Les débats occupèrent tout le mois de mai et se terminèrent le 16 juin suivant.

Appelé à élire son bureau définitif, la Conférence désigna M. le Docteur Carlos SAAVEDRA LAMAS, délégué du gouvernement argentin comme Président. MM. CHAEL MAC WHITE (délégué gouvernemental, Etat libre d'Irlande), Hans VOGEL (délégué patronal, Allemagne), et Tom MOORE (délégué ouvrier, Canada), furent nommés Vice-Présidents.

Dans son discours inaugural, M. Arthur FONTAINE, Président du bureau provisoire, tint à marquer l'importance de la session et souligna le développement harmonieux de la législation internationale du travail, développement qui est à la base de la Société des Nations, d'une Cour permanente de Justice internationale et d'une Organisation sérieuse de la paix, tout aussi bien qu'à la base d'une Organisation internationale du Travail.

La 11^e session réunit en effet 148 délégués et 190 conseillers techniques, envoyés par 46 Etats, chiffre qui n'avait été dépassé qu'en 1925. Le Brésil, bien que ne participant plus aux travaux de la Société des Nations, avait affirmé une fois de plus sa volonté de continuer sa collaboration à l'Organisation Permanente du Travail. La Turquie et la République de l'Equateur avaient envoyé chacune un observateur.

Les décisions prises par la Conférence furent les suivantes :

A. — *Salaires minima*. — La Conférence adopta par 76 voix contre 21 un projet de convention instituant l'obligation, pour tous les Etats qui le ratifieront, d'établir des méthodes permettant de fixer des taux minima de salaires pour les travailleurs employés dans les industries ou parties d'industries (et en particulier dans les industries à domicile) où il n'existe pas de régime pour la fixation efficace des salaires par voie d'accord collectif ou autrement, et où les salaires sont exceptionnellement bas.

Les dispositions essentielles de ce projet sont analysées

d'autre part. Il suffira de souligner en passant l'importance que présentait le problème des salaires minima dont la solution allait permettre de relever, dans beaucoup de pays, la condition de catégories particulièrement intéressantes de travailleurs.

Une recommandation, adoptée par 81 voix contre 18, compléta ce projet de convention en indiquant les principes généraux qui, d'après l'expérience et la pratique actuelles, donnent les résultats les plus satisfaisants pour la fixation de salaires minima. Cette recommandation rappelle le principe du salaire égal, sans distinction de sexe, pour un travail de valeur égale, qui est consacré par l'article 427 du Traité de Paix.

B. — *La Prévention des accidents du travail.* — Ainsi qu'il a été dit plus haut, cette question venait, pour la première fois, devant la Conférence. En vertu de la procédure de double discussion, elle ne pouvait donc pas, à la 11^e session faire l'objet soit d'un projet de convention, soit d'une recommandation.

La Conférence avait donc seulement à décider, en conclusion de ses débats si la question de la prévention des accidents du travail devait être inscrite à l'ordre du jour de la session de 1929 et à procéder à une discussion générale en vue de l'établissement du questionnaire que le B.I.T. devait envoyer aux gouvernements. C'est sur la base des réponses des gouvernements à ce questionnaire que devait être prise, en 1929, une décision définitive.

Les débats qui eurent lieu à la 11^e session préparèrent très utilement cette solution, car ils permirent de poser nettement le problème des accidents du travail devant l'opinion publique mondiale. En ce sens, ils ont pleinement répondu au mouvement qui se développait dans plusieurs pays industriels pour assurer la sécurité des travailleurs à l'usine ou au chantier, éviter des sacrifices considérables de vies humaines et les pertes matérielles qui en résultent et grèvent lourdement la production. L'exposition qui avait été organisée par le B.I.T., à l'occasion de la Conférence, avait d'ailleurs été une démonstration pratique de toutes les améliorations qui peuvent être apportées dans l'industrie pour prévenir les accidents du travail.

Comme conclusion de ses travaux, la Conférence adopta,

par 94 voix contre 5, un projet de questionnaire aux gouvernements, envisageant les multiples aspects de la question : recherches scientifiques, établissement de statistiques, collaboration patronale et ouvrière, participation des travailleurs au contrôle de l'application des prescriptions de sécurité, mesures législatives, propagandes éducatives, enseignement, etc., etc...

Une question spéciale demandait l'avis des Etats sur l'adoption d'un projet de convention ou d'une recommandation tendant à rendre obligatoire pour l'expéditeur, l'indication du poids sur les gros colis transportés par bateaux.

Par 95 voix contre 0, la Conférence vota une résolution destinée à attirer tout particulièrement l'attention des gouvernements et de l'opinion publique de tous les pays sur l'importance de la question de la prévention des accidents du travail et sur les possibilités de restreindre le nombre de ces accidents par l'application de certaines méthodes d'éducation individuelle notamment celles que répand le mouvement connu sous le nom de « *Safety First* » (Sécurité d'abord) (1).

Une autre résolution adoptée également par 95 voix contre 0, demandait que le B.I.T. complétât la documentation sur les législations nationales, relatives à la sécurité du travail dans les différentes industries ainsi que sur toutes les dispositions obligatoires édictées dans ce domaine par les autorités centrales, régionales, et préparât des tableaux comparatifs en prenant pour base cette documentation.

L'inscription de la question de la prévention des accidents du travail à l'ordre du jour de la 12^e session de la Conférence, en 1929, fut votée par 123 voix contre 0.

La Conférence traita spécialement la question de la protection des ouvriers occupés au chargement et au déchargement des navires. Par 101 voix contre 0, elle donna son adhésion à un projet de questionnaire envisageant la possibilité d'adopter, pour cette protection, un projet de convention. Elle ajouta une résolution tendant à la consultation préalable de la Commission

(1) Cf. Dubreuil, Standards, VI, La Sécurité et l'Hygiène du Travail, p. 314 et suiv. Editeur Bernard Grasset, Paris 1929.

paritaire maritime sur les aspects maritimes du problème avant l'ouverture de la 12^e session de la Conférence.

L'inscription de la question à l'ordre du jour de la session de 1929 fut votée par 121 voix contre 0.

Enfin pour la prévention des accidents d'attelage dans les exploitations de chemin de fer, la Conférence adopta une résolution demandant que l'Union internationale des Chemins de fer poursuivit avec la plus grande activité ses études sur l'attelage automatique et en fît connaître les résultats au B.I.T. dans le plus court délai possible et de toute façon avant deux ans. Cette résolution envisageait en outre l'institution, par le Conseil d'Administration, d'une Commission mixte de 21 personnes représentant les gouvernements, les employeurs et les ouvriers en vue d'étudier la question dans son ensemble, de se tenir au courant des résultats obtenus par l'Union internationale des Chemins de fer et de faire un rapport aussitôt que possible.

En dehors des problèmes ci-dessus, la Conférence s'occupa des questions suivantes :

C. — *Application des conventions.* — La Conférence adopta à l'unanimité le rapport de la Commission chargée d'examiner les rapports annuels fournis par les Etats en exécution de l'article 408 du Traité de Paix sur l'application des conventions qu'ils ont ratifiées. Ce rapport concluait au maintien de la Commission d'experts qui avait été créée à titre d'essai par le Conseil d'Administration pour étudier les informations fournies par les Membres de l'Organisation. Il déclarait que, si au point de vue de l'application de l'article 408, la situation en 1928 présentait encore des lacunes, il fallait cependant reconnaître que des résultats appréciables avaient déjà été obtenus qui conduiraient au développement de la législation internationale du travail et à la réalisation d'importants progrès dans l'ordre social.

D. — *Règlement de la Conférence.* — Un certain nombre de décisions furent prises par la Conférence relativement aux dispositions de son règlement, notamment au sujet :

1^o de la participation à ses séances des Ministres et Sous-Secrétaires d'Etat dans la compétence desquels rentrent les

questions traitées ; 2° de la construction d'un comité de rédaction au sein de chaque commission ; 3° de la représentation à la Conférence des travailleurs des colonies et territoires sous mandat, ainsi que des travailleurs indigènes et de couleur ; 4° de la traduction des discours prononcés dans des langues non officielles ; 5° des articles dits « de style » insérés dans les conventions internationales du travail.

E.— *Résolutions*.— La Conférence adopta en outre diverses résolutions demandant au Conseil d'Administration du B.I.T. de procéder à des études portant sur les objets suivants : diminution ou suppression des diverses causes de la réduction de la production (accidents, altération de la santé et défauts physiques, irrégularité et instabilité de l'emploi, conflits stériles, etc...) ; développement de l'esprit de collaboration entre employeurs et travailleurs ; conséquences de la rationalisation et des ententes industrielles pour les conditions des ouvriers ; habitations ouvrières et conditions de logement et de couchage des travailleurs ; danger que comporte le travail des conducteurs d'automobiles et des autres travailleurs de l'industrie des transports automobiles ; dangers que comporte également la conduite des locomotives par un seul homme ; contrats collectifs dans l'agriculture ; efforts accomplis et résultats obtenus dans les divers pays pour l'adaptation professionnelle et l'emploi des invalides ; conditions de travail des hommes, femmes et enfants employés dans l'industrie textile ; opinion des milieux ouvriers à l'égard de la réforme du calendrier.

Par 69 voix contre 17, la Conférence adopta une résolution invitant le B.I.T. à poursuivre l'étude de la question de la liberté syndicale en vue de la mettre de nouveau à l'ordre du jour d'une prochaine session de la Conférence.

Une résolution en faveur de la création d'associations privées pour propager l'œuvre de l'Organisation Permanente du Travail et pour favoriser la ratification des conventions fut adoptée par 56 voix contre 18.

Enfin la Conférence adopta également deux résolutions concernant : l'une, les mesures prises par les Etats Membres en vue de soumettre aux autorités compétentes, dans les délais

fixés par le Traité de Paix, les projets de convention et les recommandations votés par la Conférence ; l'autre, la création, par les Etats Membres, de services chargés des questions du travail.

Par 73 voix contre 6, la Conférence renvoya, pour examen, au Conseil d'Administration, un projet de résolution et divers amendements concernant les langues officielles de l'Organisation Permanente du Travail.

A cet égard, il convient de signaler le remarquable progrès pratique réalisé par l'application, pour la première fois à la Conférence, du système de traduction téléphonique simultanée, conçu par M. E.-A. FILÈNE, de Boston, dont les encouragements et l'aide généreuse autorisèrent la réalisation de cette expérience.

F. — *Rapport du Directeur.* — Le débat qui eût lieu sur ce rapport permit de dégager la volonté générale des Etats Membres de maintenir et de développer l'œuvre de l'Organisation et notamment de la faire participer plus étroitement encore que par le passé à l'action de la Société des Nations dans le domaine économique. L'attention de la Conférence se concentra plus particulièrement sur la ratification et l'application des conventions et sur la proposition britannique de révision de la convention de Washington sur la journée de huit heures. Au cours de la discussion, le représentant de la Grande-Bretagne apporta la déclaration solennelle que son Gouvernement ne mettrait jamais en cause les principes essentiels de cette convention, mais qu'il désirait seulement, afin d'assurer le progrès nécessaire, définir les principes de la convention d'une manière plus précise en vue d'obtenir une action internationale uniforme.

M. Albert THOMAS, en répondant aux orateurs, ne manqua pas de souligner l'intérêt de cette déclaration. Il exposa la situation dans laquelle se trouvait l'Organisation à l'égard de la convention des heures de travail après la décision prise, le 28 mai 1928, par le Conseil d'Administration à sa 40^e session d'écarter la proposition d'ouverture immédiate de la procédure de révision et invitant le Directeur à préparer sur toutes les conventions votées à Washington en 1919, — et non plus seu-

lement sur la convention des huit heures — les rapports prévus dans ces conventions comme devant être présentés tous les 10 ans, et à les porter devant le Conseil au fur et à mesure de leur achèvement. Il indiqua que cette question de la révision des conventions était une des plus sérieuses qui eût été posée depuis quelques années devant l'Organisation Permanente et il exprima la crainte que les réformes législatives prises en conformité des conventions ne fussent plus assurées de la pérennité qui paraissait devoir leur être acquise. Problème juridique vital pour l'avenir de l'Organisation et dont la Conférence internationale du Travail devra nécessairement connaître.

La proposition britannique n'avait pas eu cependant pour effet d'arrêter le mouvement de ratification de la convention des huit heures. M. Albert THOMAS, en signalant ce fait à la Conférence fit remarquer que depuis cette proposition, le Luxembourg avait ratifié sans conditions, l'Espagne avait donné sa ratification conditionnelle. Cuba avait annoncé la sienne et que les ratifications conditionnelles signifiaient au moins que les pays qui les donnaient considéraient que la convention, dans sa teneur présente, était applicable et viable.

Le Directeur témoigna sa satisfaction de voir progresser très sensiblement le nombre des ratifications qui s'était élevé à 305 au moment de la réunion de la Conférence. Cet essor fut d'ailleurs suivi d'une progression intéressante dans l'application des conventions, ainsi que l'attestèrent les réponses fournies par les Gouvernements aux demandes de renseignements complémentaires émanant de la Commission d'experts de l'article 408. Tous les Etats auxquels ces demandes furent adressées se sont appliqués, sans avoir la crainte d'une sanction juridique quelconque, sans qu'ils aient eu à subir une procédure de contrôle, à marquer l'effort qu'ils faisaient pour appliquer les ratifications.

M. Albert THOMAS passa en revue les autres problèmes que peut soulever la ratification des conventions du travail.

Il insista sur les problèmes économiques et leurs relations avec les problèmes sociaux, il parla de l'action du Bureau et des développements qu'elle appelle, de la participation active

et intense des pays les plus lointains, de l'Amérique latine en particulier avec ses 14 délégations, etc...

En clôturant les travaux de la session, le Président, M. SAAVEDRA LAMAS, à la fin de son discours, marqua la tendance de l'œuvre de la Conférence à accroître son caractère d'universalité auquel s'ajoute un caractère démocratique qui fait de l'Organisation Permanente du Travail « l'expression de la représentation directe des peuples ».

SECTION XII

12^e Session de la Conférence (GENÈVE, 30 MAI-21 JUIN 1929)

A sa session d'octobre 1928, le Conseil d'administration du B. I. T. avait fixé au 30 mai 1929 la date d'ouverture à Genève de cette session de la Conférence.

L'ordre du jour comprenait les quatre questions suivantes :

- 1^o) Prévention des accidents du travail (discussion finale) ;
- 2^o) Protection des ouvriers occupés au chargement ou au déchargement des navires contre les accidents (discussion finale) ;
- 3^o) Travail forcé (première discussion) ;
- 4^o) Durée du travail des employés (première discussion).

La Conférence était appelée, conformément à la procédure de double discussion prévue par l'article 6 de son Règlement, à procéder à la discussion finale des deux premiers points de l'ordre du jour en vue de l'adoption de décisions définitives sous la forme de projets de convention ou de recommandations : pour les 3^e et 4^e points, elle devait examiner des rapports préliminaires exposant l'état de la législation et de la pratique dans les divers pays.

50 Etats sur 55 que compte l'Organisation furent représentés à la 12^e session. C'est la plus forte participation qui ait été enregistrée depuis le début. La Chine y envoya, pour la première fois, une délégation complète ainsi que le Brésil, qui, bien que ne faisant plus partie de la Société des Nations, affirma une

fois de plus sa volonté de continuer à collaborer à l'Organisation Internationale du Travail. La Turquie, bien que ne faisant pas partie de l'Organisation, avait envoyé un observateur comme l'année précédente.

La session fut présidée par M. le Docteur Heinrich BRAUNS, délégué du Gouvernement allemand, ancien Ministre du Travail du Reich, assisté de trois vice-présidents : MM. DUZMANS (délégué gouvernemental, Lettonie) ; M. TCHOURTCHINE (délégué patronal, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) et M. THORBERG (délégué ouvrier, Suède).

Les décisions intervenues peuvent se résumer de la façon suivante :

A. *Prévention des accidents du travail.* — Pour l'Organisation de ce que M. Albert THOMAS a appelé la « Croix Rouge » Internationale sur les champs de bataille du travail », la Conférence a adopté quatre textes :

a) Une recommandation concernant les principes généraux de la prévention des accidents du travail (adoptée par 100 voix contre 12).

b) Un projet de convention concernant l'indication du poids sur les gros colis transportés par bateaux (adopté par 98 voix contre 24).

c) Une recommandation concernant la responsabilité relative à la protection des machines mues par la force motrice (adoptée par 87 voix contre 28).

d) Une résolution invitant le Conseil d'administration du B. I. T. à envisager l'opportunité de convoquer une Conférence ou Commission d'experts en matière de prévention et de statistiques d'accidents du travail pour examiner la possibilité de déterminer des bases uniformes pour l'établissement de ces statistiques. Cette résolution fut adoptée à l'unanimité.

B. *Protection des travailleurs occupés au chargement ou au déchargement des navires contre les accidents.* — La 11^e session, en discutant le problème d'ensemble de la prévention des accidents, avait jugé nécessaire, en dehors des mesures d'ordre général s'appliquant aux travaux industriels, d'établir

une réglementation internationale spéciale pour le travail dans les ports.

Cette réglementation était demandée avec insistance par les Organisations des ouvriers des transports.

Elle prit, à la 12^e session, la forme d'un projet de convention relatif à la protection des travailleurs occupés au chargement et au déchargement des navires.

Ce projet fut adopté par 84 voix contre 22.

Cet important projet de convention fut complété par deux recommandations.

La première adoptée par 101 contre 0, attire l'attention des Etats Membres sur l'intérêt que présente la conclusion d'accords de réciprocité.

La seconde, adoptée par 88 voix contre 0, a trait à la consultation des organisations ouvrières et patronales intéressées, en vue de l'établissement des règlements pour la sécurité des travailleurs occupés au chargement ou au déchargement des navires.

De plus, une résolution, votée à l'unanimité, invitait le Conseil d'administration du Bureau à instituer une commission technique internationale chargée d'élaborer un règlement-type pouvant orienter les Gouvernements dans l'élaboration ou la modification de leur réglementation nationale en vue de l'application de la convention.

C. *Le travail forcé.* — Cette question ne pouvait pas faire l'objet d'une décision définitive à la 12^e session. Conformément à la procédure de la double discussion, la Conférence devait seulement décider s'il y avait lieu d'inscrire ce problème à l'ordre du jour de la session de 1930, et, dans l'affirmative, adopter, en vue de ce second examen, des questionnaires permettant de consulter les Gouvernements sur l'opportunité d'une réglementation internationale en cette matière et sur les dispositions qu'il conviendrait d'y insérer. Sur la base des réponses que fourniront les Etats, la Conférence pourra adopter, en 1930, un projet de convention ou une recommandation.

Avec la question du travail forcé des indigènes, la Conférence abordait un domaine nouveau qui touchait aux condi-

tions de millions d'êtres humains, ainsi qu'un grand problème de colonisation : rapports entre nations civilisées et peuples attardés ou primitifs, mise en valeur de richesses naturelles devenues indispensables à l'économie mondiale.

Le problème sur le travail forcé avait déjà été soumis à l'Organisation Permanente du Travail à la suite de la convention sur l'esclavage adoptée par la 6^e Assemblée de la Société des Nations. La discussion qui eut lieu à la Conférence avait été préparée par les travaux du Comité d'experts en matière de travail indigène institué auprès du B. I. T.

Après des débats très complets, la Conférence décida, par 101 voix contre 15, l'inscription de la question du travail forcé à l'ordre du jour de la session de 1930.

Par 83 voix contre 17, elle adopta un questionnaire aux Gouvernements, qui envisage tous les aspects du problème, ainsi que ses solutions possibles, et en premier lieu l'adoption, en 1930, *d'un projet de convention tendant à l'abolition du travail forcé*, ou au moins à sa limitation et à sa réglementation en vue de supprimer les abus. On peut dire qu'un accord unanime s'établit pour condamner le travail forcé au bénéfice des particuliers et pour réglementer le travail forcé pour fins publiques, avec la volonté de préparer la disparition complète d'un système qui est une survivance de l'esclavage.

Le projet de questionnaire élaboré par la Commission fut amendé par la Conférence, à la demande du groupe ouvrier, sur trois points importants : droit d'association des indigènes, journée maximale de huit heures pour les travailleurs forcés, institutoin auprès du Bureau International du Travail d'une commission permanente d'experts du travail forcé.

Les réponses des Gouvernements fixeront le caractère de la réglementation qui sera soumise à la prochaine session de la Conférence.

Sans conteste possible un grand progrès a été réalisé dans la voie de cette réglementation et on doit savoir gré à la Conférence internationale du Travail d'avoir accompli une large œuvre d'humanité.

Enfin, il convient de noter que par 65 voix contre 21,

la Conférence adopta une résolution demandant au Bureau de poursuivre, en vue d'une action ultérieure, des études sur différents problèmes annexes à celui du travail forcé, notamment sur la sanction pénale en matière de contrat à long terme (*indentured contract labour*).

D. *La durée du travail des employés.* — Par 103 voix contre 17, la Conférence décida l'inscription de cette question à l'ordre du jour de la session de 1930, et, par 92 voix contre 15, elle adopta un questionnaire permettant d'obtenir des gouvernements la documentation la plus complète possible en vue de la décision à intervenir en 1930 (projet de convention ou recommandation).

Ce questionnaire envisage la détermination du champ d'application de cette décision : application à tous « les employés », si l'on peut établir une définition générale de ce terme. A défaut de définition, énumération des catégories de travailleurs dont le travail serait soumis à réglementation. Le personnel protégé serait celui qui est occupé dans tous les établissements commerciaux, dans les établissements à caractère mixte (industriel et commercial), dans la mesure où ces établissements ne sont pas considérés par les législations nationales comme établissements industriels (déjà visés par la convention des 8 heures de Washington). Le champ d'application engloberait également le personnel occupé dans les administrations dont le fonctionnement repose essentiellement sur un travail de bureau, dans les établissements hospitaliers, dans les entreprises de spectacles et divertissements, les hôtels, cafés, restaurants et autres débits de boissons.

La liste susvisée n'a pas un caractère limitatif. Les Gouvernements ont été invités à indiquer toutes autres catégories d'établissements qu'ils croiraient devoir proposer. Le questionnaire consulte également ces Gouvernements sur le point de savoir si la convention ou la recommandation devrait s'appliquer à toutes les catégories d'établissements visés, qu'ils soient publics ou privés, laïques ou religieux, qu'ils aient un caractère lucratif ou non, et si le texte à adopter doit exclure de son champ

d'application les établissements n'occupant que les membres d'une même famille.

Enfin le questionnaire envisage la définition exacte à donner à l'expression « durée du travail », la limite générale hebdomadaire de 48 heures et la limite journalière de 8 heures pour l'ensemble du personnel occupé dans les établissements visés. Il pose également la question des divers systèmes de répartition des heures de travail.

E. Le problème du chômage. — Cette question n'était pas inscrite à l'ordre du jour. Elle fût néanmoins examinée par la Conférence qui avait été saisie à son sujet d'un rapport d'ensemble du B. I. T. étudiant surtout l'influence qu'ont pu exercer sur le chômage, pendant les dernières années, quelques grands facteurs d'un caractère international.

Une Commission spéciale fut chargée de procéder à l'examen de ce rapport et de deux projets de résolution sur la question, déposés par MM. SCHURCH (Suisse) et MERTENS (Belgique).

La Commission proposa à la Conférence, qui l'adopta, une résolution visant les divers aspects du problème du chômage.

Cette résolution invitait le B. I. T. à offrir son concours au Comité d'experts institué auprès du Comité financier de la Société des Nations et chargé d'étudier les causes des fluctuations du pouvoir d'achat de l'or et leurs effets sur la vie économique des nations. Le B. I. T. a plus spécialement pour mission d'apporter à ce Comité les résultats de ses études sur les effets des fluctuations monétaires, sur la stabilité de l'emploi des travailleurs, sur le niveau de ces derniers sur le rendement et la durée du travail, sur les relations entre patrons et salariés et enfin sur le développement de la législation protectrice du travail.

La Conférence invita ensuite le Conseil d'administration du B. I. T. à rechercher les meilleurs moyens de faire progresser les mesures d'ordre national ou international propres à réduire le chômage des mineurs.

Elle chargea d'autre part le Bureau : 1°) de poursuivre ses études sur le problème du chômage dans les industries textiles

et d'entreprendre des études similaires au sujet d'autres industries, y compris l'industrie agricole ; 2°) d'effectuer de nouvelles recherches sur le développement des bureaux publics de placement et leur organisation administrative.

Enfin la Conférence invita le Conseil d'administration à examiner, en liaison avec les travaux entrepris par la Société des Nations sur la question du charbon, l'opportunité d'insérer sur le problème du chômage des mineurs à l'ordre du jour d'une prochaine session de la Conférence, en 1930, de préférence.

F. *Résolutions.* — La Conférence adopta à l'unanimité ou à d'importantes majorités, un certain nombre de résolutions présentées par des délégués et demandant au Conseil d'administration d'envisager la discussion, à de prochaines sessions, des questions suivantes :

1° Réglementation du travail des ouvriers verriers de façon que ces ouvriers puissent bénéficier d'un repos régulier ;

2° Assurance-vieillesse-invalidité et décès et droits des ouvriers étrangers en cas de vieillesse, d'invalidité et de décès.

3° Emploi des femmes et des jeunes gens aux travaux souterrains.

4° Egalité de traitement entre les travailleurs nationaux et les travailleurs étrangers de couleur.

Furent ensuite adoptées à l'unanimité cinq autres résolutions visant :

a) La mise spontanée par les Gouvernements à la disposition de l'Organisation Permanente du Travail des fonds nécessaires à son fonctionnement ;

b) La représentation, à la Conférence, des travailleurs de couleur des pays dans lesquels ceux-ci sont en majorité (rapport à fournir permettant d'établir la mesure de cette représentation) ;

c) L'observation par les Etats Membres, des dispositions de l'article 405 concernant l'obligation de soumettre aux autorités compétentes les conventions et recommandations (renseignements à fournir à la prochaine Conférence) ;

d) L'application de la recommandation de Washington

concernant le recrutement collectif des travailleurs d'un pays en vue de leur emploi dans un autre (renseignements, après enquête, à fournir à la Conférence à sa session de 1930) ;

e) La mise à l'étude de la durée du travail admise par la convention de Washington pour certains pays spéciaux (Inde et Japon).

Enfin la Conférence examina, comme de coutume, les rapports des Gouvernements sur l'application des conventions et la procédure de révision des conventions.

G. Rapport du Directeur. — Plusieurs séances furent consacrées à la discussion de ce rapport.

Au cours des débats qui eurent lieu, le représentant du Gouvernement britannique annonça l'intention de ce dernier de ratifier la convention de Washington sur les heures de travail.

M. Albert THOMAS prit acte de cette déclaration et en souligna l'importance. Il est ainsi permis d'envisager avec confiance la généralisation de la journée de 8 heures, « clé de voûte de « la législation sociale internationale ».

Le Directeur du Bureau tint à marquer la préoccupation d'universalité qui domina les débats de la Conférence.

« La Société des Nations est d'essence universelle. La Société des Nations sera universelle ou elle échouera ». En rappelant ces paroles de Léon BOURGEOIS, M. Albert THOMAS ajoutait : « La Partie XIII du Traité de Paix déclare d'une « manière plus précise : « La non-adoption par une nation « quelconque d'un régime de travail réellement humain fait « obstacle aux efforts des autres nations désireuses d'améliorer le sort des travailleurs dans leurs propres pays ».

Cette vérité n'a peut-être pas été mise en évidence par les faits, au cours de ces dernières années, en raison de l'instabilité monétaire et des crises de matières premières qui ont relégué au second plan les questions concernant les conditions de travail.

Le Directeur exprima l'inquiétude que lui causait la question des Etats souverains de l'Inde et le problème plus vaste encore de l'Extrême-Orient, de la Chine, en particulier qui

pourra devenir « une concurrence redoutable où les basses conditions du travail joueront peut-être le premier rôle ».

M. Albert THOMAS enregistra avec satisfaction l'augmentation constante de la représentation de l'Amérique latine à la Conférence et il exprima le vœu que la République Argentine « cet admirable pays, plein d'énergies humaines, riche d'un capitalisme alerte et d'une classe ouvrière ardente, frémissante, capable d'organisation et d'action, ne demeure plus longtemps « séparé » de l'Organisation Permanente du Travail.

Parlant de la Russie Soviétique, M. Albert THOMAS déclara qu'à défaut de collaboration, il fallait se contenter de « relations d'information et de science ».

Après avoir exposé, de même, l'état actuel des relations avec les Etats-Unis, le Directeur affirma sa résolution de continuer à observer dans tous les pays encore étrangers à l'Organisation, les symptômes d'une évolution économique et morale susceptible de les conduire à une autre attitude.

M. Albert THOMAS examina ensuite l'œuvre accomplie, les résultats obtenus : développement du travail scientifique du Bureau, accélération sensible du mouvement des ratifications dont le nombre s'est accru de 79 depuis la dernière session, tandis que les chiffres maxima relevés dans les exercices précédents avaient été de 34 et 35.

Puis il esquaissa à grands traits un programme d'action pour les prochaines années.

La session se termina sur une impression générale de confiance dans les progrès réalisés et de foi dans l'avenir.

SECTION XIII

13^e Session de la Conférence (GENÈVE, 10-26 OCTOBRE 1929)

Cette session fut uniquement consacrée à l'examen des questions maritimes.

L'ordre du jour, tel qu'il avait été fixé par le Conseil d'administration, comportait l'examen des questions suivantes :

1°) Réglementation des heures de travail à bord des navires ;

2°) Protection des gens de mer en cas de maladie (y compris le traitement des blessés à bord), c'est-à-dire :

a) les obligations individuelles de l'armateur à l'égard des gens de mer malades ou blessés ;

b) l'assurance-maladie des gens de mer.

3°) Amélioration des conditions de séjour des marins dans les ports ;

4°) Institution, pour chacun des pays maritimes, d'un minimum de capacité professionnelle exigible des capitaines, officiers de pont et officiers mécaniciens remplissant les fonctions de chefs de quart à bord des navires marchands.

Tous les Etats Maritimes Membres participèrent à la Conférence, à l'exception de la Norvège qui, à défaut d'une délégation officielle, dont certaines circonstances politiques n'avaient pas permis la désignation, envoya deux observateurs.

34 Etats furent représentés par 119 délégués et 158 conseillers techniques, soit au total 268 personnes officiellement accréditées auprès de la Conférence.

La session fut présidée par M. Eduard AUNOS PEREZ, ministre du Travail et de la Prévoyance sociale en Espagne, dont l'activité dans le domaine de la législation sociale avait été particulièrement remarquée. Il fut assisté dans sa tâche par trois Vice-Présidents : MM. MANNIO (délégué gouvernemental, Finlande) ; DE ROUSIERS (délégué patronal, France) et TILLET (délégué ouvrier, Grande-Bretagne).

La première question sur laquelle la Conférence eût à se prononcer fut celle qui concernait la méthode de désignation des délégués et conseillers techniques en vue des sessions consacrées exclusivement à l'examen des questions maritimes. Le point de départ des discussions relatives à cette question fut l'absence du représentant des employeurs au sein de la délégation britannique.

Le Ministre du Travail de Grande-Bretagne avait invité la Confédération nationale des organisations patronales de Grande-Bretagne à présenter des propositions en vue de la désignation

de la délégation des employeurs à la 13^e session. Pour satisfaire à cette demande la Confédération dont il s'agit s'était adressée à la Fédération de l'Armement (*Shipping Federation Ltd*) et à l'Association patronale du port de Liverpool en les priant de communiquer les noms des personnes susceptibles de les représenter à la Conférence. En réponse à cette invitation, la Fédération de l'Armement fit savoir qu'elle ne consentirait à se faire représenter à la 13^e session que si elle recevait des organisations de travailleurs représentées au Conseil National maritime (*National Maritime Board*) l'assurance que les travailleurs étaient satisfaits de la composition de leur propre groupe. La Fédération de l'Armement ajoutait que sa politique s'inspirait du principe que les débats relatifs aux questions maritimes devaient être dirigés par ceux-là mêmes qui étaient qualifiés pour les diriger nationalement. Or l'Union nationale des marins (*National Union of Seamen*) Membre du Conseil national maritime (*National Maritime Board*) fit connaître que la composition de la délégation ouvrière à la Conférence ne répondait pas aux vœux des membres ouvriers des deux sections du Conseil national maritime particulièrement intéressées à la solution des questions figurant à l'ordre du jour de la 12^e session. Ces deux sections étaient la Section des marins et chauffeurs (*Sailor's and Firemen's Panel*) et la Section des agents du Service général (*Catering Department Panel*).

L'Union nationale des marins ne voulait pas, pour ces motifs, prendre part aux débats de la Conférence.

La Confédération nationale des organisations patronales de Grande-Bretagne fit connaître au Ministre du Travail, que la Fédération de l'Armement n'entendait pas, dans ces conditions, participer aux travaux de la 13^e session et lui fit parvenir en même temps les résolutions prises, l'une par l'Assemblée générale de la Section des Armateurs du Conseil national maritime, l'autre par les deux sections des marins et chauffeurs d'une part et agents du Service général d'autre part, collaborant au Conseil national maritime.

Le groupement des armateurs à la 13^e session s'appuyant sur les motifs qui avaient motivé la carence du représentant patronal de la Grande-Bretagne et invoquant au surplus l'ab-

sence de la délégation officielle de la Norvège, contestèrent le caractère représentatif de la Conférence et demandèrent l'adoption de la résolution suivante :

« La Conférence décide que la désignation des délégués et « conseillers techniques non gouvernementaux appelés à participer aux conférences maritimes devra être faite d'accord « avec les organisations, si de telles organisations existent, qui « sont les plus représentatives des armateurs et des marins « respectivement ; charge le Conseil d'administration de prendre des mesures pour atteindre ce résultat afin d'éviter que « la présente situation se renouvelle à l'avenir et charge en « outre la Commission de vérification des pouvoirs de prendre « telles mesures qui relèvent de sa compétence pour améliorer « la situation actuelle ».

En séance plénière, le 12 octobre 1929, cette résolution donna lieu à des débats très animés.

En l'espèce, la protestation soulevée par l'Union nationale des marins visait le mandat de M. Benjamin TILLET, délégué ouvrier britannique. M. SMITH, délégué gouvernemental britannique fit valoir que la procédure adoptée pour cette désignation avait été celle qui avait été constamment suivie depuis 1919. De leur côté les armateurs défendirent leur point de vue.

Le projet de résolution patronal, mis aux voix, fût repoussé par 64 voix contre 24, le groupe patronal seul, ayant voté pour son adoption. A la suite de ce vote les délégués patronaux cessèrent de participer aux travaux de la Conférence. Tandis que les quatre commissions constituées pour examiner les questions à l'ordre du jour poursuivaient leurs délibérations sans le concours des employeurs, des pourparlers furent ouverts, qui durèrent trois jours et aboutirent au retour des délégués patronaux après l'adoption, par la Conférence, le 17 octobre 1919, de la résolution suivante, présentée par les délégations gouvernementales de l'Empire britannique, de la Finlande et de la France :

« La Conférence, prenant en considération les difficultés « qui se sont élevées aux sessions spéciales consacrées aux questions maritimes, y compris la composition des délégations non « gouvernementales, demande au Conseil d'administration de

« rechercher tous les moyens propres à éviter dans l'avenir « le renouvellement de ces difficultés ».

Le groupe ouvrier vota contre ce texte, mais il déclara que, soucieux des intérêts des travailleurs qu'il représentait et de la bonne marche de la Conférence, il n'en continuerait pas moins sa collaboration à tous ses travaux.

Il convient de signaler que la majorité de la Commission de vérification des pouvoirs avait estimé que le gouvernement de Grande-Bretagne s'était conformé aux dispositions de l'alinéa 3 de l'article 369 du traité de Versailles. En conséquence le rapport de majorité concluant à la validation du délégué ouvrier britannique fut adopté (70 voix contre 22).

Sur aucune des questions inscrites à l'ordre du jour la Conférence n'avait à prendre de décision définitive. Elle devait seulement procéder à une première discussion ayant pour objet d'établir, non plus des questions (elle appliquait à cet égard, pour la première fois, la modification apportée à la procédure par la 12^e session), mais des conclusions déterminant les points sur lesquels les Gouvernements doivent être consultés. C'est le B. I. T. qui, d'après ces conclusions, devait rédiger le questionnaire à adresser dans ce but aux gouvernements et qui, ensuite, sur la base des réponses reçues de ces derniers, était chargé de préparer, pour la deuxième discussion, soit des projets de convention, soit des projets de recommandations, sur lesquels la Conférence était alors appelée à se prononcer définitivement.

Pour les quatre questions soumises à sa 13^e session, la Conférence ne pouvait donc franchir qu'une première étape. Mais même ainsi limitée, la portée des votes qu'elle émit, n'en est pas moins considérable. Les projets de conclusions présentés par les quatre commissions compétentes furent adoptés en séance plénière sans modifications sensibles, et les quatre questions furent inscrites à l'ordre du jour de la prochaine session maritime, en vue d'une seconde discussion.

A. — *Réglementation des heures de travail à bord des navires.* — La Conférence adopta, par 71 voix contre 20, les conclusions du rapport de sa Commission des heures de travail à bord. Elle décida par ce vote qu'il était « désirable de

« consulter les Gouvernements sur la question de la réglementation de la durée du travail à bord des navires internationaux, dans la forme d'un projet de convention » et « de demander aux Gouvernements si cette réglementation » devait « avoir lieu sur la base du principe de la journée de huit heures ou de la semaine de quarante-huit heures, avec les modalités et les dérogations que justifiaient les conditions particulières à l'industrie des transports maritimes ». Elle estima, en outre, qu'il était également désirable de consulter les Gouvernements sur les définitions des termes : durée normale du travail, heures de travail effectif, heures de présence, heures supplémentaires, compensation des heures supplémentaires, travaux de sécurité. En conséquence, la Conférence invita le B. I. T. à demander l'avis des Gouvernements sur les points suivants :

I. — CHAMP D'APPLICATION DU PROJET DE CONVENTION

1°) *Quant aux navires* : Exceptions possibles : voiliers, navires appartenant à l'Etat non affectés au commerce, navires affectés à des entreprises urgentes et d'utilité publique, navires au-dessus d'un certain tonnage ; autres exceptions éventuelles.

2°) *Quant aux navigations* : Internationales et nationales ; longues, moyennes et courtes ; si cette classification paraît impossible, prière d'indiquer la méthode de classement internationale jugée la plus pratique ; exceptions possibles.

3°) *Quant aux personnes employées à bord* : Exceptions possibles : exemple, capitaine, officiers chefs de service ne faisant pas de quart, pilotes, équipages rétribués exclusivement à la part ou composés uniquement de membres de la famille du patron ou de l'armateur ou personnes de profession spéciale ne se rapportant pas directement au travail maritime et qui ne sont pas employées par l'armateur ou le capitaine.

4°) Modifications qui peuvent être nécessaires pour répondre aux conditions particulières prévues à l'article 405, paragraphe 3 du Traité de Paix.

II. — RÉGIME QU'IL SERAIT POSSIBLE D'ADOPTER
POUR LES DIVERSES CATÉGORIES DE PERSONNEL

a) au port ; b) les jours de départ ; c) à la mer ; d) les jours d'arrivée.

1° *Personnel des machines* :

- a) Durée normale du travail ; éventualité d'adopter, au port comme en mer et pour toutes navigations, le principe de la journée de huit heures ;
- b) Règles garantissant le repos hebdomadaire ou sa compensation s'il n'est pas accordé ;
- c) Compensation et limitation des heures supplémentaires.

2° *Personnel de port* :

- a) Durée normale du travail ; éventualité d'adopter, pour le service au port, le principe de la journée de huit heures et, en mer, diverses limites appropriées, soit aux différents genres de navigation (longues, moyennes et courtes), soit à la catégorie de jauge du navire ;
- b) Règles garantissant le repos hebdomadaire ou sa compensation s'il n'est pas accordé ;
- c) Compensation et limitation des heures supplémentaires.

3° *Personnel du Service général* :

Éventualité de règles différentes, suivant qu'il s'agit du personnel affecté au service des passagers ou au service de l'équipage.

a) *Agents affectés au service des passagers* : Possibilité d'une limite normale de la durée du travail ou, sinon de la fixation d'un minimum de repos.

Octroi ou compensation du repos hebdomadaire s'il n'est pas accordé ;

Limitation et compensation des heures supplémentaires.

III. — ÉVENTUALITÉ D'ADMETTRE QUE LES HEURES SUPPLÉMENTAIRES CONSACRÉES A CERTAINS TRAVAUX DE SÉCURITÉ NE COMPORTENT PAS DE LIMITATION OU DE COMPENSATION.
DÉFINITION DE CES TRAVAUX.

Il convient d'observer que, pour l'application de la réglementation des heures de travail aux personnes employées à bord,

la Conférence n'envisagea pas l'exclusion des officiers. Elle ne prévint d'exceptions possibles que pour les capitaines et les officiers chefs de service ne faisant pas de quart.

D'autre part, l'industrie de la pêche ne fut pas comprise dans le projet de réglementation. C'est à l'unanimité qu'il fût décidé, au sein de la Commission que cette industrie devait être écartée provisoirement du champ d'application de la future réglementation, sauf à étudier ultérieurement, en vue d'une décision à prendre par la Conférence, le cas de la pêche maritime.

Après le vote de ces conclusions, la Conférence décida, par 76 voix contre 17, d'inscrire à l'ordre du jour de la prochaine session de caractère maritime, la question de la réglementation des heures de travail à bord des navires.

B. — *Protection des gens de mer en cas de maladie.* — L'organisation de la protection des marins en cas de maladie ou d'accident revêt deux formes ; d'une part certaines obligations sont imposées aux armateurs, et d'autre part, une législation d'assurance assure cette protection.

Par l'inscription de cette question à l'ordre du jour de la Conférence, le Conseil d'Administration du B.I.T. avait adopté, sur la proposition de la Commission paritaire maritime, la formule suivante :

« Protection des gens de mer en cas de maladie (y compris le traitement des blessés à bord), c'est-à-dire :

« a) Les obligations individuelles de l'armateur à l'égard des gens de mer malades ou blessés ;

« b) L'assurance-maladie des gens de mer ».

La Commission nommée par la Conférence pour étude de la question présenta les deux rapports suivants :

1^o Rapport sur les obligations individuelles de l'armateur à l'égard des gens de mer malades ou blessés (adopté par 65 voix contre 15) ;

2^o Rapport sur l'assurance-maladie des gens de mer (adopté par 68 voix contre 14).

Ces deux rapports concluent à la possibilité d'établir et d'adopter un projet de convention pour chacune des questions qu'ils traitent.

Les conclusions adoptées par la Conférence sur le premier point examinent les risques couverts (maladies, accidents, décès) et les obligations de l'armateur (traitement médical, nourriture et logement, salaire, rapatriement, frais funéraires, protection des biens des marins décédés ou débarqués par suite de maladie ou blessure) et considèrent qu'il ne doit pas y avoir de solution de continuité entre le moment où cessent les obligations de l'armateur et celui où commence le bénéfice de l'assurance-maladie.

Les conclusions adoptées sur le second point posent le principe de l'application de l'assurance-maladie obligatoire à toute personne employée à bord des navires pratiquant la navigation maritime, y compris les bateaux de pêche maritime, à l'exclusion des navires de guerre. Elles envisagent des exceptions éventuelles pour les marins étrangers ou qui ne résident pas dans le pays du pavillon, les capitaines et officiers recevant une rémunération élevée, les membres de la famille de l'employeur, les pilotes, les travailleurs qui n'ont pas atteint ou qui ont dépassé une limite d'âge fixée.

La Conférence invita le B.I.T. à demander l'avis des Gouvernements sur ces divers points, ainsi que sur le montant, la durée et les conditions d'attribution de l'indemnité de maladie, de l'assistance médicale, sur les ressources de l'assurance, etc...

En ce qui concerne les institutions d'assurance, les conclusions envisagent le principe de la gestion autonome sous le contrôle des pouvoirs publics et la participation des assurés et des employeurs à la gestion. Elles prévoient l'opportunité de confier la solution des litiges, au sujet des prestations, à des juridictions spéciales.

La Conférence décida, par 72 voix contre 17, d'insérer à l'ordre du jour de la prochaine session consacrée au travail maritime, la question de la protection des gens de mer, en cas de maladie ou de blessure.

C. — *Amélioration des conditions de séjour des marins dans les ports.* — Le rapport de la Commission spéciale nommée pour l'examen de cette question concluait à la possibilité

d'un projet de convention ou d'une recommandation. Il invitait le B.I.T. à consulter les Gouvernements sur un certain nombre de points, parmi lesquels on peut indiquer :

a) Création dans tous les grands ports, où il n'en existe pas, d'autorités ou organisations officiellement reconnues comprenant des représentants des armateurs, des marins et des autorités et institutions intéressées, ces organismes devant assurer la mise en œuvre et la coordination des mesures ayant trait au bien-être et recueillir, en vue de l'application de ces mesures, toutes informations relatives aux conditions qui règnent dans les ports. Le rapport chargeait le B.I.T. d'assurer, dans **toute la mesure possible**, la collaboration de toutes les organisations nationales intéressées.

b) Adoption, en tenant compte des conditions nationales et locales, de dispositions législatives ou réglementaires organisant des mesures ayant pour objet de combattre les dangers de l'alcoolisme et des narcotiques, d'instituer un contrôle sur les hôtelleries et d'assurer la sécurité des marins se rendant de leurs navires à terre et réciproquement.

c) Dispositions ayant pour objet de faire respecter la réglementation instituée notamment avec la collaboration des consuls.

d) Adoption de mesures propres à protéger la santé des marins contre les maladies tuberculeuses, tropicales ou autres, en particulier organisation du traitement des maladies vénériennes, tel qu'il est prévu par l'arrangement de Bruxelles (1924).

e) Adoption des mesures intéressant plus immédiatement le séjour des marins de toutes nationalités. Institution d'hôtels convenables, de salles de réunion et de récréation, de bibliothèques, etc... Développement des facilités données à l'épargne.

f) Possibilité, pour les institutions officielles ou privées, de faire une propagande en faveur des mesures proposées.

g) Adoption de mesures d'ordre financier permettant d'assurer les ressources nécessaires à la réalisation du programme envisagé, y compris la possibilité d'une participation des institutions d'assurance sociale.

Le rapport de la Commission fût adopté à mains levées à l'unanimité et la Conférence décida, par 89 voix contre 0, que la question de l'amélioration du séjour des marins dans les ports serait inscrite à l'ordre du jour de la prochaine session maritime.

La Conférence adopta en outre une résolution soulignant l'opportunité de dispenser les officiers et marins porteurs de papiers d'identité avec photographie, dûment délivrés par leurs autorités nationales, de l'obligation de présenter le passeport ordinaire au débarquement dans les pays étrangers.

D. — *Institution d'un minimum de capacité professionnelle des capitaines et officiers chefs de quart de la marine marchande.* — La Commission chargée de l'étude de cette question eut d'abord à se prononcer sur la question préjudicielle de compétence de l'Organisation Permanente du Travail en cette matière.

Elle résolut cette question par l'affirmative en déclarant qu'entraient en jeu, outre les « intérêts des passagers, des « chargeurs et des assureurs, ceux des armateurs, et, plus encore, celui des gens de mer qui ont pleinement droit, à ce que « soit garantie, dans la mesure du possible, la sécurité de leur « existence ».

Elle admit la nécessité d'une solution internationale, et la participation de l'ensemble des Etats à cette garantie, « parce « que, l'expérience l'a démontré, un navire bien construit, bien « entretenu, bien dirigé et pourvu d'un équipage adéquat, peut « être exposé à de graves dangers du fait que le personnel « appartenant à un autre navire ne possède pas une capacité « professionnelle suffisante ».

La Commission considéra enfin que la réglementation internationale à intervenir devait prendre la forme d'un projet de convention, en raison de la nécessité de donner au problème une solution efficace et vigoureuse.

Elle proposa donc que le B.I.T. consultât les Etats Membres sur les points suivants :

Les législations nationales devraient exiger des brevets de capacité professionnelle pour l'engagement en qualité de :

a) capitaine ou patron ; b) officier de port, chef de quart ; c) officier mécanicien, chef de quart.

Détermination du champ d'application de la convention suivant définition de ces fonctions.

Conditions générales d'obtention des brevets qui devraient être déterminées par les législations nationales : a) un âge minimum ; b) une certaine expérience professionnelle ; c) l'épreuve d'un ou de plusieurs examens organisés et contrôlés par l'autorité publique.

Etablissement de sanctions (pénales ou disciplinaires) contre : a) l'armateur engageant un capitaine ou un officier non titulaire du brevet exigé ; b) le capitaine ou l'officier s'engageant sur fausses pièces.

Surveillance de l'application des dispositions prévues, avec droit pour les autorités d'arrêter le navire dont l'état-major serait irrégulièrement composé.

Un autre point concernait les dérogations. On avait proposé d'exclure de la future réglementation les bateaux de pêche côtière. La Commission ne se rangea pas à cet avis et comprit les bateaux de pêche en général, dans le projet de conclusions ; étant entendu que les dérogations à admettre en considération du type de navire et de la jauge devraient s'appliquer aussi à ces bâtiments. La Commission insista d'ailleurs tout particulièrement sur la nécessité de réduire au minimum les dérogations envisagées.

La Conférence décida d'ajouter les « chefs mécaniciens » aux « officiers mécaniciens chefs de quart » dans la liste des officiers devant être titulaires de brevets de capacité.

Les conclusions de la Commission, ainsi complétées, furent adoptées en séance plénière, par 65 voix contre 0.

Enfin la Conférence vota, par 73 voix contre 2, l'inscription de la question à l'ordre du jour de la prochaine session maritime.

E. — *Résolutions.* — Indépendamment de la résolution adoptée le 17 octobre 1929 et qui mit fin aux difficultés signalées plus haut, la Conférence vota des résolutions ayant trait aux questions ci-après :

1° Conditions de travail et de traitement des marins asiatiques, particulièrement lorsqu'ils sont employés hors de leur pays ou à bord de navires étrangers ;

2° Durée du travail dans la navigation intérieure ;

3° Condition du travail dans la navigation aérienne ;

4° Application des projets de convention et des recommandations adoptés par les précédentes sessions maritimes de la Conférence ;

5° Traitement équitable des marins employés à bord de bateaux naviguant dans les eaux territoriales ou sur les fleuves internes du pays dont ces marins sont ressortissants, dans le cadre de la législation sociale de ce pays.

F. — *Rapport du Directeur.* — La Conférence procéda à une discussion du Rapport présenté par le Directeur à la session précédente. Cette discussion, qui fut courte, porta exclusivement sur les questions maritimes. Répondant aux orateurs qui prirent la parole sur ce rapport, M. Albert THOMAS précisa la situation des conventions maritimes au point de vue des ratifications. Au mois d'octobre 1929, la situation était la suivante :

a) Les trois conventions votées à la 2^e session (Gênes 1920) avaient obtenu respectivement 22, 14 et 17 ratifications ;

b) Les deux conventions adoptées en 1921 avaient recueilli chacune 21 ratifications.

c) Les conventions les plus récentes, celles du contrat d'engagement et du rapatriement (8^e session, 1926) avaient obtenu respectivement 6 et 7 ratifications.

Le Directeur fit remarquer que ces chiffres étaient sensiblement égaux, quelquefois même supérieurs à ceux des conventions sur le travail à terre. En outre, en règle générale, ce sont les pays maritimes seuls qui ratifient les conventions maritimes. Donc, proportionnellement, le nombre des ratifications est plus considérable pour les conventions maritimes que pour les autres. Si l'on considère que l'Organisation Permanente du Travail n'est pas un Super-Etat susceptible de commander et d'exiger, on ne peut que reconnaître la valeur de l'œuvre réalisée.

Ainsi, malgré les difficultés qui avaient surgi au début de la session, celle-ci se termina sur une impression favorable et le

Président de la Conférence, M. AUNOS PEREZ, souligna « l'importance considérable des décisions adoptées, à la fois dans l'ordre économique, l'ordre moral, l'ordre social et en particulier, enfin pour le développement progressif des institutions tutélaires du travail humain ».

SECTION XIV

Les travaux préparatoires de la 14^e Session de la Conférence (GENÈVE, JUIN 1930)

Bien que débordant très légèrement du cadre qui avait été primitivement tracé, l'étude des travaux préparatoires de la 14^e session de la Conférence paraît devoir être faite parce que ces travaux ont pris leur origine au cours de l'année 1929. En effet, le 22 mai 1929, s'était réunie au Bureau International du Travail, la *Commission des conditions de travail dans les houillères*. On se rappelle que cette Commission, composée de neuf membres (trois représentants de chacun des trois groupes du Conseil d'Administration) a pour tâche de suivre les recherches entreprises par le B.I.T. sur les conditions de travail et de rémunération dans l'industrie minière des différents pays.

Après avoir appelé à la présidence de ses travaux, M. SOMERWELL, représentant du Gouvernement britannique, la Commission examina le projet de rapport dans lequel le B.I.T. exposait les résultats de son *Enquête sur la durée du travail et les salaires dans les mines de charbon en Europe au cours de l'année 1927*, comme suite à l'enquête précédemment publiée et qui se rapportait à l'année 1925.

La Commission examina en outre les suites à donner à la résolution adoptée par la *Fédération internationale des Mineurs à son Congrès de Nîmes* (juin 1928), au sujet de la durée du travail dans les mines, résolution qui avait été transmise au B.I.T.

La Commission prit acte des déclarations du Directeur tendant à suggérer au Conseil d'Administration de demander au Bureau la continuation de ses études sur une uniformisation

possible de la durée du travail dans les mines de charbon de différents pays. Sur la base des résultats de ces études, le Bureau aurait à présenter des propositions précises qui seraient ultérieurement, et le plus tôt possible, renvoyées à l'examen de la Commission des conditions de travail dans les houillères.

D'autre part, la 10^e Assemblée de la Société des Nations avait adopté, le 23 septembre 1929, une résolution invitant le Conseil d'Administration du B.I.T., à inscrire à l'ordre du jour de la Conférence internationale du Travail de 1930, les questions relatives aux heures de travail, aux salaires et aux conditions de travail dans les mines de charbon, et la convocation, à une date rapprochée, d'une *Conférence technique préparatoire* comprenant des représentants des gouvernements, des patrons et des ouvriers des principaux pays producteurs de charbon en Europe.

Comme suite à cette résolution et conformément à la décision prise par le Conseil d'Administration à sa 46^e session, le 5 octobre 1929, le Directeur du B.I.T. invita les pays dont il s'agit à la Conférence prévue par l'Assemblée de la Société des Nations et qui devait se réunir le 6 janvier 1930, à Genève.

Cette Conférence avait une mission précise : celle d'examiner les questions relatives aux heures de travail, aux salaires et aux conditions de travail dans les mines de charbon dans le but d'indiquer au Conseil d'Administration du B.I.T., celles de ces questions qu'elle estimerait le plus utile d'inscrire à l'ordre du jour de la session de 1930 de la Conférence internationale du Travail en vue d'aboutir à un accord international pratique.

Les pays invités à cette Conférence technique préparatoire étaient ceux qui avaient envoyé des experts au *Sous-Comité du Charbon du Comité Economique de la Société des Nations*, c'est-à-dire : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, la Pologne et la Tchécoslovaquie.

Il était demandé à chacun d'eux d'envoyer à la Conférence du 6 janvier, trois délégués représentant respectivement : le gouvernement, les propriétaires de mines de charbon et les mineurs, les désignations des représentants des travailleurs et

des employeurs devant, dans l'esprit de la partie XIII du Traité de Paix, être faites en accord avec les organisations intéressées les plus représentatives. Il était loisible aux gouvernements d'adjoindre éventuellement à chacun des trois délégués, des conseillers techniques, mais les délégués devaient avoir seuls le droit de vote.

Pour la première fois, l'occasion allait être donnée aux représentants des Etats, des patrons et des travailleurs des mines de chercher en commun des remèdes à la longue crise de l'industrie charbonnière. Ce fait pouvait à lui seul suffire à donner un réel intérêt aux débats de la Conférence.

Celle-ci se réunit à la date indiquée et termina ses travaux après deux semaines de délibération.

Après une discussion approfondie, la Conférence technique préparatoire décida de suggérer au Conseil d'Administration d'insérer à l'ordre du jour de la Conférence internationale de 1930, la question des heures de travail dans les mines de charbon, qui lui avait paru mûre pour un réglementation internationale.

Sur les autres problèmes soumis à son examen : salaires et conditions générales du travail dans les mines, la Conférence adopta des résolutions tendant à l'inscription de ces questions à l'ordre du jour de sessions ultérieures de la Conférence internationale du Travail ou au développement des études entreprises par le B.I.T. sur ces divers sujets.

A. *Durée du travail dans les mines de charbon.* — La Conférence technique préparatoire ne se contenta pas d'indiquer la question des heures de travail dans les mines comme susceptible d'être soumise utilement dès cette année, à la Conférence internationale du Travail ; elle chercha à dégager quelques principes essentiels sur lesquels pourrait être fondé l'accord international envisagé.

Elle prit pour base de cette étude un avant-projet de convention que le B.I.T. avait élaboré à titre de simple suggestion en vue de faciliter la discussion et, sur un certain nombre de points, elle put, à l'unanimité ou à la majorité, adopter des textes dont voici les dispositions principales :

Pour l'application de la convention sur la durée du travail, seraient considérées comme « *mines de charbon* », les mines où sont extraits des minéraux combustibles solides, seuls ou en même temps que d'autres minéraux.

Toutefois, la Conférence réserva la question de l'application aux mines de lignite en attendant les renseignements que le B.I.T. doit recueillir à ce sujet.

La réglementation envisagée s'appliquerait dans les mines de charbon, à toutes les personnes occupées aux travaux souterrains, y compris les personnes employées par des entreprises autres que les entreprises exploitantes. Seules seraient exceptées de la limitation de la durée du travail les personnes occupant un poste de surveillance ou de direction et ne participant normalement à aucun travail manuel.

Devrait être considérée comme *durée de présence dans la mine*, la période comprise entre le moment où l'ouvrier entre dans la cage pour descendre et le moment où il en sort, la remonte effectuée. Dans les mines où l'entrée a lieu par galeries, serait considérée comme durée de présence dans la mine, le temps qui s'écoule entre le moment où l'ouvrier arrive à l'entrée de la galerie d'accès et celui où il est de retour au même point.

L'adoption de cette définition de la durée de présence dans la mine comme norme internationale constituait déjà, pour l'application d'une réglementation sérieuse, un progrès considérable.

La Conférence technique préparatoire détermina certaines règles pour l'application de ce principe aux conditions pratiques de l'organisation du travail dans les mines.

Les textes adoptés par elle prévoient, en outre, que, dans le rapport annuel fourni par les Etats au B.I.T., en vertu de l'article 408 du Traité de Paix, devront figurer toutes les indications nécessaires pour montrer comment la limite fixée par la convention sur la durée du travail dans les mines est respectée. Les rapports des Etats contenant ces renseignements seront examinés chaque année par un Comité composé d'un représentant gouvernemental, d'un représentant patronal et d'un représentant ouvrier des pays ratifiant la convention. Ces rap-

ports seront transmis au Conseil d'Administration du B.I.T. et à la Conférence internationale du Travail.

En raison des circonstances présentes, et particulièrement de l'élaboration des lois nationales nouvelles dans les pays producteurs les plus importants, la Conférence technique préparatoire se trouva dans l'impossibilité de proposer, dès maintenant, un chiffre ferme pour la durée de présence à adopter comme limite. Mais elle estima que l'on devait pouvoir réaliser à ce sujet, dans les prochains mois, l'accord substantiel que souhaitait l'Assemblée de la Société des Nations en septembre dernier. C'est pourquoi elle proposa d'insérer la question à l'ordre du jour de 1930 de la Conférence internationale du Travail.

B. Salaires. — La résolution adoptée au sujet des salaires dans les mines de charbon demandait que le B.I.T. poursuivît l'étude de la question dans le but de préparer un rapport qui serait soumis à la Conférence internationale du Travail en 1930 ou en 1931.

Dans ce rapport, seraient scientifiquement étudiées les possibilités envisagées pour arriver à une certaine uniformité des régimes de salaires dans les mines des différents pays, notamment par l'adoption d'un système international de réglementation des salaires minima, l'établissement d'un projet de convention ou de recommandation sur la méthode de fixation des salaires minima dans chaque pays.

La Conférence technique préparatoire recommanda également que les Gouvernements fournissent au B. I. T. toutes les données en leur possession ou qu'il est en leur pouvoir d'obtenir, afin qu'il pût disposer de renseignements aussi complets que possible sur la situation dans les divers pays.

C. Conditions générales du travail. — La résolution adoptée par la Conférence technique préparatoire au sujet des conditions général du travail dans les mines de charbon, traitait successivement des congés payés des mineurs, des allocations familiales, de l'emploi des femmes, de l'âge minimum d'admission au travail dans les mines, des assurances sociales, du chômage,

de l'hygiène et de la santé des travailleurs des mines, de la prévention des accidents du travail dans les mines.

La résolution signalait que, dans la plupart des pays industriels, un nombre considérable de salariés ont actuellement droit à un *congé annuel payé*. Il en est ainsi, en particulier, dans plusieurs des Etats grands producteurs de charbon en Europe (*Allemagne, Pays-Bas, Pologne, Tchécoslovaquie*).

Considérant que, sans être liée à la question de la durée quotidienne ou hebdomadaire du travail, la question des congés payés en apparaissait comme le complément naturel, la Conférence technique préparatoire invita le Conseil d'administration à faire tout son possible pour que cette question figurât à l'ordre du jour d'une des plus prochaines sessions de la Conférence internationale du Travail.

La question de l'*emploi des femmes aux travaux du fond* dans les mines de charbon devrait être également portée à l'ordre du jour d'une prochaine session de la Conférence internationale du Travail. Déjà toutes les législations européennes excluent les femmes de ces travaux ; il serait donc souhaitable d'étendre cette exclusion à tous les pays.

De même, la résolution de la Conférence technique préparatoire notait la tendance générale de toutes les législations à élever l'âge *minimum d'admission* des adolescents du sexe masculin aux travaux du fond et elle proposait de mettre ce problème à l'ordre du jour d'une prochaine session de la Conférence internationale du Travail en vue de l'établissement d'un projet de convention.

En ce qui concerne les *assurances sociales*, la Conférence technique préparatoire affirma qu'une réglementation internationale permettrait d'obtenir une amélioration de la protection qui doit être garantie aux assurés, en même temps qu'une sensible atténuation de l'inégalité des charges sociales. Elle insista sur l'intérêt primordial qu'il y avait à hâter la ratification des conventions et l'application des recommandations déjà adoptées au sujet de la réparation des accidents du travail et de l'assurance-maladie. Elle demanda que fut mise à l'ordre du jour d'une prochaine session de la Conférence Internationale du tra-

vail, la question de l'assurance-invalidité-vieillesse-décès, et qu'à cette occasion fut examinée l'opportunité d'une réglementation internationale spéciale pour les travailleurs des mines. Elle demanda, en outre que la Conférence internationale du Travail fut saisie de la question de la *conservation des droits à pension* des travailleurs qui passent d'un pays à un autre, en tenant particulièrement compte de la situation et des besoins des travailleurs des mines.

Au sujet du *chômage*, la Conférence technique préparatoire rappela la gravité persistante de la crise qui atteint, depuis plusieurs années, les travailleurs des mines de charbon dans divers pays. Elle considéra que cet état de choses pouvait être attribué, pour une part, au défaut d'organisation internationale dans l'industrie charbonnière et émit le vœu que l'organisation économique et financière de la Société des nations poursuivit activement ses travaux, en vue de soumettre la production du charbon à une entente internationale. Elle demanda à l'organisation Internationale du Travail de continuer ses efforts pour la généralisation des institutions d'assurance contre le chômage et pour le développement national et international des institutions de placement des travailleurs.

Pour l'hygiène et la santé des travailleurs des mines, pour la prévention des accidents du travail dans les mines, ainsi que pour les allocations familiales, la résolution de la Conférence préparatoire invita le B.I.T. à continuer les études entreprises.

Sur la base des résolutions adoptées par la Conférence technique préparatoire, le Conseil d'administration du B. I. T. a été amené, le 5 février 1930, à sa 47^e session, à prendre des décisions en vue de la 14^e session de la Conférence Internationale du Travail. Il a décidé qu'il n'y aurait pas, en 1930, de session maritime de la Conférence. Celle-ci ne tiendra donc cette année qu'une session générale qui s'ouvrira le 10 juin et dont l'ordre du jour comprendra : 1^o la question de la durée du travail dans les mines de charbon ; 2^o la deuxième discussion sur la question du travail forcé ; 3^o la deuxième discussion sur la durée du travail des employés. L'inscription de la première question a été

ordonnée par 15 voix contre 5 (4 voix patronales et la voix ouvrière de la Suède).

La deuxième discussion sur les questions maritimes qui ont fait l'objet d'un premier examen à la session maritime d'octobre 1929, aura lieu en 1931, dans les conditions que le Conseil d'administration déterminera ultérieurement. La Conférence Internationale du Travail aura en tout cas à examiner en 1931, les rapports décennaux sur l'application des conventions adoptées à Washington en 1919 et entrées en vigueur en 1921, ainsi que le rapport sur les salaires dans les mines de charbon.

Le Conseil d'administration a décidé, en outre, d'insérer à l'ordre du jour de 1931 la question de l'âge d'admission des enfants au travail dans les professions non industrielles.

Enfin le Conseil a ajourné à sa prochaine session l'examen de la demande présentée par la *ville libre de Dantzig* en vue d'obtenir la qualité de Membre de l'Organisation permanente du Travail. A l'appui de sa demande, le Sénat de Dantzig a invoqué l'importance industrielle de cette ville qui emploie à elle seule 116.000 travailleurs sur 400.000 habitants (1).

(1) Cette demande soulevant des problèmes juridiques complexes en raison de la situation spéciale de la ville de Dantzig, le Conseil d'Administration du B. I. T., à sa 48^e Session (Paris, avril 1930), a décidé, après un examen approfondi, conformément aux suggestions du Bureau, de prier le Conseil de la S. des N. de solliciter un avis consultatif de la Cour permanente de Justice internationale, en formulant la question dans les termes suivants : « Le statut juridique spécial de la ville « libre de Dantzig permet-il à la ville libre de devenir membre de l'Organisation Permanente du Travail ? » Cette solution a été acceptée par M. Sokal, délégué du Gouvernement polonais, et M. Weigert, délégué du Gouvernement allemand.

CHAPITRE III

L'œuvre des Etats membres de l'Organisation Permanente du Travail

Il convient d'examiner dans ce chapitre la réalisation pratique des réformes prévues dans le domaine de la législation sociale par la Conférence générale des Etats Membres, ou, en d'autres termes, de déterminer la situation de ces Etats au regard de ces réformes, tant au point de vue de la ratification des conventions qu'à celui des mesures d'application des dispositions de ces conventions et des recommandations.

Mais pour procéder à cette étude, il a paru expédient de suivre, non pas l'ordre chronologique qui était celui observé au chapitre précédent, mais de classer les décisions de la Conférence sous des rubriques faisant ressortir exactement les problèmes sociaux auxquels se réfèrent ces décisions.

On n'envisagera ici que les mesures prises par les Etats Membres à l'égard des décisions adoptées aux onze premières sessions de la Conférence, celles votées par la douzième session n'ayant pu encore faire l'objet d'aucune mesure de ratification et d'application.

En conséquence l'ordre adopté sera le suivant :

- 1° La réglementation de la durée du travail ;
- 2° L'hygiène industrielle ;
- 3° La protection des femmes ;

- 4° La protection des enfants et jeunes gens ;
- 5° L'inspection du travail ;
- 6° Les assurances sociales ;
- 7° Le salaire ;
- 8° Le chômage et le placement ;
- 9° Les migrations ;
- 10° La protection de catégories spéciales de travailleurs :
 - a) Travailleurs maritimes ;
 - b) Travailleurs agricoles.

Chacune de ces questions fera l'objet d'une section spéciale dans laquelle seront, d'une part analysées les décisions de la Conférence, et d'autre part exposées les mesures de ratification et d'application prises par les Etats.

SECTION I

La réglementation de la durée du travail (1)

En ce qui concerne cette réglementation la Conférence avait adopté les décisions suivantes :

- 1° Projet de convention tendant à limiter à 8 heures par jour et à quarante-huit heures par semaine le nombre des heures de travail dans les établissements industriels ;
- 2° Projet de convention concernant l'application du repos hebdomadaire dans les établissements industriels ;
- 3° Recommandation concernant l'application du repos hebdomadaire dans les établissements commerciaux ;
- 4° Projet de convention concernant le travail de nuit dans les boulangeries ;
- 5° Recommandation concernant l'utilisation des loisirs des travailleurs.

(1) Sur les effets physiologiques des longues journées de travail, voir l'ouvrage suivant : Jean Desplanque : « Journée légale et après-guerre », éditeur, Attinger, Paris 1918.

PARAGRAPHE 1

Convention tendant à limiter à 8 heures par jour et 48 heures par semaine le nombre des heures de travail dans les établissements industriels (1).

(1^{re} Session, Washington 1929)

1^o CHAMP D'APPLICATION (Art. 1^{er}). — Il couvre les établissements industriels, notamment :

a) les mines, carrières et industries extractives de toute nature ;

b) les industries dans lesquelles des produits sont manufacturés, modifiés, nettoyés, réparés, décorés, achevés, préparés pour la vente, ou dans lesquelles les matières subissent une transformation, y compris la construction des navires, les industries de démolition de matériel, ainsi que la production, la transformation et la transmission de la force motrice en général et de l'électricité ;

c) la construction, la reconstruction, l'entretien, la réparation, la modification ou la démolition de tous bâtiments et édifices, chemins de fer, tramways, ports, docks, jetées, canaux, installations pour la navigation intérieure, routes, tunnels, ponts, viaducs, égoûts collecteurs, égoûts ordinaires, puits, installations télégraphiques ou téléphoniques, installations électriques, usines à gaz, distribution d'eau ou autres travaux de construction, ainsi que les travaux de préparation et de fondation précédant les travaux ci-dessus ;

d) le transport de personnes ou de marchandises par route, voie ferrée ou voie d'eau, maritime ou intérieure, y compris la manutention des marchandises dans les docks, quais, wharfs et entrepôts, à l'exception du transport à la main ;

La convention ne s'applique pas au travail des marins et mariniers qui fera l'objet d'une conférence spéciale.

La ligne de démarcation entre l'industrie d'une part, et l'agriculture d'autre part, sera déterminée, dans chaque pays, par l'autorité compétente.

(1) Cette convention est entrée en vigueur le 13 juin 1921.

2° PRINCIPLE (Art. 2, §1). — Dans tous les établissements industriels publics ou privés, ou dans leurs dépendances, de quelque nature qu'ils soient, à l'exception de ceux dans lesquels sont seuls employés les membres d'une même famille, la durée du travail du personnel ne pourra excéder 8 heures par jour et 48 heures par semaine.

3° EXCEPTIONS (Art. 2, 3, 4 et 14). — Le principe adopté précédemment ne s'applique pas :

a) aux personnes occupant un poste de confiance ou de surveillance (art. 2, § 2) ;

b) lorsqu'en vertu d'une loi ou de convention entre les organisations patronales et ouvrières ou à défaut de telles organisations entre les représentants des patrons et des ouvriers, la durée du travail d'un ou plusieurs jours de la semaine est inférieure à 8 heures, un acte de l'autorité compétente ou une convention entre les organisations ou représentants des intéressés peut autoriser le dépassement de la limite de 8 heures les autres jours de la semaine, sans que ce dépassement puisse jamais excéder une heure par jour (art. 2, § 3) ;

c) aux travaux par équipes ; la durée du travail pourra être prolongée au delà de 8 heures par jour et de 48 heures par semaine, à la condition que la moyenne des heures de travail calculée sur une période de trois semaines au moins ne dépasse pas 8 par jour et 48 par semaine (art. 2, § 4) ;

d) la limite prévue à l'article 2 pourra être dépassée dans les cas suivants : accident survenu ou imminent ; travaux d'urgence à effectuer aux machines ou à l'outillage ; force majeure (art. 3) ; travaux dont le fonctionnement continu doit, en raison même du travail, être assuré par des équipes successives (limite maxima : 56 heures en moyenne par semaine) ; sans toutefois que ce régime affecte les congés qui peuvent être assurés aux travailleurs par les lois nationales en compensation de leur jour de repos hebdomadaire (art. 4) ;

e) l'application de la convention peut être suspendue, dans tous les pays, par ordre du gouvernement, en cas de guerre ou en cas d'événements présentant un danger pour la sécurité nationale (art. 14).

4° CAS OU LES LIMITES FIXÉES PAR L'ART. 2 SONT INAPPLICABLES (art 5). — Dans les cas où les limites fixées par l'art. 2 seraient reconnues inapplicables, mais dans ces cas seulement, des conventions, entre organisations patronales et ouvrières pourront, si le gouvernement à qui elles devront être communiquées transforme leurs stipulations en règlements, établir sur une plus longue période un tableau réglant la durée journalière du travail sans que la durée moyenne de celui-ci calculée sur le nombre de semaines déterminé par le tableau ne puisse jamais excéder 48 heures par semaine.

5° CONDITIONS D'APPLICATION (Art. 6). — Dans chaque pays des règlements de l'autorité publique détermineront par industrie ou par profession :

a) les dérogations permanentes qu'il y aura lieu d'admettre pour les travaux préparatoires ou complémentaires qui doivent être nécessairement exécutés en dehors de la limite assignée au travail général de l'établissement ou pour certaines catégories de personnes dont le travail est spécialement intermittent ;

b) les dérogations temporaires qu'il y aura lieu d'admettre pour permettre aux entreprises de faire face à des surcroîts de travail extraordinaires ;

c) le maximum d'heures supplémentaires qui seront payées 25 % en sus des heures normales.

6° OBLIGATIONS IMPARTIES AUX GOUVERNEMENTS (Art. 7). — Chaque Gouvernement est tenu de communiquer au B. I. T. :

a) une liste des travaux classés comme ayant un fonctionnement nécessairement continu dans le sens de l'art. 4 ;

b) des renseignements complets sur la pratique des accords prévus à l'art. 5) ;

c) des renseignements complets sur les règlements d'administration publique pris en vertu de l'art. 6 et leur application.

Le B. I. T. présentera chaque année un rapport à ce sujet à la conférence générale de l'O. I. T.

7° OBLIGATIONS IMPARTIES AUX PATRONS (Art. 8).— Elles ont pour but d'assurer la publicité des heures de travail et de repos.

Les patrons des établissements industriels seront tenus d'afficher dans leurs locaux les heures de début et de fin de travail ainsi que les heures de repos.

Ils devront également tenir un registre des heures supplémentaires effectuées en vertu des art. 3 et 6 de la convention.

Le fait d'employer une personne en dehors des heures fixées sur les affiches sera considéré comme illégal.

Les horaires, une fois arrêtés, ne peuvent être modifiés que selon le mode et la forme d'avis approuvés par le Gouvernement.

8° DISPOSITIONS CONCERNANT CERTAINS PAYS EXIGEANT UN TRAITEMENT SPÉCIAL (Art. 10 à 13 inclus).— Un traitement différentiel est accordé à certains pays dont le développement industriel n'est pas suffisant pour permettre l'application sur leur territoire, du principe établi par l'art. 2 de la convention.

JAPON (Art. 9). — En ce qui concerne ce pays, le projet de convention distingue le champ d'application de la convention et les bénéficiaires.

A. — *Champ d'application.* — Seront considérés comme « établissements industriels » les établissements énumérés à l'art. 1^{er} à savoir :

1° Les mines, carrières, et industries extractives de toute nature ;

2° Les industries de transformation si celles-ci occupent au moins 10 personnes ;

3° Les entreprises de construction et de réparation sous réserve que ces établissements soient compris dans la définition des « fabriques » donnée par l'autorité compétente ;

4° Les entreprises de transport, de personnes ou de marchandises dans les docks, quais, wharfs et entrepôts, ainsi que le transport à main ;

5° Et celles des industries de transformation ou entreprises de construction, réparation (sans égard au nombre des personnes occupées) que l'autorité compétente pourrait déclarer très dangereuses ou comportant des travaux insalubres.

B. — *Bénéficiaires.* — A cet égard la convention établit une distinction entre les personnes âgées d'au moins 15 ans et celles ayant moins de 15 ans.

Pour les premières, la durée effective du travail ne pourra excéder 57 heures par semaine sauf dans l'industrie de la soie grège où cette durée pourra être de 60 heures par semaine. Pour les deuxièmes la durée effective du travail ne pourra dépasser 48 heures dans les établissements industriels publics ou privés ou dans leurs dépendances.

De même, quel que soit leur âge, les personnes occupées aux travaux souterrains dans les mines, ne pourront être employées plus de 48 heures par semaine.

Déroptions. — Des dérogations pourront être apportées, dans les conditions prévues aux articles 2, 3, 4 et 5 de la convention, à la limitation des heures du travail, sans toutefois que le rapport entre la durée de la prolongation accordée et la durée de la semaine normale puisse être supérieure au rapport résultant des dispositions desdits articles.

Repos hebdomadaire. — Une période de repos hebdomadaire de 24 heures consécutives sera accordée à tous les travailleurs sans distinction de catégorie.

Modifications à apporter à la Législation nationale. — Les dispositions de la législation industrielle du Japon qui en limitent l'application aux établissements où sont employées au moins 15 personnes seront modifiées de façon à ce que cette législation s'applique désormais aux établissements où sont employées au moins 10 personnes.

Date d'entrée en vigueur. — Les dispositions qui précèdent entreranno en vigueur au plus tard le 1^{er} juillet 1922 ; toutefois les dispositions contenues dans l'art. 4 modifiées ainsi qu'il vient d'être dit seront appliquées au plus tard le 1^{er} juillet 1923.

Enfin la convention prévoit *in fine* de l'article 9 que la limite de 15 ans sera portée à 16 ans à partir du 1^{er} juillet 1925 au plus tard.

INDE BRITANNIQUE (Art. 10). — Dans l'Inde britannique, adoption du principe de la semaine de 60 heures pour tous les travailleurs occupés dans les industries visées par la législa-

tion industrielle dont le gouvernement de l'Inde assure l'application, ainsi que dans les mines et catégories de travaux de chemins de fer qui seront énumérées à cet effet par l'autorité compétente, laquelle ne pourra autoriser des modifications à la limite ci-dessus mentionnée qu'en tenant compte des dispositions contenues dans les art. 6 et 7.

Une limitation plus étroite des heures de travail devra être examinée lors d'une prochaine session de la conférence générale.

CHINE, PERSE ET SIAM (Art. 11). — Les dispositions de la convention ne s'y appliqueront pas, mais la limitation de la durée du travail dans ces pays devra être examinée lors d'une prochaine session de la conférence.

GRÈCE (Art. 12). — La date ultime du 1^{er} juillet 1921 fixée par l'article 19 pour la mise en application des dispositions de la convention par les Membres l'ayant ratifiée, pourra être reportée au 1^{er} juillet 1923 pour les établissements industriels suivants : fabriques de sulfure de carbone, d'acides, tanneries, papeteries, imprimeries, scieries, entrepôts et établissements de préparation de tabac, travaux à ciel ouvert dans les mines, fonderies, fabriques de chaux, teintureries, verreries (soufflet, souffleurs) usines à gaz (chauffeurs) chargement et déchargement de marchandises et au plus tard au 1^{er} juillet 1924 pour les industries mécaniques, du bâtiment, textiles, de l'alimentation, chimiques, du cuir, du papier et de l'imprimerie, du vêtement, du bois, électriques et les entreprises de transport par terre.

ROUMANIE (Art. 13). — Par dérogation aux dispositions de l'article 19, la date à laquelle les dispositions de la convention entreront en vigueur dans ce pays pourra être portée au 1^{er} juillet 1924.

9° DISPOSITIONS GÉNÉRALES DU PROJET DE CONVENTION. — Elles sont communes à tous les projets de convention adoptés par la Conférence et constituent des « clauses de style ». Ces clauses étant indiquées une fois pour toutes, ne seront plus reproduites

· dans l'analyse des autres projets adoptés aux différentes sessions.

a) *Ratifications officielles* (art. 15). — Aux termes de l'article 18 du Pacte de la Société des Nations « Tout traité ou engagement international conclu à l'avenir par un Membre de la Société devra être immédiatement enregistré par le Secrétaire et publié par lui aussitôt que possible. Aucun de ces traités ou engagements internationaux ne sera obligatoire avant d'avoir été enregistré ».

Pour satisfaire aux conditions ainsi posées, l'art. 15 du projet de convention stipule que les ratifications officielles dudit projet seront communiquées au Secrétariat de la S. D. N. et enregistrées par lui.

Au surplus dès que les ratifications officielles de deux Membres de l'O. I. T. auront été enregistrées, ainsi qu'il vient d'être dit, le Secrétaire général de la S. D. N. notifiera ce fait à tous les Membres de l'Organisation (art. 17).

Cette double ratification du projet a pour effet de conférer à ce dernier le caractère de convention créant à l'égard des deux premiers Etats ayant ratifié et de ceux qui ratifieront ensuite, l'obligation réciproque de respecter les termes de celle-ci.

b) *Application de la convention aux Colonies, Protectorats et Territoires placés sous mandats* (art. 16). — Cette application doit avoir lieu dans ces pays sous réserve que la convention ne soit pas rendue inapplicable par suite des conditions locales et que les modifications nécessaires pour adapter la convention auxdites conditions puissent être introduites dans celles-ci.

c) *Date d'entrée en vigueur* (art. 18). — La convention entrera en vigueur à la date où la notification prévue à l'art. 17 aura été effectuée ; elle ne liera que les Membres qui auront fait enregistrer leur ratification au Secrétariat général.

d) *Délai d'application* (Art. 19). — Tout Membre ratifiant ladite convention s'engage à appliquer ses dispositions au plus tard le 1^{er} juillet 1921.

e) *Dénonciation* (Art. 20). — Elle ne pourra avoir lieu que 10 ans après la mise en vigueur initiale de la convention.

f) *Revision ou modification* (Art. 12). — Leur inscription à l'ordre du jour de la Conférence sera décidée par le Conseil d'administration du B. I. T. après présentation, après chaque période de 10 ans, d'un rapport sur l'application de la convention.

g) Enfin l'article 22 et dernier stipule que les textes français et anglais de la convention feront foi l'un et l'autre.

A. — MESURES DE RATIFICATION (1)

La convention internationale concernant la durée de la journée de travail est de toutes les conventions adoptées par la Conférence, celle qui a subi le plus de vicissitudes, en raison de l'hésitation marquée par les grands Etats industriels à ratifier une décision qui ne faisait pourtant que consacrer un principe admis dans de nombreux pays. Cette hésitation était due à la crainte éprouvée par certains de ces Etats industriels d'être devancés dans la lutte économique par certains de leurs voisins qui se seraient, d'après eux, montrés insuffisamment stricts dans l'application de la convention et des lois édictées en exécution du texte adopté à Washington. En vue d'arriver à une entente commune, les principaux de ces Etats (*Allemagne, Belgique, France, Grande-Bretagne*) avaient délégué leurs ministres du Travail respectifs et leurs conseillers techniques dans deux conférences tenues, la première à *Berne* en septembre 1924, la seconde à *Londres*, en mars 1926 ; à cette dernière réunion avait participé l'*Italie*. Le but de ces conférences était d'aboutir à une ratification collective. Celle-ci ne se produisit pas. Cependant la *Belgique* ratifia la convention sans condition, l'*Italie*, puis la *France* donnèrent leur ratification conditionnelle. En ce qui concerne la *France*, sa ratification ne vaudra que du jour où interviendra celle de l'*Allemagne*.

Les débats institués à la Conférence au cours des diverses sessions ont montré combien la situation était difficile en ce qui concerne la ratification d'une convention dont M. Albert THOMAS a dit qu'elle était « la pierre de touche pour l'influence de

(1) Voir Annexe I.

« l'Organisation et pour la valeur de ses résultats » (1). Le Gouvernement *britannique* avait même suggéré de procéder à une révision de la convention et cette proposition risquait de compromettre le principe des 8 heures lorsque ce gouvernement annonça officiellement en 1929, son intention de prendre les mesures nécessaires pour assurer le plus tôt possible la ratification de la décision adoptée à Washington (2). Le Gouvernement *allemand*, de son côté, a déposé un projet de loi tendant à la ratification sans condition. Dès que ces deux ratifications seront obtenues, la ratification conditionnelle de la France entrera en vigueur, et d'autres suivront presque automatiquement. Il n'est pas hasardeux de prétendre que l'heure paraît proche où la journée de 8 heures dans l'industrie sera enfin internationalement garantie dans tous les principaux pays industriels.

Compte tenu de ces diverses observations, la situation des Etats Membres de l'Organisation en ce qui concerne la ratification de la convention se présente de la manière suivante :

Ratifications enregistrées.....	9
— conditionnelles	5
— autorisées	1
— recommandées	8

Les ratifications conditionnelles émanent de l'*Autriche*, de l'*Espagne*, de la *France*, de l'*Italie* et de la *Lettonie*.

(1) Cf. Rapport du Directeur, année 1922, p. 181.

(2) A la 48^e Session du Conseil d'Administration qui vient de se tenir à Paris, du 23 au 29 avril 1930, Miss Margaret Bondfield, Ministre du Travail dans le Cabinet travailliste, a fait savoir que le Gouvernement britannique avait déposé un projet de loi relatif à la réglementation du travail qui permettra audit gouvernement de ratifier la convention. La demande de révision de celle-ci, abandonnée par le gouvernement britannique, a été reprise, à cette session, par M. Hammarskjöld, Sous-Secrétaire d'Etat au Travail en Suède, délégué du gouvernement de ce pays au Conseil d'Administration du B. I. T. Ce délégué a demandé à son tour l'ouverture de la procédure de révision sur la journée de 8 heures dans l'industrie, afin de faciliter la ratification de la convention par un plus grand nombre d'Etats. Après une longue discussion, le Conseil a décidé d'ajourner à sa session de juin, la proposition concernant la révision des conventions, notamment celle de la journée de 8 heures.

B. — MESURES D'APPLICATION (1)

Antérieurement à l'adoption de la convention par la Conférence, 2 Etats, parmi ceux ayant fourni les rapports annuels prescrits par l'article 408 du Traité de Paix, avaient pris des mesures législatives entrant dans le cadre tracé par cette convention. Ces deux Etats sont : la Bulgarie et la Tchécoslovaquie.

Mais il ne faut pas oublier que la *France* avait promulgué la loi du 23 avril 1919 limitant à 8 heures par jour ou à 48 heures par semaine la durée du travail dans tous les établissements industriels et commerciaux, avec possibilité d'une limitation équivalente, portant sur une période de temps autre que la semaine.

Postérieurement à l'adoption de la convention par la Conférence, les 5 Etats suivants avaient pris des mesures législatives ou autres faisant porter effet à cette convention : *Belgique, Chili, Grèce, Inde et Roumanie*.

En outre, 9 Etats avaient fait connaître officiellement qu'ils avaient voté des lois admettant le principe établi à Washington : *Autriche, Chine, Espagne, France, Italie, Lettonie, Pologne, Suède et Yougoslavie* (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes).

Enfin, 7 Etats avaient fourni des informations officielles concernant des mesures législatives en voie d'adoption ou en cours d'élaboration : *Allemagne, Argentine, Bolivie, Brésil, Esthonie, Finlande et Grande-Bretagne*.

L'examen des rapports annuels fournis par les Etats Membres énumérés à l'annexe (1) appelle les remarques suivantes :

1° Les législations de la *Belgique*, de la *Bulgarie* et de la *Grèce* s'appliquent aux établissements industriels et commerciaux. Elles excluent, comme la législation française, l'agriculture et les travaux forestiers de leur champ d'application. Par contre, la législation *tchécoslovaque* englobe toutes les entreprises, même agricoles et forestières. La loi *roumaine de 1928* s'applique à tous les établissements industriels qui sont définis dans les mêmes termes que dans la convention.

(1) Voir Annexe I.

La législation de l'*Inde* couvre les *fabriques*, les *mines* et les *chemins de fer*.

2° Le principe posé par l'article 2 de la convention est respecté par toutes les législations des pays énumérés, réserve étant faite du régime spécial concédé à l'*Inde*.

Les exceptions prévues à cet article sous les paragraphes a, b et c ne sont pas mentionnées dans les législations de la *Bulgarie* et de la *Grèce*. La loi sur les fabriques et la loi sur les mines de l'*Inde* ne contiennent pas les deux dernières de ces exceptions. La dérogation prévue au paragraphe c n'est pas mentionnée dans le rapport fourni par le Gouvernement *tchécoslovaque*. Les autres législations admettent ces exceptions.

3° Le dépassement de la limite des heures légales de travail, autorisé par l'article 3 de la convention, est prévu dans les législations des pays envisagés.

4° La dérogation de l'article 4 (travaux à fonctionnement continu) est autorisée en *Belgique*, en *Grèce*, en *Roumanie* et en *Tchécoslovaquie*. Le *décret bulgare de 1929* n'admet pas la prolongation du travail à 56 heures par semaine. Cette dérogation ne s'applique pas dans l'*Inde* où la durée du travail atteint 60 heures par semaine.

5° Les législations de la *Belgique*, de la *Roumanie* et de la *Tchécoslovaquie* font application de la faculté concédée par l'article 5.

6° Les dérogations permanentes et temporaires visées à l'article 6 sont admises par les lois de la *Belgique*, de l'*Inde* et de la *Tchécoslovaquie*. La législation de la *Grèce* ne prévoit pas les dérogations permanentes.

Le *décret bulgare du 24 juin 1919* sur la journée de 6 et 8 heures n'admet pas ces exceptions qui sont traitées comme des infractions rendant passibles d'amendes les employeurs qui en font usage.

7° Le système de publicité prévu par l'article 8 de la convention est en vigueur dans toutes les législations des pays considérés.

8° En exécution de l'article 10 de la convention, le Gouvernement de l'*Inde* a fait adopter une législation prévoyant la limitation des heures de travail à 11 heures par jour ou 60

heures par semaine dans les *fabriques*, à 6 jours ou 60 heures par semaine dans les *mines*, à 60 heures dans les *chemins de fer*.

9° La convention est mise graduellement en vigueur en *Grèce* par des décrets spéciaux visant les différentes branches de l'industrie.

10° Par la *loi du 9 avril 1928*, le régime légal de la journée de huit heures est devenu uniforme en *Roumanie* (application de l'article 13 de la convention).

11° L'article 14 de la convention a fait l'objet de dispositions conformes en *Belgique* et en *Bulgarie*. En *Grèce* la mise en vigueur de ce texte a été ajournée à un an après le *traité de Lausanne* (24 juillet 1923), cet ajournement ayant été nécessité par une longue période de guerre qui a pris fin en 1922.

12° A part la *Bulgarie*, tous les Etats ayant fourni des rapports annuels ont fait parvenir au B.I.T. les communications prescrites par l'article 7 de la convention.

13° L'application de la convention aux colonies, possessions et pays de protectorat (art. 16) est inexistante. En particulier la *Belgique* a fait connaître que les conditions locales existant au *Congo* et dans les territoires sous mandat n'autorisait pas une telle application.

14° Enfin le contrôle de l'application des lois et règlements promulgués par les Etats considérés est exercée par les inspecteurs du travail ou les ingénieurs du corps des mines, suivant les cas. Dans l'*Inde*, ce contrôle est confié aux juges de district (*district magistrates*) pour les fabriques et aux inspecteurs des mines.

En résumé, l'application des dispositions de la convention a tendance à se généraliser de plus en plus, ainsi qu'il a été dit précédemment. Le rapport décennal qui sera présenté à la 14^e session de la Conférence par le Conseil d'Administration du B.I.T., en exécution des dispositions de l'article 11 de cette convention, ne manquera sans doute pas de faire apparaître les heureux résultats des efforts persévérants déployés par les dirigeants de l'Organisation Permanente du Travail pour faire

admettre définitivement un principe à la consécration duquel s'étaient attachées si ardemment les classes ouvrières des divers pays industriels (1).

PARAGRAPHE 2

Convention concernant l'application du repos hebdomadaire dans les établissements industriels (2)

(3^e Session, Genève 1921)

1^o CHAMP D'APPLICATION (Art. 1^{er}). — La convention s'applique à tous les établissements industriels, tels qu'ils ont été définis par le projet de convention sur la durée du travail (voir supra), à l'exception de ceux où sont employés exclusivement les membres d'une même famille.

L'énumération donnée par le présent article est faite sous réserve des exceptions d'ordre national prévues dans la convention précitée de Washington, dans la mesure où ces exceptions sont applicables en l'espèce.

Le soin est laissé à chaque Membre de déterminer, s'il y a lieu, la ligne de démarcation entre l'industrie d'une part, le commerce et l'agriculture d'autre part.

2^o PRINCIPE (Art. 2). — Un repos minimum de 24 heures consécutives doit être accordé au personnel des établissements énumérés au cours de chaque période de 7 jours (autant que possible simultanément) et coïncidant (autant que possible) avec les jours consacrés par la tradition ou les usages du pays ou de la région.

3^o EXCEPTIONS (Art. 3 et 4). — Elles peuvent être accordées aux établissements industriels dans lesquels sont seuls employés les membres d'une même famille (Art. 3).

(1) Voir supra la note relative à la revision de la convention des 8 heures proposées à la 48^e Session (23-29 avril 1930) du Conseil d'Administration du B. I. T.

Sur les résultats de l'application de la journée de 8 heures, on consultera utilement l'ouvrage suivant : Edgard Milhaud, *La Journée de huit heures et ses résultats* d'après l'Enquête sur la Production, préface d'Albert Thomas, Directeur du B. I. T., Genève 1927.

(2) Cette convention est entrée en vigueur le 19 juin 1923.

En outre, des exceptions totales ou partielles (y compris des suspensions et des diminutions de repos) peuvent être autorisées, en tenant compte spécialement de toutes considérations économiques et humanitaires appropriées et après consultation des associations qualifiées des employeurs et des ouvriers (Art. 4).

Cette consultation ne sera pas nécessaire dans les cas d'exceptions déjà accordées par la législation en vigueur (même article).

4° REPOS COMPENSATOIRES (Art. 5). — Pour compenser les suspensions ou diminutions accordées en vertu de l'article 4, chaque Membre devra, autant que possible, prévoir, dans sa législation ou sa réglementation, des périodes de repos, à moins que les accords ou les usages n'aient déjà prévu de tels repos.

5° CONTROLE (Art. 6 et 7). — Une liste des exceptions accordées conformément aux articles 4 et 5 devra être établie et communiquée par chaque Membre au B.I.T. Les modifications apportées à cette liste feront ensuite l'objet d'une communication bisannuelle et le B.I.T. fera un rapport à ce sujet à la Conférence générale (Art. 6).

Pour faciliter l'application de la convention, chaque patron, gérant ou directeur, sera tenu de faire connaître, soit au moyen d'affiches apposées d'une manière apparente dans l'établissement ou en tout autre lieu, ou selon tout autre mode approuvé par le Gouvernement, les jours et heures de repos collectif, soit au moyen d'un registre dressé selon le mode approuvé par la législation nationale ou par un règlement de l'autorité compétente, les ouvriers ou employés soumis à un régime particulier de repos et d'indiquer ce régime (Art. 7).

A. — MESURES DE RATIFICATION (1)

La situation des Etats Membres, en ce qui concerne la ratification de la convention, se trouve résumée dans le tableau suivant, arrêté à la date du 1^{er} mars 1930 :

(1) Voir Annexe II.

Ratifications enregistrées.....	17
— autorisées	3
— recommandées	4

B. — MESURES D'APPLICATION (1)

Antérieurement à l'adoption de la convention par la Conférence, le repos hebdomadaire dans l'industrie avait fait l'objet de mesures législatives ou autres dans 8 pays : *Belgique, Bulgarie, Chili, Finlande, France, Pologne, Tchécoslovaquie et Yougoslavie*.

D'autre part, les 6 pays suivants ont adopté, postérieurement à la 3^e session, des mesures législatives ou autres tendant à faire porter effet aux dispositions de la convention : *Espagne, Esthonie, Inde, Italie, Lettonie et Roumanie*.

Quatre Etats ont fait connaître qu'ils avaient pris des mesures tendant à appliquer la convention : *Allemagne, Danemark, Luxembourg et Suisse*.

Enfin la *Hongrie* a fait connaître qu'un projet de loi était en voie d'adoption qui tendait au même but.

En 1929, les 14 pays énumérés à l'annexe (1) avaient communiqué au B.I.T. les rapports annuels dont la production est prescrite par l'article 408 du Traité de Paix.

De l'examen des législations de ces pays se dégagent les observations suivantes :

1^o Le champ d'application de ces législations est très large. A part la législation de l'*Inde*, qui ne couvre que les « fabriques », les mines et les chemins de fer, et celle de la *Finlande*, toutes les mesures adoptées par les Etats énumérés s'appliquent au commerce comme à l'industrie.

En *Finlande*, le repos hebdomadaire dans les établissements commerciaux est réglementé par une loi spéciale.

En *France*, une exception est prévue pour les entreprises de transport par eau et pour les chemins de fer dont les repos sont également réglés par des dispositions particulières.

(1) Voir Annexe II.

(1) Voir Annexe II, B) Mesures d'application.

Les législations de l'*Espagne*, de l'*Italie* et de la *Tchécoslovaquie* s'appliquent même à l'agriculture et aux travaux forestiers (*Espagne* et *Tchécoslovaquie*).

La législation de l'*Esthonie* n'exclut pas le transport à la main.

2° Le principe établi par l'article 2 de la convention est respecté par les législations des 14 pays considérés qui accordent un repos hebdomadaire d'au moins 24 heures consécutives (la loi *lettone* prévoit même 42 heures consécutives). Très généralement ce repos est accordé le dimanche. Le travail des jours fériés est également interdit.

3° L'exception visée dans l'article 3 de la convention n'est pas prévue dans les législations de l'*Espagne*, de la *Pologne* et de la *Tchécoslovaquie*. L'application de cet article ne se pose pas pour la *Bulgarie*, l'*Inde* et la *Lettonie*.

4° Les exceptions totales ou partielles de l'article 3 sont appliquées dans tous les Etats énumérés, sauf en *Bulgarie* où aucune dérogation n'est autorisée, en *Lettonie* où il n'y a pas nécessité d'admettre ces exceptions, et en *Tchécoslovaquie* où la loi sur la journée de 8 heures ne permet pas de suspendre ou de diminuer le repos hebdomadaire prévu par cette loi.

5° A part les trois pays qui viennent d'être cités et qui appliquent sans dérogation le repos hebdomadaire, les législations des pays considérés prévoient des périodes de repos en compensation des suspensions ou des diminutions accordées en vertu de l'article 4 de la convention.

6° Les listes d'exceptions envisagées par l'article 6 de ce texte ont été établies par les Etats, autres que la *Bulgarie*, la *Lettonie* et la *Tchécoslovaquie* et adressées au B.I.T.

7° La publicité au moyen d'affiches et de registres, imposée par l'article 7 de la convention est assurée dans les législations des 14 Etats énumérés.

8° L'application aux colonies des textes législatifs ou autres sur le repos hebdomadaire n'est faite que par l'*Espagne* et, dans une certaine mesure, par la *France* qui a étendu à l'Algérie, par voie de décret, les dispositions de la loi du 13 juillet 1906.

9° Enfin le contrôle des lois et règlements administratifs mentionnés à l'annexe est assuré par les services de l'Inspection du Travail ou les ingénieurs du corps des mines, suivant les cas.

Indépendamment des pays qui viennent d'être cités, il convient de mentionner certains Etats qui, n'ayant pas encore ratifié la convention, n'en ont pas moins pris des mesures en vue de l'application du repos hebdomadaire. Tels sont : le *Brésil*, l'*Equateur*, la *Grèce* et le *Venezuela*.

En résumé, l'institution du repos hebdomadaire a tendance à se généraliser. La convention sur le repos hebdomadaire dans les établissements industriels comme la recommandation visant les établissements commerciaux seront vraisemblablement appliqués dans un très grand nombre de pays dans un avenir prochain.

PARAGRAPHE 3

*Recommandation concernant l'application
du repos hebdomadaire dans les établissements commerciaux*
(3^e Session, Genève 1921)

La Conférence générale recommande aux Etats Membres :

1°) De prendre des mesures pour qu'un repos de 24 heures consécutives soit accordé au personnel, tous les 7 jours, dans tous les établissements commerciaux publics ou privés ou dans leurs dépendances, sous réserve des exceptions prévues ci-après, ce repos devant (autant que possible) être accordé simultanément à tout le personnel et coïncider (autant que possible) avec les jours consacrés par la tradition ou les usages du pays et de la région ;

2°) De prendre toutes dispositions utiles pour faire porter effet à la recommandation, de prévoir notamment les exceptions au principe posé et de dresser une liste des exceptions jugées nécessaires ;

3°) De communiquer au B. I. T. cette liste, et par la suite, tous les 2 ans, toutes modifications y apportées, afin qu'un rapport puisse être présenté à ce sujet à la Conférence Générale.

MESURES D'APPLICATION (1)

Les mesures d'application prises dans ce domaine sont assez nombreuses.

A la fin de l'année 1929 la situation s'établissait comme suit :

16 Etats avaient communiqué au Secrétariat général de la S. d. N., les mesures prises par eux pour faire porter effet à la recommandation.

14 Etats avaient d'autre part indiqué officiellement que la recommandation avait été soumise à l'autorité compétente.

6 Etats avaient communiqué d'autres renseignements officiels.

Enfin 19 Etats n'avaient adressé aucune communication.

Ainsi qu'on l'a noté, les dispositions législatives d'un certain nombre de pays s'appliquent à la fois aux établissements industriels et aux établissements commerciaux. Dans ce cas les mesures prescrites par la recommandation de 1921 sont entièrement respectées.

Il n'est pas sans intérêt de mentionner les quelques mesures législatives ou les dispositions prises par quelques Etats pour assurer l'application de la recommandation.

En *Allemagne* : la recommandation est appliquée sur la plupart des points par la législation en vigueur ; le Gouvernement se propose d'examiner, après l'adoption du projet de loi sur la protection ouvrière, les détails d'application de cette recommandation.

En *Albanie*, une ordonnance sur le repos hebdomadaire a été promulguée en 1928. Ce texte prescrit que ce repos aura lieu désormais le dimanche et non le vendredi.

En *Colombie*, un décret du 26 juin 1928 régleme le repos hebdomadaire (dimanche et jours de fête nationale ou religieuse) et prévoit des repos compensateurs ou des rémunérations majorées.

En *France*, la loi du 29 décembre 1923 sur la fermeture

(1) Voir Annexe III.

collective des magasins le dimanche s'étend peu à peu aux différentes branches de l'activité commerciale. Son extension aux eleres des offices publics et ministériels a fait l'objet d'un rapport déposé à la Chambre des députés.

En *Grande-Bretagne*, une proposition de loi sur la restriction du travail le dimanche dans le commerce, a été déposée à la Chambre des Communes en mai 1928.

En *Italie*, des circulaires du Ministre de l'Economie nationale (27 février, 2 août, 15 novembre 1928) ont rappelé aux préfets qu'ils devaient veiller à la stricte observation de la loi sur le repos dominical dans les magasins de vente.

Aux *Pays-Bas*, le Conseil supérieur du Travail étudie un projet de réglementation tendant aux mêmes fins.

En *Roumanie*, des décisions du Ministre du Travail, de la Coopération et des Assurances sociales, en date du 1^{er} février et du 16 avril 1928 et une ordonnance du 29 février 1928 concernent respectivement le repos hebdomadaire dans les drogueries et les banques, et la publication des journaux.

Dans le *Royaume des Serbes, Croates et Slovènes*, un décret du 20 juillet 1928 a modifié et complété le décret du 3 mai 1928 sur l'ouverture et la fermeture des entreprises commerciales et des entreprises, des métiers, employant des salariés ou non, et sur la durée du travail dans lesdites entreprises.

Enfin, en *Tchécoslovaquie*, les partis socialistes à la Chambre des Députés ont invité le Gouvernement à présenter à bref délai un projet de loi sur le repos dominical, dans le commerce, pour tout le territoire.

En résumé la tendance s'accuse nettement dans la plupart des pays à faire du dimanche le jour de repos de toute la collectivité. Les dérogations à cette règle sont de plus en plus précises et restreintes. Le moment est proche, semble-t-il, où la réforme atteindra sa pleine efficacité au point de vue social.

PARAGRAPHE 4

*Convention concernant le travail de nuit
dans les boulangeries (1)*(7^e Session, Genève 1927)

1^o *Principe* (art. 1). — La fabrication du pain, de la pâtisserie ou de produits similaires à base de farine est interdite pendant la nuit.

2^o *Champ d'application* (art. 1.). — Cette interdiction s'applique à toutes personnes, aussi bien patrons qu'ouvriers, participant à cette fabrication.

Sont toutefois exceptées :

- a) La fabrication ménagère effectuée par les membres d'un même foyer pour leur consommation personnelle ;
- b) La fabrication en gros des biscuits.

Les produits auxquels s'appliquent le terme « biscuits » seront déterminés, dans chaque pays, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées.

3^o *Portée de l'interdiction* (Art. 2.) — L'interdiction prévue à l'article 1 s'applique à la « nuit » c'est-à-dire à une période dont le commencement et la fin seront fixées par les autorités compétentes de chaque pays, après consultation des organisations patronales et ouvrières, et qui comprendra l'intervalle écoulé entre 11 heures du soir et 5 heures du matin.

Lorsque le climat ou la saison le justifie, ou après accord entre les mêmes organisations, ladite période comprendra l'intervalle écoulé entre 10 heures du soir et 4 heures du matin.

4^o *Dérogations* (Art. 3 et 4). — Après consultation des organisations professionnelles intéressées des règlements pourront être pris par les autorités de chaque pays pour déterminer les dérogations suivantes :

- a) DÉROGATIONS PERMANENTES (art. 3) :

1^o Nécessités par l'exécution de travaux préparatoires et

(1) Cette convention est entrée en vigueur le 26 mai 1928.

complémentaires, sous réserve que le nombre d'ouvriers occupés à ces travaux sera limité au strict nécessaire et que les jeunes gens de moins de 18 ans ne pourront y participer ;

- 2° Celles destinées à répondre aux besoins particuliers de l'industrie dans les pays tropicaux ;
- 3° Celles nécessaires pour assurer le repos hebdomadaire.

b) DÉROGATIONS TEMPORAIRES :

- 1° Nécessaires pour permettre aux entreprises de faire face à des surcroîts de travail extraordinaires ou à des nécessités d'ordre national (art. 3) ;
- 2° Provoquées par la survenance ou l'imminence d'un accident, l'exécution de travaux d'urgence à effectuer aux machines ou à l'outillage, mais seulement dans la mesure nécessaire pour éviter qu'une gêne sérieuse ne soit apportée à la marche normale de l'établissement (art. 4).

5° *Obligations découlant de la ratification de la convention* (art. 5.) — Chaque Membre qui ratifie prendra toutes mesures utiles pour assurer l'application générale effective de l'interdiction prévue à l'article 1^{er} et y associera les employeurs et les travailleurs, ainsi que leurs organisations respectives, conformément à la recommandation, adoptée en 1922, à la 5^e session (Principes généraux) régissant l'organisation des services d'inspection du travail.

6° *Date d'entrée en vigueur de la Convention* : 1^{er} janvier 1927.

Les derniers articles (7 à 13 inclus) renferment les clauses de style habituelles.

A. — MESURES DE RATIFICATION (1)

Au 1^{er} mars 1930, 5 ratifications avaient été enregistrées par le Secrétariat Général de la S. D. N.

(1) Voir Annexe IV.

Ces ratifications émanaient des pays suivants : *Bulgarie, Cuba, Esthonie, Finlande et Luxembourg.*

En outre les 10 Etats suivants avaient fait connaître qu'ils avaient recommandé la ratification à l'autorité compétente : *Allemagne, Autriche, France, Grèce, Lettonie, Pays-Bas, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie et Uruguay.*

B. — MESURES D'APPLICATION (1)

A la même date les 9 Etats ci-après désignés avaient adopté des mesures législatives interdisant le travail de nuit dans les boulangeries : *Allemagne, Cuba, Esthonie, Finlande, Guatemala, Grèce, Italie, Lettonie, Luxembourg.*

A cet égard on peut mentionner les mesures suivantes prises dans 7 des pays susdésignés :

CUBA. — *Loi du 2 juin 1928* sur le travail dans les boulangeries et *décret d'application du 4 septembre 1928*. Les dispositions de ces textes interdisent le travail dans les boulangeries de 8 heures du soir à 4 heures du matin. Elles sont donc plus favorables aux ouvriers que les dispositions de la convention.

ESTHONIE. — *Loi du 26 mars 1929* sur le travail de nuit dans les boulangeries.

GUATEMALA. — *Loi du 14 novembre 1927* sur le travail de nuit dans les boulangeries, modifiées par la loi du 19 décembre 1927.

Le premier de ces textes interdit le travail dans ces établissements de 8 heures du soir à 4 heures du matin, mais l'amendement du 19 décembre 1927 oblige les ouvriers à terminer, sans pouvoir adresser de réclamation, la cuisson d'une quantité de farine déterminée, lorsque sa panification a déjà été commencée.

(1) Voir Annexe IV.

Hongrie. — Loi du 3 janvier 1929 :

Cette loi interdit le travail dans les boulangeries entre 9 heures du soir et 4 heures du matin à Budapest et dans quelques autres villes, et entre 9 heures du soir et 3 heures du matin dans la province.

ITALIE. — Décret-loi du 29 juillet 1928 sur l'exploitation des boulangeries.

LETTONIE. — Amendement du 14 juin 1928 à la loi du 11 mars 1925 sur l'interdiction du travail de nuit dans les boulangeries.

L'amendement précité réduit à 6 heures (de 10 heures du soir à 4 heures du matin) la période d'interdiction qui était auparavant de 8 heures de nuit dans les entreprises où les conditions d'hygiène sont reconnues particulièrement satisfaisantes, où la panification est exécutée mécaniquement et le travail effectué de façon continue par trois équipes de travailleurs.

LUXEMBOURG. — *Loi du 5 mars 1928* portant ratification de la convention,

Le Gouvernement du Luxembourg a fait connaître, en communiquant sa ratification, que cette convention avait force de loi dans le Grand-Duché.

La mise en application de la convention paraît devoir s'étendre à d'autres pays.

En FRANCE, le Sénat est saisi de deux projets de loi, l'un déjà adopté par la Chambre, tendant à modifier l'article 20 du Livre II du Code du Travail et de la Prévoyance sociale, l'autre portant ratification de la convention. Des mouvements se sont dessinés dans certaines villes (Marseille, Nîmes) en faveur d'un vote immédiat de ces projets.

En AUTRICHE et aux PAYS-BAS des lois sont également en voie d'adoption ou en cours d'élaboration.

En résumé, les résultats ne sont pas négligeables. 5 ratifications enregistrées, 10 recommandées, et un certain nombre de textes législatifs votés en vue de faire porter effet à la convention. « Si, dans deux pays, en Hongrie et en Lettonie, la lé-

« gislation ne s'est pas maintenue sur ses positions antérieures, « ainsi que le fait remarquer M. Albert THOMAS, dans son Rapport de 1929 à la Conférence, à Cuba et au Guatemala, la réglementation nouvelle porte interdiction sur une période plus « longue que celle prévue par la convention » (1). Il est à présumer qu'en Suisse, où la discussion sur la ratification a donné lieu à de longs débats au Conseil des Etats et au Conseil National, une législation dans ce domaine sortira vraisemblablement. Certains indices montrent que dans plusieurs pays les difficultés s'aplanissent, que les résistances se révèlent moins vives et que parfois l'utilité de la réforme n'est même plus contestée.

PARAGRAPHE 5

Recommandation concernant l'utilisation des loisirs

(6^e Session, Genève 1924)

La Conférence Générale,

Considérant :

1^o Que l'adoption, à Washington, d'une convention sur la durée du travail, a eu notamment pour objet de garantir aux travailleurs, outre les heures de sommeil nécessaires, un temps suffisant pour faire ce qui leur plaît, ainsi que l'indique exactement l'étymologie du mot « loisirs » ;

2^o Que les travailleurs peuvent, pendant ces instants de loisir, s'appliquer à développer selon leurs goûts, par de libres activités, leurs capacités physiques, intellectuelles et morales, et qu'un tel effort est de haute valeur pour le progrès de la civilisation ;

3^o Qu'un emploi raisonné de ce temps de loisir, en permettant au travailleur de varier ses activités et de détendre l'effort que sa profession lui impose, peut même accroître ses facultés productives, augmenter le rendement de son travail et contribuer ainsi à assurer à la journée de huit heures toute son efficacité ;

4^o Que, tout en tenant compte des mœurs des divers pays et des circonstances locales, il peut être utile de fixer les princi-

(1) Cf. Rapport général du Directeur, 1929. Première Partie, p. 147.

pes et les méthodes qui apparaissent déjà le plus généralement efficaces pour utiliser de pays à pays la connaissance mutuelle des efforts accomplis et des initiatives prises ;

5° Que cet intérêt peut devenir particulièrement pressant au moment où est envisagée, par les Membres de l'O. I. T. la ratification de la convention sur la durée du travail.

Recommande aux Etats Membres, l'adoption des mesures suivantes en vue de prévenir et d'organiser les loisirs :

I. — PRÉSERVATION DES LOISIRS

Il importe, d'une part, que les travailleurs s'efforcent, en toutes circonstances, de maintenir dans son intégrité le temps de loisir qui leur a été garanti ; que, d'autre part, les employeurs allouent aux travailleurs un salaire suffisamment rémunérateur pour dispenser ceux-ci de recourir, pendant le temps de loisir, à la prolongation du travail professionnel salarié.

Si, à vrai dire, cette prolongation du travail chez le même employeur ou chez un autre est difficilement contrôlable et que des mesures tendant à l'interdire semblent porter atteinte à la liberté que doit avoir le travailleur de disposer de son temps de loisir, il est néanmoins utile de signaler les efforts tentés dans cette direction par un certain nombre de pays.

On ne saurait trop encourager et faciliter la conclusion de contrats collectifs assurant aux travailleurs, en échange de la durée légale de travail, des conditions normales d'existence, et fixant, par libre accord entre employeurs et employés, les mesures susceptibles d'empêcher la recherche, par les travailleurs, de travaux supplémentaires rémunérés.

La préservation des loisirs paraît devoir être garantie par l'adoption des mesures d'organisation matérielle suivantes :

a) Aménagement de la journée de travail envisagé de manière à assurer la plus grande continuité possible dans les heures de loisir ;

b) Politique méthodique de transports, facilités de transport, d'horaires permettant aux travailleurs de réduire au minimum la durée du trajet entre le lieu d'habitation et le lieu

du travail ; consultation des organisations professionnelles, par les collectivités publiques ou par les entreprises privées de transport sur le choix des moyens les mieux appropriés à la pratique d'une telle politique.

II. — LOISIRS ET HYGIÈNE SOCIALE

L'utilisation des loisirs des travailleurs ne peut être envisagée en dehors de toutes les mesures d'hygiène ou de bien-être social que les collectivités ont souci de prendre pour toutes les classes de citoyens.

Il est donc désirable :

- a) de développer l'hygiène individuelle notamment en créant ou en encourageant la création d'établissements de bains, de piscines populaires, etc... ;
- b) De prendre des mesures législatives ou d'encourager les efforts privés pour combattre l'alcoolisme, la tuberculose, les maladies vénériennes et la pratique des jeux de hasard.

III. — POLITIQUE DE L'HABITATION

Il est utile, dans l'intérêt des travailleurs et de la collectivité tout entière, de favoriser tout ce qui est de nature à assurer le développement harmonieux de la famille ouvrière ;

Le meilleur moyen pour atteindre ce but réside dans la multiplication, au besoin par le concours des administrations nationales et locales, d'habitations saines et à bon marché remplissant les conditions essentielles de salubrité et de confort, soit dans les cités-jardins, soit dans des agglomérations urbaines.

IV. — INSTITUTIONS POUR L'UTILISATION DES LOISIRS

Il importe au plus haut point de tenir compte, dans la création et le développement de ces institutions, des aspirations, des goûts et des situations particulières des catégories de travailleurs pour lesquelles elles sont créées.

Les initiatives suivantes sont signalées plus particulièrement à l'attention des Etats Membres :

- a) Amélioration de la vie ménagère et familiale des travailleurs (jardins ouvriers, coins de terre, petit élevage, etc...) ;
- b) Développement de la force et de la santé physiques des

travailleurs par la pratique des sports qui assurent aux jeunes ouvriers, l'épanouissement libre de leurs forces et les dotent de qualités d'initiative et d'émulation nouvelles ;

c) Développement de l'enseignement professionnel et ménager et de l'enseignement général (bibliothèques, salles de lecture, conférences, cours professionnels, cours de formation générale, etc...) ;

d) Encouragement de ces initiatives par l'octroi de subventions aux organisations qui s'intéressent au développement moral, intellectuel et physique des travailleurs.

V. — LIBRE USAGE DES INSTITUTIONS ET COORDINATION DE LEURS ERREURS

L'attention des promoteurs d'œuvres destinées à faciliter la bonne utilisation des loisirs des travailleurs doit être attirée sur la nécessité de protéger la liberté individuelle contre toutes méthodes ou toutes initiatives qui auraient pour but de leur imposer directement ou indirectement l'usage de telle ou telle institution.

Les institutions de loisirs les plus viables et les plus efficaces sont celles qui sont créées et développées par les bénéficiaires eux-mêmes. Il convient donc d'éviter, par des mesures appropriées, qu'aucune atteinte ne soit portée à la liberté de ces bénéficiaires.

En conséquence et sans vouloir prétendre organiser systématiquement les loisirs, il serait nécessaire de créer des commissions régionales ou locales à caractère tripartite, comprenant des représentants des pouvoirs publics et des délégués patronaux et ouvriers, ayant pour tâche de coordonner et d'harmoniser les efforts particuliers.

L'organisation d'une propagande active et efficace destinée à former, dans chaque pays, la conscience de la nécessité d'une utilisation rationnelle, par les travailleurs, de leurs loisirs, apparaît comme devant être de nature à seconder l'action entreprise dans ce sens par l'Organisation Permanente du Travail.

MESURES D'APPLICATION (1)

Cette recommandation a inspiré un certain nombre de mesures prises par 18 gouvernements qui ont adressé à cet égard des communications au Secrétaire Général de la S. D. N.

En outre 8 gouvernements ont indiqué officiellement que la recommandation avait été soumise à l'autorité compétente, et 8 Etats ont communiqué d'autres renseignements officiels.

Enfin 21 Etats d'importance moindre que les premiers se sont abstenus de répondre.

On peut signaler comme ayant accordé une attention toute particulière à la recommandation : l'*Allemagne*, la *Belgique*, la *France*, l'*Italie* et la *Tchécoslovaquie*.

En *Allemagne*, se développe un mouvement régulier dans le domaine de la culture intellectuelle, mouvement encouragé par les organisations syndicales, par certaines associations privées et par les pouvoirs publics (subventions et octroi de certains privilèges). Un mouvement identique se propage en faveur de la radiophonie.

En *Belgique*, une loi a été votée en septembre 1928 comportant la création d'un *Conseil supérieur de l'éducation nationale*, d'un caractère consultatif et qui « pourra suggérer au « Gouvernement toutes les mesures qu'il jugerait convenables « pour favoriser l'éducation populaire et assurer le meilleure « utilisation des loisirs des travailleurs ».

En France, sur l'initiative de la Fédération nationale des *Coopératives de consommation*, un *Comité national des loisirs* a été institué en 1929. Ce comité, placé sous la présidence de M. Albert THOMAS, Directeur du B. I. T. a établi un certain nombre de projets concernant les voyages et excursions, les vacances, l'éducation physique et les sports, les centres de culture intellectuelle, etc..

En *Italie*, l'œuvre nationale des loisirs encourage l'ameublement et la décoration du foyer par l'organisation d'exposi-

(1) Voir Annexe V.

tions ; exposition régionale d'ameublement populaire (Venise 1927), exposition de Milan et Florence (octobre 1928), exposition nationale (Rome, janvier 1929).

En outre le mouvement sportif et de culture physique se développe intensément.

Il convient de ne pas oublier que c'est à Rome qu'est installé l'*Institut international du cinématographe éducatif*, établi sur des bases analogues à celles de l'*Institut international de coopération intellectuelle* qui a lui-même organisé des congrès internationaux, à Paris et à Bâle, lesquels ont consacré leurs travaux à l'étude du cinéma au point de vue éducatif.

En *Tchécoslovaquie*, s'est tenu en octobre 1928, le premier *Congrès International des arts populaires*, organisé par les soins de l'*Institut international de coopération intellectuelle*. Le Bureau International du Travail, qui y était représenté eût à enregistrer une résolution par laquelle le congrès « convaincu que les « arts populaires et, en particulier, les arts appliqués, méritent « de jouer un rôle de premier plan dans les loisirs des travailleurs, tant des villes que des champs » émettait le vœu « que « le Bureau International du Travail, poursuivit avec la collaboration de l'Institut international de coopération intellectuelle des gouvernements, des associations d'éducation ouvrière, etc., l'étude comparative des efforts accomplis pour promouvoir les arts populaires dans les milieux ouvriers ».

Enfin, en *Tchécoslovaquie*, la radiophonie se répand très rapidement, incitant ainsi les ouvriers à désertir les cafés.

Ces quelques constatations montrent en définitive que le mouvement en faveur de l'utilisation des loisirs dans le sens indiqué par la recommandation de 1924 se développe d'une manière ininterrompue.

SECTION II

L'Hygiène industrielle

A cet égard la Conférence générale des Etats Membres avait adopté les décisions suivantes (1) :

- 1° Recommandation concernant l'application de la convention adoptée à Berne, en 1906, sur l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc (jaune), dans l'industrie des allumettes ;
- 2° Recommandation concernant la prévention du charbon ;
- 3° Recommandation concernant la protection des femmes et des enfants contre le saturnisme ;
- 4° Projet de convention concernant l'emploi de la céruse dans la peinture ;
- 5° Recommandation concernant la création d'un service public d'hygiène ;
- 5° Recommandation concernant la création d'un service public d'hygiène ;
- 6° Projet de convention concernant la réparation des maladies professionnelles ;
- 7° Recommandation concernant la réparation des maladies professionnelles.

PARAGRAPHE 1

Recommandation concernant l'application de la convention internationale adoptée à Berne, en 1906, sur l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc (jaune) dans l'industrie des allumettes.

(1^{re} Session, Washington 1919)

(1) Pour compléter ces décisions, le B. I. T. a élaboré un *règlement standard d'hygiène*. A la réunion du *Comité pour l'hygiène industrielle* qui s'est tenue le 5 mai 1930 à Genève, M. Albert Thomas a eu soin de préciser que le B. I. T., en préparant ce projet, n'avait pas eu pour but d'arriver à une convention ou à une recommandation. Il s'agit, non pas de soumettre aux Etats Membres de l'Organisation un type uniforme de règlement d'hygiène industrielle, mais de condenser l'expérience acquise en cette matière de façon à établir un règlement type, basé sur les lois et règlements d'hygiène en vigueur dans les pays les plus industriels.

La Conférence Générale,

Recommande :

Que chaque Membre de l'O. I. T. adhère, — s'il ne l'a déjà fait, — à la Convention internationale adoptée à Berne, en 1906, sur l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc (jaune) dans l'industrie des allumettes.

MESURES DE RATIFICATION ET D'APPLICATION (1)

Antérieurement à la Conférence de Washington; 15 Etats avaient donné leur adhésion à la convention de Berne.

Depuis 1919, 16 Etats, 1 pays de protectorat (*Maroc*), 1 territoire sous mandat (*Palestine*) et une ville placée sous la protection de la Société des Nations (*Dantzig*), ont également adhéré à cette convention.

La plupart de ces pays ont annoncé officiellement que leur législation actuelle appliquait les dispositions de la recommandation de Washington : (*Afrique du Sud, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Chili, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grande-Bretagne, Grèce, Inde, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Roumanie, Siam, Suède*).

5 Etats ont indiqué officiellement que cette recommandation avait été soumise à l'autorité compétente.

4 autres Etats ont communiqué d'autres renseignements officiels.

PARAGRAPHE 2

Recommandation concernant la prévention du charbon (1^{re} Session, Washington 1919)

La Conférence générale recommande aux Membres de l'Organisation internationale du Travail :

De prendre des mesures en vue d'assurer, soit dans le pays d'origine, soit, au cas où cela ne serait pas possible, au port

(1) Voir Annexe VI.

de débarquement, la désinfection des laines suspectes de contenir des spores charbonneuses.

MESURES D'APPLICATION (1)

A la fin de 1929, des mesures législatives ou autres faisant porter effet à cette recommandation avaient été prises dans 21 pays. 9 Etats ont fait connaître de 1921 à 1929, qu'ils avaient soumis la recommandation à l'autorité compétente. 8 Etats, ont communiqué, au cours de cette période, d'autres renseignements officiels. Enfin 16 autres Etats se sont abstenus de fournir la moindre information.

Le problème de l'infection charbonneuse retient particulièrement l'attention de certains Etats, tels que l'*Allemagne* où des experts étudient toute une série de désinfectants nouveaux, et la *Grande-Bretagne*, où des recherches sont également dirigées dans ce sens.

Enfin l'*Office international des épizooties* créé par la Conférence internationale du 17 mai 1921, et en liaison étroite avec le B. I. T. pour l'étude de la question du charbon, s'efforce de coordonner tous les efforts tentés pour lutter contre cette infection.

PARAGRAPHE 3

Recommandation concernant la protection des femmes et des enfants contre le saturnisme

(1^{re} Session, Washington 1919)

La Conférence générale recommande aux Etats Membres de l'Organisation Internationale du Travail :

- 1^o Que l'emploi des femmes et des jeunes gens au-dessous de 18 ans soit interdit dans les travaux énumérés ci-après :
- a) Travail aux fours où s'opère la réduction des minerais de zinc et de plomb ;

(1) Voir Article VII.

- b) Manipulation, traitement ou réduction des cendres contenant du plomb ; désargentage de ce métal ;
- c) Fusion du plomb ou du vieux zinc ;
- d) Fabrication de la litharge, de la soudure ou des alliages contenant plus de 10 % de plomb ;
- e) Fabrication de la litharge, du massicot, du minium, de la céruse, du mine-orange, ou du sulfate, du chromate ou du silicate de plomb (frite) ;
- f) Opérations de mélange et de tartinage dans la fabrication ou la réparation d'accumulateurs électriques ;
- g) Nettoyage des ateliers où sont effectués les travaux ci-dessus.

2° Que l'emploi de ces personnes dans les travaux où l'on utilise des sels de plomb ne soit autorisé qu'après avoir pris certaines mesures d'hygiène ; ventilation des locaux, propreté des outils et ateliers, déclaration des cas de saturnisme, indemnités aux personnes intoxiquées, examen médical périodique, installation de vestiaires, lavabos, fournitures de vêtements protecteurs, interdiction d'introduire des aliments ou des boissons dans les ateliers ;

3° Que dans les industries où il est possible de remplacer les sels solubles de plomb (1) par des substances non toxiques, l'emploi de ces sels soit l'objet d'une réglementation plus sévère.

MESURES D'APPLICATION (2)

En 1919, 19 Etats avaient donné au Secrétariat Général de la Société des Nations, communication des mesures prises par eux conformément à cette recommandation. De plus, 12 Etats avaient fait connaître que celle-ci avait été soumise à l'autorité compétente. En outre, 8 Etats avaient adressé d'autres renseignements officiels. Enfin 16 Etats n'avaient communiqué aucune information.

(1) Un sel de plomb est considéré comme soluble s'il contient plus de 5 % de son poids en plomb métallique soluble dans une solution aqueuse d'acide chlorhydrique à 0,25 % d'acide.

(2) Voir Annexe VIII.

En *Allemagne*, la recommandation est appliquée sur la plupart des points par la législation en vigueur, les détails d'application de la recommandation devant être examinés après l'adoption du projet de loi sur la protection ouvrière.

Les législations des pays suivants sont conformes aux dispositions de la recommandation : *Afrique du Sud, Bulgarie, Brésil, France, Grande-Bretagne, Inde, Japon, Suisse.*

En *Espagne* et en *Italie*, la législation assure la protection des enfants âgés de moins de 15 ans ou 16 ans et des femmes de moins de 21 ans. Ces législations sont donc moins libérales à l'égard des enfants que les dispositions de la recommandation.

PARAGRAPHE 4

Convention concernant l'emploi de la céruse dans la peinture (1)

(3^e Session, Genève 1921)

1^o PRINCIPE (Art. 1^{er}). — Tout Membre qui ratifie la convention s'engage à interdire, sous réserve de certaines dérogations, l'emploi de la céruse, du sulfate de plomb et de tous autres produits contenant ces pigments, dans les travaux de peinture intérieure des bâtiments, à l'exclusion des gares de chemins de fer et des établissements industriels dans lesquels l'autorité reconnaît leur emploi nécessaire, après consultation des organisations intéressées.

2^o EXCEPTIONS (Art. 1^{er} et 2). — L'emploi de pigments blancs contenant au maximum 2 % de plomb exprimé en plomb métal, reste néanmoins autorisé (Art. 1^{er}).

L'emploi de la céruse est également autorisé dans la peinture décorative et les travaux de filage et de rechampissage.

La détermination de la ligne de démarcation entre les différents genres de peinture, la réglementation de l'emploi de la céruse, du sulfate de plomb et de tous produits contenant ces

(1) Cette convention est entrée en vigueur le 31 août 1923.

pigments en vue des travaux énumérés au paragraphe précédent incombent à chaque Gouvernement qui devra s'inspirer, à cet effet, des dispositions des articles 5, 6 et 7 de la convention.

3° RÉGLEMENTATION DE L'EMPLOI DE LA CÉRUSE, etc. DANS LES TRAVAUX OU CET EMPLOI N'EST PAS INTERDIT (Art. 3 et 5).

1° L'emploi des jeunes gens âgés de moins de 18 ans et des femmes aux travaux de peinture industrielle comportant l'usage de la céruse, du sulfate de plomb et de tous produits contenant ces pigments est prohibé.

Toutefois, le droit est laissé aux autorités compétentes de permettre, après avis des organisations patronales et ouvrières intéressées, l'emploi des apprentis dans ces travaux, aux fins d'éducation professionnelle (Art. 3).

2° *Principes à suivre par les Etats Membres dans cette réglementation* (Art. 5) :

- I. — a) Dans les travaux de peinture, manipulation sous forme de pâte ou de peinture prête à l'emploi ;
- b) Mesures pour parer au danger provenant de l'application de la peinture par pulvérisation ;
- c) Mesures pour éviter le danger des poussières provoquées par le ponçage et le grattage à sec.

II. — Dispositions appropriées :

- a) Pour permettre aux ouvriers de prendre les soins de propreté nécessaires au cours et à l'issue de leur travail ;
- b) Pour que des vêtements de travail soient portés par ces ouvriers ;
- c) Pour éviter que les vêtements quittés pendant le travail soient souillés par les matériaux employés pour la peinture.

III. — Déclaration, par le patron, des cas de saturnisme ou présumés tels et vérification médicale ultérieure par un médecin désigné par l'autorité compétente qui pourra exiger un examen médical lorsqu'elle l'estimera nécessaire.

IV. — Distribution, aux ouvriers peintres, d'instructions

relatives aux précautions spéciales d'hygiène concernant leur profession.

4° OBLIGATIONS INCOMBANT AUX ETATS (Art. 6 et 7).

1° *Pour assurer le respect de la réglementation prévue (Art. 6).*

L'autorité compétente prendra toutes mesures jugées nécessaires, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées.

2° *Pour surveiller les courbes de la morbidité et de la mortalité (Art. 7).*

Etablissement de *statistiques* relatives au saturnisme :

- a) *Pour la morbidité* : au moyen de la déclaration et de la vérification de tous les cas de saturnisme ;
- b) *Pour la mortalité* : suivant une méthode approuvée par le service officiel de statistique dans chaque pays.

DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR DES PROHIBITIONS ÉDICTÉES PAR LES ARTICLES 1 ET 3 (Art. 4) : 6 ans après la date de clôture de la 3^e session.

DATE D'ENTRÉE EN APPLICATION DES DISPOSITIONS DES ARTICLES 1^{er} A 7 INCLUS (Art. 11) : 1^{er} janvier 1924 pour les Membres qui ratifient la convention.

A. — MESURES DE RATIFICATION (1)

Le mouvement des ratifications concernant la convention se trouve résumé dans le tableau suivant établi à la date du 1^{er} mars 1930 :

Ratifications enregistrées.....	18
— conditionnelles	1
— autorisées	2
— recommandées	3

L'opinion ne laisse pas d'être attentive à la gravité du problème posé par l'emploi de la céruse.

Au mois de juin 1928, l'Union internationale des Associations pour la Société des Nations adressait au B.I.T. une résolution demandant la ratification de la convention de la céruse

(1) Voir Annexe IX.

par les pays qui ne l'ont pas encore fait. L'Internationale des Peintres, réunie au mois de juillet suivant, à Copenhague, invitait les Gouvernements à ratifier cette convention.

B. — MESURES D'APPLICATION (1)

Des renseignements figurant au rapport de 1929 du Directeur du B.I.T. et du tableau établi par le Bureau à la date du 1^{er} mars 1930, se dégagent les constatations suivantes :

9 Etats ont pris des mesures législatives ou, autres pour faire porter effet à la convention :

Autriche, Belgique, Espagne, Esthonie, France, Grèce, Pologne, Suède et Tchécoslovaquie.

Il convient de noter qu'en France l'interdiction de l'emploi de la céruse était entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1915.

D'autre part, la *Finlande* a fait connaître qu'elle avait déposé un projet de loi tendant à appliquer la convention.

Enfin, 8 Etats ont indiqué que des projets de loi étaient en cours d'élaboration : *Allemagne, Bulgarie, Italie, Lettonie, Pays-Bas, Roumanie, Suisse et Uruguay.*

En *Norvège*, un projet de loi modifiant la législation en vigueur dans le sens de la convention a été soumis au STORTING le 1^{er} mars 1929.

Les législations des pays énumérés à l'annexe sont entièrement conformes aux dispositions de la convention.

Toutefois il n'a pas été fait usage de l'exception de l'article 2 de la convention (peinture décorative, travaux de filage et de rechampissage) dans les pays suivants : *Autriche, France.*

En *Espagne*, l'emploi de la céruse dans ces opérations est réglementée par le décret royal du 19 février 1926.

Le contrôle de l'application des dispositions législatives réglementaires ou autres, mentionnées à l'annexe, est assuré par l'inspection du travail ou par des médecins de district ou de commune (Tchécoslovaquie).

(1) Voir Annexe IX.

PARAGRAPHE 5

Recommandation concernant la création d'un service public d'hygiène(1^{re} Session, Washington 1919)

La Conférence Générale recommande :

Que chaque Membre de l'O.I.T. établisse aussitôt que possible, s'il ne l'a déjà fait, non seulement un système assurant une inspection efficace des usines et ateliers, mais, en outre, un service public spécialement chargé de sauvegarder la santé des ouvriers et qui se mettra en rapport avec le B.I.T.

MESURES D'APPLICATION (1)

Cette recommandation a donné lieu à des mesures dans 22 pays. Elle a été soumise à l'autorité compétente dans 9 pays. Le Secrétaire général de la Société des Nations a reçu d'autres renseignements de 7 autres Etats. Enfin 17 Etats n'ont communiqué aucune information officielle.

En somme, la recommandation de 1919 a reçu une application adéquate dans des pays tels que : l'Allemagne, l'Australie, l'Afrique du Sud, l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, le Chili, le Danemark, l'Espagne, l'Esthonie, la Finlande, la France, la Grande-Bretagne, la Hongrie, l'Italie, le Japon, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, la Roumanie, le Siam, la Suède et la Suisse.

PARAGRAPHE 6

1^o Convention concernant la réparation des maladies professionnelles (2)(7^e Session, Genève 1925)

1^o PRINCIPE (Art. 1^{er}). — Il sera accordé aux victimes des maladies professionnelles, ou à leurs ayants-droit, une réparation dont le taux ne devra pas être inférieur à celui que pré-

(1) Voir Annexe X.

(2) Cette convention est entrée en vigueur le 1^{er} avril 1927.

voient les législations nationales pour les dommages résultant des accidents du travail.

Sous réserve de cette disposition, chaque Membre sera libre, en déterminant dans sa législation nationale les conditions réglant le paiement de la réparation des maladies dont il s'agit, et en appliquant à ces maladies sa législation relative à la réparation des accidents du travail, d'adopter les modifications et adaptations qui lui sembleraient expédientes.

2° ENUMÉRATION DES MALADIES D'ORIGINE PROFESSIONNELLE OUVRANT DROIT A RÉPARATION (Art. 2). — Sont considérées comme maladies professionnelles, les *intoxications produites par le plomb* (saturnisme), le *mercure* (hydrargirisme), leurs *alliages, amalgames ou composés, ainsi que les conséquences directes de ces intoxications et l'infection charbonneuse*, lorsque ces maladies ou intoxications surviennent à des travailleurs appartenant aux industries ou professions énumérées suivant l'ordre de correspondance ci-après et résultant du travail dans une entreprise assujettie à la législation nationale :

a) *Intoxication par le plomb, etc...* — Traitement des minerais contenant du plomb, y compris les cendres plumbeuses d'usines à zinc, fusion du vieux zinc et du plomb en saumon, fabrication d'objets en plomb fondu ou en alliages plombifères, industries polygraphiques, fabrication des composés de plomb, fabrication et réparation des accumulateurs, préparation et emploi des émaux contenant du plomb, polissage au moyen de limaille de plomb ou de potée plombifère, travaux de peinture comportant la préparation ou la manipulation d'enduits, de mastics ou de teintes contenant des pigments de plomb.

b) *Intoxication par le mercure, etc...* — Traitement des minerais de mercure, fabrication des composés de ce métal, des appareils de mesure ou de laboratoire, des amorces au fulminate de mercure, préparation des matières premières pour la chapellerie, dorure au feu, emploi des pompes à mercure pour la fabrication des lampes à incandescence.

c) *Infection charbonneuse.* — Ouvriers en contact avec des animaux charbonneux, manipulation des débris d'animaux, chargement, déchargement ou transport de marchandises.

Dans le projet de convention ci-dessus, l'énumération qui vient d'être donnée est présentée sous la forme d'un tableau à deux colonnes : la première colonne contient la liste des substances susceptibles de causer certaines intoxications ou maladies professionnelles ; dans la seconde colonne sont indiquées les industries, professions ou opérations dans lesquelles les maladies ou intoxications, lorsqu'elles surviennent, doivent être considérées comme d'origine professionnelle.

La teneur de la convention et le dispositif adopté dans le tableau sus-mentionné sont visiblement inspirés de la *loi française du 25 octobre 1919* étendant aux maladies professionnelles le bénéfice de la *loi du 9 avril 1898* sur les accidents du travail.

A. — MESURES DE RATIFICATION (1)

A la date du 1^{er} mars 1930, la situation des Etats Membres au regard de la ratification de la convention se présentait ainsi :

Ratifications enregistrées.....	19
— recommandées	6

B. — MESURES D'APPLICATION (1)

Des renseignements figurant au rapport de 1929 du Directeur du B.I.T. et du tableau établi par le Bureau à la date du 1^{er} mars 1930, ressortent les constatations suivantes :

Antérieurement à l'adoption de la convention par la Conférence, les 7 Etats suivants avaient pris des mesures législatives ou autres tendant à la réparation des maladies professionnelles : *Belgique, Finlande, France, Grande-Bretagne, Inde, Etat libre d'Irlande, Suisse et Yougoslavie*.

Certains de ces Etats ont révisé leur législation pour la mettre en harmonie avec les dispositions de la convention.

3 Etats avaient adopté des lois en vue de l'application de cette convention : *Autriche, Hongrie, Pays-Bas*.

Enfin 5 Etats avaient annoncé officiellement que des lois étaient chez eux en voie d'adoption ou en cours d'élaboration : *Chine, Grèce, Italie, Pologne et Tchécoslovaquie*.

(1) Voir Annexe XI.

Le tableau ci-dessus n'est pas complet : il ne comprend pas, en effet, certains pays comme l'*Allemagne*, la *Bulgarie*, *Cuba*, le *Japon*, la *Lettonie*, le *Luxembourg*, la *Norvège* et le *Portugal* qui n'avaient pas encore à fournir le rapport annuel prévu par l'article 408.

Sous le bénéfice de ces observations, les dispositions de la convention sont appliquées de la manière suivante dans les Etats ayant fourni ledit rapport, à savoir : la *Belgique*, la *Finlande*, la *Grande-Bretagne*, l'*Inde*, l'*Etat libre d'Irlande* et la *Suisse* :

1° L'article 1^{er} de cette convention est observé dans tous les pays énumérés.

2° En ce qui concerne l'art. 2, l'*arrêté belge* du 30 janvier 1928 donne, des maladies et intoxications ouvrant droit à réparation dans certaines industries et professions, une liste sensiblement identique à celle contenue dans le tableau à double entrée présenté à l'article 2 de la convention.

La réglementation finlandaise énumère 36 substances dont la manipulation peut provoquer des maladies susceptibles d'être réparées.

La nomenclature incluse dans la convention ne présente aucun caractère limitatif. Il est bien évident, en effet, que les tableaux que peuvent dresser à cet égard les législations nationales ne sont pas intangibles ; ils peuvent être révisés et complétés en se modelant, en quelque sorte, sur les progrès de la science médicale.

Cette révision est prévue par l'article 1^{er} de la convention et elle a été largement opérée par la *législation britannique*.

De nombreuses ordonnances, dont la dernière en date du 30 avril 1927, ont modifié considérablement la nomenclature inscrite à l'annexe III de la *loi du 22 décembre 1925*. Cette nomenclature ne contient pas moins de 32 maladies professionnelles.

Les législations de l'*Inde*, de l'*Etat libre d'Irlande* et de la *Suisse* contiennent également des nomenclatures de cette nature.

La législation *yougoslave* ne contient aucune disposition relative à l'infection charbonneuse.

3° En ce qui concerne l'application des textes législatifs ou autres aux colonies, possessions, etc... la *Grande-Bretagne* a

étendu le bénéfice de ses dispositions législatives à *Gibraltar*. La question de l'application de la convention aux *Etats fédérés malais* est encore à l'examen.

La question ne se pose pas dans le cas des autres Etats ayant fourni des rapports.

4° L'application des textes dont il s'agit est assurée par les agents du service médical du travail (*Belgique*), les médecins désignés par le *Home Office* (*Grande-Bretagne*), les Gouverneurs locaux (*Inde*), le Département de l'Industrie et du Commerce (*Irlande*), par la Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents et l'Office fédéral des Assurances sociales (*Suisse*). En *Finlande* et en *Yougoslavie*, le contrôle de l'application est exercé par les mêmes autorités et les mêmes établissements d'assurance que dans le cas d'assurance contre les accidents. La solution des conflits appartient à l'autorité judiciaire.

Il convient de noter, en terminant, l'examen des résultats obtenus dans le domaine de la réparation des maladies professionnelles que, dans de nombreux pays, se dessine un mouvement très net en vue de l'assimilation de ces maladies aux accidents du travail et en vue de l'extension des nomenclatures contenues dans les législations nationales. Ainsi la convention de 1925 tend peu à peu à faire bénéficier de ses dispositions tutélaires les travailleurs atteints dans leur puissance productrice par des maladies d'origine professionnelle qui, jusqu'à une époque encore peu éloignée, n'avaient droit à aucune réparation.

2° *Recommandation concernant la réparation
des maladies professionnelles*

(7^e Session, Genève 1925)

La Conférence recommande :

Que les Membres fixent, si elle n'existe pas encore, une procédure simple au moyen de laquelle la liste des maladies considérées comme professionnelles dans leur législation nationale pourra être révisée.

MESURES D'APPLICATION (1)

A la fin de 1929, cette recommandation avait inspiré des mesures législatives dans 15 Etats. D'autre part, 12 Etats avaient informé le Secrétaire général de la Société des Nations que la recommandation avait été soumise à l'approbation de l'autorité compétente et 8 Etats avaient adressé d'autres renseignements officiels. Enfin 20 Etats s'étaient abstenus de fournir la moindre information officielle.

SECTION III

Protection des femmes employées dans l'industrie

On se rappelle que la Conférence avait, relativement à cette question, adopté, indépendamment de décisions concernant l'hygiène industrielle (voir supra), un projet de convention sur le travail de nuit et un autre projet de convention sur la protection de la maternité.

PARAGRAPHE 1

*Travail de nuit**Convention concernant le travail de nuit des femmes (1)*

(3^e Session, Genève 1921)

1^o CHAMP D'APPLICATION (Art. 1^{er}). — La convention s'applique aux établissements industriels, publics ou privés, tels qu'ils sont définis dans les conventions précédentes, à l'exception de ceux où sont seuls employés les membres d'une même famille.

PRINCIPE (Art. 3). — Les femmes, sans distinction d'âge, ne peuvent être employées pendant la nuit, dans aucun établissement industriel, public ou privé, ni dans aucune dépendance

(1) Voir Annexe XII.

d'un de ces établissements, à l'exception de ceux employant les membres d'une même famille.

Le terme « nuit » signifie une période d'au moins 11 heures consécutives comprenant obligatoirement l'intervalle écoulé entre 10 heures du soir et 5 heures du matin (Art. 2, § 1^{er}).

Cette expression pourra, pendant une période maximum de 3 années, désigner une période de 10 heures seulement, qui comprendra l'intervalle écoulé entre 10 heures du soir et 5 heures du matin, dans les pays où aucun règlement ne s'applique au travail de nuit des femmes (même article, § 2).

EXCEPTIONS (Art. 4 à 8 inclus). — L'application de la convention pourra être suspendue :

1° En cas de force majeure (Art. 4).

2° Dans les travaux s'appliquant à des matières premières et à des matières en élaboration susceptibles d'altération très rapide (d°).

3° Dans l'Inde et au Siam, sauf en ce qui concerne les manufactures (*factories*) telles qu'elles sont définies par la loi nationale.

La liste des industries exemptées devra être notifiée au B.I.T. (Art. 5).

4° Dans les industries saisonnières et dans tous les cas où des circonstances exceptionnelles l'exigent, la durée de la période de nuit pourra être réduite à 10 heures pendant 60 jours par an (Art. 6).

5° Dans les pays où le climat rend le travail de jour particulièrement pénible, la période de nuit peut être écourtée, à la condition qu'un repos compensateur soit accordé pendant le jour (Art. 7).

A. — MESURES DE RATIFICATION (1)

L'état des ratifications, à la date du 1^{er} mars 1930, était le suivant :

Ratifications enregistrées.....	19
— recommandées	10

B. — MESURES D'APPLICATION (1)

Antérieurement à l'adoption de la convention, les 4 Etats suivants avaient adopté des mesures législatives ou autres dont les dispositions étaient conformes à celles de la convention : *Bulgarie, Tchécoslovaquie, Union Sud africaine et Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.*

Mais l'interdiction du travail de nuit était néanmoins édictée dans un certain nombre de pays qui ont mis leur législation en conformité avec la teneur du texte de Washington.

Les 12 Etats suivants avaient, à la date du 1^{er} mars 1930, soit modifié leur législation dans le sens de ce texte, soit adopté des mesures législatives ou autres faisant porter effet à la convention :

Autriche, Belgique, Esthonie, France (2), Grande-Bretagne Grèce, Inde, Etat libre d'Irlande, Italie, Pays-Bas, Roumanie et Suisse.

En outre, 4 Etats avaient fourni des indications officielles relativement à d'autres mesures tendant à appliquer la convention : *Hongrie, Japon, Luxembourg et Portugal.*

Enfin les 8 Etats ci-après désignés avaient fait connaître que des lois étaient en voie d'adoption ou en cours d'élaboration : *Allemagne, Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Chine, Finlande et Uruguay.*

L'examen des législations des Etats ayant fourni les rap-

(1) Voir Annexe XIII.

(2) En février 1929, un projet de loi a été déposé par le Gouvernement à la Chambre des Députés en vue d'étendre l'interdiction du travail de nuit des femmes et des enfants à de nouvelles catégories d'établissements. Le travail serait interdit dans les « établissements industriels et commerciaux et leurs dépendances, de quelque nature qu'ils soient, publics ou privés, laïques ou religieux, même s'ils ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance.

ports annuels prévus par l'article 408 du Traité de Paix appelle les observations suivantes :

1° Le champ d'application de la *législation autrichienne* dépasse celui de la convention. Il englobe en effet les établissements industriels comportant le commerce (*loi du 14 mai 1919*). La *loi belge* s'applique aux établissements commerciaux. Il en est de même en *Bulgarie*, en *Grèce*, en *Yougoslavie* (Royaume des Serbes, Croates et Slovènes), en *Tchécoslovaquie*. La législation de ce dernier pays est également appliquée, sauf quelques exceptions, à l'agriculture, qui, d'une façon générale, est exclue du bénéfice des législations des pays considérés.

2° Quant à la définition du terme « nuit » lesdites législations sont toutes d'accord. Dans ces législations, le terme « nuit » signifie bien « une période d'au moins onze heures consécutives », mais elles diffèrent quant à la durée de l'intervalle qui doit être compris dans cette période.

Les législations de l'*Afrique du Sud*, de la *Bulgarie* sont plus larges que la convention en ce qui concerne la durée du repos nocturne.

La *loi sur les fabriques* du premier de ces pays interdit le travail des femmes entre 6 heures du soir et 7 heures du matin, sauf dérogations exceptionnelles.

La *loi bulgare de 1917* prévoit une période de repos de 16 heures.

3° Les législations de l'*Afrique du Sud*, de l'*Autriche*, de la *Bulgarie*, de l'*Estonie* et de la *Tchécoslovaquie* ne mentionnent pas l'exception de l'article 3 de la convention visant les établissements où sont seuls employés les membres d'une même famille.

Toutefois, la *loi bulgare de 1917* prévoit que ces établissements sont assujettis au contrôle, dans le cas où des travaux dangereux ou insalubres y sont effectués.

4° Les législations envisagées contiennent toutes les dispositions plus ou moins conformes à celles de la convention en ce qui concerne les exceptions de l'article 4 de ce texte. La *loi tchécoslovaque sur la journée de 8 heures* ne contient néanmoins aucune disposition relative aux cas de force majeure.

5° En ce qui concerne la suspension de l'application de l'article 3, prévu par l'article 5 de la convention (*Inde et Siam*),

le gouvernement de l'*Inde* a fait connaître au B.I.T. qu'en vue de l'application de cette convention à ce pays, le terme « *établissements industriels* » ne comprend que les fabriques « telles qu'elles sont définies par la loi sur les fabriques ».

6° Les législations de la *Bulgarie*, de la *France*, de l'*Inde*, des *Pays-Bas* et de *Tchécoslovaquie* ne contiennent aucune disposition équivalente à celle de l'article 6 de la convention prévoyant la réduction à 10 heures de la période de nuit pendant 60 jours par an dans les industries saisonnières et dans tous les cas où des circonstances exceptionnelles l'exigent.

7° La question de l'application de l'article 7 (réduction de la période de nuit, sous réserve d'un repos compensateur pendant le jour, dans les pays où le climat rend le travail de jour particulièrement pénible) ne se pose guère que pour l'*Italie* et pour la *Roumanie*.

8° En ce qui concerne les colonies, possessions et pays de protectorat (Art. 9 de la convention), seuls la *Grande-Bretagne* et les *Pays-Bas* font bénéficier quelques-unes de leurs colonies des dispositions de leurs lois et règlements sur le travail de nuit des femmes.

C'est ainsi que la convention est appliquée sans modification à *Ceylan*. A la *Côte d'Or* et à la *Trinité*, il existe une législation locale tendant à interdire l'emploi des femmes pendant la nuit. La question de l'application de la convention à *Hong-Kong* est à l'examen. En ce qui concerne les autres colonies ou possessions britanniques, cette question ne s'y pose pas, étant donné les conditions locales.

La convention est appliquée avec quelques modifications aux *Indes orientales néerlandaises*. Quant à *Surinam* et à *Curaçao*, autres colonies hollandaises, la législation du travail y étant inexistante, la convention ne peut y être appliquée, même avec des modifications destinées à la rendre adéquate aux conditions locales.

9° Enfin le contrôle des dispositions des lois et règlements des pays envisagés est assuré par les inspecteurs du travail ou les inspecteurs des mines.

En résumé l'interdiction du travail de nuit des femmes dans l'industrie tend à se généraliser, ainsi qu'en témoignent

les nombreuses mesures législatives prises ou à l'état de projet, et qui marquent la volonté des gouvernements d'adopter leur législation aux dispositions de la convention de Washington.

PARAGRAPHE 2

Protection de la maternité

Convention concernant l'emploi des femmes avant et après l'accouchement (1)

(1^{re} Session, Washington 1919)

1^o CHAMP D'APPLICATION (Art. 1^{er}). — Il couvre tous les établissements industriels et commerciaux, publics ou privés, ou leurs dépendances, à l'exception de ceux dans lesquels sont seuls employés les membres d'une même famille.

Les *établissements industriels* tels qu'ils sont définis par le projet, sont les mêmes que ceux énumérés à l'article 1^{er} de la convention des 8 heures.

Sous la dénomination d'*établissement commercial* il faut comprendre tout lieu consacré à la vente des marchandises ou à toute opération commerciale.

Dans chaque pays, le soin est laissé à l'autorité compétente de déterminer la ligne de démarcation entre l'industrie et le commerce d'une part, l'agriculture d'autre part.

2^o BÉNÉFICIAIRES (Art. 2). — La convention s'applique à toute personne du sexe féminin, quel que soit son âge ou sa nationalité, mariée ou non.

Par le terme « enfant » il faut entendre tout enfant, légitime ou non.

PRINCIPE (Art. 3 et 4). — Dans les établissements désignés à l'article 1^{er} la femme aura droit à une période de repos de 6 semaines après ses couches. Elle aura également le droit de quitter son travail sur production d'un certificat médical attestant que ses couches se produiront probablement dans 6 semaines. Durant son absence, la femme recevra une indemnité suffisante pour son entretien et celui de son enfant, prélevée sur les fonds publics ou fournie au moyen d'un système d'assurance ;

(1) Cette convention est entrée en vigueur le 13 juin 1921.

elle recevra en outre les soins gratuits d'un médecin ou d'une sage-femme.

Aucune erreur, de la part du médecin ou de la sage-femme, dans l'estimation de la date de l'accouchement ne pourra empêcher l'intéressée de recevoir l'indemnité à laquelle elle a droit à compter de la date du certificat médical jusqu'à celle à laquelle l'accouchement se produira.

A la reprise de son travail, la femme aura droit à deux repos quotidiens d'une demi-heure pour lui permettre d'allaiter son enfant (Art. 3).

Dans le cas où une femme s'absente de son travail en vertu des dispositions ci-dessus, ou en demeure éloignée pour une période plus longue par suite de maladie certifiée comme résultant de sa grossesse ou de ses couches, le patron ne pourra lui donner son congé durant cette absence ou à une date telle que le délai de préavis expirerait pendant la durée de celle-ci (Art. 4).

A. — MESURES DE RATIFICATION (1)

En ce qui concerne ces mesures, la situation des Etats Membres se présentait ainsi qu'il suit, à la date du 1^{er} mars 1930 :

Ratifications enregistrées.....	11
— autorisées	1
— recommandées	7

B. — MESURES D'APPLICATION (1)

Antérieurement à l'adoption de la convention par la Conférence, le *Royaume des Serbes, Croates et Slovènes* (Yougoslavie) appliquait des mesures de protection à l'égard des femmes en couches.

Postérieurement à l'adoption de ladite convention, 7 Etats avaient pris, à la date du 1^{er} mars 1930, des mesures législatives ou autres conformes à la décision de Washington : *Allemagne, Bulgarie, Chili, Grèce, Lettonie et Roumanie*.

D'autre part, 5 Etats avaient fait connaître qu'ils avaient envisagé des mesures tendant à appliquer les principes posés par la convention : *Chine, France, Hongrie, Japon et Pologne*.

(1) Voir Annexe XIV.

Enfin 5 autres Etats avaient informé le Secrétaire général de la Société des Nations que des lois étaient en voie d'adoption ou en cours d'élaboration dont les termes seraient conformes aux dispositions de la convention : *Argentine, Brésil, Finlande, Suède et Tchécoslovaquie*.

Pour les Etats ayant fourni les rapports annuels prévus par l'article 408 du Traité de Paix, les remarques suivantes peuvent être faites :

1° En ce qui concerne l'article 1^{er} de la convention (champ d'application), les législations de l'*Allemagne* et de la *Grèce* sont strictement conformes aux stipulations de cet article. Les législations de la *Bulgarie*, de l'*Espagne*, de la *Roumanie* et du *Royaume des Serbes, Croates et Slovènes* ont une portée plus générale que celle de l'article précité, en ce qu'elles s'appliquent à toutes les femmes salariées de l'industrie, du commerce et de l'agriculture. Toutefois, la législation *espagnole* n'admet à son bénéfice que les femmes dont le salaire annuel n'excède pas une certaine limite (4.000 pesetas). L'assistance-maternité est également accordée en *Espagne*, aux institutrices et femmes fonctionnaires (décret de 1923 et ordonnance de 1926).

2° Quant à l'application du principe posé par les articles 3 et 4 de la convention, les législations des pays énumérés sont conformes aux dispositions de ces articles. La législation *bulgare* ne comporte pas, toutefois, d'exception pour les établissements où sont seuls employés les membres d'une même famille.

3° Les dispositions de la législation *espagnole* sont applicables à toutes les colonies et pays de protectorat.

La loi *française* du 4 juillet 1924 qui a modifié le Code du Travail quant au repos des travailleurs en cas de maternité, a été rendue applicable à la *Nouvelle-Calédonie* et à ses dépendances par un décret du 12 juillet 1928.

4° Le contrôle de l'application des textes législatifs ou réglementaires énumérés est exercé par les inspecteurs du travail.

Le système de protection institué par la convention tend de plus en plus à se perfectionner ou à se généraliser.

En *Espagne*, le Conseil de l'Institut national de Prévoyance a approuvé un projet de loi établissant l'assurance-maternité obligatoire.

En France, la loi sur les assurances sociales du 5 avril 1928, actuellement soumise pour amendement à la Chambre des Députés prévoit également cette sorte d'assurance (1).

D'autre part, des projets de loi ont été adoptés en *Hongrie* (12 janvier 1928), en *Italie* et dans l'*Uruguay*. Ces textes prévoient une protection identique à celle instituée par la convention.

Enfin, au *Venezuela*, une loi du 12 juillet 1928 interdit, dans les entreprises industrielles ou commerciales, l'emploi des femmes enceintes à des travaux exigeant un effort physique trop violent ou dangereux pour elles, en raison de leur état.

SECTION IV

Protection des Enfants et des Jeunes Gens

La Conférence avait adopté les deux projets de convention suivants concernant le travail des enfants et des jeunes gens :

- 1° Un projet de convention fixant l'âge minimum des enfants au travail industriel ;
- 2° Un projet de convention concernant le travail de nuit des enfants dans l'industrie.

PARAGRAPHE 1

Age d'admission au Travail industriel

Convention fixant l'âge minimum d'admission des enfants aux travaux industriels (2)

(1^{re} Session, Washington 1919)

1° CHAMP D'APPLICATION (art. 1). — Il est le même que celui fixé par la convention sur la durée du travail (voir supra).

2° PRINCIPE (art. 2). — Les enfants de moins de 14 ans ne pourront être employés ou travailler dans les établissements industriels publics ou privés, ou dans leurs dépendances, à l'ex-

(1) La loi du 30 avril 1930 modifiant et complétant la loi précitée contient des dispositions (art. 9) conformes à celles de la convention.

(2) Cette convention est entrée en vigueur le 13 juin 1921.

ception de ceux où sont seuls employés les membres d'une même famille.

3° EXCEPTION (art. 3). — Le principe posé ci-dessus ne s'appliquera pas au travail des enfants dans les écoles professionnelles, à la condition que ce travail soit approuvé et surveillé par l'autorité publique.

4° CONTRÔLE (art. 4). — Tout chef d'établissement industriel devra tenir un registre d'inscription de toutes les personnes de moins de 16 ans employées par lui avec l'indication de la date de leur naissance.

5° DISPOSITIONS SPÉCIALES CONCERNANT CERTAINS PAYS (art. 5 et 6). — Elles visent le Japon et l'Inde.

1 — *Japon* (art. 5). — Les dérogations suivantes sont autorisées :

- a) Admission au travail des enfants de plus de 12 ans s'ils ont achevé leur instruction primaire ;
- b) Adoption facultative des dispositions transitoires en ce qui concerne les enfants entre 12 et 14 ans déjà au travail.

Les dispositions de la loi japonaise qui admettent les enfants de moins de 12 ans à des travaux faciles et légers devront être rapportées.

2 — *Inde* (art. 6). — Les enfants de moins de 12 ans ne seront pas occupés :

- a) dans les manufactures utilisant la force motrice et employant plus de 10 personnes ;
- b) dans les industries extractives (mines, carrières, etc.) ;
- c) dans le transport par voie ferrée, de personnes, de marchandises et de services postaux, et dans la manipulation des marchandises dans les docks, quais et wharfs, à l'exception du transport à la main.

6° DATE D'ENTRÉE EN APPLICATION (art. 11). — 1^{er} juillet 1922 au plus tard pour les Membres ayant ratifié.

A. — MESURES DE RATIFICATION (1)

Au 1^{er} mars 1930, l'état des ratifications était le suivant :

Ratifications enregistrées	18
d° autorisées	2
d° recommandées	6

Le gouvernement *français* a fait connaître au Secrétariat général de la Société des Nations que la ratification avait été soumise à la Chambre des députés le 10 janvier 1929 et qu'elle serait recommandée lorsque le Parlement aurait statué définitivement sur le projet de loi portant l'âge de la fréquentation scolaire à 14 ans.

B. — MESURES D'APPLICATION (1)

Les 13 Etats suivants ont adopté des mesures pour mettre leur législation en harmonie avec les dispositions de la convention : *Belgique, Bulgarie, Chili, Danemark, Esthonie, Grande-Bretagne, Grèce, Etat libre d'Irlande, Japon, Lettonie, Pologne, Roumanie et Suisse.*

En-outré l'*Autriche*, la *Chine* et l'*Inde* ont communiqué des informations officielles concernant les mesures prises par eux pour faire porter effet à la convention de Washington.

Enfin, l'*Allemagne*, l'*Argentine*, le *Brésil*, la *Finlande*, la *France*, la *Suède* et l'*Uruguay* ont également fourni des informations sur des lois en voie d'adoption ou en cours d'élaboration tendant au même but.

Les observations suivantes peuvent être faites en ce qui concerne les mesures prises par les Etats ayant fourni des rapports annuels et qui sont indiqués en annexe :

1° Le terme « établissements industriels » a, dans les législations de ces Etats, en ce qui concerne l'emploi des enfants et des jeunes gens, la même signification que celle qui lui est donnée par l'article 1 de la convention.

Certaines législations interdisent le travail des enfants âgés de moins de 14 ans dans les établissements commerciaux.

Il en est ainsi en *Belgique, Bulgarie, Grèce, Pologne*, dans

(1) Voir Annexe XV.

le *Royaume des Serbes, Croates et Slovènes* et en *Tchécoslovaquie*.

La *loi esthonienne* du 20 mai 1924 ne contient pas la stipulation de la convention excluant le transport à main.

D'une façon générale l'agriculture est exclue du champ d'application des législations énumérées.

2° A part le régime spécial reconnu et maintenu au *Japon*, les autres pays fixent à 14 ans l'âge d'admission des enfants au travail industriel. La *législation polonaise* recule cette limite à 15 ans.

L'exception relative aux établissements où sont seuls employés les membres d'une même famille, n'est pas mentionnée dans la *législation esthonienne* et n'est pas prévue d'une façon explicite dans la *législation polonaise*.

3° L'exception prévue à l'article 3 de la convention (travail des enfants dans les écoles professionnelles) n'est pas admise dans les lois *bulgare* et *lettonne* et n'est pas reproduite dans la *législation suisse*.

4° La tenue du registre de contrôle prescrite par l'article 4 est assurée dans presque tous les Etats mentionnés à l'annexe. Certains d'entre eux exigent en outre la délivrance d'un carnet de travail portant les indications nécessaires au contrôle de l'âge des enfants employés dans les établissements couverts par la loi. Il en est ainsi en *Belgique*, *Bulgarie*, au *Danemark*. La *loi lettone* du 24 mars 1922 ne fait aucune mention du registre en question. En *Roumanie*, les travailleurs sont porteurs d'une carte d'assurance qui contient des mentions suffisantes pour déterminer la date de naissance des ouvriers. En *Suisse*, la *loi sur le travail dans les fabriques* stipule, à son article 73, que l'industriel qui engage des jeunes gens de moins de 18 ans doit leur réclamer une attestation d'âge qu'il tiendra à la disposition des organes de surveillance.

5° La *loi japonaise* prévoit les exceptions-visées à l'article 5 de la convention. La *loi* du 29 mars 1923 a abrogé l'article 2 de la loi sur les fabriques qui autorisait l'emploi d'enfants de moins de 12 ans à certains travaux faciles et légers.

6° La *Grande-Bretagne* applique la convention à quelques-unes de ses colonies (Ceylan, et, avec des modifications, à Hong-Kong). L'extension de cette application aux *Etablissements du Détroit* (*Straits Settlements*) a été envisagée par le gouvernement.

Les autres Etats possédant des colonies ne font pas bénéficier de leur législation les territoires qu'ils administrent outre-mer.

7° Enfin le contrôle des dispositions législatives ou réglementaires concernant l'âge d'admission des enfants au travail industriel incombe à l'inspection du travail ou aux ingénieurs du Corps des Mines, suivant le cas.

En définitive le principe établi par la convention tend à devenir d'une application générale, et, dans un avenir que l'on peut estimer prochain, la plupart des Etats auront adopté la limite minima fixée par la décision de la Conférence Internationale du Travail.

PARAGRAPHE 2

Travail de Nuit

Convention concernant le Travail de Nuit des Enfants dans l'Industrie (1)

(1^{re} Session, Washington 1919)

1° CHAMP D'APPLICATION (art. 1). — La convention s'applique aux établissements industriels visés par les conventions précédentes (voir durée du travail, âge minimum d'admission des enfants aux travaux industriels).

2° PRINCIPE (art. 2 et 3). — Il est interdit d'employer, pendant la nuit, des enfants âgés de moins de 18 ans, dans les établissements industriels, publics ou privés, ou dans leurs dépendances, à l'exception de ceux dans lesquels sont seuls employés les membres d'une même famille (art. 2, 1^{er} aliéna).

(1) Cette convention est entrée en vigueur le 13 juillet 1921.

Le terme « nuit » signifie une période d'au moins onze heures consécutives comprenant l'intervalle écoulé entre 10 heures du soir et 5 heures du matin (art. 3, 1^{er} alinéa).

3° DÉROGATIONS (art. 2 à 4 et 7). — A) Cette interdiction ne s'appliquera pas aux enfants de 16 à 18 ans employés à des travaux qui doivent, en raison de leur nature, être continués jour et nuit dans les industries ci-après (art. 2, 2^e alinéa) :

a) Usines de fer et d'acier (fours à réverbère ou à régénération, galvanisation de la tôle et du fil de fer, exception faite des ateliers de décapage) ;

b) Verreries ;

c) Papeteries ;

d) Sucreries traitant le sucre brut ;

e) Réduction du minerai d'or.

B) Dans les mines de charbon et de lignite, il pourra être dérogé à la période de repos fixée précédemment, lorsque l'intervalle entre les deux périodes de travail comporte ordinairement 15 heures, mais jamais lorsque cet intervalle comporte moins de 13 heures (art. 3, 2^e alinéa) :

a) Dans les pays dont les législations interdisent le travail de nuit à tout le personnel dans la boulangerie, on pourra substituer la période entre 9 heures du soir à 4 heures du matin à celle de 10 heures du soir à 5 heures du matin (art. 3, 3^e alinéa).

b) Dans les pays tropicaux où le travail est suspendu pendant un certain temps au milieu de la journée, la période de repos de nuit pourra être inférieure à 11 heures, sous réserve d'un repos compensateur accordé pendant le jour (même article, 4^e alinéa).

C) Les dispositions des articles 2 et 3 ne s'appliquent pas au travail de nuit des enfants de 16 à 18 ans, en cas de force majeure (art. 4).

D) Pour les mêmes enfants, l'interdiction prévue pourra être suspendue, en raison de circonstances particulièrement graves, par décisions de l'autorité publique (art. 7).

4° DISPOSITIONS SPÉCIALES CONCERNANT CERTAINS PAYS (art. 5 et 6).

1 — *Japon* (art. 5). — Jusqu'au 1^{er} juillet 1925, l'article 2 de la convention ne s'appliquera pas aux enfants de moins de 15 ans, et, à partir de cette date, ledit article ne s'appliquera qu'aux enfants âgés de moins de 16 ans ;

2 — *Inde* (art. 5). — Le terme « établissement industriel » comprendra seulement les « fabriques » définies comme telles dans la « loi des fabriques » (*Indian Factory Act*) et l'article 2 ne s'appliquera pas aux enfants du sexe masculin âgés de plus de 14 ans.

5° DATE D'ENTRÉE EN APPLICATION (art. 12). — 1^{er} juillet 1922 au plus tard pour les Membres ayant ratifié.

A. — MESURES DE RATIFICATION (1)

Au 1^{er} mars 1930, la situation des Etats Membres de l'Organisation, en ce qui concerne ces mesures était donnée par le tableau suivant :

Ratifications enregistrées	21
— autorisées	1
— recommandées	7

B. — MESURES D'APPLICATION (1)

Antérieurement à l'adoption de la convention par la Conférence, les Etats ci-après désignés avaient pris des mesures législatives ou autres conformes aux dispositions de cette convention : *Bulgarie, Inde, Royaume des Serbes, Croates et Slovénes*.

Après 1919 les Etats suivants avaient, à la date du 1^{er} mars 1930, adopté de telles mesures : *Autriche, Belgique, Chili, Danemark, Esthonie, France, Grande-Bretagne, Grèce, Etat libre d'Irlande, Italie, Lettonie, Pays-Bas, Pologne, Roumanie et Suisse*, soit au total quinze Etats.

3 Etats : *Chine, Hongrie, Japon* avaient communiqué des

(1) Voir Annexe XVI.

informations officielles concernant les mesures qu'ils avaient prises tendant à appliquer la convention.

Enfin 7 Etats avaient également fait connaître que chez eux des lois étaient en vue d'adoption ou en cours d'élaboration dont les dispositions, une fois votées, assureraient l'exécution de la convention ; *Allemagne, Argentine, Bolivie, Brésil, Finlande, Tchécoslovaquie et Uruguay.*

De l'examen des rapports annuels présentés par les 17 Etats dont les noms figurent en annexe se dégagent les constatations suivantes :

1° Les législations de la *France*, du *Danemark* de la *Grande-Bretagne*, de la *Grèce*, de l'*Italie* et de l'*Etat libre d'Irlande* ont le même champ d'application que celui qui est déterminé par l'article 1 de la convention.

Les lois *yougoslave* et *lettone* de 1922 sont d'une application générale ; elles englobent en effet toutes les entreprises industrielles, commerciales, agricoles et forestières.

Les législations de l'*Autriche*, de la *Belgique*, de la *Bulgarie*, de la *Roumanie* et du *Royaume des Serbes, Croates et Slovénes* protègent également les enfants employés dans les établissements industriels et commerciaux, mais n'admettent pas à leur bénéfice les enfants occupés aux travaux agricoles.

Conformément à l'article 6 de la convention le champ d'application de la *loi de l'Inde sur les fabriques* est limité aux seules manufactures.

La législation *esthonienne* ne contient pas la stipulation de la convention exceptant le transport à la main

Aux *Pays-Bas*, le travail de nuit est interdit dans les industries, à l'exception des mines et des chemins de fer et tramways qui font l'objet d'une réglementation spéciale.

En *Suisse* les entreprises de transports, y compris les entreprises de chemins de fer et de navigation sont régies par l'ordonnance du 5 juillet 1923.

2° Le principe de l'interdiction du travail de nuit des enfants de moins de 18 ans édicté par l'article 2 de la convention est respecté par toutes les législations des pays énumérés.

Toutefois dans l'*Inde* l'interdiction s'applique aux enfants de moins de 15 ans (art. 6 de la convention).

Les législations *esthonienne* et *lettone* fixent à 17 ans la limite minima au-dessous de laquelle le travail de nuit est interdit aux enfants.

Les lois de l'*Esthonie*, de la *Grèce*, de la *Lettonie* et de la *Pologne* ne paraissent pas comporter l'exception relative aux établissements où sont seuls employés les membres d'une même famille.

A part l'*Inde*, l'*Etat libre d'Irlande* et le *Royaume des Serbes, Croates et Slovènes*, tous les autres Etats envisagés admettent, dans leur législation, les dérogations prévues à l'article 2 de la convention. Toutefois, la *législation bulgare* autorise ces dérogations dans les établissements agricoles où sont seuls employés les membres d'une même famille, mais non pour les travaux continus.

3° L'article 3 de la convention est appliqué dans toutes les législations des pays considérés en ce qui concerne la définition du « terme nuit ». La période de repos nocturne consacrée par les textes en vigueur dans ces pays est bien, en effet, de onze heures consécutives au minimum. Mais là même période ne comprend pas toujours nécessairement l'intervalle écoulé entre 10 heures du soir et 5 heures du matin. Cet intervalle est de 8 heures du soir à 5 heures du matin en *Bulgarie* et en *Pologne* ; de 6 heures du soir à 6 heures du matin au *Danemark* et en *Roumanie* et enfin de 7 heures du soir à 5 heures et demie du matin dans l'*Inde*. Les législations *bulgare* et *roumaine* n'autorisent pas de régime spécial pour les mines. La *Grèce* ne fait pas usage des facultés prévues aux alinéas 2, 3 et 4 de l'article 3 de la convention.

Enfin, d'une manière générale, les dispositions relatives à la boulangerie et aux pays tropicaux ne trouvent pas d'application dans les Etats considérés.

4° A part la *législation lettone* toutes les autres législations autorisent la dérogation prévue à l'article 4 de la convention.

5° La *Grande-Bretagne* et les *Pays-Bas* ont étendu à certaines de leurs colonies, possessions ou pays de protectorat le bé-

néfice des dispositions de la convention. Les autres Etats possédant des colonies (*Belgique, Danemark, France et Italie*) ont fait connaître que la ratification de la convention ne concernait pas celles-ci, les conditions locales ne se prêtant pas à l'application des dispositions de la décision adoptée à Washington.

6° Enfin le contrôle de l'application des textes énumérés à l'annexe incombe aux inspecteurs du travail et aux ingénieurs du corps des mines.

SECTION V

Inspection du Travail.

Pour compléter les mesures de protection prises à l'égard des travailleurs occupés dans les établissements industriels et commerciaux, la Conférence avait, on s'en souvient, adopté à sa session de 1923 la recommandation suivante, relative à l'inspection du travail :

Recommandation concernant les principes généraux pour l'organisation de services d'inspection destinés à assurer l'application des lois et règlements pour la protection des travailleurs.

(5^e Session, Genève 1923)

La Conférence générale recommande à chaque Membre de l'Organisation internationale du Travail de prendre en considération les principes et règles suivants :

I. — *Objet de l'Inspection*

1° Le Service d'Inspection que chaque Membre doit organiser conformément au principe énoncé au N° 9 de l'article 427 du Traité de Versailles doit avoir pour tâche essentielle d'assurer l'application des lois et règlements concernant les conditions du travail et la protection, l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans l'exercice de leur profession.

2° Des tâches accessoires peuvent être confiées aux inspecteurs à condition :

a) qu'elles ne puissent en rien porter atteinte à l'accomplissement de leur fonction essentielle ;

b) qu'elles soient, autant que possible, rattachées par leur nature même à l'effort primordial de protection de la santé et de la sécurité des travailleurs ;

c) qu'elles ne puissent en rien compromettre l'autorité et l'impartialité dont ils ont besoin auprès des employeurs et des travailleurs.

II. — *Nature des Fonctions et des Pouvoirs de l'Inspection*

A. — *Dispositions générales*

1° Les inspecteurs munis de pièces justificatives de leur qualité, doivent avoir le droit, consacré par la loi :

a) de visiter et inspecter à toute heure de jour et de nuit les endroits où ils peuvent avoir un motif raisonnable de supposer que sont occupées des personnes jouissant de la protection légale ;

b) d'interroger, sans témoins, le personnel attaché à l'établissement, de s'adresser pour obtenir des renseignements à toutes autres personnes dont le témoignage pourrait leur paraître nécessaire et de demander communication de tous registres ou documents dont la tenue est prescrite par les lois réglementant le travail.

2° Les inspecteurs doivent être tenus, de ne point révéler les secrets de fabrication, et procédés d'exploitation dont ils peuvent avoir connaissance dans l'exercice de leurs fonctions.

3° Ils doivent pouvoir saisir directement les autorités judiciaires compétentes des infractions constatées ; les procès-verbaux rédigés par eux doivent faire foi en justice jusqu'à preuve contraire.

4° Les inspecteurs doivent pouvoir formuler des injonctions comportant l'exécution, dans un délai déterminé, des modifications dans les installations des locaux ou appareils qui seraient nécessaires pour assurer l'application exacte et précise des lois et règlements concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

Les garanties données aux employeurs contre l'arbitraire ne doivent pouvoir en rien nuire à l'exécution des mesures prescrites en vue de prévenir des périls imminents dûment constatés.

III. — *Organisation de l'Inspection*

A. — *Organisation du Personnel*

1° Il est désirable que les inspecteurs aient leur résidence dans les districts industriels et qu'en vue d'assurer l'uniformité de l'application de la loi dans les divers districts et pour obtenir de l'inspection le meilleur rendement, les inspecteurs de districts soient placés sous la surveillance générale d'un inspecteur possédant de hautes qualités et une longue expérience. S'il existe plusieurs inspecteurs supérieurs, ceux-ci devraient se réunir de temps à autre pour discuter les questions soulevées dans les régions soumises à leur contrôle en ce qui concerne l'application de la loi et l'amélioration des conditions du travail.

2° L'inspection devrait être placée sous le contrôle direct et exclusif d'une autorité nationale centrale.

3° Il est essentiel que des experts possédant des connaissances et une expérience spéciale en matière médicale, mécanique, électrique ou autre, soient employés par l'Etat pour traiter des problèmes relatifs à l'emploi des matières dangereuses, à l'enlèvement des poussières, à l'emploi du courant électrique, etc...

4° Conformément au principe contenu dans l'article 427 du Traité de Paix, l'inspection devrait comprendre des femmes aussi bien que des hommes ; ces inspectrices devraient avoir les mêmes pouvoirs et fonctions et les mêmes droits d'être promues aux postes supérieurs que les inspecteurs.

B. — *Titres et Formation des Inspecteurs*

1° Il est essentiel que les inspecteurs possèdent une expérience technique, une bonne culture générale et de solides qualités morales.

2° Le personnel de l'inspection doit être doté d'un statut organique qui le rende indépendant des changements de gouvernement. Les inspecteurs doivent recevoir une rémunération con-

venable et n'avoir aucun intérêt dans les établissements qui sont placés sous leur surveillance.

3° Avant d'être nommés définitivement, ils devront subir une période de stage.

4° Lorsque les pays sont divisés en districts d'inspection et en particulier lorsque les industries du pays sont variées, il est désirable que les inspecteurs soient transférés d'un district à l'autre pour qu'ils acquièrent une expérience complète du fonctionnement de l'inspection.

C. — *Types et Méthodes d'Inspection*

1° Dans un service d'inspection nationale, les visites de chaque établissement par les inspecteurs sont nécessairement plus ou moins espacées. Il est donc essentiel :

a) Que les chefs d'entreprise ou leurs représentants soient réputés responsables de l'observation de la loi.

Ce principe ne s'applique pas dans les cas particuliers où la loi prévoit qu'un avis doit être donné d'abord par l'inspecteur pour l'exécution de certaines mesures.

b) Qu'en règle générale les visites des inspecteurs soient faites sans avertissement préalable à l'employeur.

Il est désirable que des dispositions appropriées soient prises par l'Etat pour que les employeurs ou leurs représentants et les travailleurs connaissent les dispositions de la loi et les mesures à prendre pour la protection de la santé et de la sécurité des travailleurs, par exemple par l'obligation imposée à l'employeur d'afficher dans l'établissement un extrait des dispositions de la loi.

2° Il est désirable :

1) Que chaque établissement soit visité par un inspecteur au moins une fois par an, indépendamment des visites spéciales qui peuvent être rendues nécessaires à la suite d'une plainte particulière ou pour d'autres raisons.

2) Que les établissements importants et ceux dans lesquels les aménagements ne sont pas satisfaisants au point de vue de la

dans lesquels sont effectués des travaux insalubres ou dangereux soient visités beaucoup plus fréquemment.

3) Que si des irrégularités sérieuses ont été découvertes dans un établissement, il soit visité de nouveau par l'inspecteur à une date rapprochée, en vue de constater si l'irrégularité a disparu.

D. — *Coopération des Employeurs et des Travailleurs*

1° Il est essentiel :

a) Que toutes facilités soient accordées aux travailleurs et à leurs représentants pour signaler librement aux inspecteurs tout défaut ou infraction à la loi ;

b) Qu'il soit procédé promptement par l'inspecteur à une enquête au sujet d'une plainte de ce genre ;

c) Que la plainte soit considérée par l'inspecteur comme absolument confidentielle et qu'aucune indication ne soit donnée à l'employeur ou à ses représentants qu'il est procédé à une visite d'inspection comme suite à une plainte.

2° En vue d'assurer une coopération entière des employeurs et des travailleurs et de leurs organisations respectives, et afin d'améliorer les conditions touchant la santé et la sécurité des travailleurs, il est désirable que l'inspection consulte de temps à autre les représentants des organisations d'employeurs et de travailleurs sur les meilleures dispositions à prendre à cet effet.

IV. — *Rapports des Inspecteurs*

1° Des rapports périodiques sur les résultats et l'activité du service de l'inspection devront être soumis par les inspecteurs à l'autorité centrale et ladite autorité devra présenter dans un rapport annuel publié dans un délai d'un an à partir de la fin de l'année à laquelle il se rapporte, une vue d'ensemble des renseignements fournis par les inspecteurs ; l'année adoptée pour tous ces rapports devra être uniformément l'année commençant le 1^{er} janvier.

2° Ce rapport annuel d'ensemble devra contenir une liste des lois et règlements concernant la réglementation des conditions du travail promulguées pendant l'année à laquelle ils se rapportent.

3° Devront être insérés également dans ce rapport annuel des tableaux statistiques nécessaires pour donner tous renseignements sur l'organisation et l'activité de l'inspection ainsi que sur les résultats obtenus par elle. Ces renseignements devront mentionner autant que possible :

a) l'organisation et la composition du personnel du service de l'inspection ;

b) le nombre des établissements assujettis aux lois et règlements classés par groupe d'industries avec l'indication du nombre et de la catégorie des travailleurs occupés ;

c) le nombre de visites d'inspection effectuées pour chaque catégorie d'établissement avec l'indication du nombre des travailleurs occupés dans les établissements inspectés (ce nombre étant celui qui a été constaté au cours de la première visite de l'année) et du nombre des établissements qui ont été inspectés plus d'une fois au cours de l'année ;

d) le nombre et le caractère des infractions aux lois et règlements déferées aux autorités compétentes et le nombre et la nature des condamnations prononcées par les autorités compétentes ;

e) le nombre, la nature et la cause, par catégorie d'établissements, des accidents et des maladies professionnelles qui ont fait l'objet d'une déclaration.

MESURES D'APPLICATION (1)

Dans un grand nombre de ces pays, la législation antérieure à l'adoption de la recommandation consacrait déjà, en partie du moins, les principes énoncés dans ce texte (2). Il en était ainsi en Grande-Bretagne (loi du 29 août 1833 amendant l'act. de 1802 loi de 1844, act. du 17 août 1901, etc.) en *France* (loi du 19 mai 1874 et lois subséquentes), en *Allemagne*, en *Autriche*, en *Suisse*, etc... Mais ces diverses lois étaient insuffisantes et il était nécessaire de préciser notamment dans un texte d'une portée interna-

(1) Voir Annexe XVII.

(2) Bureau International du Travail, l'inspection du Travail, le développement et le régime actuel de l'organisation dans différents pays. Genève 1923.

tionale, la nature et l'étendue des pouvoirs conférés aux inspecteurs. C'est ce que fit la Conférence de 1923.

En 1929, 20 Etats avaient déclaré avoir pris des mesures conformes aux directives de la recommandation. Dans ces Etats, sauf en Suède, l'autorité centrale avait confié l'inspection de certaines matières et travaux à des femmes, pour satisfaire aux prescriptions du texte adopté en 1923.

D'autre part, 11 Etats avaient indiqué officiellement que les recommandations avaient été soumises à l'autorité compétente.

En *Allemagne* (Etat rentrant dans cette catégorie) ladite recommandation est liée au sort du projet de loi sur la protection ouvrière, actuellement en préparation. La législation en vigueur correspond d'ailleurs aux points les plus importants de la recommandation, mais le gouvernement du Reich a informé le Secrétaire général de la Société des Nations qu'il examinerait les détails d'application de la décision de la Conférence après l'adoption définitive de la loi sur la protection ouvrière.

Indépendamment de ces communications le Secrétaire général a reçu d'autres renseignements officiels émanant de 5 Etats.

Enfin 19 Etats se sont abstenus de fournir toute information.

SECTION VI

Les Assurances Sociales

C'est un problème très important auquel la Conférence n'avait pas manqué, ainsi qu'on se le rappelle, de consacrer une attention particulière. Elle avait en effet adopté, relativement à cette question les décisions suivantes s'appliquant aux travailleurs de l'industrie et du commerce et aux gens de maison :

1^o Projet de convention concernant la réparation des accidents du travail (1925).

(1) Dans son Rapport pour 1929 (1^{re} Partie, pp. 168 et 169) le Directeur du B. I. T. signale l'étude entreprise dans plusieurs pays, notamment en *Allemagne* et en *France*, de la question de la participation des ouvriers à l'inspection du travail. Il constate en outre les efforts qui se manifestent pour étendre aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat le bénéfice de l'inspection du travail.

2° Recommandation concernant le montant minimum des indemnités en matière de réparation des accidents du travail (1925).

3° Recommandation concernant les juridictions compétentes pour la solution des conflits relatifs à la réparation des accidents du travail (1925).

4° Projet de convention concernant l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux en matière de réparation des accidents du travail (1925).

5° Recommandation concernant l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux en matière de réparation des accidents du travail (1925).

6° Projet de convention concernant l'assurance-maladie des travailleurs de l'industrie et du commerce et des gens de maison (1927).

7° Recommandation concernant les principes généraux de l'assurance-maladie.

La Conférence avait adopté, d'autre part, trois décisions sur les assurances sociales dans l'agriculture.

On n'examinera dans cette section que les mesures prises par les Etats Membres pour exécuter les décisions énumérées précédemment.

PARAGRAPHE 1

Convention concernant la Réparation des Accidents du Travail (1)

(7^e Session, Genève 1925)

1° PRINCIPE (art. 1). — Les victimes d'accidents du travail, ou leurs ayants droit, devront bénéficier des conditions de réparation au moins égales à celles de la convention.

2° CHAMP D'APPLICATION (art. 2). — Il couvre les entreprises, exploitations ou établissements, de quelque nature qu'ils soient, publics ou privés.

(1) Cette convention est entrée en vigueur le 1^{er} avril 1927.

3° TRAVAILLEURS BÉNÉFICIAIRES (même article). — Les législations et réglementations nationales devront s'appliquer aux ouvriers employés ou apprentis occupés dans lesdits entreprises ou établissements.

La convention ne s'applique pas (art. 3 et 4) :

- a) aux marins et pêcheurs pour lesquels disposera une convention ultérieure (art 3) ;
- b) aux personnes bénéficiant d'un régime spécial au moins équivalent à celui prévu dans la présente convention (art. 3) ;
- c) à l'agriculture pour laquelle reste en vigueur la convention adoptée par la Conférence à sa 3^e session (art. 4).

4° EXCEPTIONS (art. 2). — Chaque Etat Membre devra prévoir dans sa législation telles exceptions qu'il estimera nécessaires en ce qui concerne :

- a) les personnes exécutant des travaux occasionnels étrangers à l'entreprise de l'employeur ;
- b) les travailleurs à domicile ;
- c) les membres de la famille de l'employeur vivant sous son toit et travaillant exclusivement pour lui ;
- d) les travailleurs non manuels dont le gain dépasse une certaine limite.

5° PRESTATIONS (art. 5 à 7, art 9 et 10). — Le projet établit une discrimination entre les indemnités en espèces et les prestations en nature.

1) *Indemnités en espèces* (art. 5 à 7). — En cas d'accidents ayant entraîné une incapacité permanente ou suivis de décès, les indemnités dues seront payées à la victime ou à ses ayants droit sous forme de rente ou sous forme de capital lorsque la garantie d'un emploi judicieux desdites indemnités sera fournie aux autorités compétentes (art. 5).

En cas d'incapacité, l'indemnité sera allouée au plus tard à partir du cinquième jour après l'accident, qu'elle soit due par l'employeur, par une institution d'assurance contre les accidents ou par une institution d'assurance contre la maladie (art. 6).

Un supplément sera alloué aux accidentés atteints d'incapacité nécessitant l'assistance d'une autre personne (art. 7).

2) *Prestations en nature* (art. 9 et 10). — Les victimes d'accidents du travail auront droit à l'assistance médicale, chirurgicale et pharmaceutique dont la charge incombera aux personnes ou institutions ayant à pourvoir au paiement des indemnités en espèces (art. 9).

Les accidentés auront droit en outre à la fourniture et au renouvellement normal, par l'employeur ou l'assureur, des appareils de prothèse et d'orthopédie jugés nécessaires ou, à titre exceptionnel, à l'attribution d'une indemnité supplémentaire destinée à pourvoir à la fourniture ou au renouvellement de ces appareils (art. 10).

6° *CONTROLE* (art. 8 et 10). — Les législations nationales prévoient :

a) les mesures de contrôle ainsi que les méthodes pour la revision des indemnités, qui sont jugées nécessaires (art. 8) ;

b) les mêmes mesures, en ce qui concerne le renouvellement des appareils, soit pour éviter les abus, soit pour garantir l'affection des indemnités supplémentaires.

7° *Garantie des Indemnités* (art. 11). — Les législations nationales devront contenir des dispositions qui, tenant compte des conditions particulières de chaque pays, seront les mieux appropriées pour assurer en tout état de cause le paiement des indemnités aux accidentés ou à leurs ayants droit et pour les garantir contre l'insolvabilité de l'employeur ou de l'assureur.

A. — MESURES DE RATIFICATION (1)

La convention ci-dessus avait donné lieu, à la date du 1^{er} mars 1930, aux mesures de ratification ci-après :

Ratifications enregistrées	11
— recommandées	7

B. — MESURES D'APPLICATION (1)

Antérieurement à la décision de la Conférence les 4 Etats suivants, qui ont fourni des rapports annuels, avaient pris des mesures législatives ou autres concernant la réparation des

(1) Voir Annexe XVIII.

accidents du travail : *Belgique, Pays-Bas, Suède et Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.*

D'autre part 3 Etats avaient fait connaître à la date sus-indiquée qu'ils avaient voté des lois en conformité des dispositions de la convention : *Autriche, Hongrie, et Luxembourg.*

Enfin 7 Etats avaient communiqué des informations officielles concernant les mesures qu'ils comptaient prendre (lois en voie d'adoption ou en cours d'élaboration) en vue d'exécuter ladite convention : *Allemagne, Chine, Finlande, France, Grèce, Italie et Tchécoslovaquie.*

En ce qui concerne les 4 Etats dont les noms figurent en annexe, on peut résumer ainsi qu'il suit les dispositions prises par eux en matière de réparation des accidents du travail :

1° Les législations appliquées dans ces Etats respectent, au moins dans ses grandes lignes, le principe posé par la convention. La *législation néerlandaise* exclut toutefois de son bénéfice certaines entreprises (agricoles, horticoles, forestières, transport de personnes et marchandises par mer, etc...) auxquelles s'appliquent des dispositions législatives spéciales.

La *loi yougoslave* du 14 mai 1922 et la *législation suédoise* sont d'une application générale. Elles prévoient cependant, ainsi que la *législation néerlandaise* les exceptions mentionnées au deuxième paragraphe de l'article 2 de la convention.

2° Les lois *belge* et *néerlandaise* ne s'appliquent ni aux marins, ni aux pêcheurs (art. 3 de la convention). La *loi yougoslave*, si elle admet à son bénéfice la première catégorie de ces travailleurs, en exclut la seconde. Les régimes spéciaux visés par le même article n'existent pas aux *Pays-Bas*. Le rapport de la *Belgique* n'en fait pas état.

3° Les législations des pays énumérés s'appliquent à l'agriculture bien que les gouvernements de ces pays aient ratifié la convention concernant la réparation des accidents du travail dans cette branche d'activité.

4° Le paiement des indemnités sous forme de rente ou de capital suivant les cas (art. 5 de la convention) est consacré par les législations *belge, suédoise et yougoslave.*

5° Les lois des Etats envisagés prévoient le paiement de l'in-

demnité due en cas d'incapacité, à partir du jour qui suit l'accident (*Belgique, Suède*) ou du 3^e jour après l'accident (*Pays-Bas, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes*).

6° L'augmentation de l'indemnité prévue par l'article 7 de la convention est accordée aux *Pays-Bas*, en *Yougoslavie* et en *Suède*, dans les limites suivantes : *Pays-Bas* : 100 % en plus du salaire journalier ; *Royaume des Serbes, Croates et Slovènes* : 1/3 en plus du gain annuel de base ; *Suède* : 2/3 de ce gain.

7° Les législations *belge, néerlandaise* et *yougoslave* envisagent les mesures de contrôle et méthodes de revision prévues par l'article 8 de la convention.

En *Suède*, étant donné le système de l'assurance commune et obligatoire (même automatique) ces mesures ne sont pas nécessaires. Appel des décisions prises par les institutions d'assurance peut être cependant interjeté au Conseil d'assurance.

8° En *Belgique*, les prestations en nature (art. 9 de la convention) sont dues pendant les 6 premiers mois par le chef d'entreprise. Dans les autres pays ces indemnités sont payées, soit par la Banque nationale d'assurance (*Pays-Bas*), soit par l'Institution centrale d'assurances ouvrières (*Royaume des Serbes, Croates et Slovènes*), soit enfin par l'Institution d'assurance compétente (*Suède*).

9° La fourniture et le remplacement des appareils de prothèse et d'orthopédie (art. 10 de la convention) est assurée dans les Etats considérés, sauf en *Belgique* ; mais dans ce pays un projet de revision de la loi de 1928 a été déposé en vue d'apporter des modifications conformes aux stipulations de la convention.

10° Les dispositions législatives prises en matière de réparation des accidents du travail par la *Belgique* et les *Pays-Bas* ne s'appliquent pas, présentement, aux colonies de ces Etats.

11° Le contrôle des lois et règlements en ladite matière incombe à l'autorité judiciaire (*Belgique*) ; à la Banque nationale d'assurance et aux Conseils du Travail (*Pays-Bas*) ; à l'Institution centrale des assurances ouvrières, aux tribunaux d'assurances ouvrières et en dernier ressort au Ministre de la Politique

sociale (*Yougoslavie*) ; enfin à l'Office d'assurance de l'Etat et au Conseil d'assurance, en instance supérieure (*Suède*).

PARAGRAPHE 2

Recommandation concernant le montant minimum des indemnités en matière de réparation des accidents du travail

(7^e Session, Genève 1925)

La Conférence recommande la prise en considération des principes et règles suivants :

I. En cas d'accidents suivi d'incapacité de gain, les indemnités allouées correspondront, suivant les cas, aux taux ci-après :

1^o *Incapacité permanente totale* : rente correspondant aux deux tiers du salaire annuel de la victime.

2^o *Incapacité permanente partielle* : fraction de la rente ci-dessus, correspondant à la réduction de la capacité de gain causé par l'accident.

3^o *Incapacité temporaire totale* : allocation journalière ou hebdomadaire égale aux deux tiers du salaire de base de la victime.

4^o *Incapacité temporaire partielle* : fraction de l'allocation précitée, correspondant à la réduction de la capacité du gain causé par l'accident.

Lorsque l'indemnisation aura lieu sous forme de somme globale, cette somme ne devra pas être inférieure à la valeur capitalisée de la rente correspondante.

II. L'indemnité supplémentaire à accorder aux victimes dont les infirmités nécessitent l'assistance d'une autre personne ne pourra être inférieure à la moitié de l'indemnité allouée en cas d'incapacité permanente totale.

III. En cas d'accident suivi de décès, le droit à indemnité devra être reconnu au moins aux catégories d'*ayants droit* ci-après du décédé :

1) conjoint ;

2) enfants, âgés de moins de 18 ans, ou sans limite d'âge

s'ils sont atteints d'infirmités physiques ou mentales les rendant inaptes au gain ;

3) ascendants (parents ou grands-parents), à la condition qu'ils soient sans ressources ou aient été à la charge du défunt, ou que ce dernier aient eu à leur égard une obligation d'assistance ;

4) petits-enfants et frères et sœurs, se trouvant dans les mêmes conditions que les enfants et au surplus s'ils sont orphelins ou si leurs parents vivants sont incapables de pourvoir à leur subsistance.

Lorsque l'indemnisation a lieu sous forme de rente, la limite maxima du total des sommes allouées annuellement à l'ensemble des ayants droit ne pourra être inférieure aux deux tiers du salaire annuel de la victime.

Lorsque l'indemnisation a lieu sous forme de capital, ladite limite ne pourra être inférieure à la valeur capitalisée d'une rente correspondante aux deux tiers du même salaire.

IV. Les législations nationales devront, par des moyens appropriés, assurer la rééducation professionnelle des accidentés et les gouvernements devront encourager les institutions poursuivant cette rééducation.

MESURES D'APPLICATION (1)

La situation des divers Etats Membres à l'égard de cette recommandation s'établissait de la manière suivante à la fin de 1929 :

12 Etats avaient informé le Secrétaire Général de la Société des Nations que leur législation était conforme aux prescriptions édictées par la recommandation ou qu'ils avaient pris des mesures appropriées pour exécuter cette dernière.

10 Etats avaient indiqué officiellement que le texte adopté en 1925 à la 7 session de la Conférence avait été soumis à l'approbation de l'autorité compétente.

8 Etats avaient communiqué d'autres renseignements.

Enfin 20 Etats n'avaient donné aucune information officielle.

(1) Voir Annexe XIX.

PARAGRAPHE 3

Recommandation concernant les juridictions compétentes pour la solution des conflits relatifs à la réparation des accidents du travail.

(7^e Session, Genève 1925)

La Conférence générale recommande aux Membres de l'O. I. T. l'adoption des directives suivantes :

1^o Les conflits relatifs à la réparation des accidents du travail devront être portés de préférence devant des tribunaux ou des commissions arbitrales comprenant, avec ou sans magistrat de carrière, un nombre égal de juges, ouvriers et patrons, nommés par les associations professionnelles respectives ou désignés sur leur proposition, ou par les représentants patronaux et ouvriers auprès d'autres institutions sociales ou élus par des collègues distincts de patrons et d'ouvriers.

2^o Lorsque ces conflits seront évoqués devant les juridictions ordinaires, celles-ci, devront, à la demande de l'un ou l'autre des intéressés, entendre, en qualité d'experts, des ouvriers et des patrons, toutes les fois que le différend agitera une question professionnelle et notamment l'appréciation du degré d'incapacité de gain.

MESURES D'APPLICATION (1)

A la fin de 1929 cette recommandation avait donné lieu à des mesures dans 12 Etats. D'autre part 13 Etats avaient fait connaître au Secrétaire Général de la S. des N. que la recommandation avait été soumise à l'autorité compétente et 8 Etats avaient communiqué d'autres renseignements officiels. Enfin 20 Etats s'étaient abstenus de fournir toute réponse en ce qui concerne l'attitude qu'ils comptaient prendre vis-à-vis de la recommandation.

PARAGRAPHE 4

1^o *Convention concernant l'égalité de traitement des travailleurs*

(1) Voir Annexe XX.

étrangers et nationaux en matière de réparation des accidents du travail (1).

(7^e Session, Genève, 1925)

1^o PRINCIPE (art. 1). — Tout Etat Membre ratifiant la convention s'engage à accorder aux ressortissants des autres Etats (ayant également ratifié), victimes d'accidents du travail survenus sur son territoire, ou à leurs ayants droit, le même traitement qu'il assure à ses nationaux.

Cette égalité de traitement sera assurée aux travailleurs et à leurs ayants droit sans aucune condition de résidence.

2^o ACCORDS DIPLOMATIQUES (art. 1 et 2). — Des arrangements particuliers ou des accords spéciaux viseront les dispositions à prendre dans les deux cas suivants :

a) En ce qui concerne les paiements qu'un Membre ou ses ressortissants auraient à faire en dehors du territoire dudit Membre en vertu du principe énoncé plus haut (art. 1).

b) Pour les accidents survenus à des travailleurs occupés d'une manière temporaire ou intermittente sur le territoire d'un Membre, pour le compte d'une entreprise située sur le territoire d'un autre Etat.

Les accords conclus dans cette hypothèse pourront prévoir qu'il sera fait application de la législation de ce dernier Etat (art. 2).

3^o OBLIGATION POUR LES ETATS NE POSSÉDANT PAS UN SYSTÈME D'ASSURANCES, D'ÉTABLIR UNE LÉGISLATION Y RELATIVE (art. 3). — Aux fins d'application du principe établi par la convention, les Membres qui ratifient celle-ci et chez lesquels n'existe pas un régime d'indemnisation ou d'assurances forfaitaires des accidents du travail conviennent d'instituer une législation sur cette matière, dans un délai de trois ans à dater de la ratification.

4^o DEVOIRS D'ASSISTANCE MUTUELLE INCOMBANT AUX ÉTATS (art. 4).

Les Membres qui ratifient s'engagent à se prêter mutuellement assistance en vue de faciliter l'application de la con-

(1) Cette convention est entrée en vigueur le 8 septembre 1926.

vention ainsi que l'exécution de leurs lois et règlements respectifs en matière de réparation des accidents du travail.

5° COMMUNICATION AU B. I. T. (art. 4). — Elle vise les modifications apportées dans les lois et règlements en vigueur dans chaque Etat en matière de réparation des accidents du travail.

De son côté le B. I. T. aura la charge de porter ces modifications à la connaissance des autres Membres intéressés.

A. — MESURES DE RATIFICATION (1)

Cette convention est celle qui a obtenu, jusqu'à maintenant, le plus grand nombre de ratifications. En effet à la date du 1^{er} mars 1930 le tableau de ces ratifications se présentait ainsi qu'il suit :

Ratifications enregistrées	25
— recommandées	4

B. — MESURES D'APPLICATION (1)

Dans les 9 pays suivants des mesures législatives ou autres avaient été adoptées, antérieurement à 1925 :

Belgique, Finlande, Grande-Bretagne, Inde, Pays-Bas, Suède, Tchécoslovaquie, Union Sud-Africain et Royaume des Serbes, Croates et Slovènes (Yougoslavie).

En outre les 9 Etats énumérés ci-après, avaient communiqué, à la date du 1^{er} mars 1930, des informations officielles concernant les mesures prises par eux en vue d'exécuter la convention : *Autriche, Danemark, France, Grèce, Hongrie, Italie, Luxembourg, Pologne et Suisse.*

De ce qui précède il résulte donc que les dispositions de la convention sont appliquées dans 18 pays.

Pour les 9 Etats ayant fourni les rapports annuels de l'article 408, la situation est la suivante :

1° L'égalité de traitement prévue par l'article 1^{er} de la convention est garantie par les législations de ces Etats.

Des accords particuliers ont été pris par la *Grande-Bretagne* avec la *France* en 1909 et récemment avec le *Danemark*.

(1) Voir Annexe XXI.

Le *Royaume des Serbes, Croates et Slovènes* a de son côté pris des arrangements spéciaux dans les conventions conclues avec l'*Italie* (convention de *Nettuno* signée le 20 juillet 1925).

La *Suède* a conclu des conventions autorisant les travailleurs étrangers à bénéficier du traitement accordé aux nationaux en matière de réparation des accidents du travail avec 20 Etats.

L'égalité de traitement a été constatée également par échanges de notes diplomatiques entre la *Tchécoslovaquie* d'une part et la *Suède* et la *Finlande* de l'autre.

Des arrangements de ce genre sont en cours entre la *Tchécoslovaquie* d'une part et la *Belgique*, le *Canada*, les *Pays-Bas* le *Japon* et la *Hongrie* d'autre part.

En dehors du cadre de la convention de 1925 le paiement des rentes-accidents, y compris des allocations de vie chère, est réglé par voie administrative avec l'*Allemagne*, l'*Autriche* et la *Pologne*.

2° En ce qui concerne l'article 2 de la convention des accords spéciaux ont été conclus par les *Pays-Bas* avec la *Norvège* (22 mai 1926) et le *Danemark* (16 avril 1928).

Antérieurement à la ratification de la convention le gouvernement *néerlandais* avait signé des accords avec l'*Allemagne* (27 août 1907 et 30 mai 1914) et la *Belgique* (4 juillet 1922) visant spécialement la prévention d'une double assurance.

Les autres Etats ayant fourni des rapports déclarent qu'aucun accord spécial n'a été conclu par eux en vertu de l'article 2 de la convention. Il convient toutefois de signaler que la *convention anglo-française* de 1909 et l'ordre en conseil y relatif contenaient certaines dispositions en ce qui concerne l'emploi temporaire ou intermittent à l'étranger.

3° Le régime d'indemnisation ou d'assurance forfaitaire des accidents du travail était prévu, antérieurement à l'adoption de la convention de 1925, dans les législations des Etats considérés.

4° L'assistance mutuelle entre Etats et la communication au B. I. T. des modifications introduites dans les législations et règlements en vigueur en matière de réparation des accidents

du travail prévues par l'article 4 de la convention sont assurées, d'une manière effective, par les 9 Etats en question.

5° L'application des dispositions de la convention aux colonies, possessions et pays de protectorat n'est assurée que par la Grande-Bretagne à certaines de ses possessions d'outre-mer (*Gibraltar, Trinité*) ou au territoire placé sous mandat britannique (*Palestine*).

6° Le contrôle de l'application des lois et règlements énumérés à l'annexe est, d'une manière générale, exercé par les mêmes autorités que celles qui ont qualité pour constater les infractions aux lois et règlements concernant les accidents du travail survenus aux ressortissants des Etats considérés (autorité judiciaire, Offices d'assurance, etc...).

Dans l'*Union Sud-Africaine* ce contrôle est du ressort du Ministère du Travail ; en *Filande* il s'effectue par le Conseil des assurances ; en *Grande-Bretagne* il est exercé par le Ministère de l'Intérieur ; dans l'*Inde*, par les Gouvernements locaux et en *Tchécoslovaquie* par le Ministère de la Prévoyance Sociale.

2° *Recommandation concernant l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux en matière de réparation des accidents du travail.*

(7^e Session, Genève 1925)

En vue de l'application de la convention concernant l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux en matière de réparation des accidents du travail,

La Conférence recommande :

1° Que chaque Membre de l'O. I. T. prenne les mesures nécessaires :

a) Pour faciliter aux bénéficiaires d'une indemnité qui ne résident pas au lieu du paiement, le versement des sommes par eux exigibles, et pour assurer l'observation des conditions légales et réglementaires concernant le paiement de ces sommes ;

b) Pour que, dans le cas de litige portant sur l'indemnité (non paiement, suspension, réduction) due à l'accidenté ne résidant pas dans le pays générateur du droit à indemnité, une

instance puisse être introduite devant les tribunaux de ce pays, nonobstant l'absence de cet accidenté ;

c) Pour que l'exemption des droits fiscaux, la délivrance gratuite de pièces officielles et des autres avantages accordés par la législation d'un Membre en matière de réparation des accidents du travail soient étendus, dans les mêmes conditions, aux ressortissants des autres Membres ayant ratifié la convention précitée.

2° Que les Gouvernements des pays où n'existe pas encore un régime d'indemnisation ou d'assurances forfaitaires étendent aux travailleurs étrangers, le bénéfice de la législation nationale jusqu'à l'introduction dudit régime dans ces pays.

MESURES D'APPLICATION (1)

Les prescriptions de la recommandation ont fait l'objet de mesures appropriées dans 15 Etats. En particulier l'*Allemagne* a fait connaître que sa législation actuelle correspondait auxdites prescriptions.

D'autre part 13 Etats ont indiqué officiellement que celle-ci avait été soumise à l'autorité compétente et 7 Etats ont communiqué d'autres renseignements au Secrétariat général de la Société des Nations. Enfin 19 Etats n'ont adressé aucune information officielle.

PARAGRAPHE 5

Convention concernant l'assurance-maladie des travailleurs de l'industrie et du commerce et des gens de maison (2)

(10^e Session, Genève 1927)

1° PRINCIPE (art. 1). — Tout membre qui ratifie la convention s'engage à instituer l'assurance-maladie obligatoire, dans des conditions au moins équivalentes à celles prévues par ladite convention.

2° TRAVAILLEURS BÉNÉFICIAIRES (art. 2). — La convention s'applique aux ouvriers, employés et apprentis des entreprises

(1) Voir Annexe XXII.

(2) Cette convention est entrée en vigueur le 13 juillet 1928.

industrielles et commerciales, aux travailleurs à domicile et aux gens de maison.

3° EXCEPTION (art. 2). — Le soin est laissé aux législations nationales de prévoir les exceptions jugées nécessaires qui visent :

- a) les emplois temporaires, d'une durée limitée par la législation de chaque pays, les emplois irréguliers étrangers à la profession ou à l'entreprise, les emplois occasionnels et les emplois accessoires ;
- b) les travailleurs dont le salaire ou revenu excède une limite fixée par la loi nationale ;
- c) les travailleurs rémunérés autrement qu'en espèces ;
- d) les travailleurs à domicile ;
- e) les travailleurs qui n'ont pas atteint ou qui n'ont pas dépassé des limites d'âge fixées par la loi nationale ;
- f) les membres de la famille de l'employeur ;
- g) les personnes soumises à des lois, règlements ou à un statut spécial leur conférant des avantages au moins équivalents à ceux de la convention.

Celle-ci ne s'applique pas aux marins et aux marins pêcheurs dont l'assurance contre la maladie pourra faire l'objet d'une décision ultérieure de la Conférence.

4° PRESTATIONS (art. 3 et 5). — La convention distingue les indemnités en espèces et les prestations en nature :

1) *Indemnités en espèces* : à l'expiration d'un délai d'attente ne pouvant dépasser trois jours, l'assuré malade a droit à une indemnité en espèces au moins pendant les 26 premières semaines d'incapacité à compter du premier jour indemnisé (art. 3).

2) *Prestations en nature* : à partir du début de la maladie et au moins jusqu'à l'expiration de la période de 26 semaines prévue ci-dessus l'assuré a droit gratuitement aux soins médicaux, ainsi qu'à la fourniture de médicaments et de moyens thérapeutiques de qualité et quantité suffisantes (art. 4).

Dans les conditions fixées par la législation nationale une participation aux frais de l'assistance peut être demandée à l'assuré (même article).

L'attribution de l'assistance médicale aux membres de la famille de l'assuré vivant dans son ménage et à sa charge peut être autorisée et prescrite dans des conditions déterminées par la législation nationale (art. 5).

5° CAS DE SUSPENSION, DE RÉDUCTION OU DE SUPPRESSION DES INDEMNITÉS ET PRESTATIONS (art. 3 et 4). — L'indemnité peut être suspendue dans les cas suivants (art. 3) :

a) lorsque l'assuré reçoit déjà, par ailleurs en vertu de la loi, et pour la même maladie, une autre allocation ; dans ce cas la suspension sera *totale* ou *partielle* selon que cette allocation sera égale ou inférieure à l'indemnité prévue par la convention ;

b) aussi longtemps que l'assuré ne subit pas du fait de son incapacité, de perte de revenu normal de travail ou qu'il est entreteⁿu aux frais de l'assurance ou de fonds publics ; la suspension ne sera que partielle lorsque l'assuré ainsi entretenu personnellement a des charges de famille ;

c) aussi longtemps que l'assuré refuse d'observer, sans motifs plausibles, les prescriptions médicales ou se soustrait sans autorisation et volontairement au contrôle de l'institution d'assurance.

L'indemnité peut être réduite ou supprimée en cas de maladie résultant d'une faute intentionnelle de l'assuré (art. 3).

L'assistance médicale peut être suspendue aussi longtemps que l'assuré refuse, sans motif valable, de se conformer aux prescriptions médicales ou néglige d'utiliser l'assistance mise à sa disposition par l'institution d'assurance (art. 4).

6° ORGANISATION DE L'ASSURANCE (art 6). — L'assurance-maladie doit être gérée par des *institutions autonomes* placées sous le contrôle administratif et financier des pouvoirs publics et ne poursuivant aucun but lucratif.

Les institutions issues de l'initiative privée doivent faire l'objet d'une reconnaissance spéciale des pouvoirs publics.

A la gestion des institutions autonomes doivent participer les assurés, dans des conditions législativement déterminées.

Lorsque la gestion par des institutions est rendue difficile, ou impossible, ou inappropriée en raison notamment de l'in-

suffisance de développement des organisations professionnelles. l'administration de l'assurance-maladie peut être assurée directement par l'Etat.

7° CONSTITUTION DES RESSOURCES (art. 7. — Les assurés et leurs employeurs doivent participer à cette constitution.

Il incombe à la législation nationale de statuer sur la contribution financière de l'Etat.

8° DROITS DES FEMMES EN COUCHES (art. 8). — Il n'est en rien dérogé aux obligations qui résultent de la convention concernant l'emploi des femmes avant et après l'accouchement adoptée à Washington (1919).

9° DROIT DE RECOURS DE L'ASSURÉ (art. 9). — Il doit être reconnu, en cas de contestation au sujet du droit aux prestations.

10° DÉROGATION APPLICABLE AUX VASTES TERRITOIRES PEU PEUPLÉS (art. 10). — L'application de la convention est facultative lorsque l'organisation de l'assurance-maladie, conformément aux dispositions précédentes, est impossible, dans certaines parties des territoires des Etats, par suite de la faible densité et de la dispersion de la population et de l'insuffisance des moyens de communication.

L'intention de se prévaloir de la dérogation ainsi autorisée devra être notifiée par les Etats intéressés, en communiquant leur ratification formelle au Secrétaire Général de la Société des Nations. Dans ce cas ils seront tenus d'indiquer au B. I. T. les parties de leur territoire pour lesquelles ils appliquent la dérogation, en indiquant les motifs de leur décision.

En Europe, cette dérogation ne pourra être invoquée que par la Finlande.

11° DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA CONVENTION (art. 12). — Cette entrée en vigueur aura lieu 90 jours après l'enregistrement des deux premières ratifications et, par la suite, pour chaque Membre, 90 jours après la date d'enregistrement de sa ratification au Secrétariat de la S. des N.

A. — MESURES DE RATIFICATION (1)

Si l'on tient compte de la lenteur des travaux législatifs dans les différents pays, la situation apparaît assez satisfaisante en ce qui concerne le projet de convention adopté en 1927 par la Conférence.

En effet le nombre de ratifications enregistrées ou recommandées est supérieur à celui qui a été obtenu, jusqu'à maintenant, par le projet de convention concernant l'assurance-maladie des travailleurs agricoles adopté également en 1927.

Au 1^{er} mars 1930, la situation signalée se présentait de la façon suivante :

Ratifications enregistrées	8
— recommandées	2

Il convient d'ajouter que les Etats ci-après désignés avaient soumis la convention aux autorités compétentes en vue d'une décision à prendre quant à la ratification ou dans le but d'adapter la législation nationale aux dispositions de cette convention : *Australie, Colombie, Etat libre d'Irlande et Lithuanie.*

D'autres Etats attendent que leur Parlement respectif ait voté les projets de loi ou les rectificatifs actuellement soumis à ces Assemblées avant d'envisager l'opportunité d'une ratification. Tels sont : La *Finlande*, la *France* (1), la *Norvège*, les *Pays-Bas* et la *Suisse*.

Enfin quelques Etats ne paraissent pas disposés, pour le moment du moins, à ratifier la convention : *Inde, Siam* et *Suède* (ajournement voté le 4 mai 1928).

B. — MESURES D'APPLICATION (1)

Jusqu'au 1^{er} mars 1930, les 7 Etats suivants avaient pris des mesures tendant à appliquer les dispositions de la convention : *Allemagne, Autriche, France* (loi de 1928 soumise à re-

(1) Voir Annexe XXIII.

vision) (1), *Hongrie, Roumanie, Tchécoslovaquie et Yougoslavie* (2).

Enfin les 4 Etats ci-après désignés avaient élaboré des projets de loi dont les dispositions sont conformes à celles de la convention : *Belgique, Esthonie, Finlande et Lithuanie*.

PARAGRAPHE 6

Recommandation concernant les principes généraux de l'assurance-maladie

(10^e Session, Genève 1927)

La Conférence générale de l'O.I.T.,

Recommande à chaque Membre la prise en considération des principes et règles suivants concernant l'assurance-maladie :

I. — CHAMP D'APPLICATION

1^o L'assurance-maladie devrait comprendre, sans distinction d'âge et de sexe, toute personne qui exécute des travaux à titre professionnel et en vertu d'un contrat de travail et d'apprentissage.

2^o Si, cependant, il est jugé opportun de fixer des limites d'âge, en raison de la protection légale ou de fait déjà accordée aux travailleurs qui se trouvent en deça ou au delà de ces limites, ces limitations ne doivent exclure ni les jeunes gens qui ne peuvent normalement être considérés comme à la charge de leur famille; ni les travailleurs qui n'ont pas encore atteint l'âge de la pension de vieillesse.

Si, d'autre part, des exceptions sont prévues, elles ne devront viser que les travailleurs dont la rémunération ou le revenu atteint une limite au delà de laquelle les travailleurs peuvent raisonnablement être considérés comme capables de faire face par eux-mêmes au risque de maladie.

(1) Le rectificatif à la loi du 5 avril 1923 a été voté par le Parlement français à la fin du mois d'avril 1930. La loi sur les Assurances sociales modifiée et complétée a été promulguée le 30 avril 1930 (*Journal Officiel* du 1^{er} mai 1930, pp. 4819 à 4833).

(2) Le 12 décembre 1929, le Gouvernement danois a déposé un projet de loi amendant la législation actuelle sur les Assurances sociales.

II. — PRESTATIONS

A. — *Prestations en espèces.*

1° En vue de hâter le rétablissement de la santé de l'assuré devenu incapable de gain, l'indemnité en espèces, destinée à compenser le salaire perdu doit être suffisante, c'est-à-dire être fixée en fonction du salaire habituel dont l'assurance tient compte et comporter une fraction substantielle de ce salaire, eu égard aux charges de famille. Cependant, dans les pays où les travailleurs ont la faculté et l'habitude de se procurer par ailleurs un complément d'indemnité, il peut être opportun de fixer l'indemnité légale indépendamment du salaire.

2° L'indemnité légale devrait être accordée au moins pendant les 26 premières semaines d'incapacité, à compter du premier jour indemnisé ; toutefois, la durée de l'indemnité devrait être portée jusqu'à une année en cas de maladies graves et persistantes, ainsi que dans le cas où les assurés ne bénéficient pas de prestations de l'assurance-invalidité à l'expiration du droit à l'indemnité de maladie.

3° L'institution d'assurance qui justifie d'une bonne gestion financière devrait être autorisée :

a) à majorer, dans des limites déterminées, l'indemnité légale, soit pour tous les assurés, soit pour certains groupes d'entre eux, notamment pour les assurés ayant charge de famille ;

b) à prolonger la période légale pendant laquelle l'indemnité est due.

4° Dans les pays où les frais de funérailles ne sont pas couverts, habituellement ou en vertu de la loi, par une autre assurance, l'institution d'assurance-maladie devrait allouer, en cas de décès de l'assuré, une indemnité pour frais de funérailles convenables ; elle devrait d'ailleurs pouvoir allouer une telle indemnité pour frais de funérailles des membres de la famille de l'assuré.

B. — *Prestations en nature.*

1° Le traitement par un médecin dûment qualifié, ainsi que la fourniture de médicaments et de moyens thérapeutiques de qualité et quantités suffisantes devraient être accordées gratuitement depuis le début de la maladie et aussi longtemps que

l'exige l'état du malade et jusqu'à l'expiration de la période prévue pour l'attribution de l'indemnité de la maladie.

2° En plus du traitement par un médecin dûment qualifié et de médicaments et moyens thérapeutiques de qualité et quantité suffisantes, l'assuré devrait pouvoir disposer de services de spécialiste, ainsi que du traitement dentaire, et avoir droit éventuellement à l'hospitalisation.

3° Lorsque l'assuré est hospitalisé, l'institution d'assurance devrait verser aux personnes à sa charge tout ou partie de l'indemnité de maladie qui serait payable à l'intéressé s'il n'était pas hospitalisé.

4° En vue de maintenir l'assuré et sa famille dans de bonnes conditions d'hygiène, les membres de la famille de l'assuré vivant dans son ménage et à sa charge, devraient bénéficier de l'assistance médicale chaque fois que cela est pratiquement possible.

5° L'institution d'assurance devrait pouvoir disposer, dans des conditions équitables, des services des médecins, dont elle a besoin.

Dans les agglomérations urbaines et dans les limites territoriales déterminées, l'assuré devrait pouvoir choisir entre les médecins qui sont à la disposition de l'institution d'assurance, à moins qu'une charge supplémentaire notable n'en résulte pour elle.

C. — *La prévention des maladies.*

La plupart des maladies peuvent être prévenues. Une prévention vigilante permettrait d'éviter une diminution des capacités productrices, de rendre disponibles les ressources qu'absorbent les maladies évitables et d'accroître le bien-être matériel, intellectuel et moral des collectivités.

L'assurance-maladie devrait :

1° Contribuer à faire pénétrer les pratiques d'hygiène parmi les travailleurs ;

2° Comporter des soins préventifs et en faire bénéficier le plus grand nombre d'individus dès l'apparition des signes précurseurs des maladies ;

3° Pouvoir — d'après un plan d'ensemble coordonnant toutes les activités tendant à ce but — intervenir dans la lutte contre les maladies sociales et pour le relèvement de la santé populaire.

III. — ORGANISATION DE L'ASSURANCE

Elle pourrait se faire par les moyens suivants :

1° Administration des institutions d'assurance, sous le contrôle des pouvoirs publics, d'après les principes de la gestion autonome et dans l'intérêt exclusif de la collectivité assureur. Participation des assurés à la gestion de l'assurance par l'entremise de représentants élus.

2° Concentration des efforts sur la base nationale permettant d'obtenir plus aisément une bonne organisation de l'assistance médicale et notamment la constitution et l'utilisation rationnelles d'un outillage sanitaire correspondant au développement de la science et de la technique médicale.

IV. — RESSOURCES

Elles devraient être demandées aux cotisations des assurés et des employeurs. A cet effort commun de prévoyance, des contributions provenant de fonds publics pourraient s'ajouter utilement, en vue notamment de l'amélioration de la santé populaire.

Afin d'assurer la stabilité de l'assurance, des réserves de prévoyance appropriées aux conditions particulières de chaque système d'assurance devraient être constituées.

V. — LA SOLUTION DES CONFLITS

En vue d'une solution rapide et peu coûteuse, les conflits entre assurés et institutions d'assurance devraient être portés devant des juridictions spéciales, comprenant des juges ou assessseurs particulièrement au courant du but de l'assurance et des besoins de l'assuré.

VI. — DÉROGATIONS POUR LES TERRITOIRES PEU PEUPLÉS

Les Etats à population de faible densité ou ne disposant pas de moyens de communication suffisants ne peuvent organiser

l'assurance-maladie dans certaines parties de leur territoire. Ils devraient en conséquence :

a) Etablir dans ces parties de territoire un service sanitaire approprié aux conditions locales ;

b) Examiner périodiquement si les conditions requises par l'introduction de l'assurance-maladie obligatoire dans ces parties de territoire sont réalisées.

VII. — MARINS ET PÊCHEURS

La présente recommandation ne vise pas les marins et pêcheurs.

MESURES D'APPLICATION (1)

Etant donné la date récente de son adoption, cette recommandation n'a pu faire l'objet que d'un nombre restreint de mesures.

A la fin de 1929, on ne comptait en effet que 5 Etats qui avaient adressé communication au Secrétaire Général de la Société des Nations des mesures prises par eux pour donner suite à la recommandation (2).

Par contre, 15 Etats avaient indiqué officiellement que celle-ci avait été soumise à l'autorité compétente et 6 autres Etats avaient communiqué d'autres renseignements.

Enfin 28 Etats n'avaient donné aucune information.

SECTION VII

Le Salaire

La Conférence avait adopté, à sa 11^e Session (Genève 1928) un projet de convention et une recommandation concernant, le premier l'institution de méthodes de fixation des salaires minima, le deuxième l'application de ces méthodes.

(1) Voir Annexe XXIV.

(2) Au tableau figurant en annexe, il convient d'ajouter, parmi les Etats ayant donné communication des mesures prises par eux, la Roumanie qui, par lettre du 29 mai 1929 a informé le Secrétaire Général que la recommandation avait été adoptée par décision du Conseil des Ministres (Bulletin Officiel du B. I. T. 15 septembre 1929, vol. XIV, n° 2, p. 88).

PARAGRAPHE 1

Institution de méthodes de fixation de salaires minima
Convention concernant l'institution de méthodes de fixation
des Salaires minima (1)

(11^e Session, Genève 1921)

1^o CHAMP D'APPLICATION (art. 1). — La convention s'applique aux industries de transformation et au commerce.

2^o PRINCIPE (art. 1). — Tout Membre de l'O. I. T. qui ratifie la présente convention s'engage à instituer ou à conserver des méthodes permettant de fixer des taux minima de salaires pour les travailleurs employés dans les industries ou parties d'industries (et en particulier dans les industries à domicile) où il n'existe pas de régime efficace pour la fixation des salaires par voie de contrat collectif ou autrement et où les salaires sont exceptionnellement bas.

Chaque Membre qui ratifie la présente convention a la liberté de décider, après consultation des organisations patronales et ouvrières, s'il en existe pour l'industrie ou partie d'industrie en question, à quelles industries ou parties d'industries, et en particulier à quelles industries à domicile ou parties de ces industries, seront appliquées les méthodes de fixation des salaires minima prévues à l'article 1.

3^o MÉTHODES DE FIXATION DES SALAIRES MINIMA ET MODALITÉS D'APPLICATION (art. 3).

Sous réserve de la liberté laissée à chaque Membre de déterminer les méthodes de fixation des salaires minima ainsi que les modalités de leur application, les règles suivantes devront être observées :

a) Avant d'appliquer les méthodes à une industrie ou partie d'industrie déterminée, les représentants des employeurs et travailleurs intéressés, y compris les représentants de leurs organisations respectives si de telles organisations existent, devront être consultés, ainsi que toutes autres personnes, spéciale-

(1) Cette convention est entrée en vigueur le 14 juin 1929 par suite des ratifications enregistrées de l'Allemagne (30 mai 1929) et de la Grande-Bretagne (14 juin 1929).

ment qualifiées à cet égard par leur profession ou leurs fonctions, auxquels l'autorité compétente jugerait opportun de s'adresser ;

b) Les employeurs et travailleurs intéressés devront participer à l'application des méthodes, sous la forme et dans la mesure qui pourront être déterminées par la législation nationale, mais dans tous les cas, en nombre égal et sur un pied d'égalité ;

c) Les taux minima de salaires qui auront été fixés seront obligatoires pour les employeurs et travailleurs intéressés ; ils ne pourront être abaissés par eux ni par accord individuel, ni, sauf autorisation générale ou particulière de l'autorité compétente, par contrat collectif.

OBLIGATIONS INCOMBANT AUX ÉTATS MEMBRES (art. 4 et 5). —
Les Etats Membres qui ratifient la convention doivent :

1° Prendre les mesures nécessaires, au moyen d'un système de contrôle et de sanctions, pour que, d'une part, les employeurs et travailleurs intéressés aient connaissance des taux minima des salaires en vigueur et que, d'autre part, les salaires effectivement versés ne soient pas inférieurs aux taux minima applicables.

Tout travailleur auquel les taux minima sont applicables et qui a reçu des salaires inférieurs à ces taux doit avoir le droit, par voie judiciaire ou autre voie légale, de recouvrer le montant de la somme qui lui reste due, dans le délai qui pourra être fixé par la législation nationale (art. 4).

2° Communiquer chaque année au B. I. T. un exposé général donnant la liste des industries ou parties d'industries dans lesquelles ont été appliquées des méthodes de fixation des salaires minima et faisant connaître les modalités d'application de ces méthodes ainsi que leurs résultats. Cet exposé comprendra des indications sommaires sur le nombre approximatif de travailleurs soumis à cette réglementation, les taux de salaires minima fixés et, le cas échéant, les autres mesures les plus importantes relatives aux salaires minima.

A. — MESURES DE RATIFICATION (1)

A la date du 1^{er} mars 1930, l'état des ratifications était le suivant :

Ratifications enregistrées.....	2
— recommandées.....	5

Indépendamment des Etats (mentionnés à l'annexe) qui ont pris les mesures envisagées ci-dessus, il convient de signaler les renseignements ci-après fournis par certains Etats en ce qui concerne la ratification de la convention.

Afrique du Sud : Le projet de convention a été soumis au Parlement le 28 janvier 1929.

Colombie : Transmis pour avis aux organismes Gouvernementaux compétents.

Lithuanie : Le projet de convention a été transmis aux autorités compétentes en vue de sa transformation en loi ou pour prendre des mesures d'un autre ordre.

Luxembourg : soumis à l'avis des autorités et des Chambres professionnelles.

Norvège : Le 1^{er} mars 1929 le Gouvernement a soumis au STORTING un rapport proposant d'ajourner jusqu'en 1933 la question de la ratification, la législation en vigueur dans ce domaine étant provisoire et devant expirer à cette date.

Roumanie : Soumis au Parlement en février 1929 le projet pourra être ratifié lorsque la situation économique du pays permettra l'introduction des réformes législatives nécessaires.

Siam : Le Gouvernement a l'intention d'adopter des « mesures appropriées lorsqu'il sera nécessaire, mais étant donné les conditions existant au Siam, il est d'avis que la question des salaires minima n'est pas d'une importance suffisante pour justifier des mesures qui pourraient être prises actuellement. Le Siam est avant tout un Etat agricole et jusqu'à présent, on n'y trouve pas de grandes fabriques » (2).

(1) Voir Annexe XXV.

(2) Lettre du Ministre des Affaires étrangères du Siam au Secrétaire Général de la Société des Nations (17 juin 1929 — Bulletin Officiel du B. I. T. 15 septembre 1929. Vol. XIV n° 2).

Suède : Le projet a été soumis au Parlement le 7 mars 1929 ; le Gouvernement a déclaré qu'il n'y avait pas lieu pour le moment d'adhérer à ce projet.

Suisse : La ratification ne pourra intervenir que lorsque la question aura été réglementée par une loi fédérale.

B. — MESURES D'APPLICATION (1)

A la date du 1^{er} mars 1930, 3 Etats (*Allemagne, France, Italie*) avaient fait connaître qu'ils avaient pris des mesures législatives correspondant aux dispositions de la convention.

Enfin 3 Etats (*Belgique, Pays-Bas et Suisse*) avaient signalé que des lois étaient en voie d'adoption ou en cours d'élaboration, pour exécuter les dispositions de la convention.

En particulier le Gouvernement fédéral *suisse* a fait connaître qu'une loi sur le travail à domicile était en préparation.

PARAGRAPHE 2

Application des méthodes de fixation des salaires minima
Recommandation concernant l'application des méthodes
de fixation des salaires minima

(11^e Session, Genève 1928)

A

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,

Désirant compléter le projet de convention concernant l'institution de méthodes de fixation de salaires minima, en rappelant certains principes généraux qui, d'après l'expérience et la pratique actuelle, donnent les résultats les plus satisfaisants,

Recommande à chaque Membre de l'Organisation de prendre en considération les principes et règles ci-dessous énoncés :

I

1) Afin que chaque Membre ratifiant la convention soit en possession des informations nécessaires pour lui permettre l'ap-

(1) Voir Annexe XXV.

plication des méthodes de fixation des salaires minima, les salaires effectivement payés et le régime pour la réglementation des salaires s'il en existe, devraient faire l'objet d'une enquête dans chaque industrie ou partie d'industrie, dans laquelle les employeurs ou les travailleurs demandent l'application des méthodes et fournissent des renseignements qui prouvent au premier abord qu'il existe pas de régime efficace pour la fixation des salaires et que les salaires sont exceptionnellement bas.

2) Sans porter atteinte à la liberté que le projet de convention laisse aux Etats Membres pour la détermination, dans leurs pays respectifs, des industries ou parties d'industries auxquelles ils estiment opportun d'appliquer les méthodes de fixation des salaires minima, il pourrait y avoir intérêt à envisager plus spécialement les industries ou parties d'industries dans lesquelles des femmes sont habituellement employées.

II

Les méthodes de fixation des salaires minima, quelle que soit leur forme (conseils d'industrie pour chaque industrie en particulier, conseils centraux pour les groupes d'industries, tribunaux d'arbitrage obligatoire) devraient comporter une enquête sur les conditions de l'industrie ou de la partie d'industrie dont il s'agit ainsi que la consultation des parties essentiellement et principalement intéressées (employeurs et travailleurs de cette industrie ou partie d'industrie).

a) Pour donner une plus grande autorité aux taux éventuellement fixés, il serait désirable d'accorder aux employeurs et travailleurs intéressés une participation directe et paritaire aux délibérations et décisions des organismes de fixation des salaires. Aux organismes paritaires de fixation des salaires devraient être adjoints une ou plusieurs personnes indépendantes choisies d'accord avec les représentants patronaux et ouvriers de ces organismes, afin d'aboutir à des décisions positives en cas de partage des voix de ces représentants.

b) Dans la mesure où les circonstances le permettent les organisations d'employeurs et de travailleurs devraient être

appelées à participer à la désignation de leurs représentants dans les organismes dont il s'agit.

c) La ou les personnes indépendantes visées au paragraphe a) devraient être choisies parmi les personnes de l'un ou l'autre sexe possédant incontestablement les qualifications nécessaires pour remplir leurs fonctions et n'ayant dans l'industrie ou partie d'industrie en cause un intérêt quelconque.

d) Des femmes devraient être appelées à faire partie des organismes de fixation des salaires, soit comme représentants directs des travailleurs, soit à titre indépendant, lorsque l'industrie ou partie d'industrie emploie un grand nombre de femmes.

III

Les organismes de fixation des salaires devraient, dans tous les cas, tenir compte de la nécessité d'assurer aux travailleurs intéressés un niveau de vie convenable, et à cet effet, s'inspirer tout d'abord des salaires payés pour les travaux similaires dans les industries où les travailleurs sont suffisamment organisés et ont conclu des contrats collectifs efficaces ou, si l'on ne dispose pas de cet élément de comparaison, du niveau général des salaires dans le pays ou dans la localité en question.

Des dispositions devraient prévoir la revision des taux minima des salaires fixés par les organismes de fixation des salaires quand les ouvriers ou les patrons qui font partie de ces organismes en expriment le désir.

IV

Pour protéger efficacement les salaires des travailleurs intéressés et épargner aux employeurs les risques d'une concurrence déloyale, les mesures destinées à assurer le paiement des salaires qui ne soient pas inférieurs aux salaires minima fixés devraient comprendre :

a) des mesures ayant pour but de tenir les employeurs et les travailleurs au courant des taux en vigueur ;

b) un contrôle officiel des salaires réellement payés ;

c) des sanctions en cas d'infraction aux taux en vigueur et des mesures destinées à prévenir ces infractions.

1) Pour que les travailleurs soient tenus au courant des taux minima qui devraient leur être payés, les employeurs devraient être astreints à afficher des tableaux détaillés indiquant les taux en vigueur, à des endroits facilement accessibles dans les bâtiments où les travailleurs sont employés ou, pour les travailleurs à domicile, dans les bâtiments où le travail est distribué, remis à son achèvement ou les salaires payés.

2) Il conviendrait d'employer un nombre suffisant d'inspecteurs jouissant de pouvoirs analogues à ceux qui ont été proposés pour les inspecteurs du travail dans la recommandation concernant les principes généraux pour l'organisation des services d'inspection, adoptée par la Conférence générale en 1923 : ces inspecteurs devraient procéder à des enquêtes parmi les employeurs et travailleurs intéressés afin de vérifier si les salaires réellement payés sont conformes aux taux en vigueur et prendre éventuellement les mesures qui pourraient être autorisées en cas d'infraction aux taux fixés.

Pour permettre aux inspecteurs de remplir au mieux leurs fonctions, les employeurs pourraient être astreints à tenir des listes complètes et exactes des salaires payés par eux ou, pour les travailleurs à domicile, une liste des travailleurs avec leurs adresses et à leur fournir des livrets de salaires ou autres documents analogues contenant les renseignements nécessaires pour vérifier si les salaires réellement payés sont conformes aux taux en vigueur.

3) Dans les cas où les travailleurs ne sont généralement pas en mesure d'exercer personnellement, par voie judiciaire ou autre voie légale, leur droit de recouvrer le montant du salaire dû conformément aux taux minima en vigueur, il y aurait lieu de prévoir d'autres mesures qui pourraient paraître efficaces pour prévenir les infractions aux taux fixés.

B

La Conférence générale de l'O. I. T. croit devoir appeler l'attention des Gouvernements sur le principe du salaire égal, sans distinction de sexe, pour un travail de valeur égale, qui est consacré par l'article 427 du Traité de Paix.

MESURES D'APPLICATION (1)

A la fin de 1929, 2 Etats (*Grande-Bretagne* et *Lithuanie*) avaient fait connaître qu'ils avaient pris des mesures en vue de faire porter effet à la recommandation.

Le Gouvernement britannique, par lettre du 11 juin 1929, adressée au Secrétaire général de la S. des N., faisait connaître qu'il avait décidé d'accepter cette recommandation, à l'exception des dispositions contenues au paragraphe 2 a) de la partie A. II. L'acceptation de cette disposition aurait été « à l'en-
« contre des attributions conférées au ministre du travail par
« les lois sur les conseils d'industrie (*Trade Board acts*) de nom-
« mer les membres à désigner de ces commissions à sa seule
« discrétion et les représentants du Gouvernement de Sa Ma-
« jesté se sont opposés à Genève à inclure ces dispositions dans
« la recommandation ».

D'autre part 7 Etats avaient, à la même date, indiqué officiellement que la recommandation avait été soumise à l'autorité compétente.

6 autres Etats avaient communiqué d'autres renseignements officiels.

Enfin tous les autres Etats, autres que ceux dont les noms figurent en annexe, n'avaient adressé aucune information.

De l'examen du Rapport du Directeur du B. I. T. pour l'année 1929 (1^{re} Partie) ressortent les constatations suivantes :

1° Les mesures prises par les gouvernements en vue d'établir des salaires minima ont en général pour but d'empêcher le paiement de salaires exceptionnellement bas dans certaines branches d'industries, bien que dans un petit nombre de pays les salaires soient fixés par les tribunaux d'arbitrage prévus par la loi afin de maintenir la paix industrielle (2)

2° Il existe toutefois, dans chaque pays, un vaste domaine industriel où les salaires industriels sont déterminés par voie

(1) Voir Annexe XXVI.

(2) Cf. Egalement le *Rapport sur les méthodes de fixation des salaires minima* qui a été soumis à la 10^e session de la Conférence en 1927.

de conventions individuelles ou collectives.

3° Au cours de ces dernières années la tendance s'est affirmée, dans un certain nombre de pays, à conclure des conventions nationales.

4° Le système de l'échelle mobile des salaires largement appliqué pendant la guerre et durant les premières années tend à être abandonné du fait de la stabilité relative du niveau des prix dans les différents pays.

5° Le système des allocations familiales qui s'ajoutent aux salaires des ouvriers ayant charge d'enfants, sous forme de paiements en espèces et secours sociaux continue à se développer, notamment en *Belgique* et en *France*. Ce système est également appliqué en *Australie*, en *Nouvelle-Zélande* (*Family Allowances Act*) et il est étudié en *Grande-Bretagne* par les principaux partis politiques. Mais rien jusqu'à maintenant, ne fait prévoir l'application pratique et sur une vaste échelle du principe des allocations familiales dans un avenir immédiat.

SECTION VIII

Chômage et Placement

On a vu que l'une des premières préoccupations de la Conférence Internationale du Travail avait été de rechercher les moyens propres à éliminer les causes du chômage et qu'elle avait adopté, à cet égard, dès la 1^{re} Session, un projet de convention visant notamment l'institution d'un système de bureaux publics de placement, et deux recommandations prévoyant, l'une la suppression ou le contrôle des agences privées, la réglementation du recrutement collectif des travailleurs étrangers, l'institution par les gouvernements d'un système d'assurance contre le chômage et l'exécution de grands travaux publics, l'autre demandant l'extension, aux travailleurs étrangers, des lois et règlements en vigueur dans les pays où ils travaillent.

Des décisions spéciales de la Conférence Internationale du Travail ont déterminé, d'autre part, les mesures à prendre dans le domaine du chômage, en faveur des marins et des travailleurs agricoles.

Enfin le B. I. T. n'a cessé de poursuivre ses études dans ce domaine (participation aux travaux de la Conférence économique de Gênes en 1922, enquête sur le chômage, etc...).

On s'en tiendra ici à l'examen synthétique des mesures prises par les Etats Membres de l'Organisation pour faire porter effet aux décisions de la Conférence concernant les travailleurs de l'industrie, abstraction faite des autres catégories de travailleurs, qui seront reprises plus loin.

PARAGRAPHE 1

Convention concernant le Chômage (1)

(1^{re} Session, Washington 1919)

Cette convention prescrit :

1° La communication au B. I. T., à des intervalles ne devant pas dépasser trois mois, de toutes informations, statistiques ou autres, concernant le chômage y compris tous renseignements sur les mesures prises ou à prendre en vue de lutter contre le chômage (art. 1).

2° La création : a) d'un système de bureaux publics de placement gratuit placés sous le contrôle d'une autorité centrale ; b) de Comités formés sur la base paritaire de patrons et d'ouvriers et qui seront consultés pour tout ce qui concerne le fonctionnement de ces bureaux (art. 2).

Il stipule en outre que :

3° Lorsque, dans un pays, coexistent des bureaux gratuits publics et privés, des mesures devront être prises pour coordonner les opérations de ces bureaux sur un plan national, le fonctionnement des différents systèmes nationaux devant être coordonné par le B. I. T. d'accord avec les pays intéressés (art. 2 précité).

4° Les pays ayant établi un système d'assurance contre le chômage devront prendre des arrangements entre eux, de manière à permettre à des travailleurs ressortissant à l'un de ces pays et travaillant sur le territoire d'un autre, de recevoir des indemnités d'assurances égales à celles touchées par les travailleurs ressortissant à ce deuxième pays (art. 3).

(1) Cette convention est entrée en vigueur le 14 juillet 1921.

A. — MESURES DE RATIFICATION (1)

Au 1^{er} mars 1930 la situation des Etats Membres en ce qui concerne la ratification de la convention concernant le chômage s'établissait comme suit :

Ratifications enregistrées	23
— autorisées.....	1
— recommandées	8

B. — MESURES D'APPLICATION (1)

A la même date, les Etats suivants avaient pris des mesures législatives ou autres concernant le chômage avant l'adoption de la convention par la Conférence : *Esthonie, Grande-Bretagne, Inde, Etat libre d'Irlande, Italie, Suède, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et Union Sud-Africaine.*

Postérieurement à cette adoption, les Etats ci-après désignés avaient pris des mesures identiques, conformes aux dispositions de la convention : *Allemagne, Autriche, Bulgarie, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Japon, Norvège, Pologne, Roumanie et Suisse.*

Ainsi dans 21 Etats la convention sur le chômage a trouvé son application.

D'autre part, le *Chili*, la *Hongrie* et le *Luxembourg* ont fait connaître qu'ils avaient adopté d'autres mesures tendant à appliquer la convention.

Enfin l'*Argentine*, les *Pays-Bas*, la *Tchécoslovaquie* et l'*Uruguay* ont soumis à l'autorité compétente ou élaborent actuellement des projets tendant à faire porter effet à la convention.

Des renseignements reçus par le B. I. T. en exécution de l'article 408 du Traité de Paix, il résulte que la convention sur le chômage est appliquée de la manière suivante dans les pays ayant fourni ces renseignements :

1° En ce qui concerne l'article 1 de cette convention, les 21 Etats énumérés dans l'annexe font parvenir régulièrement les renseignements qu'il vise, au B. I. T.

(1) Voir Annexe XXVII.

2° L'article 2 de la convention est, d'une manière générale, appliqué dans ces pays. En particulier lesdits Etats ont institué des bureaux publics de placement gratuit, et les bureaux privés payants, lorsqu'il en existe, sont astreints à un contrôle rigoureux ; au surplus leurs opérations sont coordonnées avec celles des bureaux publics.

Il convient toutefois de signaler les particularités suivantes propres à certaines législations :

La *loi bulgare du 12 avril 1925* (art. 2) prévoit que les bureaux privés sont interdits et que ceux qui existent doivent être supprimés dans les 6 mois au plus tard de la date d'entrée en vigueur de la loi. Ceux qui sont autorisés à poursuivre leurs opérations (bureaux de placement existant auprès des organisations d'employeurs ou de travailleurs) doivent fonctionner gratuitement et en liaison avec les bureaux de placement de l'Etat.

En Grèce le *décret-loi de 1922* interdit également les bureaux privés.

En Roumanie, le placement payant a été supprimé.

En Suède, les bureaux de placement privés ne sont pas soumis au contrôle de l'Etat.

En ce qui concerne la coordination, sur un plan international du fonctionnement des différents systèmes nationaux (art. 2 *in fine* de la convention) les réponses fournies par les divers gouvernements sont très satisfaisantes.

Certains déclarent qu'ils sont tout disposés à aider le B.I.T. dans cette voie : *Allemagne, Bulgarie, Esthonie, Etat libre d'Irlande, Italie, Norvège, Pologne.*

D'autres réponses ne font pas état de la question de la coordination internationale. Ce sont celles émanant des Etats suivants :

Roumanie, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Le Gouvernement français se borne à renvoyer le Bureau, « Organe d'informations et d'études » au *Bulletin du Marché du Travail* où il trouvera la documentation qui lui est utile sur la main-d'œuvre.

Enfin les Gouvernements des autres Etats estiment que cet-

te coordination est difficile, ou qu'elle ne présente pas actuellement d'intérêt pratique.

3° Quant à l'application de l'article 3 de la convention qui prévoit la conclusion d'accords internationaux entre les pays ayant établi un système d'assurance contre le chômage, il ressort des diverses réponses les constatations suivantes :

a) L'assurance-chômage n'existe pas dans les pays suivants : *Afrique du Sud, Esthonie, France, Inde, Japon, Roumanie, Suède.*

b) Les législations des pays ci-après n'établissent aucune différence entre les nationaux et les étrangers en ce qui concerne l'assurance-chômage : *Allemagne, Autriche, Bulgarie, Danemark, Finlande, Italie, Pologne, Grande-Bretagne, Etat libre d'Irlande, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, Suisse.* Toutefois le bénéfice de la loi nationale n'est accordé que sur la base de la réciprocité.

De plus la *Suisse* a convenu avec la *Tchécoslovaquie*, Etat qui n'a pas encore ratifié la convention de Washington, de faire application du principe de l'égalité de traitement en matière d'assurance contre le chômage (*déclaration de réciprocité des 12 février - 20 mars 1926*).

4° L'article 5 de la convention concernant le chômage contient la clause de style habituelle relative à son application aux colonies, possessions et pays de protectorat des Etats Membres.

D'une manière générale ceux de ces Etats qui possèdent des colonies ne leur ont pas étendu le bénéfice des dispositions de la convention. Il en est ainsi pour le *Danemark*, la *Grande-Bretagne*, l'*Italie* et le *Japon*. La raison invoquée en faveur de cette non application est toujours la même : les conditions locales n'autorisent pas cette application.

Il en est de même pour la *France* qui a toutefois pris des mesures spéciales en ce qui concerne l'*Algérie* par le décret du 16 mars 1927 lequel a rendu applicable à cette colonie les dispositions de la loi du 2 février 1925. Des offices départementaux de placement ont été institués à *Alger* et *Oran* et des offices municipaux dans les mêmes villes, ainsi qu'à *Blida* et à *Orléansville* dans le département d'*Alger*.

4° Le contrôle de l'application des législations nationales concernant le chômage est confié aux autorités ou organismes (inspection du travail, bureaux publics et offices de placement, préfets, ect.) dépendant des ministères qui ont les questions ouvrières dans leurs attributions. En *Allemagne* le contrôle incombe à l'*Institut fédéral du placement et de l'assurance-chômage* ; en *Italie*, il est dévolu à la *Section du Travail et de la Prévoyance sociale des Conseils économiques de provinces* ; en *Suisse* il est confié à l'*Office Fédéral du Travail*, etc...

Pour assurer cette réciprocité certains Etats ont conclu des arrangements dans le cadre tracé par l'article 3 de la convention.

On se bornera à énumérer ici les plus importants de ces accords (1) :

Allemagne : conventions conclues avec la *Pologne* (14 juillet 1927), la *Suisse* (4 février 1928) et l'*Autriche* (29 février 1928).

Danemark : convention avec la *Suisse* (9 février 1928).

France : arrangements avec l'*Italie*, la *Pologne* et la *Belgique* en vue de la réciprocité en matière d'allocations de chômage.

En particulier le *traité de travail franco-italien*, du 30 septembre 1919, prévoit à son art. 11 : « que les subventions aux « caisses mutuelles de secours contre le chômage, les secours « de fonds publics de chômage et des institutions publiques « d'assistance par le travail seront attribués dans chacun des « Etats contractants aux ressortissants de l'autre Etat. »

Des dispositions analogues sont reproduites dans la *convention franco-polonaise* du 14 octobre 1920 et dans le *traité de travail franco-belge* signé à Bruxelles le 24 décembre 1924.

Italie : *déclaration italo-suisse* rendue exécutoire dans le Royaume par le décret du 17 février 1927.

Pologne : *accord germano-polonais* (14 juillet 1927) s'appliquant aux personnes privées de gain et concernant l'assurance-chômage. Cet accord exclut les ouvriers agricoles saisonniers.

(1) Cf. Bureau International du Travail, Etudes et Documents, Série O (Migrations), n° 3, la Réglementation des Migrations, volume III, les traités et les conventions internationales, Genève, 1929.

Traité avec l'Allemagne du 25 mai 1928 étendant les dispositions de l'accord précédent aux travailleurs intellectuels.

Suisse : accord avec l'Italie (4, 11, 15 et 16 mars 1921), et arrangements pris par simple échange de notes, avec l'*Autriche*, l'*Allemagne*, la *Pologne* et le *Danemark* (28 septembre - 13 décembre 1927).

PARAGRAPHE 2

Recommandation concernant le Chômage

(1^{re} Session, Washington 1919)

La Conférence générale recommande aux Membres de l'O.
I. T. :

I. — De prendre des mesures pour interdire dorénavant la création de bureaux de placement payants ou d'entreprises commerciales de placement ; qu'en ce qui concerne les bureaux déjà existants leur fonctionnement soit subordonné à l'octroi de l'licences délivrées par le gouvernement et que toutes mesures soient prises en vue de leur suppression dans un délai aussi court que possible.

II. — Que le recrutement collectif de travailleurs en pays étranger ne puisse avoir lieu qu'après entente entre les pays intéressés et consultation des patrons et ouvriers appartenant, dans chaque pays, à l'industrie intéressée.

III. — D'organiser un système effectif d'assurance contre le chômage, à la charge du Gouvernement ou à l'aide de subventions accordées par ce dernier aux associations dont les statuts prévoient, en faveur de leurs adhérents, le paiement d'indemnités de chômage.

IV. — De coordonner l'exécution des travaux publics et de réserver, autant que possible, ces travaux pour les périodes de chômage et pour les régions particulièrement affectées par ce phénomène.

MESURES D'APPLICATION (1)

A la fin de 1929, 21 Etats avaient communiqué au Secrétaire Général de la S. des N., les mesures qu'ils avaient prises

(1) Voir Annexe XXVIII.

conformément à cette recommandation. 10 Etats avaient officiellement indiqué que la recommandation avait été soumise à l'autorité compétente. 7 Etats avaient fait parvenir d'autres renseignements officiels. Enfin 17 Etats n'avaient fourni aucune information officielle.

L'action économique contre le chômage par la coordination de l'exécution des travaux publics qui doivent être réservés, autant que possible, pour les périodes de chômage et les régions particulièrement affectées par ce phénomène (§ IV de la recommandation), se poursuit méthodiquement dans un certain nombre de pays.

Aux *Etats-Unis*, notamment, un projet de loi a été déposé par le Sénateur JONES, qui tend à la création d'un fonds de réserve de 150 millions de dollars pour l'exécution des travaux publics incombant au Gouvernement fédéral. Une collaboration doit, d'autre part, être instituée entre les autorités fédérales, les autorités des Etats et des villes, et la constitution simultanée d'un fonds de réserve fédéral de 3 milliards de dollars ainsi que de fonds spéciaux à chaque Etat, a été prévue pour l'exécution de travaux publics.

En *Italie*, un vaste programme s'étendant sur trente années a été élaboré sous le nom de « bonification intégrale » pour la mise en valeur de deux millions d'hectares de terrain qui seraient rendus propres à la culture. La construction de canaux, d'aqueducs, de réservoirs, de routes, de réseaux électriques a été également envisagée. La dépense prévue pour ces divers travaux est de 7 milliards et demi de liras.

En *Grande-Bretagne*, les partis libéral et travailliste se sont occupés également de la question, chacun de ces partis ayant inscrit à son programme l'exécution de grands travaux publics.

Le parti libéral a publié un rapport sous le titre « *Britain's Industrial future* » qui a vivement retenu l'attention. Ce rapport propose la création d'une « Commission de développement national » et d'un « conseil d'investissement national » chargé d'organiser les ressources pécuniaires nécessaires à l'application d'une politique de grands travaux.

Le parti travailliste a proposé en 1928, la constitution d'un *Comité national économique* et d'un *Office de l'emploi et des travaux publics* (*Employment and Development Board*) ayant à sa disposition une subvention du Trésor.

Le souci des pouvoirs publics de lutter contre le chômage est également vif en *Suède*, en *Pologne*, en *Allemagne* et en *Autriche* où des mesures ont été prévues pour organiser des travaux en faveur des chômeurs.

D'autres mesures d'ordre économique ont été également envisagées en *Australie* (création dans chaque Etat du Commonwealth d'un « Comité de la stabilité industrielle »).

Des enquêtes ont été faites dans le même ordre d'idées aux *Etats-Unis* et au *Japon*.

En *Pologne*, un décret-loi du 15 février 1928 a créé un « Institut pour l'examen des prix et des phénomènes économiques ».

En *Bulgarie*, une loi du 7 juin 1928 accorde des encouragements aux entreprises appartenant à diverses industries de transformation : facilités pour l'acquisition de terrains à bâtir et pour la construction de voies d'accès, réductions sur les tarifs de transports, franchises douanières, etc...

En *Grande-Bretagne* des mesures de cette nature ont été également prises : allègement des taxes locales qui pèsent sur l'industrie et des taxes payables par les compagnies de chemins de fer, crédits à l'exportation, etc.

En résumé, les efforts tentés par les Gouvernements des divers pays sont pleinement conformes aux directives contenues dans la recommandation de Washington.

SECTION IX

Les Migrations.

Dans cette section sont examinées les mesures prises par les Etats Membres pour faire porter effet aux décisions de la Conférence qui visent, d'une manière générale, le traitement des migrants, soit pendant leur séjour dans des pays étrangers, soit pendant les voyages qu'ils effectuent pour se rendre dans

ces pays ou retourner dans leur pays d'origine (transit des migrants). On a fait entrer dans les cadres plus spéciaux des assurances sociales et du chômage les mesures de protection adoptées, dans ces deux ordres d'idées, par la Conférence, en faveur des travailleurs étrangers (voir supra).

Les migrations transocéaniques et les migrations continentales sont, numériquement très importantes. (1) Ces dernières en particulier ont pris une ampleur considérable au cours de ces dernières années. Aussi est-il intéressant d'examiner la suite donnée par les Etats Membres aux décisions de la Conférence concernant le traitement des travailleurs étrangers, les informations statistiques ou autres concernant les migrants, l'inspection des émigrants à bord des navires, la protection des femmes et jeunes filles émigrantes, les accords diplomatiques et l'activité internationale en matière d'émigration et d'immigration.

PARAGRAPHE 1

Traitement des travailleurs étrangers *Recommandation concernant la réciprocité de traitement* *des travailleurs étrangers*

(1^{re} Session, Washington 1919)

La Conférence générale,

Recommande :

Que chaque Membre de l'O. I. T. assure, sur la base de la réciprocité, dans les conditions arrêtées d'un commun accord entre les pays intéressés, aux travailleurs étrangers occupés sur son territoire et à leurs familles, le bénéfice des lois et règlements de protection ouvrière, ainsi que la jouissance du

(1) Cf. Bureau International du Travail, Etude et Documents, Série O (Migrations), n° 4, Les Mouvements migratoires de 1925 à 1927, Genève 1927. Voici quelques chiffres qui permettent de mesurer l'importance des mouvements migratoires internationaux :

1° Migrations transocéaniques.

	Moyenne 1920-24	1925	1926	1927
Emigration	782.323	593.495	713.233	698.978
Immigration	1.002.952	684.959	768.013	724.198

2° Migrations continentales.

Emigration	648.194	754.776	969.737	837.704
Immigration	1.007.293	1.128.331	1.489.792	1.426.185

droit d'association reconnu dans les limites de la légalité à ses propres travailleurs.

MESURES D'APPLICATION (1)

A la fin de 1929 cette recommandation avait donné lieu à des mesures législatives ou autres dans 21 Etats.

En outre 10 Etats avaient indiqué officiellement que la recommandation avait été soumise à l'autorité compétente et 7 Etats avaient communiqué d'autres renseignements au Secrétaire général de la S. des N.

Enfin 16 Membres de l'Organisation n'avaient fourni aucune information officielle.

PARAGRAPHE 2

Informations statistiques ou autres concernant les migrants
Recommandation concernant la communication au B. I. T. de
toutes informations, statistiques ou autres, relatives à
l'émigration, à l'immigration, au rapatriement et au tran-
sit des émigrants.

(4^e Session, Genève 1922)

La Conférence générale recommande que chacun des Membres :

1^o Communique au B. I. T. (autant que possible une fois par trimestre et au plus tard dans les trois mois de la fin de la période à laquelle elles se rapportent) toutes informations dont il dispose concernant l'émigration, l'immigration, le rapatriement et le transit des émigrants à l'aller et au retour, ainsi que les mesures prises ou envisagées relativement à ces questions.

2^o Fasse tous ses efforts pour communiquer au B. I. T., dans les six mois qui suivent la fin de l'année à laquelle ils se rapportent, et dans la mesure des informations disponibles, les chiffres globaux des émigrants et des immigrants, en distinguant les nationaux des étrangers et en spécifiant particulièrement pour les nationaux et, autant que possible, pour les étran-

(1) Voir Annexe XXIX.

gers : 1° Le sexe de l'émigrant ou de l'immigrant ; 2° Son âge ; 3° Sa profession ; 4° Sa nationalité ; 5° Le pays de sa dernière résidence ; 6° Le pays où il se propose d'établir sa résidence.

3° Se mette d'accord autant qu'il est possible avec d'autres Membres pour :

- a) Etablir une définition identique du terme « émigrant » ;
- b) Déterminer les indications qui devront figurer uniformément sur les pièces d'identité délivrées aux émigrants et immigrants par les autorités compétentes des Membres qui se sont mis d'accord ;
- c) Employer une méthode uniforme pour relever les données statistiques sur l'émigration et l'immigration.

MESURES D'APPLICATION (1)

En 1929, la situation des Etats Membres de l'Organisation au regard de cette recommandation s'établissait de la manière suivante :

20 Etats avaient communiqué au Secrétariat général de la S. des N. les mesures prises par eux pour assurer l'exécution de la recommandation (2).

7 Etats avaient officiellement indiqué que la recommandation avait été soumise à l'autorité compétente et la date de cette soumission.

8 Etats avaient communiqué d'autres renseignements officiels.

9 Etats n'avaient donné aucune réponse officielle relative à la recommandation, mais avaient envoyé régulièrement des statistiques (3).

Enfin 13 Etats s'étaient abstenus de donner la moindre communication.

(1) Voir Annexe XXX.

(2) Au tableau figurant en annexe il convient d'ajouter les Etats suivants : *Danemark* (14 avril 1923) ; *Japon* (9 avril 1924) ; *Pologne* (25 juillet 1923) ; *Roumanie* (14 avril 1923) ; et *Siam* (2 avril 1923).

(3) Ces Etats sont les suivants : *Argentine*, *Colombie*, *Etat libre d'Irlande*, *Grèce*, *Lithuanie*, *Paraguay*, *Pérou*, *Portugal* et *République Dominicaine*.

PARAGRAPHE 3

Inspection des émigrants à bord des navires
Convention concernant la simplification de l'inspection
des émigrants à bord des navires (1)

(8^e Session, Genève 1926)

PRINCIPE (art. 2). — Le Service officiel d'inspection chargé de veiller à la protection des émigrants à bord d'un navire d'émigrants ne sera pas assumé par plus d'un Gouvernement.

Cette disposition ne fait pas obstacle à ce que le Gouvernement d'un autre pays puisse occasionnellement faire accompagner ses émigrants nationaux par un de ses représentants embarqué à ses frais, à titre d'observateur et à la condition qu'il n'empiète pas sur les fonctions de l'inspecteur officiel.

Les termes « navires d'émigrants » et « émigrants » seront définis, pour chaque pays, par l'autorité compétente de ce pays (art. 1).

DÉSIGNATION DE L'INSPECTEUR (art. 3). — L'inspecteur sera désigné, en règle générale, par le gouvernement du pays dont le navire bat pavillon. Toutefois, cet inspecteur pourra être désigné par un autre gouvernement, en vertu d'un accord conclu entre les gouvernements intéressés.

RÈGLES DE GARANTIE (art. 4). — La détermination des connaissances pratiques et des qualifications professionnelles et morales indispensables à exiger d'un inspecteur officiel sera laissée au soin du Gouvernement qui le désignera.

Un inspecteur officiel ne peut en aucune manière être directement ou indirectement en relations avec l'armateur ou la compagnie de navigation ou dépendre d'eux.

Cette disposition ne fait pas obstacle à ce qu'un Gouvernement puisse exceptionnellement, et par suite de nécessité absolue, désigner le médecin du navire comme inspecteur officiel.

(1) Cette convention est entrée en vigueur le 29 décembre 1927.

OBLIGATIONS RESPECTIVES DE L'INSPECTEUR ET DU GOUVERNEMENT DU PAYS DONT LE NAVIRE BAT PAVILLON (art. 5 à 7 inclus).

L'inspecteur officiel veillera au respect des droits que les émigrants tiennent de la loi du pays dont le navire bat pavillon ou de toute autre loi qui serait applicable, des accords internationaux et des contrats de transport.

Le Gouvernement du pays dont le navire bat pavillon communiquera à l'inspecteur officiel, quelle que soit la nationalité de celui-ci, le texte des lois et règlements en vigueur intéressant la condition des émigrants, ainsi que les accords internationaux et contrats en vigueur relatifs au même objet qui auront été communiqués audit gouvernement.

L'inspecteur officiel n'empiétera en aucun cas sur l'autorité du capitaine et ne s'occupera que de veiller à l'application des lois, règlements, accords ou contrats qui concernent directement la protection et le bien-être des émigrants à bord.

Dans les 8 jours qui suivront l'arrivée au port de destination, l'inspecteur officiel fera un rapport au Gouvernement du pays dont le navire bat pavillon et celui-ci communiquera un exemplaire de ce rapport aux autres gouvernements intéressés qui en auront exprimé au préalable le désir.

Copie de ce rapport sera communiquée par l'inspecteur officiel au capitaine du navire.

A. — MESURES DE RATIFICATION (1)

A la date du 1^{er} mars 1930, l'état des ratifications était le suivant :

Ratifications enregistrées	9
— conditionnelles	2
— autorisées	1
— recommandées.....	4

Les ratifications conditionnelles émanant de la *Grande-Bretagne* (16 septembre 1927) et de la *Suède* (7 mars 1929).

Le Gouvernement de ce dernier Etat a informé le Secrétaire général de la S. des N. que la convention n'entrerait en vi-

(1) Voir Annexe XXXI.

gueur pour la Suède qu'à partir de la date à laquelle seraient enregistrées les ratifications du *Danemark*, de la *Finlande* et de la *Norvège*.

D'autre part la *Roumanie* a fait connaître que le texte adopté en 1926 par la Conférence ne pourra être ratifié que lorsque la situation économique du pays permettra l'intervention des réformes législatives nécessaires.

B. — MESURES D'APPLICATION (1)

Antérieurement à l'adoption de la convention par la Conférence 2 Etats (*Autriche* et *Pays-Bas*) avaient pris des mesures législatives ou autres tendant à assurer aux émigrants à bord des navires un minimum de protection.

A la date du 1^{er} mars 1930 5 Etats avaient fait connaître qu'ils avaient adopté des mesures tendant à appliquer la convention de 1926 : *Belgique*, *Finlande*, *Grande-Bretagne*, *Inde* et *Tchécoslovaquie*.

Les seuls Etats ayant fourni les rapports annuels prévus par l'article 408 sont l'*Autriche* et les *Pays-Bas*.

En *Autriche* il n'existe pas, à proprement parler, de législation réglementant l'émigration, mais certaines mesures sont appliquées.

Le rapport du Gouvernement *autrichien* déclare qu'il a été fait usage de la faculté, prévue à l'article 2 de la convention, de placer des observateurs à bord des navires d'émigrants. Ces observateurs ont uniquement pour mission de prendre connaissance des mesures prises sur ces navires à l'égard des émigrants. L'autorité autrichienne se réserve ce droit auprès de toutes les compagnies étrangères de navigation autorisées en Autriche : à cet effet, chaque concession accordée à ces sociétés comporte une clause stipulant les conditions dans lesquelles le transport d'émigrants autrichiens doit avoir lieu.

Dans la *léislation néerlandaise* il n'existe aucune clause préconisant l'inspection à bord des navires ; l'inspection se fait en vertu de dispositions de la loi du 1^{er} juin 1861 contenant des

(1) Voir annexe XXXI.

dispositions sur le transit et le transport des émigrants avant le départ des navires.

Le rapport du gouvernement des Pays-Bas déclare ce qui suit : « La convention contient une réglementation de l'inspection chargée de veiller sur la protection des émigrants à bord : cependant la convention n'établit aucune obligation d'instituer une inspection à bord. De ce qui précède il s'ensuit que la législation des Pays-Bas, laquelle ne connaît pas d'inspecteur officiel à bord, n'est pas en contradiction avec la convention et qu'une modification de cette législation n'est pas nécessaire ».

PARAGRAPHE 4

Protection des femmes et jeunes filles émigrantes à bord des navires

Recommandation concernant la protection des femmes et jeunes filles émigrantes à bord des navires

(8^e Session, Genève 1926)

La Conférence générale de l'O. I. T. de la S. des N.

Adopte la recommandation ci-après à soumettre à l'examen des Membres de l'Organisation en vue de lui faire porter effet sous forme de la loi nationale ou autrement :

Lorsqu'au moins quinze femmes ou jeunes filles non accompagnées par une personne responsable sont comprises parmi les émigrants, une femme dûment qualifiée, n'ayant pas d'autres fonctions à bord, sera placée à bord en vue de donner à ces émigrants l'assistance morale et matérielle dont elles pourraient avoir besoin, sans toutefois empiéter, en aucune façon, sur l'autorité du capitaine du navire. Elle fera rapport à l'autorité par laquelle elle aura été désignée et son rapport sera mis à la disposition des Gouvernements intéressés.

MESURES D'APPLICATION (1)

Les prescriptions de cette recommandation ont fait l'objet de mesures législatives dans 10 Etats.

(1) Voir Annexe XXXII.

En outre 13 Etats ont déclaré officiellement que la recommandation avait été soumise à l'autorité compétente.

En particulier, la *France* a fait connaître que cette décision de la Conférence avait été soumise à la Chambre des Députés le 1^{er} février 1929 et la Roumanie a indiqué que la recommandation avait été approuvée par le Conseil des Ministres le 12 février 1929.

3 Etats ont adressé d'autres renseignements officiels au Secrétaire Général de la S. des N.

Parmi ces Etats, l'*Estonie* a déclaré que le transport des émigrants, dont le nombre est minime, s'effectuait à bord de navires étrangers et que les émigrants s'embarquaient dans des ports étrangers. Dans ces conditions le Gouvernement esthonien n'a pas eu la possibilité de rendre effective la recommandation.

Enfin 29 Etats, au nombre desquels figurent l'*Autriche*, le *Brésil*, la *Bulgarie*, la *Hongrie* et l'*Italie*, n'ont communiqué aucune information officielle.

PARAGRAPHE 5

Les accords diplomatiques et l'activité internationale en matière d'émigration et d'immigration

Un certain nombre d'accords bilatéraux s'inspirant des principes préconisés par l'Organisation Permanente du Travail ont été conclus par quelques Etats.

Le *traité de travail franco-belge* du 24 décembre 1924 a donné lieu à un échange de ratification le 10 février 1928. Ce traité vise particulièrement à établir une égalité de traitement complète en faveur des travailleurs de l'un des deux Etats employés sur le territoire de l'autre, pour les conditions d'existence et de travail (salaires, législation sociale, établissement, etc...).

Un traité analogue signé par la *Belgique* et le *Luxembourg* est entré en vigueur au début de 1928.

La réglementation des migrations *saisonnnières* a fait l'objet de plusieurs accords conclus récemment par des pays européens. Parmi ces accords on peut signaler l'*accord germano-polonais* du 24 novembre 1927 (lois allemandes d'application du 31 mars

1928) réglant l'émigration saisonnière de Pologne en Allemagne. Le principal résultat de cet accord est de rétablir le caractère saisonnier de l'émigration polonaise dans le Reich. Mais cet instrument diplomatique règle aussi d'autres questions telles que le statut des émigrants agricoles polonais, leur recrutement, leur transport, les contrats-types déterminant leurs conditions de travail, etc... D'une façon générale les immigrants polonais sont admis à bénéficier de l'égalité de traitement avec les travailleurs allemands dans le domaine de la législation sociale.

Dans le même ordre d'idées on peut signaler : 1° l'*accord franco-belge* du 4 juillet 1928 qui d'ailleurs ne concerne pas seulement les travailleurs *saisonniers*, mais encore les *frontaliers*, c'est-à-dire les ouvriers belges qui travaillent en France, tout en conservant leur domicile en Belgique où ils retournent chaque jour ou chaque semaine ; 2° l'*accord germano-yougoslave* du 22 février 1928, conclu entre la Commission centrale pour le placement de Belgrade et l'Agence centrale Allemande de la main-d'œuvre ; 3° l'*accord germano-tchécoslovaque* du 11 mai 1928 entré en vigueur le 9 juin 1928 ; 4° l'*accord germano-autrichien* du 13 décembre 1928.

De son côté la *France* a conclu avec la *Grande-Bretagne* l'*arrangement* du 16 mai 1928 et avec l'*Allemagne* l'*arrangement* du 13 août 1928 sur l'admission réciproque des « *stagiaires* » qui se rendent dans l'un ou l'autre des pays contractants pour s'y perfectionner dans la langue ou des usages commerciaux ou professionnels.

Des *déclarations* du 16 mai 1928 signées par ces deux pays ont trait aux conditions auxquelles les ressortissants français sont admis à occuper des emplois salariés en Grande-Bretagne et les ressortissants britanniques des emplois salariés en France (1).

La *convention de commerce, de navigation et d'établissement* du 11 mars 1929 conclu entre la *France* et la *Grèce* et le protocole final de cette convention réglementant les entreprises d'émigration et l'émigration des travailleurs (2).

(1) Cf. Journal Officiel du 22 mai 1928, p. 5713.

(2) — — — du 30 mars 1929, p. 3717.

Pour en terminer avec les accords bilatéraux, il convient enfin de signaler la *convention du 11 septembre 1928* dite du *Mozambique*, intervenue entre l'*Afrique du Sud* et le *Portugal* et qui, comme l'accord antérieur qu'elle remplace, règle l'introduction dans la province du Transvaal de main-d'œuvre indigène originaire de la colonie du Mozambique, ainsi que les questions de transport et de trafic commercial.

Cette énumération n'épuise pas la liste des accords bilatéraux conclus entre Etats. Il faudrait y ajouter les nombreuses conventions conclues en vue de réglementer l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les colonies. Mais ce simple aperçu limité aux accords les plus typiques suffira, on le pense, à donner une idée de l'activité diplomatique des Etats en matière d'émigration.

Les problèmes migratoires ont fait l'objet d'études concertées de la part de plusieurs Etats, études qui ont abouti à la convocation de Conférences diplomatiques.

En juillet 1921, en prévision de la réunion de la Commission internationale de l'émigration qui allait se tenir au B. I. T. et pour arrêter le programme des propositions à lui soumettre, fut tenue à *Rome*, une Conférence des *pays d'émigration*. Les pays exportateurs de main-d'œuvre voulaient, au moyen de rencontres périodiques entre leurs représentants, rapprocher leurs points de vue à l'égard des problèmes d'émigration. 9 Etats (1) adhérèrent à ce groupement. L'acte final de cette Conférence préconisa la collaboration des pays étrangers en ce qui concerne l'équilibre du marché du travail ainsi qu'en matière d'échange d'informations sur les offres d'emploi, de lutte contre les restrictions excessives imposées à l'immigration, d'assistance aux émigrants à l'étranger et d'obtention pour ceux-ci d'un traitement économique, juridique et moral convenable. La Conférence accepta l'offre du Gouvernement italien de créer un bureau spécial de correspondance à Rome. Elle institua d'autre part un Comité permanent qui ne tint que quelques séances.

(1) Autriche, Bulgarie, Espagne, Grèce, Hongrie, Pologne, Roumanie, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et Tchécoslovaquie.

En 1923, en vue de la Conférence internationale de l'émigration et de l'immigration qui devait se tenir à Rome en 1924, une *Conférence de pays d'immigration* se réunit à Paris le 15 octobre, sur l'invitation du Gouvernement français. Les 6 Etats (1) qui participèrent à cette réunion procédèrent à un échange de vues sur divers problèmes d'intérêts communs mais s'abstinrent de formuler des propositions formelles.

Bien plus importante fut la *Conférence des pays d'émigration et d'immigration* qui fut convoquée à Rome par le Gouvernement italien. Cette Conférence, qui groupa 57 pays et à laquelle furent représentés la Société des Nations et le Bureau International du Travail, eut lieu du 15 au 31 mai 1924. D'un caractère technique, et non diplomatique, elle étudia les sujets suivants : transport des émigrants, hygiène et services sanitaires, assistance aux émigrants avant le départ, durant le voyage et au débarquement, ainsi qu'aux immigrants dans les pays d'immigration ; assistance spéciale des femmes et des enfants, développement de la coopération, de la prévoyance et de la mutualité parmi les émigrants ; mesures à prendre pour proportionner l'émigration aux besoins en main-d'œuvre des pays d'immigration ; collaboration entre les services d'émigration et d'immigration des différents pays ; principes généraux sur lesquels devraient se régler les courants d'immigration et d'émigration ; déclaration de principe sur le statut de l'émigrant. La Conférence adopta sur ces divers sujets une série de vœux et résolutions dont les plus importants portent sur le statut du migrant et sur la colonisation.

Le Comité directeur de la Conférence de Rome avait été chargé des travaux préparatoires d'une seconde Conférence. Le Comité préparatoire de celle-ci en fixa le siège à La Havane. Cette deuxième Conférence tint ses assises dans cette ville du 31 mars au 17 avril 1928. 37 pays y envoyèrent des délégués, 5 des observations. La S. des N., le B. I. T. et l'Institut international d'agriculture de Rome prirent part à la Conférence à titre consultatif. Celle-ci adopta une nombreuse série de vœux

(1) Argentine, Brésil, Canada, Chili, Cuba et France.

et une résolution fixant la convocation à *Madrid*, à une date à déterminer ultérieurement et après avis favorable de la majorité des gouvernements intéressés, d'une troisième Conférence internationale de l'émigration et de l'immigration.

Il convient enfin de signaler que la *Conférence parlementaire internationale du commerce* s'est occupée, au cours de ses dernières réunions des problèmes migratoires. D'autre part, la *Conférence permanente pour la protection des émigrants* a discuté en 1928, la question de l'assurance des passagers maritimes contre les accidents et adopté des résolutions concernant les migrants en voyage de retour qui débarquent sans ressources, etc...

Sans entrer plus loin dans le détail de toutes les questions touchant les migrations, questions à la vérité des plus complexes et des plus délicates, on peut dire, à la lumière de ce simple exposé que ces questions qui constituent un aspect particulier des problèmes démographiques, provoquent de divers côtés un intérêt de plus en plus croissant.

SECTION X

La Protection de catégories spéciales de Travailleurs

PREMIÈRE SOUS-SECTION

Les Travailleurs maritimes

On a vu que l'œuvre de la Conférence avait été particulièrement féconde en ce qui concerne la réglementation internationale du travail des gens de mer.

Dans cette sous-section on examinera successivement la suite donnée par les Etats Membres de l'Organisation aux décisions de la Conférence visant les objets suivants :

- 1° Durée du travail ;
- 2° Protection des enfants et jeunes gens ;
- 3° Chômage ;
- 4° Placement des gens de mer ;
- 5° Statut des marins ;
- 6° Contrat d'engagement des travailleurs maritimes ;

- 7° Rapatriement des marins ;
- 8° Inspection du travail des gens de mer.

PARAGRAPHE 1

Durée du travail

A cet égard, la Conférence a adopté deux recommandations s'appliquant à des domaines spéciaux du travail à bord des bateaux : industrie de la pêche et navigation intérieure.

1° Recommandation tendant à limiter les heures de travail dans l'industrie de la pêche

(2^e Session, Gênes 1920)

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail de la S. d. N.

Recommande :

Que chaque Etat Membre adopte une législation limitant, dans le sens indiqué par la Conférence de Washington, les heures de travail dans l'industrie de la pêche, avec les clauses spéciales nécessaires pour faire face aux conditions particulières à cette industrie en chaque pays ; et que, pour la préparation de cette législation, chaque Gouvernement consulte les organisations patronales et les organisations ouvrières intéressées.

MESURES D'APPLICATION (1)

A la fin de 1929, 12 Etats avaient déclaré avoir pris des mesures conformes à cette recommandation ; 11 Etats avaient officiellement indiqué que la recommandation avait été soumise à l'autorité compétente ; 11 Etats également avaient communiqué d'autres renseignements officiels ; enfin 18 Etats s'étaient abstenus de fournir des informations au sujet de l'attitude qu'ils comptaient prendre à l'égard de la recommandation.

2° Recommandation tendant à limiter les heures de travail dans la navigation intérieure

(2^e Session, Gênes 1920)

La Conférence générale recommande :

(1) Voir Annexe XXXIII.

1° Que chaque Membre de l'Organisation établisse, s'il ne l'a déjà fait, une législation limitant les heures de travail pour les personnes employées dans la navigation intérieure avec telles dispositions spéciales qui pourraient être rendues nécessaires par les conditions exceptionnelles, soit climatériques, soit industrielles, afférentes à la navigation intérieure de chaque pays ; que cette législation soit établie après consultation des organisations patronales et des organisations ouvrières intéressées.

2° Que les Membres de l'Organisation dont les territoires sont riverains de cours d'eau qui sont utilisés en commun par leurs bateaux, concluent entre eux des accords en vue de limiter les heures de travail des personnes employées dans la navigation intérieure sur ces cours d'eau, après consultation des organisations patronales et des organisations ouvrières intéressées.

3° Que ces législations nationales et ces accords entre pays riverains s'inspirent des principes généraux du projet de convention concernant les heures de travail adopté par la Conférence internationale du Travail à Washington.

4° Que, pour l'application de cette recommandation, chaque Membre de l'Organisation internationale du Travail établisse, en ce qui le concerne, après consultation des organisations patronales et des organisations ouvrières intéressées, la distinction entre la navigation intérieure et la navigation maritime, et communique ses décisions à ce sujet au B.I.T.

5° Que chaque Membre de l'O.I.T. adresse au B.I.T., dans un délai de deux ans après la clôture de la Conférence de Gênes, un rapport sur les mesures prises en exécution de la présente recommandation.

MESURES D'APPLICATION (1)

Cette recommandation a inspiré un certain nombre de mesures prises par 12 Etats. D'autre part, 14 Etats ont informé le Secrétaire général de la S. d. N. que la recommandation de 1920 avait été soumise à l'autorité compétente. 10 autres Etats ont communiqué d'autres renseignements officiels. Enfin 19 Etats n'avaient, à la fin de 1929, fourni aucune information.

(1) Voir Annexe XXXIV.

PARAGRAPHE 2

Protection des enfants et jeunes gens

1° AGE D'ADMISSION AU TRAVAIL MARITIME

A. — *Convention fixant l'âge minimum d'admission
des enfants au travail maritime (1)*(2^e Session, Gênes 1920)

1° CHAMP D'APPLICATION (Art. 1^{er}). — Il comprend les navires tels qu'ils sont définis ci-après :

Le terme « navire » doit être entendu de tous les bateaux, navires ou bâtiments, quels qu'ils soient, de propriété publique ou privée, effectuant une navigation maritime, à l'exclusion des navires de guerre.

2° PRINCIPE (Art. 2). — Les enfants de moins de 14 ans ne peuvent être employés au travail à bord des navires autres que ceux sur lesquels sont seuls employés les membres d'une même famille.

3° DÉROGATION (Art. 3). — Toutefois les dispositions de l'article 2 ne s'appliquent pas au travail des enfants sur les *bateaux-écoles*, à la condition que le travail soit approuvé et surveillé par l'autorité publique.

4° CONTROLE (Art. 4). — Pour assurer le contrôle de l'application des dispositions précitées, tout capitaine ou patron devra tenir un *registre d'inscription* ou un *rôle d'équipage* mentionnant toutes les personnes de moins de 16 ans employées à bord, avec l'indication de la date de leur naissance.

5° DATE D'ENTRÉE EN APPLICATION DE LA CONVENTION (Art. 9). — Elle est fixée au plus tard le 1^{er} juillet 1922 pour les Membres ayant donné leur ratification.

A. — MESURES DE RATIFICATION (2)

Au 1^{er} mars 1930, la situation des Etats Membres au regard de la ratification de la convention s'établissait de la manière suivante :

(1) Cette convention est entrée en vigueur le 27 septembre 1921.

(2) Voir Annexe XXXV.

Ratifications enregistrées.....	22
— autorisées	1
— recommandées	3

B. — MESURES D'APPLICATION (1)

Toujours à la même date, le résultat du travail législatif inspiré par le projet de convention envisagé était le suivant :

3 Etats (*Bulgarie, Norvège, Yougoslavie*) avaient adopté, antérieurement à l'adoption dudit projet, des mesures législatives ou autres conformes au texte élaboré à Gênes.

14 Etats avaient pris des mesures identiques postérieurement à l'adoption de la convention par la Conférence : *Belgique, Danemark, Espagne, Esthonie, Finlande, Grande-Bretagne, Grèce, Etat libre d'Irlande, Japon, Lettonie, Pays-Bas, Pologne, Roumanie et Suède*.

3 Etats avaient fourni des informations officielles concernant d'autres mesures tendant à appliquer la convention : *Canada, Chili et Hongrie*.

Enfin 4 Etats avaient fait connaître que des lois étaient, chez eux, en voie d'adoption ou en cours d'élaboration : *Argentine, France, Inde et Uruguay*.

De l'examen des textes législatifs, réglementaires ou autres édictés par les Etats (dont la liste figure en annexe) se dégagent les considérations suivantes :

1° D'une manière générale, les législations énumérées ne contiennent pas de définition spécifique du terme « navire », mais en pratique ce terme est compris conformément aux dispositions de la convention et s'applique à des bâtiments effectuant la navigation maritime soit dans un but lucratif, soit à titre de plaisance, ou en vue d'études, soit à un service public.

Mais elles sont toutes d'accord pour écarter de leur champ d'application, les navires de guerre, et en cela elles sont pleinement conformes à l'article 1^{er} de la convention.

Certaines excluent de leur bénéfice les bâtiments de pêche maritime (*Pays-Bas*, article 1^{er} de l'arrêté n° 555 du 19 décembre 1924, rendu en exécution des art. 71 et 92 de la loi de 1919) ou, si elles admettent ces bâtiments, c'est sous certaines conditions de tonnage ou de capacité (*Japon*, ordonnance impériale

du 19 novembre 1923 qui excepte des dispositions relatives à l'âge minimum fixé par la loi du 29 mars 1923 « les marins occupés sur des navires affectés à la pêche, dont le tonnage total est inférieur à 30 tonnes (1) ou sur des navires dont la capacité est inférieure à 300 kokus (2) et qui ne sont pas considérés comme « effectuant une navigation maritime » dans le sens de l'art. 1^{er} de la convention).

D'autres législations sont d'une application générale (*Suède*, art. 10 de la loi des marins du 10 juin 1922).

La législation de la *Grande-Bretagne* (art. 4 de la loi de 1920) spécifie que le terme « navire » désigne tout bâtiment de quelque nature que ce soit, immatriculé dans le Royaume-Uni comme navire britannique et comprend tout bâtiment de pêche immatriculé sur le registre des bâtiments de pêche.

Il convient de signaler au surplus que la loi précitée de 1920, reproduit, dans la partie IV de l'annexe, le texte de l'art. 1^{er} de la convention.

La même remarque est à faire pour l'*Etat libre d'Irlande* qui applique aux navires immatriculés dans ses ports, les mêmes textes législatifs que la *Grande-Bretagne*.

Un seul pays, la *Grèce*, a consacré législativement le terme employé dans l'article 1^{er} de la convention en promulguant le décret-loi du 7 octobre 1925 ratifiant celle-ci et en reproduisant le texte *in extenso*.

2° Les législations des pays suivants sont entièrement basées sur le principe posé par l'article 2 : *Danemark, Espagne, Esthonie, Finlande, Grèce, Japon, Lettonie, Pays-Bas, Roumanie, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes*.

Les législations de la *Grande-Bretagne* et de l'*Etat libre d'Irlande*, qui sont les mêmes, prévoient (art. 1^{er} de la loi de 1920) « qu'aucun enfant ne pourra être employé à bord d'un « navire, excepté dans la mesure et dans les circonstances où « ledit emploi est autorisé par la convention, inséré dans la partie IV de l'annexe de la présente loi ».

(1) Il s'agit ici de la tonne de jauge brute (tonne Moorsam) = 2 mètres cubes 83.

(2) 1 Koku = 4,9629 boisseaux ou 39.7033 gallons = 1.80391 Hl.

Une disposition identique est consacrée par l'article 163 de la *loi de la marine marchande du Canada*.

La *loi belge du 5 juin 1928* établit, dans son article 19, une distinction entre le service du pont et le service de la machine sur les bâtiments maritimes. Dans le premier cas, l'âge minimum d'admission est fixé à 14 ans, dans le deuxième cas, il est de 18 ans. De plus, aucune femme ne peut contracter un engagement maritime si elle n'a pas atteint l'âge de 21 ans accomplis.

Les législations de la *Norvège*, de la *Pologne* et de la *Suède* ne prévoient pas l'exception des navires où ne sont employés que les membres de la même famille. En outre, la *législation polonaise* est plus rigoureuse que la convention en ce qui concerne l'âge minimum d'admission. Ce dernier, qui était autrefois de 15 ans, a été élevé à 16 ans par la *Constitution* et par la *loi du 2 juillet 1924* (voir supra : âge minimum d'admission des enfants au travail industriel).

En *Bulgarie*, la loi de 1917 (art. 15) dépasse les termes de la convention puisqu'elle interdit, d'une manière générale l'emploi des enfants de l'un et l'autre sexe de moins de 18 ans sur les bateaux à vapeur. D'autre part, ces dispositions restrictives ont été accentuées en ce qui concerne les équipages des bateaux de commerce de la Compagnie Bulgare dont le règlement stipule (art. 3) que pour être admis au service de cette Compagnie, il faut avoir 21 ans révolus. Cette prescription a été rendue obligatoire en raison des conditions techniques dans lesquelles la Compagnie bulgare doit travailler depuis la guerre.

3° La dérogation de l'article 3 n'est pas prévue dans les législations des pays suivants : *Bulgarie*, *Danemark*, *Espagne*, *Esthonie*, *Norvège* et *Suède*.

La *loi belge du 5 juin 1928* ne mentionne pas non plus cette exception qui était consacrée précédemment par l'arrêté royal du 28 février 1919, dans les termes mêmes de la convention.

Les lois du *Canada*, de la *Grande-Bretagne* et de l'*Etat libre d'Irlande* admettent la dérogation puisque, ainsi qu'il a été dit, elles contiennent en annexe le texte de la convention.

Les législations de la *Finlande*, de la *Grèce* (voir supra), du *Japon*, de la *Lettonie*, de la *Roumanie* et du *Royaume des*

Serbes, Croates et Slovènes prévoient que l'interdiction d'employer au travail à bord des navires des enfants âgés de moins de 14 ans ne s'applique pas au travail des enfants sur les navires-écoles, à la condition que ce travail soit approuvé et surveillé par l'autorité publique.

4° Les législations des pays ci-après désignés contiennent des dispositions analogues à celles de l'article 4 de la convention : *Belgique, Canada, Danemark, Grande-Bretagne, Grèce, Etat libre d'Irlande, Japon, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Roumanie, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes*.

La tenue de registres et l'exactitude des mentions qu'ils contiennent sont contrôlées par l'autorité compétente : inspecteurs ou commissaires de l'inscription maritime (*Danemark*, art. 11 de la *loi sur les marins* et art. 13 de la *loi du 26 février 1872*).

Les législations *canadienne, britannique et irlandaise* prévoient (art. 163 de la loi de la marine marchande du *Canada*, art. 1^r de la loi de 1920 applicable en *Grande-Bretagne* et dans l'*Etat libre d'Irlande*) que dans tout contrat conclu avec l'équipage engagé à bord d'un navire, doit être insérée une liste des jeunes gens âgés de moins de 18 ans (*Canada*) ou de moins de 16 ans (*Grande-Bretagne* et *Etat libre d'Irlande*) faisant partie de cet équipage, avec l'indication de la date de leur naissance ; dans le cas d'un navire où un tel contrat n'existe pas, le commandant du bord doit tenir un registre de ces jeunes gens.

La *loi danoise sur les marins* prescrit, dans son article 11, la tenue du registre ou du rôle d'équipage imposé par la convention, mais elle prévoit en outre que tout marin doit être muni d'un livret ou d'un certificat d'engagement délivré par l'autorité de police compétente sur production du certificat de naissance du marin. L'observance des dispositions relatives à l'âge d'admission fait donc l'objet d'un double contrôle.

Le *Code du Travail espagnol* (art. 35) stipule que la mention de la date de naissance de tout marin âgé de moins de 18 ans doit figurer sur le contrat d'engagement de celui-ci.

La délivrance d'un livret à chaque marin embarqué est également prescrite par la loi *esthonienne* du 22 mars 1928 (art. 11), par la loi *finlandaise* du 8 mars 1924 (art. 11) dont l'article 10 stipule en outre que l'âge de tout mineur au-dessous de 18

ans doit être prouvé par un certificat d'un pasteur ou de toute autre autorité publique, et par la *loi roumaine*.

Le règlement *letton* du 30 octobre 1928 (art. 11) prescrit la délivrance d'un *livret de salaire* contenant, entre autres indications, le nom et la date de naissance du marin.

La *loi polonaise* sur le travail des femmes et jeunes gens qui est d'une application générale, prévoit la tenue d'un registre des personnes âgées de 15 à 18 ans employées dans un établissement et l'affichage d'une liste de ces personnes dans un endroit visible du même établissement.

Indépendamment de la délivrance d'un livret individuel à toute personne embarquée à bord d'un navire, l'art 8 de la *loi pour l'organisation de la marine marchande* et l'art. 8 du *règlement de 1928*) de la loi roumaine, exigent que tout contrat d'engagement doit être fait par écrit et transcrit sur le registre du navire dont la tenue est obligatoire pour le capitaine.

5° En ce qui concerne l'application des dispositions de la convention aux colonies, possessions, protectorats, territoires placés sous mandat, il résulte des rapports annuels fournis en exécution de l'article 408 que la situation est la suivante :

Belgique. — Les dispositions de la convention ne sont pas applicables au *Congo Belge* ni aux territoires sous mandat, en raison des conditions locales qui s'opposent présentement à cette application. Néanmoins, les jeunes indigènes de la colonie du Congo et des territoires placés sous le mandat de la Belgique, embarqués à bord des autres navires belges, bénéficient des dispositions de la loi de 1928 correspondant aux prescriptions de la convention.

Danemark. — La ratification de la convention exclut le Groënland.

Espagne. — Le *décret royal du 26 mars 1925*, incorporé au Code du Travail, s'applique sans modification à tous les territoires placés sous la souveraineté espagnole.

Grande-Bretagne. — A l'exception de *Ceylan* et de la *Côte d'Or*, la convention n'est pas appliquée aux autres colonies, protectorats, etc...

Japon. — La convention n'a pas encore été appliquée aux

colonies, en raison des conditions nettement différentes qui y prévalent.

Pays-Bas. — L'ordonnance du 27 février 1926 (Staats-blad 1926, n° 87) applique, avec modifications, la convention dans les *Indes Néerlandaises* ; elle prévoit, dans son article 2, que les enfants de moins de 12 ans ne doivent être employés à bord d'un bateau (vaisseau d'un tonnage brut minimum de 500 mètres cubes) que dans le cas où cet emploi est effectué sous le contrôle du père ou d'un parent jusqu'au 3° degré inclus. L'ordonnance satisfait par ailleurs pleinement aux autres stipulations de la convention (notamment à celles de l'article 4).

L'abaissement de la limite d'âge à 12 ans est due aux conditions particulières du travail dans cette colonie.

Dans les provinces de *Surinam* et de *Curaçao*, les enfants ne sont pas employés à bord des bateaux.

6° Enfin en ce qui concerne le contrôle de l'application des législations énumérées, celui-ci est assuré par les commissaires maritimes (*Belgique* et *Congo*), les Ministères ou Départements du Travail et l'Inspection du Travail (*Bulgarie*, *Lettonie*, *Pays Bas*) ; les commissaires d'embarquement (*Danemark*), les capitaines de port (*Yougoslavie*, *Grèce*) ; les fonctionnaires de l'inspection maritime (*Finlande*) ; les fonctionnaires du Board of Trade (*Grande-Bretagne*) ; les préposés à l'engagement maritime (*Canada*) ; les autorités de la maison des marins (*Esthonie*) ; les contrôleurs des Bureaux de la Marine marchande entretenus par le Département de l'Industrie et du Commerce dans les 17 ports principaux du Saorstat (*Etat libre d'Irlande*) ; les Bureaux régionaux de communication (au nombre de 33) ressortissant du Département des Communications et 142 villes, bourgs et villages des côtes désignés spécialement par le Ministre des Communications (*Japon*), etc..

B. — *Convention fixant l'âge minimum d'admission des jeunes gens au travail en qualité de soutiers ou chauffeurs* (1)

(3° Session, Genève 1921)

1° CHAMP D'APPLICATION (Art. 1^{er}). — La convention s'applique à tous les navires dont la définition est d'ailleurs la même

(1) Cette convention est entrée en vigueur le 20 novembre 1922.

que celle qui a été indiquée par l'article 1^{er} du projet de convention fixant l'âge minimum d'admission des enfants au travail maritime (voir supra).

2° PRINCIPE (Art. 2). — Il est interdit d'employer des jeunes gens de moins de 18 ans au travail à bord des navires, en qualité de soutiers ou chauffeurs.

3° EXCEPTION (Art. 3). — Il peut être dérogé au principe en ce qui concerne :

a) le travail à bord des bateaux-écoles à condition que ce travail soit approuvé et surveillé par l'autorité publique ;

b) le travail sur les navires dont le moyen de propulsion principal est autre que la vapeur ;

c) le travail des jeunes gens de 16 ans au moins dont l'aptitude physique a été reconnue par un examen médical et qui sont employés sur les navires affectés exclusivement au cabotage sur les côtes de l'*Inde* et du *Japon*, sous réserve de règlements à intervenir après consultation avec les organisations les plus représentatives des employeurs et des travailleurs de ces pays.

AUTRE EXCEPTION ENVISAGÉE PAR L'ARTICLE 4. — Dans les ports où il n'est pas possible d'embaucher un chauffeur ou un soutier âgé de 18 ans au moins, il peut être fait appel à des travailleurs de cette catégorie âgés de moins de 18 ans et de plus de 16 ans, mais dans ce cas deux de ces jeunes gens devront être embauchés à la place du chauffeur ou du soutier nécessaire.

4° CONTROLE (Art. 5 et 6). — Il est assuré :

1° par un *registre d'inscription* ou un *rôle d'équipage* tenu obligatoirement par le capitaine ou le patron, et mentionnant toutes les personnes âgées de moins de 18 ans employées à bord (art. 5) ;

2° par l'insertion, sur les contrats d'engagement d'équipage, d'un résumé des dispositions de la convention (art. 6).

A. — MESURES DE RATIFICATION (1)

A la date du 1^{er} mars 1930, le tableau des ratifications concernant cette convention s'établissait comme suit :

(1) Voir Annexe XXXVI.

Ratifications enregistrées.....	21
— autorisées	1
— recommandées	4

B. — MESURES D'APPLICATION

L'examen du rapport du Directeur du B.I.T. pour 1929 et des informations contenues dans le tableau établi, au 1^{er} mars 1930, par le B.I.T. permet de faire les constatations suivantes :

1^o L'*Allemagne*, la *République de Cuba* et le *Luxembourg* n'ont pas fourni ou n'avaient pas à fournir les rapports annuels prévus par l'article 408 du Traité de Paix.

2^o De tous les Etats ayant ratifié la convention, l'*Italie* était le seul à avoir pris des mesures législatives ou autres antérieurement à l'adoption de la convention.

La *Belgique*, la *Bulgarie*, le *Danemark*, l'*Espagne*, l'*Estonie*, la *Finlande*, la *Grande-Bretagne*, l'*Inde*, la *Lettonie*, la *Norvège*, la *Pologne*, la *Roumanie* et la *Suède* ont mis leur législation en conformité avec les dispositions de la convention.

Le *Canada*, la *France*, la *Hongrie* et le *Japon* ont communiqué des informations concernant les mesures prises par eux pour appliquer la convention.

On peut analyser très sommairement de la façon suivante, les dispositions contenues dans les législations (énumérées en annexe) prises par les Gouvernements des 16 Etats ayant adopté des dispositions, en vue de faire porter effet à la convention de 1921.

1^o La définition du terme « navire » (art. 1^{er} de la convention) fait l'objet des mêmes remarques que celles exposées à propos des mesures d'application prises par les Etats énumérés, pour faire porter effet aux dispositions du projet de convention fixant l'âge minimum d'admission des enfants au travail maritime.

Toutefois les particularités suivantes sont à signaler en ce qui concerne les législations de la *Grande-Bretagne* et de la *Suède* :

L'article 5 de la *loi britannique de 1925 sur la marine marchande* écarte du champ d'application de ce texte les remorqueurs, bateaux-dragueurs, maries-salopes, chalands ou autres

embarcations dont le rayon ordinaire de navigation ne s'étend pas au delà des limites maritimes de la juridiction de l'autorité du port, au service duquel ces bateaux sont régulièrement affectés, s'ils sont employés à leur service normal, et tant qu'il en est ainsi.

La *loi suédoise sur les marins du 15 juin 1922*, modifiée par la *loi du 27 février 1925* ne considère pas comme affectés à la navigation maritime, dans le sens de la convention, les navires effectuant une navigation dans les eaux territoriales suédoises, qui baignent en majeure partie des archipels, et sont formés par des lacs en fleuves, ainsi que dans le Oresund et la baie d'Oslo jusqu'au Laurvig.

En outre, la *légalisation suédoise* n'établit pas d'exception pour les navires de guerre.

2° L'examen des différentes législations permet de constater que l'interdiction édictée par l'article 2 est entièrement respectée.

L'article 19 de la *loi belge du 5 juin 1928* a une portée générale et s'applique également à la pêche maritime, de sorte que la résolution adoptée à cet égard par la Conférence à sa 9^e session à Genève, se trouve pleinement réalisée.

La *réglementation italienne* se montre plus stricte que la convention en ce qu'elle dispose que ne peuvent être inscrites comme soutiers, les personnes âgées de moins de 18 ans et n'ayant pas accompli au moins 18 mois de navigation effective en qualité de mousses, de novices du service du port ou de jeunes gens employés aux cabines et à la cuisine ; au surplus, ne peuvent être inscrites comme chauffeurs, les personnes âgées de moins de 20 ans et n'ayant pas accompli comme soutiers au moins 18 mois de navigation effective (art. 8 du règlement pour le placement des gens de mer).

Les *ordonnances* édictées dans le *Royaume des Serbes, Croates et Slovènes*, antérieurement à l'adoption du projet de convention, prévoient qu'aucune personne âgée de moins de 18 ans ne peut être employée à bord en qualité de chauffeur (*ordonnance du 19 octobre 1883*) et qu'aucune personne ayant moins de 20 ans accomplis ne peut être admise à passer l'examen de

chauffeur (*ordonnance du 15 octobre 1858*). Les ordonnances dont il s'agit n'accordent aucune mention spéciale aux soutiers.

La *réglementation bulgare* est de toutes la plus rigoureuse, ainsi qu'il a été dit plus haut. On se rappelle en effet que l'article 3 du *règlement du 8 août 1923* concernant l'équipage des bateaux de commerce de la Compagnie bulgare prohibe l'emploi des jeunes gens de moins de 21 ans à bord des bâtiments de cette Compagnie.

3° On peut signaler comme appliquant intégralement les dispositions de l'article 3 des législations des pays suivants : *Canada, Espagne, Grande-Bretagne, Lettonie et Roumanie*.

La *loi belge du 5 juin 1928* ne renferme pas les exceptions prévues à l'article 3, mais, en fait, les dispositions de la convention sont entièrement respectées.

La *loi danoise des marins du 1^{er} mai 1923* ne mentionne pas l'exception visant les bateaux-écoles. Il semble bien néanmoins que cette disposition de la convention soit appliquée. Au surplus, le Gouvernement danois indique nettement dans ses rapports fournis en exécution de l'article 408 du Traité de Paix que l'exception visant les navires à moteur est admise au Danemark.

Le *règlement bulgare du 8 août 1923* prévoit (art. 5) l'admission, avant 21 ans, des candidats cadets continuant leur instruction dans une école maritime ; ces jeunes gens sont tenus d'avoir fait au moins 5 classes du lycée ou du collège. Mais la législation bulgare ne mentionne pas l'exception concernant les navires à moteur.

La *loi finlandaise du 8 mars 1924* spécifiant (art. 10) que c'est sur les vapeurs que l'emploi des jeunes gens de moins de 18 ans comme chauffeurs ou soutiers est interdit, il semble que leur emploi sur les navires dont le moyen de propulsion principal est autre que la vapeur reste autorisé.

En ce qui concerne l'*Inde*, les deux premières exceptions de l'article 3 sont reproduites dans les instructions publiées par les Gouvernements de Madras, Bengale, Bombay et Burma. Pour le régime spécial accordé à l'Inde par la convention, ces instructions prévoient qu'une exception peut être faite dans le cas de jeunes gens âgés de 16 ans au moins et reconnus physiquement aptes, après examen médical, à être employés comme soutiers

ou chauffeurs sur des caboteurs. Le règlement prévu par l'article 3 n'a pas encore été établi.

L'*Italie* et la *Norvège* n'ont pris aucune disposition pour faire porter effet à cet article.

La législation *yougoslave* n'admet pas les dérogations prévues (voir sous art. 2).

La *loi suédoise des marins du 15 juin 1922* (article 10) modifiée par la *loi du 27 février 1925* prévoit des exceptions pour les navires dont le moyen de propulsion principal est autre que la vapeur. Les autres exceptions de l'article 3 sont actuellement sans intérêt pratique pour la navigation suédoise. Aussi l'art. 10 de la loi précitée prévoit-il le droit d'autoriser certaines dérogations pour des cas spéciaux, mais il n'a été fait aucun usage de ce droit.

4° les législations *canadienne, espagnole, esthonienne, britannique, italienne, lettone* et *roumaine* consacrent des dispositions entièrement conformes à celles prévues par l'article 4 de la convention.

La *loi belge du 5 juin 1928* ne contient pas de disposition équivalente à celle de l'article 4, mais les prescriptions de la convention sont observées telles qu'elles sont édictées.

La *loi finlandaise et le règlement polonais du 2 janvier 1925* ne mentionnent pas non plus la dérogation prévue par ledit article.

Par contre, les législations des pays suivants sont bien plus rigides que la convention, car elles n'admettent nullement cette dérogation : *Bulgarie, Danemark, Norvège, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes*.

5° L'application des prescriptions de l'article 5 est assurée dans toutes les législations énumérées par la tenue de registres d'inscription ou de rôles d'équipage ou de livrets de comptes par le capitaine ou les patrons ou la remise de livrets de salaires ou de service aux membres de l'équipage. Ces documents doivent mentionner, entre autres indications, la date de naissance de ces derniers. Il suffit de se reporter à cet égard à ce qui a été dit sur les mesures d'application prises en exécution de l'article 4 de la convention sur l'âge minimum d'admission

des enfants au travail maritime, par les Membres ayant ratifié la convention.

Le contrôle est exercé par les mêmes autorités que celles qui sont qualifiées pour assurer l'application des dispositions législatives prises en exécution de la convention fixant l'âge minimum d'admission des enfants au travail maritime.

Dans l'*Inde* et en *Italie* (pays non mentionnés sous cette dernière rubrique) le contrôle incombe respectivement aux fonctionnaires maritimes qui exercent une surveillance dans les ports au moment de la signature des contrats et aux autorités maritimes agissant sous le contrôle de la Direction Générale de la Marine marchande au Ministère des Communications.

Enfin en ce qui concerne l'application des dispositions de la convention aux colonies, possessions et pays de protectorat, on relève des constatations sensiblement identiques à celle concernant les autres conventions adoptées par la Conférence : non applicabilité en raison des conditions locales.

Toutefois en ce qui concerne la *Grande-Bretagne*, les dispositions de la convention ont été étendues, en exécution de l'article 6 de la *loi de 1925*, à certaines colonies (*Bermudes, Chypre, Jamaïque, Ile Maurice, Straits Settlements*, etc...) et à *Malte* (par une décision du gouvernement de cette île).

2° Convention concernant l'examen médical obligatoire des enfants et jeunes gens employés à bord des bateaux (1)

(3^e Session, Genève 1921)

1^o CHAMP D'APPLICATION (Art. 1^{er}). — Il couvre tous les navires définis comme dans les conventions précédentes.

2^o PRINCIPE (Art. 2 et 3). — Le travail des enfants et jeunes gens de moins de 18 ans à bord des bâtiments, autres que ceux sur lesquels sont seuls employés les membres d'une même famille, ne doit être autorisé que sur présentation d'un certificat médical attestant leur aptitude au travail maritime et signé par un médecin approuvé par l'autorité compétente (art. 2). Ledit certificat devra être renouvelé à des intervalles ne dé-

(1) Cette convention est entrée en vigueur le 20 novembre 1922.

passant pas une année et le nouveau certificat délivré attestant que le travail peut être continué par l'intéressé devra être présenté au capitaine ou patron. Toutefois si le terme de validité arrive à expiration au cours d'un voyage, il sera prorogé jusqu'à la fin de celui-ci (art. 3).

3° DÉROGATION (Art. 4). — En cas d'urgence, l'embarquement d'un enfant de moins de 18 ans, non muni du certificat prévu aux articles 2 et 3, pourra être autorisé par l'autorité compétente, à la condition que l'examen médical soit subi au premier port où le bâtiment fera escale ultérieurement.

A. — MESURES DE RATIFICATION (1)

Au 1^{er} mars 1930, l'état des ratifications, en ce qui concerne la convention ci-dessus, était le suivant :

Ratifications enregistrées.....	21
— " recommandées	4

B. — MESURES D'APPLICATION (1)

Le *Royaume des Serbes, Croates et Slovènes* avait, antérieurement à l'adoption du projet de convention par la Conférence, pris des mesures conformes à ce projet.

A la date du 1^{er} mars 1930, les 13 Etats suivants avaient d'autre part, adopté des mesures législatives ou autres, postérieures à la convention, tendant à faire porter effet à celle-ci : *Belgique, Bulgarie, Espagne, Esthonie, Finlande, Grande-Bretagne, Inde, Italie, Japon, Lettonie, Pologne, Roumanie et Suède.*

Le *Canada*, le *Danemark*, la *France*, la *Hongrie* et les *Pays-Bas* avaient communiqué des informations officielles concernant d'autres mesures tendant à appliquer ou appliquant la convention.

Si l'on s'en tient aux Etats ayant fourni des rapports au B.I.T. en exécution de l'article 408 du Traité de Versailles, on peut relever les constatations suivantes :

1° Quant au champ d'application de la convention qui s'étend aux navires tels qu'ils ont été définis dans les conventions

(1) Voir Annexe XXXVII.

précédentes, les rapports précités fournissent des indications identiques à celles données au sujet de la convention fixant l'âge minimum des enfants au travail maritime.

2° En ce qui concerne l'application du principe formulé à l'article 2 de la convention étudiée, les législations des pays énumérés en annexe appliquent les prescriptions conformes à ce principe.

3° Les mêmes législations prévoient le renouvellement du certificat médical dans les conditions déterminées par l'article 3 de la convention.

Seul le rapport du *Royaume des Serbes, Croates et Slovènes* ne se réfère pas expressément à la question de ce renouvellement.

4° En ce qui concerne la dérogation prévue par l'art. 4 de la convention, il convient de signaler que les législations de la *Bulgarie*, de la *Finlande*, de l'*Italie* et de la *Pologne* ne contiennent pas de dispositions correspondantes.

5° Les législations de la *Belgique*, de l'*Italie* et du *Japon* n'autorisent pas l'application de la convention à leurs colonies ou possessions.

Seules l'*Espagne* et la *Grande-Bretagne* ont inséré dans leur législation (*Espagne*, décret royal du 26 mars 1925 ; *Grande-Bretagne*, art. 6 de la loi de 1925 sur la marine marchande) des dispositions étendant à toutes leurs colonies (*Espagne*) ou à certaines (*Grande-Bretagne*) l'application des dispositions de la convention.

5° Quant au contrôle de l'application des lois et règlements énumérés d'autre part, il est exercé par les mêmes autorités que celles indiquées au paragraphe consacré à l'application de la convention sur l'âge minimum d'admission au travail maritime.

PARAGRAPHE 3

Chômage

1° *Recommandation concernant l'assurance des marins contre le chômage*

(2^e Session, Gênes 1920)

La Conférence générale recommande :

Que chaque Etat Membre organise pour les marins un système effectif d'assurance contre le chômage résultant de naufrage ou de toute autre cause, à l'aide de l'un des procédés suivants :

1° Institution d'un régime d'assurance gouvernementale.

2° Allocation de subventions, par le Gouvernement, aux organisations professionnelles dont les statuts prévoient, en faveur de leurs membres, le paiement d'indemnités de chômage.

MESURES D'APPLICATION (1)

A la fin de 1929, cette recommandation avait fait l'objet de mesures législatives ou autres dans 13 Etats ; au surplus, 13 autres Etats avaient officiellement indiqué que la recommandation avait été soumise à l'autorité compétente, et 9 Etats avaient fait parvenir d'autres renseignements officiels au Secrétariat général de la S. d. N. Enfin 19 Etats s'étaient abstenus de fournir toute information.

2° *Convention concernant l'indemnité de chômage en cas de perte par naufrage* (2)

(2^e Session, Gênes 1920)

1° CHAMP D'APPLICATION (Art. 1^{er}). — La convention s'applique à tous les marins.

Il faut entendre par « marin », toute personne employée à bord de tout navire effectuant une navigation maritime.

Quant au terme « navire », il a une signification identique à celle du projet de convention fixant l'âge minimum d'admission des enfants au travail maritime.

2° PRINCIPE (Art. 2). — En cas de perte par naufrage d'un navire quelconque, l'armateur ou la personne avec laquelle le marin a passé un contrat pour servir à bord du navire, devra verser à chacun des marins employés sur ce navire une indemnité pour faire face au chômage résultant de ce sinistre.

Cette indemnité devra comprendre tous les jours de la période effective du chômage du marin au taux du salaire payable

(1) Voir Annexe XXXVIII.

(2) Cette convention est rentrée en vigueur le 16 mars 1923.

en vertu du contrat et son montant total pourra être limité à deux mois de salaire.

3° PRIVILÈGES ATTACHÉS A L'INDEMNITÉ (Art. 3). — Les indemnités ainsi allouées jouiront des mêmes privilèges que les arrérages de salaires gagnés pendant le service, et les marins pourront avoir recours, pour les recouvrer, aux mêmes procédés que pour ces arrérages.

A. — MESURES DE RATIFICATION (1)

Au 1^{er} mars 1930, la situation des Etats membres en ce qui concerne la ratification était la suivante :

Ratifications enregistrées.....	13
— conditionnelles.....	1
— autorisées	2
— recommandées	4

La ratification conditionnelle émanait de la *Lettonie*.

B. — MESURES D'APPLICATION (1)

L'examen des mesures prises par les différents Etats pour faire porter effet à la convention permet de faire les constatations ci-après :

La législation de l'*Italie* (décret-loi du 26 octobre 1919) avait institué, avant l'adoption de la convention de Gênes, un système d'assurance en faveur des marins (nationaux ou étrangers) en cas de sinistre.

Les 9 Etats dont les noms suivent avaient pris, à la date du 1^{er} mars 1930, des mesures législatives ou autres conformes aux dispositions de la convention : *Belgique, Bulgarie, Canada, Espagne, Esthonie, France, Grande-Bretagne, Grèce et Pologne*.

Parmi ces pays, la *France* est entrée la dernière dans la voie de la réglementation par la promulgation de la loi du 15 février 1929 portant allocation d'une indemnité de chômage au marin en cas de prise, naufrage ou déclaration d'innavigabilité du navire.

3 Etats (*Allemagne, Australie et Norvège*) ont fait savoir qu'ils avaient pris d'autres mesures appliquant la convention.

(1) Voir Annexe XXXIX.

5 Etats (*Argentine, Chili, Inde, Pays-Bas et Uruguay*) ont informé le Secrétariat général que des lois étaient chez eux en voie d'adoption ou en cours d'élaboration et tendant à appliquer les dispositions de la convention.

Enfin 3 Etats (*Cuba, Lettonie, Yougoslavie*) qui avaient soit ratifié conditionnellement (Lettonie), soit ratifié très tard la convention (*Cuba*, 6 août 1928 ; *Yougoslavie*, 30 septembre 1929) n'avaient pas à fournir le rapport annuel prévu par l'article 408).

Au surplus, le *Luxembourg*, bien qu'ayant ratifié (16 avril 1928) ladite convention, n'était pas évidemment astreint à prendre des mesures législatives en vue de faire porter effet à celle-ci.

En ce qui concerne les pays énumérés en annexe, les législations y appliquées donnent du terme « marin » une définition semblable à celle de l'article 1^{er} de la convention. Il en est de même pour le mot « navire » qui a la même signification, dans les législations en question, que celle de l'article 1^{er} précité.

La *législation polonaise* prévoit expressément l'assurance des capitaines, officiers et officiers mécaniciens (décret du 24 novembre 1927).

Quant à l'application du principe posé par l'article 2 de la convention, elle est entièrement respectée dans les législations des pays considérés.

Au surplus, les législations des pays dont il s'agit se conforment littéralement aux dispositions de la convention en ce qui touche les privilèges attachés à l'indemnité.

En *Pologne*, en attendant que soit voté le projet de loi élaboré par le gouvernement, qui tend à la stricte application des dispositions de la convention, le Ministère de l'Industrie et du Commerce a ordonné aux Officiers de la Marine marchande d'appliquer, le cas échéant, lesdites dispositions.

L'application de cette convention aux colonies, possessions ou pays de protectorat n'est guère admise que par l'*Espagne* et la *Grande-Bretagne* (pour certaines colonies seulement).

Enfin le contrôle de l'application des lois et règlements administratifs mentionnés à l'annexe, est confié, en général, aux autorités maritimes. Dans certains pays, ce contrôle est exercé par l'inspection du travail (*Bulgarie, Grèce*), par le Ministre des

Communications (*Italie*) ou par les Comités locaux du Fonds de Chômage (*Pologne*).

Convention concernant le placement des marins (1)

(2^e Session, Gênes 1920)

1^o CHAMP D'APPLICATION (Art. 1^{er}). — La convention s'applique « aux marins », c'est-à-dire à toutes les personnes employées comme membre de l'équipage à bord des navires effectuant une navigation maritime, à l'exclusion des officiers.

La latitude est laissée à chaque pays de décider s'il y a lieu d'étendre ou non le bénéfice des dispositions de la convention aux officiers de pont et officiers mécaniciens (art. 9).

2^o PRINCIPE (Art. 2). — Le placement des marins ne peut faire l'objet d'un commerce exercé dans un but lucratif par aucune personne, société ou établissement, sous peine de sanctions pénales édictées par les lois nationales.

3^o DÉROGATION (Art. 3). — Les bureaux de placement fonctionnant au moment de l'adoption du projet de convention, pourront être admis temporairement, par autorisation gouvernementale, à continuer leurs opérations qui seront soumises à un contrôle du gouvernement en vue de sauvegarder les droits de toutes les parties intéressées.

Dans chaque Etat les mesures nécessaires devront être prises pour abolir, le plus rapidement possible, le commerce du placement des marins exercé dans un but lucratif.

4^o APPLICATION DU PRINCIPE (Art. 4 et 7). — Chaque Membre devra veiller à ce qu'il soit organisé et entretenu un système de placement constitué de la manière suivante :

1^o soit par des associations représentatives des armateurs et des marins agissant en commun sous le contrôle d'une autorité centrale ;

2^o soit par l'Etat lui-même.

Les personnes appelées à diriger ces offices devront posséder une expérience maritime pratique.

(1) Cette convention est entrée en vigueur le 23 novembre 1921.

En cas de coexistence d'offices de placement de types divers, des mesures doivent être prises pour coordonner leur action sur une base nationale (art. 4).

Des comités paritaires d'armateurs et de marins seront consultés sur le fonctionnement de ces offices.

Il appartiendra au Gouvernement de préciser les pouvoirs de ces comités, notamment en ce qui concerne le choix de leur président en dehors de leurs membres, leur assujettissement au contrôle de l'Etat, et la faculté de recevoir l'assistance de personnes s'intéressant au bien-être des marins (art. 5).

Les règles générales suivantes devront être observées dans les opérations des offices :

a) Droits respectifs des parties : pour le marin de choisir son navire, pour l'armateur de choisir son équipage (art. 6).

b) Le contrat d'engagement des marins doit contenir toutes les garanties nécessaires pour la protection des parties intéressées (art. 7).

c) Le marin doit avoir toutes facilités pour examiner ce contrat avant et après signature (même article).

Les facilités pour le placement, prévues par la convention, et concédées à ses nationaux par un Membre ayant ratifié ladite convention, devront faire l'objet de mesures de réciprocité (au besoin en recourant à des offices publics) à l'égard des marins des autres Etats Membres ayant également ratifié ce texte, sous réserve que les conditions de travail soient les mêmes (art. 8).

5° OBLIGATIONS RESPECTIVES DES ETATS MEMBRES ET DU B.I.T. (Art. 10).

a) *Etats Membres* : Communication au B.I.T. de toutes informations, statistiques ou autres, concernant le chômage des marins et le fonctionnement des offices de placement.

b) *B. I. T.* : Assurer, d'accord avec les Gouvernements et les organisations intéressées de chaque pays, la coordination des divers systèmes nationaux de placement des marins.

A. — MESURES DE RATIFICATION (1)

Au 1^{er} mars 1930, l'état des ratifications était le suivant :

(1) Voir Annexe XL.

Ratifications enregistrées.....	17
— autorisées	1
— recommandées	4

B. — MESURES D'APPLICATION (1)

Antérieurement à l'adoption du projet par la Conférence, les 6 Etats ci-après désignés appliquaient des mesures législatives ou autres concernant le principe posé par ce projet : *Australie, Esthonie, Finlande, Italie, Norvège et Suède.*

Les 7 Etats suivants avaient adopté postérieurement à la décision prise par la Conférence de Gênes, des textes législatifs, réglementaires ou autres conformes à cette décision : *Allemagne, Belgique, Bulgarie, Grèce, Japon, Lettonie et Pologne.*

En outre, la *France* avait communiqué des informations officielles concernant d'autres mesures que celles qui viennent d'être indiquées, tendant à appliquer les dispositions de la convention.

Enfin, le *Chili*, les *Pays-Bas*, la *Tchécoslovaquie* et l'*Uruguay* avaient fait connaître que des lois étaient en voie d'adoption ou en cours d'élaboration, dont les dispositions respecteraient les termes de la convention.

Les observations ci-après peuvent être faites, quant aux législations en vigueur dans les pays suivants :

1° La loi belge du 5 juin 1928 sur le contrat d'engagement maritime, entrée en vigueur le 4 août 1928 est la consécration légale et définitive des dispositions de la convention.

La loi bulgare du 12 avril 1925 sur le placement et l'assurance en cas de chômage emploie le terme « marins » sans en donner une définition spécifique. Il en est de même de la loi finlandaise du 27 mars 1926, du décret-loi italien du 30 octobre 1926 et de la loi norvégienne de 1896.

Les législations de l'*Allemagne*, de la *Belgique*, de la *Grèce*, de la *Lettonie* et de la *Pologne* donnent du terme « marins » une définition identique à celle de la convention et excluent de leur bénéfice les officiers.

Par contre, la législation australienne protège les apprentis marins et les élèves officiers. Dans les législations esthonienne et japonaise le terme « marins » n'exclut pas les officiers.

(1) Voir Annexe XL.

Enfin la *loi norvégienne de 1906 sur les bureaux d'engagement* et le *décret suédois du 30 juin 1916* (amendé par le *décret du 16 mai 1918*) sont d'une application générale et assurent le placement gratuit de toutes les catégories de travailleurs.

2° Les législations des pays énumérés sont en général conformes dans leur lettre et dans leur esprit aux dispositions de l'article 2 de la convention qui interdit les bureaux de placement payants.

La *loi allemande du 16 juillet 1927* prévoit à son article 55 « que le placement exercé à des fins lucratives est interdit à partir du 1^{er} janvier 1931 ».

La *loi bulgare du 12 avril 1925* stipule dans son article 2 qu'il est interdit de créer des bureaux de placement privés et que les bureaux existants devront cesser de fonctionner à partir du 30 juin 1926, date d'entrée en vigueur de la loi.

En *Norvège* aucune disposition n'interdisait, jusqu'à maintenant, les bureaux de placement payants. Mais un projet de loi en préparation prévoit la disparition des bureaux de placement privés.

Les autres législations interdisent la perception de rémunérations quelconques pour le placement des marins.

3° A part les *législations allemande, japonaise et polonaise* qui autorisent encore sous réserve d'un contrôle rigoureux, la dérogation prévue à l'article 3 de la convention, toutes les autres législations maintiennent l'interdiction absolue du commerce de placement pour les marins.

4° Les Etats envisagés se sont tous conformés à la prescription de l'article 4 de la convention qui prévoit l'organisation et l'entretien d'un système de placement.

Des bureaux offices ont été institués dans certains ports en vue de s'occuper du placement gratuit des gens de mer.

En *Allemagne*, les bureaux d'enrôlement créés par les « associations économiques des armateurs et des gens de mer » (art. 53 de la *loi du 16 juillet 1927*) sont établis dans les lieux déterminés par le Conseil d'Administration maritime (*Seemannische Verwaltungsrat*).

En *Belgique*, fonctionne, à Anvers, non seulement l'office de placement gratuit pour les marins, organisé en 1912, par

l'Union des Armateurs belges, mais aussi des bureaux de placement pour marins étrangers.

En *Esthonie* et en *Grèce* ont été instituées des maisons des marins.

En *Pologne* le placement de cette catégorie de travailleurs est assuré par les bureaux publics généraux de placement.

En *Suède* il fonctionne comme une branche spéciale du placement public organisé en vertu du *décret du 30 juin 1916*. Toutefois des bureaux de placement spéciaux ont été établis dans certains ports.

La question de la coordination de l'action des bureaux de placement de types divers ne se pose pas en *Australie*, en *Bulgarie*, en *Norvège* et en *Suède*. Cette coordination est assurée en *Finlande*, au *Japon*, en *Pologne*, etc...

5° Les comités paritaires dont la constitution est prescrite par l'article 5 de la convention existent dans tous les pays énumérés à l'annexe, sauf en *Australie* où « la surveillance de l'emploi des marins est effectuée entièrement sous le contrôle du « Gouvernement » ».

6° La liberté du choix du navire pour le marin et la liberté du choix de l'équipage pour l'armateur (art. 6 de la convention) sont consacrées soit par la jurisprudence (*Australie* : sentences de la cour d'arbitrage du Commonwealth relatives aux salaires et conditions de travail à bord), soit par la loi ou les règlements (*Belgique*, *Lettonie*, *Pologne*, *Suède*). Certaines législations ne contiennent aucune disposition à ce sujet (*Allemagne*, *Bulgarie*, *Esthonie*, *Italie*), mais les droits respectifs du marin et de l'armateur restent intacts.

Au *Japon*, ces droits sont implicitement reconnus par la loi sur les bureaux de placement.

7° Les garanties que doit offrir le contrat d'engagement et les facilités qui doivent être accordées au marin pour examiner ce contrat avant et après sa signature (art. 7), sont reconnues par les législations des pays considérés.

La *Lettonie*, pays dans lequel la création d'un système de placement est de date récente (ordonnance du 3 octobre 1927), n'a pu fournir des informations sur ce point.

8° Sauf en *Bulgarie* où le service de placement des marins étrangers n'a pas encore été organisé, tous les Etats mentionnés accordent à ceux-ci les mêmes facilités de placement qu'aux marins nationaux (art. 8 de la convention).

9° Les législations *australienne, belge, esthonienne, finlandaise, japonaise, polonaise et suédoise* permettent aux officiers de pont et aux officiers mécaniciens de s'adresser aux bureaux de placement, au même titre que les marins (art. 9 de la convention). La législation *lettone* n'exclut que les capitaines. En *Allemagne*, le placement des officiers subalternes se fait par les bureaux de placement de leurs organisations professionnelles. En *Bulgarie* le service de placement de cette catégorie d'officiers n'est pas encore organisé. La *législation de la Grèce* ne contient aucune disposition analogue à celle de la convention.

10° La plupart des Etats considérés envoient des renseignements généraux et statistiques au B.I.T. (art. 10 de la convention).

11° L'application des lois et règlements en vigueur dans ceux de ces Etats qui possèdent des colonies et ont fourni des rapports au B.I.T. n'a pu être faite, les conditions locales s'étant, jusqu'à présent, opposées à une telle application (art. 11 de la convention).

Enfin le contrôle de l'application des lois et règlements des pays envisagés est exercé, en général, soit par les autorités maritimes (capitaines de port, etc...), soit par l'inspection du travail, soit enfin par les autorités chargées de contrôler l'application des mesures législatives concernant le chômage.

PARAGRAPHE 5

Statut des marins

1° *Recommandation concernant l'établissement de statuts nationaux des marins*

(2° Session, Gênes 1920)

La Conférence internationale du Travail, considérant que, par une codification claire et systématique des lois nationales de chaque pays, les marins du monde entier, qu'ils soient employés à bord de navires appartenant à leur propre pays ou à

un pays étranger, pourront mieux connaître leurs droits et leurs devoirs, et considérant que cette codification avancera et facilitera l'établissement d'un statut international des marins,

Recommande aux Etats Membres :

De procéder à l'incorporation, dans un statut des marins, de toutes les lois et réglementations relatives aux marins considérés comme tels.

MESURES D'APPLICATION (1)

A la fin de 1929, la situation, en ce qui concerne l'application des directives contenues dans cette recommandation se présentait de la manière suivante :

13 Etats avaient communiqué au Secrétariat général de la S. d. N. les mesures prises par eux conformément à ces directives.

Parmi ces Etats, l'*Esthonie* a fait connaître que l'incorporation dans un seul statut de toutes les dispositions relatives aux marins avait été réalisée par l'adoption, le 22 mars 1928, de la *loi sur les marins* (9 juillet 1928).

13 Etats avaient également indiqué que la recommandation avait été soumise à l'autorité compétente.

9 autres Etats avaient communiqué d'autres renseignements officiels.

Enfin 20 Etats n'avaient communiqué aucune information.

2° *Convention concernant le contrat d'engagement des marins* (2)

(9^e Session, Genève 1926)

1° CHAMP D'APPLICATION (Art. 1^{er}). — La présente convention s'applique à tous les navires de mer immatriculés dans le pays de l'un des Membres ayant donné leur ratification et aux armateurs, capitaines et marins de ces navires.

Elle ne s'applique pas aux navires suivants :
navires de guerre ;

(1) Voir Annexe XLI.

(2) Cette convention est entrée en vigueur le 4 avril 1928.

navires d'Etat n'ayant pas une affectation commerciale ;
navires affectés au cabotage national ;
yachts de plaisance ;
bâtiments compris sous la dénomination de *Indian country craft* ;

bateaux de pêche ;

bâtiments d'une jauge brute inférieure à 100 tonneaux ou 300 mètres cubes et, s'il s'agit de navires affectés au *home trade*, d'une jauge inférieure à la limite fixée pour le régime particulier de ces navires par la législation nationale en vigueur au moment de l'adoption de la présente convention.

2° TERMINOLOGIE (Art. 2). — En vue de l'application de la présente convention, les termes suivants doivent être entendus comme suit :

a) le terme « *navire* » comprend tout navire ou bâtiment de quelque nature qu'il soit, de propriété publique ou privée, effectuant habituellement une navigation maritime ;

b) le terme « *marin* » comprend toute personne employée ou engagée à bord, à quelque titre que ce soit, et figurant au rôle d'équipage, à l'exception des capitaines, des pilotes, des élèves des navires-écoles, des apprentis lorsqu'ils sont liés par un contrat spécial d'apprentissage ; il exclut les équipages de la flotte de guerre et les autres personnes au service permanent de l'Etat ;

c) le terme « *capitaine* » comprend toute personne ayant le commandement et la charge d'un navire, à l'exception des pilotes ;

d) le terme « *navires affectés au home trade* » s'applique aux navires affectés au commerce entre les ports d'un pays donné et les ports d'un pays voisin dans les limites géographiques fixées par la législation nationale.

3° PRINCIPE (Art. 5). — Tout marin doit recevoir un document contenant la mention de ses services à bord d'un navire. La législation nationale doit déterminer la forme de ce document, les mentions qui doivent y figurer et les conditions dans lesquelles il doit être établi.

Ce document ne peut contenir aucune appréciation de la qualité du travail du marin et aucune indication sur ses salaires.

4° CONDITIONS DE FORME ET DE FOND DU CONTRAT D'ENGAGEMENT (Art. 3 et 4). — Le contrat d'engagement est signé par l'armateur ou son représentant et par le marin. Des facilités doivent être données au marin, et, éventuellement, à son conseiller pour examiner le contrat d'engagement avant que celui-ci soit signé.

Les conditions dans lesquelles le marin signe le contrat doivent être fixées par la législation nationale, de manière à assurer le contrôle de l'autorité publique compétente.

Les dispositions qui précèdent, concernant la signature du contrat, sont considérées comme observées s'il est établi, par un acte de l'autorité compétente, que les clauses du contrat ont été présentées par écrit à cette autorité, et qu'elles ont été confirmées à la fois par l'armateur ou son représentant et par le marin.

La législation nationale doit prévoir des dispositions :

a) pour garantir que le marin comprend le sens des clauses du contrat, lequel ne doit contenir aucune disposition qui soit contraire à la législation nationale ou à la présente convention ;

b) toutes autres formalités et garanties concernant la conclusion du contrat jugées nécessaires pour protéger les intérêts de l'armateur et du marin.

Le contrat d'engagement ne doit contenir aucune clause par laquelle les parties seraient convenues d'avance de déroger aux règles normales de compétence des juridictions, et des mesures appropriées doivent être prises à cet effet, en conformité de la législation nationale.

La disposition qui précède ne doit toutefois pas être interprétée comme excluant le recours à l'arbitrage (art. 4).

5° MODALITÉS ET TENEUR DU CONTRAT D'ENGAGEMENT (Art. 6). — Le contrat d'engagement peut être conclu, soit à *durée déterminée*, soit *au voyage*, ou, si la législation nationale le permet, pour une *durée indéterminée*.

Le contrat d'engagement doit indiquer clairement les droits et obligations respectifs de chacune des parties.

Il doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

1° Les nom et prénoms du marin, la date de sa naissance ou son âge, ainsi que le lieu de sa naissance ;

2° Le lieu et la date de la conclusion du contrat ;

3° La désignation du ou des navires à bord duquel ou desquels le marin s'engage à servir ;

4° L'effectif de l'équipage du navire, si la législation nationale prescrit cette mention ;

5° Le voyage ou les voyages à entreprendre, s'ils peuvent être déterminés au moment de l'engagement ;

6° Le service auquel le marin doit être affecté ;

7° Si possible le lieu et la date auxquels le marin sera tenu de se présenter à bord pour le commencement de son service ,

8° Les vivres à allouer au marin, sauf le cas où la législation nationale prévoit un régime différent ;

9° Le montant des salaires ;

10° Le terme du contrat, soit :

a) si le contrat a été conclu pour une durée déterminée, la date fixée pour l'expiration du contrat ;

b) si le contrat a été conclu au voyage, la destination convenue pour la fin du contrat et l'indication du délai à l'expiration duquel le marin sera libéré après arrivée à cette destination ;

c) si le contrat a été conclu pour une durée indéterminée, les conditions dans lesquelles chaque partie pourra dénoncer le contrat ainsi que le délai de préavis, ce délai ne devant pas être plus court pour l'armateur que pour le marin ;

11° Le congé payé annuel, accordé au marin après une année passée au service du même armement, si la législation nationale prévoit un tel congé ;

12° Toutes autres mentions que la législation nationale pourrait imposer.

6° PUBLICITÉ ET CONTROLE (Art. 7 et 8). — Lorsque la législation nationale prévoit qu'il y aura à bord un rôle d'équipage, elle doit indiquer que le contrat d'engagement sera transcrit sur le rôle d'équipage ou annexé à ce rôle (art. 7).

En vue de permettre au marin de s'assurer de la nature et de l'étendue de ses droits et obligations, la législation nationale doit prévoir des dispositions fixant les mesures nécessaires pour que le marin puisse se renseigner à bord de façon précise sur les conditions de son emploi, soit par l'affichage des clauses du contrat d'engagement dans un endroit facilement accessible à l'équipage, soit par toute autre mesure appropriée (art. 8).

7° DÉNONCIATION DU CONTRAT D'ENGAGEMENT (Art. 9). — Le contrat d'engagement à durée indéterminée prend fin par la dénonciation du contrat par l'une ou l'autre des parties dans un port de chargement ou de déchargement du navire, sous condition que le délai de préavis convenu à cet effet, et qui doit être au minimum de 24 heures, soit observé.

Le préavis doit être donné par écrit ; la législation nationale doit déterminer : 1° les conditions dans lesquelles le préavis doit être donné, de manière à éviter toute contestation ultérieure entre les parties ; 2° les circonstances exceptionnelles dans lesquelles le délai de préavis, même régulièrement donné, n'aura pas pour effet d'opérer la résiliation du contrat.

8° CAS DANS LESQUELS LE CONTRAT EST RÉSOLU DE PLEIN DROIT (Art. 9). — Le contrat d'engagement, qu'il soit conclu au voyage, à durée déterminée ou à durée indéterminée, sera résolu de plein droit dans les cas ci-après :

- a) consentement mutuel des parties ;
- b) décès du marin ;
- c) perte ou innavigabilité absolue du navire ;
- d) toute autre cause stipulée par la législation nationale ou la présente convention.

9° CIRCONSTANCES DU CONGÉDIEMENT ET DE LA DEMANDE DE DÉBARQUEMENT (Art. 11 et 12). — Elles doivent être fixées par la législation nationale.

10° CAS DANS LESQUELS LE MARIN PEUT DEMANDER SON DÉBARQUEMENT (Art. 13). — Si le marin prouve à l'armateur ou à son représentant, soit qu'il a la possibilité d'obtenir le commandement d'un navire ou un emploi d'officier ou d'officier mécanicien ou tout autre emploi plus élevé que celui qu'il occupe, soit que par suite de circonstances intervenues depuis son engage-

ment, son départ présente pour lui un intérêt capital, il peut demander son congédiement à condition qu'il assure, sans frais nouveaux pour l'armateur, son remplacement par une personne compétente, agréée par l'armateur ou son représentant.

Dans ce cas, le marin a droit aux salaires correspondant à la durée de son service.

CONSTATATION DE LA LIBÉRATION DE TOUT ENGAGEMENT (Art. 14). — Quelle que soit la cause de l'expiration ou de la résiliation du contrat, la libération de tout engagement doit être constatée sur le document délivré au marin conformément à l'article 5 et sur le rôle d'équipage, par une mention spéciale qui doit être, à la requête de l'une ou de l'autre des parties, revêtue du visa de l'autorité publique compétente.

Le marin a, dans tous les cas, le droit de se faire délivrer par le capitaine un certificat établi séparément et appréciant la qualité de son travail ou indiquant tout au moins s'il a entièrement satisfait aux obligations de son contrat.

MESURES PROPRES A ASSURER L'OBSERVATION DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION (Art. 15). — Il appartient à la législation nationale de les prévoir.

A. — MESURES DE RATIFICATION (1)

La situation des Etats Membres en ce qui concerne la ratification de la convention se présentait de la manière suivante au 1^{er} mars 1930 :

Ratifications enregistrées.....	9
— autorisées	1
— recommandées	5

Les gouvernements *hongrois, roumain et tchécoslovaque* ont communiqué les informations ci-après au Secrétariat général de la S. d. N. :

Hongrie. — La Chambre des Députés, à sa séance du 26 octobre 1926 et la Chambre Haute, à sa séance du 16 novembre 1928 ont pris acte d'un rapport du Ministre du Commerce tendant à ne pas transformer la convention en loi, étant donné

(1) Voir Annexe XLII.

qu'actuellement il n'existe pas d'entreprise maritime hongroise à même d'entretenir un service en mer.

Roumanie. — Le Gouvernement a proposé au Parlement en février 1929 d'ajourner la ratification jusqu'à l'introduction des réformes législatives nécessaires.

Tchécoslovaquie. — La convention a été soumise à l'avis des Sociétés tchécoslovaques de navigation.

B. — MESURES D'APPLICATION (1)

L'*Esthonie* et la *France* sont les seuls Etats qui ont adopté, jusqu'à ce jour, des dispositions législatives ou autres, appliquant la convention.

La *Belgique*, la *Finlande* et les *Pays-Bas* ont informé le Secrétaire général de la S. d. N. que des lois conformes aux dispositions de la convention étaient, chez elles, en voie d'adoption ou en cours d'élaboration.

3° Convention concernant le rapatriement des marins (1)

(9^e Session, Genève 1926)

1° CHAMP D'APPLICATION (Art. 1^{er}). — Il est le même que celui déterminé par la convention sur le contrat d'engagement des marins.

2° TERMINOLOGIE (Art. 2). — Même observation que ci-dessus.

3° PRINCIPE (Art. 3). — Tout marin débarqué en cours ou en fin de contrat a le droit d'être ramené soit dans son pays, soit à son port d'engagement, soit au port de départ du navire, suivant les prescriptions de la législation nationale, qui doit prévoir les dispositions nécessaires à cet effet, et notamment déterminer à qui incombe la charge du rapatriement.

Le rapatriement est considéré comme assuré lorsqu'il est procuré au marin un emploi convenable à bord d'un navire se rendant à l'une des destinations déterminées en vertu du paragraphe précédent.

Est considéré comme rapatrié le marin qui est débarqué

(1) Voir Annexe XLII.

(1) Cette convention est entrée en vigueur le 16 avril 1928.

soit dans son propre pays, soit dans son port d'engagement ou dans un port voisin, soit dans le port de départ du navire.

La législation nationale, ou, à défaut, le contrat d'engagement, déterminera les conditions dans lesquelles a droit à être rapatrié le marin étranger embarqué dans un pays autre que le sien. Les dispositions des paragraphes précédents restent néanmoins applicables au marin embarqué dans son propre pays.

4° FRAIS DE RAPATRIEMENT (Art. 4). — Les frais de rapatriement ne peuvent être mis à la charge du marin s'il a été délaissé en raison :

- a) d'un accident survenu au service du navire ;
- b) d'un naufrage ;
- c) d'une maladie qui n'est due ni à son fait volontaire, ni à une faute de sa part ;
- d) de congédiement pour toutes causes qui ne lui sont pas imputables.

5° LEUR CONSISTANCE (Art. 5). — Les frais de rapatriement doivent comprendre toutes dépenses relatives au transport, au logement et à la nourriture du marin pendant le voyage. Ils comprennent également les frais d'entretien du marin jusqu'au moment fixé pour son départ.

Lorsque le marin est rapatrié comme membre d'un équipage, il a droit à la rémunération des services accomplis pendant le voyage.

6° AVANCE DES FRAIS DE RAPATRIEMENT (Art. 6). — L'autorité publique du pays dans lequel le navire est immatriculé est tenue de veiller au rapatriement de tous les marins dans les cas où la présente convention leur est applicable, sans distinction de nationalité ; s'il est nécessaire, elle fera l'avance des frais de rapatriement.

A. — MESURES DE RATIFICATION (1)

Suivant les derniers renseignements officiels, l'état des ratifications au 1^{er} mars 1930, était le suivant :

Ratifications enregistrées.....	9
---------------------------------	---

(1) Voir Annexe XLIII.

— autorisées	1
— recommandées	3

La *Hongrie*, la *Roumanie* et la *Tchécoslovaquie* ont adressé au Secrétaire général de la S. d. N. des communications identiques à celles faites pour la convention sur le contrat d'engagement des marins.

B. — MESURES D'APPLICATION

L'*Allemagne*, l'*Esthonie* et la *France* sont les seuls Etats qui, jusqu'à présent, ont adopté des mesures législatives ou autres appliquant la convention.

La *Belgique*, la *Finlande* et les *Pays-Bas* ont fait connaître qu'ils avaient des lois en voie d'adoption ou en cours d'élaboration dont les dispositions respecteraient les prescriptions du texte adopté par la Conférence à sa 9^e session.

4^e Recommandation concernant le rapatriement des capitaines et des apprentis (9^e Session, Genève 1926)

La Conférence générale recommande :

Que les Gouvernements prennent des mesures en vue d'assurer le rapatriement des capitaines et celui des apprentis engagés par contrat spécial, qui ne bénéficient pas des dispositions du projet de convention concernant le rapatriement des marins adopté par la Conférence générale à sa 9^e session.

MESURES D'APPLICATION (1)

La recommandation ci-dessus a inspiré des mesures dans 9 Etats. En particulier la loi *esthonienne du 22 mars 1928 sur les marins* assure la mise à exécution de cette recommandation.

D'autre part, 14 Etats ont indiqué officiellement que le texte adopté à la 9^e session de la Conférence avait été soumis à l'approbation de l'autorité compétente.

En *Hongrie*, la Chambre des Députés et la Chambre Haute ont pris acte d'un rapport du Ministre du Commerce tendant à ne pas accepter la recommandation en raison de l'inexistence

(1) Voir Annexe LXIV.

d'entreprise maritime hongroise susceptible d'entretenir un service sur mer.

En outre, 4 Etats ont communiqué d'autres renseignements officiels. Le Gouvernement *roumain* notamment a informé le Secrétaire général de la S. d. N. que la situation ne permettait pas encore l'adoption de la recommandation par le Conseil des Ministres. Le Gouvernement *yougoslave* a fait connaître de son côté que ladite recommandation était soumise à l'examen du Ministère de la Politique Sociale. En *Tchécoslovaquie* les Sociétés tchécoslovaques de navigation ont été consultées par le Gouvernement sur l'opportunité de l'exécution de la recommandation.

Enfin, 26 Etats, parmi lesquels la *Belgique*, l'*Esthonie*, l'*Italie*, le *Portugal* n'avaient à la fin de 1929, communiqué aucune information officielle.

*Recommandation concernant les principes généraux
de l'Inspection du Travail des gens de mer*

(9^e Session, Genève 1926)

La Conférence générale,

Recommande à chaque Membre de l'Organisation internationale du Travail :

De prendre en considération les principes suivants :

I. — OBJET DE L'INSPECTION

1^o L'autorité ou les autorités chargées, dans chaque pays, de l'inspection des conditions dans lesquelles s'effectue le travail des gens de mer doivent avoir pour tâche essentielle d'assurer l'application de toutes les lois et règlements concernant ces conditions et la protection des gens de mer dans l'exercice de leur profession ;

2^o des tâches accessoires de caractère social variant suivant les préoccupations, les coutumes ou les traditions de divers pays, pourront être assignées auxdites autorités, à titre complémentaire, à condition :

- a) qu'elles ne puissent en rien porter atteinte à l'accomplissement de leur fonction essentielle ;
- b) qu'elles ne puissent en rien compromettre l'autorité et

l'impartialité dont les agents de contrôle ont besoin auprès des armateurs et des gens de mer.

II. — ORGANISATION DE L'INSPECTION

1° Afin d'assurer la plus grande uniformité possible dans l'application des lois et règlements relatifs au travail des gens de mer, les divers services ou autorités chargés d'assurer le contrôle de ces lois et règlements doivent dépendre d'une même administration centrale ;

2° Lorsqu'une telle centralisation du contrôle n'est pas possible, les divers services ou administrations assumant la protection des gens de mer doivent être mis en mesure de profiter de leurs expériences réciproques et de régler leurs méthodes selon les principes communs qui auront paru les plus efficaces ;

3° A cet effet, une liaison étroite et une collaboration constante doivent être établies entre ces divers services ou administrations suivant les modalités jugées les plus opportunes (échanges de rapports, d'informations, réunions périodiques, etc...) ;

4° Des relations régulières doivent être instituées entre les divers services ou administrations chargés du contrôle de la réglementation du travail des gens de mer et les autorités chargées de l'inspection du travail industriel, dans les domaines qui leur sont communs.

III. — RAPPORTS DES SERVICES D'INSPECTION

1° Un rapport annuel d'ensemble sur le contrôle des conditions dans lesquelles s'effectue le travail des gens de mer doit être établi par l'autorité centrale ou avec la collaboration des diverses autorités chargées de ce contrôle ;

2° Ce rapport annuel contiendra une liste des lois et règlements nationaux concernant le travail des gens de mer et le contrôle de la réglementation de ce travail ainsi que de toutes les modifications de ces lois et règlements, entrés en vigueur dans l'année ;

3° Il contiendra également des tableaux statistiques accompagnés de tous commentaires utiles sur l'organisation et l'activité de l'inspection et portant notamment sur les points suivants :

a) le nombre des navires armés assujettis aux divers contrôles, ces navires étant classés suivant leur type nautique et leur affectation ;

b) le nombre des gens de mer effectivement embarqués à bord des diverses classes de navire ;

c) le nombre des navires à bord desquels les agents de contrôle sont intervenus et l'indication de l'effectif de l'équipage de ces navires ;

d) le nombre et la nature des infractions constatées par les agents de contrôle et des sanctions infligées ;

e) le nombre, la nature et la cause des accidents du travail dont les gens de mer sont victimes ;

f) les mesures prises pour l'application des dispositions des conventions internationales du travail relatives aux conditions de travail des gens de mer et l'effet donné à ces dispositions, soit par le moyen du rapport annuel adressé au B.I.T., conformément à l'article 408 du Traité de Paix, soit dans toute autre forme.

IV. — POUVOIRS ET FONCTIONS DES INSPECTEURS

A. — *Pouvoirs de surveillance.*

1° Les autorités de contrôle, justifiant de leur identité, doivent avoir le droit, d'après la législation nationale :

a) de visiter à l'improviste, à toute heure du jour ou de la nuit, dans les eaux territoriales ou étrangères, et, dans des cas exceptionnels établis par la législation nationale et moyennant autorisation de l'autorité maritime, en mer, tout navire battant le pavillon national ;

b) d'interroger sans témoins le personnel du navire ainsi que toutes personnes dont le témoignage pourrait leur paraître utile, de procéder à toutes enquêtes qu'elles jugeraient nécessaires et de demander communication de tous les papiers ou documents de bord dont la tenue est prescrite par les lois ou règlements et qui se réfèrent à l'objet de l'inspection ;

2° Les législations nationales devront contenir des dispositions stipulant que les agents de contrôle seront tenus de ne point révéler le secret des affaires commerciales dont ils pourraient avoir connaissance dans l'exercice de leurs fonctions.

B. — *Pouvoirs de contrainte.*

1° Les autorités de contrôle doivent avoir le droit dans les cas graves (santé ou sécurité de l'équipage menacées), d'interdire, moyennant autorisation formelle de l'autorité maritime, la sortie d'un navire jusqu'à ce que les mesures nécessaires aient été prises à bord pour l'observation des dispositions légales, sous réserve de recours devant l'autorité administrative supérieure ou l'autorité judiciaire, suivant la législation des divers pays ;

2° L'interdiction de la sortie d'un navire doit être considérée comme une mesure d'une gravité exceptionnelle, qui ne doit être employée qu'en dernier ressort ;

3° Les autorités de contrôle doivent avoir le pouvoir de prescrire dans des cas particuliers des mesures immédiates pour assurer l'application des lois et règlements concernant le travail maritime, sous réserve de recours devant l'autorité administrative supérieure ou l'autorité judiciaire, suivant la législation de chaque pays ;

4° L'autorité centrale doit avoir le pouvoir d'accorder pour des cas particuliers des dérogations à certaines dispositions déterminées des lois ou règlements concernant le travail de gens de mer, lorsque cette autorité estime que lesdites dispositions ont été pratiquement respectées, ou que leur observation n'est pas nécessaire en raison des circonstances particulières du cas envisagé.

C. — *Droit de requérir le contrôle.*

Les législations nationales devront contenir des dispositions assurant d'une part au capitaine d'un navire le droit de requérir le contrôle dans tous les cas où il le jugera nécessaire ; et d'autre part aux membres de l'équipage d'un navire, dans les conditions déterminées par elles, le droit de requérir le contrôle pour toutes les matières relatives à l'hygiène, à la sécurité du navire et à la réglementation des conditions dans lesquelles s'effectue le travail des gens de mer.

D. — *Coopération des armateurs et des gens de mer au service d'inspection.*

Il est désirable que les armateurs et les gens de mer soient appelés à coopérer au contrôle de l'application des lois et règle-

ments relatifs aux conditions dans lesquelles s'effectue le travail des gens de mer.

Les méthodes de coopération suivantes peuvent être indiquées à titre d'exemple :

a) Facilités accordées aux gens de mer pour signaler librement aux autorités de contrôle, soit directement, soit par l'intermédiaire de leurs mandataires dûment autorisés, toute infraction à la loi commise sur le navire à bord duquel ces gens de mer sont employés ; en outre, enquête au sujet de telles plaintes qui doivent être considérées par l'autorité de contrôle comme absolument confidentielles ;

b) Que les autorités de contrôle consultent de temps à autre les représentants des organisations d'armateurs et des gens de mer sur les meilleures dispositions à prendre à cet effet. Il est désirable également que des *commissions mixtes*, composées d'armateurs et des gens de mer, soient instituées et qu'elles aient les moyens de coopérer avec les différents services de contrôle à l'application des lois et règlements concernant les conditions dans lesquelles s'effectue le travail des gens de mer.

E. — *Garanties à exiger des agents de contrôle.*

Les agents de contrôle doivent être choisis de manière à inspirer une pleine confiance tant aux armateurs qu'aux gens de mer, et offrir à cet effet les garanties suivantes :

- a) impartialité absolue dans l'exercice de leurs fonctions ;
- b) connaissance techniques nécessaires pour l'accomplissement de leurs fonctions.

Ils peuvent, le cas échéant, être assistés par des experts compétents.

En outre, ces agents doivent avoir la qualité de fonctionnaires publics et il doit leur être interdit d'avoir un intérêt financier quelconque dans les entreprises placées sous leur contrôle.

F. — *Interventions diverses.*

Il est désirable que les agents du contrôle soient appelés à contribuer à l'amélioration de la législation protectrice des gens de mer, à participer d'une manière aussi effective que possible à la prévention des accidents, aux enquêtes sur les naufrages et

accidents à bord et qu'ils aient le droit, éventuellement, de présenter des rapports sur les résultats de ces enquêtes. Il est en outre souhaitable que ces agents soient appelés à collaborer à la préparation des projets de lois et règlements relatifs à la protection des gens de mer.

MESURES D'APPLICATION (1)

A la fin de l'année 1929, la recommandation concernant les principes généraux de l'inspection des gens de mer avait inspiré un certain nombre de mesures dans 8 Etats. Ce chiffre peu élevé trouve aisément son explication dans le fait que cette recommandation a été adoptée par la Conférence à une date relativement récente.

Mais il semble bien que les directives contenues dans cette décision feront l'objet dans un avenir prochain de mesures adéquates de la part de certains autres Etats.

En effet, en se plaçant toujours à la même époque (1929) on remarque que 14 Etats avaient indiqué officiellement que la recommandation de 1926 avait été soumise à l'autorité compétente.

En outre, 5 Etats avaient adressé au Secrétaire général de la S. d. N. d'autres renseignements officiels.

Par contre, 27 Etats n'avaient communiqué aucune information. Mais ce nombre sera appelé vraisemblablement à diminuer pour les raisons qui viennent d'être indiquées, et les principes posés par la recommandation tendront de plus en plus à se généraliser.

Les observations faites à l'occasion des mesures d'application de la recommandation sur le rapatriement des capitaines et des apprentis, en ce qui concerne les communications adressées au Secrétariat général de la S. d. N. par l'*Esthonie*, la *Hongrie*, la *Roumanie*, le *Royaume des Serbes, Croates et Slovénes* et la *Tchécoslovaquie* sont ici les mêmes (voir supra).

(1) Voir Annexe XLV.

DEUXIÈME SOUS-SECTION

Les Travailleurs agricoles

L'étude des mesures prises par les Etats Membres pour faire porter effet aux décisions adoptées par la Conférence en faveur des travailleurs agricoles sera faite dans l'ordre suivant :

- 1° Logement et couchage ;
- 2° Droits d'association et de coalition ;
- 3° Protection des femmes ;
- 4° Protection des enfants ;
- 5° Enseignement technique ;
- 6° Assurances sociales ;
- 7° Chômage.

PARAGRAPHE 1

Logement et couchage

*Recommandation concernant le logement et le couchage
des travailleurs agricoles
(3^e Session, Genève 1921)*

La Conférence générale recommande :

1° Que chaque membre de l'O.I.T. réglemente, s'il ne l'a déjà fait, par voie législative ou autre, les conditions de logement et de couchage des ouvriers agricoles en tenant compte des conditions spéciales, climatiques ou autres, affectant le travail agricole du pays et après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées, si de telles organisations existent.

2° Qu'une telle réglementation contienne les dispositions suivantes :

a) Les logements destinés aux familles ouvrières, aux groupes d'ouvriers et aux ouvriers isolés devront contenir des pièces pouvant être chauffées ;

b) Les locaux destinés au logement de groupes d'ouvriers devront être pourvus d'un lit pour chacun des occupants et être aménagés et situés de manière à permettre aux ouvriers de prendre des soins de propreté. Des locaux distincts seront prévus pour le logement des personnes de chaque sexe. Dans les locaux occupés par des familles, des dispositions appropriées seront prises en ce qui concerne les enfants ;

c) Les étables, écuries et hangars ne pourront être utilisés comme locaux pour le couchage des ouvriers.

3° Que chaque Membre de l'O.I.T. prenne des mesures pour assurer l'application des dispositions d'une telle réglementation.

MESURES D'APPLICATION (1)

En 1929, 13 Etats avaient informé le Secrétaire général de la S. d. N. qu'ils avaient pris des mesures conformes aux directives de la recommandation ; 12 Etats avaient fait connaître qu'ils avaient soumis celle-ci à l'approbation de l'autorité compétente ; 8 Etats avaient communiqué d'autres renseignements officiels et 19 Etats n'avaient adressé aucune information.

PARAGRAPHE 2

Droits d'association et de coalition

Convention concernant les droits d'association et de coalition des travailleurs agricoles (2)

(3^e Session, Genève 1921)

PRINCIPE (Art. 1^{er}). — Tout Membre de l'O.I.T. qui ratifie la convention s'engage à étendre à toutes les personnes employées dans l'agriculture, les droits d'association et de coalition reconnus aux travailleurs de l'industrie et à abroger toutes dispositions législatives ou autres ayant pour effet de restreindre ces droits à l'égard des travailleurs agricoles.

A. — MESURES DE RATIFICATION (3)

Au 1^{er} mars 1930, le tableau des ratifications se présentait ainsi qu'il suit :

Ratifications enregistrées.....	20
— recommandées	6

Parmi les Etats ayant recommandé la ratification à l'autorité compétente, l'*Uruguay* a fait savoir que cette ratification

(1) Voir Annexe XLVI.

(2) Cette convention est entrée en vigueur le 11 mai 1923.

(3) Voir Annexe XLVII.

avait été approuvée par la Chambre des Députés le 6 septembre 1928.

B. — MESURES D'APPLICATION (1)

Avant l'adoption du projet de convention, les 14 Etats suivants accordaient aux travailleurs agricoles, les mêmes droits d'association et de coalition qu'aux travailleurs industriels : *Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Esthonie, Finlande, Grande-Bretagne, Inde, Etat libre d'Irlande, Italie, Pays-Bas, Pologne, Suède et Tchécoslovaquie.*

Deux Etats, le *Chili* et la *Lettonie* ont adopté, postérieurement à l'adoption de la convention par la Conférence, des mesures législatives conformes à cette décision.

D'autre part, les 7 Etats suivants ont fait connaître qu'ils avaient pris des mesures tendant à appliquer la convention : *Canada, Danemark, Espagne, France, Grèce, Luxembourg et Norvège.*

Enfin la *Hongrie* a indiqué qu'une loi était en cours d'adoption, qui permettrait une fois votée, d'exécuter la convention.

En ce qui concerne l'application de celle-ci aux colonies, possessions en pays de protectorat, seuls la *Grande-Bretagne* et les *Pays-Bas* accordent aux travailleurs indigènes de certaines de leurs colonies le droit d'association et de coalition.

Quant au contrôle des lois et règlements administratifs mentionnés à l'annexe, il est confié soit aux autorités judiciaires ou de police (*Allemagne*), soit aux autorités judiciaires du travail (*Belgique, Lettonie, Pays-Bas*), soit à l'inspection du travail (*Irlande, Pologne*), soit aux autorités administratives seules (*Inde, Tchécoslovaquie*), soit à ces autorités suppléées par l'autorité judiciaire (*Finlande, Lettonie*), soit enfin aux tribunaux administratifs (*Autriche* : Haute Cour de Constitution statuant en dernier ressort).

PARAGRAPHE 3

Protection des femmes

L'activité de la Conférence, dans ce domaine, s'était tradui-

(1) Voir Annexe XLVII.

te par l'adoption de deux recommandations concernant respectivement le *travail de nuit* et la *protection de la maternité*.

1° *Recommandation concernant le travail de nuit des femmes dans l'agriculture*

(3^e Session, Genève 1921)

La Conférence générale recommande :

Que chaque Membre prenne des mesures tendant à assurer aux femmes salariées employées dans les entreprises agricoles une période de repos conforme aux exigences de leur constitution physique et ne comprenant pas moins de 9 heures, si possible, consécutives.

MESURES D'APPLICATION (1)

Cette recommandation a inspiré un certain nombre de mesures prises par les Gouvernements de 14 Etats. Au surplus, 14 autres Etats ont indiqué officiellement que la recommandation avait été soumise à l'autorité compétente. En *Allemagne*, la loi sur la protection ouvrière, actuellement en voie d'élaboration, englobera vraisemblablement dans son champ d'application les femmes employées dans l'agriculture.

Quant aux autres Etats Membres, 7 d'entre eux ont communiqué d'autres renseignements officiels se rapportant à l'exécution de la recommandation et les 20 autres n'avaient fourni, à la fin de 1929, aucune information.

2° *Recommandation concernant la protection, avant et après l'accouchement, des femmes employées dans l'agriculture*

(3^e Session, Genève 1921)

La Conférence générale recommande :

Que chaque Membre prenne à l'égard des femmes employées dans les entreprises agricoles, des mesures semblables à celles prévues par le projet de convention adopté à Washington en ce qui concerne les femmes employées dans l'industrie et le commerce, à savoir :

(1) Voir Annexe XLVIII.

1° Droit à une période d'absence avant et après l'accouchement ;

2° Allocation d'une indemnité pendant la même période, soit à l'aide de fonds publics, soit par le moyen d'un système d'assurance.

MESURES D'APPLICATION (1)

A la fin de 1929, cette recommandation avait donné lieu à des mesures dans 11 Etats. D'autre part, 16 Etats avaient fait connaître au Secrétaire général de la S. d. N. que la recommandation avait été soumise à l'autorité compétente. 9 Etats avaient communiqué d'autres renseignements officiels et 20 Etats s'étaient abstenus de fournir toute indication quant à l'attitude prise par eux à l'égard de la recommandation.

PARAGRAPHE 4

Protection des enfants

Les décisions de la Conférence se sont traduites, dans ce domaine, par l'adoption d'une convention et d'une recommandation concernant respectivement l'âge *d'admission au travail* et le *travail de nuit* dans l'agriculture.

1° Convention concernant l'âge d'admission des enfants au travail dans l'agriculture (2)

(3^e Session, Genève 1921)

PRINCIPE (Articles 1 et 2). — Les enfants de moins de 14 ans ne pourront être employés ou travailler dans les entreprises agricoles publiques ou privées ou dans leurs dépendances, qu'en dehors des heures fixées pour l'enseignement scolaire (art. 1).

Dans un but de formation professionnelle, les périodes et les heures d'enseignement pourront être réglées de manière à permettre d'employer les enfants à des travaux agricoles légers et, en particulier, à des travaux légers de moisson. Toutefois,

(1) Voir Annexe XLIX.

(2) Cette convention est entrée en vigueur le 31 août 1923.

le total annuel de la période de fréquentation scolaire ne pourra être réduit à moins de 8 mois (art. 2).

EXCEPTION (Art. 3). — Les dispositions de l'article 1 ne s'appliqueront pas aux travaux effectués par les enfants dans les écoles techniques pourvu que ces travaux soient approuvés et contrôlés par l'autorité publique.

A. — MESURES DE RATIFICATION (1)

Au 1^{er} mars 1930, la situation des Etats Membres au regard de la ratification de cette convention était la suivante :

Ratifications enregistrées.....	12
— autorisées	1
— recommandées	9

En *Allemagne*, la ratification est subordonnée au vote de la loi sur la protection ouvrière, actuellement en voie d'adoption et la nouvelle réglementation du travail agricole ne pourra y être entreprise qu'après le vote de cette loi.

En *Colombie*, la convention est soumise à l'étude de la Commission consultative du Bureau du Travail.

En *France* elle a été soumise le 19 janvier 1929 à la Chambre des Députés ; la ratification sera proposée lorsque le Parlement aura statué définitivement sur le projet de loi portant l'âge de la fréquentation scolaire à 14 ans.

B. — MESURES D'APPLICATION (1)

Avant l'adoption de la convention par la Conférence, 6 Etats étaient pourvus d'une législation conforme aux dispositions de cette décision : *Estonie, Hongrie, Japon, Pologne, Suède* et *Tchécoslovaquie*.

Postérieurement à l'adoption de la convention, 4 Etats avaient adopté des mesures législatives ou autres assurant l'exécution des dispositions de la convention : *Autriche, Bulgarie, Etat libre d'Irlande* et *Italie*.

D'autre part, 6 Etats avaient communiqué d'autres informations officielles concernant les mesures prises par eux pour

(1) Voir Annexe L.

appliquer la convention : *Allemagne, Belgique, Danemark, Grèce, Luxembourg et Pays-Bas.*

Enfin 3 Etats avaient indiqué que des lois étaient en voie d'adoption ou en cours d'élaboration, qui consacraient le principe de la décision adoptée par la Conférence : *Finlande, France et Uruguay.*

Les législations des pays énumérés à l'annexe sont conformes aux prescriptions de la convention en ce qui concerne les articles 1 et 2.

Toutefois, il convient de signaler que la *Constitution polonaise* (art. 103) est plus stricte que la convention en ce qu'elle interdit le travail salarié des enfants âgés de moins de 15 ans.

D'autre part, la *loi tchécoslovaque du 13 juillet 1922*, qui amende et complète les lois concernant les écoles primaires et primaires supérieures, interdit expressément toute dérogation à la fréquentation scolaire prescrite.

Les législations *bulgare, esthonienne, hongroise, italienne et suédoise* ne contiennent aucune disposition relative à l'exception prévue par l'article 3 de la convention.

Dans les autres pays autorisant cette exception (*Autriche, Etat libre d'Irlande, Japon, Pologne, etc...*) les travaux prévus par ledit article sont contrôlés par l'autorité publique (inspection scolaire).

D'une manière très générale l'application de la convention aux colonies, possessions et pays de protectorat, n'est pas autorisée, les conditions locales ne permettant pas cette application.

2° *Recommandation concernant le travail de nuit des enfants et des jeunes gens dans l'agriculture*
(3^e Session, Genève 1921)

La Conférence générale recommande :

Que chaque Membre prenne des mesures tendant à réglementer dans les entreprises agricoles, le travail de nuit :

1° Des enfants âgés de moins de 14 ans, de manière à leur assurer une période de repos conforme aux exigences de leur constitution physique, et ne comprenant pas moins de 10 heures consécutives.

2° Des jeunes gens de 14 à 18 ans, de manière à leur assurer

une période de repos conforme aux exigences de leur constitution physique et ne comprenant pas moins de 9 heures consécutives.

MESURES D'APPLICATION (1)

En 1929, 13 Etats avaient informé le Secrétariat général de la S. d. N. qu'ils avaient pris des mesures conformément à cette recommandation ; 15 Etats avaient indiqué que l'autorité compétente avait été saisie en vue d'édicter des mesures propres à assurer l'application de la décision de la Conférence ; 7 Etats avaient communiqué d'autres renseignements officiels et les 19 autres Etats Membres n'avaient formulé aucune réponse.

PARAGRAPHE 5

Enseignement technique

A cet égard la Conférence avait adopté la recommandation suivante :

Recommandation concernant le développement de l'enseignement technique agricole
(3^e Session, Genève 1921)

La Conférence générale recommande que chaque Etat Membre :

1^o S'efforce de développer l'enseignement professionnel agricole et de mettre en particulier les salariés agricoles en mesure de bénéficier de cet enseignement dans les mêmes conditions que toutes autres personnes employées dans l'agriculture.

2^o Envoie au B.I.T. un rapport périodique, contenant des renseignements aussi complets que possible sur l'application des lois, sur les dépenses faites et sur les initiatives prises en faveur du développement de l'enseignement professionnel agricole.

MESURES D'APPLICATION (2)

Cette recommandation a inspiré des mesures dans 18 Etats. D'autre part, 12 Etats ont fait savoir officiellement que le texte

(1) Voir Annexe LI.

(2) Voir Annexe LII.

adopté par la Conférence avait été soumis à l'autorité compétente et 7 Etats ont communiqué d'autres renseignements au Secrétaire général de la S. d. N. Enfin, 19 Etats n'ont adressé aucune information officielle.

PARAGRAPHE 6

Assurances sociales

1° Recommandation concernant les assurances sociales dans l'agriculture

(3^e Session, Genève 1921)

La Conférence générale recommande :

Que chaque Membre de l'O. I. T. étende aux salariés de l'agriculture le bénéfice de ses lois et règlements instituant des systèmes d'assurance contre la maladie, l'invalidité, la vieillesse et autres risques sociaux analogues, dans des conditions équivalentes à celles qui ont été faites aux travailleurs de l'industrie et du commerce.

MESURES D'APPLICATION (1)

Cette recommandation a donné lieu à des mesures dans 14 Etats. Elle a été soumise à l'autorité compétente dans 12 Etats. D'autres renseignements officiels ont été communiqués par 10 Etats au Secrétaire général de la S. d. N. Enfin 19 Etats se sont abstenus de fournir des informations.

La situation au point de vue de la législation des assurances sociales dans l'agriculture se présente actuellement de la manière suivante :

En ce qui concerne l'assurance-maladie, 7 Etats seulement protègent d'une façon complète, aussi bien les ouvriers industriels que les ouvriers agricoles. Ces Etats sont les suivants : *Allemagne, Bulgarie, Grande-Bretagne, Irlande, Norvège, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et Tchécoslovaquie.*

En *Autriche*, certaines catégories d'ouvriers agricoles sont exclus du bénéfice de la loi sur l'assurance-maladie.

La *Pologne* doit uniformiser sa législation, car ses diffé-

(1) Voir Annexe LIII.

rentes régions sont encore soumises aux divers régime d'avant-guerre.

Au *Danemark*, l'assurance-maladie, non obligatoire, est effectuée par des caisses reconnues par l'Etat.

Pour l'assurance-vieillesse et invalidité, 10 pays seulement admettent les ouvriers agricoles au bénéfice de l'assurance obligatoire : *Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, France, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas, Suède, Tchécoslovaquie*.

L'*Autriche* vient de mettre en vigueur sa nouvelle loi sur l'assurance-vieillesse et invalidité qui admet à pension les ouvriers agricoles à partir de 65 ans, au lieu de 60 ans, limite fixée pour les ouvriers industriels.

En *Pologne*, cette assurance n'existe que dans l'ancien territoire allemand.

Là *Bulgarie* et le *Luxembourg* excluent du bénéfice de la loi certaines catégories d'ouvriers agricoles.

Quant à l'assurance contre les accidents du travail, les ouvriers agricoles sont protégés dans les Etats suivants : *Allemagne, Australie, Autriche, Bulgarie, Chili, Danemark, Esthonie, Finlande, France, Grande-Bretagne, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Luxembourg, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Suède*. D'autres pays n'accordent, à ces ouvriers, qu'une protection partielle : *Afrique du Sud, Argentine, Belgique, Brésil, Cuba, Equateur, Espagne, Hongrie, Norvège, Pérou, Roumanie, Salvador, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, Tchécoslovaquie*.

Enfin, en ce qui concerne l'assurance contre le chômage, à part l'*Allemagne*, qui a adopté le régime de l'assurance obligatoire contre le chômage, même en agriculture (à l'exclusion de certaines catégories : domestiques), tous les pays excluent les ouvriers agricoles du bénéfice de cette forme d'assurance. Cependant l'assurance facultative donne de bons résultats dans certains pays (*Danemark, Pays-Bas*, notamment) où les organisations ouvrières sont plus fortes ; mais dans de très nombreux pays les travailleurs agricoles ne sont nullement garantis contre le risque du chômage.

En *France*, il convient d'attendre le vote définitif du rectificatif à la loi de 1928, avant de pouvoir émettre une opinion.

On sait que des discussions très vives ont surgi dans les milieux agricoles au sujet de cette loi : les employeurs, notamment ont réclamé une modification du texte promulgué en avril 1928, afin que les sociétés mutuelles soient autorisées à assumer le service de l'assurance pour les ouvriers agricoles (1).

2^e Convention concernant la réparation des accidents du travail
dans l'agriculture (2)

(3^e Session, Genève 1921)

PRINCIPE (Art. 1^{er}). — Tout Membre ratifiant la convention s'engage à étendre à tous les salariés agricoles le bénéfice des lois et règlements ayant pour objet d'indemniser les victimes d'accidents survenus par le fait ou à l'occasion du travail.

A. — MESURES DE RATIFICATION (3)

Au 1^{er} mars 1930, l'état des ratifications de cette convention s'établissait comme suit :

Ratifications enregistrées.....	13
— autorisées	1
— recommandées	7

B. — MESURES D'APPLICATION (3)

A la même date les 6 Etats suivants avaient fait connaître qu'ils avaient pris des mesures législatives ou autres en la matière : *Allemagne, Danemark, Esthonie, Grande-Bretagne, Etat libre d'Irlande et Suède.*

En outre, 4 Etats avaient pris des mesures du même ordre postérieures à l'adoption de la convention par la Conférence : *Bulgarie, Chili, Pays-Bas et Pologne.*

4 autres Etats avaient fourni des informations officielles concernant les mesures prises par eux en vue de faire porter

(1) Le nouveau texte de la loi sur les Assurances sociales, tel qu'il vient de sortir des délibérations du Parlement (avril 1930) prévoit l'affiliation des salaires agricoles à une Société de secours mutuels approuvée, ou à défaut à la Section agricole de la caisse primaire départementale ou interdépartementale. Les risques couverts sont : la maladie, la maternité ou le décès.

(2) Cette convention est entrée en vigueur le 26 février 1923.

(3) Voir Annexe LIV.

effet à la décision de la 3^e session : *France, Grèce, Italie et Luxembourg*.

Enfin 3 Etats avaient fait connaître que des lois étaient chez eux en voie d'adoption ou en cours d'élaboration tendant au même but : *Autriche, Belgique et Finlande*.

C'est donc au total 17 Etats qui appliquent ou sont sur le point d'appliquer les dispositions de la convention.

L'examen des législations des 9 Etats ayant fourni des rapports en exécution de l'article 408, et dont la liste figure en annexe, suggère les observations suivantes :

1^o Ces législations n'établissent aucune distinction entre les salariés de l'industrie et ceux de l'agriculture. Ceux de ces pays qui avaient reconnu par voie législative, le droit à réparation des accidents du travail agricole ont maintenu cette législation lorsqu'elle était conforme aux dispositions de la convention, ou l'ont amendée dans le cas contraire.

2^o La *Grande-Bretagne* applique celle-ci à certaines de ses colonies (*Guyane britannique, Grenade, Saint-Vincent*). A *Trinité* et à *Tobago*, des ordonnances sur la réparation des accidents du travail ont été édictées en 1926. Dans les *Etats Fédérés Malais*, une législation relative à la matière est également à l'examen.

Enfin, les *Pays-Bas* excluent du bénéfice de leur législation *Surinam* et *Curaçao*. Mais aux *Indes Néerlandaises* la réglementation de l'assurance-accidents y est en voie de préparation.

3^o *Convention concernant l'assurance-maladie des travailleurs agricoles* (1)

(10^e Session, Genève 1927)

1^o PRINCIPE (Art. 1^{er}). — Tout Membre qui ratifie la convention s'engage à instituer l'assurance-maladie obligatoire pour les travailleurs agricoles, dans des conditions au moins équivalentes à celles prévues par ladite convention.

2^o TRAVAILLEURS BÉNÉFICIAIRES (Art. 2). — L'assurance-maladie obligatoire s'applique aux ouvriers, employés et apprentis des entreprises agricoles.

(1) Cette convention est entrée en vigueur le 13 juillet 1928.

Le présent projet consacre des dispositions identiques à celles contenues dans le projet de convention concernant l'assurance-maladie des travailleurs de l'industrie et du commerce et des gens de maison, au sujet des exceptions au principe, des prestations, des cas de suspension, de suppression ou de réduction de celles-ci, de l'organisation de l'assurance, de la constitution des ressources des institutions d'assurances du droit de recours des assurés, de la dérogation applicable aux territoires peu peuplés, de la date d'entrée en vigueur de la convention (voir supra).

Le même projet ne contient toutefois aucune disposition concernant les droits des femmes en couches qui, en ce qui concerne l'agriculture, n'ont fait l'objet, ainsi qu'on se le rappelle, que d'une simple recommandation, adoptée à la 3^e session de la Conférence (Genève 1921).

A. — MESURES DE RATIFICATION (1)

Adopté seulement en 1927 par la Conférence, ce projet de convention n'a pu jusqu'à ce jour, réunir qu'un nombre de ratifications limité.

Au 1^{er} mars 1930, la situation se présentait ainsi qu'il suit :

Ratifications enregistrées	4
— recommandées.....	3

A ces indications numériques, il convient d'ajouter les renseignements suivants communiqués par les Gouvernements de divers Etats :

Australie. — La convention a été soumise le 5 décembre 1927 au Parlement du Commonwealth.

Bulgarie. — Un projet de loi portant approbation de la convention est en préparation.

Colombie. — Le texte voté par la 10^e Session est soumis à l'étude de la Commission consultative du Bureau du Travail.

Finlande. — Ajournement de toute décision en attendant que le projet de loi sur l'assurance-maladie soit adopté.

France. — La ratification ne pourra être effective qu'après

(1) Voir Annexe LV.

l'entrée en vigueur de la loi du 5 avril 1928 sur les assurances sociales (1).

Inde. — Le Conseil d'Etat et l'Assemblée législative ont voté des résolutions recommandant au Gouverneur général siégeant en Grand Conseil, de ne pas ratifier la convention.

Etat libre d'Irlande. — La convention a été soumise au Dail et au Seanad de l'Etat libre respectivement les 22 février et 1^{er} mars 1928.

Japon. — Soumise le 5 novembre 1928 en vue de la ratification au Conseil privé.

Lithuanie. — Transmise aux autorités compétentes en vue de sa transformation éventuelle en loi et dans le but de prendre d'autres mesures.

Norvège. — Rapport du Gouvernement soumis le 1^{er} mars 1929 au Storting ; la question de la ratification sera reprise lorsque la Commission ministérielle, qui étudie une revision éventuelle de la législation sur l'assurance-maladie, aura présenté ses conclusions.

Pays-Bas. — Les nouvelles mesures législatives en instance devant la 2^e Chambre ne permettent de soumettre aucune proposition à l'égard de la convention.

Roumanie. — La convention a été soumise au Parlement (février 1929) ; elle ne pourra être ratifiée que lorsque la situation économique du pays permettra l'introduction des réformes législatives nécessaires.

Siam. — Tout en étant disposé à adopter des mesures appropriées lorsqu'elles seront nécessaires, le Gouvernement n'estime pas que les circonstances existant au Siam exigent que de telles mesures soient prises actuellement.

Suède. — Ajournement de la ratification votée le 4 mai 1928 par le Riksdag.

Suisse. — Dans les conditions présentes la ratification ne peut être proposée.

Vénézuëla. — Convention communiquée au Département

(1) Cette entrée en vigueur a été fixée au 1^{er} juillet 1930, après le vote (avril 1930) des trois rectificatifs à la loi du 5 avril 1928.

de l'Intérieur pour étude et dans le but d'adopter la législation nationale à ses dispositions.

B. — MESURES D'APPLICATION (1)

A la même date du 1^{er} mars 1930 la situation au point de vue de l'application était la suivante : 4 Etats avaient voté des lois instituant l'assurance-maladie obligatoire des travailleurs agricoles : *Allemagne, Autriche, France* (sous réserve des modifications apportées par le rectificatif de la loi de 1928, voté par le Sénat et soumis actuellement à la Chambre des Députés) (2) et *Tchécoslovaquie*.

2 Etats avaient déposé des projets de loi tendant à l'application de la convention : *Belgique* et *Estonie*.

Enfin la *Lithuanie* avait fait connaître qu'un projet de loi générale sur les assurances sociales, amendant notamment la loi du 9 décembre 1925 sur les caisses-maladie, était en préparation.

Recommandation concernant les moyens de prévention contre le chômage dans l'Agriculture (3^e Session, Genève 1921)

Estimant que, dans leurs principes, le projet de convention et les recommandations de Washington, concernant le chômage doivent s'appliquer aux travailleurs agricoles, compte tenu du caractère particulier du chômage agricole, la Conférence générale recommande aux Etats Membres, d'envisager l'opportunité des procédés suivants :

- 1) Favoriser par des méthodes techniques modernes, la culture des terres en friche ou partiellement cultivées ;
- 2) Encourager l'adoption des systèmes améliorés de culture en vue d'une exploitation plus intensive de la terre ;

(1) Voir Annexe LV.

(2) Ces modifications ont été adoptées à la fin d'avril 1930 par le Sénat et la Chambre des Députés. Elles sont consacrées par la loi du 30 avril 1930 modifiant et complétant la loi du 5 avril 1928 sur les Assurances sociales (Cf. Journal Officiel du 1er mai 1930, p. 4819 et suiv.).

- 3) Développer la colonisation intérieure ;
- 4) Faciliter, par des moyens de transport appropriés, l'accès des travailleurs en chômage à des travaux ayant un caractère temporaire ;
- 5) Développer les industries et travaux supplémentaires susceptibles d'occuper les chômeurs saisonniers ;
- 6) Encourager la formation de coopératives d'ouvriers agricoles pour le travail du sol et pour l'achat ou l'affermage des terrains, pour l'extension du crédit agricole, surtout en faveur des associations coopératives de travailleurs dont le but sera de gérer les exploitations agricoles.

Les Membres de l'Organisation Permanente sont d'autre part, invités à adresser périodiquement au B. I. T. un rapport sur les mesures prises par eux pour donner suite à la recommandation ci-dessus.

MESURES D'APPLICATION (1)

A la fin de l'année 1929, la recommandation ci-dessus avait donné lieu à des mesures dans 14 Etats. D'autre part 12 Etats avaient informé le Secrétariat général de la S. des N. que la décision prise par la 3^e Session de la Conférence avait été soumise pour approbation à l'autorité nationale compétente. 10 Etats avaient communiqué d'autres renseignements officiels ayant trait à la recommandation. Enfin 19 Etats n'avaient fait parvenir aucune information.

(1) Voir Annexe LVI.

TABLEAU RÉCAPITULATIF

*des résultats acquis au 1^{er} mars 1930 par l'Organisation
Permanente du Travail*

(CONVENTIONS)

Le tableau suivant résume les résultats obtenus par l'Organisation à la suite des mesures prises ou envisagées par les Etats Membres pour faire porter effet aux conventions adoptées par la Conférence à ses onze premières Sessions.

A. Mesures de ratification.	a = ratifications enregistrées
	b = ratifications conditionnelles
	c = ratifications autorisées
	d = ratifications recommandées
B. Mesures d'application.	a' = mesures législatives ou autres antérieures à l'adoption de la convention.
	b' = mesures législatives ou autres postérieures à l'adoption de la convention.
	c' = lois votées (1).
	d' = lois en voie d'adoption ou en cours d'élaboration (1).

CONVENTIONS	Mesures de Ratification				Mesures d'application			
	a	b	c	d	a'	b'	c'	d'
1 ^{re} Heures de travail	9	5	1	8	2	5	9	7
2 ^{re} Chômage	23	0	1	8	8	13	3	4
3 ^{re} Accouchement	11	0	1	7	1	7	5	5
4 ^{re} Travail de nuit des femmes..	19	0	0	10	4	12	4	8
5 ^{re} Age minimum d'admission..	18	0	2	6	2	13	3	7
6 ^{re} Travail de nuit des enfants..	21	0	1	7	3	15	3	7
7 ^{re} Age minimum d'admission au travail maritime	22	0	1	3	3	14	3	4
8 ^{re} Indemnité de chômage (navi- frage)	13	1	2	4	1	7	5	5
9 ^{re} Placement des marins	17	0	1	4	6	7	1	4
10 ^{re} Age minimum d'admission (agriculture)	12	0	1	9	6	4	6	3
11 ^{re} Droit d'association et de coali- tion (travailleurs agricoles). ..	20	0	0	6	14	2	7	1
12 ^{re} Réparation des accidents du travail (agriculture)	13	0	1	7	6	4	4	3
13 ^{re} Céruse	18	1	2	3	0	9	1	8

(1) Sous cette rubrique on doit comprendre les informations officielles concernant les mesures tendant à appliquer ou appliquant les conventions.

CONVENTIONS	Mesures de Ratification				Mesures d'Application			
	a	b	c	d	a'	b'	c'	d'
14° Repos hebdomadaire (industrie)	17	0	3	4	7	6	4	1
15° Age minimum d'admission des jeunes gens comme sou-tiers ou chauffeurs	21	0	1	4	2	13	4	1
16° Examen médical obligatoire des enfants et des jeunes gens employés à bord des ba-teaux	21	0	0	4	1	13	5	0
17° Réparation des accidents du Travail	11	0	0	7	4	0	3	7
18° Réparation des maladies pro-fessionnelles	19	0	0	6	7	0	3	6
19° Egalité de traitement des tra-vailleurs nationaux (acci-dents du travail)	25	0	0	4	9	0	9	0
20° Travail de nuit dans les bou-langeries	5	0	0	10	0	0	7	3
21° Simplification de l'inspection des émigrants à bord des na-vires	9	2	1	4	2	0	5	0
22° Contrat d'engagement des marins	9	0	1	5	0	0	2	3
23° Rapatriement des marins....	9	0	2	3	0	0	3	3
24° Assurance-maladie des tra-vailleurs de l'industrie et du commerce et des gens de maison	8	0	0	2	0	0	7	4
25° Assurance-maladie des tra-vailleurs agricoles	4	0	0	3	0	0	4	2
26° Institution de méthodes de fi-xation des salaires	2	0	0	5	0	0	3	3
Totaux.....	376	9	22	143	88	144	113	99

Conclusion

En remontant seulement à l'époque où se réunissait à Berlin, en mars 1890, la première Conférence diplomatique qui eût à s'occuper de questions concernant le travail, il est permis de mesurer le chemin parcouru, depuis cette date dans la voie de la réglementation internationale du travail. Cette Conférence n'était parvenue qu'à formuler un certain nombre de vœux. Plus heureuses que leur devancière, les Conférences de Berne de 1906 et 1913 avaient pu aboutir à la signature de quatre conventions. Mais ces résultats acquis en l'espace de sept ans apparaissent minimes, si on les compare à ceux qui furent obtenus, pendant une période d'égale durée, par l'Organisation Permanente du Travail. De 1919 à 1926 en effet 21 projets de convention et 26 recommandations sortirent des délibérations de la Conférence internationale du travail. Ce résultat est dû incontestablement à la supériorité du système établi par le Traité de Paix sur celui qu'avait instauré l'Association Internationale pour la Protection légale des Travailleurs. Aux Conférences réunies à de longs intervalles a été substitué le système des sessions périodiques permettant une liaison continue entre les travaux de deux sessions annuelles et une collaboration féconde des représentants des gouvernements, des patrons et des ouvriers.

C'est précisément l'un des principaux griefs que l'on a fait à l'Organisation Permanente du Travail d'élaborer un trop grand nombre de conventions qui ne recueillent pas toujours un nombre suffisant de ratifications. Ce reproche, qui pouvait être admis, dans une certaine mesure, au début de l'Organisation, n'apparaît guère fondé si l'on se reporte au tableau récapitulatif figurant aux pages précédentes. On remarque en effet.

que certaines conventions ont recueilli jusqu'à vingt-trois et même vingt-cinq ratifications. A vrai dire, la faiblesse numérique des ratifications que l'on pouvait constater il y a quelques années était due, en grande partie, à la situation économique. Un fait que M. Albert THOMAS ne manque jamais de souligner dans ses rapports annuels, c'est l'influence des facteurs économiques sur les facteurs sociaux et leur répercussion inéluctable sur les ratifications des conventions. Dans ses derniers rapports, le Directeur du Bureau International du Travail, notait, avec une grande force d'analyse, l'amélioration constante de la situation économique due à l'achèvement de la stabilisation financière, aux perfectionnements de la technique, à la rationalisation, à la concentration et aux ententes économiques et il voyait dans cette amélioration un indice permettant d'augurer d'heureux résultats pour l'avenir des ratifications.

A le considérer de près, l'argument d'après lequel les 28 conventions adoptées par les 55 Etats Membres aux douze premières sessions de la Conférence auraient dû recueillir au total environ 1.500 ratifications n'a qu'une valeur purement relative. Il est en effet bien difficile, sinon impossible, que le nombre mathématique des ratifications soit atteint. L'examen des tableaux figurant en annexe permet de constater que les Etats qui ne ratifient pas les conventions ou ne donnent aucune information en ce qui concerne la suite réservée par eux aux recommandations sont presque toujours les mêmes : en général Etats du Centre Amérique ou Sud-Américain n'ayant pas atteint, la plupart, un stade économique suffisamment développé. En outre, certains Etats, même évolués au point de vue industriel, ne sont pas intéressés à certaines questions faisant l'objet de convention. Il est bien évident que les conventions maritimes, par exemple, ne sauraient être ratifiées par des pays ne possédant aucun débouché sur la mer. Compte tenu de ces considérations, il apparaît que le nombre des ratifications enregistrées jusqu'à ce jour représente environ 50 % de leur nombre mathématique. C'est donc un résultat qui n'est pas négligeable.

A la Séance d'ouverture de la 48^e Session du Conseil d'Ad-

ministration du B. I. T. qui s'est tenue à Paris, au Conseil d'Etat, M. Pierre LAVAL, Ministre du Travail, qui présidait cette séance, a souligné ce résultat dans les termes suivants : (1) « Le nombre de ratifications enregistrées au Secrétariat de la Société des Nations s'élève à 386.

« Sans doute elles pourraient être plus nombreuses et je conçois les inquiétudes de certains d'entre vous et en particulier de mon éminent ami, M. Albert THOMAS, Directeur du Bureau International du Travail.

« Mais nous sommes ici sur le terrain international. On se plaint un peu partout de par le monde des lenteurs du travail législatif. C'est, en effet, déjà difficile de réaliser l'accord sur des textes nationaux. On conçoit sans peine les difficultés supplémentaires que comporte l'accord des textes nationaux avec les textes internationaux.

« Je suis plutôt enclin à vous féliciter d'avoir obtenu autant de ratifications. Si l'on faisait la comparaison avec d'autres organisations internationales, je ne suis pas sûr que vous seriez en si mauvaise posture. »

D'ailleurs on aurait tort de croire que la portée des conventions adoptées par la Conférence doit nécessairement se mesurer au nombre de ratifications qu'elles obtiennent. Les textes élaborés à Genève, alors même qu'ils ne sont pas ratifiés, finissent peu à peu — et c'est un fait capital qu'il convient de souligner — par imprégner de leur esprit, et aussi de leur substance, les différentes législations internes. Il jouent ainsi, comme on l'a fait remarquer, « le rôle d'une sorte de droit écrit, de droit idéal ou de *lex ferenda*, un peu comme jadis le Droit romain vis-à-vis des législations barbares » (2).

Mais la ratification ne constitue que le premier stade de l'application intégrale des conventions. C'est peut-être ici que les critiques que l'on élève contre l'Organisation Permanente du Travail paraissent le plus fondées. Certains Etats hésitent parfois à exécuter entièrement une convention ou une recomman-

(1) Cf. le journal « Le Temps » du 25 avril 1930.

(2) G. Scelle, Précis de législation industrielle, p. 132, éditeur, Société Anonyme du Recueil Sirey, Paris 1927.

dation par crainte d'être mis en état d'infériorité économique par un Etat concurrent qui n'a pas voulu ratifier les décisions de la Conférence. Ils s'abstiennent dans ce cas de prendre des mesures d'ordre législatif qui permettraient de rendre pleinement efficaces, les conventions et recommandations auxquelles ils ont adhéré. D'ailleurs le Traité de Paix n'oblige nullement les Etats à adopter de telles mesures. L'article 405 de ce texte stipule en effet : « Si une recommandation n'est pas suivie d'un
« acte législatif ou d'autres mesures de nature à rendre effec-
« tive cette recommandation ou bien si un projet de convention
« ne rencontre pas l'assentiment de l'autorité ou des autorités
« dans la compétence desquelles rentre la matière, le Membre
« ne sera soumis à aucune obligation. »

Cette absence de sanctions explique en partie la lenteur qu'apportent un certain nombre d'Etats à adopter des mesures législatives, consacrant les principes posés dans les décisions de la Conférence. Mais elle ne l'explique pas à elle seule. Il faut tenir compte en effet de ce que les Parlements surchargés de besogne dans les années qui ont suivi la guerre n'ont pas toujours pu voter des lois permettant de faire sortir leur plein et entier effet auxdites décisions.

En présence de la carence de certains Etats serait-il désirable de voir apporter des modifications au Pacte de la Société des Nations dans le sens de la restriction du droit de souveraineté des Etats ?

Une telle solution ne paraît guère possible dans les conjonctures présentes. Force est donc de s'en tenir à ce qui est, et d'en tirer le meilleur parti possible.

C'est à l'esprit de collaboration des Etats qu'il convient de faire appel pour assurer à l'Organisation Permanente du Travail son plein épanouissement. Ainsi que l'écrivait l'un des plus éminents défenseurs de la Société des Nations, le regretté LÉON BOURGEOIS : « C'est de la conscience commune que les na-
« tions auront de leur solidarité, que nous attendons le couron-
« nement de l'œuvre. C'est cette conscience des nations qui

« achèvera de fonder, entre elles, sur une base inébranlable, « l'empire du droit. » (1)

Aussi bien est-ce à cet esprit de collaboration et à cette solidarité que fait sans cesse appel M. Albert THOMAS, soit dans ses écrits, soit dans ses discours à la Conférence, soit enfin au cours d'innombrables voyages effectués en Allemagne, en Russie, en Espagne, dans les pays scandinaves, en Italie, en Extrême-Orient, dans l'Amérique du Sud, afin de provoquer l'élan des ratifications et d'aller faire connaître aux peuples éloignés l'œuvre considérable de l'Organisation.

L'autorité morale dont jouit celle-ci démontre que le Directeur du Bureau International du Travail a raison.

C'est par la valeur de sa documentation scientifique, par l'activité inlassablement déployée par ses dirigeants éminents que l'Organisation Permanente du Travail a fini, après dix années de longs et patients efforts, par s'imposer à l'opinion publique. C'est en persévérant dans cette voie qu'elle parviendra, dans un temps plus ou moins éloigné, à faire régner la justice et la paix sociales fondement nécessaire de la Paix entre les Nations.

VU :

Le Président de Thèse,
TRUCHY.

VU :

Le Doyen de la Faculté
H. BERTHÉLEMY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

(1) Léon Bourgeois, Lettre préface de l'ouvrage de M. G. Scelle. Le Pacte des Nations et sa liaison avec le Traité de Paix.

Annexes

Ces annexes ont été établies à l'aide des indications contenues dans les *Rapports du Directeur* du B. I. T. à la Conférence (année 1921 à 1929), complétées de celles figurant dans le *Bulletin Officiel* du Bureau (année 1929, vol. XIV, n^{os} 1, 2 et 3) Elles donnent, d'une part, les mesures de ratification et d'application prises par les Etats Membres en exécution des projets de convention adoptés par la Conférence, et d'autre part, les renseignements communiqués au Secrétaire général de la S. d. N. par ces mêmes Etats en ce qui concerne la suite donnée par eux aux recommandations. On a suivi l'ordre du texte de l'ouvrage (3^e Partie, chapitre III), dans le classement des décisions de la Conférence et de la suite donnée à ces décisions par les Membres de l'Organisation Permanente du Travail. Pour les conventions on a fait la distinction entre les mesures de ratification et les mesures d'application. Dans la rubrique consacrée à ces dernières, on a inscrit, entre parenthèses, à côté du nom de chaque Etat ayant fourni les rapports annuels prévus par l'article 408 du Traité de Versailles et les articles correspondants des autres Traités de Paix, la date d'entrée en application des dispositions de chaque convention.

Abréviations contenues dans les Annexes :

B. B. = Bulletin Officiel de l'Office international de Bâle.

S. L. = Série législative publiée par le B. I. T.

ANNEXE 1

Convention tendant à limiter à huit heures par jour et à quarante huit heures par semaine le nombre des heures de travail dans les établissements industriels.

(1^{re} Session Washington 1919).

A. — MESURES DE RATIFICATION

1^o *Ratifications enregistrées par le Secrétariat Général de la Société des Nations et date de l'enregistrement :*

Belgique (6 septembre 1926) ; Bulgarie (14 février 1922) ; Chili (15 septembre 1925) ; Grèce (19 novembre 1920) ; Inde (14 juillet 1921) ; Luxembourg (16 avril 1928) ; Portugal (3 juillet 1928) ; Roumanie (13 juin 1921) ; Tchécoslovaquie (24 août 1921).

2° *Ratifications conditionnelles ou valables après un certain délai :*

Autriche (12 juin 1924), Espagne (22 février 1929), France (2 juin 1927), Italie (6 octobre 1924), Lettonie (15 août 1925).

3° *Ratifications autorisées par l'autorité nationale compétente :*
Cuba (16 mai 1928).

4° *Ratifications recommandées à l'autorité nationale compétente :*

Allemagne (5 octobre 1922), Argentine (17 septembre 1920), Brésil (1920), Danemark (1926), Esthonie (26 septembre 1924). Paraguay (24 mai 1926), Pays-Bas (21 juillet 1921), Uruguay (11 septembre 1925).

B. — MESURES D'APPLICATION

BELGIQUE (6 septembre 1926) :

Loi du 14 juin 1921, instituant la journée de 8 heures et la semaine de 48 heures (S. L. 1921, Belg. 1).

Des *arrêtés royaux*, pris en exécution de la loi, accordent des dérogations et établissent les conditions de travail dans certaines industries et entreprises commerciales.

BULGARIE (1er juillet 1924) :

Loi de 1917 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs (B. B. (Vol. XVII, 1918, p. 70).

Décret n° 24 du 24 juin 1919 sur la journée de six et de huit heures.

Ordonnance n° 2834 du 2 août 1919, rendue en exécution du décret n° 24 du 24 juin 1919.

Loi de 1922 sur la ratification de la convention donnant force de loi au décret n° 24 du 24 juin 1919.

GRÈCE (13 juin 1921) :

Loi N° 2269 du 1^{er} juillet 1920 (B. O. Vol. II, n° 1, p. 20).

Décrets spéciaux rendus en application de la loi N° 2269 (S. L. 1924. Grè : 1 et 4, 1925, Grè : 2).

Loi N° 4029 du 24 janvier/6 février 1912 sur le travail des femmes et des jeunes gens (B. B. Vol. XI, 1912, p. 327).

Décret du 24 juillet/6 Août 1912 sur les attributions des inspecteurs du travail et des surveillants du travail (B. B. Vol. XII, 1913, p. 326).

Décret royal du 14/27 août 1913, rendu en application de la loi N° 4029 (B. B. Vol. XIII, 1914, p. 278).

INDE (1^{er} juillet, 1^{er} juillet 1924, septembre 1921) :

Loi sur les fabriques de l'Inde du 24 mars 1911, telle qu'elle a été amendée ultérieurement (S. L. 1926, Ind. 2).

Loi du 23 février 1923 sur les mines (S. L. 1923, Ind. 3).

Ordonnances rendues en 1921 par le Département des chemins de fer.

ROUMANIE (1^{er} juillet 1924) :

Loi du 9 avril 1928 sur la protection du travail (S. L. 1928, Rou : 1).

TCHÉCOSLOVAQUIE (18 mars 1922) :

Loi du 19 décembre 1918 sur la journée de huit heures (B. B. 1919, Vol. XVIII, p. 56).

Ordonnance du 11 janvier 1919 pour l'application de la loi sur la journée de huit heures (B. B. 1919, Vol. XIII, p. 61).

Circulaire adressée par le Ministre de la Prévoyance Sociale le 21 mars 1919, à toutes les autorités administratives en vue d'assurer l'application de la loi sur la journée de huit heures (B. B. 1919, Vol. XVIII, p. 63).

ANNEXE II

Convention concernant l'application du repos hebdomadaire dans les établissements industriels.

(3^e Session, Genève 1921)

A. — MESURES DE RATIFICATION

1° *Ratifications enregistrées par le Secrétariat général de la Société des Nations et date de l'enregistrement :*

Belgique (19 juillet 1926), Bulgarie (6 mars 1925), Chili (15 septembre 1925), Espagne (20 juin 1924), Esthonie (29 novembre 1923), Finlande (19 juin 1923), France (3 septembre 1926), Grèce (3 septembre 1922), Inde (11 mai 1923), Italie (8 septembre 1924), Lettonie (9 septembre 1924), Luxembourg (16 avril 1928), Pologne (21 juin 1924), Portugal (3 juillet 1928), Roumanie (18 août 1923), Tchécoslovaquie (31 août 1923), Yougoslavie (1^{er} avril 1927).

2° *Ratifications autorisées par l'autorité nationale compétente :*

Cuba (16 mai 1928), Hongrie (4 mars 1925), Pays-Bas (10 juin 1926).

3° *Ratifications recommandées à l'autorité nationale compétente :*

Allemagne (mars 1929), Argentine (18 mai 1925), Danemark (1926), Uruguay (11 septembre 1925).

B. — MESURES D'APPLICATION

BELGIQUE (19 juillet 1926) :

Loi du 17 juillet 1905 sur le repos du dimanche dans les entreprises industrielles et commerciales (B. B. 1905, Vol. IV, p. 212), modifiée par les lois du 25 mai 1914 et du 24 juillet 1927 (S. L. 1927, Bel. 6) et arrêtées rendus en exécution de cette loi.

BULGARIE (6 mars 1925) :

Loi de 1917 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs (B. B. 1918, Vol. XVII, p. 70).

Loi de 1911 sur le repos des jours fériés et du dimanche (B. B. 1918, Vol. XVII, p. 67).

ESPAGNE (20 juin 1924) :

Décret-loi royal du 8 juin 1925 interdisant le travail du dimanche (S. L. 1925, Esp. 3).

Règlement du 17 décembre 1926 rendu en application du décret-loi royal du 8 juin 1925.

Ordonnances royales rendues en exécution du décret-loi législatif du 8 juin 1925.

ESTHONIE (29 novembre 1923) :

Loi du 17 décembre 1925 sur le repos hebdomadaire dans les entreprises industrielles (S. L. 1925, Esth. 4).

Ordonnance du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale du 23 octobre 1926 prévoyant des périodes de repos et des compensations aux personnes occupées à des travaux dont l'exécution est autorisée les dimanches et jours fériés en vertu de l'art. 4 de la loi du 17 décembre 1925 (S. L. 1926, Estho. 2).

FINLANDE (19 juin 1923) :

Loi du 27 novembre 1917 sur la journée de huit heures, modifiée par la loi du 14 août 1918 (B. B. 1918, Vol. XVII, pp. 43 et 213).

Ordonnance du 1^{er} juin 1923 sur la mise en vigueur de la convention en Finlande.

Résolution du Conseil des Ministres du 22 décembre 1927, relative à des exceptions spéciales à la loi du 27 novembre 1917 sur la journée de huit heures (S. L. 1927, Fin. 3).

Loi du 4 mars 1927 sur l'inspection du travail (S. L. 1927, Fin. 1).

FRANCE (3 septembre 1926) :

Code du travail et de la prévoyance sociale, Livre II, Articles 30 et suivants.

Décret du 24 août 1926 modifié par le décret du 13 juillet 1907 organisant le contrôle de l'application des dispositions législatives sur le repos hebdomadaire (B. B. 1906, Vol. 8, p. 308 et 1907 (Vol. VI, p. 489).

Décret du 14 août 1907 complétant la nomenclature des établissements admis à donner le repos hebdomadaire par roulement (B. B. 1908, Vol. VII, p. 69).

Décret du 31 août 1910 déterminant les dérogations particulières au repos des spécialistes dans les usines à feu continu (B. B. 1911, Vol. X, p. 43).

Décret du 29 Avril 1913 déterminant la nomenclature des catégories d'établissements dans lesquels le repos hebdomadaire des femmes et des enfants peut être suspendu en vertu des articles 45, 46, et 47 du livre II du Code du travail (B. B. 1913, Vol. XII, p. 311).

INDE : Date d'entrée en application des dispositions de la convention (fabriques 11 mai 1923), mines 1^{er} juillet 1924) :

Loi de 1911 sur les fabriques de l'Inde, telle qu'elle a été amendée subséquemment (S. L. 1926, Ind. 2).

Loi de 1923 sur les mines de l'Inde (S. L., 1923, Ind. 3).

ITALIE (8 septembre 1924) :

Loi du 7 juillet 1907 sur le repos hebdomadaire et le repos des jours fériés (B. B. 1907, Vol. VI, p. 312).

Décret-loi royal du 22 juillet 1923 sur la réglementation des services du personnel des chemins de fer (S. L. 1923, Ita. 8).

Décret-loi royal du 19 octobre 1923 sur l'établissement des horaires et roulement de service du personnel employé dans les services publics de transports concédés (S. L. 1923, Ita. 8).

Décret royal du 31 décembre 1924 approuvant le règlement d'application du décret royal du 30 décembre 1923 sur le statut juridique et le traitement économique des salaires employés par l'Administration de l'Etat.

LETTONIE (9 septembre 1924) :

Loi du 24 mars 1922 relative à la durée du travail (S. L. 1922, Letto. 1).

POLOGNE (21 juin 1924) :

Loi du 18 décembre 1919 sur la durée du travail dans l'industrie et le commerce (S. L. 1920, Pol. 1).

Décret du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale du 10 décembre 1921 sur les travaux préparatoires de la panifica-

tion dans les boulangeries pendant la nuit ainsi que les dimanches et jours fériés (S. L. 1921, Pol. 5-8).

Décret du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, d'accord avec le Ministre de l'Industrie et du Commerce du 16 mars 1925 sur la durée du travail et des travailleurs des tramways.

Décret du Président de la République du 15 novembre 1924, sur les jours fériés (S. L. 1924, Pol. 1) amendé par la loi du 18 mars 1925).

Dispositions relatives aux jours de repos, contenues dans la loi russe sur le travail dans l'industrie (titre II, première partie, chapitre IV, art. 103) le code industriel autrichien (art. 88a) et le code industriel allemand (art. 134 et 134a.)

Décret du Président de la République du 7 juin 1927 sur le droit industriel.

Décret du Président de la République du 16 mars 1928 sur le contrat de travail des ouvriers.

ROUMANIE (18 juin 1925) :

Loi du 18 juin 1925 sur le repos des dimanches et jours fériés (S. L. 1925, Rou. 2).

Règlement du 24 juin 1925 rendu en application de la loi du 18 juin 1925.

Décisions ministérielles des 4 juillet 1925, 2 décembre 1925, 1^{er} février 1928, 4 et 15 mars 1928, 4 août 1928, 29 septembre 1928 et 22 décembre 1928.

ROYAUME DES SERBES, CROATES et SLOVÈNES (1^{er} avril 1927) :

Loi du 28 février 1922 sur la protection des ouvriers (S. L. 1922, S. C. S. I.).

Règlement du 25 octobre 1921 concernant les mesures d'hygiène et de sécurité dans les entreprises (S. L. 1921, II^e Partie, S. C. S. 3).

TCHÉCOSLOVAQUIE (14 mai 1924) :

Loi du 19 décembre 1918 sur la journée de huit heures (B. B. 1919, Vol. XVIII, p. 56).

Ordonnance du 11 janvier 1919 pour l'application de la loi sur les huit heures (B. B. 1919, Vol. XVIII, p. 61).

Loi autrichienne du 16 janvier 1895 sur la réglementation du repos des dimanches et des jours fériés, modifiée par la loi du 18 juillet 1905 (B. B. 1905, Vol. IV, p. 344).

Ordonnance autrichienne du 12 septembre 1912, modifiant et complétant partiellement l'ordonnance pour l'exécution de la loi sur la réglementation du repos des dimanches et des jours fériés (B. B. 1912, Vol. XII, page 1).

Article législatif, N° XIII de 1891.

ANNEXE III

Recommandation concernant l'application du repos hebdomadaire dans les établissements commerciaux.(3^e Session, Genève 1921)*a) Communication des mesures prises au Secrétaire Général de la Société des Nations et date de la communication :*

Australie (1925), Belgique (6 juillet 1925), Bulgarie (5 mars 1925), Esthonie (15 mai 1926), Finlande (2 avril 1924), France (15 avril 1924). Inde 30 octobre 1922), Italie (16 janvier 1926), Japon (4 août 1926), Norvège (1^{er} décembre 1926), Pologne (7 juin 1923), Roumanie (1^{er} avril 1925); Siam (21 août 1922), Suède (13 novembre 1923), Suisse (22 mai 1923 et 16 janvier 1926), Tchécoslovaquie (24 octobre 1925).

b) Etats ayant indiqué officiellement que les recommandations ont été soumises à l'autorité compétente (§ 5. de la recommandation) et date de la soumission:

Afrique du Sud (1923), Allemagne (18 mai 1923), Autriche (1927), Brésil (7 décembre 1922), Canada (23 mars 1923), Chili (7 août 1924), Chine (1923), Cuba (21 août 1922), Danemark (6 juin 1922), Grande-Bretagne (9 mai 1923), Hongrie (13 mars 1924), Nouvelle-Zélande (1923), Pays-Bas (12 juin 1923), Venezuela (1923).

c) Etats ayant communiqué d'autres renseignements officiels :

Albanie, Espagne, Lettonie, Lithuanie, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, Uruguay.

d) Etats qui n'ont communiqué aucune information officielle : tous les autres Etats.

ANNEXE IV

Convention concernant le travail de nuit dans les boulangeries
(7^e Session, Genève 1925)

A. — MESURES DE RATIFICATION

1^{re} Ratifications enregistrées par le Secrétariat Général de la Société des Nations et date de l'enregistrement :

Bulgarie (5 septembre 1929), Cuba (6 août 1928), Esthonie (4 novembre 1925), Finlande (26 mai 1928), Luxembourg (16 avril 1928).

2° *Ratifications recommandées à l'autorité nationale compétente :*

Allemagne (mars 1929), Autriche (22 novembre 1926), France (29 novembre 1927), Grèce (20 mai 1927), Lettonie (26 mai 1927), Pays-Bas, Pologne (12 décembre 1926), Roumanie et Tchécoslovaquie (21 janvier 1927), Uruguay (23 mars 1928).

B. — MESURES D'APPLICATION

CUBA. — Loi du 2 juin 1928, sur le travail dans les boulangeries et décret d'application du 4 septembre.

ESTHONIE. — Loi du 26 mars 1929 sur le travail de nuit dans les boulangeries.

GUATEMALA. — Loi du 14 novembre 1927 sur le travail de nuit dans les boulangeries, modifiée par la loi du 19 décembre 1927.

HONGRIE. — Loi du 3 janvier 1929.

LETTONIE. — Amendements du 14 juin 1928 à la loi du 11 mars 1925 sur l'interdiction du travail de nuit dans les boulangeries.

ANNEXE V

Recommandation concernant l'utilisation des loisirs des travailleurs

(6^e Session, Genève 1924)

a) *Communication des mesures prises au Secrétaire Général de la Société des Nations et date de la communication :*

Afrique du Sud (2 juin 1925), Allemagne (6 janvier 1927), Australie 1925, 1926 et 1927), Belgique (5 novembre 1926), Canada (17 mars 1926), Espagne (28 juillet 1925), Finlande (5 août 1926), France (5 janvier 1927), Grande-Bretagne (27 juillet 1925), Inde (2 décembre 1924), Etat libre d'Irlande (27 mars 1925), Italie (16 janvier 1926), Japon (8 mars 1926), Norvège (17 septembre 1925), Pologne (1^{er} mars 1926), Siam (4 mars 1925), Suède (20 octobre 1925), Suisse (26 août 1925).

b) *Etats ayant indiqué officiellement que les recommandations ont été soumises à l'autorité compétente (§ 5 de la recommandation) et date de la soumission:*

Autriche (1927) Bulgarie (1928), Cuba (3 novembre 1925), Danemark (23 février 1925), Hongrie (8 juillet 1925), Pays-Bas (4 mai 1925), Tchécoslovaquie (31 janvier 1929), Venezuela (1925).

c) *Etats ayant communiqué d'autres renseignements officiels :*

Argentine, Chili, Chine, Esthonie, Luxembourg, Roumanie, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, Uruguay.

d) *Etats qui n'ont communiqué aucune information officielle*: tous les autres Etats.

ANNEXE VI

Recommandation concernant l'application de la convention internationale adoptée à Berne en 1906, sur l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc (jaune) dans l'industrie des allumettes.
(1^{re} Session, Washington 1919)

A. — *Adhésion à la convention de Berne (1906) communiquée antérieurement à la Conférence de Washington (1919) et date de cette communication :*

a) Allemagne, Danemark, France, Luxembourg, Pays-Bas, Suisse.

Ces six Etats étaient signataires de la convention et étaient tenus, en vertu de l'article 4, de déposer leur ratification à la date du 31 décembre 1908. La Convention devait entrer en vigueur 3 ans plus tard.

b) Afrique du Sud (6 décembre 1910), Canada (20 septembre 1914), Espagne (29 octobre 1909), Grande-Bretagne (28 décembre 1908), Italie (6 juillet 1910), Norvège (26 juin 1914), Nouvelle Zélande (27 novembre 1911).

B. — *Adhésion à la convention de Berne, communiquée en exécution de la recommandation de Washington et date de cette communication :*

Australie (30 décembre 1919), Autriche (23 mars 1921), Belgique (8 décembre 1922), Bulgarie (1^{er} novembre 1926), Chine (6 décembre 1923), Esthonie (2 février 1923), Finlande (13 octobre 1921), Hongrie (19 novembre 1925), Inde (30 décembre 1919), Etat Libre d'Irlande (15 avril 1926), Japon (14 octobre 1921), Maroc (5 juillet 1927), Palestine (17 septembre 1925), Pologne (14 janvier 1921), Roumanie (21 juillet 1921), Royaume des Serbes, Croates et Slovènes (30 septembre 1929)⁽¹⁾, Suède (10 avril 1920), Tchécoslovaquie (30 mars 1921), Villé libre de Dantzig (23 août 1921).

(1) Le Secrétaire Général de la S. des N. a informé le délégué permanent du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, que la ratification de la convention de Berne, devait être déposée à Berne, auprès du Conseil fédéral Suisse et qu'il communiquerait au B. I. T. les renseignements qui lui seraient fournis par le Gouvernement yougoslave (conformément à l'article 405, § 4 du Traité) sur les mesures prises à l'égard de la recommandation de 1919. (Cf. Bulletin officiel, volume XIV, n° 3, 31 décembre 1929).

Les adhésions du Maroc, de la Palestine et de la ville de Dantzig ont été communiquées au Secrétaire général de la S. des N. respectivement par la France, la Grande-Bretagne et la Pologne.

C. — *Communication des mesures prises au Secrétaire Général de la Société des Nations et date de la communication :*

Chili (août 1925), Grèce (1^{er} novembre 1920), Siam (10 mai 1922).

D. — *Etats ayant indiqué officiellement que la recommandation a été soumise à l'autorité compétente et date de la soumission:*

Argentine (17 septembre 1920), Brésil (1920), Cuba (17 janvier 1922), Lithuanie (août 1922), Venezuela (1920).

E. — *Etats ayant communiqué d'autres renseignements officiels :*

Guatemala, Lettonie, Panama, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

F. — *Etats qui n'ont communiqué aucune information officielle: tous les autres Etats.*

ANNEXE VII

Recommandation concernant la prévention du charbon (1^{re} Session, Washington 1919)

a) *Communication des mesures prises au Secrétaire général de la Société des Nations et date de la communication:*

Australie (1925), Belgique (16 juin 1921), Bulgarie (10 février 1922), Danemark (15 juillet 1921), Espagne (4 juillet 1921), Esthonie (15 mai 1926), Finlande (22 mars 1921), France (25 janvier 1921), Grande-Bretagne (11 janvier 1921), Hongrie (14 mars 1929), Inde (12 juillet 1921), Italie (12 juillet 1921), Japon (4 août 1926), Norvège (31 mai 1921), Nouvelle Zélande (4 août 1921), Pays-Bas (17 mai 1921), Pologne (26 juillet 1921), Roumanie (31 mai 1921), Siam (10 mai 1922), Suède (3 juin 1921), Suisse (août 1923) et 16 janvier 1926).

b) *Etats ayant indiqué officiellement que les recommandations ont été soumises à l'autorité compétente et date de la soumission:*

Afrique du Sud (1921), Argentine (17 septembre 1920), Autriche (1927), Brésil (1920), Canada (28 mai 1921), Chili (7 août 1924), Cuba (17 janvier 1922), Lithuanie (août 1922), Venezuela (1920).

c) *Etats ayant communiqué d'autres renseignements officiels :*

Allemagne, Grèce, Lettonie, Luxembourg, Panama, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, Tchécoslovaquie, Uruguay.

d) *Etats qui n'ont communiqué aucune information officielle : tous les autres Etats.*

ANNEXE VIII

Recommandation concernant la protection des femmes et des enfants contre le saturnisme.(1^{re} Session, Washington 1919)a) *Communication des mesures prises au Secrétaire Général de la Société des Nations et date de la communication :*

Australie (1925), Belgique (16 juin 1921), Bulgarie (10 février 1922), Danemark (15 juillet 1921), Espagne (4 juillet 1921), Esthonie (15 mai 1926), France (25 janvier 1921 et 8 octobre 1926), Grande-Bretagne (11 janvier 1921), Inde (12 juillet 1921), Italie (12 juillet 1921), Japon (4 août 1926), Norvège (31 mai 1921), Nouvelle-Zélande (4 août 1921), Pays-Bas (17 mai 1921), Pologne (26 juillet 1921), Roumanie (31 mai 1921), Siam (10 mai 1922), Suède (3 juin 1921), Suisse (août 1923 et 16 janvier 1926).

b) *Etats ayant officiellement indiqué que les recommandations ont été soumises à « l'autorité compétente » et date de la soumission :*

Afrique du Sud (1921), Allemagne (15 janvier 1921), Argentine (17 septembre 1920), Autriche (1927), Brésil (1920), Canada (28 mai 1921), Chili (7 août 1924), Cuba (17 janvier 1922), Finlande (1921), Hongrie (13 mars 1924), Lithuanie (août 1922), Venezuela (1920).

c) *Etats ayant communiqué d'autres renseignements officiels :*

Grèce, Lettonie, Luxembourg, Canada, Portugal, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, Tchécoslovaquie, Uruguay.

d) *Etats qui n'ont communiqué aucune information officielle : tous les autres Etats.*

ANNEXE IX

Convention concernant l'emploi de la céruse dans la peinture(3^e Session, Genève 1921)

A. — MESURES DE RATIFICATION

1^o *Ratifications enregistrées par le Secrétariat général de la Société des Nations et date de l'enregistrement :*

Autriche (12 juin 1924), Belgique (19 juillet 1926), Bulgarie (6 mars 1925), Chili (15 septembre 1925), Cuba (7 juillet 1928), Espagne (20 juin 1924), Esthonie (8 septembre 1922), Finlande (5 avril 1929), France (19 février 1926), Grèce (22 décembre 1926), Lettonie (9 septembre 1924), Luxembourg (16 avril 1928), Norvège (11 juin 1929), Pologne (21 juin 1924), Roumanie (4 décembre 1925),

Suède (27 novembre 1923), Tchécoslovaquie (31 août 1923), Yougoslavie (30 septembre 1929).

2° *Ratifications conditionnelles ou valables après un certain délai :*

Hongrie (4 janvier 1928).

3° *Ratifications recommandées à l'autorité nationale compétente :*

Italie (20 mars 1924), Pays-Bas (10 juin 1926).

4° *Ratifications recommandées à l'autorité nationale compétente :*

Allemagne (8 novembre 1923), Argentine (18 mai 1925), Uruguay (11 septembre 1925).

B. — MESURES D'APPLICATION

prises par les Etats ayant ratifié la convention

AUTRICHE (20 juillet 1924) :

Ordonnance du 8 mars 1923 rendue en vertu de l'article 74 a) du code industriel et édictant des prescriptions pour la protection et de la vie et de la santé des personnes employées dans des entreprises industrielles à des travaux de peinture en bâtiment, de vernissage et de décoration (S. L. 1923).

Ordonnance du 4 février 1928, du Ministère de l'Administration sociale, sur la déclaration des cas de saturnisme provoqués par des travaux de peinture en bâtiment, de vernissage et de décoration (S. L. 1928. Autr. 1).

BELGIQUE (22 octobre 1926) :

Loi du 30 mars 1926 relative à l'emploi de la céruse et autres pigments blancs de plomb (S. L. 1926. Belg. 2. A.)

Arrêté royal du 16 septembre 1926, réglementant l'achat, la vente, le transport et l'emploi de la céruse et autres composés blancs de plombs destinés aux usages professionnels (S. L. 1926, Belg. 23).

Arrêté ministériel du 16 septembre 1926 pris en exécution des articles 2, 4, 5 et 7 de l'arrêté royal réglementant l'achat, la vente, le transport et l'emploi de la céruse et des autres composés blancs de plomb (S. L. 1926 ; Belg. 2).

Arrêté royal du 17 septembre 1926, concernant l'emploi en peinture de la céruse, des autres pigments blancs de plomb, ainsi que des pigments blancs dont la teneur en plomb calculée à l'état métallique est supérieure à 2 % 6° (S. L. 1926, Belg. 2 C.)

Arrêté royal du 15 novembre 1927, complétant celui du 16 septembre 1926, réglementant l'achat, la vente, le transport et

l'emploi de la céruse et autres composés blancs de plomb destinés aux usages professionnels (S. L., 1927, Belg. 9).

Arrêté royal du 31 octobre 1928 interdisant l'emploi de jeunes gens de moins de 18 ans et des femmes aux travaux de peinture comportant l'usage de la céruse et des autres pigments blancs de plomb (S. L., 1928, Belg. 6).

BULGARIE :

Loi de 1917 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs (B. B. 1918, Vol. XVII, p. 70).

ESPAGNE (19 février 1926) :

Décret royal du 19 février 1926 tendant à interdire en Espagne à partir du 1^{er} novembre 1928 et sous réserve des exceptions prévues par ce décret, l'emploi de la céruse, du sulfate de plomb et de tous produits contenant ces pigments dans la peinture intérieure des bâtiments (S. L. 1926, Esp. 3).

ESTHONIE (19 juin 1928) :

Loi du 25 mai 1928 sur l'emploi de la céruse dans la peinture (S. L. 1928, Estho. 2).

FRANCE (19 février 1926) :

Code du travail, livre II, art. 78, 79 et 80, modifiés par la loi du 31 janvier 1926 (dispositions spéciales à l'emploi des composés de plomb dans les travaux de peinture S. L. 1926, Fr. 1).

Décret du 1^{er} octobre 1913, concernant l'emploi du blanc de céruse dans les travaux de peinture (B. B. 1914, Vol. XIII, p. 119).

Article 12 de la loi du 25 octobre 1919 étendant aux maladies d'origine professionnelle la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail (S. L., 1920, Fr. 7).

Décret du 19 février 1927 relatif à l'exécution de l'article 12 de la loi du 25 octobre 1919 sur les maladies professionnelles (S. L. 1927, Fr. 2).

GRÈCE (22 décembre 1926) :

Loi du 6 août 1921, relative à l'interdiction de l'emploi de la céruse, du minium et de la litharge dans l'industrie du bâtiment et dans d'autres travaux (S. L. 1921, II^e partie, Grè. 2 A).

Décret royal du 17 décembre 1921, relatif à l'emploi de la céruse, du minium et de la litharge, ainsi que de tous autres composés des dits oxydes, dans la peinture des bâtiments, des navires, etc.. (S. L., 1921, II^e partie, Grè. 2 B).

Ordonnance du 28 janvier 1922, rendue par la Commission nommée en vertu de l'article 3 du décret royal du 17 décembre 1921 (S. L. 1922, Grè. 1).

Loi N° 2994 du 3 août 1922 tendant à la ratification de la convention .

POLOGNE (21 juin 1924) :

Arrêté du 20 septembre 1920 concernant la signification des cas d'empoisonnement par le plomb, le zinc, le phosphore, l'arsenic et le mercure dans les établissements industriels, mines, fabriques et ateliers (S. L. 1920, Pol. 2).

Loi du 30 juin 1927 sur la production, l'importation et l'emploi de la céruse, du sulfate de plomb et d'autres composés plombiques (S. L., 1927, Pol. 7).

Décret du Président de la République du 22 août 1927 sur la prévention des maladies professionnelles et sur la lutte contre ces maladies (S. L. 1927, Pol. 9).

Décret du Président de la République du 16 mars 1928 sur la sécurité et l'hygiène du travail (S. L. 1928, Pol. 4).

L'application des dispositions particulières de la présente convention est en outre basée sur les différentes lois des Etats dont la Pologne a fait antérieurement partie et notamment dans l'ancienne Pologne autrichienne.

Ordonnance autrichienne du Ministre du Commerce et du Ministre de l'Intérieur du 15 avril 1908 (B. B. Vol. VII, 1908, p. 33); dans l'ancienne Pologne prussienne :

Ordonnance allemande du 27 juin 1905 relative aux établissements où sont exécutés des travaux de peinture, d'enduisage, de badigeonnage, de blanchiment ou de vernissage (B. B. Vol. IV 1905, p. 198) ; dans l'ancienne Pologne russe règlement du 31 mars/13 avril 1913 concernant la prévention des accidents dans les entreprises industrielles.

SUÈDE (1^{er} juillet 1926) :

Loi du 19 février 1926 interdisant, dans certains cas, l'emploi d'ouvriers à des travaux de peinture dans lesquels sont employées des couleurs contenant du plomb (S. L. 1926, Suè. 1).

Décret de l'Administration royale du Travail et de la Prévoyance sociale du 30 juin 1926 concernant l'établissement d'un formulaire des rapports portant sur les cas de saturnisme survenus dans le métier de la peinture.

Décret royal du 10 décembre 1926 concernant le paiement des frais de l'examen médical des ouvriers peintres examinés en vertu de la susdite loi.

Loi du 29 juin 1912 sur la protection des travailleurs (B. B. 1913, Vol. XII, page 83).

TCHÉCOSLOVAQUIE (15 avril 1924) :

Loi du 12 juin 1924 fixant les prescriptions pour la protection de la vie et de la santé des personnes employées dans les industries de la peinture, du laquage et de la décoration (S. L., 1924, Tchéc. 1).

ANNEXE X

*Recommandation concernant la création d'un service public
d'hygiène*(1^{re} Session, Washington 1919)*a) Communication des mesures prises au Secrétaire Général de la
Société des Nations et date de la communication :*

Allemagne (9 août 1926), Australie (1925), Belgique (16 juin 1921), Bulgarie (10 février 1922), Chili (1^{er} juillet 1921), Danemark (15 juillet 1921), Espagne (4 juillet 1921), Esthonie (15 mai 1926), Finlande (22 mars 1921), France (25 janvier 1921), Grande-Bretagne (11 janvier 1921), Inde (12 juillet 1921), Italie (12 juillet 1921), Japon (4 août 1926), Norvège (31 mai 1921), Nouvelle-Zélande (4 août 1921), Pays-Bas (17 mai 1921), Pologne (26 juillet 1921), Roumanie (31 mai 1921), Siam (10 mai 1922), Suède (3 juin 1921 et 3 octobre 1921), Suisse (août 1923 et 15 janvier 1926).

*b) Etats ayant officiellement indiqué que les recommandations ont
été soumises à l'autorité compétente et date de la soumission:*

Afrique du Sud (1921), Argentine (17 septembre 1920), Autriche (1927), Brésil (1920), Canada (28 mai 1921), Cuba (17 janvier 1922), Hongrie (13 mars 1924), Lithuanie (août 1922), Venezuela (1920).

c) Etats ayant communiqué d'autres renseignements officiels :

Grèce, Lettonie, Luxembourg, Panama, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, Tchécoslovaquie, Uruguay.

d) Etats qui n'ont communiqué aucune information officielle :
tous les autres Etats.

ANNEXE XI

*Convention concernant la réparation des maladies professionnelles
(7^e Session, Genève 1925)*

A. — MESURES DE RATIFICATION

*1^o Ratifications enregistrées par le Secrétariat Général de la
Société des Nations et date de l'enregistrement :*

Allemagne (18 septembre 1928), Autriche (29 septembre 1928), Belgique (3 octobre 1927), Bulgarie (5 septembre 1929), Cuba (6 août 1928), Finlande (17 septembre 1927), Grande-Bretagne (6 octobre

1926), Hongrie (19 avril 1928), Inde (30 septembre 1927), Etat libre d'Irlande (25 novembre 1927), Japon (8 octobre 1928), Lettonie (29 novembre 1929), Luxembourg (16 avril 1928), Norvège (11 juin 1929), Pays-Pas (1^{er} novembre 1928), Portugal (27 mars 1929), Suède (15 octobre 1929), Suisse (16 novembre 1927), Yougoslavie (1^{er} avril 1927)

2° Ratifications recommandées à l'autorité nationale compétente :

Estonie (4 novembre 1925), France (25 janvier 1929), Grèce (9 mai 1927), Pologne (12 décembre 1926), Roumanie, Uruguay (23 mars 1928).

B. — MESURES D'APPLICATION

BELGIQUE (3 octobre 1927) :

Loi du 24 juillet 1927 relative à la réparation des dommages causés par les maladies professionnelles (S. L. 1927, Belg. 7).

Arrêté royal du 15 novembre 1927 relatif à l'Organisation du Fonds de prévoyance en faveur des victimes des maladies professionnelles, ainsi qu'à celle du Conseil d'administration de ce Fonds et du Comité technique.

Arrêté royal du 30 janvier 1928 donnant la liste des maladies professionnelles, et, pour chacune d'elles, les industries ou professions où elles donnent lieu à réparation (S. L. 1928, Belg. 1).

Arrêté ministériel du 8 mai 1928, déterminant les catégories d'ouvriers ou travailleurs assimilés qui courent le risque d'intoxication saturnine dans les divers genres d'entreprises soumises à la loi (S. L., 1928, Belg. 1).

Arrêté ministériel du 10 août 1928 déterminant les catégories d'ouvriers ou travailleurs assimilés qui courent le risque d'intoxication par le mercure ou d'infection charbonneuse dans les divers genres d'entreprises soumises à la loi (S. L. 1928, Belg. 1). Un certain nombre d'arrêtés royaux et ministériels déterminent les points particuliers quant à l'application de la loi du 24 juillet 1927 et à la procédure.

FINLANDE (17 septembre 1927) :

Loi du 17 juillet 1925 sur l'assurance des ouvriers contre les accidents (S. L., 1925. Fin. 3).

Ordonnance du 30 novembre 1925 sur l'application de la loi du 17 juillet 1925.

Résolution du Conseil des ministres du 17 décembre 1925, concernant l'application aux travaux de l'Etat, de la loi du 17 juillet 1925.

Loi du 13 avril 1926 sur les indemnités à payer aux personnes astreintes au service militaire, en cas de dommage corporel ou de maladie résultant du service militaire.

Ordonnance du 18 juin 1926 sur l'application de la loi du 13 avril 1926.

Décret du Conseil des Ministres du 2 juillet 1926 sur les maladies professionnelles assimilées aux dommages corporels subis en raison d'accidents (S. L. 1926, Fin. 3).

Loi du 18 décembre 1926 sur la réparation des accidents à accorder aux personnes employées par l'Etat.

Résolution du Conseil des Ministres, du 18 décembre 1926, sur l'application de la loi du 18 décembre 1926.

GRANDE-BRETAGNE. (1^{er} Avril 1927) :

Loi du 22 décembre 1925 codifiant la législation relative à la réparation des accidents dont les salariés sont victimes au cours de leur travail (S. L. 1925, G. B. 3).

INDE (30 septembre 1927) :

Loi du 5 mars 1923 sur la réparation des accidents du travail (S. L. 1923, Ind. 1).

Loi N° 36 de 1926 tendant à amender la loi du 5 mars 1923 (S. L. 1926, Ind. 3 A).

Notification du 28 septembre 1926 du Département de l'Industrie et du Travail tendant à ajouter l'intoxication par le mercure à la liste des maladies professionnelles et emplois spécifiés à l'annexe III à la loi du 5 mars 1926 (S. L. 1926, Ind. 3 B.).

ETAT LIBRE D'IRLANDE (25 novembre 1927) :

Loi du 21 décembre 1906 sur la réparation des accidents du travail (B. B. Vol. V, 1906, p. 517).

Loi du 21 août 1917 sur la réparation des accidents du travail — amendement de guerre (B. B., Vol. XVII, 1918, p. 52).

Loi du 23 décembre 1919 sur la réparation des accidents du travail (amendement de guerre).

ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVENES (1^{er} avril 1927) :

Loi du 14 mai 1922 sur l'assurance ouvrière (S. L. 1922, S. C. S. 2).

Règlement de la caisse d'assurance minière pour les ouvriers et le personnel occupés dans les entreprises du royaume des Serbes, Croates et Slovènes, qui dépendent de la loi sur les mines ; ce règlement qui s'applique également aux familles et parents des dits ouvriers et personnel, a été édicté par l'ordonnance du Ministre des Forêts et des Mines le 27 juin 1921 sur l'organisation des services miniers, et mis en vigueur par la loi des finances (août-novembre 1925).

Ordonnance du Ministre des Communications du 30 mai 1922 sur l'assurance du personnel des entreprises de communications de l'Etat, en cas de maladie ou d'accident.

SUISSE (16 novembre 1927) :

Loi Fédérale du 13 juin 1911 sur l'assurance en cas de maladie et d'accident (B. B. XI Vol. 1912, p. 191).

Loi fédérale du 18 juin 1915 complétant la loi fédérale du 13 juin 1911 sur l'assurance en cas de maladie et d'accidents.

Loi fédérale du 9 octobre 1920 concernant la révision de certaines dispositions de la loi fédérale du 13 juin 1911 sur l'assurance en cas de maladies et d'accidents.

Ordonnance I sur l'assurance-accidents du 25 mars 1916.

Ordonnance 1 bis sur l'assurance-accidents du 20 août 1920 (S. L. 1920).

Ordonnance 1 ter sur l'assurance accidents du 8 décembre 1922.

Ordonnance 1 quater sur l'assurance accidents du 8 novembre 1927.

Ordonnance II sur l'assurance-accidents du 3 décembre 1917.

Ordonnance III sur l'assurance-accidents du 2 mars 1928.

ANNEXE XII

Recommandation concernant la réparation des maladies professionnelles.

(7^e Session, Genève 1925)

a) *Communication des mesures prises au Secrétaire Général de la Société des Nations et date de la communication :*

Allemagne (31 août 1928), Australie (septembre 1926 (1), Belgique (10 décembre 1925), Finlande (12 septembre 1927), France (8 décembre 1926), Grande Bretagne (4 octobre 1926), Inde (9 septembre 1926), Etat libre d'Irlande (24 novembre 1927), Japon (31 décembre 1926), Luxembourg (20 février 1926), Norvège (1^{er} décembre 1926), Pays-Bas (12 février 1927), Pologne (15 février 1927), Siam (15 mars 1927), Suède (8 septembre 1926).

b) *Etats ayant indiqué officiellement que les recommandations ont été soumises à l'« autorité compétente » (5 § de la recommandation) et date de la soumission :*

(1) Tous les Etats du Commonwealth sauf l'Etat de Victoria.

Afrique du Sud (1925), Autriche (1927), Brésil (1927), Bulgarie (1928), Canada (31 mars 1927), Cuba (1927), Danemark (30 janvier 1926), Hongrie (1927), Italie (15 décembre 1926), Nouvelle-Zélande (1927), Portugal (1926), Suisse 7 juin 1926).

c) *Etats ayant communiqué d'autres renseignements officiels :*

Esthonie, Grèce, Lettonie, Nicaragua, Roumanie, Royaume des Serbes, Croates, et Slovènes, Tchécoslovaquie, Uruguay.

d) *Etats qui n'ont communiqué aucune information officielle :* tous les autres Etats.

ANNEXE XIII

Convention concernant le travail de nuit des femmes (1^{re} Session, Washington 1919)

A. — MESURES DE RATIFICATION

1° *Ratifications enregistrées par le Secrétariat Général de la Société des Nations et date de l'enregistrement :*

Autriche (12 juin 1924), Belgique (12 juillet 1924), Bulgarie (14 février 1922), Cuba (6 août 1928), Esthonie (20 décembre 1922), France (14 mai 1925), Grande-Bretagne (14 juillet 1921), Grèce (19 décembre 1920), Hongrie (19 avril 1928), Inde (14 juillet 1921), Etat Libre d'Irlande (4 septembre 1925), Italie (10 avril 1923), Luxembourg (16 avril 1928), Pays-Bas (4 septembre 1922), Roumanie (13 juin 1921), Suisse (9 octobre 1922), Tchécoslovaquie (24 août 1921), Union Sud-Africaine (1^{er} novembre 1921).

2° *Ratifications recommandées à l'autorité nationale compétente :*

Allemagne (mars 1929), Argentine (17 septembre 1920), Brésil (1920), Chili (7 août 1924), Danemark (3 décembre 1924), Espagne 9 juillet 1923), Finlande (1922), Lettonie (6 mai 1924), Paraguay (24 mai 1926), Uruguay (11 septembre 1925).

B. — MESURES D'APPLICATION

AFRIQUE DU SUD (1^{er} novembre 1921) :

Directement : Loi n° 12 de 1911 sur les mines et les usines (B. B. 1911, Vol. X, p. 227).

Loi n° 28 de 1918 sur les fabriques.

Indirectement : Loi n° 11 de 1924 sur la conciliation dans l'industrie (S. L. 1924, A. d. S. 1).

Loi n° 27 de 1925 sur les salaires (S. L. 1925, A. d. S. 1).

AUTRICHE (20 juillet 1924)

Loi du 14 mai 1919, portant interdiction du travail de nuit des femmes et des jeunes gens dans l'industrie (B. B. 1919, Vol. XVIII, p. 75).

Loi du 28 juillet 1919 sur les mines (B. B. 1919, Vol. XVIII, p. 99).

Texte de la convention promulgué au *Bundes gesetzblatt* du 19 juillet 1924).

BELGIQUE (12 juillet 1924) :

Loi du 28 février 1919 sur le travail des femmes et des enfants (B. B. 1919, Vol. XVIII, p. 26), modifiée par la *loi du 14 juillet 1921* sur la journée de 8 heures (S. L. 1921, Belg. 1).

BULGARIE (22 février 1922) :

Loi de 1917 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs (B. B., 1918, Vol. XVII, p. 70).

Règlement n° 2.834 de 1919 pour l'application de la journée de huit ou de six heures dans les établissements et entreprises publiques ou privés.

ESTHONIE (6 juin 1924) :

Loi du 20 mai 1924 concernant le travail des enfants, adolescents et femmes dans les exploitations industrielles (S. L. 1924, Esth. 1).

FRANCE (14 mai 1925) :

Code du Travail et de la Prévoyance sociale, livre II, Loi du 24 janvier 1925 portant modification des articles 20 à 28 et 96 du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale (S. L., 1925, Fr. I).

Décret du 5 mai 1928 déterminant les tolérances et exceptions prévues par les articles 17, 24, 25 et 26 du livre II du code du travail (S. L., 1928, Fr. 10).

Loi du 23 avril 1919, sur la journée de huit heures (B. B. 1919, Vol. XVIII, p. 39).

GRANDE-BRETAGNE (14 juillet 1921) :

Loi de 1901 sur les fabriques et les ateliers.

Loi sur les mines de charbon.

Loi de 1920 sur le travail des femmes, des jeunes gens et des enfants (S. L., 1920, G. B. 9).

GRÈCE (13 juin 1921) :

Loi n° 2.275 du 13 juillet 1920 (B. B. Vol. 11, n° 1, p. 20).

Loi n° 4.029 du 24 janvier/6 février 1912 sur le travail des femmes et des jeunes gens (B. B. 1912, Vol. XI, p. 327).

Décret royal du 14/27 août 1913 sur l'application de la loi n° 4.029 du 24 janvier/6 février 1912 (B. B. 1914, Vol. XIII, p. 278).

Décret royal du 25 septembre/octobre 1913 concernant le travail de nuit des femmes dans les fabriques et ateliers pour la préparation de conserves de poissons (B. B. 1914, Vol. XIII, p. 287).

Décret du 24 juillet/6 août 1912 sur l'attribution des inspecteurs du travail et des surveillants du travail (B. B. 1913, Vol. XII, p. 326).

HONGRIE :

Loi du 18 juin 1928 portant ratification de la convention.

INDE (14 juillet 1921) :

Loi de 1911 sur les fabriques de l'Inde, telle qu'elle a été amendée ultérieurement (S. L. 1926, Inde 2).

ETAT LIBRE D'IRLANDE (4 septembre 1925) :

Loi de 1901 sur les fabriques et ateliers.

Loi de 1920 sur le travail des femmes, des jeunes gens et des enfants (S. L. 1920, G. B. 9).

ITALIE (27 juin 1923) :

Loi du 10 novembre 1907 sur le travail des femmes et des enfants (B. B. 1907, Vol. VI, p. 695).

Décret-Loi du 15 mars 1923 portant amendement de la loi du 10 novembre 1907 (S. L. 1923, It. 4).

Décret royal du 29 mars 1923 faisant porter effet aux dispositions de la convention en Italie.

LUXEMBOURG :

Loi du 5 mars 1928 interdisant le travail de nuit des femmes et des enfants.

PAYS-BAS (4 septembre 1922) :

Loi sur le travail de 1919 telle qu'elle a été modifiée subséquemment (S. L. 1922, B. B. 1).

Règlement sur les mines 1906, modifié par décrets royaux du 9 février 1917 et du 7 octobre 1922 (S. L. 1922, P. B. 4).

ROUMANIE (13 Avril 1928) :

Loi du 9 avril 1928 sur la protection du travail des adolescents et des femmes et sur la durée du travail (S. L. 1928, Roum. 1).

ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES (1^{er} avril 1927) :

Loi du 28 février 1922 sur la protection des ouvriers (S. L. 1922, S. C. S. 1).

SUISSE (10 octobre 1922) :

Loi fédérale des 18 juin 1914/27 juin 1919 sur le travail dans les fabriques (B. B. 1914, Vol. XIII, p. 332 et B. B. 1919, Vol. XVIII, p. 182).

Loi Fédérale du 31 mars 1922 sur l'emploi des jeunes gens et des femmes dans les arts et métiers (S. L. 1922, Si. 2).

Ordonnance des 3 octobre 1919/7 septembre 1923 concernant l'exécution de la loi fédérale sur le travail dans les fabriques (B. B. 1919. Vol. XVIII, p. 190 et S. L. 1923, Sui. 3).

Ordonnance du 15 juin 1923 concernant l'exécution de la loi fédérale sur l'emploi des jeunes gens et des femmes dans les arts et métiers (S. L. 1923. Sui. 1).

TCHÉCOSLOVAQUIE (18 mars 1922) :

Loi du 19 décembre 1918 sur la journée de huit heures (B. B. 1919. Vol. XVIII, p. 56).

Ordonnance du 11 janvier 1919 pour l'application de la loi sur la journée de huit heures (B. B. 1919. Vol. XVIII, p. 61).

Circulaire du 21 mars 1919 adressée par le Ministre de la Prévoyance sociale à toutes les autorités administratives en vue d'assurer l'application de la loi sur la journée de huit heures (B. B. 1919, Vol. XVIII, p. 63).

ANNEXE XIV

Convention concernant l'emploi des femmes avant et après l'accouchement.
(1^{re} Session, Washington 1919)

A. — MESURES DE RATIFICATION

1° *Ratifications enregistrées par le Secrétariat Général de la Société des Nations et date de l'enregistrement :*

Allemagne (31 octobre 1927), Bulgarie (14 février 1922), Chili (15 septembre 1925), Cuba (6 août 1928), Espagne (4 juillet 1923), Grèce (19 novembre 1920), Hongrie (19 avril 1928), Lettonie (3 juin 1926), Luxembourg (16 avril 1928), Roumanie (13 juin 1921), Yougoslavie (1^{er} avril 1927).

2° *Ratifications autorisées par l'autorité nationale compétente :*
Italie (18 avril 1922).

3° *Ratifications recommandées à l'autorité nationale compétente :*

Argentine (17 septembre 1920), Brésil (1920), Danemark (3 décembre 1924), Paraguay (24 mai 1926), Pologne (30 août 1923), Tchecoslovaquie (22 décembre 1920), Uruguay (11 septembre 1925).

B. — MESURES D'APPLICATION

ALLEMAGNE (31 octobre 1927) :

Loi du 16 juillet 1927 sur la convention de Washington concernant l'emploi des femmes avant et après l'accouchement.

Loi du 16 juillet 1927 sur l'emploi des femmes avant et après l'accouchement (S. L. 1927, All. 8 A).

Loi du 29 octobre 1927 modifiant la précitée (S. L. 1927, All. 8 B.).

Loi du 9 juillet 1926 amendant le livre II du Code des Assurances du Reich.

Ordonnance du 13 février 1924 sur l'assistance médicale obligatoire.

BULGARIE (14 Février 1922) :

Loi du 6 mars 1924 sur les assurances sociales (S. L. 1924, Bulg. 1).

Règlement du 25 juin 1924 sur l'application de la loi sur les assurances sociales.

ESPAGNE (22 août 1923) :

Loi du 13 mars 1900 sur le travail des femmes et des enfants.

Loi du 8 janvier 1907 modifiant la précitée.

Loi du 13 juillet 1922 tendant à la ratification de la convention.

Loi du 26 juillet 1922 inscrivant un crédit dans le budget de l'Etat pour établir un système d'assurance et d'assistance de l'Etat en vue de rendre effectifs les droits que la convention reconnaît à la femme ouvrière.

Décret royal du 21 août 1923 modifiant l'article 9 de la loi du 13 mars 1900 (C. F., S. L. 1923, Esp. 4).

Ordonnance royale du 18 juin 1925 précisant ledit article.

Ordonnance royale du 5 janvier 1924 étendant aux institutrices le régime de la loi espagnole et de la convention.

Ordonnance royale du 18 juin 1925 prescrivant une enquête sur l'assistance maternité.

Ordonnance royale du 15 septembre 1926 étendant les bénéfices accordés à titre de maternité aux femmes employées comme fonctionnaires par tous les Départements ministériels et les corporations publiques.

Projet de loi instituant l'assurance maternité obligatoire.

GRÈCE (13 juin 1921) :

Loi n° 2274 du 1^{er} juillet 1920 (B. O. Vol. II, N° 1, p. 20).

Loi n° 4029 du 24 janvier/6 février 1922 sur le travail des femmes et des jeunes gens.

Décret royal du 14/27 août 1913 sur l'application de la loi précitée.

Ordonnance royale du 24 juillet/6 août 1912 sur les attributions des inspecteurs du travail et des surveillants du travail constituant le corps des inspecteurs du travail.

HONGRIE :

Loi du 12 janvier 1928 concernant la protection des femmes et des enfants.

LETTONIE (3 juin 1926) :

Code de l'assurance-maladie de 1922 (C. F., S. L. 1922, Lett. 2) amendé par :

Ordonnance du 17 mai 1926 (S. L. 1926, Lett. 1).

Loi du 24 mars 1922 relative à la durée du travail (Cf. Lett. 1 S. L. 1922).

Ordonnance du 13 septembre 1923 concernant la durée du travail du personnel des chemins de fer (S. L. 1923, Lett. 2).

Ordonnance du 4 octobre 1923 concernant la durée du travail des employés des postes, télégraphes et téléphones.

ROUMANIE (13 avril 1928, date de l'entrée en vigueur de la loi du 9 avril 1928) :

Loi du 9 avril 1928 sur la protection du travail des adolescents et des femmes sur la durée du travail (C. S. L. 1928, Rou. 1).

ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES (1^{er} avril 1927) :

Loi du 28 février 1922 sur la protection des ouvriers (S. L. 1922, S. C. S. 1).

Loi du 14 mai 1922 sur l'assurance ouvrière (Cf. S. L. 1922, S. C. S. 2).

Loi du 20 décembre 1921 sur l'inspection du travail (Cf. S. L. 1921 II et Partie S. C. S. 2).

ANNEXE XV

Convention fixant l'âge minimum d'admission des enfants aux travaux industriels :

(1^{re} Session, Washington 1919)

A. — MESURES DE RATIFICATION

1° *Ratifications enregistrées par le Secrétariat Général de la Société des Nations et date de l'enregistrement:*

Belgique (12 juillet 1924), Bulgarie (14 février 1922), Chili (15 septembre 1925), Cuba (6 août 1928), Danemark (4 janvier 1923), Estonie (20 décembre 1922), Grande-Bretagne (14 juillet 1921), Grèce (19 novembre 1920), Etat libre d'Irlande (4 septembre 1925), Japon (7 août 1926), Lettonie (3 juin 1926), Luxembourg (16 avril 1928), Pays-Bas (21 juillet 1928), Pologne (21 juin 1924), Roumanie (13

juin 1921), Suisse (9 octobre 1922), Tchécoslovaquie (24 août 1921), Yougoslavie (1^{er} avril 1927).

2° *Ratifications autorisées par l'autorité nationale compétente* :
Finlande (1922), Italie (20 mars 1924).

3° *Ratifications recommandées à l'autorité nationale compétente* :

Allemagne (mars 1929), Argentine (17 septembre 1920), Brésil (1920), Espagne (9 juillet 1923), Paraguay (24 mai 1926), Uruguay (11 septembre 1925).

B. — MESURES D'APPLICATION

BELGIQUE (12 juillet 1924) :

Loi du 28 février 1919 sur le travail des femmes et des enfants (B. B. 1919. Vol. XVIII, p. 26) modifiée par la *loi du 14 juin 1921* sur la journée de huit heures. (S. L. 1921, Belg. 1).

BRÉSIL (Etat de Saint-Paul) :

Règlement interdisant l'emploi des enfants dans les usines.

BULGARIE (22 février 1922) :

Loi de 1917 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs (B. B. 1918. Vol. XVII, p. 70).

Loi du 22 novembre 1921 modifiant l'article 13 de la loi de 1917 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs (B. O. Vol. V, p. 179).

Loi du 6 mars 1924 sur les assurances sociales (S. L. 1924, Bulg. 1).

DANEMARK (19 mai 1923) :

Loi du 18 avril 1925 concernant l'emploi des enfants et des adolescents (S. L. 1925. Dan. 1).

ESTHONIE (6 juin 1924) :

Loi du 20 mai 1924 sur le travail des enfants, des adolescents, et des femmes dans les exploitations industrielles (S. L. 1924. Esth. 1).

GRANDE-BRETAGNE (14 juillet 1921) :

Loi de 1901 sur les fabriques et les ateliers.

Loi sur les mines de charbon.

Loi de 1920 sur le travail des femmes, des jeunes gens et des enfants (S. L. 1920, G. B. 9).

GRÈCE (13 juin 1921) :

Loi n° 2.271 du 1^{er} juillet 1920 (B. O. Vol. II, n° 1, p. 20).

Loi n° 4.029 du 24 janvier/6 février 1912 sur le travail des femmes et des jeunes gens (B. B. 1912. Vol. XI, p. 327).

Décret royal du 14-27 août 1913 rendu en application de la loi n° 4.029 (B. B. 1914. Vol. XIII, p. 278).

Décret du 24 juillet/6 août 1912 sur les attributions des inspecteurs du travail et des surveillants du travail (B. B. 1913. Vol. XII, p. 326).

ÉTAT LIBRE D'IRLANDE (4 septembre 1925) :

Loi de 1901 sur les fabriques et les ateliers.

Loi de 1920 sur l'emploi des femmes, des jeunes gens et des enfants (S. L. 1920, G. B. 9).

JAPON (7 août 1926) :

Loi du 29 mars 1923 concernant l'âge minimum d'admission aux travaux industriels (S. L. 1923, Jap. 2).

Ordonnance du Ministère de l'Intérieur n° 14 du 7 juin 1926 promulguant le règlement d'application de la loi du 29 mars 1923.

LETTONIE (3 juin 1926) :

Loi du 24 mars 1922 relative à la durée du travail (S. L. 1922. Lett. 1).

POLOGNE (21 juin 1924) :

Constitution de la République de Pologne, du 17 mars 1921 (S. L. 1921, Pol. 3).

Loi du 2 juillet 1924 sur le travail des adolescents et des femmes (S. L. 1924, Pol. 2).

Décret du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale du 14 décembre 1924 relatif aux registres et listes d'adolescents (S. L. 1924, Pol. 9).

Décret du Président de la République du 7 juin 1927 sur le droit industriel (S. L. 1927, Pol. 4).

Décret du Président de la République du 14 juillet 1927 sur l'inspection du travail (S. L. 1927, Pol. 8).

Décret du Président de la République du 22 mars 1928 sur les tribunaux du travail.

ROUMANIE (13 avril 1928) :

Loi du 9 avril 1928 sur la protection du travail des adolescents et des femmes et sur la durée du travail (S. L. 1928, Rou. 1).

ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES (1^{er} avril 1927) :

Loi du 28 février 1922 sur la protection des ouvriers (S. L. 1922. S. C. S. 1).

SUISSE :

Date d'entrée en application des dispositions de la convention:
10 octobre 1922.

Loi fédérale des 18 juin 1924, 27 juin 1919 sur le travail dans

les fabriques (B. B. 1914. Vol. XIII, p. 322 et B. B. 1919. Vol. XVIII, p. 182).

Loi fédérale du 31 mars 1922 sur l'emploi des jeunes gens dans les arts et métiers (S. L. 1922. Sui. 2).

Ordonnance des 3 octobre 1919/7 septembre 1923 concernant l'exécution de la loi fédérale sur le travail dans les fabriques (B. B. 1919. Vol. XVIII, p. 190 et S. L. 1923. Sui. 3).

Ordonnance du 15 juin 1923 concernant l'exécution de la loi fédérale sur l'emploi des jeunes gens et des femmes dans les arts et métiers (S. L. 1923, Sui. 1).

Ordonnance du 5 juillet 1923 concernant l'emploi des jeunes gens dans les entreprises de transport (S. L. 1923. Sui. 1).

TCHÉCOSLOVAQUIE (18 mars 1922) :

Loi du 19 décembre 1918 sur la journée de huit heures (B. B. 1919. Vol. XVIII, p. 56).

Loi du 17 juillet 1919 sur le travail des enfants (S. L. 1920. Tch. S. L. 2).

ANNEXE XVI

Convention concernant le travail de nuit des enfants dans l'industrie.

(1^{re} Session, Washington 1919)

A. — MESURES DE RATIFICATION

1° *Ratifications enregistrées par le Secrétariat Général de la Société des Nations et date de l'enregistrement :*

Autriche (12 juin 1924), Belgique (12 juillet 1924), Bulgarie (14 février 1922), Chili (15 septembre 1925), Cuba (6 août 1928), Danemark (4 janvier 1923), Esthonie (20 décembre 1922), France (25 août 1925), Grande-Bretagne (14 juillet 1921), Grèce (19 novembre 1920), Hongrie (19 avril 1928), Inde (14 juillet 1921), Etat libre d'Irlande (4 septembre 1925), Italie (10 avril 1923), Pologne (21 juin 1924), Roumanie (13 juin 1921), Suisse (9 octobre 1922).

2° *Ratifications autorisées par l'autorité nationale compétente:*
Finlande (1922).

3° *Ratifications recommandées à l'autorité nationale compétente :*

Allemagne (5 octobre 1922), Argentine (17 septembre 1920), Brésil (1920), Espagne (9 juillet 1923), Paraguay (24 mai 1926), Tchécoslovaquie (22 décembre 1920), Uruguay (11 septembre 1925).

B. — MESURES D'APPLICATION

AUTRICHE (20 juillet 1924):

Loi du 14 mai 1919 portant interdiction du travail de nuit des femmes et des jeunes gens dans l'industrie (B. B. 1919. Vol. XVIII, p. 75).

Loi du 28 juillet 1919 sur les mines (B. B. 1919, Vol. XVIII, p. 99).

Texte de la convention promulgué au Bundesgesetzblatt du 19 juillet 1924.

Ordonnance du Ministère de l'administration sociale du 15 juin 1928 sur l'emploi pendant la nuit des adolescents dans les verreries (S. L., 1928, Autr. 5).

BELGIQUE (12 juillet 1924):

Loi du 28 février 1919 sur le travail des femmes et des enfants (B. B. 1919. Vol. XVIII, p. 26).

Loi du 14 juin 1921 sur la journée de huit heures (S. L. 1921. Belg. 1).

Arrêté royal du 22 janvier 1924 autorisant en application de l'article 10 de la loi sur le travail des femmes et des enfants, les dirigeants des émailleries et des papeteries à occuper des garçons de plus de 16 ans après 10 heures du soir et avant 5 heures du matin, à des travaux qui en raison de leur nature ne peuvent être interrompus (S. L. 1925, Belg. 7).

Arrêté royal du 2 décembre 1924 autorisant dans les industries sidérurgiques, dans les fonderies de zinc, plomb et argent, dans les lamineries à zinc, ainsi que dans les usines fabriquant des tubes en fer et en acier l'emploi d'adolescents de 16 à 18 ans après 10 heures du soir et avant 5 heures du matin à des travaux qui en raison de leur nature ne peuvent être interrompus (S. L. 1924. Belg. 7).

Arrêté royal du 18 février 1926 autorisant en application de l'article 10 de la loi sur le travail des femmes et des enfants les dirigeants des verreries et des glaceries à occuper des garçons de plus de 16 ans après 10 heures du soir et avant 5 heures du matin à des travaux qui en raison de leur nature ne peuvent être interrompus (S. L. 1926. Belg. 6).

BULGARIE (22 février 1922) :

Loi de 1917 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs (B. B. 1918. Vol. XVIII, p. 70).

CHILI :

Loi de 1928 sur la protection de l'enfance.

DANEMARK (19 mai 1923) :

Loi du 18 Avril 1925 concernant l'emploi des enfants et des adolescents (S. L., 1925. Dan. 1).

ESTHONIE (6 juin 1924) :

Loi du 20 mai 1924 sur le travail des enfants, des adolescents, et des femmes dans les exploitations industrielles (S. L. Esth. 1).

FRANCE (25 août 1925) :

Code du Travail et de la Prévoyance sociale, livre II.

Loi du 24 janvier 1925 portant modification des articles 20 à 28 et 96 du livre II du Code du Travail et de la Prévoyance sociale (S. L. 1925. Fr. 1).

Décret du 5 mai 1928 déterminant les tolérances et exceptions prévues par les articles 17, 24, 25 et 26 du livre II du Code du Travail et de la Prévoyance sociale (S. L. 1928, Fr. 10).

Décret du 3 mai 1893 sur le travail des enfants dans les mines.

Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures (B. B. 1919. Vol. XVIII, p. 39).

GRANDE-BRETAGNE (14 juillet 1921 en général, 1^{er} juillet 1922 pour les hauts-fourneaux, usines de fer, papeteries et verreries):

Loi de 1901 sur les fabriques et ateliers.

Loi sur les mines de charbon.

Loi de 1920 sur l'emploi des femmes, des jeunes gens et des enfants (S. L. 1920, Gr. B. 9).

Ordonnance du 17 janvier 1924 relative au travail de nuit des jeunes gens (Fours à réverbère et à régénération) (S. L. 1924. Gr. B. 1).

GRÈCE (13 juin 1921) :

Loi n° 2.272 du 1^{er} juillet 1920 (B. O. Vol. II, n° 1, p. 20).

Loi n° 4.029 du 24 janvier/6 février 1912 sur le travail des femmes, des jeunes gens et des enfants (B. B. Vol. XI. 1912, p. 327).

Décret du 14/27 août 1913 rendu en application de la loi n° 4.029 (B. B. Vol. XIII, p. 278).

Décret du 24 juillet/6 août 1912 sur l'attribution des inspecteurs du travail et des surveillants du travail (B. B. Vol. XII, 1913, p. 326).

HONGRIE :

Loi du 30 juin 1928 portant modification de plusieurs articles du Livre II du Code du travail.

INDE (14 juillet 1921) :

Loi de 1911 sur les fabriques de l'Inde, telle qu'elle a été amendée subséquemment (S. L. 1926, Inde 2).

ETAT LIBRE D'IRLANDE (4 septembre 1925) :

Loi de 1901 sur les fabriques et ateliers.

Loi de 1920 sur le travail des femmes, des jeunes gens et des enfants (S. L. 1920, Gr. Br. 9).

ITALIE (27 juin 1923) :

Loi du 10 novembre 1907 sur le travail des femmes et des enfants (B. B. 1907. Vol. VI, p. 695).

Décret-Loi du 15 mars 1923 portant modification de la loi du 10 novembre 1907 (S. L. 1923. It. 4).

Décret royal du 29 mars 1923 faisant porter effet à la convention en Italie.

LETTONIE (3 juin 1926) :

Loi du 24 mars 1922 relative à la durée du travail (S. L. 1922. Let. 1).

LUXEMBOURG :

Loi du 5 mars 1928 sur le travail de nuit des enfants dans l'industrie.

PAYS-BAS (17 mars 1924) :

Loi sur le travail de 1919 modifiée subséquemment (S. L. 1922. P. B. 1 et 1924, P. B. 5).

Règlement sur les mines n° 248 de 1906 (B. B. 1906, Vol. V, p. 580). modifié par décret royal n° 550 du 7 octobre 1922 (S. L. 1922, P. B. 4).

Règlement général pour le service des chemins de fer vicinaux n° 230 du 3 juin 1915 modifié par décret royal n° 591 du 4 novembre 1922 (S. L. 1922. P. B. 5).

Règlement sur les tramways n° 85 du 24 février 1920 modifié par décret royal n° 592 du 4 novembre 1922 (S. L. 1922. P. B. 5).

POLOGNE (21 juin 1924) :

Loi du 18 décembre 1929 sur la durée du travail dans l'industrie et le commerce (S. L. 1920, Pol. 1).

Loi du 2 juillet 1924 sur le travail des adolescents et des femmes (S. L. 1924, Pol. 2).

Décret du Président de la République du 7 juin 1927 sur le droit industriel (S. L. 1927. Pol. 4).

Décret du Président de la République du 14 juillet 1927 sur l'inspection du travail (S. L. 1927. Pol. 8).

ROUMANIE (13 avril 1928) :

Loi du 9 avril 1928 sur la protection du travail des adolescents et des femmes et sur la durée du travail (S. L. 1928. Rou. 1).

ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES (1^{er} avril 1927) :

Loi du 28 février 1922 sur la protection des ouvriers (S. L. 1922, S. C. S. 1).

SUISSE (1^{er} octobre 1922) :

Loi fédérale des 18 juin 1914/27 juin 1919 sur le travail dans les fabriques (B. B. 1914. Vol. XIII, p. 332 et B. B. 1919. Vol. XVIII p. 182).

Loi Fédérale du 31 mars 1922 sur l'emploi des jeunes gens et des femmes dans les arts et métiers (S. L. 1922. Sui. 2).

Ordonnance des 3 octobre 1919/7 septembre 1923 concernant l'exécution de la loi fédérale sur le travail dans les fabriques (B. B. 1919, vol. XVIII, p. 190 et S. L. 1923. Sui. 3).

Ordonnance du 15 juin 1923 concernant l'exécution de la loi fédérale sur l'emploi des jeunes gens et des femmes dans les arts et métiers (S. L. 1923. Sui. 1).

Ordonnance du 5 juillet 1923 concernant l'emploi des jeunes gens dans les entreprises de transport (S. L. 1923. Sui. 1).

ANNEXE XVII

Recommandation concernant les principes généraux pour l'organisation de Services d'inspection destinés à assurer l'application des lois et règlements pour la protection des travailleurs.

(5^e Session, Genève 1923)

a) *Communication des mesures prises au Secrétaire Général de la Société des Nations et date de la communication:*

Afrique du Sud (24 avril 1924), Australie (1925, 1926 et 1927), Autriche (2 juillet 1927), Belgique (6 novembre 1924), Bulgarie (23 janvier 1925), Esthonie (18 septembre 1925), Finlande (21 janvier 1926), France (22 janvier 1925), Grande-Bretagne (6 août 1924), Inde (20 mars 1924), Etat libre d'Irlande (29 octobre 1925), Italie (16 janvier 1926), Japon (18 septembre 1925), Norvège (1^{er} décembre 1926), Pologne (13 mai 1925), Roumanie (1^{er} avril 1925), Siam (20 mars 1924), Suède (23 décembre 1925), Suisse (6 mars 1925), Tchécoslovaquie (19 novembre 1925).

b) *Etats ayant indiqué officiellement que les recommandations ont été soumises à l'autorité compétente (§ 5 et date de la soumission) :*

Allemagne (1925), Brésil (août 1924), Canada (3 mars 1924), Chili (7 août 1924), Chine (1925), Cuba (31 octobre 1924), Danemark (12 avril 1924), Hongrie (28 novembre 1924), Nouvelle-Zélande (1925), Pays-Bas (4 novembre 1924), Venezuela 19 avril 1924).

c) *Etats ayant communiqué d'autres renseignements officiels :*

Albanie, Espagne, Luxembourg, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, Uruguay.

d) *Etats qui n'ont communiqué aucune information officielle:*
tous les autres Etats.

ANNEXE XVIII

Convention concernant la réparation des accidents du travail (7^e Session, Genève 1925)

A. — MESURES DE RATIFICATION

1° *Ratifications enregistrées par le Secrétariat Général de la Société des nations et date de l'enregistrement*

Belgique (3 octobre 1927), Bulgarie (5 septembre 1929), Cuba (6 août 1928), Espagne (22 février 1929), Hongrie (19 avril 1928), Lettonie 29 mai 1928), Luxembourg (16 avril 1928), Pays-Bas (13 septembre 1927), Portugal (27 mars 1929), Suède (8 septembre 1926), Yougoslavie (1^{er} avril 1927).

2° *Ratifications recommandées à l'autorité nationale compétente :*

Esthonie (4 novembre 1925), Finlande (28 octobre 1927), France (25 janvier 1929), Grèce (9 mai 1927), Pologne (12 décembre 1926), Roumanie, Uruguay (23 mars 1928).

B. — MESURES D'APPLICATION

BELGIQUE (19 novembre 1927) :

Loi du 24 décembre 1903 sur les accidents du travail (B. B. Vol. II, 1903, p. 554).

Loi du 23 juillet 1927 portant approbation de la convention publiée au « Moniteur » le 19 novembre 1927.

PAYS-BAS (13 septembre 1927) :

Loi du 2 janvier 1901 concernant l'assurance légale des ouvriers contre les conséquences pécuniaires des accidents dans les industries déterminées, texte du décret du 20 juin 1921 portant promulgation de la dite loi modifiée et complétée (S. L. 1921, 2^e partie P. B. 1) modifié par la loi du 2 juillet 1928 (S. L. 1928, P. B. 1).

ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES (1^{er} avril 1927) :

Loi du 14 mai 1922 sur l'assurance ouvrière (S. L. 1922, S.C.S. 2)

Règlement de la caisse d'assurance minière pour les ouvriers et le personnel occupés dans les entreprises du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, qui dépendent de la loi sur les mines; ce règlement qui s'applique également aux familles et parents des dits ouvriers et personnel, a été édicté par l'*ordonnance du 27 juin 1921* du Ministre des Forêts et des Mines, sur l'organisation

des services miniers et mis en vigueur par l'art. 32 de la loi des finances (août-novembre) de 1925.

Ordonnance du Ministre des communications du 30 mai 1922, sur l'assurance du personnel des entreprises de communications de l'Etat en cas de maladie et d'accident.

SUÈDE (1^{er} avril 1927) :

Loi du 17 juin 1916 sur l'assurance contre les accidents du travail, modifiée par les lois du 15 juin 1922, du 18 juin 1926 et du 24 mai 1928.

Décret royal du 30 novembre 1917 fixant certaines dispositions relatives à l'application de la loi sur l'assurance contre les accidents du travail aux travailleurs employés au travail pour le compte de l'Etat, modifié par décrets du 31 janvier 1919 et du 9 novembre 1928.

Décrets royaux du 9 novembre 1928 concernant les rapports sur les accidents du travail, ainsi que du 31 décembre 1917 concernant le versement des indemnités prévues par la loi sur l'assurance contre les accidents du travail avec les modifications y apportées par le décret du 9 novembre 1928.

ANNEXE XIX

Recommandation concernant le montant minimum des indemnités en matière de réparation des accidents du travail.

(7^e Session, Genève 1925)

a) *Communication des mesures prises au Secrétaire Général de la Société des nations et date de la communication :*

Australie (septembre 1926 (1), Belgique (10 décembre 1925), France (8 décembre 1926), Grande-Bretagne (4 octobre 1926), Inde (9 septembre 1926), Japon (31 décembre 1926), Luxembourg (20 février 1926), Norvège (1^{er} décembre 1926), Pays-Bas (12 février 1927), Pologne (5 février 1927), Siam (15 mars 1927), Suède (8 septembre 1926).

b) *Etats ayant indiqué officiellement que les recommandations ont été soumises à l'autorité compétente (§ 5 de la recommandation) et date de la soumission:*

Afrique du Sud (1925), Autriche (1927), Brésil (1927, Bulgarie (1928), Canada (31 mars 1927), Cuba (1927), Danemark (30 janvier 1926), Italie (15 décembre 1926), Nouvelle-Zélande (1927), Portugal (1926).

(1) Tous les Etats du Commonwealth sauf l'Etat de Victoria.

c) *Etats ayant communiqué d'autres renseignements officiels :*

Allemagne, Esthonie, Lettonie, Nicaragua, Roumanie, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, Tchécoslovaquie, Uruguay.

d) *Etats qui n'ont communiqué aucune information officielle :* tous les autres Etats.

ANNEXE XX

Recommandation concernant les juridictions compétentes pour la solution des conflits relatifs à la réparation des accidents du travail. (7^e Session, Genève 1925)

a) *Communication des mesures prises au Secrétaire Général de la Société des Nations et date de la communication :*

Allemagne (31 août 1928), Australie (septembre 1926) (1), Belgique (10 décembre 1925), Finlande (12 septembre 1927), France (8 décembre 1926), Grande Bretagne (6 octobre 1926), Inde (9 septembre 1926), Japon (31 décembre 1926), Luxembourg (20 février 1926), Norvège (1^{er} décembre 1926), Pays-Bas (12 février 1927), Pologne (15 février 1927).

b) *Etats ayant indiqué officiellement que les recommandations ont été soumises à l'autorité compétente (§ 5) et date de la souscription :*

Afrique du Sud (1925), Autriche (1927), Brésil (1927), Bulgarie (1928), Canada (31 mars 1927), Cuba (1927), Danemark (30 janvier 1926), Hongrie (1927), Etat libre d'Irlande (28 mai 1926), Italie (15 décembre 1926), Nouvelle-Zélande (1927), Portugal (1926), Suisse (7 juin 1926).

c) *Etats ayant communiqué d'autres renseignements officiels :*

Esthonie, Grèce, Lettonie, Nicaragua, Roumanie, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, Tchécoslovaquie, Uruguay.

d) *Etats qui n'ont communiqué aucune information officielle :* tous les autres Etats.

ANNEXE XXI

Convention concernant l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux en matière de réparation des accidents du travail. (7^e Session, Genève 1925)

A. — MESURES DE RATIFICATION

1° *Ratifications enregistrées par le Secrétariat Général de la Société des Nations et date de l'enregistrement :*

(1) Tous les Etats du Commonwealth, à l'exception de l'Etat de Victoria.

Allemagne (18 septembre 1928), Autriche (29 septembre 1928), Belgique (3 octobre 1927), Bulgarie (5 septembre 1929), Cuba (6 août 1928), Danemark (31 mars 1928), Espagne (22 février 1929), Finlande (17 septembre 1927), France (4 avril 1928), Grande-Bretagne (6 octobre 1926), Hongrie (19 avril 1928), Inde (30 septembre 1927), Italie (15 mars 1928), Japon (8 octobre 1928), Lettonie (29 mai 1928), Luxembourg (16 avril 1928), Norvège (11 juin 1929), Pays-Bas (13 septembre 1927), Pologne (28 février 1928), Portugal (27 mars 1929), Suède (8 septembre 1928), Suisse (1^{er} février 1929), Union Sud Africaine (30 mars 1926), Yougoslavie (1^{er} avril 1927).

2° *Ratifications recommandées à l'autorité nationale compétente :*

Esthonie (4 novembre 1925), Grèce (20 mai 1927), Roumanie, Uruguay (23 mars 1928).

B. — MESURES D'APPLICATION

AFRIQUE DU SUD (8 septembre 1926) :

Loi n° 25 de 1914 sur la réparation des accidents du travail, étendue par la loi n° 13 de 1917 pour prévoir une réparation dans le cas de certaines maladies industrielles.

BELGIQUE (19 novembre 1927) :

Loi du 24 décembre 1903 sur les accidents du travail (B. B. Vol. II, 1903, P. 554).

FINLANDE (17 septembre 1927) :

Loi du 7 juillet 1925 sur l'assurance des ouvriers contre les accidents (S. L. 1925. Fin. 3).

Ordonnance du 30 novembre 1925 sur l'application de la loi du 17 juillet 1925.

Résolution du Conseil des ministres, du 17 décembre 1925 concernant l'application aux travaux de l'Etat de la loi du 17 juillet 1925.

Loi du 18 décembre 1926 sur la réparation des accidents à accorder aux personnes employées par l'Etat.

Résolution du Conseil des ministres du 18 décembre 1926, sur l'application de la loi du 18 décembre 1926.

GRANDE-BRETAGNE (6 octobre 1926) :

Lois de 1897-1926 sur la réparation des accidents du travail (S. L. 1925, G. B. 3 et 1926 G. B. 10).

Loi de 1927 sur la réparation des accidents du travail.

INDE (30 septembre 1927) :

Loi du 5 mars 1923 sur la réparation des accidents du travail (S. L. 1923, In. 1).

PAYS-BAS (13 septembre 1927) :

Loi du 12 mai 1928 modifiant la loi de 1921 sur l'assurance-accidents (S. L. 1928. P. B. 1).

Loi du 29 novembre 1907 portant promulgation du traité conclu le 27 août 1907 entre l'Allemagne et les Pays-Bas sur l'assurance accidents.

Arrêté du 18 mai 1915 portant promulgation du traité conclu le 30 mai 1914 entre l'Allemagne et les Pays-Bas et complétant le traité du 27 août 1907.

Arrêtés des 4 juillet 1922/22 mai 1926 et 16 avril 1928 portant promulgation des traités conclus avec la *Belgique*, la *Norvège* et le *Danemark* sur l'assurance-accidents.

ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES (1^{er} avril 1927) :

Loi du 14 mai 1922 sur l'assurance-ouvrière (S. L. 1922. S. C. 52). Règlement de la caisse d'assurance minière pour les ouvriers et le personnel occupé dans les entreprises du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, ce règlement qui s'applique également aux familles et parents desdits ouvriers et personnel a été édicté par l'ordonnance du 27 juin 1921 du Ministre des Forêts et des Mines sur l'organisation des Services miniers, et mis en vigueur par l'article 32 de la loi des finances (Août-Novembre) de 1925.

Ordonnance du Ministre des Communications du 30 mai 1922 sur l'assurance du personnel des entreprises de communications de l'Etat en cas de maladie et d'accident.

SUÈDE (8 septembre 1926) :

Loi du 17 juin 1916 sur l'assurance contre les accidents du travail, modifiée par les lois du 15 juin 1922, du 18 juin 1926 et du 24 mai 1928.

Déclaration du 12 février 1919 entre la Suède, le Danemark et la Norvège établissant la réciprocité en matière de réparation des accidents du travail (B. B. 1919. Vol. XVIII, page 69).

Accord du 11 septembre 1923 avec la Finlande établissant la réciprocité en matière de réparation des accidents du travail (S. L. 1923. Int. 3).

Décrets royaux du 4 novembre 1921, du 27 septembre 1922, du 17 décembre 1926, des 24 mars, 6 mai et 7 octobre 1927, ainsi que des 27 janvier, 9 mars, 20 avril, 14 juin, 24 août, 24 septembre, 6 octobre et 12 octobre 1928 accordant exemption de certaines dispositions de la loi du 17 juin 1916 modifiée en faveur des ressortissants de la Grande-Bretagne et d'Irlande, de l'Italie, des Pays-Bas, de l'Union de l'Afrique du Sud, de la Tchécoslovaquie, du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, de la Belgique, de

l'Inde, de la Pologne, de la France, du Luxembourg, de la Hongrie, de la Lettonie, de Cuba, de l'Allemagne, de l'Autriche et du Japon.

TCHÉCOSLOVAQUIE (8 février 1927) :

Loi du 28 décembre 1887, N° 1 du Code d'Empire de 1888, relative à l'assurance-accident des ouvriers, avec la série des lois d'amendement ultérieures, valable pour la province de Bohême et la Province Morave-Silésienne.

Article législatif n° XIX, de 1907, relatif aux assurances-accident et maladie des travailleurs de l'industrie et du commerce, modifié par une série d'articles législatifs ultérieurs, en vigueur pour les territoires de la Slovaquie et de la Russie sous-carpathique.

Article législatif n° XVI, de 1900, sur l'assurance-accident des travailleurs et domestiques agricoles pour les territoires de la Slovaquie et de la Ruthénie sous-carpathique, modifiée par une série d'articles législatifs ultérieurs.

Normes législatives édictées par la République tchécoslovaque pour compléter les textes fondamentaux cités ci-dessus.

ANNEXE XXII

Recommandation concernant l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux en matière de réparation des accidents du travail. (7^e Session, Genève 1925)

a) *Communication des mesures prises au Secrétaire Général de la Société des Nations et date de la communication.*

Allemagne (21 août 1928), Australie septembre 1926) (1), Belgique (10 décembre 1926), Finlande (12 septembre 1927), France (8 décembre 1926), Grande Bretagne (4 octobre 1926), Inde (9 septembre 1926), Japon (31 décembre 1926), Luxembourg (20 février 1926), Norvège (1^{er} décembre 1926), Pays-Bas (12 février 1927), Pologne (15 février 1927), Siam (15 mars 1927), Suède (8 septembre 1926), Tchécoslovaquie (2 juin 1928).

b) *Etats ayant indiqué officiellement que les recommandations ont été soumises à l'autorité compétente (§ 5 de la recommandation) et date de la soumission:*

Afrique du Sud (1925), Autriche (1927), Brésil (1927), Bulgarie (1928), Canada (31 mars 1927), Cuba (1927), Danemark (30 janvier 1926), Hongrie (1927), Etat libre d'Irlande (28 mai 1926), Italie

(1) Tous les Etats du Commonwealth, à l'exception de l'Etat de Victoria.

(15 décembre 1926), Nouvelle Zélande (1927), Portugal (1926), Suisse (7 juin 1926).

c) *Etats ayant communiqué d'autres renseignements officiels :*

Esthonie, Grèce, Lettonie, Nicaragua, Roumanie, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, Uruguay.

d) *Etats qui n'ont communiqué aucune information officielle :* tous les autres Etats.

ANNEXE XXIII

Convention concernant l'assurance-maladie des travailleurs de l'industrie et du commerce et des gens de maison.

(9^e Session, Genève 1926)

A. — MESURES DE RATIFICATION

1^o *Ratifications enregistrées par le Secrétariat Général de la Société des Nations et date de l'enregistrement :*

Allemagne (23 janvier 1928), Autriche (18 février 1929), Hongrie (19 avril 1928), Lettonie (27 octobre 1927), Luxembourg (16 avril 1928), Roumanie (28 juin 1929), Tchécoslovaquie (17 janvier 1929), Yougoslavie (30 septembre 1929).

2^o *Ratifications recommandées à l'autorité nationale compétente :*

Cuba et Uruguay (23 mars 1928).

ANNEXE XXIV

Recommandation concernant les principes généraux de l'assurance-maladie.

(10^e Session, Genève 1927)

a) *Communication des mesures prises au Secrétaire Général de la Société des Nations et date de la communication :*

Japon (26 novembre 1928), Norvège (16 mars 1928), Siam (28 avril 1928), Suède (28 juin 1928).

b) *Etats ayant indiqué officiellement que les recommandations ont été soumises à l'autorité compétente (§ 5 de la recommandation) et date de la soumission :*

Afrique du Sud (1927), Allemagne (1927), Australie (5 décembre 1927), Autriche (1928), Danemark (12 novembre 1927), Finlande (13 septembre 1928), France (10 janvier 1929), Grande Bretagne (1927), Inde (27 mars 1928), Etat libre d'Irlande (22 février 1928), Lithuanie (1928), Nouvelle Zélande (5 décembre 1927), Pays-Bas (29 juin

1928), Pologne (8 juin 1929), Roumanie (29 mai 1929), Suisse (15 décembre 1928), Tchécoslovaquie (13 juillet 1929).

c) *Etats ayant communiqué d'autres renseignements officiels :*

Argentine, Cuba, Esthonie, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, El Salvador, Venezuela.

a) *Etats qui n'ont communiqué aucune information officielle :* tous les autres Etats.

ANNEXE XXV

Convention concernant l'institution de méthodes de fixation des salaires minima.

(11^e Section, Genève 1928)

A. — MESURES DE RATIFICATION

1^o *Ratifications enregistrées par le Secrétariat Général de la Société des Nations et date de l'enregistrement :*

Allemagne (30 mai 1929), Grande Bretagne (14 juin 1929).

2^o *Ratifications recommandées à l'autorité nationale compétente :*

Cuba, France (10 janvier 1929), Italie, Pays-Bas, Tchécoslovaquie.

ANNEXE XXVI

Recommandation concernant l'application des méthodes de fixation des salaires minima.

(11^e Section, Genève 1928)

a) *Communication des mesures prises au Secrétaire général de la Société des Nations et date de la communication :*

Grande-Bretagne (12 juin 1929), Lithuanie (26 janvier 1929).

b) *Etats ayant indiqué officiellement que les recommandations ont été soumises à l'autorité compétente (§ 5 de la recommandation) et date de la soumission :*

Afrique du Sud (28 janvier 1929), Allemagne (mars 1929), Danemark (18 novembre 1928), France (10 janvier 1929), Norvège (1929), Suède (7 mars 1929), Suisse (13 décembre 1928).

c) *Etats ayant communiqué d'autres renseignements officiels :*

Colombie, Cuba, Luxembourg, Nicaragua, Roumanie, Tchécoslovaquie.

d) *Etats qui n'ont communiqué aucune information officielle :* tous les autres Etats Membres.

ANNEXE XXVII

Convention concernant le chômage
(1^{re} Session, Washington 1919)

A. — MESURES DE RATIFICATION

1° *Ratifications enregistrées par le Secrétariat général de la Société des Nations et date de l'enregistrement :*

Allemagne (6 juin 1925), Autriche (12 juin 1924), Bulgarie (14 février 1922), Danemark (13 octobre 1921), Espagne (4 juillet 1923), Esthonie (20 décembre 1922), Finlande (19 octobre 1921), France (25 août 1925), Grande Bretagne (14 juillet 1921), Grèce (19 novembre 1920), Hongrie (1^{er} mars 1928), Inde (14 juillet 1921), Etat libre d'Irlande (4 septembre 1925), Italie (10 avril 1923), Japon (23 novembre 1922), Luxembourg (16 avril 1928), Norvège (23 novembre 1921), Pologne (21 juin 1924), Roumanie (13 juin 1921), Suède (27 septembre 1921), Suisse (9 octobre 1922), Union Sud Africaine (20 février 1924), Yougoslavie (1^{er} avril 1927).

2° *Ratifications autorisées par l'autorité nationale compétente:*
Pays-Bas (30 avril 1927).

3° *Ratifications recommandées à l'autorité nationale compétente :*

Argentine (17 septembre 1920), Brésil (1920), Chili (7 août 1924), Cuba (11 juin 1923), Lettonie (26 avril 1923), Paraguay (24 mai 1926), Tchécoslovaquie (22 décembre 1920), Uruguay (11 septembre 1925).

B. — MESURES D'APPLICATION

AFRIQUE DU SUD (9 avril 1924) :

Loi de 1924 sur la conciliation dans l'industrie (Cf. S. L. 1924. A. S. 1).

Règlement du 23 mars 1926 concernant les bureaux privés d'enregistrement.

ALLEMAGNE (6 juin 1925)

Loi du 16 juillet 1927 sur le placement et l'assurance chômage modifiée ultérieurement.

Ordonnances d'exécution, en particulier ordonnance du 28 septembre 1927 sur l'assistance aux chômeurs en temps de crise, complétées par d'autres ordonnances.

AUTRICHE (20 juillet 1924) :

Loi du 24 mars 1920 sur l'assurance-chômage texte amendé par différentes lois au nombre de dix-neuf et les 10 et 19 et ordonnances rendues en exécution de la loi.

Ordonnances ministérielles des 26 mai 1920 et 12 juillet 1921
(texte de l'ordonnance du 16 novembre 1926).

BULGARIE (1^{er} janvier 1926) :

Loi du 12 avril 1925 concernant le placement des ouvriers et l'assurance en cas de chômage.

DANEMARK (2 novembre 1921) :

Loi du 1^{er} juillet 1927 sur le placement, amendée par la loi du 9 novembre 1928.

ESPAGNE (4 juillet 1923) :

Loi du 13 juillet 1922 ratifiant la convention.

Décret royal du 29 septembre 1929 instituant un service général de placement et un service de statistique de l'offre et de la demande d'emploi.

Décret-loi royal du 26 novembre 1926 sur l'organisation corporative nationale.

Décret royal du 14 février 1927 concernant l'établissement de statistiques relatives au chômage.

ESTHONIE (20 décembre 1922) :

Loi du 1^{er} août 1927 sur les bourses de travail.

FINLANDE (19 octobre 1921) :

Loi du 27 mars 1926 sur le placement.

Résolution du Conseil des Ministres (22 avril 1926) sur l'inspection du placement des travailleurs et sur l'octroi de subventions aux bureaux et agences de placement.

Ordonnance du 2 novembre 1917 sur les caisses de chômage ayant droit à une subvention de l'Etat et amendements ultérieurs.

FRANCE — Le décret de promulgation de la convention est intervenu le 20 février 1927.

Loi du 14 mars 1904 relative au placement des employés et ouvriers des deux sexes et de toutes professions (titre IV, livre 1^{er} du Code du Travail).

Loi du 2 février 1925 modifiant l'article 85 du livre I (titre IV du Code du Travail et de la prévoyance sociale) concernant les bureaux de placement et offices départementaux.

Règlement d'Administration publique du 9 mars 1926.

Loi du 16 mars 1928 relative au placement du personnel du spectacle.

Loi du 19 juillet 1928 portant modification des articles 79, 81, 82, 83, 88 et 102 du livre 1^{er} du Code du Travail.

Décret du 28 mars 1922, modifié par le décret du 18 décembre 1927 sur les subventions à allouer aux bureaux publics de placement.

GRANDE-BRETAGNE (14 juillet 1921):

Loi de 1909 sur les bureaux de placement.

Lois sur l'assurance-chômage (1920-1927).

GRÈCE (14 juillet 1921) :

Loi n° 2270 du 1^{er} juillet 1920.

Décret-royal du 22 septembre 1922 relatif à l'institution de bureaux de placement (V. S. L. 1922, Grèce 6).

INDE (14 juillet 1921) :

Aucune législation nouvelle.

ETAT LIBRE D'IRLANDE (4 septembre 1925) :

Loi de 1909 sur les bureaux de placement.

Lois sur l'assurance chômage de 1920 à 1926 (S. L. 1920. G B. 3, 1924. Irl. 4, 1926 Irl. 3).

ITALIE (27 juin 1923) :

Décret royal du 29 mars 1913 faisant porter effet à la convention en Italie.

Décret royal du 30 décembre 1923 sur l'assurance contre le chômage involontaire (Cf. S. L. 1923, It. 1).

Décret royal du 29 mars 1928 concernant la réglementation nationale de la demande et de l'offre de main-d'œuvre.

Décret-loi du 15 novembre 1928 sur la constitution de fonds pour l'institution et le fonctionnement des bureaux de placement gratuit en faveur de la main-d'œuvre inoccupée.

Décret-royal du 6 décembre 1928 sur les règles pour l'application du décret royal du 29 mars 1928.

JAPON (1^{er} avril 1923):

Loi du 8 avril 1921 sur les bureaux de placement (S. L. 1921 Jap. 1-4).

Ordonnance impériale n° 292 du 28 juin 1921 concernant l'exécution de cette loi.

Règlement d'application (ordonnance du Ministère de l'Intérieur n° 29 promulguée le 27 novembre 1924).

Ordonnance impériale n° 107 du 31 mars 1923 sur l'organisation des offices de placement (Cf. S. L. 1924, Japon 1).

Règlement pour la procédure des offices de placement (Instructions du Ministère de l'Intérieur promulguées le 3 mars 1923).

Instructions concernant l'octroi d'une réduction des tarifs de chemins de fer et de bateaux à vapeur à des personnes placées par les bureaux de placement (instruction du Ministère de l'Intérieur n° 23, publiées le 16 septembre 1923).

Règlement concernant l'octroi d'une réduction des tarifs de chemins de fer et de bateaux à vapeur à des personnes placées par les bureaux de placement (notification du Ministère de l'In-

térieur n° 290, publiée le 26 septembre 1925 (S. L. 1925 Jap. 1) amendée partiellement par notification du Ministère de l'Intérieur n° 321, publié le 6 décembre 1928.

Ordonnance n° 30 du Ministère de l'Intérieur du 19 décembre 1925, concernant le contrôle des bureaux de placement fonctionnant à des fins lucratives (S. L. 1925. Jap. 1).

NORVÈGE (23 novembre 1921) :

Loi du 12 juin 1896 sur les bureaux d'engagement et de placement.

Loi du 12 juin 1906 sur le placement public.

Loi du 30 juin 1921 modifiant la loi du 6 août 1925 relative aux subventions de l'Etat et des communes aux caisses de chômage norvégiennes, et la loi complémentaire du 29 juillet 1928 (S. L. 1921, Nor. 1).

POLOGNE (21 juin 1924) :

Décret du 27 janvier 1919 sur l'organisation des offices de placement de l'Etat et d'assistance aux émigrants.

Arrêté du 18 décembre 1923 sur l'organisation et les compétences des commissions consultatives paritaires auprès des offices de placement.

Loi du 10 juin 1924 sur le placement social et décrets rendus en vertu de la loi (S. L. 1924. Pologne 5 et 1).

Loi du 21 octobre 1921 relative aux bureaux de placement et décrets d'amendement (S. L. 1921 II° Partie Pol. 1).

Loi du 6 juillet 1923 portant extension des prescriptions légales concernant l'indemnisation en cas d'accident du travail d'invalidité, de décès ou de chômage aux nationaux des Etats étrangers (S. L. 1923. Pol. 3).

Diverses mesures législatives et administratives ayant trait particulièrement à la Posnanie, la Poméranie et la Haute-Silésie).

ROUMANIE (30 septembre 1921) :

Loi du 22 septembre 1921 relative à l'organisation des bureaux de placement (S. L. 1921, Rouma. 2).

ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES (1^{er} avril 1927):

Loi sur la protection des marins du 28 février 1922 (Cf. S. L. S. C. S. 1).

Règlement du 30 juillet 1923 sur l'application de la loi sur l'émigration du 20 décembre 1922.

Règlement du 28 novembre 1925 sur l'embauchage des ouvriers étrangers.

Règlement du 26 novembre 1927 sur l'organisation du placement du travail et des secours directs aux chômeurs.

Ordonnance du Ministre de la Politique sociale rendue d'accord avec le Ministre du Commerce et de l'Industrie, le 12 juin 1928, sur la coexistence des bureaux de placement professionnels privés.

SUÈDE :

Décret royal du 30 juin 1916 allouant des subventions de l'Etat pour l'encouragement et l'organisation du Service public de placement et les modifications qui y ont été apportées par les *décrets* royaux des 16 mai 1918 et 8 juin 1928.

Décret royal du 30 juin 1916 allouant une contribution de l'Etat en vue de couvrir une partie des frais de transport de personnes sans ressources en quête d'un emploi et les modifications qui y ont été apportées par les *décrets* royaux du 16 mai 1916 et du 23 mai 1919.

Décret royal du 5 mai 1919 concernant les agents de placement

SUISSE :

Arrêté fédéral du 29 octobre 1909 concernant l'encouragement par la Confédération du service de placement.

Règlement du 25 juin 1923 concernant l'application d'une procédure uniforme en matière de placement (S. L. 1924. Suisse 5).

Loi fédérale du 17 octobre 1924 concernant l'allocation de subventions pour l'assurance-chômage (S. L. 1924. Suisse 3).

ANNEXE XXVIII

Recommandation concernant le chômage (1^{re} Session, Washington 1919)

a) *Communication des mesures prises au Secrétariat Général de la Société des Nations et date de la communication :*

Allemagne (25 octobre 1926), Australie (1925 et 1927), Belgique (16 juin 1921), Bulgarie (10 février 1922), Danemark (15 juillet 1921), Espagne (4 juillet 1921), Esthonie (15 mai 1926), Finlande (22 mars 1921), France (25 janvier 1921), Grande-Bretagne (10 septembre 1921), Inde (12 juillet 1921), Italie (12 juillet 1921), Pays-Bas (17 mai 1921), Pologne (26 juillet 1921), Japon (4 août 1926), Norvège (31 mai 1921), Nouvelle-Zélande (4 août 1921), Roumanie (31 mai 1921), Siam (10 mai 1922), Suède (3 juin 1921 et 3 octobre 1921), Suisse (août 1923 et 16 janvier 1926).

b) *Etats ayant officiellement indiqué que les recommandations ont été soumises à « l'autorité compétente » et date de la soumission :*

Afrique du Sud (1921), Argentine (17 septembre 1920), Autriche

(1927), Brésil (1920), Canada (28 mai 1921), Chili (7 août 1924), Cuba (17 janvier 1922), Hongrie (13 mars 1924), Lithuanie (août 1922), Vénézuëla (1920).

c) *Etats ayant communiqué d'autres renseignements officiels :*

Grèce, Lettonie, Luxembourg, Panama, Royaume des Serbes, Croates, et Slovènes, Tchécoslovaquie, Uruguay.

d) *Etats qui n'ont communiqué aucune information officielle :* tous les autres Etats.

ANNEXE XXIX

Recommandation concernant la réciprocité de traitement des travailleurs étrangers.

(1^{re} Session. Washington 1919)

a) *Communication des mesures prises au Secrétaire Général de la Société des Nations et date de la Communication :*

Allemagne (25 octobre 1926), Australie (1925), Belgique (16 juin 1921), Bulgarie (10 février 1922), Chili (1^{er} juillet 1921), Danemark (15 juillet 1921), Espagne (4 juillet 1921), Esthonie (15 mai 1926), Finlande (22 mars 1921), France (25 janvier 1921), Inde (12 juillet 1921), Italie (12 juillet 1921), Japon (4 août 1926), Norvège (31 mai 1921), Nouvelle-Zélande (4 août 1921), Pays-Bas (17 mai 1921), Pologne (26 juillet 1921), Roumanie (31 mai 1921), Siam (10 mai 1922), Suède (3 juin 1921 et 3 octobre 1921), Suisse (août 1923 et 16 janvier 1926).

b) *Etats ayant indiqué officiellement que les recommandations ont été soumises à l'autorité compétente et date de la soumission:*

Afrique du Sud (1921), Argentine (17 septembre 1920), Autriche (1927), Brésil (1920), Canada (28 mai 1921), Chili (7 août 1924), Cuba (17 janvier 1922), Hongrie (13 mars 1924), Lithuanie (août 1922), Vénézuëla (1920).

c) *Etats ayant communiqué d'autres renseignements officiels :*

Grèce, Lettonie, Luxembourg, Panama, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, Tchécoslovaquie, Uruguay.

d) *Etats qui n'ont communiqué aucune information officielle:* tous les autres Etats.

ANNEXE XXX

Recommandation concernant la communication au B. I. T. de tou-

tes informations, statistiques et autres, relatives à l'émigration, à l'immigration, au rapatriement et au transit des émigrants.
(3^e Session, Genève 1921)

a) *Communication des mesures prises au Secrétaire Général de la Société des Nations et date de la communication :*

Afrique du Sud (27 avril 1923), Australie (1925), Autriche (2 juillet 1927), Belgique (18 juin 1925), Canada (29 novembre 1923), Danemark (14 avril 1923), Espagne (15 avril 1925), Esthonie (15 mai 1926), Finlande (15 avril 1924), France (26 avril 1924), Hongrie (30 avril 1926), Inde (20 novembre 1923), Italie (14 août 1925), Japon (9 avril 1924), Norvège (1^{er} décembre 1923), Suède (23 décembre 1925), Suisse (22 mai 1923 et 10 janvier 1926), Tchécoslovaquie (21 mars 1925).

b) *Etats ayant indiqué officiellement que les recommandations ont été soumises à l'autorité compétente (§ 5 de la recommandation) et date de la soumission :*

Bulgarie (1924), Chili (7 août 1924), Danemark (14 avril 1923), Grande-Bretagne (9 mai 1923), Lettonie (24 janvier 1924), Pays-Bas (24 octobre 1923), Venezuela (30 juin 1924).

c) *Etats ayant communiqué d'autres renseignements officiels :*

Allemagne, Brésil, Cuba, Luxembourg, Nouvelle-Zélande, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, Uruguay.

d) *Etats qui n'ont communiqué aucune information officielle :*
tous les autres Etats.

ANNEXE XXXI

Convention concernant la simplification de l'inspection des émigrants à bord des navires.

(8^e Session, Genève 1926)

A. — MESURES DE RATIFICATION

1^o *Ratifications enregistrées par le Secrétariat Général de la Société des Nations et date de l'enregistrement :*

Autriche (29 décembre 1927), Belgique (15 février 1928), Bulgarie (29 novembre 1929), Finlande (5 avril 1929), Inde (14 janvier 1928), Japon (8 octobre 1928), Luxembourg (16 avril 1928), Pays-Bas (13 septembre 1927), Tchécoslovaquie (25 mai 1928).

2^o *Ratifications conditionnelles ou valables après un certain délai :*

Grande-Bretagne (16 septembre 1927), Suède (7 mars 1929).

3° *Ratifications autorisées par l'autorité nationale compétente:*
Cuba (16 mai 1928).

4° *Ratifications recommandées à l'autorité nationale compétente :*

Allemagne (5 décembre 1927), France (1^{er} février 1929), Lettonie (24 mai 1927), Uruguay (23 mars 1928).

B. — MESURES D'APPLICATION

AUTRICHE (24 décembre 1927).

PAYS-BAS (24 décembre 1927).

ANNEXE XXXII

Recommandation concernant la protection des femmes et jeunes filles émigrantes à bord des navires.

(8^e Session, Genève 1926)

a) *Communication des mesures prises au Secrétaire Général de la Société des Nations et date de la communication :*

Belgique (11 février 1928), Grande-Bretagne (14 septembre 1927), Inde (12 janvier 1927), Etat libre d'Irlande (8 août 1927), Japon (24 janvier 1928), Norvège (28 juillet 1927), Pays-Bas (4 août 1927), Roumanie (29 mai 1929), Siam (15 mars 1927), Suède (19 avril 1927), Tchécoslovaquie (24 mai 1928).

b) *Etats ayant indiqué officiellement que les recommandations ont été soumises à l'autorité compétente (§ 5 de la recommandation) et date de la soumission:*

Afrique du Sud (31 janvier 1927), Allemagne (1927), Australie (2 mars 1927), Canada (20 février 1928), Chine (1927), Cuba (1927), Danemark (8 octobre 1926), Finlande (18 août 1927), France (1^{er} février 1929), Nouvelle-Zélande (5 décembre 1927), Suisse (1927), Venezuela (1927).

c) *Etats ayant communiqué d'autres renseignements officiels :*

Argentine, Esthonie, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

d) *Etats qui n'ont communiqué aucune information officielle :* tous les autres Etats.

ANNEXE XXXIII

Recommandation tendant à limiter les heures de travail dans l'industrie de la pêche.

(2^e Session, Gênes 1920)

a) *Communication des mesures prises au Secrétaire Général de la Société des Nations et date de la communication :*

Australie (28 août 1924), Bulgarie (10 mars 1923), Canada (4 juin 1921), Chili (1^{er} juillet 1921), Esthonie (15 mai 1926), France (2 avril 1924), Inde (7 mars 1922), Italie (5 janvier 1922), Japon (4 août 1926), Norvège (1^{er} décembre 1926), Suède (5 juillet 1921), Suisse (2 mars 1922) et 16 janvier 1926).

b) *Etats ayant officiellement indiqué que les recommandations ont été soumises à l'autorité compétente et date de la soumission:*

Allemagne (1921), Argentine (8 septembre 1921), Autriche (1927), Cuba (17 janvier 1922), Danemark (15 avril 1921), Finlande (9 décembre 1921), Grande-Bretagne (8 novembre 1921), Hongrie (13 mars 1924), Lithuanie (août 1922), Nouvelle-Zélande (1928), Pays-Bas (14 février 1922).

c) *Etats ayant communiqué d'autres renseignements officiels :*

Afrique du Sud, Belgique, Espagne, Grèce, Haïti, Lettonie, Luxembourg, Pologne, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, Tchécoslovaquie, Uruguay.

d) *Etats qui n'ont communiqué aucune information officielle :* tous les autres Etats.

ANNEXE XXXIV

Recommandation tendant à limiter les heures de travail dans la navigation intérieure.

(2^e Session, Juin 1920)

a) *Communication des mesures prises au Secrétaire Général de la Société des Nations et date de la communication:*

Australie (28 août 1924), Bulgarie (10 mars 1923), Canada (4 juin 1921), Chili (1^{er} juillet 1921), Esthonie (15 mai 1926), France (2 avril 1924), Inde (7 mars 1922), Italie (5 janvier 1922), Japon (4 août 1926), Norvège (1^{er} décembre 1926), Suède (5 juillet 1921), Suisse (2 mars 1922 et 16 janvier 1926).

b) *Etats ayant indiqué officiellement que les recommandations ont été soumises à l'autorité compétente et date de la soumission:*

Allemagne (1921), Argentine (8 septembre 1921), Autriche (1927), Cuba (17 janvier 1922), Danemark (15 avril 1921), Finlande (9 décembre 1921), Grande-Bretagne (8 novembre 1921), Hongrie (13 mars 1924), Lettonie (août 1922), Nouvelle-Zélande (1923), Pays-Bas (14 février 1922), Roumanie (1922), Siam (1922), Venezuela (1922).

c) *Etats ayant communiqué d'autres renseignements officiels*

Afrique du Sud, Belgique, Espagne, Haïti, Lettonie, Luxem-

bourg, Pologne, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, Tchécoslovaquie, Uruguay.

d) *Etats qui n'ont communiqué aucune information officielle* : tous les autres Etats.

ANNEXE XXXV

Convention fixant l'âge minimum d'admission des enfants au travail maritime.

(2^e Session, Gênes 1920)

A. — MESURES DE RATIFICATION

1° *Ratifications enregistrées par le Secrétariat Général de la Société des Nations et date de l'enregistrement* :

Allemagne (11 juin 1929), Belgique (2 février 1925), Bulgarie (16 mars 1923), Canada (31 mars 1926), Cuba (6 août 1928), Danemark (12 mai 1924), Espagne (20 juin 1924), Esthonie (1923), Finlande (10 octobre 1929), Grande-Bretagne (14 juillet 1921), Grèce (16 décembre 1925), Hongrie (1^{er} mars 1928), Etat libre d'Irlande (4 septembre 1925), Japon (7 juin 1929), Pays-Bas (26 mars 1925), Pologne (21 juin 1924), Roumanie (8 mai 1922), Suède (27 septembre 1921), Yougoslavie (1^{er} avril 1927).

2° *Ratifications autorisées par l'autorité nationale compétente* : Italie (20 mars 1924).

3° *Ratifications recommandées à l'autorité nationale compétente* :

Argentine (8 septembre 1921), Chili (7 août 1924), Uruguay (11 septembre 1925).

B. — MESURES D'APPLICATION

BELGIQUE (8 novembre 1925) :

Loi du 5 juin 1928 sur le contrat d'engagement maritime publiée par le « Moniteur belge », le 26 juillet 1928 (S. L. 1928, Belg. 5 A) et entrée en vigueur le 4 août suivant.

BULGARIE (le 20 mars 1923) :

Loi de 1917 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

Règlement du 8 août 1923 de la Compagnie bulgare de navigation.

CANADA (31 mars 1926) :

Loi de la marine marchande du Canada (chapitre 186).

Statuts révisés 1927.

DANEMARK (8 juillet 1924) :

Loi sur les marins du 1^{er} mai 1923 (S. L. 1923. Dan. 2).

Loi du 26 février 1872 sur l'embarquement et le débarquement des équipages.

ESPAGNE (14 avril 1925) :

Code du travail du 23 août 1925, art. 35, 36 et 37 (S. L. 1925, Esp. 1).

ESTHONIE (14 avril 1925) :

Loi du 22 mars 1928 sur les marins (S. L. 1928. Est. 1 B).

FINLANDE (10 octobre 1925) :

Loi du 8 mars 1924 sur les marins (S. L. 1924. Fin. 1).

Ordonnance du 23 décembre 1924 concernant l'enrôlement et le licenciement de l'équipage des navires (S. L. 1924. Fin. 4).

Ordonnance du 19 septembre 1925 sur la mise en vigueur de la convention internationale concernant l'âge minimum d'admission des enfants au travail maritime.

GRANDE-BRETAGNE (27 septembre 1921):

Loi de 1920 sur le travail des femmes, des jeunes gens et des enfants (S. L. 1920, G. B. 9).

GRÈCE (16 décembre 1925) :

Décret-Loi du 7 octobre 1925 sur la ratification de la convention.

ETAT LIBRE D'IRLANDE (4 septembre 1925):

Loi de 1920 sur le travail des femmes, des jeunes gens et des enfants (S. L. 1920, G. B. 9).

JAPON (7 juin 1924):

Loi du 29 mars 1923 sur l'âge minimum et les certificats pour gens de mer (S. L. 1923. Jap. 3).

Ordonnance impériale du 19 novembre 1923 prévoyant les exceptions à la loi précitée (S. L. 1923, Jap. 4).

Ordonnance impériale n° 13 édictée en février 1928 et revisant la précédente.

Règlement d'application de la loi du 29 mars 1923 (Ordonnance du département des communications n° 96 du 20 novembre 1923) révisée par ordonnance n° 6 éditée en février 1928.

LETTONIE (5 novembre 1928) :

Règlement du 30 octobre 1928 sur les marins (S. L. 1928. Let. 1).

NORVÈGE (7 octobre 1927) :

Loi du 16 février 1923 sur les marins (S. L. 1923. Nor. 1).

Loi du 29 juin 1888 sur l'enregistrement et le contrôle de l'engagement des marins, avec les lois complémentaires suivantes:

Loi du 18 mai 1892.

Loi du 16 juin 1927.

PAYS-BAS (26 mars 1925) :

Loi de 1919 sur le travail telle qu'elle a été amendée ultérieurement (S. L. 1922, P. B. 1).

Arrêté n° 555 du 19 décembre 1924 rendu en vertu des articles 71 et 92 de la loi précitée (S. L. 1924. P. B. 5).

POLOGNE (21 juin 1924) :

Code des marins du 2 juin 1902.

Constitution de la République de Pologne du 17 mars 1921 (S. L. 1921. Pol. 3).

Loi du 2 juillet 1924 sur le travail des adolescents et des femmes (Cf. S. L. 1924. Pol. 2).

Décret du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, du 14 décembre 1924, relatif aux registres et listes d'adolescents (S. L. 1924. Pol. 2).

Décret du Président de la République du 7 juin 1927 sur le droit industriel (S. L. 1927, Pol. 4).

Décret du Président de la République du 14 juillet 1927 sur l'inspection du travail (S. L. 1927. Pol. 8).

ROUMANIE (13 avril 1928) Date d'entrée en vigueur de la loi du 9 avril 1928.

Loi du 9 avril 1928 sur la protection du travail des adolescents, des femmes et sur la durée du travail (S. L. 1928, Rou. 1).

ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES (1^{er} avril 1927) :

Ordonnances de la Direction Maritime des 20 avril 1919, 26 octobre 1919, 30 octobre 1919, 31 octobre 1919.

Loi du 28 février 1922 sur la protection des ouvriers (S. L. 1922. S. C. S. 1).

SUÈDE (27 septembre 1921) :

Loi du 15 juin 1922 sur les marins (S. L. 1922, S. I.)

Décret royal du 30 juin 1922 concernant l'établissement d'un registre pour les mineurs employés à bord des navires.

Décret royal du 22 décembre 1922 modifiant certaines dispositions de l'ordonnance du 13 juillet 1911 concernant les bureaux d'enregistrement et le licenciement des marins, etc...

ANNEXE XXXVI

Convention fixant l'âge minimum d'admission des jeunes gens au travail en qualité de soutiers ou chauffeurs.

(2^e Session, Genève 1921)

A. — MESURES DE RATIFICATION

1° *Ratifications enregistrées par le Secrétariat Général de la Société des Nations et date de l'enregistrement :*

Allemagne (11 juin 1920), Belgique (19 juillet 1926), Bulgarie (6 mars 1925), Canada (31 mars 1926), Cuba (7 juillet 1928), Danemark (12 mai 1924), Espagne (20 juin 1924), Esthonie (8 septembre 1922), Finlande (10 octobre 1925), France (16 janvier 1928), Grande-Bretagne (8 mars 1926), Hongrie (1^{er} mars 1928), Inde (20 novembre 1922), Italie (8 septembre 1924), Lettonie (9 septembre 1924), Luxembourg (16 avril 1928), Norvège (7 octobre 1927), Pologne (21 juin 1924), Roumanie (18 août 1923), Suède (14 juillet 1925), Yougoslavie (1^{er} avril 1927.)

2° *Ratifications autorisées par l'autorité nationale compétente:*
Pays-Bas (10 juin 1926).

3° *Ratifications recommandées à l'autorité nationale compétente :*

Argentine (18 mai 1925), Chili (7 août 1924), Grèce, Uruguay (11 septembre 1925).

B. — MESURES D'APPLICATION

BELGIQUE (17 septembre 1926) :

Loi du 5 juin 1928, portant réglementation du contrat d'engagement maritime (S. L. 1928. Belg. 5 A).

BULGARIE (6 mars 1925) :

Règlement du 8 août 1923, concernant l'équipage des bateaux de commerce de la Cie bulgare.

CANADA (31 mars 1926) :

Loi de la Marine marchande du Canada. Statuts révisés du Canada 1927.

DANEMARK (8 juillet 1924) :

Loi du 1^{er} mai 1928 sur les marins (S. L. 1928. Dan. 2).

Loi du 26 février 1872 sur l'embarquement et le débarquement des équipages.

ESPAGNE (14 avril 1925) :

Code du travail du 23 août 1926 (S. L. 1925. Esp. 1).

ESTHONIE (19 août 1925) :

Loi du 22 mars 1928 (S. L. 1928. Est. 1 B).

Ce texte a remplacé la loi du 20 mai 1924 sur le travail des enfants, des adolescents et des femmes dans les exploitations industrielles et le décret du 19 février 1924 concernant l'interdiction de l'emploi des jeunes gens âgés de moins de 18 ans en qua-

lité de soutiers ou chauffeurs (voir article 1^{er} du décret et S. L. 1924 et 1925 Est.)

FINLANDE (10 octobre 1925) :

Loi du 8 mars 1925 sur les marins (S. L. 1924. Fin. 1).

Loi du 26 mai 1925 portant modification de la loi sur les marins (S. L. 1925. Fin. 2).

Ordonnance du 19 septembre 1925 sur la mise en vigueur.

GRANDE-BRETAGNE (8 mars 1926):

Loi de 1894 sur la Marine marchande (Loi Plimsoll).

Loi de 1925 sur la marine marchande (Conventions internationales du travail (S. L. 1925. G. B. 5).

INDE (20 novembre 1922) :

Instructions aux préposés à l'engagement (Shipping masters) édictées par les gouvernements provinciaux.

Aucune mesure législative n'est en vigueur. Seuls des règlements d'exécution chargent les fonctionnaires maritimes de veiller à la stricte application de l'interdiction prise par la convention.

ITALIE (8 septembre 1924) :

Règlement pour le placement des gens de mer approuvé par la Commission Royale Maritime instituée par décret royal du 14 août 1919.

Décret royal du 27 décembre 1927, faisant porter effet à la convention en Italie.

LETTONIE (30 octobre 1928):

Règlement du 30 octobre 1928 sur les marins (S. L. 1928. Let. 4).

NORVÈGE (7 octobre 1927) :

Loi du 16 février 1923 sur les marins (S. L. 1923. Nor. 1).

Loi du 29 juin 1888 sur l'enregistrement et le contrôle de l'engagement des marins avec les lois supplémentaires des 18 mai 1892 et 16 juin 1927.

POLOGNE (21 juin 1924) :

Loi du 2 juillet 1924 sur le travail des adolescents et des femmes (S. L. 1924. Pol. 2).

Décret du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale en date du 29 juillet 1925 énumérant les travaux auxquels il est interdit d'employer des adolescents.

Code des marins du 2 juin 1902.

ROUMANIE (13 avril 1928) :

Les dispositions de la convention y sont appliquées par la *loi du 9 avril 1928 sur la protection du travail des adolescents et des femmes et sur la durée du travail* (S. L. 1928. Rou. 1).

L'article 52 de cette loi prévoyait qu'un règlement d'administration publique serait pris pour en fixer les détails d'application.

Ce décret a été promulgué et publié le 5 février 1929.

Loi de 1907 sur l'organisation de la marine commerciale.

Règlement du 5 février 1929 fixant les détails d'application de la loi du 9 avril 1928.

ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES (1^{er} avril 1927) :

Ordonnance N° 1300 du 20 avril 1919	} de la Direction Maritime
» 1400 du 26 octobre 1919	
» 1480 du 30 octobre 1919	
» 1500 du 31 octobre 1919	
Ordonnance du 15 octobre 1858	} du Ministère du Commerce
Ordonnance du 19 octobre 1883	

SUÈDE (14 juillet 1925) :

Loi du 15 juin 1922 sur les marins (S. L. 1928. Suè. 1).

Loi du 27 février 1925 modifiant la précitée (S. L. 1925. Suè. 1).

Décret royal du 13 juin 1911 concernant les bureaux maritimes pour l'engagement et le congédiement des marins.

ANNEXE XXXVII

Convention concernant l'examen médical obligatoire des enfants et des jeunes gens employés à bord des bateaux.

(3^e Session, Genève 1921)

A. — MESURES DE RATIFICATION

1° *Ratifications enregistrées par le Secrétariat général de la Société des Nations et date de l'enregistrement :*

Allemagne (11 juin 1929), Belgique (19 juillet 1926), Bulgarie (6 mars 1925), Canada (31 mars 1926), Cuba (7 juillet 1928), Espagne (20 juin 1924), Esthonie (8 septembre 1922), Finlande (10 octobre 1925), France (22 mars 1928), Grande-Bretagne (8 mars 1926), Hongrie (1^{er} mars 1928), Inde (20 novembre 1922), Italie (8 septembre 1921), Japon (7 juin 1924), Lettonie (9 septembre 1924), Luxembourg (16 avril 1928), Pays-Bas (9 mars 1928), Pologne (21 juin 1924), Roumanie (18 août 1923), Suède (14 juillet 1925), Yougoslavie (1^{er} avril 1927).

2° *Ratifications recommandées à l'autorité nationale compétente :*

Argentine (18 mai 1925), Chili (7 août 1924), Grèce, Uruguay (11 septembre 1925).

B. — MESURES D'APPLICATION

BELGIQUE (17 septembre 1926) :

Loi du 5 juin 1928 portant réglementation du contrat d'engagement maritime (S. L. 1928. Belg. 5 A).

BULGARIE (6 mars 1925) :

Règlement du 8 août 1923 concernant l'équipage des bateaux de commerce de la Cie Bulgare.

CANADA (31 mars 1926) :

Loi de la Marine Marchande du Canada. Statuts révisés du Canada 1927.

ESPAGNE (14 avril 1925) :

Code du travail du 23 août 1926 (S. L. 1925. Esp. 1).

ESTHONIE (8 janvier 1926) :

Loi du 22 mars sur les marins (S. L. 1928. Est. 1 B.)

FINLANDE (10 octobre 1925) :

Loi du 8 mars 1924 sur les marins (S. L. 1924. Fin. 1).

Loi du 26 mai 1925 portant modification de la loi sur les marins.

Ordonnance du 19 septembre 1925 sur la mise en vigueur de la convention.

GRANDE-BRETAGNE (8 mars 1926) :

Loi de 1894 sur la marine marchande.

Loi de 1925 sur la marine marchande (conventions internationales du travail (S. L. 1925. G. B. 5).

INDE (20 novembre 1922) :

Instructions aux fonctionnaires médicaux publics par les Gouvernements provinciaux.

ITALIE (8 septembre 1924) :

Décret-loi royal du 20 mars 1927 prorogeant les dispositions pour la réglementation de l'immatriculation des gens de mer.

Décret royal du 27 décembre 1925 faisant porter effet à la convention en Italie.

JAPON (7 juin 1924) :

Loi du 29 mars 1923 sur l'âge minimum et les certificats médicaux des marins (S. L. 1923. Jap. 3) — texte révisé par la loi N° 2 de février 1927.

Loi sur l'application de la loi du 29 mars 1923 (Ordonnance impériale N° 482 du 19 novembre 1923 rendue en vertu de la *Loi du 29 mars 1923* (S. L. 1923. Jap. 4) texte révisé par l'ordonnance impériale N° 13, édictée en février 1928).

Règlement du 19 novembre 1923 pour l'application de la loi du 29 mars 1923 (Ordonnance du Département des Communications N° 96, texte révisé par l'ordonnance du Département des Communications N° 6 éditée en février 1928.

LETTONIE (9 septembre 1924) :

Règlement du 30 octobre 1928 sur les marins (S. L. 1928. Lett. 4).

POLOGNE (21 juin 1924) :

Loi du 28 mai 1920 sur les navires marchands polonais.

Loi du 2 juillet 1924 sur le travail des adolescents et des femmes (S. L. 1924. Pol. 2).

Décret du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale en date du 14 décembre 1924, relatif aux registres et listes d'adolescents (S. L. 1924. Pol. 9 B.)

Code des marins du 2 juin 1902 (B. B. 1902. Vol. 1, p. 357).

ROUMANIE (13 avril 1928) :

Loi du 9 avril 1928 sur la protection du travail des adolescents et des femmes et sur la durée du travail (S. L. 1928. Rou. 1).

ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES (20 avril 1927) :

Ordonnances N° 1300 du 21 octobre 1919, N° 1400 du 26 octobre 1919, N° 1450 du 30 octobre 1919 et N° 1500 du 31 octobre 1919 de la Direction maritime.

Circulaire N° 2821 du 14 mai 1871 de la Direction maritime.

Ordonnance n° 2667 du 26 avril 1852 du Ministère du Commerce et de l'Industrie.

Dispositions édictées par le Ministre de la Guerre en 1921 contenues dans une circulaire sur la navigation maritime.

Décret N° 663 du 25 janvier 1873 de la Direction maritime.

SUÈDE (14 juillet 1925) :

Ordonnance royale N° 263 du 22 mai 1925 concernant certaines exigences d'état sanitaire et de constitution physique pour l'admission au service à bord des navires effectuant certains voyages.

Ordonnance royale du 31 décembre 1917 sur les certificats médicaux pour marins, modifiée par le décret royal N° 264 du 22 mai 1925.

ANNEXE XXXVIII

Recommandation concernant l'assurance des marins contre le chômage.
(2^e Session, Gênes 1920)

a) *Communication des mesures prises au Secrétaire Général de la Société des Nations et date de la communication :*

Allemagne (12 août 1926), Australie (28 août 1924), Bulgarie (10

mars 1923), Canada (4 juin 1921), Chili (1^{er} juillet 1921), Esthonie (15 mai 1926), France (2 avril 1924), Inde (7 mars 1922), Italie (5 janvier 1922), Japon (4 août 1926), Norvège (1^{er} décembre 1926), Suède (5 juillet 1921), Suisse (2 mars 1922).

b) *Etats ayant officiellement indiqué que les recommandations ont été soumises à l'autorité compétente (§ 5 de la recommandation) et date de la soumission :*

Argentine (8 septembre 1921), Autriche (1927), Cuba (17 janvier 1922), Danemark (18 mars 1921), Finlande (9 décembre 1921), Grande-Bretagne (8 novembre 1921), Hongrie (13 mars 1924), Lithuanie (août 1922), Nouvelle-Zélande (1923), Pays-Bas (14 février 1922), Roumanie (1922), Siam (1922), Vénézuëla (1922).

c) *Etats ayant communiqué d'autres renseignements officiels :*

Afrique du Sud, Belgique, Espagne, Haïti, Lettonie, Luxembourg, Pologne, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, Tchécoslovaquie.

d) *Etats qui n'ont communiqué aucune information officielle :* tous les autres Etats.

ANNEXE XXXIX

Convention concernant l'indemnité de chômage en cas de perte par naufrage.

(2^e Session, Gênes 1920)

A. — MESURES DE RATIFICATION

1° *Ratifications enregistrées par le Secrétariat Général de la Société des Nations et date de l'enregistrement :*

Belgique (2 février 1925), Bulgarie (16 mars 1923), Canada (21 mars 1926), Cuba (6 août 1928), Espagne (20 juin 1924), Esthonie (3 mars 1923), France (21 mars 1929), Grande-Bretagne (12 mars 1926), Grèce (16 décembre 1926), Italie (8 septembre 1924), Luxembourg (16 avril 1928), Pologne (21 juin 1924), Yougoslavie (30 septembre 1929).

2° *Ratifications conditionnelles ou valables après un certain délai :*

Lettonie (5 août 1926).

3° *Ratifications autorisées par l'autorité nationale compétente :*
Allemagne (16 mars 1923), Pays-Bas (13 janvier 1923).

4° *Ratifications recommandées à l'autorité nationale compétente :*

Argentine (8 septembre 1921), Chili (7 août 1924), Danemark (1926), Uruguay (11 septembre 1925).

B. — MESURES D'APPLICATION

BELGIQUE (8 novembre 1925) :

Loi du 5 juin 1928 sur le contrat d'engagement maritime (S. L. 1928. Belg. 5 A).

BULGARIE (1^{er} janvier 1926) :

Loi du 12 avril 1925 sur le placement et l'assurance chômage (S. L. 1925. Bulg. 2).

CANADA (31 mars 1926) :

Loi de la marine marchande du Canada. Chap. 186. Statuts révisés 1927.

ESPAGNE (14 avril 1925) :

Code du travail du 23 août 1926, art. 43 et 51 (S. L. 1925, Esp. 1).

ESTHONIE (1^{er} mai 1928) :

Loi du 22 mars 1928 sur les marins (S. L. 1928. Est. 1 B).

FRANCE :

Loi du 15 février 1929 portant allocation d'une indemnité de chômage au marin en cas de prise, naufrage ou déclaration d'innavigabilité du navire.

GRANDE-BRETAGNE (12 mars 1926) :

Lois de 1894 à 1923 sur la marine marchande.

Loi de 1925 sur la marine marchande (conventions internationales) S. L. 1925. G. B. 5).

GRÈCE (16 décembre 1925):

Décret-loi du 7 octobre 1925 sur la ratification de la convention.

Loi n° 4044 abrogeant les § 1 et 2 de l'article 2 du décret-loi du 7 octobre 1925.

Décret royal du 24 juillet 1920 tendant à codifier les lois sur le paiement des salaires des ouvriers, employés et gens de maison.

ITALIE (8 septembre 1924):

Décret-loi du 26 octobre 1919 sur l'institution de la caisse des invalides de la marine marchande.

Décret royal du 30 décembre 1923 sur l'assurance obligatoire contre le chômage (S. L. 1923. It. 10).

Décret-loi du 27 décembre 1925 faisant porter effet à la convention en Italie.

POLOGNE (21 juin 1924) :

Code des marins du 2 juin 1902.

Loi du 18 juillet 1924 sur l'assurance-chômage (S. L. 1924. Pol. 3)

Arrêtés rendus en exécution de la loi.

Décret du Président de la République du 24 novembre 1927 sur l'assurance des travailleurs intellectuels.

ANNEXE XL

Convention concernant le placement des marins (2^e Session, Gênes 1920).

A. — MESURES DE RATIFICATION

1^o *Ratifications enregistrées par le Secrétariat général de la Société des Nations et date de l'enregistrement :*

Allemagne (6 juin 1925), Australie (3 août 1926), Belgique (2 février 1925), Bulgarie (16 mars 1923), Cuba (6 août 1928), Esthonie (3 mars 1923), Finlande (7 octobre 1922), France (25 janvier 1928), Grèce (16 décembre 1925), Italie (8 septembre 1924), Japon (23 novembre 1922), Lettonie (3 juin 1926), Luxembourg (16 avril 1928), Norvège (23 novembre 1924), Pologne (21 juin 1924), Suède (27 septembre 1921), Yougoslavie (30 septembre 1929).

2^o *Ratifications autorisées par l'autorité nationale compétente :*
Pays-Bas (13 janvier 1923).

3^o *Ratifications recommandées à l'autorité nationale compétente :*

Argentine (8 septembre 1921), Chili (7 août 1924), Espagne (9 juillet 1923), Uruguay (11 septembre 1925).

B. — MESURES D'APPLICATION

ALLEMAGNE (6 juin 1925) :

Loi du 16 juillet 1927 sur le placement et l'assurance chômage (S. L. 1927. All. 5) qui a remplacé la loi du 22 juillet 1922 sur le placement.

Ordonnance du 8 novembre 1924 sur les bureaux d'enrôlement des marins (S. L. 1924. All. 8).

Ordonnance du 20 septembre 1927 qui a modifié la précédente.

Loi du 2 juin 1910 sur les placeurs.

AUSTRALIE (3 août 1925) :

Lois de 1912 à 1926 du Commonwealth sur la navigation.

BELGIQUE (8 avril 1925) :

Loi du 5 juin 1928 sur le contrat d'engagement maritime (S. L. 1928. Belg. 5 A).

Arrêté royal du 20 janvier 1926 sur l'institution d'un Comité paritaire de placement maritime (S. L. 1926. Belg. 11).

Arrêté royal du 20 mars 1914 concernant la police maritime.

BULGARIE (1^{er} janvier 1926) :

Loi du 12 avril 1925 sur le placement et l'assurance en cas de chômage (S. L. 1925. Bulg. 2).

ESTHONIE (3 mars 1923) :

Loi du 31 janvier 1928 sur la maison des marins (S. L. 1928. Est. 1 A).

Loi du 22 mars 1926 sur les marins (S. L. 1928. Est. 1 B).

Avant la promulgation de ces deux lois, la matière était réglementée par la loi du 1^{er} août 1917 sur les Bourses de Travail.

FINLANDE (7 octobre 1922) :

Loi du 27 mars 1926 sur le placement (S. L. 1926. Fin. 1).

Résolution du Conseil des Ministres du 22 avril 1926 sur l'inspection du placement et sur l'octroi de subvention aux bureaux et agents de placement (S. L. 1926. Fin. 1).

Loi du 26 avril 1924 sur la durée du travail des marins (S. L. 1924. Fin. 3).

Ordonnance du 23 décembre 1924 sur l'enrôlement et le licenciement des équipages des navires (S. L. 1924. Fin. 4).

GRÈCE (30 octobre 1926) :

Décret-loi du 7 octobre 1925 sur la ratification de la convention.

Décret du 30 octobre 1926 rendu en vertu du décret précité.

Décret du 1^{er} juin 1927, remplaçant le précédent.

Décret du 22 juin 1927 rendu en vertu du décret du 1^{er} juin 1927

Décret-loi du 17 octobre 1923 sur le travail maritime et les associations maritimes (S. L. 1923. Grèce 5 A).

Code Pénal et disciplinaire (S. L. 1923, Grèce 5 B.).

Décret royal du 28 février 1924 codifiant les lois, décrets-lois et décrets royaux relatifs à l'Administration de la Marine marchande.

ITALIE (8 septembre 1924) :

Décret-loi royal du 24 mai 1925 sur la répression du courtage en matière de placement des gens de mer (S. L. 1925. It. 22).

Décret royal du 27 décembre 1925 faisant porter effet à la convention en Italie.

Règlement du 27 mars 1920 sur le contrat-type et les règles de service pour les bateaux à vapeur.

Code du commerce (art. 522).

JAPON (1^{er} décembre 1922) ; (28 août 1923) article 5 de la convention:

Loi du 8 mars 1899 sur les marins.

Règlement d'application de ladite loi.

Loi du 11 avril 1922 sur les bureaux de placement maritime (S. L. 1922. Jap. 2).

Ordonnance impériale N° 496 sur l'octroi de subventions conformément à l'article 3 de la loi sur les bureaux de placement maritime, rendue en novembre 1922.

Règlement d'application de la loi sur les bureaux de placement maritime (Ordonnance n° 65 du Département des Communications), rendue le 18 novembre 1922.

Instruction pour l'application de la loi sur les bureaux de placement maritime (notification N° 128 en date du mois de novembre 1922.)

Organisation par le Gouvernement des Commissions des bureaux de placement maritime (ordonnance impériale N° 374 rendue le 27 août 1923.

LETTONIE (3 octobre 1927) :

Ordonnance du 3 octobre 1927 sur les bureaux de placement pour les marins (S. L. 1927. Let. 2).

NORVÈGE (23 novembre 1921) :

Loi du 29 juin 1888 sur l'enregistrement et le contrôle de l'engagement des marins avec les lois complémentaires suivantes:

Loi du 28 mai 1892.

Loi du 16 juin 1927.

Loi du 16 février sur les marins (S. L. 1923. Nor. 1).

Loi du 12 juin 1896 sur les bureaux d'engagement et de placement.

Loi du 12 juin 1906 sur le placement public.

POLOGNE (21 juin 1924) :

(Voir la convention concernant le chômage, Code des marins du 2 juin 1902).

SUÈDE — Date d'entrée en application des dispositions de la convention : 23 novembre 1921.

Décret royal du 30 juin 1916 allouant des subventions de l'Etat pour l'encouragement et l'organisation du service public de placement et les modifications qui y ont été apportées par le

Décret royal du 16 juin 1919,

Décret royal du 30 juin 1916 allouant une contribution de l'Etat en vue de couvrir une partie des frais de transport de personnes

sans ressources en quête d'un emploi et les modifications qui y ont été apportées par les

Décret royal du 16 mai 1918,

Décret royal du 23 mai 1929,

Loi du 15 juin 1922 sur les marins (S. L. 1922, Suède 1).

ANNEXE XLI

Recommandation concernant l'établissement de statuts nationaux des marins.

(2^e Session, Gênes 1920)

a) *Communication des mesures prises au Secrétaire général de la Société des Nations et date de la communication :*

Allemagne (12 août 1926), Australie (28 août 1924), Bulgarie (10 mars 1923), Canada (4 juin 1921), Chili (1^{er} juillet 1921), Esthonie (9 juillet 1928 et 15 mai 1926), France (2 avril 1924), Inde (7 mars 1922), Italie (5 janvier 1922), Japon (4 août 1926), Norvège (1^{er} décembre 1926), Suède (5 juillet 1921), Suisse (2 mars 1922.).

d) *Etats ayant officiellement indiqué que les recommandations ont été soumises à l'« autorité compétente » et date de la soumission :*

Argentine (8 septembre 1921), Autriche (1927), Cuba (17 janvier 1922), Danemark (18 mars 1921), Finlande (9 décembre 1921), Grande-Bretagne (8 novembre 1921), Hongrie (13 mars 1924), Lithuanie (août 1922), Nouvelle-Zélande (1923), Pays-Bas (14 février 1922), Roumanie (1922), Siam (1922), Venezuela (1922).

c) *Etats ayant communiqué d'autres renseignements officiels:*

Afrique du Sud, Belgique, Espagne, Haïti, Lettonie, Luxembourg, Pologne, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, Tchécoslovaquie.

d) *Etats qui n'ont communiqué aucune information officielle: tous les autres Etats.*

ANNEXE XLII

Convention concernant le contrat d'engagement des marins

(8^e Session, Genève 1926)

A. — MESURES DE RATIFICATION

1^o *Ratifications enregistrées par le Secrétariat Général de la Société des Nations et date de l'enregistrement:*

Belgique (3 octobre 1927), Bulgarie (29 novembre 1929), Cuba

(7 juillet 1928), Esthonie (10 mai 1929), France (4 avril 1928), Grande-Bretagne (14 juin 1929), Italie (10 octobre 1929), Luxembourg (16 avril 1928), Yougoslavie (30 septembre 1929).

2° *Ratifications autorisées par l'autorité nationale compétente*: Pays-Bas (2 juillet 1928).

3° *Ratifications recommandées à l'autorité nationale compétente* :

Allemagne, Finlande (18 août 1927), Lettonie (24 mai 1927), Pologne (26 avril 1928), Uruguay (23 mars 1928).

ANNEXE XLIII

Convention concernant le rapatriement des marins (9^e Session, Genève 1926)

A. — MESURES DE RATIFICATION

1° *Ratifications enregistrées par le Secrétariat Général de la Société des Nations et date de l'enregistrement* :

Allemagne (mars 1930), Belgique (3 octobre 1927), Bulgarie (29 novembre 1929), Cuba (7 juillet 1928), Esthonie (9 juillet 1928), France (4 mars 1929), Italie (10 octobre 1929), Luxembourg (16 avril 1928), Yougoslavie (30 septembre 1929).

2° *Ratifications autorisées par l'autorité nationale compétente*: Allemagne, Pays-Bas (2 juillet 1928).

3° *Ratifications recommandées à l'autorité nationale compétente* :

Lettonie (24 mai 1927), Pologne (26 avril 1928), Uruguay (23 mars 1928).

ANNEXE XLIV

Recommandation concernant le rapatriement des capitaines et des apprentis.

(8^e Session, Genève 1926)

a) *Communication des mesures prises au Secrétaire Général de la Société des Nations et date de la communication* :

Esthonie (9 juillet 1928), France (5 décembre 1927), Grande-Bretagne (11 juin 1929), Inde (10 novembre 1927), Etat libre d'Irlande (8 août 1927), Japon (24 janvier 1928), Norvège (28 juillet 1927),

Pays-Bas (7 novembre 1927), Siam (15 mars 1927), Suède (13 juillet 1927).

b) *Etats ayant indiqué officiellement que les recommandations ont été soumises à l'autorité compétente (§ 5 de la recommandation) et date de la soumission:*

Afrique du Sud (31 janvier 1927), Allemagne (1927), Australie (2 mars 1927), Autriche (1927), Canada (20 février 1928), Chine (1927), Cuba (1927), Danemark (8 octobre 1926), Finlande (18 août 1927), Hongrie (9 février 1928), Nouvelle-Zélande (5 décembre 1927), Suisse (1927), Venezuela (1927).

c) *Etats ayant communiqué d'autres renseignements officiels:*

Argentine, Roumanie, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, Tchécoslovaquie.

d) *Etats qui n'ont communiqué aucune information officielle:* tous les autres Etats.

ANNEXE XLV

Recommandation concernant les principes généraux de l'inspection du travail des gens de mer.

(9^e Session, Genève 1926)

a) *Communication des mesures prises au Secrétaire Général de la Société des Nations et date de la communication :*

France (5 décembre 1927), Grande-Bretagne (11 juin 1929), Inde (10 novembre 1927), Etat libre d'Irlande (8 août 1927), Japon (24 janvier 1928), Norvège (28 juillet 1927), Pays-Bas (7 novembre 1927), Siam (15 mars 1927), Suède (13 juillet 1927).

b) *Etats ayant indiqué officiellement que les recommandations ont été soumises à l'autorité compétente (§ 5 de la recommandation) et date de la soumission:*

Afrique du Sud (31 janvier 1927), Allemagne (1927), Australie (2 mars 1927), Autriche (1927), Canada (20 février 1928), Chine (1927), Cuba (1927), Danemark (8 octobre 1926), Finlande (18 août 1927), Hongrie (9 février 1928), Nouvelle-Zélande (5 décembre 1927), Suisse (1927), Venezuela (1927).

c) *Etats ayant communiqué d'autres renseignements officiels:*

Argentine, Esthonie, Roumanie, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, Tchécoslovaquie.

d) *Etats qui n'ont communiqué aucune information officielle :* tous les autres Etats.

ANNEXE XLVI

Recommandation concernant le logement et le couchage des travailleurs agricoles.(3^e Session, Genève 1921)*a) Communication des mesures prises au Secrétaire Général de la Société des Nations et date de la communication :*

Australie (1925), Belgique (2 mars 1927), Bulgarie (5 mars 1925), Esthonie (15 mai 1926), France (15 avril 1924), Hongrie (15 novembre 1927), Italie (16 janvier 1926), Japon (4 août 1926), Norvège (1^{er} décembre 1926), Pologne (7 juin 1923), Siam (21 août 1922), Suède (13 novembre 1923), Suisse (22 mai 1923 et 16 janvier 1926).

b) Etats ayant indiqué officiellement que les recommandations ont été soumises « à l'autorité compétente » (§ 5, de la recommandation) et date de cette soumission:

Afrique du Sud (1923), Allemagne (18 mai 1923), Autriche (1927), Brésil (7 décembre 1922), Canada (23 mars 1923), Chili (7 août 1924), Chine (1923), Cuba (31 août 1922), Danemark (6 juin 1922), Finlande (20 octobre 1923), Pays-Bas (22 juin 1923), Venezuela (1923).

c) Etats ayant communiqué d'autres renseignements officiels:

Albanie, Espagne, Lettonie, Lithuanie, Roumanie, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, Tchécoslovaquie, Uruguay.

d) Etats qui n'ont communiqué aucune information officielle: tous les autres Etats.

ANNEXE XLVII

Convention concernant les droits d'association et de coalition des travailleurs agricoles.(2^e Session, Genève 1921)

A. — MESURES DE RATIFICATION

1^o Ratifications enregistrées par le Secrétariat Général de la Société des Nations et date de l'enregistrement :

Allemagne (6 juin 1925), Autriche (12 juin 1924), Belgique (19 juillet 1926), Bulgarie (6 mars 1926), Chili (15 septembre 1925), Esthonie (8 septembre 1922), Finlande (19 juin 1923), France (21 mars 1929), Grande-Bretagne (6 août 1923), Inde (11 mai 1923), Etat libre d'Irlande (17 juin 1924), Italie (8 septembre 1924), Lettonie (9 septembre 1925), Luxembourg (16 avril 1928), Norvège (11

juin 1929), Pays-Bas (20 août 1926), Pologne (21 juin 1924), Suède (27 novembre 1923), Tchécoslovaquie (31 août 1923), Yougoslavie (30 septembre 1929).

2° Ratifications recommandées à l'autorité nationale compétente :

Argentine (18 mai 1925), Cuba, Danemark (1926), Espagne (9 juillet 1923), Grèce (1^{er} juin 1927), Uruguay (11 septembre 1925).

B. — MESURES D'APPLICATION

ALLEMAGNE (6 juin 1925) :

Constitution de Weimar du 11 août 1919.

AUTRICHE (20 juillet 1924) :

Loi du 21 décembre 1867 sur les droits généraux des citoyens de l'Etat.

Loi du 15 novembre 1867 sur le droit d'association.

Loi du 15 novembre 1867 sur le droit de réunion.

Loi du 7 avril 1870 sur la liberté de coalition.

Diverses lois édictées par les pays fédérés.

BELGIQUE (19 juillet 1926) :

Constitution Belge.

Loi du 24 mai 1921 garantissant la liberté d'association (S.

L. 1921. Belg. 2-3).

BULGARIE (1^{er} avril 1925) :

Constitution bulgare.

ESTHONIE (11 mai 1923) :

Constitution du 15 juin 1920.

FINLANDE (19 juin 1923) :

Loi du 20 août 1906 sur le droit de parole, de réunion et d'association.

Constitution finlandaise du 17 juillet 1919.

Loi du 20 février 1907 sur les assemblées publiques.

Loi du 4 janvier 1919 sur le droit d'association.

Loi du 17 février 1923 ayant modifié la précédente.

Ordonnances du 1^{er} juin 1923, sur la mise en vigueur de la convention concernant les droits d'association et de coalition des travailleurs agricoles.

GRANDE-BRETAGNE (6 août 1923) :

INDE (11 mai 1923) :

Loi de 1926 sur les syndicats de l'Inde (S. L. 1926. Ind. 1).

ETAT LIBRE D'IRLANDE :

Date d'entrée en application des dispositions de la convention : 17 juin 1924.

Lois de 1871-1917 sur les syndicats.

ITALIE (8 septembre 1924) :

Décret royal du 20 mars 1924 faisant porter effet à la convention en Italie.

LETTONIE (9 septembre 1924) :

Loi du 18 juillet 1923 sur les associations, fédérations et organisations politiques (S. L. 1923. Lett. 1).

PAY-BAS (20 août 1926) :

Constitution des Pays-Bas.

Loi du 22 avril 1855 réglementant l'exercice des droits d'association et de réunion.

POLOGNE (21 juin 1924) :

Constitution de la République Polonaise, en date du 17 mars 1921 (S. L. 1921 .Pol. 3).

Divers lois et arrêtés portant sur les parties anciennement russe, autrichienne et prussienne de la Pologne.

SUÈDE (27 novembre 1923) :

De droit immémorial les citoyens suédois jouissent des droits d'association et de coalition. Aucune restriction légale n'existe quant aux travailleurs agricoles.

TCHÉCOSLOVAQUIE (14 mai 1924) :

Loi constitutionnelle du 29 février 1920.

ANNEXE XLVIII

Recommandation concernant le travail de nuit des femmes dans l'agriculture.

(3^e Session, Genève 1921)

a) Communication des mesures prises au Secrétaire Général de la Société des Nations et date de la communication :

Australie (1925), Bulgarie (5 mars 1925), Esthonie (15 mai 1926), France (15 avril 1924), Grande-Bretagne (19 mars 1924), Hongrie (15 novembre 1927), Italie (16 janvier 1926), Japon (4 août 1926), Norvège (1^{er} décembre 1926), Pologne (7 juin 1923), Siam (21 août 1922), Suède (13 novembre 1923), Suisse (22 mai 1923 et 16 janvier 1926), Tchécoslovaquie (24 octobre 1925).

b) Etats ayant indiqué officiellement que les recommandations ont été soumises à l'« autorité compétente » (§ 5 de la recommandation) et date de la soumission :

Afrique du Sud (1923), Allemagne (18 mai 1923), Autriche (1927),

Brésil (7 décembre 1922), Canada (23 mars 1923), Chili (7 août 1924), Chine (1923), Cuba (31 août 1922), Danemark (6 juin 1922), Finlande (20 octobre 1922), Inde (1923), Nouvelle-Zélande (1923), Pays-Bas (22 juin 1923), Venezuela (1923).

c) *Etats ayant communiqué d'autres renseignements officiels*

Albanie, Espagne, Lettonie, Lithuanie, Roumanie, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, Uruguay.

d) *Etats qui n'ont communiqué aucune information officielle: tous les autres Etats.*

ANNEXE XLIX

Recommandation concernant la protection, avant et après l'accouchement des femmes employées dans l'agriculture.

(3^e Session, Genève 1921)

a) *Communication des mesures prises au Secrétaire Général de la Société des Nations et date de la communication :*

Australie (1925), Bulgarie (5 mars 1925), Esthonie (15 mai 1926), France (15 avril 1924), Italie (16 janvier 1926), Japon (4 août 1926), Norvège (1^{er} décembre 1926), Pologne (7 juin 1923), Siam (21 août 1922), Suède (13 novembre 1923), Suisse 22 mai 1923 et 16 janvier 1926).

b) *Etats ayant indiqué officiellement que les recommandations ont été soumises à l'autorité compétente (§ 5 de la recommandation) et date de la soumission :*

Afrique du Sud (1923), Allemagne (18 mai 1923), Autriche (1927), Brésil (7 décembre 1922), Canada (23 mars 1923), Chili (7 août 1924), Chine (1923), Cuba (31 août 1922), Danemark (6 juin 1922), Finlande (20 octobre 1922), Grande-Bretagne (9 mai 1923), Hongrie (13 mars 1924), Inde 1923), Nouvelle-Zélande (1923), Pays-Bas (22 juin 1923), Venezuela (1923).

c) *Etats ayant communiqué d'autres renseignements officiels:*

Albanie, Espagne, Lettonie, Lithuanie, Roumanie, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, Tchécoslovaquie, Uruguay.

d) *Etats qui n'ont communiqué aucune information officielle: tous les autres Etats.*

ANNEXE L

Convention concernant l'âge d'admission des enfants au travail dans l'agriculture.

(2^e Session, Genève 1921)

A. — MESURES DE RATIFICATION

1° *Ratifications enregistrées par le Secrétariat Général de la Société des Nations et date de l'enregistrement :*

Autriche (12 juin 1924), Belgique (13 juin 1928), Bulgarie (6 mars 1925), Esthonie (8 septembre 1922), Hongrie (2 février 1927), Etat libre d'Irlande (26 mai 1925), Italie (8 septembre 1924), Japon (19 décembre 1923), Luxembourg (16 avril 1928), Pologne (21 juin 1924), Suède (27 novembre 1923), Yougoslavie (31 août 1923).

2° *Ratifications autorisées par l'autorité nationale compétente:*
Pays-Bas (16 décembre 1927).

3° *Ratifications recommandées à l'autorité nationale compétente :*

Allemagne (8 novembre 1923), Argentine (18 mai 1925), Chili (7 août 1924), Cuba, Danemark (1926), Espagne (9 juillet 1923), Grèce (30 mai 1927), Lettonie (18 mai 1924), Uruguay (11 septembre 1925).

B. — MESURES D'APPLICATION

AUTRICHE (20 juillet 1924) :

Loi du 15 mai 1869 sur l'instruction primaire, texte de la loi du 2 mai 1883 .

Ordonnances ministérielles du 8 juin 1883 sur les facilités à accorder en vue de la fréquentation scolaire.

Ordonnance du 29 septembre 1905 sur la fréquentation scolaire.

Loi du 19 décembre 1918 sur le travail des enfants mentionnée dans tous les codes du travail agricole édictés par les pays fédérés.

Loi du 10 juillet 1829 modifiant la précédente (S. L. 1928, Autr. 6).

Ordonnance du 10 août 1929 du Ministère fédéral de l'Instruction publique.

Règlement d'exécution du 23 janvier 1920 relatif à la surveillance des enfants (S. L. 1920. Autr. 17).

Texte de la convention publié au *Bundesgesetzblatt* du 19 juillet 1924.

Diverses lois édictées par les pays fédérés.

BULGARIE (6 mars 1925) :

Loi de 1924 sur l'instruction publique.

ESTHONIE — Date d'entrée en application des dispositions de la convention : 31 août 1923.

Loi du 1^{er} novembre 1921 réglementant la durée du travail et les salaires des ouvriers agricoles (S. L. 1921, II^e Partie. Esth. 1).

HONGRIE (2 février 1927) :

Loi N° XLV du 30 juillet 1907 réglementant les rapports juridiques entre le patron et ses domestiques agricoles.

Loi N° XXX du 25 juillet 1921 garantissant l'instruction obligatoire.

Ordonnance N° 130.700 de 1922 du Ministère de l'Instruction Publique, sur l'exécution de la loi N° XXX de 1921.

Loi N° II du 15 avril 1927 portant ratification de la convention.

Ordonnance circulaire N° 30.200 de 1928 N° VI/I du Ministère de l'Agriculture sur le travail agricole.

ETAT LIBRE D'IRLANDE :

Loi de 1926 sur la fréquentation scolaire : Applique les dispositions de la convention qui ont reçu effet le 1^{er} octobre 1926 dans certaines villes et districts urbains et le 1^{er} janvier 1927 dans toutes les autres régions.

ITALIE (8 septembre 1924) :

Texte codifié du 22 janvier 1925 des lois sur l'instruction élémentaire et port-élémentaire et sur l'enseignement complémentaire.

Décret royal du 27 décembre 1925 faisant porter effet à la convention en Italie.

JAPON (19 décembre 1923):

Ordonnance impériale du 20 août 1900 sur les écoles élémentaires.

POLOGNE (21 juin 1924) :

Décret du 7 février 1919 sur l'obligation scolaire.

Constitution de la République de Pologne du 17 mars 1921 (Cf. (S. L. Pol. 3).

Lois pour l'instruction en vigueur dans les parties anciennement russe, autrichienne et prussienne de la Pologne, et en Haute-Silésie.

SUÈDE (27 novembre 1923).

Règlement du 26 septembre 1921 concernant l'enseignement primaire fixe les heures d'enseignement. En dehors de ces heures les enfants ne peuvent être employés au travail dans l'agriculture.

TCHÉCOSLOVAQUIE (14 mai 1924) :

Loi du 19 décembre 1918 sur la journée de 8 heures.

Loi du 17 juillet 1919 sur le travail des enfants (S. L. 1920. Tch. Sl. 2).

Loi du 13 juillet 1922, amendant et complétant les lois concernant les écoles primaires et primaires supérieures.

ANNEXE LI

Recommandation concernant le travail de nuit des enfants et des jeunes gens dans l'agriculture.(3^e Session, Genève 1921)*a) Communication des mesures prises au Secrétaire Général de la Société des Nations et date de la communication :*

Australie (1925), Bulgarie (5 mars 1925), Esthonie (15 juin 1926), France (15 avril 1924), Hongrie (15 novembre 1927), Italie (16 janvier 1926), Japon (4 août 1926), Norvège (1^{er} décembre 1926), Pologne (7 juin 1923), Siam (21 août 1922), Suède (13 novembre 1923), Suisse (22 mai 1923 et 16 juin 1926), Tchécoslovaquie (24 octobre 1925).

b) Etats ayant indiqué officiellement que les recommandations ont été soumises à l'« autorité compétente » (§ 5 de la recommandation) et date de la soumission :

Afrique du Sud (1923), Allemagne (18 mai 1923), Autriche (1927), Brésil (7 décembre 1922), Canada (23 mars 1923), Chili (7 août 1924), Chine 1923), Cuba (31 août 1922), Danemark (6 juin 1922), Finlande (20 octobre 1922), Grande-Bretagne (9 mai 1923), Inde (1923), Nouvelle-Zélande (1923), Pays-Bas (22 juin 1923), Venezuela (1923).

c) Etats ayant communiqué d'autres renseignements officiels :

Albanie, Espagne, Lettonie, Lithuanie, Roumanie, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, Uruguay.

d) Etats qui n'ont communiqué aucune information officielle: tous les autres Etats.

ANNEXE LII

Recommandation concernant le développement de l'enseignement technique.(3^e Session, Genève 1921)*a) Communication des mesures prises au Secrétaire Général de la Société des Nations et date de la communication :*

Allemagne (9 avril 1927), Australie (1925), Belgique (2 mars 1927), Bulgarie (5 mars 1925), Esthonie (15 mai 1926), Finlande (2 avril 1924), France (15 avril 1924), Hongrie (15 avril 1924), Hongrie (15 novembre 1927) Italie (16 janvier 1916), Japon (4 août 1926), Norvège (1^{er} décembre 1926), Pologne (7 juin 1923), Roumanie (1^{er} avril 1925), Siam (21

août 1922), Suède (13 novembre 1923), Suisse (22 mai 1923 et 16 janvier 1926), Tchécoslovaquie (24 octobre 1925).

b) *Etats ayant indiqué officiellement que les recommandations ont été soumises à l'« autorité compétente » (§ 5 de la recommandation) et date de la soumission:*

Afrique du Sud (1923), Autriche (1927), Brésil (7 décembre 1922), Canada (23 mars 1923), Chili (7 août 1924), Chine (1923), Cuba (31 août 1922), Danemark (6 juin 1922), Grande-Bretagne (9 mai 1923), Nouvelle-Zélande (1923), Pays-Bas (22 juin 1923), Venezuela (1923).

c) *Etats ayant communiqué d'autres renseignements officiels:*

Albanie, Espagne, Inde, Lettonie, Lithuanie, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, Uruguay.

d) *Etats qui n'ont communiqué aucune information officielle: tous les autres Etats.*

ANNEXE LIII

Recommandation concernant les assurances sociales dans l'agriculture.

(3^e Session, Genève 1921)

a) *Communication des mesures prises au Secrétaire Général de la Société des Nations et date de la communication:*

Allemagne (9 août 1926), Australie (1925), Belgique (2 mars 1927), Bulgarie (5 mars 1925), Esthonie (15 mai 1926), France (15 avril 1924), Italie (16 janvier 1926), Japon (4 août 1926), Norvège (1^{er} décembre 1926), Pologne (7 juin 1923), Siam (21 août 1922), Suède (13 novembre 1923), Suisse (22 mai 1923 et 16 janvier 1926), Tchécoslovaquie (24 octobre 1925).

b) *Etats ayant indiqué officiellement que les recommandations ont été soumises à l'« autorité compétente » (§ 5 de la recommandation) et date de cette soumission:*

Afrique du Sud (1923), Autriche (1927), Brésil (7 décembre 1922), Canada (23 mars 1923), Chili (7 août 1924), Chine (1923), Cuba (31 août 1922), Danemark (6 juin 1922), Finlande (20 octobre 1922), Grande-Bretagne (9 mai 1923), Hongrie (13 mars 1924), Inde (1923), Nouvelle-Zélande (1923), Pays-Bas (22 juin 1923), Venezuela (1923).

c) *Etats ayant communiqué d'autres renseignements officiels :*

Albanie, Espagne, Lettonie, Lithuanie, Roumanie, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

d) *Etats qui n'ont communiqué aucune information officielle: tous les autres Etats.*

ANNEXE LIV

Convention concernant la réparation des accidents du travail dans l'agriculture.(3^e session, Genève 1921)

A. — MESURES DE RATIFICATION

1^o *Ratifications enregistrées par le Secrétariat Général de la Société des Nations et date de l'enregistrement :*

Allemagne (6 juin 1925), Bulgarie (6 mars 1925), Chili (15 septembre 1925), Danemark (26 février 1923), Esthonie (8 septembre 1922). France (4 avril 1928), Grande Bretagne (6 août 1923), Etat libre d'Irlande (17 juin 1924), Lettonie (29 novembre 1929), Luxembourg (16 avril 1928), Pays-Bas (20 août 1926), Pologne (21 juin 1924). Suède (27 novembre 1923).

Ratifications autorisées par l'autorité nationale compétente:
Hongrie (4 mars 1925).

3^o *Ratifications recommandées à l'autorité nationale compétente :*

Argentine (18 mai 1925), Cuba, Espagne (9 juillet 1923), Finlande (28 octobre 1927), Grèce (1^{er} juin 1927), Italie (16 mai 1923), Uruguay (11 septembre 1925).

B. — MESURES D'APPLICATION

ALLEMAGNE (6 juin 1925) :

Code des Assurances du Reich du 19 juillet 1911.

Texte de la notification du 9 janvier 1926 (S. L. 1926. All. 1).

BULGARIE (6 mars 1925) :

Loi du 6 mars 1924 sur les assurances sociales (S. L. 1924. Bulg. 1.)

DANEMARK (19 mai 1923) :

Loi du 14 juillet 1927 (S. L. 1927. Dan. 4) modifiant la *loi du 6 juillet 1916* sur l'assurance contre les accidents (B. B. Vol. XVI, 1927, p. 6).

ESTHONIE (26 février 1923):

Loi du 1^{er} novembre 1921 réglementant la durée du travail et les salaires des ouvriers agricoles (S. L. 1921. II^e partie. Esth. 1).

GRANDE-BRETAGNE (6 août 1923) :

Loi de 1897 — 1925 sur la réparation des accidents du travail (S. L. 1925. G. B. 3).

ETAT LIBRE D'IRLANDE (17 juin 1924):

Lois de 1906 — 1919 sur la réparation des accidents du travail (S. L. 1925. G. B. 3).

PAYS-BAS (20 août 1926) :

Loi du 20 mai 1922 relative à l'assurance des personnes travaillant dans les entreprises agricoles contre les conséquences pécuniaires des accidents dont elles sont victimes dans leur travail (S. L. 1922. P. B. 2) modifiée par les lois du 21 mars 1924 (S. L. 1924 P. B. 2) et du 13 mai 1927 (S. L. 1927 P. B. 1).

POLOGNE (21 juin 1924) :

Dans la Pologne ancienne autrichienne : *Loi du 7 juillet 1921* amendé et maintenant en vigueur la législation autrichienne relative à l'assurance contre les accidents.

Dans la Pologne anciennement russe : *Loi du 30 janvier 1924* étendant au territoire anciennement russe la législation en vigueur dans le territoire anciennement autrichien.

Dans la Pologne anciennement prussienne : Livre III du Code allemand des assurances du 19 juillet 1911 amendé par une série d'arrêtés et par la loi polonaise du 2 juillet 1921.

SUÈDE (27 novembre 1923) :

Loi du 17 juin 1916 sur l'assurance contre les accidents du travail (B. B. 1916. Vol. : V. P. 292) modifiée en partie par les lois du 15 juin 1922 (S. L. 1922. Suè. 2) du 18 juin 1926 (S. L. 1926. Suè. 5) et du 24 mai 1928.

ANNEXE LV

Convention concernant l'assurance-maladie des travailleurs agricoles.

(10^e Session. Genève 1927)

A. — MESURES DE RATIFICATION

1^o *Ratifications enregistrées par le Secrétariat Général de la Société des Nations et date de l'enregistrement :*

Allemagne (23 janvier 1928), Autriche (18 février 1929), Luxembourg (16 avril 1928), Tchécoslovaquie (17 janvier 1929).

2^o *Ratifications recommandées à l'autorité nationale compétente :*

Cuba, Lettonie (27 octobre 1927), Uruguay (23 mars 1928).

ANNEXE LVI

Recommandation concernant les moyens de prévention contre le chômage dans l'agriculture.(3^e Session, Genève 1921)*a) Communication des mesures prises au Secrétaire Général de la Société des Nations et date de la communication:*

Australie (1925), Belgique (2 mars 1927), Bulgarie (5 mars 1925), Esthonie (15 mai 1926), Finlande (2 avril 1924), France (15 avril 1924), Hongrie (15 novembre 1927), Italie (16 janvier 1926), Japon (4 août 1926), Norvège (1^{er} décembre 1926), Pologne (7 juin 1923), Siam (21 août 1922), Suède (13 novembre 1923), Suisse (22 mai 1923), et 16 janvier 1926).

B) Etats ayant officiellement indiqué que les recommandations ont été soumises à l'autorité compétente (§ 5 de la recommandation) et date de la soumission :

Afrique du Sud (1923), Autriche (1927), Brésil (7 décembre 1922), Canada (23 mars 1923), Chili (7 août 1924), Chine (1923), Cuba (31 août 1922), Danemark (18 mars 1921), Grande Bretagne (9 mai 1923), Nouvelle Zélande (1923), Pays-Bas (22 juin 1923), Venezuela (1923).

c) Etats ayant communiqué d'autres renseignements officiels:

Albanie, Allemagne, Espagne, Inde, Lettonie, Lithuanie, Roumanie, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, Tchécoslovaquie, Uruguay.

d) Etats qui n'ont communiqué aucune information officielle: tous les autres Etats.

Bibliographie

I. — OUVRAGES GENERAUX.

- 1° BRY (Georges). — *Les lois du travail industriel et de la prévoyance sociale : Législation ouvrière*, 6^e édition. Editeur Société Recueil Sirey. Paris 1921.
- 2° CAPITANT (Henri) et CUCHE (Paul). — *Précis de législation industrielle*. Editeur Dalloz, Paris 1927.
- 3° DALLOZ. — *Répertoire pratique de législation, de doctrine et de jurisprudence*. Rubrique travail : Règlementation du travail en droit international, pp. 392 à 396. Editeur Dalloz, Paris 1926.
- 4° FAUCHILLE (Paul). — *Traité de droit international public*, 8^e édition, tome I. Editeur Arthur Rousseau, Paris 1926.
- 5° LE FUR (Louis) et CHKLAVER (Georges). — *Recueil de textes de droit international public*. Editeur, Dalloz, 1928.
- 6° GIDE (Charles) et RIST (Charles). — *Histoire des doctrines économiques*, 3^e édition. Editeur, Société du Recueil Sirey. Paris, 1920.
- 7° PIC (Paul). — *Traité élémentaire de législation industrielle*.
- 8° SCELLE (Georges). — *Précis de législation industrielle*. Editeur, Société du Recueil Sirey. Paris, 1927.
- 9° TRUCHY (Henri). — *Cours d'Economie politique*. Tome II, pp. 388 et suivantes. Editeur, Société anonyme du Recueil Sirey. Paris, 1927.

II. — DOCUMENTS OFFICIELS.

- 1° *Annuaire de la Société des Nations* (1929).
- 2° *Bulletin Officiel* (années 1921 à 1930).

- 3° *Documents de la Conférence Internationale du Travail*, (années 1919 à 1929 :
- a) Comptes-rendus des séances de la Conférence,
 - b) Questionnaires adressés aux Gouvernements des Etats Membres.
 - c) Rapports sur les questions inscrites à l'ordre du jour des différentes sessions de la Conférence.
 - d) Rapports du Directeur du Bureau International du Travail aux Sessions de la Conférence (années 1921 à 1929).
- 2° *Enquêtes du Bureau International du Travail* (Chômage, Production, etc...)
- 3° *Etudes et Documents* (les différentes séries, années 1920 à 1929)
- 4° *Informations sociales*.
- 5° *Publications diverses* :
- a) L'admission de l'Allemagne et de l'Autriche dans l'Organisation Permanente du Travail, 1920.
 - b) Clauses des traités de Paix relatives au Travail, 1920.
 - c) Projets de convention et recommandations adoptées par la Conférence internationale du Travail au cours de ses douze premières sessions, 1919-1929.
 - d) L'Organisation Internationale du Travail et les Assurances Sociales, 1925.
 - e) L'Organisation Internationale du Travail et le travail des femmes, 1930.
 - f) L'Organisation Internationale du Travail et la protection des enfants, 1926.
 - g) L'Organisation Internationale du Travail et le chômage, 1927.
 - h) L'Organisation Internationale du Travail et les migrations, 1927.
 - i) L'Organisation Internationale du Travail et les marins, 1927.
 - j) L'Organisation Internationale du Travail et le mouvement coopératif, 1923.
 - k) Rapport présenté à la Conférence des préliminaires de la Paix par la Commission de législation internationale du Travail, 1920.
 - l) Statuts et règlements de l'Organisation permanente du Travail, 1926.
- 6° *Recueil International de Jurisprudence du Travail* (années 1925 à 1929).
- 7° *Revue Internationale du Travail* (années 1921 à 1930).
- 8° *Série Législative*. (années 1920 à 1929).

- 9° *Résumé mensuel des travaux de l'Organisation internationale du Travail* (années 1927 à 1930).

III. — PUBLICATIONS DIVERSES, THESES ET ARTICLES DE REVUE.

- 1° ALQUIER C. — *L'Organisation Internationale du Travail*. Son activité depuis le Traité de Versailles (Thèse) Toulouse, 1922.
- 2° *Au Bureau International du Travail : Les huit heures et l'Organisation scientifique du Travail*. Questions pratiques, droit ouvrier, économie politique et sociale, 1927. N° 1, pp. 40 à 42, Lyon.
- 3° BARNES (Georges) — *Origines de l'Organisation Internationale du Travail*. Sa liaison avec la S. D. N. Activités et publications du B. I. T. L'Europe Nouvelle. 5 juin 1926, pp. 781 à 783, Paris.
- 4° *Bureau International du Travail (L)* (Sa raison d'être, son activité). Pour la Société des Nations, 1^{er} février 1925, pp. 79 à 82, Paris.
- 5° BUTHLER (H. B.). — « *La concentration* » dans le monde. Collaboration gouvernementale, patronale et ouvrière. L'Europe Nouvelle, juin 1926, pp. 779-80, Paris.
- 6° BUTHLER (H. B.). — *The International Labour*. Organisation (in « the League Of Nations Starts — An outline by its organisers) London, 1920.
- 7° CABRINI (Angiolo). — *La legislazione internazionale del lavoro allo Conferenza della pace*. Rassegna della Previdenza sociale, maggio — giugno 1919, Roma.
- 8° *Chronique des faits internationaux*. Pays-Bas : Cour permanente de Justice internationale : compétence de l'Organisation permanente du travail de la Société des Nations en matière agricole. Avis de la cour en date du 12 août 1922. Revue générale de droit international public, 1922, pp. 435-439, Paris.
- 9° COURTIN (René). — *L'Organisation Permanente Internationale du Travail* instituée par le Traité de Versailles (thèse) Paris, 1923.
- 10° DEVINAT (Paul). — *L'Organisation Internationale du Travail*. Editeur, Félix Alcan, Paris, 1923.
- 11° DELBECQ (Jean). — *Dix ans après*, le Bureau International du Travail en 1928-1929, Annemasse, 1929.

- 12° DURAFOUR (A). — *Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à hâter la ratification des conventions internationales du Travail*. Chambre des Députés, 13^e législature, session extraordinaire de 1927, N° 5080, Paris, 1927.
- 13° GENEVOIS (Henry). — *L'Activité du B. I. T.* (Mai 1926-Mai 1927), Genève, 1927.
- 14° FEHLINGER (H.). — *Internationale Sozialpolitik ; Die Internationale Arbeitsorganisation und ihre Ergebnissen*. Verlagsgesellschaft des Allgemeinen Deutschen Gewerkschaftsbundes. Berlin, 1924.
- 15° FONTAINE (A). — *Les conventions internationales du travail*. L'Europe Nouvelle, juin 1926, pp. 777-779, Paris.
- 16° GIDE (Charles). — *La règlementation internationale du Travail*. Revue internationale de Sociologie, mars, avril 1919, pp. 149-154, Paris.
- 17° GODART (Justin). — *Les clauses du travail dans le Traité de Paix* (Rapport). Association nationale française pour la protection légale des travailleurs (Paris, 1919).
- 18° GODART (Justin). — *Les clauses du travail dans le Traité de Versailles* (28 juin 1919). Les décisions de la Conférence de Washington (novembre 1919). Paris, 1920.
- 19° GODART (Justin). — *La Conférence Internationale du Travail de 1925*. L'Europe Nouvelle, 20 juin 1925, pp. 821-822, Paris.
- 20° GUERREAU (M.). — *L'Organisation Permanente du Travail*. Sa compétence en matière agricole. Extrait de la Revue générale de Droit international public, mai-août 1922. Paris.
- 21° GUERREAU (M.). — *Une nouvelle institution du droit des gens*. L'Organisation Permanente du Travail, Paris, 1923.
- 22° HARMEL (M.). — *L'Organisation Internationale. du Travail*. Genève, 1928.
- 23° HARMEL (M.). — *Le Bureau International du Travail et la reconstruction économique*. Genève, 1928.
- 24° HITIER (H.) et HITIER (J.). — *Les questions agricoles devant la 3^e Conférence Internationale du Travail*. L'Expansion économique, décembre 1921, pp. 8-18, Paris.
- 25° JOUHAUX (Léon). — *La classe ouvrière, la Société des Nations et le Bureau International du Travail*, Paris 1923.
- 26° JOUHAUX (Léon). — *La C. G. I. et l'Organisation du Travail*. L'Europe Nouvelle, juin 1926, pp. 792-793, Paris.

- 27° KRECHER (Jean). — *L'Enquête du Bureau International du travail sur la production*. Questions pratiques. Droit ouvrier, Economie politique et sociale 1926, n° 1, pp. 10-7, Lyon.
- 28° LAMBERT-RIBOT (A.). — *L'Organisation Internationale du Travail et les difficultés de l'action internationale*. L'Europe nouvelle, juin 1926, pp. 787-790, Paris.
- 29° LAZARD (Max). — *La Politique internationale. Le Bureau International du Travail. La vie politique dans la France contemporaine*. Conférence d'éducation politique et sociale. Introduction de M. Ferdinand Buisson, pp. 159-177, Paris, 1925.
- 30° LORDONNOIS (P.). — *La réglementation internationale du Travail maritime* (thèse), Paris, 1922.
- 31° MAHAİM (Ernest). — *La Conférence des Ministres du Travail tenue à Londres du 15 au 19 mars 1926*. Revue générale de Droit international public.
- 32° MAHAİM (Ernest). — *La Conférence Internationale du Travail de 1927* (Genève, mai-juin 1927). Revue générale de Droit international public, septembre-octobre 1927, pp. 627-641, Paris.
- 33° MAHAİM (Ernest). — *La Conférence Internationale du Travail de Gênes*, 15 juin-10 juillet 1920. Revue de Droit international et de Législation comparée, 1921, n° 1-2, Bruxelles.
- 34° MAHAİM (Ernest). — *Les avis de la Cour Permanente de Justice Internationale au sujet de l'interprétation de certains articles de la Partie XIII du Traité de Versailles*. Avis consultatifs N° 1-3. Revue de Droit international et de Législation comparée, 1922, pp. 503-524.
- 35° MARTIN (William). — *Le Bureau International du Travail et ses détracteurs*. La Paix par le Droit, juin 1923, pp. 233-238, Paris.
- 36° MAURETTE (F.). — *La X^e session de la Conférence Internationale du Travail*. L'Europe Nouvelle, 25 juin 1927, pp. 829-834, Paris.
- 37° MADAY (André DE). — *La Charte Internationale du Travail*. Rieder, 1921.
- 38° MADAY (André DE). — *L'Organisation Internationale du Travail et la solidarité sociale. Vers l'Unité*. Revue internationale de libre recherche spiritualiste, octobre-novembre 1921, Genève.
- 39° MACDONALD (J.), RAMSAY. — *The truth about the I. L. O.* (Reprinted — from — the Labour Magazine), july 1923, London.
- 40° *Ministère des Affaires Etrangères* : Rapport fait nom de la Commission des Finances chargée d'examiner le projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1922, par M. Noblemaire, pp. 2575-2594 (Renseignements sur la Société

- des Nations, sur son Secrétariat général et sur le Bureau International du Travail) Journal Officiel, 4-5 février 1922. Doc. Parl. Chambre, 2^e séance du 12 juillet 1921, annexe n° 3131, p. 2567, Paris.
- 41° MORO (H.). — *La IV^e Conférence Internationale du Travail*. Ce que le Traité de Versailles a voulu faire. Ce que le B. I. T. voudrait faire. Ce que la Conférence va chercher à faire. La Journée Industrielle.
- 42° OUALID (William). — *La Première Session de la Commission Internationale de l'Emigration*. Bulletin de l'Association française pour la lutte contre le chômage, octobre 1921, n° 54, pp. 1-20, Paris.
- 43° OUDEGEEST (Jan). — *Amsterdam et Genève*. L'Europe Nouvelle, juin 1926, pp. 791-2, Paris.
- 44° OUDEGEEST (Jan). — *La législation sociale internationale*. Ed. de la Fédération syndicale internationale, Paris.
- 45° PIC (Paul). — *Les questions ouvrières devant la Conférence de la Paix*. Revue politique et littéraire. Revue bleue, n° du 29 mars 1919, Paris.
- 46° PIC (Paul). — *La Conférence ouvrière de Washington et l'O. I. T.* Revue politique et littéraire, 1920, n° 15, pp. 475 et suivantes.
- 47° PIC (Paul). — *La réglementation du travail agricole devant la Conférence de Genève*. Le recours du Gouvernement Français devant la Cour de Justice. Revue politique et Parlementaire, 10 août 1922, pp. 314-319, Paris.
- 48° PIC (Paul). — *La troisième Conférence Internationale du Travail*. Questions pratiques. Droit ouvrier. Economie politique et sociale, 1922, n° 1, pp. 38-40, Paris et Lyon.
- 49° PIC (Paul). — *La réglementation internationale du travail agricole devant la Cour permanente de Justice internationale*. Questions pratiques. Droit ouvrier. Economie politique et sociale, 1922, n° 4-5, pp. 159-170, Paris et Lyon.
- 50° PIC (Paul). — *Compte-rendu des travaux de la VII^e Conférence Internationale du Travail* (Genève 19 mai-10 juin 1925). Revue politique et parlementaire, 10 septembre 1925, pp. 451-463, Paris.
- 51° PIC (Paul). — *Vue synthétique sur l'œuvre de l'Organisation Internationale du Travail depuis Washington 1919 jusqu'à*

Genève 1925. Revue générale de droit international public. Juillet-octobre 1925, pp. 268-291, Paris.

- 52° PICARD (Roger). — *Le Bureau International du Travail*. Revue d'économie politique (chronique des institution économiques internationales), mai-juin 1926, n° 3, pp. 871-884, Paris.
- 53° POLITIS (Nicolas). — *La Justice internationale*. Paris, 1924.
- 54° RIVES (Paul). — *L'Organisation Internationale du Travail : I. Histoire et statut juridique ; II. L'œuvre accomplie (1919-1926)*. Editeur, Marcel Rivière, Paris 1925 et 1927.
- 55° ROUDNEV (V.). — *Qu'est-ce que le B. I. T. (Bureau International du Travail)*. Les Presses Universitaires de France.
- 56° RUFFIN (H.). — *La VI^e Conférence Internationale du Travail*. Le Parlement et l'opinion, août 1924, pp. 1493-1499. Paris.
- 57° RUFFIN (H.). — *Les mutilés et le Bureau International du Travail*. Les Presses Universitaires de France, Paris 1924.
- 58° RUFFIN (H.). — *Les origines françaises de la S. D. N. et du Bureau International du Travail*. II. Le Bureau International du Travail. Le Parlement et l'Opinion, 20 janvier 1924, pp. 141-147, Paris.
- 59° SANGRO Y ROS DE OLANO (Pedro). — *La nuevas orientaciones internacionales para el desarrollo de la Legislacion obrera*. Asociacion internacional para la proteccion legal de los Trabajadores. Seccion Espanola. Num 51, Madrid 1922.
- 60° SCELLE (George). — *L'organisme international de législation ouvrière*. Extrait de la Revue des sciences politiques, 1920, pp. 537-554. Paris.
- 61° SCELLE (George). — *Le Pacte des Nations et sa liaison avec le Traité de Paix*. Librairie de la Société anonyme du Recueil Sirey, Paris, 1919.
- 62° SERTILLANGES (A.). — *La doctrine catholique et les clauses du travail dans le Traité de Paix*, Paris, 1919.
- 63° THOMAS (Albert). — *La Charte du Travail*. L'Europe nouvelle,, juin 1926, pp. 770-772, Paris.
- 64° THOMAS (Albert). — *L'Organisation Internationale du Travail et la première année de son activité*. Genève, 1920.
- 65° TURMANN (M.). — *Origine et étapes de la législation internationale du Travail, jusqu'à la Conférence de la Paix*. Le Correspondant, 10 mars 1919.

- 66° TURMANN (M.). — *Problèmes sociaux du travail industriel*, Paris, 1921.
- 67° VABRE (Albert). — *De l'internationalisation de la législation du travail* (thèse), Lyon, 1923.
- 68° VABRE (Albert). — *Le Droit international du travail*. Préface par Etienne Antonelli, Paris, 1923.
- 69° WALINE (Pierre). — *La IV^e Conférence Internationale du travail*. Revue politique et parlementaire, 10 décembre 1922, pp. 507 à 527, Paris.
- 70° WALINE (Pierre). — *L'Organisation Internationale du Travail après sept ans d'existence*. La Revue de Paris, 1^{er} septembre 1926, pp. 221-225, Paris.
- 71° *Vers la Règlementation internationale du travail*. La ratification de la convention de Washington sur la journée de huit heures. La dixième conférence internationale du Travail. Questions pratiques. Droit ouvrier. Economie politique et sociale, 1927, n° 2, pp. 79-82, Lyon.
- 72° WOMAN'S (Yer). — *Bock, The 1923-1924 : The International Labour organisation of the League of Nations*, pp. 156-160, London.

